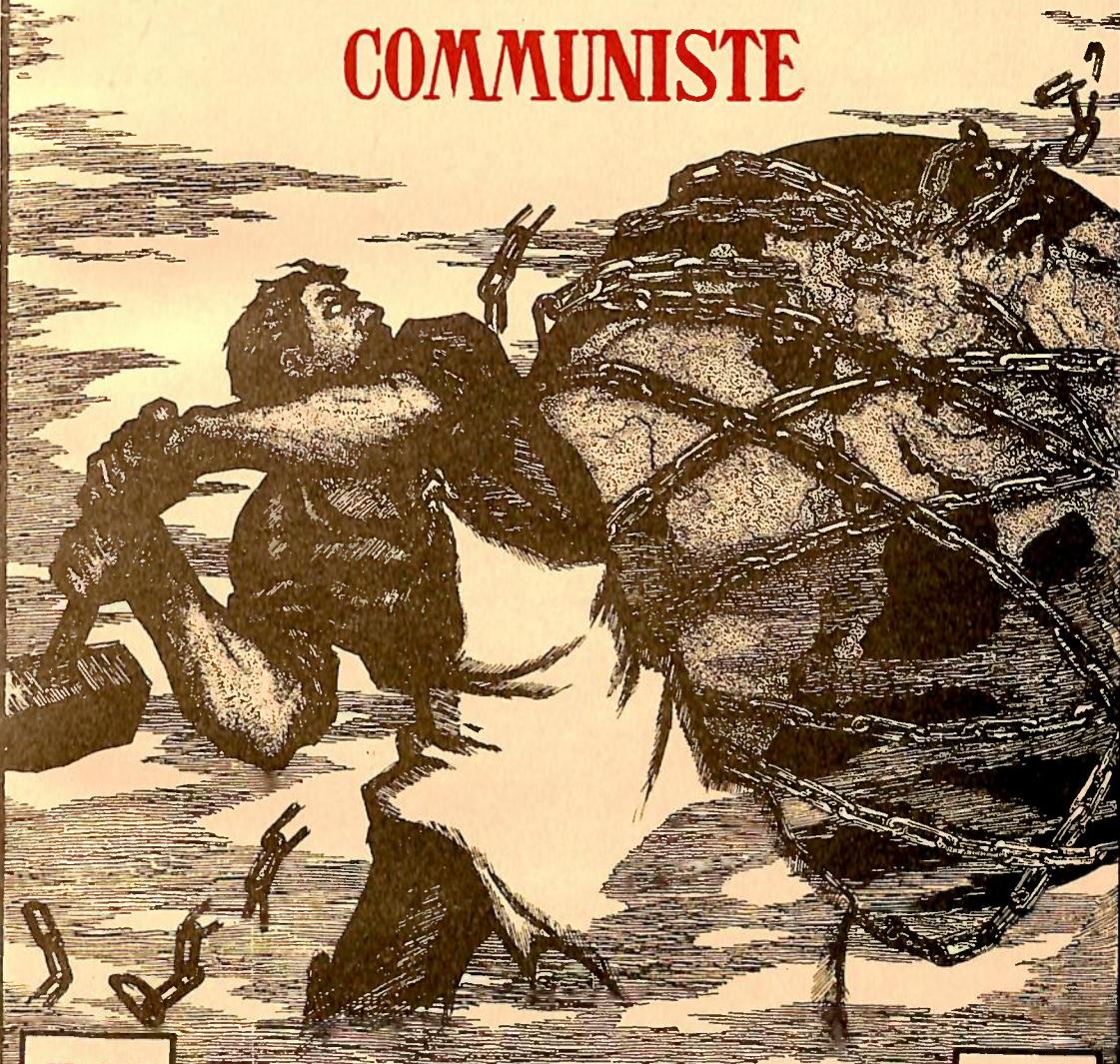


PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS  
UNIS SEZ-VOUS !

# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



N°

MOSCOW  
KREMLIN

PÉTROGRAD  
SMOLNY

15



# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE  
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

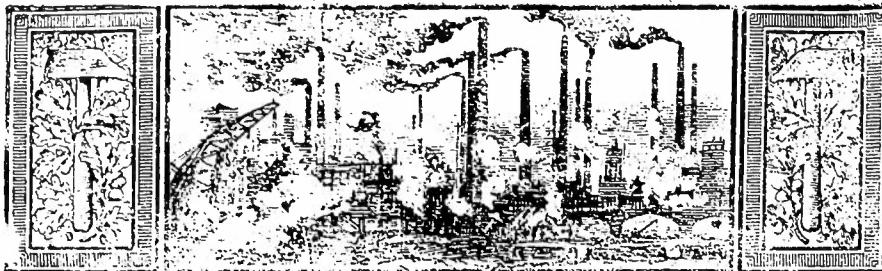
*PARAÎT SIMULTANÉMENT EN FRANÇAIS, EN RUSSE,  
EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS*

Parait sous la direction de G. Zinoviev avec la collaboration immédiate des camarades Lénine, Trotsky, Boukharine, Louatcharsky, Pokrovsky, Riazanov, Kaménev (Russie), Sirola, Manner, Kuusinen (Finlande), Höglund, Strom, Kilborn, Grimald (Suède), Trammel (Norvège), Roland Holst, Pannekak, Corter, Wijnkoop, Rutgers, Ravestijn (Hollande), Blagov, Kolarov, Kirkov, Kabakchieff (Bulgarie), Gruber, Tomann (Autriche), C. Zetkin, M. Albert, Lévy, K. Radek (Allemagne), Rothstein, Pankhurst (Angleterre), Loriot, Deslinières, Monatte, Guilbeaux, Sadoul, Péricat (France), Serrati, Bombaci, Daragona, Balabanova (Italie), Platten, Münzenberg, Münch, Humbert-Droz (Suisse), Bela-Kun, Rudas, Roudnyansky (Hongrie), Marchlewsky-Karsky (Pologne), o o o John Reed, Jim Larkin (Amérique), etc., etc. o o o

№ 15

2<sup>e</sup> ANNÉE  
JANVIER 1921

— BUREAUX: PÉTROGRAD, SMOLNY, 62, TÉL. 1-19 —  
RÉDACTION: PÉTROGRAD, SMOLNY, CABINET DE G. ZINOVIEV



*Karl LIEBKNECHT.*

## PAGES ÉCRITES EN PRISON

*(Inédit).*

**NOTE DE LA RÉDACTION.** Les petits articles que nous publions aujourd'hui, ont été écrits par le grand communiste allemand en 1917 et 1918, pendant son emprisonnement, à une époque où il ne recevait qu'un journal quotidien qu'on lui donnait d'ailleurs après l'avoir lu, c'est-à-dire avec une semaine de retard. Ces journaux, il ne pouvait les lire que le dimanche, le travail obligatoire ne lui laissant les jours ouvrables, qu'un quart d'heure de loisir. Nous continuons dans le prochain numéro la publication de ses articles.

### Tâches des ouvriers allemands après la guerre.

(1917)

On entend souvent affirmer que, si l'impuissance du prolétariat s'avère, si la lutte contre la guerre ne produit pas la révolution et surtout si l'Allemagne remporte la victoire, la guerre sera «vaine» et «vains seront tous nos sacrifices».

S'il ne s'agissait que de cela et si le prolétariat international pouvait seulement recommander, après la guerre, son action avec les réserves de forces dont il disposait auparavant et sur ses anciennes positions! Mais, en réalité, le prolétariat de tous les pays belligérants est affreusement débilité, tant au physique qu'au moral; les classes possédantes des pays victorieux ont remarquablement accru leur puissance économique et politique. La plupart des chefs et une partie considérable des masses ouvrières sont dans ces pays profondément démoralisés, stupéfiés, désesparés, découragés; dans les pays vaincus, ils sont par contre la proie du chauvinisme et du désespoir.

Le prolétariat est moins que jamais capable d'action, alors que les classes possédantes envisagent plus clairement que jamais leurs intérêts et leurs buts. La solidarité internationale se heurte à de terribles obstacles, tandis que les dissensions nationaux, trouvant un terrain favorable, sont devenus un mal chronique. L'impérialisme triomphe, le socialisme a perdu son influence, et

ce qui s'accomplit aujourd'hui discrédite même rétrospectivement, la commune de 1871. Notre bilan ne se solde pas par un zéro, mais par un déficit énorme. Tel est, pour le prolétariat révolutionnaire, les résultats de la guerre.

De la guerre franco-allemande, comme de toutes les guerres, le socialisme sortit propre, plus éclairé et mieux trempé; mais la guerre mondiale actuelle n'en laisse que ruines. Son idéologie et son organisation se désagrégent et se désagrégent bien plus dans les pays où elles paraissent s'être le mieux maintenues, en se soumettant aux puissances régnantes, c'est-à-dire dans les pays, où elles ont fait sans réserve le jeu des ennemis mortels du prolétariat.

La classe ouvrière a rétrogradé jusqu'en deçà de 1870; tel est le bilan.

Dans chaque pays et dans l'Internationale, il faut maintenant recommencer notre œuvre de propagande et d'organisation, notre œuvre de préparation, de lutte de classe, de solidarité internationale.

L'organisation internationale des masses ouvrières, et le mouvement de ces masses doivent renaître dans des conditions effroyablement dures. Tous au travail! Au travail et haut les coeurs!

Après la guerre, comme pendant la guerre et même davantage, l'Allemagne aura dans le monde un rôle décisif, surtout pour le développement révolutionnaire. Et le prolétariat allemand a pour devoir de déployer la plus grande activité, une activité d'autant plus intense que sa passivité aura été plus profonde pendant la guerre. Il rachètera ainsi son péché historique et ne le rachètera qu'ainsi. Mais, si le travailleur allemand ne prend pas conscience de son devoir et ne sait pas l'accomplir, les générations futures le maudiront avec juste raison.

Plus précisément, les tâches qui s'imposent à nous seront les suivantes:

1. Au sein des Etats constitués après la guerre, dans le milieu économique, social, politique, historique qu'ils nous offriront, grouper et organiser les éléments socialistes, faire leur éducation dans l'esprit de l'internationalisme révolutionnaire; se servir de tous les moyens de l'action directe, (sans respecter naturellement les limites de la légalité), pour créer un puissant mouvement d'agitation et d'organisation imbue du même esprit.

2. Sur la base que nous offriront, après la guerre, les unités impérialistes et en nous servant des relations internationales en régime capitaliste, reconstituer l'International des Proletaires, mais comme une association des travailleurs de tous les pays, pénétrée de l'esprit révolutionnaire internationaliste, comme un organisme mondial de lutte des classes.

3. Tirer parti, dans tous les pays, des conséquences sociales, économiques et politiques de la guerre, en vue d'organiser les masses et de les mener au combat.

4. Tirer également parti des antagonismes nationaux que la guerre aura développés, afin de les transformer intérieurement et, soit d'y trouver des forces pour la lutte des classes internationale, soit d'en neutraliser l'effet contre celle dernière.

5. Soutenir dans tous les pays et dans tous les domaines de la vie, la lutte des classes internationale la plus énergique; consacrer une attention toute particulière à l'action antimilitariste (agitation et organisation) parmi les soldats et parmi les populations, en général.

6. Consacrer une attention toute particulière à l'Allemagne. S'efforcer de la pousser à l'action révolutionnaire et d'entraîner dans la lutte ses masses populaires.

7. Conformément aux exigences de tout ce travail, combattre les éléments indignes de confiance, encins à la trahison, douieux, instables ou inaptes à l'action révolutionnaire, et les tentances qu'ils constituent au sein du prolétariat.

### *Maudites soient les demi-mesures!*

(Septembre 1917).

La malédiction qui pèse sur toute demi-mesure, sur toute hésitation, est la première et la plus ancienne des malédictions politiques. Elle est plus lourde que celle qui pèse sur Caïn pour le meurtre d'Abel.

L'infériorité, l'absence de toute demi-mesure (et certes non la politique équivoque de Kérensky), la dictature du Soviet des Ouvriers et des Soldats, la dictature du prolétariat peut seule sauver la révolution russe pour les masses,—peut seule la sauver du tsarisme encore aux aiguets, des Hohenzollern et des Habsbourg, de l'impérialisme russe et de celui de l'Entente; seule, la dictature du prolétariat et des masses laborieuses des villes et des campagnes qui le soutiennent peut, en proclamant résolument leur volonté de défendre cette république, cette Russie révolutionnaire qui leur appartient, contre les hordes esclaves, de l'invasion, contre les hordes des empires centraux

conduites par les Tamerlans modernes, seule la dictature prolétarienne, inspirée de cet esprit révolutionnaire et faisant face également à l'impérialisme de l'Entente, peut trouver son salut. Mais jusqu'à présent, la force lui a manqué et en tout cas, la résolution. Dès le mois de juillet, Tcheidzé a repoussé l'idée de la prise totale du pouvoir par les soviets des ouvriers et des soldats. Et nous attendons maintenant avec une fiévreuse impatience que le prolétariat russe prenne une résolution et se décide à saisir, avec une foi inébranlable en ses propres forces, les rênes du pouvoir.

### *Tactique et principe.*

Notre attitude envers la guerre se définit entièrement par l'internationalisme, par nos appréciations sur les questions politiques, sociales et économiques, par notre lutte, par nos méthodes, par notre but.

La défense d'un pays est, en effet, conditionnée par la lutte des classes révolutionnaires dans chaque pays envisagé séparément, et par l'action commune du prolétariat de tous les pays agissant sous ce mot d'ordre: substituer la lutte des classes ouvrières à la guerre impérialiste, la lutte des classes internationale, aux guerres nationales.

Le but de notre guerre à la guerre est international; c'est à l'échelle internationale que nous nous efforçons d'apprécier et de prévoir le résultat des conflits: leur signification générale pour le prolétariat du monde entier, voilà ce qui nous intéresse et c'est au prolétariat du monde entier que nous voulons préparer pour demain un terrain favorable. La lutte des classes internationale contre la guerre ne doit pas se poursuivre séparément dans chaque pays, selon un schéma approximatif invariable, que l'on s'appliquerait à réaliser aveuglément, obstinément; elle doit être un processus vital, unique dans le monde entier, étendu à tous les pays où le capital et le travail sont en présence.

Nous en suivons le développement dans tout l'univers et nous réagissons à toutes ses phases. Dans tous les pays et dans chaque pays considéré séparément, nous conformons nos méthodes d'action au principe internationaliste, afin d'obtenir le plus grand résultat, c'est-à-dire le développement maximum de la puissance révolutionnaire du prolétariat, considéré comme formant un tout unique.

Il s'agit de toujours diriger opportunément et au bon endroit les grands mouvements sociaux, connexes à la guerre, vers le socialisme international, par l'action directe des masses prolétariennes. Selon les perspectives et les possibilités révolutionnaires de chaque pays et de chaque moment, il s'agit d'intervenir tanôt résolument, tanôt prudemment et de déployer une activité révolutionnaire plus ou moins énergique ou circumspecte. L'indispensable, c'est de tendre tous nos efforts, en vue de réaliser la plus grande coordination de l'action révolutionnaire et socialiste internationale, en tenant compte à la fois des circonstances particulières dans chaque pays

et de la situation d'ensemble. Il s'agit de déployer la plus grande énergie dans toutes les questions fondamentales, à tous les moments décisifs. C'est pourquoi, dès le début de la guerre mondiale, « jusqu'à l'heure actuelle, la plus haute tension des forces révolutionnaires contre la guerre et contre le gouvernement a été et continue d'être le devoir révolutionnaire en Allemagne, plus que partout ailleurs. C'est, en Allemagne, le premier devoir et le plus sacré. Car nous portons la plus grande responsabilité pour tout le mal que la guerre mondiale a fait à l'Internationale, au prolétariat et au socialisme. C'est pourquoi la faute historique de la majorité allemande est si grande; c'est ce qui fait l'infâme de sa coalition avec le gouvernement des Hohenzollern; c'est pourquoi elle mérite d'être traitée par l'histoire, beaucoup plus sévèrement que les socialistes gouvernementaux de tout autre pays.

Si les puissances centrales réussissaient à terminer la guerre dans la situation militaire actuelle, ce serait une catastrophe pour le peuple allemand, un malheur pour le monde, une cause permanente de conflits, et certainement la cause d'une nouvelle guerre, qui ne pourrait manquer d'éclater à brève échéance. La victoire des empires centraux serait, par suite de l'impuissance de la Russie, une victoire de l'impérialisme, c'est-à-dire de la violence politique et de l'oppression sociale remportée avec le concours de la révolution russe, du prolétariat russe. Ce serait ainsi un coup terrible porté à l'influence du socialisme, en un mot la plus grande défaite du prolétariat dans sa lutte pour l'émancipation.

### *Schufterlé et consorts* (1).

(Fin mars 1918).

Le 27 février 1918, M. Erzberger a délivré aux socialistes gouvernementaux l'affection bien méritée, que «leur parti est celui qui a fait les plus grands sacrifices à l'union nationale». Le fait est qu'on peut mesurer exactement la profondeur de leur chute depuis le 4 août 1914, en comparant leurs premières et leurs dernières déclarations de vote des crédits. Il était question dans la première, de «défense nationale»; dans celle de mars 1918, il est simplement dit que le refus des crédits rendrait les cercles militaires tout puissants.

Ainsi, des centaines de milliards sont accordés aux chefs militaires, qui n'ont pourtant pas besoin de ces crédits pour être puissants, afin de s'opposer à leur toute puissance! C'est qu'on donne aux cercles militaires pour cent milliards de forces vives, afin de se garder à soi une place dans les communes de l'Empire.

Cette chute est du reste plus apparente que réelle. Le premier vote de crédits n'avait, en somme, rien manifesté de plus que le désir des votants d'entrer au service de l'Etat. Seulement ce désir était à l'époque plus habilement dissimulé. L'impuissance des socialistes s'est accrue. C'est tout et c'est bien.

(1) Schufterlé (Schuft, en allemand coquin), personnage de Schiller, incarnant la fourberie.

### *Un tonneau pour une baleine.*

La signification tactique du jeu des gens à la Scheidemann et de von Kuhlmann est claire: «offensive de paix» pour l'usage externe; mais tout au premier plan—usage interne—l'important, c'est de détourner l'attention des masses, à ce moment critique, et de les amuser avec la farce tragique des victoires. Bref, 12-e variation sur le thème de Bellman. Il va de soi que les classes dirigeantes sont divisées par des antagonismes graves qui les amènent, dans les circonstances actuelles, à des conflits très sérieux; mais, vis-à-vis du prolétariat ces antagonismes, ces conflits, n'ont pas plus d'importance qu'un jeu, pour lesquels les rôles sont répartis à l'avance et qui ne constituent qu'une phase du cours dialectique des événements. Certes, les fautes de von Kuhlmann, pour autant qu'on peut les prévoir, seront à la fois très dangereuses pour le gouvernement et pour la majorité. Ou bien nos personnages, se sont-ils tellement avancés qu'ils veulent maintenant passer l'Achéron, afin de se contraindre à terminer la partie? La chose nous paraît peu probable et ne doit aucunement influer sur notre tactique.

### *Quelques notes sur nos tâches.*

(Premiers jours d'avril 1918).

*I. Jeunesse, Jeunesse!*—Ne pas faire, dès aujourd'hui et plus tard, l'impossible pour mettre la jeunesse de notre côté, pour la rattachier par des liens indissolubles à l'Internationale, serait commettre une faute susceptible de mettre en question tout l'avenir de notre mouvement. Abandonner la jeunesse à l'influence dissolvante des socialistes gouvernementaux, serait autrement grave que perdre des mandats parlementaires. La question du mouvement des jeunes n'est pas seulement pour nous une question vitale, c'est la question vitale.

*II. Les intellectuels.* Pour la science, l'organisation, la propagande, les intellectuels sont nécessaires; sans eux, il ne peut y avoir ni presse, ni littérature. Dilemme: ou des intellectuels issus des milieux ouvriers, ou des idéologues. L'éducation des masses, les méthodes d'organisation des masses, l'esprit même du mouvement, qui exige des masses mêmes de la conscience et de l'initiative, seront les meilleures garanties contre la pénétration et l'influence des éléments douteux. Ce qu'il faut, c'est ne point repousser les forces neuves, les forces jeunes par une mesquine méfiance érigée en principe, mais nous attirer et nous attacher les plus nobles, par une action hardie, de libre inspiration, large et forte, résolue et consciente, imposant dans la lutte un stoïcisme inébranlable et un absolu dévouement,—en un mot, par un idéalisme brûlant, par une fidélité inflexible aux principes, par la grandeur de la cause et des résultats.

### *Contribution à l'histoire des prodromes de la guerre.*

(Premiers jours d'avril 1918).

Les mémoires de Gaman et de Lichnowsky (dont je ne connais que ce que la presse en a publié).

la réplique de von Jagow aux révélations de Pichon, concernant l'instruction Bethmann du 11 juillet 1914, et aussi la lettre de Müllon (dont je ne connais malheureusement que les passages qu'on en a publiés pour la démentir) nous ont ouvert l'histoire officielle ou non des prodromes diplomatiques de la guerre et ont mis à jour ses racines profondes, bien mieux qu'on pouvait l'espérer dans les circonstances actuelles.

Les aveux dénus d'artifice d'un homme, qui fut à cette époque le représentant officiel de la politique extérieure de l'Allemagne, prouvent à nos yeux le caractère capitaliste de l'idéologie militaire allemande. La politique orientale (Bagdad) et la solidarité avec l'Autriche qu'elle nous créait dans les questions balkaniques est bien caractéristique en ce sens, par l'identification de notre idéologie militaire avec le « prestige » de l'empire, et par la promptitude de von Jagow à souligner sa volonté de déclarer la guerre pour le soutien de notre prestige dans l'entreprise financière de Bagdad (les intérêts économiques et politiques ne peuvent plus, à l'heure actuelle, être séparés).

Nous constatons avec satisfaction les tentatives réitérées de l'Angleterre pour arriver à un accord et même à une alliance avec l'Allemagne, tentatives qui échouèrent l'an 1900, que lors des pourparlers avec lord Haldane, peu avant la guerre, par suite de l'intransigeance de l'Allemagne. Ce fait est confirmé par trois diplomates intéressés. Les pourparlers mêmes (l'exigence par l'Allemagne de garanties de la neutralité anglaise et son refus de se contenter de la neutralité que lui offrait l'Angleterre, au cas où l'empire germanique serait l'objet d'une agression) nous prouvent le désir de paix de l'Angleterre et les desseins belliqueux de l'Allemagne.

La publication des deux traités conclus avec l'Angleterre (l'accord de Bagdad et le traité africain) est heureuse; mais, à en juger par les déclarations de Choslen, des pourparlers franco-allemands se poursuivaient à la même époque et devaient se terminer vers le moment où la guerre éclata (à propos de la Syrie, de la Guinée française, de la zone frontière en Lorraine).

Chose importante, le rôle décisif joué par les anglophobes opposés à ces accords est de jour en jour mieux reconnu. On peut, semble-t-il, tenir pour prouvé (comme les « Glosachs » l'ont maintes fois affirmé) que ces milieux ont, par leurs manœuvres en vue de conjurer le « péril » d'une entente anglo-allemande, précipité la déclaration de guerre.

On ne peut plus douter que la condescendance de l'Allemagne au dernier moment (l'émoin les concessions qu'elle se montre disposée à faire) et son désir de paix (malentendu au sujet des garanties de la neutralité) n'ait été dans la plus favorable des hypothèses qu'une tentative de séparer l'Angleterre de l'Entente pour l'amener à se placer du côté des empires centraux, ce qui eût donné à l'Allemagne une supériorité écrasante et assuré à son avantage l'issue de la guerre.

Les aveux sans artifice du livre blanc sont complétés de la façon la plus intéressante par la confession ingénue de von Jagow. Le danger de guerre, au dire de ce personnage, était prévu; on ne se faisait aucune illusion sur l'attitude du

gouvernement de Pétersbourg et sur l'intervention de l'Angleterre, en cas d'agression contre la France; le gouvernement allemand avait décliné l'offre d'une conférence des ambassadeurs (comme il avait naturellement fait échouer tous les autres efforts de dénouer pacifiquement la crise), sachant bien qu'il ne pourrait soi sûr d'aucune cour arbitrale que diplomatiquement vaincu, c'est-à-dire accablé par une sentence dûment motivée. L'affirmation, bien caractéristique qu'il n'y avait pour le gouvernement allemand, qu'une façon d'éviter la guerre: localiser les conflits, c'est-à-dire livrer aux malous autrichiens la souris serbe, ce qui eût équivaut à la victoire des empires centraux sanguins, solution qui n'était pas une solution et dont, comme le gouvernement allemand le savait bien, il ne pouvait plus être question que de localiser le conflit entre la Russie et l'Autriche,—celle affirmation, disons-nous, a une grande importance. La supposition qu'elle renferme semblait en effet au gouvernement allemand tellement extravagante, qu'il ne l'envisagea à aucun moment.

Le château de cartes de la paix s'est effondré, aussitôt que l'Allemagne eut couvert à l'aide de l'Autriche la carte de la Serbie. Les cartes de la Serbie et de l'Autriche furent suivies de celles de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre. La paix internationale n'était qu'un fragile château de cartes, c'est entendu; mais ceux-là le firent tomber qui y portèrent la première atteinte, et c'est le cas de l'Allemagne et de l'Autriche.

Lorsque les tendances fondamentales de la politique allemande d'avant-guerre, loin de converger vers ce point, semblaient s'en égarer dans différentes directions, c'est que nous étions victimes d'une illusion d'optique due aux artifices d'une diplomatie d'escrocs, — ou que nous nous laissions tromper par l'action des courants contraires luttant au sein du gouvernement et qui se remplaçaient l'un l'autre à la direction de la politique étrangère, mais derrière lesquels des tendances beaucoup plus simples, beaucoup plus profondes et plus directes, dominaient cette politique,—tendances que l'on peut aisément observer chez Lichnovsky, von Jagow et Müllon (même à la lumière des déments officiels).

Point n'est cependant permis de douter que Guillaume II et Bethmann se séparaient à peine des anglophobes dans leurs façons de penser quant à l'accord avec l'Angleterre. Leurs manœuvres pacifistes dans la politique générale n'avaient pas plus d'importance que l'écume qui danse à la crête des vagues.

### *L'impérialisme et la guerre ou le socialisme et la paix.*

(Avril 1918).

Quels sont les antagonismes qui ont jusqu'à présent été la cause de guerres, et qui en seront la cause tant qu'ils subsisteront? C'est la concurrence capitaliste universelle, la concurrence entre différents groupes de puissance capitaliste, l'antagonisme des intérêts entre des systèmes capitalistes rivaux convoitant les richesses de la terre (matières premières, main-d'œuvre).

marchés). Mettons donc un terme à cette concurrence, en faisant des richesses du globe le patrimoine commun de l'humanité! Substituons au capitalisme qui divise la société en classes et en hordes barbares, vouées à s'entre-détruire, la société socialiste qui réconciliera et unira toutes les familles de l'humanité! L'édification de cette internationale de l'avenir, de cette internationale de la victoire, telle est la mission de l'internationale militante actuelle dont la révolution sociale est le moyen. Car cette dernière seule peut préparer aujourd'hui la paix et détruire la cause des guerres futures.

Qui veut la fin, veut les moyens.

L'impérialisme et la guerre, ou le socialisme et la paix! Il n'y a pas de troisième solution.

### *Appel.*

(Avril 1918).

Réveillez-vous, dormeurs! Peuple de myopes! Si nous n'en finissons pas aujourd'hui avec l'impérialisme, tant que le pouvoir des possédants n'a pas encore atteint son but, la guerre actuelle ne sera que le prélude d'une ère d'égorgements. Et tu espères éviter les sacrifices que te demande la révolution sociale...

Mais cette révolution doit intervenir, pour que ne périsse pas l'humanité. Et tu devras lui consentir les sacrifices nécessaires au bonheur futur de l'humanité. Les peines et les sacrifices ne seront ni plus grands, ni moindres, si tu les retardes au lieu de consentir dès aujourd'hui à les affronter. Les hésitations, loin de les écarter, ne feront qu'accroître la misère.

### *Nécessité de la révolution sociale.*

(Avril 1918).

Le choix qui s'impose actuellement au prolétariat n'est pas résumé par ce dilemme: ou la révolution sociale, ou la continuation de la guerre, — mais bien par cet autre: ou la révolution sociale, ou la continuation de cette guerre et le commencement d'une ère de guerres mondiales, dont nous pouvons déjà entrevoir la menace à l'horizon, en dépit des brumes sanglantes et des fumées de l'immense incendie européen. Et dans ce déuge de sang, l'internationale Social-Démocratique ne sera plus le refuge isolé qu'elle fut autrefois, pendant les guerres franco-allemande et russso-japonaise: elle a été prolanée par la guerre actuelle, elle est devenue un champ clos où luttent les chauvinismes. — Et de cette honte aussi, la révolution sociale peut seule nous sauver et nous laver.

### *Dictature.*

(Premiers jours d'avril ou mi-avril 1918).

La dictature du prolétariat, au sens technique du mot, n'est un fait que lorsque le prolétariat, conscient de ses intérêts spécifiques et de classe, porteur de la révolution sociale, prend le pouvoir dictatorial et l'exerce au nom de cette dernière. Mais il s'agit de tout autre chose, quand il prend le pouvoir politique pour d'autres raisons (par exemple, pour conclure une paix) et exerce la dictature afin d'accomplir d'autres lâches.

### *Sur les nouveaux impôts projetés.*

(Fin avril 1918).

Le fait que le gouvernement exige maintenant, et de suite, de nouveaux impôts, et précisément ceux-ci prouve combien il se sent fort,—ou au moins combien il se sentait fort, au moment où il présentait ces projets de loi; — combien il est (ou était) certain de pouvoir jeter encore un défi aux masses, sans danger pour la guerre victorieuse de l'Allemagne. Et si ces projets ont pour but de remplir les caisses de l'Etat totalement épuisées, malgré les émissions insensées de papier-monnaie, ils ont aussi pour but et, tout d'abord, de créer un état d'esprit favorable, au programme du parti patriote et à l'exigence d'une forte contribution de guerre. Cet accroissement du poids des impôts est destiné, dans l'espérance de ceux qui le préconisent, à faire sentir à la population les difficultés du temps de guerre et à susciter chez elle l'exigence unanime d'en rejeter tous les fardeaux sur les ennemis.

### *Sans titre.*

l'écrirais volontiers quelques lignes de plus, sur la situation dans la *flotte allemande*.

La situation des amis de Haase qui, au lieu de répondre à une agression par une offensive énergique, au lieu d'entreprendre une large contre-attaque politique, ont reculé jusqu'à des positions piémètrem défensives et ont mis en jeu des finasseries d'avocats, me paraît digne de pitié. Ils ont livré (malgré quelques phrases de réserve) les marins allemands révolutionnaires—héroïque avant-garde, portant l'idéal de la révolution allemande. — Ils ont manifesté leur sympathie envers la révolution russe, en la bombardant de clichés sur «le plus grand événement du siècle», au lieu d'appeler, du haut de la tribune du Reichstag, les masses à la révolution allemande, à l'offensive politique. Cette lamentable attitude de l'opposition la plus radicale du Reichstag a affirmé les positions de l'impérialisme allemand, bien que le chancelier Michaelis ait fini par trébucher sur l'obstacle insignifiant dressé devant lui. Plus: le départ de ce chancelier, dont la présence était reconnue complètement impossible par la *Deutsche Tageszeitung*, le départ de cet homme d'Etat, dont on ne pouvait même plus faire un figurant, et la formation du cabinet Herlitzing ne signifie que l'assainissement impérialiste de l'Allemagne. Et n'est-ce pas pour le gouvernement le plus grand succès que de voir les amis de Haase tomber assez bas pour mériter la bienveillance, voire la compassion des Scheidemann auxquels va la sympathie des Müller, des Mettingen, des Naumann et *tutti quanti*?

### *Sans titre.*

La faible menace d'une grève générale des masses, encore située dans les limbes de l'avenir de l'internationale, formulée par Ledebour, ne

change rien. Elle souligne plutôt notre conclusion: manque d'initiative, manque de résolution, manque de forces, manque de tout ce qui est nécessaire.

### *La méthode Eichorn-Mumm.*

(Début de mai 1918).

La Prusse allemande constitue certainement un organisme particulier qui, en politique étrangère, est en quelque sorte «hors de pair» et ne peut que se surpasser lui-même. Par exemple, il y réussit toujours, c'est-à-dire qu'il nous arrive toujours de penser que l'extrême limite est cette fois atteinte, et d'avoir à contenir notre indignation, par crainte de ne plus trouver de mots pour l'exprimer.

L'avance allemande en Ukraine a été, dès le commencement, une insigne fourberie. Or, elle se développe chaque jour et devient la plus grande infâmie.

Cette occupation justifiée par des mandats de partie contrefaits, cette intervention hypocrite, accomplie sous le manteau de l'amitié et précédée d'ailleurs de chantage, cette intervention qui a pour but de prendre notre ami par surprise et de lui sauter à la gorge, de le bâillonner et de le piller, n'a d'analogue que dans l'histoire de la Prusse: dans l'agression contre la Pologne, commise en 1792.

La paix de Brest-Litovsk n'est pas une paix, puisque, directe ou non, la guerre contre la grande Russie continue dans les provinces baltes, en Finlande, en Ukraine, en Crimée, dans le bassin du Don, au Caucase et en Orient. Qui sait? Elle continuera peut-être bientôt sous les murs de Moscou, et peut-être aussi verrons-nous bientôt le cercle de fer se fermer sur le littoral de la mer Noire, tandis que recommencera une nouvelle campagne d'Alexandre, avec un passage des Alpes (du Caucase) à la manière d'Annibal, de César et de Napoléon. La guerre continue. Elle entre seulement dans une phase nouvelle, révolutionnaire. La paix de Brest-Litovsk n'a été, dès les premiers jours, qu'une manœuvre stratégique et politico-économique de l'Allemagne, pourachever de ruiner la résistance de la Russie et aplatisir la voie devant les armées d'invasion et de pillage, prêtes à commencer de grandioses campagnes, mais donc il s'agit de réduire le plus possible les sacrifices. La Rada de Kieff n'a été créée que dans ce but. Et sitôt que ce gouvernement fictif cessa de remplir son office, il fut renversé non pas parce qu'il était impuissant, mais parce qu'il commençait à grouper ses forces propres et à les faire agir. Tout ceci est maintenant évident; on le reconnaît même avec cynisme. Telle est, semble-t-il, la paix allemande modèle, basée sur un accord à la Kühlmann-Erzberger-Scheidemann, — paix que nous accorderions aussi à nos autres ennemis, s'ils le désiraient. Les peuples de l'Entente savent maintenant, à qui ils ont à faire et ce qu'ils doivent attendre du désir de paix de l'Allemagne. Et les Etats neutres savent ce qui les menace, ce que signifie pour eux l'hégémonie allemande, l'amitié allemande. Le peuple allemand et les peuples de la quadruple

alliance ont reçu une nouvelle leçon sur les avantages de leur victoire et les causes de la prolongation infinie de la guerre. La paix est faite avec l'Ukraine, et nous la ravageons par le fer et le feu; et nous la pillons, et nous y pendons, et nous y étouffons tout ce qui résiste. La paix est faite avec l'Ukraine, et cela veut dire qu'elle est occupée et conquise; nous reconnaissions son indépendance et son autonomie, et cela veut dire qu'elle est sous la botte de nos gendarmes et de nos policiers; cela veut dire que la dictature militaire de la Prusse, le Code militaire appliqué par les tribunaux allemands pèsent sur elle. Nous reconnaissions son indépendance et son autonomie, et nous arrêtons son gouvernement comme une bande de malfaiteurs. Et pour comble, après toutes ces vilénies, ces violences, ces exactions, après tous ces brigandages, ces assassinats, ces incendies, nous exigeons de l'Ukraine trompée, violente et mise à sec, qu'elle nous verse une indemnité!

Devant ces événements et grâce à l'expérience de la vie intérieure du pays, — état de siège, mesures concernant le droit de vote, impôts nouveaux, etc., — l'observation que nous avons laïte naguère sera probablement plus intelligible: la victoire des maîtres actuels de l'Allemagne, fatale pour le peuple allemand, serait un malheur pour le monde.

Toutes ces infâmies se paieront. Elles portent leur châiment en elles-mêmes. Le poing sanglant du militarisme allemand ne fera jamais la paix; jamais ni l'Orient, ni aucune autre partie du monde ne trouvera la paix sous le joug de la soldatesque allemande. L'impérialisme allemand ne peut en aucun cas opprimer longtemps des centaines de millions d'européens. Il ne peut mettre un gendarme à côté de chaque polonais, de chaque letton, de chaque esthonien, de chaque ukrainien, de chaque russe, de chaque roumain, de chaque hongrois, de chaque serbe, slovène, bulgare, turc, etc. Les esprits fermentent partout. Nombreux sont déjà les points où toute la fragilité de base de cette politique de violence, qui fait si bien le jeu du militarisme de l'Entente, apparaît à notre évidence. Cette politique nous a fermé le chemin de la Perse et de l'Afghanistan au lieu de nous l'ouvrir, elle a mis le monde entier contre l'Allemagne, elle est un danger croissant pour l'existence même de la quadruple alliance.

Que de substances inflammables se sont accumulées dans les régions occupées! On peut en juger par les récents événements d'Ukraine, qui ne sont rien de plus que la révolution des masses du pays contre l'intervention — c'est-à-dire contre la dictature allemande. C'est la continuation ou le recommencement de la guerre sous des formes révolutionnaires, l'insurrection contre l'hypocrite envahisseur allemand, c'est un mouvement si spontané, si général, que même les créatures germanophiles de la Rada n'ont pu lui refuser leur concours. C'est la révolte des organes d'administration contre le pouvoir exécutif. Et nous voyons d'une part l'insurrection des masses contre l'armée allemande d'occupation, et de l'autre la contre-révolution, le coup d'Etat savamment préparé par le maréchal Eichorn, qui a su utiliser à ses fins, les gros capitalistes et les gros propriétaires fon-

ciens, auxquels semblaient dangereuses les voies d'une Rada à demi-socialiste, mais qui ne seront pas pour cela des pantins bénêvoles aux mains de la soldatesque allemande. Le coup d'Etat allemand avait pour but d'affirmer la puissance germanique; on avait aussi en vue des buts plus éloignés, dont nous avons déjà parlé, et aussi des tâches impérieuses: le pillage économique d'un malheureux pays et la conclusion de la paix entre l'Ukraine et la Russie, cette paix devant trancher les questions des frontières et décider des destinées ultérieures de l'Ukraine. Il s'agissait d'en dicter le traité de Berlin, car on ne se liait plus à la Rada. Nous ne doutons pas que l'honorable couple Eichorn-Mumm ait mis en jeu toutes les formes de mensonge, de l'intrigue, de la séduction, de la provocation policière, pour donner un prétexte immédiat à l'intervention. Et les fausses nouvelles de source allemande ne donnent de l'importance et des formes de l'insurrection ukrainienne, dès avant le coup de force, qu'une image très déformée. Mais que les petits paysans, les travailleurs des campagnes, comme le prolétariat des villes, c'est-à-dire l'immense majorité du peuple ukrainien, aient résisté avec acharnement, dès les premiers jours, à nos armées d'occupation,—que cette résistance ait été sans cesse plus large et plus profonde,—que le pays tout entier ait été en état d'insurrection ouverte ou latente, voilà ce dont on ne peut plus douter.

Si même toutes les feuilletonnées histoires, servies à ce moment au peuple allemand, ne confirment pas un mot de vérité, cela demeure vrai. La Rada et son gouvernement attestent que même les milieux qui, pour des raisons d'ordre social, ont désiré l'intervention et l'ont facilitée, ont ensuite adopté, sous l'influence de l'invasion et malgré la continuation de la révolution sociale, un autre point de vue. L'impérialisme allemand, appelé au secours comme un allié de classe contre un ennemi commun, s'est révélé exploiteur, oppresseur et brigand, même à l'égard de la bourgeoisie ukrainienne et dans de telles mesures, que le contre-poison impérialiste est apparu à la bourgeoisie comme plus dangereux que le poison dont elle voulait se débarrasser.

### *Sur la Russie.*

(Début de mai 1918).

Une chose est nécessaire à nos amis de Russie, une chose est nécessaire au pouvoir des Soviets dans sa situation actuelle,—necessaire plus que toute autre: créer au plus tôt, des forces combattantes sûres et suffisantes pour repousser tout d'abord l'impérialisme allemand, pour se libérer de son étreinte, pour offrir enfin à l'Ukraine, à la Finlande et aux autres pays limitrophes un ferme appui, et préparer ainsi la cristallisation de la Russie sur des bases fédéraives. Pour assurer la durée de la société socialiste, pour lui garantir la possibilité d'accomplir ses grandes réformes, afin qu'elle puisse servir de modèle et être utile au prolétariat des autres pays, en préparant conscientement la révolution mondiale, sur le chemin de laquelle l'impérialisme allemand est le premier et

le plus grand obstacle, une chose est nécessaire avant toute autre aux Soviets russes: ils n'ont besoin ni de manifestations, ni de solennités décoratives, mais de la force physique, réelle, sûre. Pour la créer, il faut, il est vrai, outre de l'énergie, de l'intelligence et du temps: de l'intelligence, pour gagner le temps, dont la plus grande et la plus prévoyante énergie humaine a besoin (1).

### *Le dilemme de l'impérialisme.*

(Mai 1918).

L'exploitation des Etats et des peuples est, au fait que l'exploitation de classe capitaliste, la caractéristique de l'impérialisme, capitalisme qualifié qui se distingue ainsi du capitalisme ordinaire dont l'exploitation de classe est tout le domaine. Dans l'impérialisme, le fait social devient étatique et national, les antagonismes de classe deviennent antagonismes sociaux entre des pays entiers et des peuples. Mais, ces antagonismes sont cependant beaucoup plus faibles que l'antagonisme des classes, lequel subsiste et se mêle souvent à eux, toujours soumis à l'influence nivelarice du développement capitaliste, dont la conséquence est bien plutôt l'accentuation du caractère international du capital et du travail. En tout cas, autant ces antagonismes d'Etats donnent à la lutte du capital pour les bénéfices une teinte nationale, autant ils le divisent en camps opposés, et autant ils internationalisent, unissent et resserrent les rangs du prolétariat pour son combat contre l'exploitation. Grâce à cet antagonisme, on comprend que les pertes de l'Etat exploiteur et les bénéfices de l'Etat exploiteur se partagent entre les classes selon le principe capitaliste, c'est-à-dire que les classes dominantes de l'Etat exploité se trouvent être, à la fin des fins, alliées et complices des classes dominantes de l'Etat exploiteur.

Mais la question de savoir si les peuples exploités sont de façon ou d'autre, soit politiquement, soit internationalément, rattachés à l'Etat exploiteur,—s'il y a un processus de formation et d'utilisation du capital à l'intérieur d'un système d'Etat impérialiste fermé,—s'il s'agit d'une violence pacifique, ou armée,—cette question est purement formelle. On ne peut tracer de limites entre l'impérialisme pacifique et militaire.

L'antagonisme entre différents groupes impérialistes s'exprime seulement, par la concurrence pour l'exploitation des richesses et des avantages naturels (tels que le climat), des valeurs de la culture humaine, —main-d'œuvre et marchés des peuples étrangers,—des sphères d'influence internationales juridiquement reconnues,—est encore en relation avec l'exploitation des pays compris dans cette sphère d'influence. Cette concurrence se produit tant à propos de territoires annexés à l'Etat exploiteur (colonies, protectorat à l'égyptienne), qu'à propos de l'exploitation des nations impérialistes et dominantes elles-mêmes, dans laquelle il s'agit toujours des richesses naturelles,

(1) Au revers de cette feuille, Liebknecht a écrit: «Bien des choses se sont encore perdues, surtout de celles qui concernent la Russie».

des avantages climatériques, des valeurs de culture sociale, de main-d'œuvre et de marché.

La lutte impérialiste atteint son apogée, lorsque se produit un conflit entre différents groupes d'Etats impérialistes, pour la décision de cette question: lequel évincera l'autre ou les autres, de la domination sur le reste du monde, lequel les soumettra eux-mêmes et s'en fera un objet d'exploitation. Depuis longtemps déjà, cette lutte a commencé; le conflit d'intérêts qui en est la base, a été depuis le premier jour inséparable de l'antagonisme impérialiste. Cette lutte prime d'autant plus, qu'il y a moins de possibilité d'expansion extérieure.

La solution du problème finit par devenir l'objet exclusif de la rivalité impérialiste. Elle atteint alors ses formes dernières, en même temps que l'impérialisme atteint le ferme de son évolution, car il ne peut vivre sans trouver de débouchés à l'extérieur, et car il en meurt: comme la flamme s'éteint après avoir consumé les substances qui l'alimentent et qui sont la condition même de son existence. Le déclin du soleil de l'impérialisme commence au moment précis où il atteint son zénith.

Les divergences d'intérêts en matière de production et de vente, le danger résultant de la nécessité de tuer, pour les intérêts mêmes de la production, la poule aux œufs d'or, ont pour résultat l'impossibilité pour l'impérialisme d'exister, quand il a des concurrents prospères ou quand il n'en a pas. Telle est la contradiction inférieure qui lui est propre. La concurrence capitaliste est une concurrence pour des possibilités de bénéfices. Le propre du capitalisme, c'est l'exploitation de la main-d'œuvre ouvrière et l'accumulation des capitaux. La concurrence de ces deux facteurs produit un double résultat: tendance à l'accroissement territorial des Etats et nécessité d'élargir les domaines d'expansion capitaliste, industrielle et commerciale.

S'il s'agissait seulement de l'exploitation et non de l'accumulation des capitaux, les capitalistes consommeraient leurs bénéfices, la production et la consommation seraient égales; s'il s'agissait, au contraire, de l'accumulation seule, ce qui ferait perdre à l'exploitation son caractère capitaliste, les produits accumulés du travail, seraient à la disposition des producteurs, et la consommation correspondrait également à la production. Mais, comme l'exploitation suppose l'impossibilité pour les producteurs de consommer tout ce qu'ils produisent, comme l'accumulation suppose que les capitalistes ne dépensent pas tous leurs bénéfices, mais en ajoutent peu à peu une partie à leurs capitaux placés dans la production, il arrive que les produits du travail ne sont pas même consommés intégralement par les exploiteurs et les producteurs pris ensemble, et qu'une partie doit en être vendue sur des marchés, situés en dehors de la sphère de production; et c'est précisément cette partie qui est appelée à fournir le bénéfice en argent, destiné à s'ajouter au capital placé dans la production.

Mais où les produits accumulés peuvent-ils être écoulés?

S'il ne s'agissait pas d'accumulation, mais seulement d'exploitation, le besoin de nouveaux marchés d'écoulement de produits ne se ferait pas sentir, la quantité des articles destinés à la vente n'augmentant pas. Et il n'y aurait pas non plus de besoin d'augmenter les réserves de matières premières, les moyens de production, etc., la production demeurant stationnaire. Si, au contraire, il s'agissait d'accumulation sans exploitation, le surplus des articles serait consommé par les producteurs eux-mêmes, le besoin croissant de matières premières pourrait être satisfait par leur propre territoire économique et aussi par les inventions et les découvertes nouvelles faites sur d'autres territoires. Mais, même dans ce dernier cas, la sphère de production ne s'élargirait pas, la possibilité de l'exploitation, condition première de l'économie capitaliste, étant exclue.

Il convient de distinguer l'exploitation dans le domaine de la production (au cours du processus même de la production), et l'exploitation dans le domaine de l'écoulement des produits.

La lutte impérialiste se poursuit pour ces deux domaines, et aussi pour l'utilisation des richesses et des avantages naturels, c'est-à-dire pour la possibilité d'accumulation primitive des capitaux. L'expansion du capital à l'extérieur est semblable à son expansion industrielle, et elle embrasse à la fois les domaines de la production et de l'écoulement des produits. Mais le dernier est toujours plus vaste que le premier, et l'on s'y heurte toujours, au début, à de certaines limites. Cette évolution en spirale de l'expansion capitaliste est le fait primordial de la vie inconsciente de l'impérialisme. Le processus d'expansion embrasse le domaine de la production et ceux de l'écoulement. Il s'accomplit en suivant une double courbe en spirale. Les deux spirales aboutissent à la fin aux «ultimes limites du monde», mais la spirale de l'écoulement des produits y arrive la première. L'exploitation et l'accumulation capitalistes, d'abord nécessaires, deviennent alors impossibles. Que le capitalisme obienne au prix d'une auto-déstruction partielle, lui permettant de recommencer pendant quelque temps encore son travail, un certain délai,—qu'il se débatte encore ici et là, mettant tout en jeu pour défendre son existence et dévastant pour cela la terre entière, son heure est venue. L'impérialisme, si même il-périt prématûrement à la suite d'une catastrophe sociale, doit automatiquement aboutir à une catastrophe économique. L'auto-déstruction par la création d'une force sociale qui doit le vaincre lui-même, l'auto-extermination, par la suppression de ses propres bases économiques, tel est le double sceau de sa sentence.

#### *Notions à distinguer.*

(Mai 1918).

Il convient de distinguer les notions suivantes, bien qu'elles puissent souvent se mêler et même coïncider, dans la pratique: but économique et politique-intérieur (social) de la guerre, d'une

part; et de l'autre, considérations économiques et politiques-intérieures (sociaux) stratégiques, selon qu'il s'agit d'un moyen ou d'une fin de la guerre.

En stratégie, on explique par des considérations économiques les offensives bancaires et financières, les actes de banditisme, ayant pour but la conquête de stocks alimentaires ou de matières premières, la destruction de l'économie de l'ennemi (sources de matières premières, instruments de production et transports).

Les considérations politiques-intérieures expliquent les «offensives de défense de Hindenbourg» (Entlastungsoffensiven), dont le but est de distraire l'attention des masses et de les calmer, surtout au moment où des grèves menacent.

Les mesures prises contre le droit de vote doivent contribuer à prolonger, en Allemagne, la réaction. Elles sont ainsi du nombre des fins politiques-intérieures et sociales de la guerre. Tout ce qui est dirigé contre le développement révolutionnaire, tout ce qui défend les facteurs politiques rétrogrades, la domination de classe de l'esprit prussien et la société capitaliste se rapporte à ces fins.

### *Sur les causes de la guerre.*

(Juin 1918).

L'idée que la guerre actuelle est, pour l'Allemagne et l'Autriche, une guerre défensive, est trop favorable aux empêtres centraux. On ne peut la considérer comme juste que si l'on tient compte des arrêtements de tous les pays. En fait, et cela s'avère toujours plus, il s'agit d'une guerre de conquête (Expansionskrieg), de l'impérialisme allemand, dans laquelle l'Autriche-Hongrie n'a été pour ce dernier qu'un instrument. A cet égard, les derniers aveux de Guillaume II,—que nombre de gens ont d'abord été enclins à excuser, tant il savait bien jouer son rôle de nature impulsive,—sont précieux.

Le 15 juillet 1918, le kaiser déclarait que le sens de la guerre mondiale lui était apparu avec clarté, dès le premier moment. Nous nous en souviendrons. — «Jamaïs, dit-il, il ne partagea les illusions du peuple allemand». Ceci est renversant. Mais qui donc suggère au peuple allemand ces illusions? Qui donc lui «bourre le crâne» avec raffinement, sans vergogne, qui donc l'affola et l'amena par degré à la fureur. Le trompeur qui se justifie devant le trompé, en affirmant qu'il ne crut jamais à ses propres inventions, a vraiment du toupet.

Pour ce qui est de la préparation militaire, le capitaine de vaisseau (de l'état-major de l'Amirauté) indique dans sa brochure de propagande, récemment parue (*La guerre mondiale et la flotte*), que l'Allemagne était, au début des hostilités, à la tête de toutes les puissances, quant à la navigation sous-marine, et qu'elle possédait le plus grand nombre de submersibles de grande dimension aptes à la navigation au long cours.

### *La porte de la Russie.*

(Juin 1918).

La porte de la Russie est dans les provinces balтиques. Elles doivent donc rester à la Russie, car l'habitant de la maison doit être le maître de sa porte. Le *Baltenabend* (Berlin, 29 mai 1918) tire pourtant une autre conclusion: la porte de la Russie étant dans les provinces balтиques, ces provinces doivent appartenir à l'Allemagne, car la Russie du Nord et la Sibérie sont économiquement nécessaires à l'Allemagne, c'est-à-dire à l'impérialisme allemand.

Le voleur veut être le maître des portes de la maison, afin qu'elles ne lui soient pas fermées au nez, quand il viendra la dévaliser!

### *Sur les questions de tactique.*

(Juillet 1918).

Nous voulons représenter un principe actif et non un principe contemplatif. Nous aurons toujours assez d'hommes sachant escompter les possibilités pratiques. Nous manquons surtout d'hommes, tendant à tout moment à réaliser les possibilités extrêmes, ce qui ne se peut que si l'on s'oriente vers un but situé très loin au-delà de cette ultime possibilité: on n'accède au possible que si l'on tend vers l'impossible.

La possibilité réalisée est «l'équivalent des impossibles»: plus haut s'érige notre but, plus intensément se tendent nos forces et plus nous obtenons. Désirer ce qui est objectivement impossible, n'est ni softise, ni fanatisme, ni fantaisie, ni duperie de soi-même. C'est un travail pratique, au sens véritable du mot.

Montrer l'impossibilité d'atteindre un but, ce n'est pas prouver qu'il est insensé de le poursuivre; c'est seulement, dans les meilleurs des cas, prouver que les critiques ne comprennent pas les lois du mouvement social.

C'est pourquoi nous sommes, en principe, une minorité. Car, aussitôt que nous aurons obtenu la reconnaissance de nos idées, aussitôt qu'elles seront devenues, la revendication du plus grand nombre, nos forces se tendront vers des idéals plus élevés. Le caractère propre de notre activité exige que nos idéals dépassent toujours le vœu de la majorité. Notre activité est un combat incessant pour le progrès humain.

Toujours croire au succès, toujours être prêts au revers, telle est la formule magique qui nous garantit la victoire.

### *Notre place est en Allemagne.*

(Août 1918).

L'internationalisme planant, avec sa propagande adressée à tous les peuples, au-dessus des partis impérialistes, est en ce moment dépourvu de toute réalité. L'internationalisme ne peut devenir une réalité que par l'insurrection du prolétariat de chaque Etat, contre son impérialisme. Un gramme de pression révolutionnaire à l'intérieur a plus d'importance qu'une tonne de pression révolutionnaire à l'extérieur.

*Le cercle de fer est rompu.*

(Fin septembre 1918).

Dès que le cercle de fer du puissant militarisme allemand a fléchi, l'édifice formidable s'est lézardé de toutes parts, en Bulgarie, en Turquie, en Autriche, en Pologne et en Allemagne même.

La violence militaire ne peut servir de base à une construction durable.

*Petite secousse et grande secousse.*

(Fin septembre 1918).

Maintenant que s'écroule la domination militaire de l'Allemagne, la guerre devient révolutionnaire, dans le sens supérieur de ce mot.

Mais nous ne sommes qu'au commencement. Le principal est devant nous. L'heure décisive, l'heure de la révolution sociale a sonné.

Voici la petite secousse. La grande suivra.

*Aux soldats allemands! Aux ouvriers allemands!*

(Fin septembre 1918).

Les maîtres de l'heure multiplient les manœuvres les plus pressantes et les moins scrupuleuses, pour bien vous tenir en mains.

Le discours du kaiser à quelques centaines d'ouvriers des usines Krupp, triés et commandés pour l'écouter et l'approver—comme des recrues devant leur caserne,—sous peine d'être jetés à la porte, est-il autre chose qu'une farce indigne? Quand ces messieurs sentent le noeud coulant se resserrer autour de leurs coups, vous devenez leurs camarades et leurs amis. On a besoin de vous, chers camarades, chers amis. C'est à vous que l'on s'adresse avec les plus flatteuses paroles, lorsqu'on a besoin d'un secours. Mais, si vous tirez ces messieurs d'embarra, si vous défendez leur trône, leur grandeur, leur pouvoir, si vous leur donnez une proie nouvelle, ils vous caresseront les côtes de felle manière que vous en verrez trente-six chandelles. Il en fut ainsi, et il en sera ainsi pour peu que vous préfiez foi à leur beau langage. Le kaiser a fraité les travailleurs conscients de «gueux». Il a menacé les grévistes de la prison et voué toute sa tendresse aux renards. Il a promis du plomb au peuple insolent et indocile; il a approvisionné la caserne Alexandre d'obus, destinés à servir contre le peuple; il a contrainé ses soldats à marcher contre les ouvriers coupables d'user de leur liberté politique, pour manifester et faire grève; il a imposé à l'Allemagne un gouvernement presque autocratique; il a prémedité la suppression de la Constitution de l'Alsace-Lorraine; il est enfin le chef militaire du peuple allemand, sur qui retombe, devant le peuple allemand et l'humanité entière, la responsabilité principale de cette guerre abominable.

Il est aujourd'hui identique à ce qu'il était avant la guerre, lorsqu'il provoquait la catastrophe. Il pense identiquement comme alors. Il vous opprimerà et vous torturera de même à l'avenir, si vous ne le mettez dans l'impuissance de nuire.

Et le manifeste de Hindenbourg! Et ses avertissements contre la propagande ennemis! Qui ne voit que c'est là un truc grossier. Les manifestes révolutionnaires ne sont pas l'œuvre d'ennemis qui veulent vous égarer et vous abattre. Ils sont l'œuvre de vos amis, de citoyens allemands soucieux de vous montrer le bon chemin, celui de la libération et de la légitime défense contre les Hindenbourg et les Hohenzollern.

La campagne contre les atrocités de nos ennemis commises sur les prisonniers allemands, mensonge aussi, grossier mensonge, dont on se servit pour exciter en vous la haine et le désir de combattre, pour s'opposer à la fraternisation avec l'ennemi, pour vous apprendre à mourir en défendant vos bourreaux allemands, plutôt que de vous rendre à l'adversaire qui n'est pas votre ennemi.

Prends garde, peuple allemand! Et prends garde, patrie allemande! Défie-toi des flagorneries, des campagnes démagogiques, du mensonge cynique des Hohenzollern et des Hindenbourg et de leurs fidèles serviteurs, les socialistes gouvernementaux. De Guillaume Hohenzollern au frac ministériel de Scheidemann, le front de les ennemis est continu.

*Influence de la guerre sur la liberté politique des masses populaires.*

Les prophètes de malheur, qui nous affirmaient que la guerre serait néfaste à la liberté des peuples et l'anéantirait, ou tout au moins retarderait son développement, ont eu raison.

A la vérité, on a promis récemment, dans la plupart des pays belligérants et dans quelques pays neutres souffrant de la guerre, une extension de liberté populaire. Des réformes ont été accomplies en Angleterre, et commencent ailleurs. Pourtant, l'état de siège est parlout maintenu à des degrés différents, ainsi que la dictature militaire, ce qui prive les populations de tous les droits; et les promesses, les réformes, dont nous venons de parler, ne sont pas la conséquence de la guerre, mais plutôt celles de la résistance à la guerre ou de la peur de celle résistance. Ce sont les fruits de la profession contre la guerre. Ainsi s'explique l'influence démocratique du péril commun.

Bref: les tendances antidémocratiques de la guerre sont restées en force, mais en partie modifiées et en partie neutralisées par la tendance démocratique que suscite la réaction contre la guerre.

Celle-ci d'ailleurs n'a encore donné que des résultats purement formels. Elle a fait répandre de l'encre d'imprimerie. Car le papier est patient, surtout en temps de guerre. Que les masses soient sur leurs gardes. Si les classes dominantes et les impérialistes réussissent l'œuvre de duperie qu'ils ont en vue dans tous ces projets de démocratisation, si la manœuvre démocratique leur facilite la victoire, les masses, quels que soient leurs droits couchés sur le papier, seront matériellement débilitées par comparaison avec leur état d'avant-guerre, et ce en présence d'une classe dominante prodigieusement renforcée. Et, si même les nou-



TOMBES DE KARL LIEBKNECHT ET DE ROSA LUXEMBOURG

veaux droits populaires acquis sur le papier demeuraient officiellement intacts, il faudrait les plus grandes luttes pour conquérir une démocratie réelle. Il y faudrait des efforts infiniment plus difficiles que nos efforts actuels. Pour donner à tout présent et à venir le bien-être matériel, pour augmenter les forces de la classe ouvrière, pour assurer la démocratie et libérer le prolétariat, les masses ont aujourd'hui, en temps de guerre, une puissance invincible. Pourvu qu'elles sortent enfin de leur torpeur et agissent à la russe!

*„L'Union populaire pour la Défense de la Patrie et de la Liberté“.*

L'union populaire allemande pour la défense de la patrie et de la liberté, fondée sur le principe de la collaboration des classes avec la bénédiction de la Commission Centrale de ce qu'on appelle les syndicats libres, et d'autres organisations ouvrières, bleues, jaunes et noir-blanc-rouges, poursuit l'idéal «d'une sage politique réaliste dans un régime libre et démocratique». Elle se donne un but purement prolétarien: «faire de l'Allemagne une grande puissance moderne», et souligne que le peuple allemand doit, à cette fin: 1) unir toutes ses forces (pour la guerre); 2) adopter une nouvelle orientation dans sa politique intérieure; 3) avoir une politique extérieure très nette, conforme aux désirs du peuple et du gouvernement.

Il est à noter que cette organisation de paix sociale, qui a pour but d'augmenter la capacité de résistance du peuple allemand (Burgfrieden-Durchhalten-Gründung), met en vedette dans son appellation même le mot de «liberté» simple appât, tandis que son programme révèle sans fard, sa seule raison d'être sérieuse. La guerre jusqu'au bout, jusqu'à la victoire totale (Durchhalten und Siegen), étant le moyen le plus sûr de supprimer toutes les libertés, le mot «liberté» employé dans l'appellation de l'union n'est qu'un mensonge, et le mot de «patrie», dans la signification que lui donne la classe dirigeante, est ici le seul à sa place. Pour être honnête, cette union devrait s'appeler: «union pour la patrie et contre la li-

berié», ou plus clairement encore, «union pour les classes dirigeantes et la guerre contre la paix et le droit des peuples».

*Nouvelle social-démocratie.*

La nouvelle social-démocratie noir-blanc-rouge, qui se livrait récemment au partage de Würzburg à une danse scabreuse ultra-réformiste, et qui a confirmé avec une précision mathématique notre opinion sur les bases de sa politique militaire, joint l'opportunisme grossier, un ministérialisme avoué et «collant» comme une prostilée, une parfaite platitude, devant les grands dignitaires arlequins, à la trahison et à la fourberie vis-à-vis des masses populaires... Tout ceci n'est pas nouveau, tout ceci est aussi vieux que l'existence de ce troisième sexe des politiciens hermaphrodites, habitués à spéculer sur les principes. La seule chose nouvelle en tout ceci, c'est que l'on se sert désormais du nom honorable de la social-démocratie, pour désigner cette triste réalité. La valeur de cette nouvelle social-démocratie pour les classes dirigeantes nous est montrée par l'attitude des partis bourgeois, de la majorité du Reichstag et de la *Deutsche Tageszeitung*, qui a exprimé avec netteté le consentement des conservateurs mêmes à collaborer avec le nouveau groupe. «Voilà qui prouve l'accroissement de nos forces», disent les David. Mais tous ceux qui ne sont pas des David, savent que ceci ne prouve rien de plus que la capacité d'action corruptrice, dissolvante, débilitante, abêtissante du nouveau parti sur la classe ouvrière.

*La politique de la majorité et les réformes.*

Si quelques réformes s'accomplissent à l'heure actuelle, ce n'est pas par suite de la politique de la majorité, mais contre elle, grâce à l'opposition et à la crainte inspirée par l'opposition.

Et les ridicules plumages, dont s'attifent les Scheidemänner, sont ceux d'autrui.

*Karl LIEBKNECHT.*

(à suivre).





Karl RADEK.

## LES QUESTIONS DE LA RÉVOLUTION MONDIALE À LA LUMIÈRE DU MENCHÉVISME

### I.

#### *Le „Nouveau Testament“ du menchévisme international.*

Quand, en octobre 1917, les ouvriers et les paysans russes secouèrent le joug de la bourgeoisie et prirent le pouvoir, cet événement historique fut considéré par les menchéviks de droite (social-patriotes) comme un crime, et par les menchéviks de gauche (internationalistes du type Martoff), comme une aventure politique. Le pipeau menchévik fit danser Karl Kautsky, si bien que l'ancien théoricien de la II-e Internationale refusa, dans sa brochure sur la *Dictature et la Démocratie* éditée pendant l'été de 1918, de reconnaître la révolution russe. Deux années se sont écoulées depuis. Le gouvernement des Soviets a complètement défait, l'un après l'autre, tous ses ennemis et est devenu l'un des facteurs les plus importants de la politique internationale. Le menchévisme russe a dû reconnaître le pouvoir des Soviets, non seulement comme un fait historique, mais aussi comme un facteur de progrès. Toutes les fois que le gouvernement des Soviets s'est trouvé aux prises avec la contre-révolution, les menchéviks ont dû appeler leurs coreligionnaires politiques à la défense du gouvernement des Soviets, considéré comme l'organe de la révolution. La dictature du prolétariat, ayant dû auparavant les menchéviks, amènera infailliblement le triomphe de la réaction capitaliste et agraire. Maintenant, ce même gouvernement des Soviets est devenu, à leurs yeux, le rempart de la classe ouvrière contre la réaction, alors que ce qu'on appelle en Allemagne et en Autriche «la démocratie» amène à la victoire de la contre-révolution. Les sympathies du prolétariat international envers le gouvernement des Soviets, qui devient son étoile conductrice, croissent parallèlement.

La négation pure et simple de la politique du gouvernement des Soviets, la lutte contre cette politique, à la manière de Kautsky, n'amène qu'un résultat: les ouvriers quittent les rangs du Parti Menchévik. Le menchévisme international n'a déjà plus la force de défendre les positions de Kautsky. Il les abandonne pour défendre l'idée fondamentale du menchévisme. Si l'on en écarte tous les revêtements politiques et littéraires, cette idée se réduit à la défense de principes réformistes,

de l'accord du prolétariat et de la bourgeoisie, considéré comme ouvrant la voie au socialisme.

O. Bauer, élève de Kautsky, a publié, voici quelques mois, en collaboration avec Rudolf Hilferding, le théoricien le plus en vue du Kautskisme, un livre intitulé: *Bolchévisme ou social-démocratie*, livre qui nous donne le modèle des nouvelles armes employées contre l'idée de la révolution russe, contre l'idée du communisme contemporain. La tentative de Bauer de fonder sur des bases nouvelles la tactique menchévik, en reconnaissant le bolchévisme comme un facteur de progrès pour la Russie, mais en le niant pour l'Europe, s'est terminée, comme le lecteur va s'en rendre compte, par une faillite identique à celle du vieux maître Kautsky, lorsque ce dernier refusa de reconnaître le bolchévisme.

### II.

#### *Les opinions de O. Bauer.*

Après une introduction historique sur le développement social de la Russie, introduction dans laquelle Otto Bauer nous prouve, force chiffres et citations à l'appui, qu'il a bien «appris quelque peu, quelque chose, quelque part», notre auteur passe à l'examen du contenu social de la révolution russe et arrive à la conviction que «la victoire politique du prolétariat a facilité aux paysans l'accès de leurs buts sociaux».

Le paysan a aidé l'ouvrier à détruire la domination des propriétaires et des capitalistes, parce que l'ouvrier l'avait aidé à prendre les terres et à éliminer les survivances de la féodalité. Le prolétariat, incarné par le Parti Communiste, a voulu aller plus loin, passer de la propriété privée du sol à une socialisation véritable de la ferme, par la création des entreprises soviétistes d'économie rurale, mais il s'est heurté là, à la résistance énergique des paysans, il a dû renoncer à ce dessein, et c'est là la pierre d'achoppement du gouvernement des Soviets.

Le paysan russe, n'est pas encore politiquement conscient. La lutte pour les terres des possédants a seule pu le faire entrer dans l'aire de l'histoire. Sitôt qu'il eût pris les terres des propriétaires fonciers et qu'il se les fût appropriées, il revint à l'indifférence politique. Si le gouvernement des Soviets ne le touche pas dans ses campagnes, il ne s'inquiète nullement de ce que ce

gouvernement fait dans les villes. Le paysan s'écarte du champ de bataille historique, s'enferme à nouveau dans le cercle étroit de ses intérêts locaux, retombe à sa nullité historique. Il ne reste en présence que le prolétariat et la bourgeoisie. Telle est la situation sur laquelle se fonde, en Russie, la domination du prolétariat, et ce n'est que lorsque la contre-révolution menace la domination du prolétariat, lorsqu'on croit voir derrière les armées réactionnaires le propriétaire, l'agrarier, pressé de rentrer dans ses domaines, c'est n'est qu'alors que le paysan se lève pour se placer à côté de l'ouvrier et repousser l'ennemi commun (page 42).

La constitution soviéliste reflète et sanctionne à la fois, de l'avis d'Otto Bauer, cette situation. Elle donne, moins de pouvoir dans les Soviets aux paysans qu'aux ouvriers. Mais cette constitution même pourrait, étant donné la suprématie numérique des paysans, devenir l'arme de leur domination, n'était-ce que le gouvernement a si complètement écrasé la bourgeoisie que celle-ci n'est plus aucunement en état de devenir le centre organisateur du mouvement paysan pour la propriété privée. Quant à la paysannerie elle-même, elle est trop inculte pour vaincre le prolétariat.

Mais, au fur et à mesure que la conscience du paysan augmentera grâce au travail du pouvoir des Soviets, il saura, en se servant de la constitution soviéliste, obtenir en Russie le pouvoir et instituer la démocratie. Quel sera donc la nature sociale de cette démocratie? A cette question Bauer répond en fragrant le tableau habituel aux menchéviks du développement de la classe ouvrière en régime soviéliste. Une partie de la classe ouvrière retourne la terre dans les campagnes, une autre partie succombe, les armes à la main, une troisième est absorbée par la bureaucratie soviéliste. Et la masse qui demeure n'est pas en état de déployer suffisamment d'énergie et d'indépendance de caractère pour organiser l'économie socialiste.

Le gouvernement des Soviets crée à cette fin un système d'administration bureaucratique de l'industrie. Une société socialiste se crée maintenant en Russie, le gouvernement des Soviets ayant arraché au capitalisme les moyens de production, ayant libéré le travail et organisant maintenant en disposant à son gré de la main-lui-même, en disposant de l'outil industriel, l'économie d'œuvre et de l'outil industriel, l'économie nouvelle, conçue sur un plan unique et d'application directe, de même que la répartition, toute aussi concertée et directe des produits du travail. Mais si c'est du socialisme, c'est un socialisme assez spécial, c'est un socialisme despote. Car le socialisme en Russie ne signifie pas la possession par le prolétariat des moyens de production, la direction du travail par le prolétariat lui-même et la répartition des produits du travail par les producteurs. Ce socialisme signifie que le pouvoir de l'Etat s'est cristallisé hors du peuple, qu'il représente une partie infime du peuple, située au-dessus des masses populaires, qu'il répartit les moyens de production, les produits de travail, la main-d'œuvre et emploie la violence pour contraindre les masses laborieuses à se soumettre à ses plans, à accepter son organisation du travail (page 63).

Mais quoi? Bauer nie-t-il la nécessité d'une politique semblable, la considère-t-il comme un retour à de vieux procédés militaires, comme les menchéviks se plaisaient à le dire, pendant les discussions sur l'armée du travail? Non. Avec un sourire aigre-doux, notre auteur explique ce tableau par la culture insuffisante du jeune prolétariat russe et écrit:

Les principes de la démocratie ne sont pas d'autant des vérités éternelles; la démocratie n'est qu'un produit de l'évolution historique et une de ses marches. Ce n'est qu'à un degré bien défini du développement historique des moyens de production, de la lutte des classes et de la culture des masses, que la démocratie devient possible. Lorsque ces conditions préalables sont défaillantes, le despotisme de la minorité avancée apparaît comme une nécessité historique de l'époque de transition, comme une arme temporairement nécessaire au progrès historique (page 63).

Ce que la Russie expérimente aujourd'hui, c'est précisément ce que Marx attendait en Allemagne, en 1847.

Mais que deviendra ce socialisme despote si, le niveau de culture du moujik s'élève, il parvient, comme le prédit Bauer, au pouvoir?

Le diable seul pourrait s'y retrouver — répond Bauer; la Russie présentera très probablement une combinaison de propriété privée du sol, de propriétés privées, concessionnaires des capitalistes étrangers et du capitalisme d'Etat institué par le gouvernement des Soviets.

Telle est la nouvelle philosophie menchévik qui se réduit au fond à l'ancienne philosophie de Kautsky. Quels que soient les reniements des Bauer, des Hilferding et d'autres dieux mineurs de l'Olympe menchévik, ils s'inspirent en tout du point de vue de Kautsky sur la révolution russe, étape vers l'ordre bourgeois. Le mot d'ordre menchévik de 1918: «Retour au capitalisme», mot d'ordre que les menchéviks russes repoussaient verbalement, conserve chez Bauer toute sa valeur. Toute la différence entre Bauer et Kautsky, c'est que M. Bauer se voit bien obligé, par deux années de lutte victorieuse de la Russie des Soviets, de considérer celle dernière autrement que comme une aventure historique et de lui donner une attestation scientifique, par laquelle elle est reconnue constituant une phase historique nécessaire du progrès. Du point de vue historique, nous pourrions nous refuser à toute polémique avec Otto Bauer, nul ne pouvant souhaiter de meilleure attestation de la nécessité de la politique révolutionnaire du gouvernement des Soviets; on ne peut, en effet, poursuivre une politique impossible. Mais il ne s'agit pas de délivrer au gouvernement des Soviets des attestations favorables, il s'agit de démasquer le menchévisme. Cela vaut la peine que nous nous arrêtons devant le monument d'incompréhension du leader du menchévisme européen.

### III.

#### *La question agraire dans la révolution russe.*

La conjonction, dans laquelle la classe ouvrière russe a pris le pouvoir, était exceptionnelle. Il semble peu vraisemblable que puisse se renouveler cette situation, déterminée par un ardent

désir de paix coïncidant avec un ardent désir de prendre la terre chez les masses paysannes armées, et dont la volonté se fondait ainsi avec celle du prolétariat en lutte pour le pouvoir. Dans tous nos exposés des causes de la lenteur du développement de la révolution mondiale, nous avons toujours indiqué que la classe ouvrière ne retrouvera nulle part les facilités dont elle a bénéficié en Russie, pour y vaincre. Mais là se borne la dose de vérité historique, contenue dans l'analyse de la révolution russe par le menchévik austro-allemand. Dans les deux questions centrales, celle des rapports entre le prolétariat et la classe paysanne, pendant la révolution mondiale, et celle de l'œuvre d'éducation économique de la révolution prolétarienne, le menchévik Bauer n'a rien compris et a bien dû, en dépit de ses phrases aigres-douces sur la nécessité historique d'un «socialisme despotique», échouer au camp de la contre-révolution.

La classe paysanne forme partout ailleurs, dans le monde, une masse plus conservatrice et plus imbue de l'esprit de propriété qu'elle ne l'est en Russie. Que compte faire le menchévisme de cette masse, pendant la révolution européenne? Même lorsqu'elle ne forme qu'une minorité, elle représente une force suffisante pour que le prolétariat ne puisse lui imposer les méthodes socialistes de la production par la contrainte étatiste. Il sera donc obligé de laisser provisoirement intactes les propriétés paysannes. Si Bauer nous demande d'un ton sarcastique, où est le socialisme dans les campagnes russes, ce n'est pas à la révolution russe, c'est à la révolution internationale qu'il porte un coup, car la révolution ne sera nulle part en état de socialiser, dès sa première période, l'économie rurale. La littérature socialiste du monde entier ne compte pas un auteur qui ne le sache. Mais le prolétariat victorieux peut-il laisser la campagne en paix, peut-il lui laisser la liberté de produire et de vendre? Il ne le peut pas, sous peine de voir la révolution ouvrière mourir de faim. Il aura donc d'une part à diviser les «paysans», à instituer sa dictature sur les éléments capitalistes des campagnes, à partager les terres, de manière à mettre de son côté, lorsque la chose est possible, les petits paysans et à rechercher un appui dans l'organisation des entreprises d'économie rurale des journaliers agriculteurs. L'inégalité politique de la masse de paysans cossus sera une nécessité pour la révolution mondiale, car elle provient de ce fait, que la classe paysanne a toujours vécu sous la menace de la disette. Cette inégalité contrarie à la démocratie formelle, ne correspond pas seulement aux intérêts des masses du prolétariat qui ne peut certainement, pour les beaux yeux de la démocratie, permettre aux bourgeois paysans, de condamner le prolétariat à mourir de faim; elle correspond aussi aux intérêts du progrès historique, et par là même à ceux de la classe paysanne moyenne. Le capitalisme ne permet pas d'élever la vieille culture au niveau du développement technique, devenu possible; il la maintient, au contraire, même chez le paysan aisné, à un niveau de culture, tel qu'on peut bien le qualifier de «inepte». La suppression des bornes qui séparent la ville de la campagne, suppression à laquelle tend le communisme pourra

seule donner aux masses paysannes la possibilité d'un développement digne de l'humanité. De là, le droit historique du prolétariat sur ses adversaires paysans. Bauer doit lui-même reconnaître que «si la Russie était une république démocratique, l'inculte classe paysanne russe deviendrait la proie de toute démagogie bourgeoise» (page 47). Mais, en est-il autrement du moujik «culivé» bavarois ou tyrolien? Bauer a-t-il pu dans son Aufsicht démocratique trouver un appui chez les masses paysannes? N'y sont-elles pas devenues la proie de la démagogie bourgeoise des antisémites qui la livre maintenant au capital européen? Mais, répond M. Bauer, la Russie des Soviets ne se maintient que parce qu'elle a laissé en paix le paysan cossu, parce qu'elle a renoncé à se servir de sa dictature pour pousser l'économie rurale vers le socialisme. Le même monsieur Bauer voit d'ailleurs dans notre politique d'approvisionnement, une manifestation de la dictature ouvrière sur la classe paysanne, en quoi il a raison. Pour ce qui est de la lenteur avec laquelle nous développons les forces supérieures de l'économie rurale, pour ce qui est même de notre renoncement momentané à une lutte spécifique contre les paysans aisés, il n'y a là que des procédés tactiques.

L'affirmation de Bauer, suivant laquelle «les bolchéviques espéraient que la petite économie capitaliste, ayant vaincu une grande économie féodale-capitaliste, deviendrait rapidement une vaste économie socialiste» (page 36), n'est que pure fantaisie.

Les socialistes révolutionnaires seuls pouvaient songer à un développement rapide de la petite économie rurale, en vaste économie socialiste. Bauer ne pourrait citer à l'appui de ses affirmations aucun écrivain communiste. Le passage de la petite économie paysanne à la grande économie socialiste ne deviendra possible qu'avec l'affermissement du pouvoir ouvrier. Dans la mesure seulement, où il parviendra à instituer le monopole du pain, à concentrer entre ses mains toute la production industrielle et à lui donner un essor suffisant pour fournir aux campagnes l'outillage agricole nécessaire au travail des coopératives et, d'une façon générale, au travail collectiviste de la terre, le prolétariat pourra faire passer l'agriculture dans le domaine du socialisme.

La révolution russe n'a pas encore pu le faire. Première révolution, entourée de toutes parts d'ennemis capitalistes, elle, a dû concentrer toutes ses forces contre son ennemi le plus menaçant, battre le capital européen, le capital financier, plus dangereux en ce moment que les petits capitalistes de la campagne. Mais, au fur et à mesure que nous réussirons à écarteler les dangers, qui menaçaient la Russie des Soviets, de la part du capital financier, à le vaincre avec le concours de la classe paysanne, — qui voit avec raison dans le gouvernement des Soviets une arme contre la réaction féodale et capitaliste, — le gouvernement des Soviets développera son action, en vue du passage de l'agriculture à l'économie socialiste. Tout le travail d'enseignement du gouvernement des Soviets, poursuivi afin d'élever le niveau intellectuel des paysans, tend à préparer un terrain favorable à l'agriculture socialiste.

— Mais, déclare le social-démocrate Bauer, le degré supérieur de la culture paysanne rendra impossible la dictature du prolétariat sur la classe rurale. Nous ne nous arrêterons pas pour l'instant à constater que la dictature du prolétariat est aussi celle d'une partie de la classe paysanne et, en termes précis, des paysans les plus pauvres.

La question qui nous intéresse en ce moment, est celle-ci: Dans quelles conditions l'accession des paysans à un plus haut degré de conscience pourrait-elle devenir un danger pour la dictature prolétarienne? Elle ne pourrait le devenir que si le capitalisme mondial s'affermisait, que si le capital mondial assuré en Europe Occidentale, réussissait à affaiblir le gouvernement des Soviets, à ruiner son monopole de commerce extérieur, à fournir par contrebande et par commerce privé des articles manufacturés aux paysans russes, à fortifier les centres de la contre-révolution russe que nous avons réussi à briser. Alors seulement, une plus haute culture de la classe paysanne russe équivaudrait, pour la dictature ouvrière en Russie, à la création d'un danger bourgeois. *Et rien n'est plus caractéristique pour le menchévik Bauer, que ce fait: tout en reconnaissant verbalement la croissance de la révolution mondiale et son développement, il ne parvient pas à se figurer pour le développement ultérieur de la révolution russe, d'autre milieu que celui du capitalisme victorieux en Europe.*

La Russie des Soviets sait très bien qu'elle périrait, en cas de victoire du capitalisme en Europe, et elle s'est toujours considérée comme l'avant-garde de la révolution mondiale, avant-garde dont le sort dépend de la célérité que les réserves du prolétariat de l'Europe Occidentale mettront à la rejoindre. M. Bauer ne peut s'imaginer ce miracle. Nous le laisserons à son incrédulité menchévik; mais il ne pourra nier que toutes ses profondes pensées sur la victoire du paysan cossu sur l'ouvrier russe viennent à cette incrédulité et tombent avec elle.

Au lieu de prendre l'air grave d'un connaisseur de questions agraires qui n'ignore pas que les chevaux se nourrissent d'avoine, au lieu d'écrire des tomes sur les tendances du développement agraire de la Russie, il aurait fort bien pu résumer toute sa philosophie en une banale exclamaison: «Qu'aviez-vous besoin, ouvriers russes, de prendre les armes? Le capitalisme mondial est invincible... Il vous écrasera!»

C'était déjà la conviction du menchévik Bauer en 1917, lorsque, prisonnier de guerre en Russie, il publiait, sous le pseudonyme de Weber, une brochure démontrant l'impossibilité de la dictature du prolétariat en Russie. La dictature ouvrière est pourtant devenue un fait, que Bauer doit même reconnaître facteur de progrès. Il avait néanmoins tenté, pendant un certain temps, de prouver aux ouvriers russes que l'histoire s'était quelque peu moquée d'eux, en instituant sous les apparences de leur dictature celle du parti communiste sur le prolétariat.

Cette chanson de la dictature du parti communiste russe sur le prolétariat, notre très «original» penseur viennois l'a reçue de Kautsky. Kautsky la fient des menchéviks russes, qui l'ont reçue de la bourgeoisie russe, laquelle — ou ne l'ignore pas — a

créé l'expression «d'autocratie des commissaires» et d'autocratie du parti communiste sur le peuple russe.

Nous retrouvons la philosophie du menchévik Bauer dans tous les manifestes, de Dénikine et de Kolchak, avec une seule différence: ces coreligionnaires d'idée du menchévik viennois, ajoutent que le parti communiste russe, qui violente la volonté du peuple russe, est surtout composé de juifs. Bauer qui voisinait dernièrement avec des antisémites dans un ministère de la trop fameuse république démocratique d'Autriche, dont l'existence est assurée par la philanthropie de l'Entente, se refuse à tirer argument du rôle de la «juiverie» dans la dictature des Soviets. Nous reconnaissions ici la noblesse de sa nature. Toute la différence entre la philosophie de Bauer et celle de Wrangel sur la révolution russe est là. — Qu'est-ce que cela signifie, d'où vient cette ressemblance qui amène certains menchéviks russes à la lutte active, les armes à la main, contre le gouvernement des Soviets? Il en est qui tombent jusqu'à Kolchak, parce que convaincus de l'impossibilité pour la Russie de vivre sous un autre régime que sous le régime capitaliste. D'autres menchéviks sont caractérisés par une stupidité plus «nuancée»; ils ne parviennent pas à comprendre le rôle de l'avant-garde révolutionnaire par rapport à la classe qu'elle conduit. Otto Bauer appartient à cette dernière catégorie.

Quand Wrangel criait à l'autocratie des commissaires, on comprenait naturellement qu'il manifestait ainsi son désir de régner lui-même en autocrate, au nom de la classe possédante. Mais quand Otto Bauer parle de la dictature du parti communiste sur le prolétariat, c'est qu'il ne comprend ni le mécanisme de la révolution bourgeoise, ni la logique de la révolution prolétarienne. La bourgeoisie tout entière agissait-elle dans la révolution française, dirigeait-elle, elle-même, l'action révolutionnaire? Les éléments économiquement avancés de la bourgeoisie étaient attachés à l'ancien régime, à la féodalité, au point de ne désirer qu'une réforme de la vieille société, qui l'eût adaptée, non au besoin du développement capitaliste, mais aux intérêts particuliers des banquiers et des propriétaires fonciers. La cause de la révolution bourgeoise était entre les mains des masses petites-bourgeoises, qui réalisaient les désseins de la révolution par une lutte acharnée contre les éléments dirigeants de la bourgeoisie, au point de vue économique. Mais ce serait une erreur de croire que la petite bourgeoisie même, considérée dans son entier, comme une classe, jouait un rôle révolutionnaire. Il suffit, pour s'en rendre compte, de jeter un coup d'œil sur l'épidémie de désertion contre laquelle les autorités révolutionnaires durent lutter désespérément, et qui embrassait une très grande partie de la classe paysanne à laquelle la révolution apportait la liberté. Il suffit de considérer l'attitude des éléments petits-bourgeois en présence de l'industrie de luxe, de considérer le mouvement provoqué par la cheré des vivres, de se rappeler toute la politique jacobine pour comprendre que, même dans les révolutions dont le but fut précisément d'instaurer la démocratie, la masse dans l'intérêt de laquelle et au nom de laquelle les événements se déroulent.

laient, ne jouait un rôle décisif, aux jours des grandes batailles, que sous la direction et la dictature inébranlable du parti jacobin. En temps de révolution, ce sont des masses qui décident de l'issue du combat. La classe peut seule vaincre qui présente les tendances du développement historique et qui sait, au moment décisif, grouper autour d'elle une relative majorité de combattants. Soulignons-le, il n'est pas question d'une majorité formelle, numérique, mais d'une supériorité relative des éléments les plus actifs, les plus énergiques, les plus mobiles. Ces éléments, guidés par le parti qu'ils créent eux-mêmes, soumettent à leur dictature non seulement les classes ennemis, mais aussi leur propre classe, au moment où elle hésite et chancelle, au moment où, sous l'influence de ses souffrances, elle désespère de la victoire et semble prête à abandonner sa propre cause, la cause de l'avenir. La dictature de la partie avancée de la classe révolutionnaire, loin d'être contraire à la dictature d'une classe dans son entier, en est la condition. Ce n'est qu'en groupant toutes ses forces dans la main de fer du parti jacobin, ce n'est qu'en acceptant la dictature de ce parti que la bourgeoisie put vaincre la féodalité.

Dans les périodes d'après lutte, comment se pose la question de la dictature bourgeoise? La bourgeoisie règne-t-elle dans son entier? Elle manifeste sa dictature par ses éléments les plus réactionnaires, les plus inébranlables, les plus résolus, auxquels il arrive souvent d'agir contre la volonté même d'une partie de leur propre classe. Que signifie l'action de la gauche libérale anglaise contre la politique de Churchill et de Carson voilée par Lloyd-George? Elle signifie qu'une partie de la classe capitaliste anglaise, doutant de la possibilité d'une dictature ouverte du capital, s'oppose aux mesures que cette dernière nécessite. La dictature de la bourgeoisie n'est pas uniquement celle de la classe possédante sur la classe ouvrière, elle est aussi celle des éléments les plus résolus de la bourgeoisie, sur les moins résolus.

L'attitude des éléments avancés de la classe ouvrière vis-à-vis de celle-ci, considérée dans son ensemble, peut-elle en principe être autre chose que celle des minorités avancées, au cours des révolutions passées? Peut-on s'imaginer une dictature du prolétariat tout entier, c'est-à-dire une dictature non pas exercée dans les intérêts de la classe ouvrière tout entière, mais exercée par la classe ouvrière tout entière?

Il suffit de se rappeler, à ce propos, que la conscience de classe n'est que le fait d'une catégorie bien définie de travailleurs qui, dans la production capitaliste, jouent, en vendant leur main-d'œuvre, un rôle précieux. En dehors de cette catégorie générale, nous voyons dans la classe ouvrière diverses couches situées à des hauteurs inégales, et différentes tant par leur culture, que par leurs traditions historiques. Le développement économique égalise, dans une large mesure, la condition économique et psychologique de la classe ouvrière. Il lui crée la situation d'une masse parvenue à la maturité politique, mais n'ayant aucune sécurité matérielle. Mais ce processus historique n'écarte pas la possibilité d'existence, au sein de cette classe,

d'une aristocratie, attachée par son intérêt et par ses traditions à la bourgeoisie; de même qu'il ne supprime pas les couches inférieures du prolétariat, trop opprimées et déprimées pour songer à la lutte. Quelle doit donc être l'attitude des ouvriers avancés de l'avant-garde ouvrière envers l'aristocratie prolétaria, qui ne veut pas combattre la bourgeoisie, et envers les éléments ouvriers trop opprimés et trop déprimés pour le pouvoir combattre? Il va de soi que ces éléments doivent par une agitation incessante, s'efforcer d'élever les autres à leur niveau, à l'intelligence des tâches historiques du prolétariat; qu'ils doivent, d'autre part, être prêts à briser par la force la résistance des éléments rattachés à la bourgeoisie, et enfin savoir susciter par l'exemple, chez les ouvriers arriérés, la foi en la victoire. La dictature du prolétariat, pendant la révolution et jusqu'à la victoire définitive de la révolution, ne sera que la dictature des éléments avancés du prolétariat.

De la force des éléments avancés du prolétariat par rapport à la classe ouvrière tout entière, l'issue victorieuse—ou la défaite—de la révolution dépend dans une large mesure. Qui-conque dénie aux éléments avancés du prolétariat le droit d'exercer la dictature sur la classe ouvrière, répudie par là même la dictature du prolétariat.

Bauer peut, il est vrai, nous répondre: «Mais j'en suis l'adversaire, mais je suis un démocrate! A quoi nous répartirons: Vous vous trompez, citoyen. Vous avez lu quelque peu Kant, vous avez étudié la philosophie, mais votre philosophie, de la révolution russe ne joint pas les deux bouts, car vous avez dit que la révolution d'octobre et la société soviétique qu'elle a fondée ne constituent pas seulement une nécessité historique, mais constituent encore le seul chemin pour la liquidation en Russie de la féodalité des propriétaires fonciers. Ce chemin est-il aussi le seul qui permet d'introduire le socialisme, en Russie? Nous ne le discuterons pas avec vous. Arrêtons-nous seulement à considérer la tâche historique, que vous avez bien voulu reconnaître à la révolution russe. Nous le demandons: Était-il possible de liquider, en Russie, la féodalité des propriétaires fonciers, sans briser la résistance des éléments de la classe ouvrière qui suivait les partis menchéviks et socialistes révolutionnaires, alors que ces deux partis se rattachaient, par leur politique de coalition, à la classe possédante? Vous reconnaissiez la grandeur de la victoire de la classe ouvrière et du gouvernement des Soviets, sur la contre-révolution capitaliste, sur les Youdénitch, les Kolchak, les Dénikine et l'Entente qui les faisait mouvoir. Comment pouvez-vous alors, faire aux prolétaires avancés le reproche d'imposer par le moyen du parti communiste leur politique aux éléments du prolétariat qui, en retard sur leur avant-garde, affamés et déprimés, n'offriraient peut-être pas, livrés à eux-mêmes, une résistance suffisante à l'ennemi, ne déployeraient pas dans la lutte toute l'énergie nécessaire? Parler de la nécessité historique de la révolution d'octobre, et de sa signification pour le progrès, tout en reprochant aux ouvriers

avancés d'instituer la dictature du parti communiste, ne peut être qu'hypocrisie ou bavardage dénué de sens.

Mais si ce reproche fondamental est déplacé, si la dictature du parti communiste russe est bien celle du prolétariat russe, tout ce que dit Otto Bauer du «socialisme despique», de la victoire de la bureaucratie, etc., etc., n'est que bavardage oiseux. Depuis trois ans, la Russie des Soviets est en guerre. Le tiers au moins du parti communiste, les éléments les plus énergiques et les meilleurs de la classe ouvrière sont au front; et le citoyen Bauer, qui prétend sympathiser avec nous dans cette lutte, nous demande: «Où sont vos Soviets?» Les Soviets, c'est l'élément avancé du prolétariat, le meilleur élément organisateur et agitateur de la classe ouvrière russe. Cet élément est au front. Les hommes qui le constituent, dirigent tout le mécanisme de l'armée; ils animent l'armée. Qui, la guerre a, dans une large mesure, annihilé la forme soviétique de la dictature prolétarienne, et a diminué tous les organes de l'administration ouvrière. Elle a déterminé l'hypothèse de notre bureaucratie, qui ne peut pourtant pas ôter à la Russie des Soviets son caractère prolétarien, car tous les organes directeurs de sa politique sociale, économique, étrangère, sont issus de la classe ouvrière, se rattachent à elle et sont placés sous le contrôle direct du parti communiste, c'est-à-dire du parti de l'avant-garde la plus révolutionnaire du prolétariat russe.

Que ce parti fonde son espoir, non sur la bureaucratie révolutionnaire, mais sur l'organisation de la classe ouvrière, sur la démocratie ouvrière, nous en voyons la preuve dans ce fait: siège que les vagues de la guerre semblent s'écartier de nous, le parti communiste met à l'ordre du jour le développement des organes de la dictature ouvrière. La première question qu'il posa au printemps dernier, lorsque la paix semblait proche, était celle du rôle des syndicats dans l'éducation économique. Le premier mot d'ordre qu'il jette au prolétariat, au moment de la débâcle de Wrangel, c'est celui du renforcement et de l'élargissement de la démocratie ouvrière, de la lutte contre le danger bureaucratique par l'affermissement des organes de la démocratie ouvrière. Bauer indique la constitution de notre industrie nationalisée, et affirme qu'on n'y voit pas l'auto-administration de la classe ouvrière. Mais, s'il n'est pas en principe opposé à l'utilisation par la production socialiste des spécialistes bourgeois—ce qui serait parfaitement idiot et d'ailleurs, en contradiction flagrante avec toutes les opinions de Bauer—quelle autre forme d'administration de la production, Bauer peut-il nous conseiller en dehors de celle que réalise la Russie et qui est la gérance de la production par les représentants de l'état ouvrier et des syndicats? La seule forme concevable, différente de la nôtre, serait la remise pure et simple de l'industrie aux syndicats. Mais Bauer est un kautsien et non un syndicaliste, et nous ne croyons pas qu'il soit en voie de devenir syndicaliste. S'il en est ainsi, qu'y a-t-il de positif dans ses critiques? Rien. Rien, sinon l'incom-

préhension totale de la révolution; rien, sinon une profonde inimitié, masquée de phrases aigres-douces sur la révolution prolétarienne.

«Votre presse abonde en révélations sur la bureaucratie qui ronge l'édifice économique des Soviets Russes», répondra le citoyen Bauer. Ce qui nous prouve qu'il a bien appris en Russie la langue russe, mais qu'il n'y a pas appris à penser. Savoir, ce n'est pas seulement connaître les faits, c'est encore connaître les causes.

La cause du mal bureaucratique, que combattent le régime des Soviets et le parti communiste, réside en ce que la Russie nouvelle a dû donner ses meilleurs organisateurs, non à l'œuvre économique, mais à la défense de la vie même de la révolution. Qui, ne le comprend pas, n'y comprend rien et n'y veut rien comprendre.

Le citoyen Bauer semble avoir fait un pas de plus que son maître Kautsky: il a reconnu le gouvernement des Soviets comme un facteur de progrès; le fait est pourtant qu'il n'en a compris ni la signification, ni les méthodes, ni les perspectives. La réalité est donc qu'il n'a pas fait un pas de plus que son maître. Il a seulement hérité de feu la monarchie impériale et royale d'Autriche-Hongrie, l'onctueuse hypocrisie qui ne réussit pas à cacher son esprit contre-révolutionnaire. Cet esprit contre-révolutionnaire nous apparaît avec plus de netteté encore, lorsque le citoyen Bauer passe de l'analyse de la révolution russe aux perspectives de la révolution mondiale.

#### IV.

##### *Le salut par le socialisme corporatif.*

La deuxième partie de sa brochure est consacrée aux questions de la révolution européenne. Le fait est pourtant que les méditations profondes de notre révolutionnaire ont un tout autre sujet. Tout en ayant l'air de chercher à la révolution européenne des chemins autres que ceux de la révolution russe, il cherche à prouver,—ni plus ni moins,—l'impossibilité de la révolution prolétarienne en Europe.

Bauer commence en opposant, comme de coutume, les corrélations de forces en Russie et en Europe Occidentale. En Russie, la classe paysanne, voulant obtenir la terre, suivait les ouvriers; en Europe Occidentale, elle forme un front unique contre les ouvriers. En Russie, dit Bauer, la bourgeoisie était mal organisée, tandis qu'en Europe, elle l'est magnifiquement. En Europe, les intellectuels sont dix fois mieux attachés au capital qu'en Russie; or, «sans le concours des intellectuels, on ne peut pas administrer un Etat, on ne peut pas faire marcher une fabrique, on ne peut pas organiser l'économie». L'opposition des intellectuels est, aux yeux du citoyen Bauer, le plus grand obstacle à la révolution prolétarienne en Europe. En Russie, dit-il plus loin, les ouvriers ne forment qu'une infime partie de la population, les campagnes sont infiniment vastes, et l'on peut tant bien que mal nourrir le prolétariat des villes au moyen de la politique de réquisition. Tout autre est la situation en Europe Occidentale: la

moindre secousse infligée à un appareil d'économie très complexe amènerait une catastrophe, dont mourrait (de faim) la révolution. La révolution russe a totalement détruit l'ancien mécanisme de l'Etat, «mais à une action aussi prolongée de la violence, détruisant la continuité du travail de l'appareil économique et de l'Etat ne peut survivre que l'organisme fruste d'un pays agricole. L'organisme plus délicat d'un pays industriel n'eût pas résisté à cette opération. En Europe Centrale et Occidentale, la révolution prolétarienne doit penser à ne point interrompre l'échange des marchandises. C'est pourquoi elle ne peut détruire l'organisation capitaliste avant d'y avoir substitué une organisation socialiste, capable de remplir toutes ses fonctions» (page 81).

Mais ce ne sont là que les difficultés intérieures de la révolution. Il y a encore les difficultés extérieures. Comment, se demande le citoyen Bauer, les pays d'Europe peuvent-ils vivre sans colon américain, sans laine australienne, sans caoutchouc américain? Il leur est déjà difficile d'en recevoir à l'heure actuelle, la désorganisation de l'économie européenne ne leur permettant pas de produire pour l'échange les équivalents de ces articles. Qu'adviendrait-il, en cas de révolution violente? — Faut-il donc, pour cela, renoncer tout bonnement au socialisme, demandons-nous? — Que non! A Dieu ne plaise! répond le citoyen Bauer; il s'agit seulement de faire une révolution, indolore aux capitalistes et aux propriétaires. Et notre auteur propose la nationalisation lente, progressive, des branches d'industrie, préparées à cette mesure, une nationalisation, qui laisse dans certains cas le capitalisme administrer son entreprise, sous le contrôle de la société et en fait dans les autres, passer l'administration aux institutions d'Etat dont nous parlerons bientôt. Dans tous les cas, le capitalisme reçoit une indemnité et bénéficie d'une partie de la plus-value. Il va de soi que toutes les hypothèses, tous les fonds déposés en banques, bref tout ce qui donne aux capitalistes la possibilité de vivre oisifs, demeure intact. A ce prix seulement on peut éviter que la révolution ne meure des conséquences de l'anarchie. Avant d'aborder l'examen attentif de cette conception d'une révolution «comme il faut», arrêtons-nous un instant sur les postulats essentiels du citoyen Bauer.

Une lucide appréciation des réalités conditionne toujours la politique révolutionnaire; aussi le communisme moderne, cherche-t-il à connaître, aussi conscientieusement que possible, les particularités de la situation dans chaque pays. Il ne ferme jamais les yeux sur les difficultés qui attendent la révolution. Mais le sens des réalités est une chose et la «frousse» d'un petit bourgeois, effrayé par le capital, et qui se sert du «marxisme» pour se convaincre et convaincre les autres de l'impossibilité de la révolution, en est une autre. Notre auteur se souvient donc qu'il est, lui aussi, pour la révolution; et il s'embarque alors dans l'aventure la plus sacrilège: il nous sert, sous l'étiquette de révolution, quelque chose qui n'est rien de plus qu'un arrangement petit-bourgeois avec le capital.

M. Bauer, ayant largement ouvert un œil, voit combien est forte en Europe Occidentale la bourgeoisie. Mais l'autre œil, précisément celui qui pourrait apercevoir la vigueur du prolétariat, est, chez lui, atteint de cécité incurable. Et il arrive aux conclusions suivantes qui sont énormes: il y a une organisation formidable du capital, mais il n'y a pas de force prolétarienne, — bien que qui-conque connaît l'alphabet du marxisme, sait que la concentration des capitaux est impossible, sans une concentration parallèle de la puissance prolétarienne.

Le citoyen Bauer voit les paysans aisés former une masse compacte, animée d'un esprit conservateur; il voit le capitaliste propriétaire foncier, mais il ne voit pas le prolétariat des campagnes, qui devient pourtant à *la longue*, pour le prolétariat des villes, un allié plus sûr que la classe paysanne. Il parle de la classe paysanne, comme un doctrinaire, comme un rat de bibliothèque; il en parle, en excluant tout d'abord la possibilité même d'une distribution des terres aux paysans pauvres, au détriment des grandes propriétés. Notre honorable professeur a lu dans ses in-folios que les grandes exploitations agricoles sont plus avantageuses que les petites. Il en conclut que nous ne pouvons, sans encourir l'anathème, — au nom du progrès, au nom du développement économique, etc., etc., — partager des terres entre les paysans. Ce marxisme n'est pas du marxisme, car l'on n'est pas marxiste pour s'être bourré le crâne d'une science d'ailleurs élémentaire, qui nous apprend que l'exploitation des grandes propriétés est économiquement supérieure aux fermages des petits paysans. Le marxisme, science de la lutte des classes prolétariennes, a toujours appris et apprend à subordonner les intérêts particuliers du prolétariat à ses tâches générales. Et l'on peut concevoir des milliers de situations, dans lesquelles le prolétariat consentira tout à fait consciemment, en vue de sa victoire (condition primordiale) de l'intensification de la production de l'humanité tout entière, à des concessions politiques qui, dans un domaine limité et pour un temps défini, pourront entraîner la substitution d'une forme économique inférieure à une forme économique supérieure.

L'idée que se fait Bauer de l'attitude des intellectuels envers la révolution internationale, est encore plus fâcheuse. Son affirmation, suivant laquelle les intellectuels de l'Europe Occidentale seront beaucoup plus hostiles à la révolution prolétarienne que ne le furent ceux de la Russie, est dénuée de fondement. Il ne tient pas compte d'un fait: tandis que le développement capitaliste de la Russie, a pendant la dernière décennie, ouvert aux intellectuels russes, jusqu'alors voués au chômage et à la misère, les brillantes perspectives d'une situation privilégiée, en qualité de collaborateurs de l'administration capitaliste de la production, tandis que la révolution de mars avait fait miroiter à leurs yeux la conquête de l'Etat, les intellectuels subissent, dans le reste de l'Europe, un processus de désagrégation et de prolétarisation de leur classe. Leur situation économique empire tous les jours. Ils constatent que la classe capitaliste, qui n'a pas su éviter la guerre, ne sait pas non plus instituer un état de paix, permettant

la reconstitution de l'économie. Leur décadence leur a d'abord paru être la conséquence des revendications exagérées de la classe ouvrière. Mais, plus la lutte des classes devient âpre en Europe Occidentale, sous l'empire de la ruine du capitalisme et de la crise croissante des vivres, et mieux les intellectuels bourgeois comprennent que la révolution est le résultat inéluctable de la faillite de l'impérialisme, qu'elle est la seule issue, offerte à l'humanité, pour sortir de la misère et de la désorganisation croissante, pour échapper au chaos. Et nous observons partout la scission des intellectuels en deux camps: celui de la contre-révolution féodale et capitaliste, et celui de la révolution prolétarienne. Les intellectuels traversent une crise idéologique; ils sont à un tournant, ils sont hantés par les conceptions révolutionnaires. On conçoit que même leurs éléments révolutionnaires ne soient pas encore pour nous des alliés de tout repos, mais il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'à parler des intellectuels comme d'une messe contre-révolutionnaire, on tombe dans le ridicule. Point n'est besoin de douter, par exemple, que si le prolétariat prenait maintenant le pouvoir en Allemagne, une partie considérable des intellectuels le suivrait.

Mais si, dans ses réflexions sur les difficultés de la révolution prolétarienne dans les pays d'Occident, Bauer ne perd de vue que les tendances révolutionnaires des campagnes et de certains intellectuels, sa façon de poser la question de la famine qui menace le prolétariat européen, en cas de révolution est tout bonnement hilarante. Elle rappelle irrésistiblement l'argumentation convainquante de ce personnage de Gogol qui, se trouvant au restaurant, pourvu d'un excellent appétit mais fort démunis d'argent, exposait au restaurateur qu'il mourrait de faim, si on ne lui donnait pas à dîner. En présence de difficultés formidables du ravitaillement de la révolution en Europe Occidentale, Bauer ne cherche pas une solution dans le déploiement des forces révolutionnaires. Il s'adresse, par contre, aux capitalistes et leur déclare: «Messieurs, si nous entrons en lutte ouverte avec vous, nous finirons par succomber à l'épuisement; souffrez donc que nous vous égorgions tout doucement et progressivement, et récompensez nos bonnes dispositions en nourrissant la révolution.» Il n'oppose pas à la catastrophe, dont la famine menace la révolution, la deuxième solution indiquée par l'histoire. Il ne fait que manifester ses aspirations vers une révolution qui ne connaît pas la famine. Nous verrons plus loin, où et comment le citoyen Bauer trouve une panacée contre la famine en cas de révolution, — panacée qui n'est rien de plus que le piétre produit des révasseries d'un intellectuel médiocre, que la frayeur convertit, en dépit de sa stupidité native, en un utopiste imaginaire.

Considérons un instant sa façon de discuter les problèmes de ravitaillement de la révolution. Bauer perd de vue que le prolétariat de l'Europe Occidentale, le pouvoir conquis, maître des immenses ressources économiques et militaires, allié de la Russie des Soviets, disposera des greniers des Balkans de la Hongrie, de la Roumanie, de l'Ukraine, du Kouban, de la Sibérie. Bauer ne

tient nul compte en examinant les perspectives de la révolution, en Europe Occidentale de l'Est et du Sud-Est agricole, de même qu'il ne tient nul compte en analysant la révolution russe de l'aide possible du prolétariat européen. Quand il dit que la révolution prolétarienne aura besoin, en Europe, de relations économiques avec les États capitalistes, il tient uniquement compte de la nécessité, pour les ouvriers d'Europe, de recevoir du colon d'Amérique, de la laine d'Australie, etc. et ne voit pas que la médaille a un revers: car les capitalistes d'Amérique et d'Australie ont besoin de vendre s'ils ne veulent pas arrêter le travail chez eux et hâter, en généralisant le chômage, la révolution dans leur propre pays.

Certes, le prolétariat de l'Europe Occidentale aura beaucoup à souffrir, beaucoup à endurer, avant d'échapper à l'étreinte du capital agonisant; mais celui qui ne lui parle que des dangers et des difficultés, qui fait sa puissance, qui ne souligne pas à ses yeux l'impasse où il entrerait en renonçant à la révolution, celui-là agit consciemment ou inconsciemment comme un agent de la contre-révolution; et c'est en fait, le cas du citoyen Bauer. — «Permettez, nous répondra-t-il, j'apporte la recette d'une expropriation pacifique, sans effusion de sang, la recette d'une révolution paisible».

Voyons-là de plus près cette recette. Jusqu'à la guerre mondiale, l'Allemagne, pays d'origine de Marx et d'Engels, était considérée comme le grand laboratoire des idées révolutionnaires. Les idées révolutionnaires qui ont vaincu en Europe étaient *made in Germany*. L'Allemagne est maintenant en ruines. Le citoyen Bauer, qui jusqu'à présent s'occupait du marxisme, se consacre maintenant à répandre les articles fabriqués en Angleterre, — et comment donc! les produits de l'industrie anglaise sont les meilleurs! Le citoyen Bauer traîque maintenant de ce qu'on appelle le socialisme corporatif<sup>(1)</sup>. Il doit reconnaître (92) que ses marchandises sortent des manufactures de la petite-bourgeoisie. Mais, en bon commerçant qui ne néglige point la réclame, M. Bauer ajoute: «Le socialisme corporatif a atteint, au cours des derniers dix ans, un si haut degré de développement, qu'il est devenu la plus grande force idéologique du mouvement ouvrier anglais» (p. 52). Le charlatan qui vend ses panacées est bien obligé de faire tout un boniment à son public; nul ne peut se soustraire à cette nécessité: car il n'est pas si facile de présenter un liquide quelconque comme l'élixir de vie. «Le socialisme corporatif n'exerce aucune influence sur les masses ouvrières anglaises. Ce n'est rien de plus qu'un courant accueilli avec sympathie par les intellectuels libéraux d'Outre-Manche qui s'occupent de questions sociales et par quelques leaders des trade-unions, dans la mesure où ces honorables gentlemen ont besoin de puiser quelque vigueur, ailleurs que dans le whisky. Le socialisme corporatif est le fait de M.M. Penti, Cole et consorts, disciples du vieux Fabien Sydney Webb, déçus

(1) Note des traducteurs.

Nous traduisons par «socialisme corporatif» l'expression anglaise guild-socialism, conçue en russe par le camarade Rudel.

dans leur espoir de leurrer la classe ouvrière avec des promesses de réformes libérales, et qui voudraient maintenant s'adapter aux aspirations des ouvriers, désireux de se libérer de toute exploitation. Et ils ont, ces petits-bourgeois, imaginé la combinaison suivante: les moyens de production appartiennent à l'Etat; l'Etat alloue une rente aux possédants expropriés; toutes les branches de l'industrie nationale sont propriétés de la nation; les représentants des trade-unions administrent les industries. Le plan de travail est établi par les trade-unions, de concert avec les représentants de l'Etat, des municipalités et des consommateurs; les prix sont établis de même. Tout ceci constitue la self-administration de l'industrie par les travailleurs, dont la liberté est ainsi garantie. Et M. Bauer de dire: «l'andis qu'en Russie, c'est la bureaucratie révolutionnaire qui dirige la production, le socialisme corporatif en confie l'administration aux organisations de la classe ouvrière».

«Le bolchévisme n'est que le socialisme des idéologues de la classe ouvrière, aux yeux desquels le mouvement des masses prolétariennes n'est qu'une arme qu'ils emploient à réaliser leur idéal social. dans la lutte révolutionnaire, ils n'ont reculé devant aucun sacrifice personnel. Ils veulent réaliser leur idéal, quoi qu'il en coûte; même si pour cela, les masses doivent traverser, avant d'arriver à la terre promise, un désert de faim, de froid, d'esclavage établi et de guerres. L'idée de la démocratie industrielle est, par contre, née du prolétariat militant lui-même. Quand la classe ouvrière accroît tous les jours par son action syndicale son influence sur la production, l'idée grandit en elle de contrôler la production, jusqu'au moment où elle en prendra elle-même la direction. Et comme elle renforce son action syndicale par l'action du parti qui forment les trade-unions sans renoncer à leur autonomie dans les questions industrielles, elle se représente la société de l'avenir comme une fédération de grandes corporations autonomes. Ce n'est pas là le socialisme des idéologues, pour lesquels le prolétariat n'est que l'instrument d'une idée, c'est le socialisme du mouvement ouvrier qui se forge par l'expérience de la lutte quotidienne ses propres conceptions» (p. 96).

Ayant ainsi présenté l'idée petite-bourgeoise du socialisme corporatif, engendré par une demi-douzaine d'intellectuels, l'ayant ainsi présentée comme l'œuvre de la classe ouvrière et l'expression de sa lutte, Bauer gravit les hauteurs de la philosophie nationale: la personnalité du travailleur anglais aspire, dit-il, à la liberté. Le travailleur anglais a conçu le socialisme libre. Le prolétariat russe, fils du moujik hier asservi, est l'instrument d'un petit groupe d'idéologues qui sont sans doute de très honnêtes gens, qui consentent à la cause ouvrière de grands sacrifices, mais qui sont tout de même des bureaucraties révolutionnaires. Cette philosophie n'a que deux «trous»: tout d'abord, comme nous l'avons déjà dit, le socialisme corporatif, loin d'être le produit du mouvement ouvrier anglais, est celui d'une petite aristocratie d'intellectuels que rien ne rattaché à la masse; en second lieu, présenter l'ouvrier anglais comme une personnalité qui, depuis le chartisme, aspire à la liberté, c'est considérer le plat valet de la bourgeoisie, qui achète les viciques dérroquées de son maître, comme le modèle de l'homme libre. Il fut un temps, où Kautsky opposait dans ses articles l'ouvrier russe et

l'ouvrier américain, le révolutionnaire russe et, l'anglo-saxon servile ou l'aristocrate ouvrier. Autre temps, autre chanson. Le kautskisme dégringolé dans les boues de la contre-révolution, se cramponne à l'utopie mort-née, chère à quelques intellectuels anglais, et déclare, en délayant leurs excréments spirituels: «Telle est l'œuvre du prolétariat le plus libre, du prolétariat anglais, champion de la liberté». Mais il faut dire à l'honneur du prolétariat révolutionnaire anglais, qu'il n'a rien de commun avec une conception qui laisse l'Etat capitaliste intact et permet à la classe bourgeoisie d'arracher à la classe ouvrière la plus value, dont la jouissance conférera aux représentants de l'Etat bourgeois, le droit de fixer, de concert avec les représentants de la bourgeoisie, le plan économique, les prix, etc., bref, avec une conception qui laisse en soi tout le pouvoir à la bourgeoisie. Le prolétariat révolutionnaire d'Angleterre tournerait le dos à toutes ces idées s'il les connaissait, car on n'y peut trouver rien de plus que la vieille et banale conception fabienne de la conservation du capitalisme par le régime constitutionnel de la fabrique, c'est-à-dire par l'octroi aux ouvriers du droit de parler de l'administration d'industrie celle-ci appartenant en réalité à la bourgeoisie. Nous laisserons le citoyen Bauer considérer avec admiration le dos du prolétariat anglais et y voir le soleil levant du socialisme corporatif. Le Chevalier de la Triste figure n'embrassait-il pas une souillon dans la conviction qu'il avait affaire à Dulcinée, fille de roi? Mais nous demanderons à notre Don Quichotte du socialisme corporatif: Où voyez-vous le moindre signe, témoignant des dispositions de la bourgeoisie anglaise à consentir même aux concessions minimales que lui demande votre socialisme? Si, communistes, nous efforçons de convaincre les travailleurs que les choses iront comme nous l'avons prédit, nous indiquons, tant bien que mal les tendances réelles du développement social, nous indiquons des faits. Nous montrons du doigt la ruine économique du monde capitaliste. Nous montrons la bourgeoisie incapable d'y faire face. Nous montrons la lutte des classes devenant chaque jour plus aiguë, jusqu'à atteindre les proportions d'une grande guerre. Nous montrons la bourgeoisie totalement incapable de former contre la révolution sociale un front international unique. Les raisons communistes et les affirmations communistes ne sont ni les produits de notre impatience, ni ceux de nos désirs. La base n'en est pas subjective. Bauer procède tout autrement: la révolution sociale telle que nous la faisons, est pour lui une abomination. Aussi, vive le socialisme corporatif! On pourrait presser Bauer des questions pendant bien longtemps, sans en obtenir la moindre preuve de ce que le développement de la seule Angleterre, par exemple, suit la voie de son socialisme «démocratique», si l'on peut dire.

Considérons les circonstances récentes, hors de Russie. En Autriche allemande, messieurs les social-démocrates sont écartés du pouvoir. La réaction capitaliste a jeté le masque et tendu la main au bourreau hongrois Horly. En Allemagne, la social-démocratie a subi aux élections une

défaite, qui l'a obligée à sortir du gouvernement. L'Allemagne a un gouvernement capitaliste révolutionnaire, contre lequel les masses ouvrières révolutionnaires forment un grand parti communiste unique. La social-démocratie indépendante, centre du mouvement ouvrier, a dans sa majorité prolétarienne passé au communisme. La minorité qui marche sur les traces de Bauer, se trouve devant ce dilemme: péir dans la solitude ou périr dans les embrassements de Scheidemann. En Italie, la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie approche du dénouement. L'Italie est près de sa révolution d'Octobre. Les frères spirituels de Bauer, les Turati, les Treves, les Darragona ne peuvent que retarder quelque peu les événements qu'ils sont incapables d'empêcher. En France, la dictature capitaliste sévit, semant dans les cerveaux et les coeurs de la classe ouvrière, les idées de la dictature prolétarienne. Et quelle est la situation dans cette Angleterre, qui a donné naissance au socialisme corporatif? Pendant l'été de 1919, le citoyen Bauer a publié sur la révolution mondiale une brochure anonyme (ministre à cette époque, membre du gouvernement de l'Autriche allemande, il n'osait signer ses écrits de peur d'offusquer l'Entente). Il tentait d'y établir que la bourgeoisie anglaise est enclive, par suite de sa vieille politique, d'ailleurs intelligente, à consentir de grandes concessions à la classe ouvrière. Il prouvait que l'industrie minière serait nationalisée et que bien d'autres facteurs courraient à l'élimination du capital anglais. 18 mois sont depuis tombés à l'éternité, sans que se vérifie cette prédiction. La bourgeoisie anglaise a refusé au prolétariat les concessions les plus insignifiantes. Elle ne lui a reconnu aucun rôle dans la gérance de l'industrie. Les complications grandissent en Angleterre: la bourgeoisie et le prolétariat s'y trouvent face à face avec une résolution chaque jour plus ferme.

Brel, la situation internationale est tous les jours plus tendue. Aucun compromis n'est possible, la violence seule franchera la question. Bauer voit de terribles fantômes; même après les péripéties de l'évolution démocratique qu'il décrit, même lorsque le prolétariat aura pris le pouvoir par les moyens de la démocratie, la bourgeoisie saura, dit-il, le reconquérir. Elle fera de l'opposition à l'Etat démocratique, elle sabotera son administration, elle tournera ses lois. Le Parlement démocratique devra d'ailleurs assumer un pouvoir dictatorial; il aura à réprimer le sabotage et les complots possibles de la bourgeoisie, non seulement par les procédés habituels de la dictature, mais aussi par la terreur et ce, siège que le Parlement sera devenu l'instrument de domination de la classe ouvrière (p. 113). Voyez donc s. v. p. le beau résultat de «la continuité des échanges dans la société». Et quels seront les résultats de la famine, que Bauer considère comme la conséquence inévitable de la guerre civile? Ces catastrophes ébranlent aujourd'hui le sol; elles seront à l'avenir moins douloureuses, à en croire les prophéties de Bauer, l'artillerie étant du côté de la démocratie. Si la classe ouvrière parvient au pouvoir par le chemin de la démocratie, c'est-à-dire lorsqu'elle

sera suivie par la majorité de la population, le pouvoir prolétarien ne fera ni violence aux facteurs sociaux de l'autorité, ni violence à la minorité d'opposition... Mais que signifie tout ce galimatias «socialiste»? Bauer parle du développement des pays industriels, dans lesquels le prolétariat et les classes sociales qui s'agglomèrent à lui forment la majorité des populations. Si les choses en arrivaient à une victoire ouvrière aux élections, l'hostilité de la bourgeoisie ne serait pas pour cela détruite. La dictature démocratique du prolétariat poursuivra le même but, quel que soit son chemin d'arrivée. C'est-à-dire que, pour nous servir du jargon de Bauer, elle poursuivra «la destruction d'une corrélation de forces sociales». Le prolétariat fera d'arracher à son ennemi les instruments de travail. Pourquoi, dans cette circonstance, la résistance de la bourgeoisie serait-elle moindre et la guerre civile moins sanglante? Pourquoi le capital étranger ne viendrait-il pas au secours de celui de pays intéressé? Est-ce une raison suffisante que l'expropriation soit le fait d'un Parlement? Bauer prête son propre christianisme parlementaire aux rois de la mine, du rail et du coton, qui n'ont pourtant pas mérité le rôle d'ânes de la démocratie qu'en leur fait jouer devant un public excédé. Mais Bauer entrevoit un malheur autrement grand, une autre défaite. Il écrit: Certes, l'histoire ne permettra pas au prolétariat de réaliser ainsi sa dictature, après s'être emparé du pouvoir par le moyen de la démocratie parlementaire et de l'administration locale. Il peut très bien arriver que la lutte des classes entraîne le prolétariat à appliquer des méthodes dictatoires incompatibles avec la démocratie. En période de guerre pour le pouvoir, la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat ne peut que devenir plus âpre. Son âpreté peut être une cause de destruction de la démocratie. Une situation peut se créer, telle que la bourgeoisie manquera de force pour vaincre le prolétariat qui, de son côté, ne pourra vaincre la bourgeoisie. Dans cette conjoncture, le partage du pouvoir ne fera que rendre plus sensible l'antagonisme des classes, soit qu'il prenne la forme d'une coalition entre la bourgeoisie et certains partis prolétariens, comme il est arrivé en Autriche allemande, soit qu'il prenne celle de la reconnaissance volontaire du pouvoir de la bourgeoisie par le prolétariat, comme il est arrivé en Italie. Si le mécanisme démocratique ne peut pas fonctionner, la bourgeoisie ou le prolétariat doivent rétablir par la force leur domination de classe. Dans ce cas, la dictature du prolétariat est le seul obstacle à celle de la contre-révolution. Bauer se croit infiniment prévoyant, lorsqu'il suppose avec innocence que la bourgeoisie se refusera à attendre la minute où il plaira au prolétariat de l'unanimité démocratiquement. Le fait est cependant qu'il se trompe fort, car le parti prolétarien n'est pas un augure chargé de donner des conseils à quelques personnages tranquillement occupés à jouer aux cartes. Le parti prolétarien doit être prêt à prendre les initiatives les plus pénibles et les plus dangereuses. Si l'histoire lui offre de belles conditions de lutte et s'il ne doit pas se servir des armes qu'il lui

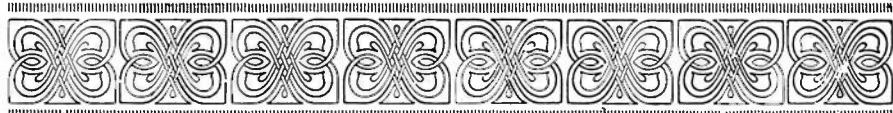
importe quand même de posséder, tant mieux. Communistes, nous n'avons jamais supposé que le prolétariat de tous les pays ne pourrait arriver au pouvoir qu'après une terrible guerre civile. Nous avons vu, par exemple, le prolétariat russe y arriver sans grands efforts; nous avons vu, en Hongrie, la dictature du prolétariat s'instituer, presque légalement. Nous avons considéré comme possible que dans les pays à demi agricoles, où les paysans sont mécontents du capital, la classe ouvrière pourrait prendre le pouvoir par une victoire électorale. Mais toute la question est ailleurs. Il s'agit de savoir, comment la classe ouvrière peut conserver le pouvoir? Et, nous l'affirmons: ce n'est qu'en exerçant la violence contre la bourgeoisie. — Qu'en dit Bauer? Il considère la prise du pouvoir par les moyens démocratiques, comme le chemin le plus probable, le meilleur, tout en admettant pourtant la possibilité d'un coup de force. Mais, comment veut-il conserver ce pouvoir? Bauer répond: dans les deux cas, le prolétariat a besoin de dictature. C'est là sa propre condamnation. Après cela, Bauer et ses disciples ne nous apparaissent plus que comme des misérables transfuges du prolétariat. Qu'on y songe: voici un savant marxiste, profondément convaincu que le prolétariat ne peut vaincre que par la guerre civile, ce qui ne l'empêche pas de s'efforcer avec son parti national et international à persuader à la classe ouvrière que la propagande de l'idée de dictature qui la prépare à briser par la violence la violence de la bourgeoisie, que toute la politique communiste en un mot, nuit à ses intérêts. C'est en présence d'un ennemi puissamment armé, à la veille des batailles décisives, que Bauer désarme le prolétariat. Tout général, agissant ainsi en temps de guerre, se ferait immédiatement fusiller. Et Bauer serait très vexé, si nous lui jetions à la face l'épithète de traitre. Nous ne doutons pas qu'il se considère comme l'innocente victime de la calomnie. Nous avons déjà rappelé que, dans sa brochure, Bauer pousse plus avant que Kautsky. Adoucissons notre verdict. Bauer a amené le kautskisme à une totale débâcle, puisqu'aussi bien il arrive, passé la centième page de sa brochure, en renouvelant l'analyse kautskienne, à un labyrinthe de contradictions dont il ne peut sortir que par des acrobaties, en reconnaissant et la dictature du prolétariat et la terreur. Il nous démontre ainsi que les postulats fondamentaux, qu'il voulait avec son maître opposer au communisme, ne soutiennent pas la critique. Les savants kautskistes ont enterré leur maître en démarquant ses conceptions. Bauer a arraché à Kautsky le masque que ses disciples les plus aveugles ne prenaient pas au sérieux. Et c'est pourquoi il ne nous étonne pas que la peur petite-bourgeoise devant la révolution et la contre-révolution finisse précisément, où se trouvent aujourd'hui les éléments les plus poltrons et les plus confiants de la bourgeoisie allemande.

Bauer termine sa brochure par un appel au peuple allemand. La bourgeoisie et l'impérialisme allemand ont amené le peuple germanique au bord de l'abîme. Les travailleurs allemands doi-

vent maintenant devenir les esclaves du capital de leur propre pays et de l'Entente. Leur seul salut serait dans la révolution prolétarienne qui détrônerait le capital allemand et qui susciterait la révolution dans les pays de l'Entente. Cette libération ne peut pas ne pas entraîner de grands sacrifices. Aux yeux de Bauer, c'est une folie, car elle ne ferait que transformer l'Allemagne en champ de bataille des Russes et des Français. Notre auteur s'insurge contre l'union de l'Udendorf et de l'Énergie. Nous demandons au citoyen Bauer, naguère allié des antisémites, ce qu'il pense de l'union des prolétaires allemands et russes? Cette question a le don de l'exaspérer. L'alliance entre les prolétaires allemands et russes, nous explique-t-il, l'Allemagne devrait la payer de la faim, de la guerre civile et de l'invasion.

Ainsi, prolétaires allemands, abandonnez votre sort à l'Orguech, laissez les spéculateurs de la démocratie vous affamer, acceptez sans murmure l'invasion française: tel est le chemin qui vous conduira au socialisme corporatif, par le développement pacifique de la démocratie. Si vous n'arrivez pas ainsi et si l'Allemagne devient une colonie de l'Entente, vous pourrez toujours vous consoler en songeant que vous avez su vous débarrasser de la superstition de l'Etat omnipotent. Un nouveau lichté vient vous prêcher le culte de la personnalité: ce culte vous pourrez le conserver, lors même que l'Entente vous aura enchaînés. Bauer souhaite que vous lui dressiez un monument à Weimar, non loin de celui de ce Goethe que Napoléon, vainqueur de l'Allemagne, respectait. On sait que l'Empereur des Français portait avec lui dans ses voyages le récit des souffrances du pauvre Werther. Nous sommes persuadés que le maréchal l'och, bien qu'il n'ait pas dans sa valise la brochure de Bauer, l'approuverait à coup sûr s'il la lisait. Le social-démocrate allemand qui, devant le prolétariat doublement asservi de son pays (par la bourgeoisie nationale et par la bourgeoisie étrangère), flétrit le principe d'un mouvement révolutionnaire comme un héritage de l'esprit prussien, mérite certes la reconnaissance de l'Entente. L'agenouillement devant cette dernière correspond bien d'ailleurs au tempérament d'un autre révélé par la brochure de Bauer, par cette manifestation du menchévisme international, qui se fonde sur l'incredulité envers les forces du prolétariat et aboutit à la capitulation nationale et internationale devant la bourgeoisie. Même dans ses conclusions, Bauer s'affirme l'élève de Kautsky. Kautsky avait commencé, en même temps que sa propagande contre la dictature du prolétariat, sa propagande Wilsonienne. Après la paix de Versailles, Bauer ne peut naturellement pas continuer à chanter les louanges du «grand paralytique»; il peut néanmoins continuer sa propagande de la peur et des hésitations honteuses qui ne sauveront rien, et ne libéreront personne. Il le fera tant qu'il trouvera des auditeurs dans le prolétariat. Nous pensons qu'il ne le fera plus longtemps.

Karl RADEK.



G. ZINOVIEV.

## LE MENCHÉVISME, LE COMMUNISME ET LA RÉVOLUTION MONDIALE

(LETTRES AUX OUVRIERS BERLINOIS).

Camarades!

Il m'est arrivé un petit malheur. J'ai pris froid et je ne puis aujourd'hui vous faire de discours. Vous le comprendrez, je le regrette infiniment, mais puisqu'il en est ainsi, il ne me reste plus qu'à vous adresser ces quelques lignes et à vous demander de lire ces paroles, par lesquelles je veux conclure.

Nous pouvons, à l'heure qu'il est, tirer du Congrès de Halle les déductions qui s'imposent. Quels sont ces déductions? Les débats ont montré clairement que l'adhésion des chefs de droite du Parti des Indépendants à la III<sup>e</sup> Internationale est chose impossible, et cela, non pas parce que nous avons fixé 21 conditions au lieu de 18, mais parce que la seule et unique condition importante n'est pas remplie, et cette condition, la voici: c'est que, tous les leaders de la droite se comportent sérieusement envers le communisme et la révolution prolétarienne. Cette condition préliminaire, je le répète, n'est pas remplie, et c'est pour cela, et seulement pour cela, que nous ne pouvons pas nous entendre. Les chefs de la droite du Parti Socialiste Indépendant ne veulent pas adhérer à l'Internationale Communiste. Et l'Internationale Communiste, de son côté, ne veut pas dans son sein de ces droites.

L'Internationale Communiste m'avait envoyé ici pour arriver à obtenir une discussion de programme, une discussion de principes. Notre devoir était de forcer les leaders de droite à abandonner le terrain des mesquines questions d'organisation et à prendre nettement position sur les questions les plus importantes, sur les questions décisives du sort de la révolution mondiale. C'était également le but de nos amis, les camarades de la gauche du Parti Socialiste Indépendant, et ce but, nous l'avons atteint. La droite du Congrès a accueilli hier avec enthousiasme le discours-programme du menchévik Marloff. Ce discours se divisait en deux parties. L'une était un réquisitoire contre le gouvernement soviétique; l'autre, la condamnation, selon les propres expressions de Marloff, de «cette foi naïve et religieuse des masses en la victoire immédiate du socialisme», c'est-à-dire la condamnation du mouvement ré-

volutionnaire et communiste des masses prolétariennes du monde entier. De la première partie, destinée, dans l'esprit de son auteur, à produire l'effet d'une bombe contre le gouvernement prolétarien russe, je parlerai plus tard. Commençons par la seconde, beaucoup plus importante. Marloff ne fait en somme qu'y répéter ce qu'avait déjà dit, dans son discours dirigé contre moi, le représentant de la droite du Parti des Indépendants, Rudolph Hilferding.

Quand nous reprochons aux leaders de droite de ne pas savoir aller avec les masses, de reférer leur ardeur révolutionnaire, Rudolph Hilferding appelle cela «une basse surenchère du radicalisme». Le grand problème que nous avons à résoudre et qui consiste à déterminer comment il nous faut guider les masses, dans leur longue et pénible lutte, se réduit, aux yeux d'un droitié comme Hilferding, à «une basse surenchère de radicalisme». Qu'est-ce que cela prouve? Tout simplement que Hilferding de même que Marloff ne comprennent pas du tout la lutte des masses, qu'ils ne respirent pas le même air que les masses ouvrières, que non seulement ils ne marchent pas en tête de ces dernières, mais qu'ils cherchent à les tirer en arrière.

Marloff, dans son discours, a parlé à maintes reprises de cette «foi naïve et religieuse des masses». C'est, d'après lui, un immense malheur pour le mouvement ouvrier actuel, que les masses, «fanatisées» par le bolchévisme, se bercsent de l'espoir de la réalisation prochaine du socialisme.

Camarades!

Comment un véritable socialiste peut-il se plaindre de l'existence d'une telle foi au sein des masses? Ce n'est pas là une chose dont on puisse se plaindre. Cela, nous ne devons pas le regretter, au contraire, nous devons nous en réjouir.

En réalité, cette foi religieuse des masses prolétariennes est le facteur révolutionnaire le plus important de l'histoire mondiale. Sans cette foi naïve-religieuse, sans ce soi-disant fanatisme bolchéviste, la révolution prolétarienne serait impossible. Ce que l'on veut appeler le fanatisme

des masses, est l'âme de tout notre mouvement prolétarien, c'est la force motrice la plus puissante de la révolution mondiale. Nous ne devons pas regretter qu'il en soit ainsi, nous devons en être profondément heureux. Comment Martoff et Hilferding peuvent-ils être là-dessus d'une autre opinion? Comment la révolution mondiale peut-elle se produire, comment le prolétariat peut-il triompher de l'univers entier, si les masses ne se jettent pas avec l'enthousiasme dans la lutte, si elles ne se donnent pas à elle corps et âme, avec la ferme espérance, avec l'inébranlable assurance en la victoire définitive?

Camarades, dans mon premier discours, je vous rappelais les paroles que le régenté Auguste Bebel aimait à adresser aux masses prolétariennes allemandes. Vous, vieux militants de la cause ouvrière, vous vous souvenez pourquoi Auguste Bebel était si cher aux masses prolétariennes d'Allemagne et du monde entier, pourquoi il en était tant aimé. Qu'est-ce qui lui avait valu la tendresse passionnée des masses ouvrières de toute l'Allemagne, du monde entier? C'était précisément sa foi ardente, «fanatique» en la victoire prochaine du socialisme, sa confiance passionnée, naïve et même — pour employer l'expression de Martoff — religieuse, en l'imminence du Mané, Théâtre, Phare de la bourgeoisie, qui allait marquer l'heure du triomphe définitif des opprimés.

Camarades, souvenez-vous de la minute historique, où Auguste Bebel au déclin de ses jours, à un congrès, dit avec une émotion profonde: «Je suis persuadé que nous tous, qui nous trouvons ici dans cette salle, nous verrons la victoire du socialisme». Souvenez-vous de l'enthousiasme que provoquaient chez les meilleurs éléments prolétariens du parti allemand les déclarations de Bebel. Camarades, les paroles que je viens de citer, Bebel les prononçait, quelques années avant la guerre impérialiste. Cette guerre est arrivée, elle a été suivie d'une crise économique terrible, puis c'a été — pour employer l'expression du même Auguste Bebel — «le crépuscule des dieux» de la société bourgeoise. Et maintenant que nous assissons à ce «crépuscule des dieux», maintenant que les foules ont été traversées par le courant électrique de l'enthousiasme communiste, arrivent des chefs comme Martoff et Hilferding pour doucher à froid les masses prolétariennes, qu'ils déclarent «fanatisées». Et l'on vient nous dire que ce fanatisme religieux des masses n'est, ni plus ni moins, qu'un phénomène réactionnaire!

Comment Martoff et Hilferding se représentent-ils la victoire de la révolution prolétarienne? Pensent-ils en effet qu'il suffise aux bons vieux chefs du parti d'adopter une résolution à un congrès, d'écrire une certaine quantité de ces gros volumes qu'on décote du nom de travaux scientifiques sur le socialisme, ou de faire procéder à un vote dans une assemblée nationale quelconque, pour amener le règne du socialisme? Non, camarades, il n'y a que des réformistes, il n'y a que des gens complètement ignorants de la vie intérieure de notre classe, des émotions profondes qui secouent l'âme des masses prolétariennes pour parler, comme l'ont fait ici Martoff et Hilferding. Non, il ne faut point déplorer cette foi naïve

«fanatique» des masses en la victoire prochaine de la révolution socialiste; bien au contraire, il faut nous en réjouir. Il nous faut la développer; il nous faut nous mettre à la tête de cette masse qu'on dit fanatisée. En effet, camarades, dans cette assurance pleine et entière, il n'y a rien de naïf, rien de religieux; au contraire, les naïfs, ce sont ceux qui croient qu'un bouleversement tel que la révolution prolétarienne peut s'accomplir sans l'enthousiasme sacré des masses laborieuses; les naïfs, ce sont ceux qui s'imaginent que l'on peut abolir le capitalisme, sans guerre civile. Ce sont des naïfs, des gens infectés par les idées réformistes, ceux qui croient que l'on peut faire la révolution prolétarienne par des moyens social-pacifistes; ce sont des naïfs et des religieux bougeois, ceux qui pensent qu'en s'en tenant à la bonne vieille lachique renforcée de quelques extraits du programme d'Erfurt, on peut déclencher la révolution prolétarienne. Martoff et Hilferding et, en général, les droitiers de tous les pays font aux masses ce reproche: vous avez une foi par trop fanatique en la victoire de la révolution prolétarienne! Oui, camarades, je le déclare: les masses prolétariennes auraient beaucoup plus le droit d'adresser le reproche contraire aux réformistes et à tous les chefs droitiers, auxquels elles devraient crier: Dites-donc, vous qui êtes nos chefs, pourquoi avez-vous si peu de foi, si peu de cette confiance fanatique en la victoire de notre cause, en notre lutte prolétarienne, en nos buts ultimes, en notre dictature, en notre victoire définitive prochaine?

Les chefs de droite ne croient pas à la révolution prolétarienne. C'est ce que j'ai essayé de démontrer dans mon premier discours. Et en effet, camarades, tout le discours de Martoff et de Hilferding n'a-t-il pas été une démonstration éclatante de ce que j'affirme? Hilferding et Martoff n'ont-ils pas prouvé que, réellement, cette foi leur fait défaut?

Camarades, il existe en Angleterre, depuis quelques dizaines d'années déjà, un groupe fort curieux d'intellectuels, que l'on peut considérer comme les représentants classiques du mouvement réformiste. C'est le groupe des Fabiens, ces idéologues du réformisme, qui précisément, eux aussi, raffinent le fanatisme religieux des masses et qui, ne voulant avancer que lentement et par une progression insensible, marchent en réalité à reculons, comme les écrevisses. Ces Fabiens sont des scientifiques; ils croient à la possibilité de la révolution, à son avènement dans quelque cinquante ans; ce sont des «Cunctator» typiques. Aussi leur plairait-il que les masses également n'avancent pas trop vite. Frédéric Engels, camarades, durant son séjour à Londres, a très bien étudié cette espèce de réformistes.

Je n'affirme pas que tous les Indépendants de droite soient des Fabiens. Parmi eux, il existe différentes tendances dont quelques-unes, je dois en convenir, sont plus révolutionnaires. Mais les théoriciens, disciples de Kautsky, sont maintenant très proches de l'idéologie fabienne. Le social-pacifisme, c'est exactement la même chose que le «fabianisme». À ce propos, permettez-moi de vous citer Frédéric Engels lui-même. Voici ce

qu'il dit textuellement dans une lettre, en date du 31 décembre 1892, adressée de Londres à Zorge (voir la correspondance d'Engels et de Zorge).

«ici, à Londres, les Fabiens forment un groupe de gens (j'adoucis l'expression d'Engels) qui ont assez d'intelligence, pour prévoir que la révolution sociale est inévitable. Pourtant, ils ne croient pas possible de confier cette tâche gigantesque au seul prolétariat ignorant et grossier; aussi se chargent-ils de le diriger. La peur de la révolution, c'est là leur principe fondamental. Ce sont des intellectuels par excellence... Parmi une foule de choses sans valeur, on trouve pourtant chez eux, quelques bons ouvrages d'agitation, écrits avec le plus grand soin et qui sont ce que les Anglais ont de mieux dans la matière. Mais, dès qu'ils renforcent à leur tactique spécifique qui est d'éteindre la lutte de classe, c'en est fait d'eux, ils ne sont plus bons à rien. C'est pourquoi ils nourrissent contre Marx et contre nous une haine fanatique, et tout cela à cause de la lutte de classes».

Telles sont, camarades, les paroles de Frédéric Engels. Tout ce qu'Engels disait des Fabiens, je ne veux pas l'appliquer aux réformistes contemporains. Parmi ceux-ci, il peut se trouver des gens qui ne méritent point la caractéristique impitoyable d'Engels. Pourtant, si nous recherchons l'origine de la haine que les chefs de droite ont vouée au communisme, nous serons bien forcés de répéter: *la peur de la révolution, maintenant encore, est le principe directeur de beaucoup d'intellectuels opportunistes.*

Oui, camarades, je vous le demande, n'était-ce pas la peur affreuse de la grande révolution, de cette révolution cruelle dans quelques-unes de ces manifestations, mais émancipatrices de l'humanité, qui percât dans tout le discours de Marloff? Et les discours de Hilferding ne suivaient-ils pas la peur de la révolution?

Encore un mot, camarades. Ce ne sont pas seulement des savants, des intellectuels qui font de la crainte de la révolution leur principe fondamental; il y a encore une petite minorité d'ouvriers qui a érigé cette crainte, en principe. C'est cette partie du prolétariat, numériquement faible, mais politiquement très importante, que Marx et Engels ont nommée l'aristocratie ouvrière, qui maintenant se transforme en facteur réactionnaire dans notre mouvement émancipateur.

Il arrive ici au deuxième point important de notre discussion, à la question syndicale. Ce n'est pas par hasard, camarades, qu'aux deux jours les plus ardents de nos débats, on nous a fait une telle obstruction, lorsque nous avons traité dans nos discours la question de l'Internationale Syndicale. Actuellement, c'est là une question vitale pour tout le mouvement. J'ai déjà signalé que ni Crispin, ni Dittmann n'avaient répondu à Moscou un seul mot à nos attaques contre cette Internationale. Maintenant il en est autrement, et il est clair que ce n'est pas là l'effet du hasard: en effet, les vieux syndicats réformistes sont le refuge de l'aristocratie ouvrière. Jouhaux, Leghien, Appleton, Oudegeest et Samuel Gompers, ce sont là les idéologues de l'aristocratie ouvrière. Cette aristocratie ouvrière, il va de soi, fait de la crainte de

la révolution son principe fondamental. Tous les leaders intelligents de la bourgeoisie le comprennent à merveille. C'est pourquoi, ils soutiennent de toutes leurs forces les éléments aristocratiques du mouvement ouvrier, c'est pourquoi ils considèrent les vieux syndicats réformistes comme leur appui, comme leur rempart.

Pour ne pas donner lieu à de fausses interprétations, je répète encore une fois ce que nous avons si souvent déclaré dans l'Internationale Communiste. Nous n'affirmons pas que toutes les unions professionnelles, qui ont adhéré à l'Internationale syndicale d'Amsterdam, soient des organisations jeunes. Pas du tout. Nous savons parfaitement que des centaines de milliers et des millions d'ouvriers affiliés à cette Internationale ne sont pas des jeunes, mais de véritables ouvriers, de véritables prolétaires qui, malheureusement, n'ont pas encore conscience de leur rôle historique. Nous avons préconisé le mot d'ordre suivant: ne pas quitter les syndicats, y rester pour faire chaque jour une propagande politique, une propagande systématique contre le réformisme, et libérer ainsi les unions professionnelles du joug de l'idéologie bourgeoise et du réformisme de l'aristocratie ouvrière. Et cela, nous le ferons, quoi qu'il arrive.

Mais, remarquez-le, camarades, les chefs de l'aristocratie ouvrière commencent déjà à expulser les communistes des unions professionnelles. Le Parti Ouvrier (Labour Party) Anglais, qui est en somme une organisation professionnelle, a décidé de ne pas accepter les communistes dans son sein. En Allemagne, on voit se manifester la même tendance: on veut exclure les communistes des unions professionnelles, et cela parce que ceux-ci ont l'intention de créer au sein de ces unions des noyaux communistes. Que les réformistes essaient de nous expulser! Ils n'y réussiront pas, ils se casseront le cou. Si Leghien ou Jouhaux et leurs frères d'armes veulent nous expulser parce que nous organisons des noyaux communistes, cela ne nous arrêtera pas: nous continuerons clandestinement s'il le faut — à organiser ces noyaux, et cela non seulement contre la bourgeoisie, mais contre Jouhaux et Leghien eux-mêmes; et lôt ou tard, la masse des syndiqués, cette même masse que Marloff déclare infectée de fanatisme religieux et de foi naïve, sera noire. L'Internationale d'Amsterdam dans le domaine syndical joue *absolument le même rôle* que la II<sup>e</sup>-Internationale de Bruxelles ou de Genève, dans le domaine politique. L'Internationale d'Amsterdam est *une fraction de la II<sup>e</sup>-Internationale*. Dans des conditions autres et par des moyens différents peut-être, mais en vertu des mêmes principes, nous devons employer contre elle les méthodes de lutte dont nous avons fait usage, dans le domaine politique, contre la II<sup>e</sup>-Internationale. Nous ferons dans le domaine syndical une œuvre analogue à celle que nous avons déjà accomplie dans le domaine politique, où nous avons libéré du réformisme la plus grande partie de la masse ouvrière. Si, en Allemagne, vous vous disposez à soutenir sérieusement jusqu'au bout l'Internationale d'Amsterdam, vous en arriverez totalement à former une sorte de Labour Party, c'est-à-dire une organisation

hybride mi-politique et mi-syndicale, mi-parlementaire et mi-économique, qui poursuivra la politique de l'aristocratie ouvrière et non celle de la masse prolétarienne. Le mouvement syndical aura de rudes combats à soulever, en Allemagne. Nous attendons avec confiance, avec assurance, les batailles décisives. Le résultat en sera, non la scission du mouvement ouvrier, mais sa consolidation, sa libération du réformisme et de l'idéologie de l'aristocratie ouvrière.

Permettez-moi maintenant de répondre à ce qui a été dit ici contre le gouvernement soviétique russe.

Les Indépendants de droite, dans la résolution qu'ils ont proposée au Congrès, déclarent qu'ils sont prêts à continuer de soutenir le gouvernement soviétique russe. N'empêche qu'ils ont fait chorus à toutes les accusations lancées par le leader menchévique, Martoff, contre le gouvernement soviétique. Vous avez complètement le droit, camarades, d'être menchéviks. Mais dans ce cas, il ne faut pas vous en cacher, il faut le dire ouvertement. Les accusations lancées par Martoff ne sont compréhensibles que pour ceux qui ont une idée au moins sommaire de ce qu'a été le menchévisme en Russie. Permettez-moi de vous faire une esquisse rapide du développement du menchévisme.

Camarades, dès le début de la révolution de 1905, les menchéviks trahirent la révolution. Déjà à cette époque, ils avaient fait alliance avec la bourgeoisie libérale russe, c'est-à-dire avec les cadets, contre les bolchéviks, contre la classe ouvrière.

Puis ce fut la contre-révolution. Et alors, leur trahison à la cause de la révolution russe ne fit que s'accentuer. Ils proposèrent de supprimer notre parti clandestin. Ils exigèrent ouvertement notre transformation en parti réformiste.

La guerre éclata. Dans sa grande majorité, le noyau central du menchévisme en Russie (Martoff, en ce temps-là, résidait à l'étranger) fut pour la guerre impérialiste, soutint le gouvernement tsariste et s'efforça de développer dans la classe ouvrière russe le plus bas chauvinisme.

Puis ce fut la révolution de mars 1917. Le réformisme fit immédiatement alliance avec la bourgeoisie contre le bolchévisme, contre la classe ouvrière. Les menchéviks réclamèrent la continuation de la guerre impérialiste. Ils s'en tinrent à une politique analogue à celle de Scheidemann et Noske, en Allemagne.

De concert avec les socialistes révolutionnaires, ils préparèrent la fameuse offensive du juin sur le front allemand, offensive qui coûta des dizaines de milliers d'existences aux ouvriers et aux paysans russes. En alliance avec la bourgeoisie, les propriétaires fonciers et les banquiers genre Tchérstchenko, les menchéviks constituèrent le gouvernement qui s'intitula gouvernement de coalition. Soutenus par la bourgeoisie, ils poursuivirent nos journaux, interdirent la *Pravda* et dispersèrent notre organisation. Pendant les journées de juillet 1917, le gouvernement menchéviste de coalition organisa les pogroms contre les bolchéviks. Les ministres menchéviks, les Tsérételli et autres sont responsables des actes

du gouvernement de coalition en 1917, à Pétrograd. Les menchéviks, alliés aux social-révolutionnaires, préparèrent le désarmement du prolétariat pétersbourgais et moscovite. Au cours des journées de juillet 1917, le gouvernement menchéviste tenta de me faire passer, ainsi que les camarades Lénine, Trotski, Kolontai, Lounatcharsky et d'autres pour des espions, des agents du Kaiser et s'efforça d'exciter les masses contre nous. Trotski, Kamenev et plusieurs autres camarades furent arrêtés. Les menchéviks sabotèrent de toutes leurs forces la révolution prolétarienne d'octobre.

Après la révolution d'octobre, une partie considérable des menchéviks, la fraction des activistes, lutta, les armes à la main, contre la révolution prolétarienne. Le membre du Comité Central du parti menchévique, Maiski, était membre du gouvernement contre-révolutionnaire de Samara, où il occupait le poste de ministre du travail. Les menchéviks participèrent donc au gouvernement contre-révolutionnaire de Samara, à l'époque du soulèvement des gardes-blancs tchécoslovaques. Voilà, rapidement esquissé, le cours du développement du menchévisme qui est, pour la Russie, ce qu'est le parti de Scheidemann pour l'Allemagne; le S. P. D. (1) correspond exactement au S. D. R. (2). C'est pourquoi le menchévisme a fait faillite en Russie. Martoff peut avoir un certain succès parmi les Indépendants de droite, à Halle; il ne peut en avoir aucun à une assemblée prolétarienne en Russie et cela, parce que les ouvriers russes savent parfaitement que les menchéviks, dans l'ensemble, ont joué en Russie le même rôle que Scheidemann et Noske, en Allemagne. Oui, nous avons dû poursuivre les menchéviks, mais si le menchévisme a été détruit en Russie, ce n'est pas seulement par les poursuites que nous avons exercées contre lui. Le bolchévisme aussi, durant la première période de notre révolution, a été persécuté de la façon la plus cruelle; néanmoins, on n'a pu l'anéantir. Au contraire, plus il était persécuté, plus il croissait en force. C'est le contraire qui est arrivé pour les menchéviks, parce que les ouvriers russes connaissaient et haïssaient la politique contre-révolutionnaire de ces derniers.

Maintenant, vous comprenez les accusations de Martoff, dont le parti n'existe plus en Russie pour la classe ouvrière; vous comprenez pourquoi il nous attaque avec une telle rage. Martoff a pourtant oublié de vous dire qu'il avait reçu ses passeports pour venir au Congrès de votre parti, quoique notre gouvernement soit parfaitement bien ce qu'il y dirait.

Nous ne craignons pas les accusations de Martoff, que les journaux bourgeois polonais publient ce que Martoff a dit de nous (et ils le feront certainement); que les journaux anti-bolchévistes du monde entier reproduisent les accusations lancées contre nous par Martoff! Les ouvriers comprennent que l'on ne peut pas plus y ajouter foi qu'aux accusations lancées par Scheidemann contre les ouvriers révolutionnaires allemands.

(1) Sozialistische Partei Deutschland.

(2) Social-Démocratie Russe.

Marloff a affirmé que le II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste ne s'est pas occupé de la question de la guerre russo-polonaise. Ceci est faux. De même que beaucoup de ce qu'a dit Marloff.

Le premier manifeste lancé par le Congrès de l'Internationale Communiste aux travailleurs du monde entier était consacré à la guerre russo-polonaise. Ce manifeste, il est vrai, n'avait pas fait l'objet d'un examen spécial de la part du Congrès; en effet, pour les socialistes, il était clair que cette guerre est une guerre défensive soutenue par les ouvriers russes contre les capitalistes polonais, et que les ouvriers du monde entier doivent soutenir la Russie soviétique.

Marloff, ainsi que Hilferding, Crispin et Dittmann ont affirmé que nous, communistes, nous désirons une nouvelle guerre, que nous voulons entraîner à la guerre les prolétaires allemands. Encore une fois, je le répète: c'est faux, cela n'a pas été prouvé. Camarades, je viens de recevoir de Paris le journal social-patriote français *La Vie Socialiste*, du 9 octobre. J'y lis: «Appartenir à la III<sup>e</sup> Internationale, c'est préparer une nouvelle guerre». Qui donc dit cela? C'est M. Renaudel, le frère français de M. Scheidemann. Voilà qui est significatif.

Les Indépendants de droite ont déclaré qu'ils continueront à l'avenir, de soutenir le gouvernement soviétique russe. Ce qui n'a pas empêché la *Freiheit* de publier hier un manifeste intitulé: «Le nouveau tyran; les socialistes arméniens implorent du secours». Qui sont donc ces «socialistes» arméniens? Ce sont aussi des *scheidemänner*, ce sont aussi des gens du même acabit que les social-patriotes polonais dirigés par Daszinsky. Les social-traitres arméniens écrivent — je cite textuellement: «Le Comité Central du parti ouvrier porte les faits susmentionnés à la connaissance du Bureau Socialiste International».

Camarades, qu'est-ce que c'est que ce Bureau Socialiste International? C'est le Bureau de la II<sup>e</sup> Internationale. Les social-patriotes arméniens font partie de la II<sup>e</sup> Internationale. Et c'est tout à fait logique; ils sont membres de la II<sup>e</sup> Internationale parce qu'ils sont des Noske, parce qu'ils sont des Daszinsky. On déclare vouloir soutenir le gouvernement soviétique, et en même temps on insère en première page ce manifeste contre le gouvernement prolétarien russe. Le gouvernement soviétique ne perdra rien à n'être plus soutenu d'une telle façon. La «démocratie arménienne» et le parti qui s'intitule «Parti ouvrier arménien» ne sont que les instruments de l'Entente. Ce sont ces instruments que la *Freiheit* tente maintenant de soutenir. Voici ce que la *Freiheit* écrivait hier, dans l'article intitulé: «Ils abattent leur jeu»: «Dans ses (c'est-à-dire dans mes) déclarations sur la nécessité de réveiller de leur torpeur les peuples de l'Orient et de les lancer dans la lutte contre l'impérialisme anglo-français, il (c'est-à-dire moi) fait preuve d'une connaissance très exacte de la psychologie des peuples asiatiques, ainsi que des besoins pratiques de la politique soviétique, à laquelle le mouvement émancipateur des peuples de l'Islam est nécessaire pour exercer une pression sur le gouvernement anglais». J'ai cité

la *Freiheit* textuellement. Maintenant, je vous le demande, camarades, est-ce qu'il n'y a que le gouvernement soviétique seul, qui ait besoin de ce mouvement émancipateur des peuples de l'Islam? Et la classe ouvrière allemande, et la classe ouvrière du monde entier, est-ce qu'elles n'ont pas besoin, elles, du mouvement émancipateur des peuples de l'Islam contre l'Entente, contre la bourgeoisie mondiale? Et ainsi, camarades, une fois de plus, vous pouvez vous convaincre combien la *Freiheit* est prête à soutenir le gouvernement soviétique. Un soutien de ce genre, nous n'en avons que faire, et si la *Freiheit* publie des manifestes adressés à la II<sup>e</sup> Internationale, cela prouve seulement, nous n'hésitons pas à le dire, qu'elle commence à devenir un organe de cette dernière, un organe anti-bolchéviste. Mais nous sommes bien franquilles et, puisqu'il y a déjà partout tant de feuilles anti-bolchévistes, qu'il y en ait donc une de plus à Berlin, la *Freiheit*; d'ailleurs, il n'est pas dit qu'elle doive toujours rester aux mains des réformistes.

J'aborde la dernière question: celle «des conditions». La déclaration écrite que Hilferding a présentée au nom de la droite a prouvé, pour la centième fois, que, pour les chefs droitiers, le fond du débat, ce ne sont pas les conditions, mais les questions de programme sur la dictature du prolétariat, la révolution mondiale, les syndicats, etc... Après que les Indépendants de droite ont adhéré ouvertement au menchévisme, point n'est besoin de discuter avec eux sur des détails.

Hilferding, dans son discours, a cité les paroles prononcées par la regrettée Rosa Luxembourg en 1904, c'est-à-dire il y a seize ans, alors qu'il n'avait pas encore de séparation franchée entre le bolchévisme et le menchévisme. De telles citations sont sans valeur aucune. Hilferding aurait pu avec beaucoup plus de justesse citer ce que Trotsky, peut-être, même encore en 1916, disait contre nous. Oui, il y a eu un temps où il n'était pas encore clair que le menchévisme est l'équivalent du réformisme, et où beaucoup de révolutionnaires se faisaient illusion sur la nature véritable du menchévisme. Mais maintenant, durant la révolution, nous voyons chaque jour, les meilleurs éléments menchévistes passer par centaines dans nos rangs. En tout cas, je suis heureux qu'on ait évoqué la mémoire de notre chef et maître, Rosa Luxembourg, car cela va me permettre de rectifier le jugement porté par Hilferding. Nous avons de Rosa Luxembourg, un document datant non pas de 1904, mais de 1916, c'est-à-dire de l'année où la crise battait son plein et où l'effondrement de la II<sup>e</sup> Internationale ne faisait plus de doute pour personne. Ce document intitulé «Principes directeurs des tâches de la social-démocratie internationale» est représenté par une annexe de Rosa Luxembourg à la brochure de Junius. J'en détache textuellement le passage que voici:

«3. Le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat se trouve dans l'Internationale. L'Internationale, en temps de paix, résout les questions relatives à la tactique des sections nationales, au militarisme, à la politique coloniale, à la politique commerciale, à la célébration du

premier mai et, durant la guerre, toutes les questions de tactique.

4. L'obligation première pour les partis affiliés à l'Internationale est d'exécuter les décisions de cette organisation. Les sections nationales, par le fait même qu'elles agissent contre les décisions de l'Internationale, se mettent en dehors de cette dernière.

Camarades, voilà qui est clair et précis. Rosa Luxembourg n'était pas contre les vingt-et-une conditions, elle était avec nous, pour toutes les conditions.

La droite du Congrès n'a pas le droit de dire que, conformément au paragraphe 17 des conditions, les camarades de gauche doivent simplement passer dans l'Union Spartacus. C'est une erreur. Cela ne correspond ni au point de vue de l'Internationale Communiste, ni à celui de l'Union Spartacus. A notre avis, ce qu'il faut, c'est l'union fraternelle de tous les éléments communistes, et non leur simple passage d'une organisation dans une autre. Si que les chefs des Indépendants de droite se tranquillisent, cette union fraternelle se fera en bonne camaraderie, sans disputes ni rivalités aucunes.

Tel est le sens des vingt-et-une conditions. Toute la marche du Congrès du parti a prouvé que ces vingt-et-une conditions atteignent bien le résultat que nous nous étions proposé, en les élaborant. Elles nous aident à séparer le bon grain de l'ivraie, elles nous aident à rassembler tous les éléments véritablement communistes. Lorsque nous nous serons débarrassés des réformistes opportunistes et de l'aristocratie ouvrière semi-bourgeoise, lorsque nous resterons seuls à seuls, bien

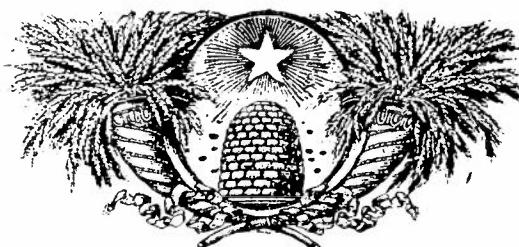
entre nous, il ne sera pas difficile de nous entendre sur celles des vingt-et-une conditions qu'il conviendrait peut-être de modifier, en se basant sur l'expérience acquise. Mais, maintenant, nous sommes tous pour les décisions de l'Internationale Communiste et pour les vingt-et-une conditions en bloc, conditions formulées par l'élite de la classe ouvrière internationale. Et maintenant que sonne l'heure de la séparation définitive, nous voyons se lever le jour où—que vous le vouliez ou non—d'un côté de la barricade vont se réunir tous les éléments opportunistes et de l'autre, tous les éléments communistes d'Allemagne. Puisque même à ce Congrès, que les droitiers, soutenus par 45 journaux à leur dévotion, se sont tant hâtés de convoquer, et où, transportant les débats sur le terrain de l'organisation, ils ont tout fait pour dénaturer le sens des vingt-et-une conditions, la fraction communiste du parti des Indépendants n'en a pas moins réuni une majorité considérable; nous pouvons affirmer que nous avons pour nous la plupart des ouvriers affiliés au parti des Indépendants.

En Allemagne, il se forme un grand parti communiste unifié, et c'est là le plus grand événement historique de nos jours. C'est pourquoi, encore une fois:

Vive le nouveau parti communiste, le parti communiste unifié d'Allemagne, la section allemande de l'Internationale Communiste!

Camarades, amis, frères! Au revoir, dans l'Internationale Communiste!

G. ZINOVIEV.



## DE LA TACTIQUE OFFENSIVE

Le cours de la révolution mondiale, bouleversément historique formidable que les hommes n'ont jamais vu d'analogie, nous présente une combinaison d'éléments variés, de phases de développement, de chemins, de tactiques, de méthodes, de luttes, de forces accomplissant le bouleversement. Il va de soi qu'à différents moments de ce processus, dans les différentes phases de son développement, le prolétariat voit se poser devant lui, des problèmes différents et, tout d'abord, des différents problèmes tactiques. Ce n'est pas là un caractère spécifique de la révolution prolétarienne. Nous pouvons observer le même phénomène, lorsque le régime capitaliste se substitue au régime féodal. La révolution française, qui a, sur le continent européen, tracé la voie du développement capitaliste, traversa, elle aussi, des phases très différentes, mais dont la signification mondiale-historique et sociale (c'est-à-dire de classe) était une. Cette révolution commença (si l'on peut en général parler ici de «commencements» et de «fin») en 1789, pour se terminer, par exemple, en 1815, avec les «guerres napoléoniennes» et la chute de l'Empire. En un quart de siècle, la révolution avait traversé plusieurs phases, caractérisées par les différentes tactiques dont la bourgeoisie se servit contre les anciens propriétaires.

La bourgeoisie commença par s'insurger contre la féodalité. Elle institua ensuite sa dictature contre la noblesse, faisant impitoyablement tomber les têtes, réprimant, par tous les moyens, complots et révoltes contre-révolutionnaires. Une période de résistance acharnée à la réaction extérieure, suivit: lutte contre la Sainte Alliance des Rois, à laquelle le pillage de la noblesse et la décapitation des monarques déplaisaient au plus haut point. Comme il arrive toujours, pendant la guerre civile, la production à l'intérieur du pays était ruinée, la misère régnait partout, les finances étaient dans une situation désespérée, la spéculation prospérait, en dépit de toutes les répressions; et le blocus, et la guerre de classes contre les États réactionnaires, augmentaient ces maux.

L'énergie de la bourgeoisie (prise dans un ensemble) en vint à bout. Ayant assuré son organisation, créé une armée, qui se battit au son de la *Marseillaise*, révolutionnaire, la bourgeoisie passa de la défensive à l'offensive. Une nouvelle période s'ouvrir, celle des guerres révolutionnaires qui ont, à un point de vue objectif, aboli le servage de l'Europe. Chacun sait, naturellement, qu'un changement de pouvoir avait eu lieu dans l'intervalle, que la petite-bourgeoisie jacobine avait été supplantée par la grosse bourgeoisie, d'abord, et ensuite par la dictature *bourgeoise-militaire* de

Napoléon. Mais chacun sait aussi que Napoléon, était, par comparaison avec les monarques européens, une puissance révolutionnaire. Henri Heine comprenait déjà parfaitement la portée historique et la valeur libératrice des guerres napoléoniennes. Elles ont sapé l'ancien régime, en Europe. Celles, comparées au socialisme et au prolétariat, leurs forces étaient contre-révolutionnaires. Mais il ne s'agissait pas alors du socialisme; il s'agissait uniquement de la victoire du capital sur le servage féodal. Des pacifistes et des social-pacifistes (genre Jaurès), totalement incompréhensifs, déploraient le passage de la défensive à l'offensive et y voient «la perte» de l'idée de la grande révolution. Les marxistes doivent comprendre toute la puérilité de cette façon d'enviser les choses. Car l'enveloppe protectrice du servage féodal de l'Europe, bien gangrenée à cette époque, ne fut crevée que par les baionnettes des armées révolutionnaires. La violence eut ici le rôle de la chrysalide dans la naissance de la société capitaliste. Et le passage de la bourgeoisie «constituée en pouvoir d'état, de la défensive à l'offensive, exprimait précisément la croissance des forces révolutionnaires».

Telle était la situation, il y a plus d'un siècle. Une semblable situation, nous demandons-nous, peut-elle se reproduire avec la dictature du prolétariat?

D'aucuns sont «troublés» par cette «perspective» question. Ne serait-ce pas une tactique bourgeoisie? Comment le prolétariat pourrait-il faire ce qu'a fait la bourgeoisie?

Cet argument ne vaut évidemment rien. Je dirai plus: il est profondément opportuniste et j'en demande pardon à MM. les pacifistes—fort bête. On servait autrefois au prolétariat, pour combattre sa tactique révolutionnaire; de semblables arguments: «L'insurrection?—Grands dieux! La bourgeoisie s'en est servie.—Les barricades?—Nous en préservé le ciel! C'était bon pour la bourgeoisie. Le prolétariat forme la majorité. Il n'a pas besoin de moyens si cruels.—La dictature? la terreur?—Bourgeois aussi...» Ainsi parlent, parlent et parleront les conciliateurs de tout poil.

Ce qui importe aux prolétaires révolutionnaires, ce n'est pas la forme, mais la nature de classes des choses. Et il va de soi, qu'entre les «agrandissements» de la bourgeoisie et du prolétariat, entre «l'expansion» de la bourgeoisie et celle du prolétariat, il y a la même différence qu'entre ces deux classes elles-mêmes, c'est-à-dire entre le capitalisme et le communisme. Celui qui ne la saisit pas est incurable, et l'on sait que le trépans seul redresse les bossus.

Certes, la bourgeoisie internationale est grandement intéressée à ce que la dictature du prolétariat n'élargisse pas sa base territoriale. La bourgeoisie raisonne bien: «Si, par malheur, les ouvriers ont pu prendre le pouvoir dans un pays, qu'ils y restent, comme dans une bouteille débouchée. Qu'ils y restent et n'en bougent plus.»

Ce raisonnement, de la part de la bourgeoisie, est bien compréhensible. Mais, si un prétendu «socialiste» se déclare en principe adverse de l'expansion prolétarienne, c'est évidemment que, loin d'être un révolutionnaire prolétarien il n'est encore qu'un petit-bourgeois.

Les arguments de l'espèce de celui-ci: «la baïonnette est une arme impropre pour des causes aussi délicates que la grande idée socialiste», sont à la fois doucâtres et absurdes. Ce sont les refrains de la bourgeoisie libérale. L'insurrection n'est-elle pas une «baïonnette»? La révolution n'est-elle pas une «baïonnette»? La guerre civile n'est-elle pas toujours la même «baïonnette»? Le communisme «délicat» n'est bon que pour les salons où l'on potine; il ne vaut rien dans la lutte pour la vie, dans l'action où les hommes combattent et meurent pour leur cause. Telle est la vie, rude et cruelle, mais qui est aussi la réalité, la réalisation des grands idéals, et non l'aspiration platonique vers eux.

Il est dit, dans le *manifeste communiste*, que les prolétaires conquerront la terre entière. Comment? Par la révolution, — donc par la baïonnette. Si, dans un pays quelconque, le prolétariat prend le pouvoir et se sent assez fort pour attaquer les Etats bourgeois, cela veut dire que la force de la révolution est grande, que sa capacité d'organisation est vaste, qu'elle a de grandes chances de vaincre. La bourgeoisie doit le redouter. Le prolétariat doit en être heureux, tout le prolétariat, y compris celui de l'Etat capitaliste sur lequel marcheraient les armées de la république prolétarienne.

Ici surgissent de nouveaux arguments contre l'emploi, par la partie *victorieuse* du prolétariat mondial, d'une semblable tactique. On ne peut pas faire fond sur «l'intervention». Le pouvoir des Soviets «instillé artificiellement», et, non «issu d'une poussée organique», n'est bon à rien. Ce serait une «institution étrangère», un «communisme importé», et ainsi de suite.

Demandons-nous donc: Pourquoi la bourgeoisie d'un pays intervient-elle dans les affaires de celle d'un autre pays, et y gagne? Trouverez-vous un bourgeois polonais assez bête pour protester contre l'intervention française ou anglaise? Trouverez-vous un bourgeois hongrois, protestant contre cette même intervention? Certes, non. Les bourgeois sont des hommes d'affaire, leur raisonnement n'est pas aussi simpliste que celui-ci: la bourgeoisie polonaise, pour vaincre «organiquement» la révolution, doit ne compter que sur ses propres forces, sans quoi elle périrait. Au contraire: elle reçoit des hommes, des officiers, des généraux, des tanks, des instructeurs, des gaz et résiste aux armées prolétariennes avec le concours de cette intervention.

La bourgeoisie est intelligente. Mais certains social-pacifistes ne le sont pas.

C'est là le malheur. C'est là, ce qui fait qu'une erreur profonde jouit encore de quelque crédit dans des milieux ouvriers. Cette erreur, il la faut rectifier. L'idéologie social-pacifiste, renouvelée en réalité de l'idéologie surannée de la bourgeoisie libérale, doit être détruite, car la classe ouvrière ne peut pas vaincre sous son empire. Si les bourgeois modernes savent parfaitement s'entraider et n'en n'ont pas honte, comment le prolétariat international pourra-t-il renoncer à l'aide à l'entraide et aux interventions fraternelles, dans l'intérêt du socialisme et de son succès? Certes, on peut, dans tel ou tel cas, considérer l'intervention comme prématuée, se dire que l'on manque de force, etc. Mais on n'y peut faire d'objection de principe.

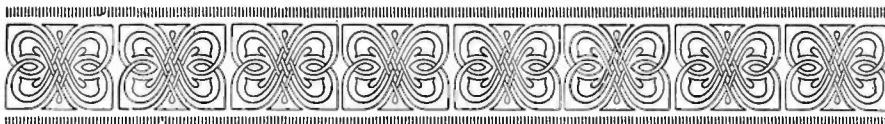
D'autre part, du moment que l'intervention s'est produite (que la «sovétisation» extérieure a commencé), les partis communistes doivent la soutenir de toutes leurs forces. Toute autre attitude équivaudrait à une trahison et à un abandon de poste devant l'ennemi. Et ne serait-ce pas, en fait, de la part du parti communiste, une trahison véritable, que le refus de soutenir l'insurrection contre le capital, immédiate ou déjà commencée? La question de l'intervention rouge se pose en des termes identiques. L'intervention rouge doit être soutenue par tous les moyens. Et celui qui veut être communiste ou se considère comme tel, mais proteste contre ce soutien, celui-là n'est pas un internationaliste révolutionnaire, mais un opportuniste nationaliste, de formation, il est vrai, assez fine.

La surestimation des états d'esprit «nationaux» de la classe ouvrière correspond au cri des opportunistes sur les insurrections dites prématuées. A coup sûr, il peut s'en produire. Mais alors même, les partis doivent faire connaître leur position de principe, en allant à contre-courant et non en se laissant guider par le chauvinisme petit-bourgeois et l'esprit politique des bouquiers.

Nous avons posé la question de façon plus ou moins abstraite, mais il est évident à nos yeux, que ces questions passent du domaine de la théorie dans celui de la pratique.

Nous traversons les limites entre la défense prolétarienne et l'offensive prolétarienne contre les citadelles du capitalisme. Si ce n'est aujourd'hui, c'est demain que la question se posera certainement. Chacun doit en comprendre nettement les termes et la solution théorique. La révolution ne peut vaincre que si elle est mondiale. Nous l'avons répété mille fois. Toute possibilité de hâter l'écroulement du capital dans d'autres pays est donc, pour nous, une nécessité. Les masses fatiguées de la lutte souffriront mille fois plus, si le processus révolutionnaire se prolonge. Nous ne faisons qu'épargner nos forces, si nous avons la possibilité (ce qui n'est certes pas toujours le cas) d'enfoncer dans l'édifice vermoulu du système bourgeois le coin d'acier de la dictature prolétarienne en armes.

N. BOUKHARINE.



D. MANOUILSKY.

## LES POURPARLERS DE RIGA

Les pourparlers de Riga entreront dans l'histoire comme une des étapes de la défense des Républiques Soviélistes contre les attaques impérialistes. Maintenant, quand M. Martoff, ayant enfin trouvé à l'étranger la liberté de calomnier impunément le Pouvoir Soviéliste, lance des accusations de «l'impérialisme rouge» contre notre parti, contre l'armée rouge et le gouvernement soviétique, il convient plus que jamais d'exposer l'histoire des pourparlers de Riga, pour illustrer tous les mensonges et le cynisme de M.M. les augures menchéviks.

Notre défaite militaire était, avant tout, une défaite stratégique. Notre armée avança avec une rapidité vertigineuse; elle n'avait pas de réserves; derrière elle, s'étendaient des centaines de kilomètres, sans bases de ravitaillement. La ligne du front se déployant, s'animait.

Tandis que l'armée polonoise se concentrat et formait un puissant levier d'attaque, ayant tous les avantages d'un contre-coup inattendu et la possibilité de rompre notre front, notre armée se dispersait sur un espace énorme et laissait se rompre, dans son élan irrésistible, les liens entre ses parties isolées.

Les affirmations de ceux qui n'ont de l'esprit qu'en revenant de la foire, suivant lesquelles, c'est contre la volonté du prolétariat et même des communistes polonais que nous avons pénétré en Pologne, présentent une altération de la vérité tellement impudente, que nous ne prendrons même pas la peine de les démentir. Nos camarades polonais donneront à M. Martoff une réponse digne de lui. Nous n'indiquerons que des faits. Dans l'organe polonais *Rubotnik*, qui ne compte nullement parmi les amis de notre parti, ni de notre gouvernement, M. Martoff pourrait trouver un tableau de la sauvagerie avec laquelle la gentilhommerie polonoise traite les ouvriers agriculteurs et les prolétaires, qu'elle accuse de soutenir l'armée rouge.

Les faits, on le sait, sont obstinés, et il n'appartient pas à un dialecticien de la trempe de Martoff de les réfuter.

Les faits de l'histoire des pourparlers de Riga nous disent que l'attention de tout «honnête démoncrate» doit être dirigée non seulement vers la fiction de l'impérialisme rouge, mais bien du côté de l'impérialisme blanc, combien plus réel, qui imposa aux Républiques soviétiques, à Riga, une paix de violence. La Pologne sortit de Riga non

comme un état national, unifiant les territoires polonais, disséqués par un triple partage entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, mais comme un Etat des nationalités ayant englouti cinq millions de blanc-russes, trois millions de paysans et ouvriers de Volhynie, sans compter des Allemands. Tout «self government» dégénère, à l'époque impérialiste, en sa propre antithèse: création des Etats des nationalités.

Ce «self government», que la Pologne avait arrangé à Riga, est la meilleure preuve de l'impérialisme potentiel qui réside dans tout mouvement nationaliste bourgeois de notre temps. L'impérialisme polonais n'était qu'une parcelle minime de celui des grandes puissances qui souvenaient la Pologne Blanche. Si les Républiques Soviélistes avaient traité directement et uniquement avec l'impérialisme polonais, elles eussent trouvé assez de forces et de possibilités pour paralyser les aspirations impérialistes de la Pologne. Mais ce qui rendait la situation plus compliquée à Riga, c'est que nous avions à la table diplomatique les pays de l'Entente, dont la Pologne représente les avant-postes, en Orient. C'est plutôt avec l'Entente, qui se tenait derrière la délégation polonaise, que nous avons mené les pourparlers. Les Républiques Soviélistes ont obtenu à Riga des conditions incomparablement meilleures que celles de Brest, ce qui prouve que leur situation internationale est devenue plus ferme.

À Brest-Litovsk, nous avons capitulé, nous avons baissé en retraite, nous avons accepté sans débats les conditions du général Hoffmann. À Riga, on ne pouvait pas nous considérer comme des vaincus, puisque l'armée polonoise ne fut jamais sous les murs de Moscou, tandis que notre armée rouge avait été aux portes de Varsovie.

La délégation polonoise elle-même a reconnu qu'il est difficile de baser une paix sur des considérations stratégiques et militaires instables. La Pologne essaie de tirer profit des avançages de sa situation internationale. Mais ici encore la paix de Riga diffère essentiellement de celle de Brest-Litovsk; on trouve les causes de cette différence, primo, dans le renforcement du Pouvoir Soviéliste, secundo, dans l'augmentation de pression du prolétariat international sur ses gouvernements. Riga peut nous servir, pour ainsi dire, de baromètre indiquant ce changement dans les relations entre le prolétariat international et la bourgeoisie. Nous n'étions pas assez puissants

pour entreprendre une offensive immédiate contre le capital international, ni assez faibles pour capituler sans combat, et pour battre en retraite sous la poussée des requins internationaux. Sur les balances politiques marquant la corrélation des forces à Riga, chaque atome de puissance révolutionnaire jouait le même rôle que les succès de nos armées rouges. Nous pouvons affirmer que si les événements d'Italie, au lieu de se borner au jeu des illusions syndicalistes, s'étaient développés jusqu'à la lutte ouverte des classes, nous aurions eu à Riga une paix bien plus avantageuse que celle que nous venons de signer.

Nos concessions à la Pologne consistaient principalement en territoires. Toute la politique impérialiste des Etats modernes est basée sur les annexions de territoires qui doivent servir d'arène de l'exploitation capitaliste; le «patriotisme national» est remplacé par le «patriotisme économique». La lutte pour une frontière avantageuse forme le nerf fondamental de toute guerre impérialiste. Mais à une époque de conflits de classes, caractérisée par le développement de la guerre civile, la lutte pour une frontière prend aux yeux des classes dirigeantes une signification illusoire.

Ce qui porte, au point de vue de tout idéologue bourgeois habitué à considérer le capitalisme comme une lente détermination de relations humaines, un caractère prolongé et parlementaire au point de vue d'un parti révolutionnaire tel que le nôtre, n'est que passerage et provisoire.

Dans nos temps révolutionnaires, les poleaux-frontières changent trop souvent, pour que l'on puisse se pénétrer sérieusement de leur félichisme.

L'histoire vient de se moquer par trop cruellement de l'impérialisme allemand tout puissant à Brest-Litovsk, pour que l'on puisse croire naïvement à la stabilité des frontières dans les clauses d'un pacte de paix.

Il ne s'agit nullement, remarquez-le, cher lecteur, d'une attitude déloyale des Républiques Soviétiques à l'égard des pactes conclus.

L'histoire est objectivement «déloyale», lorsqu'elle déchire ces traités comme des chiffons de papier. Son «déloyauté» ces forces révolutionnaires, qui minent intérieurement la politique des classes dirigeantes. Or, les annexions des territoires peuplés de nationalités étrangères ont aggravé la situation intérieure de la Pologne.

La Pologne sort de Riga, telle une nouvelle Autriche-Hongrie avec sa population bigarrée et étrangère; sa politique crée une atmosphère vulcanique sur toute sa frontière orientale; à l'extrême nord, une série de conflits nationaux avec la population lituanienne; au centre—with les blancs-russes; au midi—with la population ukrainienne de la Galicie Orientale. Au cours des pourparlers de paix, ces conflits se faisaient sentir dans les protestations des gouvernements et des partis bourgeois, dont les représentants devaient sympathiser davantage avec la Pologne blanche qu'avec la Russie des soviets.

Les représentants de la Volhynie et du Comité révolutionnaire de Galicie n'étaient pas seuls à protester contre les aspirations annexionnistes de la Pologne; il faut encore mentionner des groupes petits-bourgeois, tels que: le gouvernement de

Volhynie (M. de Lastovsky) et la Rada Nationale de la Galicie Orientale (M. Coste Lévitsky).

L'auteur de ces lignes avait reçu de ses propres mains les protestations des délégués de la Galicie Orientale, Levitsky, Nazarouch, Michouch, Ernest Branfer, protestations dans lesquelles les agissements des envahisseurs polonais étaient qualifiés «d'extermination systématique du peuple ukrainien».

Ceux qui connaissent les méthodes du joug national, que la gentilhommerie polonaise appliquait en Galicie Orientale dans sa lutte contre les masses laborieuses du peuple ukrainien, comprendront quelle situation intérieure menaçante se sont forgé les impérialistes polonais. En supposant que la Pologne puisse échapper aux catastrophes sociales intérieures, la lutte nationale, à elle seule, ébranlera sensiblement le sol sous les pieds du gouverneur Pilsudsky et sera capable de lui créer de très grands embarras.

La Pologne ne représente, cependant pas, une heureuse Arcadie quant aux possibilités de catastrophes intérieures.

Nous savons que, bien avant l'aventure printanière de Pilsudsky, les masses ouvrières défilaient dans les rues de Varsovie en réclamant la paix avec les Républiques Soviétiques.

Notre offensive d'été attira la lutte des partis politiques polonais. Il y eut, en Pologne, des «désastreux» représentés par le parti de M. Dmovsky qui, à l'approche de notre armée, préféra quitter la capitale et alla se réfugier à Posnan, avec ses partisans.

C'est dans cette province (dont la réaction polonaise comploit faire sa citadelle), que les nationaux-démocrates méditaient leurs attaques contre le parti P. P. S., afin de renverser le gouvernement Pilsudsky et de se mettre à la tête de l'Etat. Et c'est à notre retraite de Varsovie, et nullement à l'apaisement des querelles des partis, qu'il faut attribuer l'échec de ce plan. Mais les succès de l'armée polonaise n'apaisèrent point l'animosité des partis, qui revêtit, au contraire, un caractère des plus acharnés. Les choses prirent une telle tournure, qu'on vit dans la presse polonaise divers personnages s'accuser mutuellement de framer des attentats contre les chefs respectifs; ce qui n'empêcha d'ailleurs nullement les P. P. S. d'agir de concert avec le P. D. contre les Républiques Soviétiques.

Il est difficile de se représenter un spectacle plus abominable que celui que nous offraient les délégués de P. P. S. à Riga. Les représentants de deux gouvernements ennemis siégeaient, à la table diplomatique commune de deux idéologies ennemis. Les places destinées aux délégués de la Pologne blanche étaient occupées par ces représentants de la II<sup>e</sup> Internationale, qui ont créé un appareil étatiste et une armée pour combattre la II<sup>e</sup> Internationale représentée par les Républiques Soviétiques.

A un certain point de vue, notre guerre et notre paix furent une guerre et une paix des Républiques Soviétiques meurtries et déchirées avec les agents ensanglantés de la II<sup>e</sup> Internationale, qui, en soutenant les agressions du capital international contre les ouvriers et les

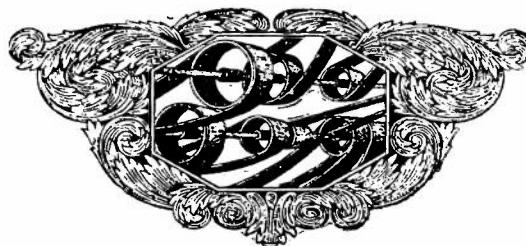
paysans russes et ukrainiens, jouent un rôle infâme. A voir avec quel cynisme ces Messieurs repoussèrent la proposition de la délégation russe-ukrainienne de défendre à la Pologne le transit des armes destinées à Wrangel et au bandit Balakhovitch, on se rendait compte de toute l'énormité de leur lâcheté, et de l'abaissement du «socialisme» des agents de la II<sup>e</sup> Internationale. Car, ce ne sont nullement les efforts de P. P. S. qui ont aidé notre délégation à arracher cette clause aux Polonais.

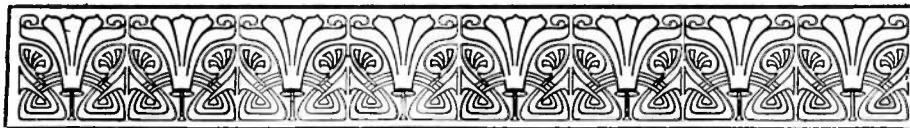
Au moment où fut soulevée la question de préfendues réserves d'or, le cynisme des «socialistes» jaunes éclata brutalement. Aucun autre parti politique ne manifesta une telle insistance dans la question d'une indemnité en or à la Pologne blanche, que le parti P. P. S. Nous ne pouvons que regretter que les ouvriers polonais n'aient pas vu le trop fameux rédacteur du *Rabotnik*, M. Perle (qui rédigeait autrefois un journal clandestin) exiger avec une impudence, que ne voilaient même pas des formes diplomatiques, la remise des quelques dizaines de millions en or à la contre-révolution polonaise. Il est difficile de ne pas éprouver un sentiment de dégoût au souvenir de cette scène. Et qu'auraient dit les ouvriers polonais, s'ils avaient entendu les philippiques de P. P. S. contre notre proposition d'amnistie? Des milliers d'ouvriers et paysans polonais languissent dans les prisons; et les représentants de la II<sup>e</sup> Internationale nous ont refusé avec obstination de les amnistier.

Bien que la paix par nous signée soit lourde, nous pouvions, en nous appuyant sur notre puissance militaire et en comptant sur le concours du prolétariat international, obtenir une paix plus avantageuse. Mais il eut fallu exposer notre pays aux horreurs d'une campagne d'hiver et de ses conséquences: épidémies, crises de transport, ruine des forces productives, mortalité. Les bouchers de l'Entente spéculaient là-dessus. Le Pouvoir Soviéтиste, né sous l'étoile de paix, ne pouvait et ne devait pas sacrifier en cette occurrence des millions d'êtres humains.

Mais si l'on dit que c'est non seulement des territoires, mais encore des populations que le Pouvoir Soviéтиste a sacrifié à la Pologne, les masses laborieuses russes, pas plus que les masses ouvrières polonaises ou internationales, ou même que les populations galicienne et blanc-russienne ne reprendront cette accusation, car le pouvoir soviétique a mis fin à la boucherie, et allégé à nous le lourd fardeau de l'époque de transition. L'histoire se chargera du reste. Elle nous dira, dans un proche avenir, quels étaient les coupables de ceux qui violaient les frontières ethnographiques naturelles des nationalités ou de ceux qui, par le glaive et par la paix, luttaient et luttent toujours pour la libération de toutes les nations et de tous les peuples. Nous attendons sans inquiétude le jugement de l'histoire.

D. MANOUILSKY





Henri BARRUSSE.

## LE DEVOIR SOCIALISTE

Je demande à mes camarades de l'*Humanité* l'hospitalité de leur journal pour me permettre de m'adresser à tous les combattants du parti, et exprimer une opinion sur la lutte qui divise en ce moment les socialistes français.

Que les jeunes ou vieux militants ne me considèrent pas comme un intrus dans le débat, parce que je ne me mêle pas de politique directe et immédiate, et que les deux organisations auxquelles je me consacre: l'*Internationale des Anciens Combattants* et *Claré*, poursuivent leur œuvre en toute indépendance vis-à-vis des partis politiques, quels qu'ils soient.

Cela ne veut pas dire que ceux au nom de qui j'ai l'émotion fraternelle de parler lorsque je parle, ne se préoccupent pas de politique. Comment, pour des hommes positifs, cela serait-il possible dans le tourbillon compact des événements actuels? La politique est, à travers la vie collective, le mécanisme réalisateur. Elle est mêlée intimement à l'humanité. Séparer la question politique de la question économique, de la question sociale, de la question morale, c'est, à notre sens, enfantillage et sophisme, et nous avons souvent reproché à certains «intellectuels» de gauche de tracer une frontière entre le rêve et l'action et de jouer le rôle d'une classe aristocratique et anarchique, dont le moins qu'on puisse affirmer est qu'elle est inutile.

Cela ne veut pas dire non plus qu'il y ait désaccord de principes entre nous et le socialisme orthodoxe. Au contraire: chacun a, ici-bas, sa mission et sa besogne, et l'intérêt même de l'idéal commun est que les efforts s'harmonisent vers lui au lieu de se mêler confusément. En tant que Claristes et qu'Anciens Combattants organisés, nous nous efforçons d'ensemencer, par une propagande positive et documentée, la vérité sur les faits et sur les idées; nous nous attachons à redresser la mentalité incertaine du public, c'est-à-dire de la multitude dispersée. Ce travail de préparation intellectuelle et morale, ce travail primordial et indispensable de véracité doit être conduit avec des moyens appropriés, en dehors de l'action politique directe, jusqu'aux jours prospères où, les idées vraies et justes se changeant en actes, les partis politiques justes et vrais récolteront ce qui a été semé là où ils n'ont pas aujourd'hui accès.

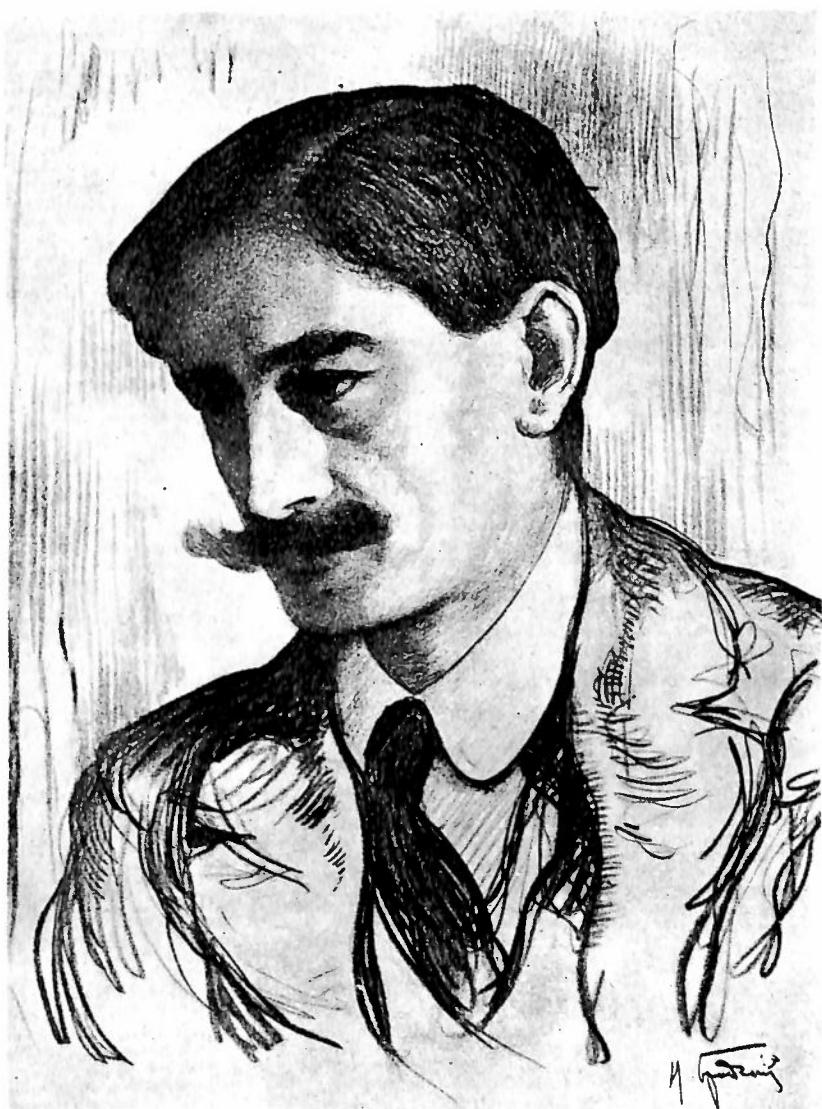
Notre conception de la religion sociale, à nous qui ne voulons pratiquer, au-dessus des chapelles et des églises, que le théisme de la vérité, nous fait un devoir de juger les réalisateurs politiques: les réalisateurs d'aujourd'hui et les réalisateurs de demain.

Le moment nous semble venu de dégager des évidences élémentaires que trop de socialistes perdent de vue. Nous les voyons pris dans l'en-grenage de discussions qui se traînent, se morcellent et se rapetissent chaque jour. Ils embrouillent les grandes questions avec les petites, et l'idée essentielle, qui appartient à tous les honnêtes gens, est en danger. Dans ce chaos, il faut refaire de la simplicité, avec une pure et brutale énergie.

A l'heure actuelle, le devoir socialiste est aussi net qu'il est impérieux et pressant. Tous les vrais socialistes doivent se rallier sans réserves aux extrémistes, parce que les extrémistes ont raison.

Ils ont raison dans leur doctrine, dans la lettre de leur loi. Le communisme international édicte l'internationalisme absolu. Ce seul article est capital, il confient en puissance tout l'ordre nouveau. La vie malaisante du capitalisme est entièrement basée sur la division en nations de la masse humaine: les concurrences nationales sont la justification et le prétexte de toutes les espèces de guerres et d'oppressions. Il n'y a pas, sur l'internationalisme, la moindre réserve à formuler. N'en acceptons aucune, jamais. Il n'est pas de demi-nationalisme. La patrie est contre l'humanité. La défense nationale, ni rien de national ne compte au regard de la grande cause unique des hommes. Il n'existe pas au monde de collectivités ou de personnes assez étrangères les unes aux autres, pour que la loi de justice ne leur convienne pas également à toutes.

Ils ont raison, et de cela vous convainez tous, d'accorder la seule réalité sociale à la production, d'abattre par là, d'un seul coup, tous les priviléges, de faucher enfin la tyrannie artificielle et sinistre de l'argent. Ils ont raison de supprimer en même temps que le parasitisme d'une classe, celui des parlementaires et des gouvernements. En dehors de ces principes de structure, les autres



**HENRI BARBUSSE**

dispositions du communisme sont d'ordre accessoire; elles ressortissent aux conditions d'application, non de dogme, et susceptibles de corrections et de nuancement.

Il n'y a qu'une question de dosage qui se répète instantanément et devient relative, après cette réserve formidable et préemptoire que toute acquisition doit correspondre directement à un travail individuel réel. Il ne faut donc pas mêler ces problèmes subsidiaires aux grandes directives de la cité idéale et ne pas mettre en question à tort et à travers l'évidence des unes à propos des complications pratiques des autres. C'est déformer fallacieusement, par manque de mise au point, une conception irréfutable. Le système est, dans ses cadres, logique, droit et sûr. Il adapte mieux qu'on ne l'a jamais imaginé jusqu'ici, le respect de l'individu à l'intérêt général. C'est l'expression la plus généralement sincère du socialisme, du contre-capitalisme. Ils ont raison, à côté de la doctrine proprement dite, dans leurs méthodes dominatrices. Les hommes de Moscou ont bien fait, s'ils l'ont fait, de maintenir depuis trois ans par la force la dictature de la Raison. Toute révolution impose une constitution par la force. Quelle omniscience surnaturelle et magique décrètera le laps de temps, au delà duquel ce maintien d'un ordre nouveau cesse d'être juste?

Ils ont raison de dire que si l'on veut la suppression des classes, il faut vouloir la dictature du prolétariat. C'est une coupable naïveté que de se figurer qu'il existe un autre moyen de réaliser l'équité sociale pour tous.

Ils ont raison de dire que la révolution universelle est nécessaire et qu'il faut y tendre, et ils n'ont jamais dit que la révolution devait être immédiate là où elle n'est pas prête. Inévitable ne veut pas dire prémaurée: ils n'ont pas mêlé cette absurdité à cette évidence.

La violence reste haïssable pour une doctrine qui est l'organisation même de la paix et de la solidarité, mais ce ne sont pas les persécutés qui ont inventé les violences. La guerre civile nous assaille depuis des siècles. En se servant de la violence, les martyrs de la vieille société saisissent, pour se défendre, une arme cisanquante par leur propre sang. Et il faudrait être en proie à un mysticisme dangereux pour croire que la violence cédera jamais à l'unique beauté de la raison.

Ils ont raison d'être intransigeants et implacables envers le réformisme. Le réformisme est la seule machination dont puisse mourir le socialisme, son poison spécifique. C'est fausser la mentalité de ceux qui se dressent pour échanger les données de la construction sociale, que de leur faire croire que cet immense et parfait changement peut résulter de combinaisons diplomatiques où l'ancien régime subsistera par parties, c'est-à-dire subsistera dans ses assises, c'est-à-dire subsistera intégralement. L'homme loyal n'a pas le droit d'imaginer un arrangement où l'abus recevrait des satisfactions et des garanties. Toutes ces demi-réalisations ne peuvent être que des représentations théâtrales éberlant l'opinion, tan-

dis que le *statu quo* continue dans la coulisse et que de nouveaux cataclysmes sont en formation, ainsi que cela s'est passé durant le demi-siècle de régime «progressif» qui joint la guerre de 1870 à celle de 1914. Malgré leurs titres pompeux, la Société des Nations, les nationalisations, le Bureau International du Travail, sont des manifestations totalement conservatrices.

Ils ont raison enfin de poser des conditions strictes à la reconstitution de la vraie unité socialiste. C'est un des signes sensationnels de la sagesse des bolchévistes que ces restrictions minuscules, qui sont manifestement contre leur intérêt immédiat. L'unité qu'il importe de bâtrir à travers les essais avortés et les pactes déchus, celle qui grandira et s'égalerà un jour au monde, doit être profonde et sans tache. Une laborieuse unité pleine de concessions s'effriterait au premier contact de choses. A quoi bon le nom, si c'est pour s'y ensevelir? Le parti de la vie n'a pas à s'encombrer de partisans moribonds. Que ceux-là aillent rejoindre les radicaux paralytiques et les réactionnaires tricolores. Il faut se montrer tel qu'on est; il faut avouer.

Ils ont raison... Ils sont pondérés, scientifiques et conséquents, extrémistes parce que raisonnables, et s'ils prétendent toujours et partout envisager d'ensemble les questions, c'est parce qu'ils sont pratiques et que leur génie est créateur.

Il n'y a rien, dans la charte de la III-e Internationale, qu'un socialiste sincère et qu'un citoyen probe ne doive accepter, non seulement avec confiance, mais avec soulagement et reconnaissance.

Si l'on peut mal comprendre, lorsqu'on se place au-dessus des cahots de la lutte quotidienne, des chocs des discours et des articles, que toute une partie des socialistes français éprouvent tant de difficultés à reconnaître ailleurs la vérité qui est en eux, quelle angoisse de constater l'aveuglement de ces mêmes hommes devant ce qu'on pourrait appeler la réalité du socialisme!

Le socialisme n'existe presque pas. Il traverse ce moment de sa destinée où il est juste assez constitué et explicité, pour que ses ennemis comprennent tout ce qu'il représente. Il y a dans chaque pays, une petite et pauvre élite qui se débat, écrasée et persécutée, et là où elle n'est pas frappée à la tête, assommée, elle est circonvenue par le mensonge démocratique que le capitalisme reprend à son compte. A côté du capitalisme, le socialisme est encore d'une puérile faiblesse. Un de nos camarades américains nous citait cette phrase terrible et positive émanant d'un puissant organisme de propagande capitaliste: «Nous avons les églises, nous avons les écoles, nous avons les journaux, et par conséquent nous avons les électeurs, les gouvernements, les armées et les juges». Cela est mathématiquement vrai. Le capitalisme représente encore partout la souveraineté absolue, la puissance réelle. Le parti socialiste qui systématisé la révolte de l'esprit et de la sensibilité contre l'injustice monstrueuse, ne se manifeste encore ici-bas que par une sorte de rêve épars et errant, de-mysticisme précis. Nous sa-

vons bien que la vérité triomphera de tout, que le nuage deviendra orage et s'abattra, et que l'avenir est à nous. Mais cette prédiction est grave et lourde à supporter. Bien des cataclysmes nous séparent du paradis de l'avenir, et l'affente est faite de la misère, de la souffrance et du sang des hommes.

Et pourtant, il s'est trouvé à notre époque, où la barbarie inonde encore le monde et pénètre les cervelles et les coeurs des multitudes, où elle englobe la conscience générale, il s'est trouvé un pays où, par un hasard miraculeux de circonstances, le grand rêve humain est éclaté. Dans une humanité encore toute pliée par la tradition et gardant comme des chaînes la trace de ses chaînes, l'affranchissement est né avant terme. La vérité vaincra, oui. Mais, je le répète, ne nous payons pas trop de mots et d'échéances futures, et ne mêlons pas l'hommage que nous devons aux révolutionnaires russes, d'espoirs trop beaux et trop faciles à énoncer du bout des lèvres. Cette phalange de sauveurs n'a montré jusqu'ici son existence qu'en saignant. Elle est affreusement menacée. On a essayé de nous faire admettre qu'il pouvait y avoir des dissenssments au sujet de la guerre de Russie, entre des Millerand et des Lloyd George; on nous a parlé de trêves, de paix, odieuses balivernes destinées à distraire ou à diviser l'attention. En réalité, il y a une coalition indissoluble de tout l'impérialisme international, de tous les puissants, de tous les riches, de tous les rois, à la tête de tous les peuples armés, environnés de tous les vieux mensonges universels, contre la Russie libérée. Jamais cette guerre sociale ne cessera que par l'écrasement du socialisme ou par l'écrasement du capitalisme.

...

Lorsque, sur tous les trônes du monde, se sera installé, au complet, un tsarisme plus ou moins déguisé, lorsque le genre humain, d'un pôle à l'autre, sera rentré—pour combien de générations—dans l'emprisonnement de «l'ordre» capitaliste où nous sommes tous poussés pêle-mêle,

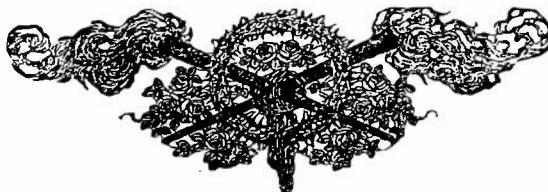
que vaudra cette marotte bouffonne de la conquête graduelle et gracieuse du pouvoir par le peuple, du progrès opportuniste, que vous laissez peu à peu prendre la place de l'idéal violemment clair? Ce jour-là, le socialisme aura à ressusciter tout entier, et tout le martyre accompli en Russie sera à recommencer!

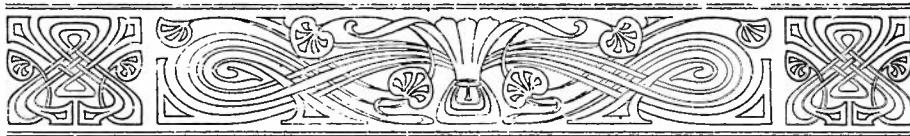
C'est la simplicité effrayante de ces conjonctures que vous méconnaisez en marchandant votre fraternité à ceux qui incarnent la fraternité. La classe ouvrière n'est-elle pas de force à sauver la Révolution russe qui, tant de fois, l'a appelée désespérément à l'aide? Soit, admettons que cela est discutable. Ce qui ne l'est pas, c'est qu'elle n'a jamais fait pour elle ce qu'elle pouvait faire, et que, par foules, socialistes et syndicalistes, à l'abri de leurs belles paroles, ont manifesté vis-à-vis de la précieuse existence de la République des Soviets, une ingratitudo qui confine à l'aberration.

A l'imitation de la dégoûtante hypocrisie des réactionnaires, on pèse, on mesure chez nous les résultats du bolchévisme, résultats acquis en pleins champs de bataille, en pleines ruines, avec la faim et la peste dans les entrailles des étenues vivantes, au milieu des horizons malfaisants, à travers la trahison et le sabotage incalculable. On peut émettre hardiment et sans scrupule cette vérité que, dans les conditions où ils ont travaillé, les réalisations des communistes ont une profonde signification, mais que leurs lacunes et leurs insuffisances n'en ont aucune.

Sachant ce que nous savons, nous n'avons plus ni le loisir, ni le droit de nous attarder à ce jeu d'enquêtes, non plus que de discuter sur telle ou telle concession de deuxième ou de troisième ordre, de telle ou telle exclusion ou question de personne, d'égards ou de céromonial, alors qu'il s'agit présentement de la vie ou de la mort, de l'idée pour laquelle nous devons vivre et pour laquelle nous devons être capables, s'il le faut, de mourir.

Henri BARBUSSE.





N. LENINE.

## LA LUTTE AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

La *Pravda* a publié, dans son numéro du 25 septembre 1920, une petite lettre que j'adressais aux ouvriers français et allemands. Elle concernait les débats du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. L'*Avanti*, organe central du Parti Socialiste Italien, réimprimé cette lettre, le 5 octobre, en l'accompagnant de commentaires, sur lesquels il convient de s'arrêter, car ils montrent bien toute l'incorrection de la position adoptée par le camarade Serrati, rédacteur de *L'Avanti*.

«L'explication de Lénine, lisons-nous, atténue dans une certaine mesure les conditions draconiennes dictées par des camarades qui n'apprécient ni complètement, ni justement les gens et les obstacles, situés qu'ils sont à une si grande distance et dans des conditions si différentes. ...Lénine a fait grâce à l'une de ses proies: Modigliani...»

...A présent, dit Lénine (nous ne savons pas si c'est en son propre nom, ou au nom de l'Exécutif de l'Internationale Communiste), des exceptions à la règle générale sont admises, avec le consentement du Comité Exécutif.

La remarque ironique au sujet de la «victime» (Modigliani, l'un des réformistes), manque complètement son but. En dépit de l'opinion de Serrati, mon silence à l'égard de Modigliani (et de Longuet) a bien été voulu. Je me sers de tel nom ou de tel autre pour caractériser les tendances, et je laisse toujours de côté la question des personnalités, ne voulant rien en décider et la considérant comme secondaire et susceptible de permettre des exceptions. En dépit de sa déclaration, Serrati sait très bien, car il renvoie précisément à mon article de la *Pravda*, que je parle et n'épuis parler qu'en mon nom propre et nullement au nom de l'Exécutif de l'Internationale. Par ses remarques, Serrati détourne le lecteur de *L'Avanti* de la question essentielle fondamentale, à savoir: si l'on peut tolérer les réformistes dans les rangs du parti du prolétariat révolutionnaire italien. Serrati cache l'incorrection de sa position en s'efforçant de dévier l'attention du lecteur sur des questions secondaires et sans importance.

C'est ce qu'il faut combattre, cette tendance; et c'est l'essentiel qu'il faut expliquer. Serrati, aussi bien dans ces remarques que dans d'autres articles, parle de l'insuffisance d'information du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste de Moscou, relativement à la question

italienne, comme si la question ne concernait pas tout d'abord deux tendances radicalement opposées, comme s'il ne s'agissait pas de décider de l'union avec les réformistes—question essentielle—mais seulement de divergences de vues, sur lesquelles Moscou n'est pas suffisamment éclairée. La fausseté révoltante de ce point de vue et la volonté de détourner l'attention des questions essentielles se manifestent surtout dans le compte-rendu officiel des débats du Comité Central du Parti Socialiste Italien. Ces débats ont eu lieu quelques jours avant la publication du numéro en question, de *L'Avanti*, à savoir: le 28, le 29, le 30 septembre et le 1<sup>er</sup> octobre, à Milan. Ces débats ont été terminés par un vote sur deux résolutions, dont l'une peut être qualifiée communiste, tandis que l'autre, centriste, défend sous une forme indirecte l'union avec les réformistes. La première l'emporte, réunissant sept voix (Terraccini, Gennari, Rodgen, Tuntar, Cazzucchi, Marcialle et Bellone); la deuxième fut repoussée (Elle avait réuni 5 voix: Baratoc Zannarini, Bacci, Giacomini, Serrati).

La première se distingue par une remarquable clarté. Elle commence par indiquer que «les conditions actuelles de la Révolution italienne et de la lutte exigent la plus grande homogénéité du parti». Elle porte plus loin qu'il est permis à tous de demeurer dans le parti, à la condition de se soumettre à sa discipline, mais que cette condition n'a pas été remplie; qu'il est absurde d'attendre la soumission à la discipline du parti de ceux dont les convictions sont opposées aux principes et à la tactique de la III<sup>e</sup> Internationale; que pour cette raison, les 21 conditions de Moscou étant acceptées, il faut accepter aussi une épuration radicale du parti, afin d'en éloigner tous les éléments réformistes et opportunistes.

Ici il ne s'agit point de noms, ni de personnalités; c'est là une politique bien claire. Ses mobiles sont ici indiqués avec précision: ce sont les faits concrets de l'histoire du parti italien, les particularités concrètes de la situation révolutionnaire.

La deuxième résolution est un modèle de diplomatie mesquine et sans franchise: «Nous acceptons les 21 clauses, mais considérant qu'elles permettent des interprétations différentes, et qu'il est indispensable de donner à chaque section de la troisième Internationale Communiste un critérium politique, conforme aux conditions historiques et aux faits concrets particuliers, critérium soumis à

la ratification de l'Internationale. La résolution souligne la nécessité de conserver l'unité du Parti Socialiste Italien, sur la base des 21 conditions. Les cas particuliers de violation de la discipline doivent être sévèrement réprimés par le comité central du parti.

La résolution communiste dit: la situation révolutionnaire exige la plus grande homogénéité du parti. Ceci est incontestable. La résolution des défenseurs de l'unité, avec les réformistes s'efforce de nier cette vérité incontestable, sans se décider à la discuter.

La résolution communiste dit: le propre de l'Italie, c'est que la clause imposant aux réformistes la soumission aux décisions du parti, n'a pas été respectée. Là est le nœud de la question. S'il en est ainsi, le fait de permettre aux réformistes de rester dans le parti, dans la situation révolutionnaire actuelle, peut-être même à la veille des luttes décisives de la révolution, ne constitue pas seulement une *faute*: c'est un *crime*. Ce fait est-il vrai, ou ne l'est-il pas? La résolution des avocats des réformistes ne peut pas répondre par l'affirmative; elle ne peut pas nier ce qu'affirment des communistes et, se refusant à répondre elle-même, elle louvoie, se réfère d'une façon générale aux particularités concrètes des différents pays, surtout afin de cacher les particularités «concrètes» de l'Italie, précisément en ce moment, et afin de les présenter sous un faux jour. Car ces particularités concrètes de l'Italie consistent précisément en ce que les réformistes se sont montrés en fait incapables d'appliquer réellement les décisions du parti et de suivre en fait sa politique. Ayant manifesté si peu de clarté sur cette question radicale, la résolution des défenseurs de l'union avec les réformistes se détruit elle-même.

Serrati, Baraloni, Zannarini, Bacci et Giacolini ont déjà démontré par là, avec évidence et abondance, qu'ils sont *radicalement* dans leurs torts et que leur politique est *radicalement* fausse.

Les débats au Comité Central du Parti Italien ont prouvé plus clairement encore la fausseté de la politique Serrati. Les communistes indiquent que ces réformistes, restant ce qu'ils sont, ne peuvent pas ne pas saboter la révolution, de même qu'ils ont saboté à une époque toute récente, le mouvement révolutionnaire des ouvriers italiens s'empêtrant des usines.

En vérité, c'est là qu'est le nœud de la question. Comment peut-on se préparer à la révolution? Comment peut-on aller au combat décisif, quand on a dans son parti des gens qui sabotent la révolution? Ceci n'est pas seulement une *faute*, c'est un *crime*.

Et si Serrati compte, ainsi qu'il le dit franchement dans sa lettre à *L'Humanité* du 14 octobre, sur l'exclusion du seul Turatti<sup>(1)</sup>, Serrati a été démenti, ici encore par les faits. Car les réformistes italiens ont non seulement réuni une conférence

(1) Voici la partie essentielle de cette lettre: «Nous sommes tous pour les conditions de Moscou. Mais il s'agit de leur application. J'affirme qu'il faut nettoyer les rangs du parti: les éléments nuisibles et l'ai demandé l'exclusion de Turatti; mais j'affirme aussi que nous ne devons point perdre la base des syndicaux et des coopératives. D'autres veulent une scission radicale. Voilà en quoi consiste la divergence. *L'Humanité*, 14 octobre.—Souligné par Serrati.»

spéciale de leur fraction (à Reggio d'Emilie, le 11 octobre 1920), ils ont non seulement répété, au cours de cette conférence toutes leurs opinions essentiellement réformistes, ils ont non seulement fait une ovation triomphale à Philippo Turatti, ils ont encore déclaré par la bouche de Claudio Treves: «Ou nous resterons tous dans le parti, ou nous en sortirons tous». Remarquons à ce propos, que la presse bourgeoise et les réformistes eux-mêmes ont lâché de grandir l'importance de la conférence de cette fraction, mais que *l'Avanti* du 13 octobre (édition de Milan), écrit franchement que les réformistes n'ont réuni que les représentants des réformistes de 200 sections du parti lequel en compte des milliers!

Mais, arrêtons-nous plus longuement sur la principale question de Serrati. Serrati craint une scission qui diviserait, selon lui, le parti et surtout les syndicats, les coopératives et les municipalités. Ne point détruire ces institutions indispensables pour l'édification du socialisme, voilà la pensée fondamentale de Serrati. «Ou prendrons-nous, demande Serrati dans *l'Avanti* du 2 octobre 1920 (édition de Turin), où prendrons-nous assez de communistes (quand ce ne serait que des communistes de la veille) pour occuper tous les postes, dont nous aurons chassé les titulaires suivant la proposition de Terracino?» Et nous retrouvons la même pensée dans le périodique rédigé par le camarade Serrati, *Le Communisme* (N° 24, p. 1627), sous la signature de Serrati lui-même, parlant du II-e Congrès de l'Internationale Communiste. «Figurez-vous la Commune de Milan, c'est-à-dire la municipalité de Milan, dirigée par des novices inexpérimentés, improvisés communistes la veille».

Serrati craint la destruction des syndicats, des coopératives et des municipalités, le manque de savoir en les erreurs des novices.

Les communistes, eux, craignent le sabotage de la révolution par les réformistes.

Cette comparaison démontre l'erreur de principes de Serrati. Il ne fait que répéter la même pensée, à savoir: la nécessité d'une tactique souple. Nécessité incontestable; mais le tout est que Serrati pousse à droite, alors qu'il faut pousser à gauche, dans les conditions actuelles de l'Italie. Afin de réussir complètement la révolution et de la défendre, le Parti Italien doit faire encore un certain nombre de pas à gauche (sans se lier les bras et sans oublier que les circonstances peuvent très bien exiger quelques pas à droite).

La révolution prolétarienne, comptant dans ses rangs des réformistes et des menchéviks, ne saurait vaincre et ne saurait se défendre. En principe, ceci est de toute évidence et a été confirmé—indiscutablement—par l'expérience de la Russie et de la Hongrie. C'est là une considération décisive. Comparer ce danger avec celui des «pertes», des échecs, des erreurs, du krach des syndicats, des coopératives, des municipalités, etc., ce n'est pas seulement ridicule; c'est aussi criminel. Risquer le sort même de la révolution, de peur que l'administration de la ville de Milan ne périsse, etc., c'est ne point comprendre la tâche fondamentale de la révolution, c'est n'être point capable de rien faire pour préparer la victoire.

Nous avons commis, en Russie, des milliers de fautes, nous avons essuyé des milliers d'échecs, etc., par suite de l'incapacité de novices et des incompétents qui se trouvaient dans les coopératives, dans les communes et dans les syndicats. Nous ne doutons point que les peuples plus cultivés commettent moins de fautes. Mais, en dépit de toutes les nôtres, nous avons atteint l'essentiel, la conquête du pouvoir par le prolétariat, et ce pouvoir s'est maintenu pendant trois ans. Les fautes indiquées par le camarade Serrati sont choses beaucoup plus facilement corrigibles et des millions de fois moins nuisibles, que les fautes tolérées par le sabotage menchévik de la révolution, et la perte de celle dernière. Ceci est de toute évidence; l'expérience de la Hongrie l'a prouvé avec éclat. L'expérience l'a aussi confirmé chez nous, pendant ces trois années de régime prolétarien. Bien des fois nous nous sommes trouvés dans des situations très difficiles, et le gouvernement soviétique aurait certes pu être renversé, si les menchéviks, les réformistes, les petits-bourgeois démocrates étaient restés dans notre parti, ou même en nombre plus ou moins considérable dans les administrations centrales soviétiques telles que le Comité Central Exécutif.

Serrati n'a pas compris les particularités du moment de transition, que traverse actuellement l'Italie, où, de l'avis général, la bataille décisive est près de s'engager entre la bourgeoisie et le prolétariat pour la conquête du pouvoir politique. A ce moment, il n'est pas seulement indispensable d'écartier du parti les menchéviks, les réformistes, les Turatti; il serait même utile d'en écarter d'excellents communistes, susceptibles d'hésitation et enclins à défendre l'union avec les réformistes; il serait utile, dis-je, d'écartier ces communistes de tous les postes responsables.

Je vais vous donner un exemple saisissant: peu de temps avant la révolution d'octobre, et peu de temps après, une série d'excellents communistes ont commis une faute, dont on ne se souvient pas volontiers en ce moment; on ne s'en souvient pas volontiers, parce que il est injuste de rappeler ses fautes à qui les a corrigées. Mais pour les ouvriers italiens, il peut être utile de les rappeler. Des bolchéviks, des communistes aussi connus que Zinoviev, Kamenev, Rykov, Noguine, Miloutine, manifestèrent quelque hésitation à l'époque dont nous parlons, en faisant valoir le risque de l'isolement des bolchéviks, le danger d'enfreindre la révolution avec trop de chances contre soi et de se montrer trop infransigeants à l'égard des partis menchéviks et socialistes révolutionnaires. Le conflit en arriva au point que ces camarades quittèrent ostensiblement tous les postes responsables du parti et des organisations soviétiques, à la plus grande joie des ennemis de la révolution soviétique. On en vint aux plus cruelles polémiques dans la presse du Comité Central de notre parti contre les camarades démissionnaires. Mais, quelques semaines plus tard, et quelques mois au plus, tous ces camarades se rendaient compte de leur faute et revenaient reprendre leur place aux postes les plus responsables du parti et du gouvernement des soviets.

Il ne nous est pas difficile de comprendre le

pourquoi de cette divergence de vues momentanée. La veille de la révolution, et au moment le plus cruel de la lutte, la moindre hésitation au sein du parti pouvait le perdre, et perdre la révolution, faire échapper le pouvoir des mains du prolétariat, ce pouvoir n'étant pas encore assuré, et les coups dirigés contre ses détenteurs étant vigoureux. Si les chefs de la révolution avaient hésité à cette époque, si les chefs hésitants n'avaient pas quitté le parti, le parti n'aurait pas été renforcé, mais affaibli, comme le mouvement ouvrier et la révolution.

Or, l'Italie traverse précisément des circonstances telles, que tout le monde voit et reconnaît que la crise révolutionnaire y a pris une extension nationale et générale. Le prolétariat a montré en fait sa capacité de révolte, son aptitude à soulever les masses en un mouvement révolutionnaire puissant. Les plus pauvres paysans et le demi-prolétariat (et c'est en vain que le camarade Serrati s'est approprié la sorte de habitude de faire suivre ce mot d'un point d'interrogation; le terme est correctement marxiste, il exprime une pensée juste, il confirme un fait manifeste en Russie et en Italie, à savoir que les plus pauvres paysans sont mi-propriétaires, mi-prolétaires), c'est-à-dire les paysans les plus pauvres ont montré, en Italie, qu'ils sont capables de se soulever et de s'élèver à la hauteur du combat révolutionnaire, à la suite du prolétariat. La nécessité la plus absolue pour la victoire de la révolution en Italie, c'est maintenant que le parti devienne réellement l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire, devienne un parti complètement communiste, incapable d'hésitation et de faiblesse au moment décisif, un parti qui réunirait en soi le plus grand fanatisme, le plus absolu dévouement à la révolution, l'énergie, l'audace et la décision. Il faut vaincre dans un combat extrêmement difficile, qui exige de grands sacrifices; il faut défendre le pouvoir conquis dans des conditions invraisemblablement dures, parmi les attentats, les intrigues, les racontars, les calomnies, les violences de la bourgeoisie du monde entier, parmi les plus grands dangers, malgré les séductions de toute la petite bourgeoisie démocratique des Turatti, des centristes, des social-démocrates, des socialistes variés, des anarchistes, etc. Dans de telles conditions, le parti doit être cent fois plus solide, plus décidé, plus audacieux, plus dévoué et plus impitoyable que dans des circonstances ordinaires. En de tels moments et dans de telles conditions, le parti sera non affaibli, mais cent fois renforcé, si les menchéviks de l'espèce de ceux qui se sont réunis à Reggio d'Emilie le 11 octobre 1920, le quittent, et même si d'excellents communistes, membres actuels du comité central du parti, tels que Baratono, Zannarini, Bacci, Giacomini et Serrati, quittent ces postes influents. La plupart des militants de cette dernière catégorie, s'ils démissionnent à un moment comme celui-ci, reviendront sans doute, très rapidement à leurs postes, au lendemain de la victoire du prolétariat, après l'affirmation de ses conquêtes: car ils n'hésiteront pas à reconnaître leur erreur. Des menchéviks mêmes, des amis de Turatti, certains reviendront aussi probablement et seront reçus dans le parti,

après la période des plus grandes difficultés, de même que nous sont revenus maintenant, après 3 ans de difficultés, des menchéviks et des S. R. qui se trouvaient en 1917-18, de l'autre côté de la barricade.

Une période de lutte extrêmement difficile, et même des plus difficiles, s'ouvre à présent pour le prolétariat révolutionnaire italien. Le plus dur lui reste à faire. Il me semblerait superficiel et criminel de fermer les yeux sur ces difficultés, et je suis étonné que le camarade Serrati puisse insérer sans objection, dans son périodique *Le Communiste* (N° 24, 15-30-IX-1920), un article aussi superficiel que celui signé J. K. et intitulé *Serons-nous bloqués?* Quant à moi, je pense, contrairement à l'auteur de cet article, que le blocus de l'Italie, si le prolétariat y remporte la victoire, est non seulement possible, mais même vraisemblable de la part de l'Angleterre, de la France et de l'Amérique. A mon avis, le camarade Graziadei a bien mieux posé la question du blocus dans son discours, à la séance du comité central du Parti Italien (voyez *Avanti*, 1-X-1920, édition turinoise). Il a reconnu que la possibilité du blocus est très grave. Il a indiqué que «la Russie a pu subsister malgré le blocus, à cause de l'étendue de son territoire, et que la révolution en Italie ne pourrait pas résister longtemps, si elle ne se coordonnerait pas avec la révolution de quelque autre pays de l'Europe Centrale», et qu'«une telle coordination sera difficile, mais non point impossible», car toute l'Europe continentale traverse une période de révolution.

Langage très prudent, mais très juste. L'ajouteraient seulement qu'une certaine coordination, quoique encore insuffisante, quoique incomplète, serait fournie à l'Italie et que, pour obtenir une coordination complète, il faudrait combattre. Les réformistes évoquent la possibilité du blocus, afin de saboter la révolution, afin d'écartier ces prolétaires de la révolution par l'effroi de ses conséquences, afin de communiquer aux masses leur état d'esprit panique, leur terreur, leur indécision, leurs hésitations, leurs ténacités. Les révolutionnaires communistes ne doivent point nier le danger et les difficultés de la lutte; car il leur appartient d'inspirer à la masse plus de fermeté et de courage, de nettoyer le parti des faibles, des hésitants et des poltrons, d'insuffler au mouvement plus d'enthousiasme, plus d'internationalisme et plus de promptitude au sacrifice pour un grand but; il leur appartient de hâter la révolution en Angleterre, en France, en Amérique, au cas où ces pays se décideraient à bloquer le prolétariat de la république soviétique italienne. La question du remplacement des réformistes, ou des centristes expérimentés par des novices, n'est point une question particulière ne concernant qu'un pays. C'est une question générale, relative à toute la révolution prolétarienne, et c'est comme telle qu'elle a été posée et décidée complètement et précisément par les résolutions du II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste, sur les «Tâches fondamentales de l'Internationale Communiste». Nous lisons, au paragraphe 8: «La préparation de la dictature du prolétariat exige pour ces raisons, non seulement la divulgation

du caractère bourgeois du réformisme...; elle exige aussi le remplacement des anciens leaders par des communistes dans toutes les formes d'organisation prolétarienne, politiques, syndicales, coopératives, d'éducations, etc...; il est indispensable, et il faut le faire avec cent fois plus de hardiesse qu'on ne l'a fait jusqu'ici, de rejeter ces représentants de l'aristocratie ouvrière ou des travailleurs même inexpérimentés, proches de la masse exploitée et jouissant de sa confiance, dans sa lutte avec les exploitants. La dictature du prolétariat exigera la désignation de tels travailleurs inexpérimentés aux postes les plus importants du gouvernement, sans quoi le pouvoir de la classe ouvrière restera impuissant et ne sera pas soutenu par la masse».

C'est en vain que Serrati vient nous dire que, dans le Parti Italien, tout le monde est d'accord pour accepter les décisions de l'Internationale Communiste. En fait, nous voyons le contraire. Dans sa lettre précitée, adressée à *L'Humanité*, Serrati écrit entre autres: «pour ce qui est des derniers événements, il faut que l'on sache que les chefs de la Confédération Générale du Travail nous ont offert de laisser la direction du mouvement à ceux qui voulaient l'élargir jusqu'aux proportions d'une révolution. Nos camarades de la Confédération Générale du Travail ont déclaré vouloir rester des soldats disciplinés, si les extrémistes prenaient entre leurs mains la direction du soulèvement, mais les extrémistes n'ont pas pris la direction du mouvement»...

Ce serait de la naïveté de la part de Serrati d'accepter une semblable déclaration des réformistes de la Confédération Générale du Travail pour monnaie courante. En fait, ces promesses contiennent une des plus insignes formes du sabotage de la révolution, à savoir la menace de la démission, au moment décisif du combat. Ce n'est pas de la loyauté. Il s'agit bien d'autre chose, à savoir qu'il n'est point possible de vaincre en révolution, si les chefs du mouvement se heurtent aux hésitations, aux ténacités, à la désertion parmi les leurs, parmi ceux qui se trouvent au sommet, parmi les leaders mêmes, à chaque moment difficile de la révolution. Peut-être, le camarade Serrati apprendra-t-il avec profit que, vers la fin d'octobre 1917, alors que la coalition s'écroulait politiquement, les S. R. eux-mêmes, du parti de Tchernov, écrivaient dans leurs journaux: «Les bolchéviks seront obligés de former le cabinet, qu'ils ne fassent donc point d'efforts inutiles pour démontrer, par des théories vite édifiées, l'impossibilité pour eux de prendre le pouvoir. La démocratie ne reconnaît point de telles théories. Quant aux partisans de la coalition, ils doivent leur garantir le plus complet appui» (*Diego Naroda*, du 21 septembre 1917, organe S. R. rédigé par Tchernov, cité dans ma brochure, «Les bolchéviks conserveront-ils le pouvoir. Pétrograd 1917, p. 4).

Se fier à de pareilles déclarations de loyauté, serait de la part des ouvriers révolutionnaires commettre une faute aussi fatale que celle des communistes hongrois qui firent confiance aux Turatti, hongrois, lorsque ces derniers promettaient d'aider Bela-Kun, et entraînent dans le parti

communiste après avoir été des saboteurs de la révolution, qu'ils devaient perdre finalement par leurs hésitations.

Je me résume.

1) Le parti du prolétariat révolutionnaire d'Italie doit faire montre de la plus grande fermeté, de prudence, de sang-froid, afin de juger avec justesse la situation générale actuelle et chaque moment, particulier à la veille des combats décisifs de la classe ouvrière italienne contre la bourgeoisie pour la conquête des pouvoirs.

2) Toute la propagande et toute l'agitation de ce parti doit être inspirée de la plus ferme volonté de conduire à tout prix le combat, jusqu'à sa fin victorieuse; une direction centrale doit inspirer la propagande avec l'héroïsme le plus dévoué et en se montrant impitoyable envers toute hésitation, toute indécision, comme celle dont est pénétré le groupe Turatti.

3) La propagande faite actuellement par l'édition de *Milan de l'Avanti* sous la direction de Serrati, loin de préparer le prolétariat en vue du combat, porte au contraire le désarroi dans ses rangs. A un pareil moment, le Comité Central du Parti doit guider les ouvriers et les préparer à la révolution, il doit combattre les opinions erronées. On peut et on doit le faire, tout en laissant aux différentes tendances la possibilité de s'exprimer. Serrati conduit aussi, mais il conduit dans une mauvaise direction.

4) L'exclusion du parti de tous les participants au congrès de Reggio d'Emilie du 11 octobre 1920 n'affaiblira pas, mais, au contraire, renforcera le parti, car de tels «chefs» sont capables de détruire la révolution «à la hongroise», tout en restant loyaux. Les gardes-blancs et la bourgeoisie peuvent profiter des hésitations, des doutes et du manque de foi des social-démocrates, etc. parfaitement «loyaux».

5) Si des gens comme Baraltano, Zanarini, Bacci, Giacomini, Serrati hésitent et démissionnent, il convient de ne pas les supplier de rester, mais d'accepter leur démission. Après la période décisive des combats, ils reviendront et seront utiles au prolétariat.

6) Camarades ouvriers italiens! N'oubliez pas les leçons de l'histoire de toutes les révolutions, les leçons de la Russie et de la Hongrie, au cours des années 1917-1920. Les plus grandes batailles approchent pour le prolétariat italien; et les plus grandes difficultés, les plus grands sacrifices. De l'issue de ces combats, de l'ensemble de la discipline, du dévouement des masses ouvrières dépend la victoire sur la bourgeoisie, la transmission des pouvoirs au prolétariat et l'affirmation de la république soviétique, en Italie. La bourgeoisie italienne et celle de tous les pays du monde fera tout le possible, commettra tous les crimes et tous les excès pour empêcher le prolétariat de prendre le pouvoir et de renverser la bourgeoisie. L'hésitation, les tergiversations, l'indécision des réformistes et de tous ceux qui ont participé à la conférence de Reggio d'Emilie sont inévitables, car ces gens, même avec la plus grande honnêteté, ont toujours et dans tous les

pays, perdu la cause de la révolution par leurs hésitations. Ils ont perdu la révolution (la première; car une autre suivra) en Hongrie, ils l'auraient perdu en Russie, s'ils n'avaient pas été entourés par la méfiance et la vigilance du prolétariat. Les masses laborieuses et exploitées de l'Italie suivront le prolétariat révolutionnaire. La victoire leur appartiendra en définitive, car leur cause est celle des ouvriers du monde entier, car il n'y a point d'autre salut, au moment des guerres impérialistes actuelles et de celles qui se préparent, point d'autre délivrance] des horreurs de l'esclavage et de l'oppression capitalistes; il n'y a point de salut en dehors de la république ouvrière des Soviets.

N. LENINE.

4 novembre 1920.

*Note de la rédaction.* L'article du camarade Lénine avait été écrit avant que nous fussions parvenus des enseignements précis sur la conduite intime de D'Ortago et des réformistes du parti, opérant dans les syndicats, qui ont suivi une politique contraire à celle du Comité Central de leur propre parti, — et sur le bloc qu'ils ont constitué en fait avec le ministre Giolitti, faisant ainsi échouer le vaste mouvement de la classe ouvrière. Ces faits, sur lesquels nous reviendrons dans un de nos prochains numéros, confirment la justesse des déductions du camarade Lénine.

### Boniments sur la Liberté.

(En post-scriptum).

Le camarade Nobs, rédacteur du journal de la gauche du parti socialiste suisse *Volksrecht* à Zurich, a publié tout dernièrement une lettre de Zinoviev sur la nécessité d'une rupture avec les opportunistes, lettre à laquelle il joint une réponse détaillée. C'est, en somme, une réponse négative catégorique à la question de l'acceptation des vingt-et-une conditions d'admission dans l'Internationale Communiste, et cela, au nom de la «liberté», au nom de la liberté de critique, de la liberté en face des exigences excessives et de la dictature de Moscou (n'ayant pas conservé l'article du camarade Nobs, je me vois obligé de le citer de mémoire; mais je réponds du sens, sinon de la forme).

Le camarade Nobs s'est recruté, entre autres, un allié dans la personne du camarade Serrati qui, lui aussi, est mécontent de Moscou, c'est-à-dire des membres russes du Comité de l'Internationale Communiste et qui, lui aussi, se plaint que Moscou viole la «liberté» des différents partis et des différents membres, viole en somme la «liberté» des parties constitutives de l'Internationale Communiste. Aussi ne sera-t-il point superflu de dire quelques mots sur la liberté.

Après trois ans de dictature du prolétariat, nous sommes en droit de dire que le reproche le plus courant, adressé à l'Internationale Communiste, le reproche qui a le plus de succès dans tout le monde est que cette dernière viole la liberté et l'égalité. C'est justement pour cette violation de la liberté et de l'égalité, que la presse bourgeoise tout entière de tous les pays, jusques

et y compris celle des démocrates petits-bourgeois, c'est-à-dire des social-démocrates et des socialistes, dans le genre de Kautsky, Hilferding, Marloff, Tchernoff, Longuet et autres, lance ses foudres contre le bolchévisme. Théoriquement, c'est tout à fait compréhensible. Que le lecteur se souvienne des paroles célèbres, pleines de sarcasme de Marx, dans le «Capital»:

«Le système de la circulation et de l'échange des marchandises qui préside à la vente et à l'achat de la main-d'œuvre ouvrière est l'Eden véritable des droits naturels de l'homme. C'est le règne exclusif de la liberté, de l'égalité, de la propriété et de Bentham» (Le Capital. Tome 1, 2<sup>e</sup> partie, chapitre IV, fin).

Ces paroles sarcastiques renferment en même temps un sens historique et philosophique des plus profonds. Il convient de les rapprocher des commentaires populaires d'Engels sur la même question et, en particulier, des passages où ce dernier déclare que l'idée d'égalité ne peut être qu'un préjugé ou une absurdité, si elle ne comporte pas l'abolition des classes.

L'abolition de la féodalité et de ses conséquences, l'instauration du régime bourgeois (ou pourrait dire du régime bourgeois démocratique) a occupé toute une époque de l'histoire mondiale. Et les mots d'ordre de cette époque de l'histoire mondiale ont toujours été la liberté, l'égalité, la propriété et Bentham. L'abolition du capitalisme et de ses survivances, la pose des fondements du régime communiste forment le contenu de la nouvelle période de l'histoire mondiale qui vient de commencer. Et les devises de notre époque sont fatallement et doivent être: l'abolition des classes et, par suite, la dictature du prolétariat; la dénonciation impitoyable des préjugés de la démocratie petite-bourgeoise sur la liberté et l'égalité, la lutte implacable contre ces préjugés. Celui qui n'a point compris cela, n'a rien compris aux questions de la dictature du prolétariat, du pouvoir soviétique et des principes fondamentaux de l'Internationale Communiste.

Parler de liberté et d'égalité tant que les classes ne seront pas abolies, c'est se duper soi-même ou duper les ouvriers, ainsi que tous les travailleurs et tous ceux qu'exploite le capital; c'est, en définitive, défendre les intérêts de la bourgeoisie. Tant que les classes ne sont pas abolies, à chaque discussion sur la liberté et l'égalité, il faudrait tout au moins se poser les questions: la liberté, mais pour quelle classe, et pour en faire quel usage? L'égalité, de quelle classe et avec quelle classe? Et, sous quel rapport exactement? Eviter directement ou indirectement, consciencieusement ou inconsciemment ces questions, c'est fatallement défendre les intérêts de la bourgeoisie, les intérêts du capital, les intérêts des exploiteurs. Le mot d'ordre (de liberté et égalité, lorsqu'on garde le silence sur ces questions, sur la propriété individuelle des moyens de production, est un mensonge et une hypocrisie de la société bourgeoisie qui, par une reconnaissance purement extérieure de la liberté et de l'égalité, masque en fait la servitude et l'inégalité économiques des ouvriers, de tous les travailleurs, de tous ceux qu'exploite le

capital, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population dans tous les pays capitalistes.

En Russie, maintenant, grâce au fait que la dictature du prolétariat a posé pratiquement les questions fondamentales *ultimes* du capitalisme, on voit avec une nette et particulière, à qui profitent (qui prodest) tous les palabres sur la liberté et l'égalité, en général. Quand les S. R. et les mencheviks, les Tchernoff et les Marloff viennent nous parler de liberté et d'égalité *sous le régime de la démocratie laborieuse*—car, voyez-vous, ce n'est pas eux qu'il faut accuser de réflexions sur la liberté et l'égalité en général, ils n'oublient pas du tout Marx! — nous leur demandons: «Mais, comment faire pour concilier la classe des salariés qui vendent leur travail, et celle des petits propriétaires, dans la période de dictature du prolétariat?

La liberté et l'égalité *sous le régime de la démocratie laborieuse*, c'est la liberté pour le petit agriculteur propriétaire (même s'il cultive une ferme nationalisée) de vendre l'excédent de son blé au prix spéculatif du marché, *c'est-à-dire d'exploiter l'ouvrier*. Tout homme qui parle de la liberté et de l'égalité *sous le régime de la démocratie laborieuse*—mais en admettant après le renversement du capitalisme, le maintien de la propriété individuelle et de la liberté du commerce—est un défenseur des exploiteurs. Et ce défenseur le prolétariat, dans l'exercice de sa dictature, doit le traiter à l'égal d'un exploiteur, même s'il s'intitule social-démocrate, socialiste ou même s'il reconnaît que la deuxième Internationale est pourrie.

Tant que subsistent la propriété individuelle sur les moyens de production (par exemple, sur les instruments agricoles et sur le bétail, même au cas où la propriété individuelle de la ferme est abolie), ainsi que la liberté du commerce, les fondements économiques du capitalisme sont encore debout. Et la dictature du prolétariat est le seul moyen de détruire ces fondements, la seule voie vers l'abolition des classes (sans laquelle il ne peut être question de liberté véritable pour la personnalité humaine—mais non pour le propriétaire, —sans laquelle il ne peut être question d'égalité véritable, sociale et politique de l'homme avec l'homme—et non de l'hypocrite égalité du possesseur et du déshérité, de celui qui est rassasié et de celui qui est affamé, de l'exploiteur et de l'exploité). La dictature du prolétariat mène à l'abolition des classes et cela, d'une part par le renversement des exploiteurs, et l'écrasement de la résistance de ces derniers; et d'autre part, par la neutralisation du petit propriétaire de la suppression des causes qui le font perpétuellement osciller entre la bourgeoisie et le prolétariat, de tous ces représentants de la droite des partis socialistes suisse et italien. Car tous ces opportunistes et «centristes», quoique reconnaissant en paroles la dictature du prolétariat, restent en fait les protagonistes et les défenseurs des préjugés, des faiblesses, des hésitations de la démocratie petite-bourgeoise.

Ce qu'il faut tout d'abord, c'est rompre avec ces préjugés, avec ces faiblesses, avec ces hésitations; avec les gens qui reconnaissent, qui défendent, qui incarnent dans leur vie ces points de vue et ces tendances. Et ensuite, et seulement à

cette condition, ce sera la «liberté» d'entrer dans l'Internationale, «l'égalité» du communiste véritable (et non du communiste en paroles) avec tout autre communiste, membre de l'Internationale Communiste.

Vous êtes «libre», camarade Nobs, de défendre les opinions que vous voulez. Mais nous sommes également «libres» de dénoncer ces opinions comme des préjugés petits-bourgeois, nuisibles pour la cause du prolétariat et utiles pour le capital; nous sommes également libres de refuser d'entrer en alliance ou en rapports avec des gens défendant ces points de vue ou une politique correspondante. Cette politique et ces points de vue, nous les avons déjà condamnés au nom de tout le II-e Congrès de l'Internationale Communiste. Nous avons déjà dit que nous réclamons *absolument*, comme condition préalable, la rupture avec les opportunistes.

Ne venez pas nous parler, camarade Nobs et camarade Serrati, de la liberté et de l'égalité, en général. Parlez plutôt de la liberté *de ne pas exécuter* les décisions de l'Internationale Communiste relatives à l'obligation absolue d'une rupture avec les opportunistes et les «centristes» (qui ne peuvent pas ne pas saper, ne pas saboter la dictature du prolétariat). Parlez plutôt de l'égalité des opportunistes et des «centristes» avec les communistes. Eh bien! cette liberté, cette égalité, dans l'Internationale Communiste, nous ne la reconnaissions pas; pour ce qui est de toute autre liberté ou égalité, à votre service tant qu'il vous plaira!

La condition la plus importante, la condition fondamentale du succès, à la veille de la révolution prolétarienne, c'est la libération du parti, c'est l'épuration du prolétariat révolutionnaire.

La fausseté des discours des camarades Nobs et Serrati ne doit certes pas être entendue en ce sens qu'ils sont mensongers, qu'ils ne sont pas sincères. Pas du tout. Ces camarades sont sincères, et il n'y a subjectivement aucune fausseté dans leurs discours. Mais objectivement, au point de vue de leur contenu, ces discours sont faux, car ils sont consacrés à la défense des préjugés de la démocratie petite-bourgeoise, ils sont en somme une défense de la bourgeoisie.

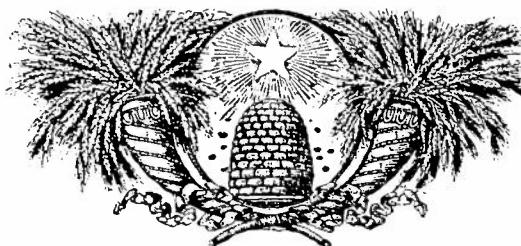
L'Internationale Communiste ne peut, en aucun cas, reconnaître la liberté et l'égalité pour tous ceux qui désirent signer des déclarations, sans tenir compte de la conduite politique de ces derniers. Ce serait, en théorie et en pratique pour les communistes, un suicide analogue à la reconnaissance de la liberté et de l'égalité, sous le régime de «la démocratie laborieuse» et autres balivernes. Pour tout homme qui sait lire et qui *veut* comprendre le sens de ce qu'il lit, il est parfaitement clair, que toutes les décisions, thèses, résolutions de l'Internationale Communiste ne reconnaissent pas sans réserve la liberté et l'égalité pour tous ceux qui désirent entrer dans l'Internationale Communiste.

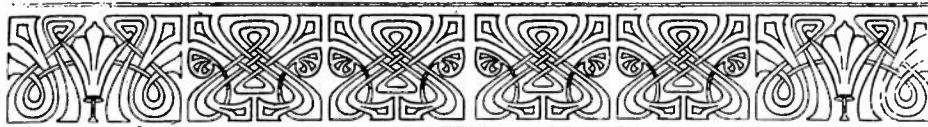
Quelle est donc la condition indispensable pour que nous reconnaissions la liberté et l'égalité aux membres de l'Internationale Communiste?

C'est qu'ils ne laissent pas pénétrer dans le sein de cette dernière des opportunistes et des «centristes» dans le genre des opportunistes et des «centristes», c'est la libération de leur influence, de leurs préjugés, de leurs faiblesses, de leurs hésitations.

N. LENINE.

2/XII 1920.





M. PAVLOVIT H.

## AU PAYS DE L'INTERNATIONALE JAUNE

(La Géorgie, „Arcadie“ menchéviste).

Les menchéviks de Géorgie ont accueilli avec ravissement les chefs de la II-e Internationale: Vandervelde, Huyssmans, Debrückère (Belgique); Macdonald, Thomas Shaw, Mrs Snowden (Angleterre); Renaudel, Ingels (France).—Kautsky est arrivé en retard, refusé par la maladie.

Dans quel but cette digne compagnie est-elle venue visiter la Géorgie? D'après les discours de ces chers visiteurs et les commentaires de la presse locale on peut conclure que ce voyage est une démonstration contre la Russie Soviétique et la III-e Internationale.

Il était indispensable de venir en aide aux gouvernements de l'Entente, en ce moment décisif où toutes les forces de l'enfer capitaliste menacent le roé communiste inébranlable, contre lequel se sont brisées jusqu'à présent toutes les rages de coréation.

Il était, également, nécessaire de prêter soutien au plus important représentant de l'Entente et de la II-e Internationale du front oriental que les forbans internationaux préparent contre nous; il fallait renforcer le gouvernement géorgien dont les dispositions révolutionnaires de masses populaires menacent l'équilibre. L'aveuglement criminel des militants de la II-e Internationale les porte à croire à l'inévitable écroulement de la Russie Soviétique et ils veulent avoir le droit de dire: «Nous avons également fait l'impossible pour renverser le régime inqualifiable qui régnait en Russie». M.M. Renaudel et Vandervelde, mercenaires du capital, agents de Millerand et du roi Albert veulent profiter de toute circonstance opportune pour couvrir de leurs crachats empoisonnés le grand pays ensanglanté aux prises avec l'impérialisme mondial.

Toute cette bande de jaunes est venue en Géorgie uniquement pour montrer du doigt un peuple voisin, courbé sous la lourde croix de famine, de l'roid et d'agressions continues et un peuple martyr, décidé à ne jamais capituler avec la valétille du capital et à frayer coule que coûte aux travailleurs le chemin vers une vie libre et heureuse. Les jaunes sont venus en Géorgie pour y crier au monde: «Crucifie-le».

Toute la conduite des délégués, les discours belliqueux des représentants officiels du gouvernement et des différentes organisations, les com-

mentaires impudents des événements de Russie et d'Azerbeïdjan prouvent assez que tout ce voyage a le caractère d'une démonstration prémeditée contre la Russie Soviétique. Renaudel, Vandervelde et Huyssmans étaient sans doute chargés par leurs gouvernements de missions secrètes, dont il n'est pas difficile de deviner la nature. Le gouvernement géorgien compte entrer en relations avec la France en vue d'une campagne contre son voisin.

Certains délégués de l'Internationale jaune se sont tellement déboufonnés qu'ils n'ont pas même cru devoir garder le secret sur leurs mandats officiels. A l'assemblée de Nakhaloska (Tiflis)—Renaudel a prêché la guerre contre l'Azerbeïdjan et conseillé à la Géorgie de se mettre à la tête des peuples transcaucasiens pour délivrer la malheureuse population de l'Azerbeïdjan du joug des communistes destructeurs de toute liberté (1).

Le gouvernement géorgien n'a pas osé suivre l'appel de la délégation jaune, d'autant plus que l'avance turque en Arménie et la situation intérieure du pays rendaient impossible une politique ouvertement agressive à l'égard des Républiques soviétiques.

Le gouvernement géorgien a cependant fait ce qu'il pouvait pour s'orienter dans cette direction.

A peine Renaudel et Vandervelde avaient-ils quitté Tiflis et le pays ensOLEILLÉ du socialisme,—que les bandes du faux-imam Godzinsky et du colonel Alikhanoff (armées et approvisionnées en Géorgie), commandées par 40 officiers géorgiens envahissaient le Dagestan, assiégeaient Khounzah et Gunib où se trouvaient nos petits détachements.

Grâce à la mobilisation rapide de nos divisions arrivées de Temir-Khan-Schoura, de Pétrovsk et de Bakou, grâce au concours énergique de la pauvre montagnarde, qui forma quelques groupes de volontaires, Gunib put être bientôt délivré et les bandes blanches furent chassées jusqu'aux frontières de la Géorgie menchéviste, hospitalière à tous les ennemis de la Russie Soviétique et de l'Azerbeïdjan:

La résolution suivante, stigmatisant la conduite indigne des social-traitres géorgiens et par con-

(1) Voir: *Le Communiste* du 18 octobre 1920.

suivant celle de l'Internationale jaune qui les inspire a été adoptée à la conférence de l'août Levacy à laquelle participèrent près de mille délégués du Daghestan.

« Ayant ouï les rapports du cam. Ordjonickidzé, membre du Conseil Révolutionnaire du front caucasien et du cam. Buklovitch, membre du Bureau du Conseil d'Action et de Propagande parmi les peuples de l'Orient, la pauvreté montagnarde déclare :

Après trois ans de guerre civile contre les représentants du panislavisme contre le faucon Godzinsky, contre les agents du panlurisme (représentants du gouvernement fictif des Montagnes, formé par Kolsev, Djabachev et consorts), contre les mercenaires de l'impérialisme mondial (le colonel Alikhanov, le général Khalilov et les chefs des bandes volontaires),—le prolétariat du Daghestan, appuyé par l'armée rouge, a délivré son malheureux pays et y a rétabli le pouvoir soviétique. Mais les pires ennemis du peuple, redoutant la juste colère du prolétariat du Daghestan, ont trouvé l'hospitalité chez le gouvernement géorgien. Ils ont formé (avec son aide financière et autre), un prétendu gouvernement qui a pris le commandement des bandes blanches et fait irruption au Daghestan. Le prolétariat du Daghestan écrasera ces envahisseurs, comme il a déjà écrasé maintes fois les bandes réactionnaires.

En faisant parvenir ces faits à votre connaissance, nous vous prions de faire observer au gouvernement géorgien que le séjour prolongé de dirigeants et des organisateurs des bandes contre-révolutionnaires en Géorgie serait inadmissible.

Nous vous prions de le mettre en demeure de liquider immédiatement les bandes réactionnaires, formées sur son territoire.

Cette aventure criminelle fut à n'en pas douter, organisée par les mencheviks géorgiens à l'instigation de MM. Vandervelde, Huysmans et Renaudel qui leur avaient promis l'appui de leur bourgeoisie.

Renégats et meurtriers, ces gens ont l'impudence de se faire passer pour disciples de Jaurès—du tribun assassiné au cours de sa lutte contre l'impérialisme. De toute son énergie, le grand tribun qu'ils invoquent défendit le Maroc «barbare» contre les appétits conquérants du capital français et dit quelle estime nous devons à la civilisation et à la culture de cet état africain. Jaurès paya de sa vie son héroïque défense du Maroc; ses tristes successeurs encouragent les financiers français qui, se sont donné pour but de noyer dans le sang la Russie Ouvrière, de renifler dans les fers le peuple magnifique qui défend depuis trois ans, malgré les plus grandes souffrances, les tranchées de la révolution universelle.

Ce n'est qu'en parodiant Homère (quand il parle de Tersite) que l'on peut comparer Renaudel à Jaurès.»

« Le Grand Jaurès a vécu,  
Tersite-Renaudel lui survit.»

S'identifiant à Louis XIV, dont on connaît le mot célèbre: «L'Etat c'est moi»,—les chefs de la II-e Internationale se font passer en Géorgie pour les maîtres suprêmes des destinées de l'Europe. Très caractéristique dans ce sens est la déclaration faite au nom de toute la délégation par Renaudel à l'Assemblée Nationale Géorgienne, le 18 septembre: «On reproche souvent, dit Renaudel, à l'Internationale son impuissance à réagir contre la guerre. Les socialistes de tous les pays ont, en effet, été trop faibles pour opposer aux passions belliqueuses le bien-être des peuples. Mais à présent la situation est changée: les impérialistes ne sortent pas victorieux de cette guerre; ce sont les socialistes qui dirigent aujourd'hui toute la vie politique, même dans les pays vainqueurs. Et l'Internationale est actuellement plus puissante que jamais» (1).

Faisons un instant crédit à Renaudel; mais alors pourquoi l'Internationale ne s'oppose-t-elle pas à la guerre contre la Russie Soviétique? Tout simplement parce que les Renaudel et les Vandervelde considèrent cette guerre contre un pays prolétarien comme une guerre sacrée. S'ils étaient réellement au pouvoir, ils poursuivraient la III-e Internationale d'une haine plus acharnée encore que celle des financiers français. En attendant, d'autres accomplissent ce crime, tandis que les gardiens des traditions de l'Internationale (les mencheviks géorgiens désignent ainsi Huysmans, et ses compères) imitent le geste de Pilate: ils s'en lavent les mains.

Mais dans chaque parole des leaders de la II-e Internationale l'attente passionnée de la chute du Pouvoir Soviétique en Russie se trahit. Ces misérables et ces sous sont convaincus que la Russie Soviétique finira par s'écrouler sous les coups de la contre-révolution internationale et que rien n'empêchera ensuite le triomphe de la «démocratie» et la ruine de la III-e Internationale Communiste. «La III-e Internationale, — déclare Huysmans au correspondant du *Slove* de Tiflis—n'est représentée en Europe et en Amérique que par les partis d'extrême gauche: elle disparaîtra avec le Pouvoir Soviétique Russe». Ces espérances expliquent la haine que les Kautsky portent à la Russie Soviétique, ainsi que leur sympathie chaleureuse pour Wilson, Millerand, Wrangel et tous ceux qui nous font une guerre active.

Toute la campagne géorgienne des jaunes fut consacrée à une propagande unique: mise en opposition de la Géorgie mencheviste—II-e Internationale—et de la Russie Soviétique—III-e Internationale. — A peine débarqué en Géorgie, n'ayant encore rien vu,—Vandervelde déclarait en répondant au discours du chef du gouvernement lordenia:

«En Russie bolchéviste, la conscience et la liberté sont étouffées sous le drapeau rouge. En Géorgie, le drapeau prolétarien flotte sur une liberté réelle, digne du socialisme. Après avoir contemplé vos montagnes, nous nous sommes rechauffés à votre soleil,—nous avons compris qu'il est le symbole du régime socialiste». Les autres membres de la délégation discourant sur le même ton emphatique et hypocrite faisaient de l'éloquence.

(1) *Slove* du 1 septembre, Tiflis

Dans leurs réponses, les représentants du gouvernement géorgien et les leaders menchéviks opposaient aussi la Géorgie à la Russie: «La Géorgie a repoussé héroïquement les flots barbares du Nord. La Géorgie a renoncé à la voie de l'Asie»—disaient les uns—Georgadze. «Nous nous étions habitués à considérer la Géorgie comme proche de la Russie; mais en réalité elle est beaucoup plus proche de la France, de l'Angleterre et de la Belgique», déclaraient les autres. Mais tous les orateurs étaient d'accord avec la presse pour flétrir les horreurs, la terreur, la ruine économique, pays où il n'y a pas de dictature du prolétariat, mais bien dictature sur le prolétariat; tandis que «la Géorgie est l'unique pays du monde où règne vraiment le prolétariat, pacifiquement, sans imiter les cruautés qui ont conduit la malheureuse Russie aux abîmes» (discours de Devlariani).

Les témoignages des représentants de la population ouvrière de l'Ossétie méridionale pourraient nous éclairer sur les horreurs du régime menchéviste en Géorgie (ces témoignages écrits et dûment signés ont été présentés au Bureau du Congrès des Peuples de l'Orient). Y sont décrites les représailles du gouvernement menchéviste pendant le soulèvement des paysans des régions de Tschinvalsky, Sagchetsky, Douchetsky et Korinsky, —les expéditions de Matchabeli, Djougueli, Bechapeli, Konief, etc... qui ont brûlé 47 villages, «pillé et massacré des vieillards et des enfants, violé et incendié»; «la population surprise dans les villages a souvent été exterminée y compris les vieillards et enfants». Les charmes de l'Arcadie menchéviste pourraient être décrits par les délégués des paysans d'Abkhass, qui raconteraient volontiers les exploits du corps expéditionnaire du colonel Toukhareli qui a rasé du sol les villages et les bourgades des Abkhass; ils pourraient aussi compter comment les menchéviks géorgiens, unis après la prise de Bakou aux bogs musulmans, ont participé au massacre de la population ouvrière qui refusait de reconnaître le pouvoir des «bourgeois». Enfin, les ouvriers communistes géorgiens, qui arrivent journalement à Bakou, fuyant les persécutions de la police, les prisons, les représailles barbares, pourraient également apporter leur témoignage. Mais tout cela est tellement connu qu'il est parfaitement inutile d'en dire plus long. En critiquant le régime russe les menchéviks géorgiens invoquent souvent la famine et le froid qui sévissent en Russie communiste. Or il pourtant dans les journaux géorgiens des titres comme ceux-ci: «Perspectives d'un hiver difficile en Géorgie»; «Doléances des ouvriers et des employés sur les distributions insuffisantes de pain» (malgré toutes les promesses du ministère de ravitaillement et de canifines populaires, on ne distribue que de mauvais pain, dont les ouvriers habitués cependant à tout ne veulent pas); «Crise du pétrole, du bois et des vivres» (Slovo du 24 septembre 1920).

Les journaux sont remplis d'articles sur la spéculation qui fait monter les prix de tous les produits; la vie devient de plus en plus coûteuse, inabordable non seulement aux ouvriers, mais même aux gens plus ou moins aisés.

L'heureuse Arcadie menchéviste traverse une rude crise économique; les journaux signalent ouvertement l'approche «d'une catastrophe». Un article sur „les causes de la crise économique” publié par le *Troud*, journal conservateur de Tiflis du 9 septembre, commence par ces lignes:

«Si l'inévitable catastrophe économique est le résultat d'une politique économique inhérente, elle est aussi la conséquence de la conjoncture économique universelle. L'éducation économique des masses est tellement insuffisante, en Géorgie agricole plus que partout ailleurs, que les niais et la presse font retomber toute la responsabilité sur les spéculateurs et rien que sur les spéculateurs».

En conclusion, l'auteur remarque:

«La crise que nous traversons est une grave maladie du capitalisme avancé. Tout l'immense mécanisme économique est ébranlé et désorganisé».

Telle est la situation sans issue de l'Arcadie menchéviste qui à l'encontre de la Russie, réduite par les forbans internationaux à la famine, au froid et aux guerres chroniques —n'est pas bloquée; le monde capitaliste ne lui fait pas la guerre et lui fournit au contraire, armes, équipement, etc... Ce qui n'empêche nullement les trahisseurs jaunes de comparer, à leur retour en Europe «l'heureuse» Géorgie démocratique, la Géorgie radieuse du socialisme à la Russie misérable et ensanglanlée, à la Russie de la III-e internationale terroriste.

La cherté de la vie, en Géorgie, s'accroît vertigineusement. La dépréciation du papier-monnaie suit une progression géométrique et conduit en Transcaucasie aux résultats mêmes que nous avons pu observer dans la Crimée de Wrangel. La liberté du commerce libre et la spéculation permettent aux pêcheurs en eau trouble de réaliser des fortunes dans des régions qui n'ont jamais connu pareille exploitation, même sous l'ancien régime.

Importez en Géorgie, en Arménie ou en Crimée quelques millions de bouteilles de vin, de toilettes et d'articles de luxe, réaliser sur ces choses des bénéfices se chiffrant par dizaines de millions (en papier local), les dépenser en achats de divers instruments techniques de valeur (mêmes usagés), tels que: appareils cinématographiques, machines à écrire, instruments d'optique, pianos, machines à coudre, etc... l'opération est fructueuse. Les spéculateurs étrangers paient au cours local, estiment avantageux d'acheter à des prix fabuleusement bas, par rapport au change européen même des meubles usagés, des tableaux, des articles de ménage, etc... pour les revendre à l'étranger. La bijouterie en or et argent, les diamants, etc... se vendent à leur avis presque pour rien en Crimée. Ainsi grâce à la dépréciation de l'argent et à l'extension de la spéculation, toutes les régions de la Russie où subsiste le régime bourgeois se sont transformées en fournisseurs de l'Europe capitaliste. Les journaux français, anglais, belges décrivaient jadis avec une verveuse indignation comment les armées allemandes enlevaient dans les régions occupées jusqu'aux poignées de portes qu'elles transpor-

taient en Allemagne. Ce procédé de pillage des pays les plus pauvres tombés sous l'influence de la bourgeoisie internationale, est à présent en vigueur bien plus simplement et plus ouvertement. Et il va de soi que ce nouveau phénomène économique n'est pas sans avoir de répercussions sur la situation des pays transcaucasiens.

Les social-traitres jaunes représentés par Vandervelde qui, dans un entretien avec Noé Jordania conseillait à ce dernier d'introduire en Géorgie des capitaux étrangers, et les menchéviks locaux s'efforcent d'inclure aux ouvriers et paysans du Caucase l'idée que l'aide de l'Europe et de l'Amérique permettra à la Géorgie de reconstruire son économie ruinée et de remettre le pays sur le chemin de bien-être économique et spirituel: mensonge impudent. L'impérialisme mondial n'apporte que l'esclavage aux pays tombés dans la sphère de son influence.

Que peut-il y avoir de plus caractéristique que ces lignes (du journal italien bourgeois *Resto del Carlino*) — véritable cri de détresse — que nous trouvons dans un article de tête du *Temps* du 31 août.

«En Europe, qui n'est qu'un bagné, l'Italie prise entre le despote anglais et le gendarme français doit suivre une politique d'équilibre instable et difficilement atteint. Il s'en suit que l'Italie pour regarder en avant est obligée de fonder ses espérances sur les grandes démocraties communistes — uniques facteurs de la libération future. — Nous sommes des prisonniers affamés. Cependant il nous reste un espoir: le soulèvement de tous les vaincus de tous les esclaves, de tous ceux qui sont obligés de subir l'insupportable pouvoir démagogique, basé sur les mensonges, la violence et les faux. Et puisqu'il n'y a aucune raison de supposer que l'Allemagne ou la Russie suivront l'ancien chemin, renaîtront dans les anciens cadres, — nous sommes bien obligés de fonder tous nos espoirs sur la révolution universelle».

Quand un semblable cri d'angoisse s'échappe de la poitrine d'un publiciste bourgeois qui va

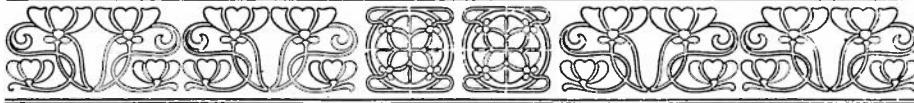
jusqu'à qualifier les grands pays capitalistes (France, Angleterre, Etats-Unis) d'états où règne «le pouvoir démagogique, basé sur le mensonge, la violence et les faux»; si cet écrivain bourgeois reconnaît que l'Italie, qui est cent fois plus riche et plus puissante que la Géorgie ou l'Arménie, ne saurait échapper à l'esclavage, à la misère, à l'inévitable catastrophe économique qu'à la condition d'une révolution universelle; s'il caractérise avec sympathie la Russie Soviétique comme une grande démocratie socialiste et communiste, comme un facteur réel de libération future pour tous les peuples — une conclusion en découle: Le régime bourgeois, basé sur l'exploitation (par un nombre infime de pays...) de tous les peuples du globe et même de la population de «pays victorieux» tels que l'Italie, — roule avec une rapidité vertigineuse aux abîmes... L'imminence de la fin de ce régime est évident même aux yeux des journalistes bourgeois.

Que s'exaspèrent donc les forces de l'enfer capitaliste; que les gardes-blancs ou la gentilhommerie polonaise et de Wrangel soient parfois, pendant une minute historique victorieux; que les escadres françaises et anglaises voguent à toute vapeur vers nos côtes de la mer Noire ou de Baltique portant avec elles une nouvelle guerre et de nouvelles ruines; que MM. Renaudel et Vandervelde avec leurs disciples géorgiens jubilent en escomptant la mort de la III-e Internationale, — le sort n'en est pas moins jeté: *et nous vaincrons*.

Quelle que soit la situation momentanée de la Russie Soviétique, quiconque sait tant soit peu lire dans l'avenir ne doute pas qu'un jour prochain la Russie ne renaisse, comme le Phénix, de ses cendres pour aller de l'avant fraternellement unie à tous les peuples de l'Orient et de l'Occident — compris les prolétaires des pays de la plus basse réaction — France, Angleterre, Amérique, — abattre et tuer le monstre capitaliste.

*M. PAVLOVITCH.*





M. TZKHAKAIA.

## GÉORGIE, ARMÉNIE, ENTENTE ET RUSSIE SOVIÉTIQUE

### I.

La Russie Soviétique se termine sur le littoral de la mer Noire, après Sotchi et Gagry; dans la région du Terek, au-dessus de Vladicaucase et vis-à-vis du sommet du Kazbek; du côté de Bakou (Azerbaïdjan Soviétique), vers la station Poya, non loin de Tiflis. Dans ces limites, soit depuis Gagry sur la mer Noire par Soukhoum, Batoum, Poti, Koufaïs et Tiflis, jusqu'à la Poya et jusqu'au mont Kazbek inclusivement, s'étend «l'Etat indépendant» de Géorgie, qui a pour voisin l'Etat tout aussi «indépendant» Arménie. Ce dernier a de nombreux points de contact avec l'Azerbaïdjan musulman (soviétique), la Turquie et la Perse.

La Géorgie était jadis «l'Ardente Colchide» et l'Arménie, le non moins ardent Aïastan. La première est naturellement surtout peuplée de Géorgiens, et la seconde d'Arméniens; mais on trouve aussi dans ces deux Etats des importantes minorités appartenant à d'autres races et, par exemple, en Géorgie, des Arméniens, des Abases, des Ossètes, etc... et, en Arménie, des musulmans kurdes ou tatars.

La Géorgie est plus vaste et plus peuplée que l'Arménie; sa situation est aussi plus avantageuse grâce à la mer Noire, sur laquelle elle a plusieurs ports, dont Batoum et Poti sont les plus considérables.

Le mouvement révolutionnaire contre le tsarisme commence en Géorgie (comme dans la Transcaucasie et, en général, au Caucase) il y a 30 ou 40 ans, pour atteindre, comme dans toutes les marches de l'ancien empire du tsar, son point culminant vers le début de notre XX<sup>e</sup> siècle et notamment, pendant la révolution de 1905; c'est alors que des villes, il s'étendit aux hameaux les plus reculés du pays. Il n'avait pas un caractère nationaliste, car, au Caucase (et spécialement en Géorgie), comme d'ailleurs partout en Russie, le mouvement révolutionnaire ne reprit son essor, après la débâcle des terroristes populistes, qu'en tant que mouvement ouvrier. Or, le mouvement ouvrier s'est dès le début orienté dans un sens véritablement international panrusse, socialiste, communiste.

A dater de 1900, les grèves et démonstrations politiques à Tiflis, Batoum et dans les autres villes géorgiennes se répercutent vivement dans les campagnes, où elles provoquent parmi les paysans

manquant de terres (leur situation était celle de serfs temporaires de la glèbe) et parmi les petits fermiers des mouvements contre les propriétaires fonciers et le boycottage des institutions gouvernementales, voire même celui de l'Eglise et de ses serviteurs, considérés comme les protecteurs des seigneurs et des riches.

À l'époque du II<sup>e</sup> Congrès du parti ouvrier social-démocrate russe, en 1903, les organisations ouvrières de Bakou, Tiflis et Batoum (plus tard, celles aussi de Koufaïs-Gouria et de Tchelour), telles que, par exemple, les Comités d'Iméréthie-Mingrélie et de Gouria, formèrent «l'Union Caucasiennes des organisations ouvrières social-démocrates».

«l'Union Caucasiennes» (par la suite «Transcaucasienne») avait ses journaux clandestins *La Lutte du Proletariat* et *La Feuille du V. P.*, qui parurent régulièrement en trois langues: russe, géorgien et arménien. L'organisation régionale ne déviait pas du marxisme révolutionnaire. Elle dirigea entre autres, en 1903, la première grève politique du Caucase (dite la grève du Midi russe et du Caucase). C'est pourquoi, des trois délégués du Caucase au Second Congrès, deux adoptèrent le point de vue bolchéviste. Cette situation se prolongea jusqu'après 1906. Mais à partir de ce moment, on voit commencer la dissolution de ces organisations, jusqu'à l'effacement et disciplinées, et l'influence du menchévisme dans le mouvement ouvrier de la Géorgie s'accroît parallèlement.

Il est à noter que le menchévisme russe, dont le menchévisme géorgien forme un élément important, par sa lutte contre nos solides organisations social-démocrates d'alors, contre les soi-disant «révolutionnaires professionnels», contre «le bureaucratisme et le centralisme» du parti et en faveur de l'autonomie des comités locaux, etc., cette pire variété d'opportunisme, laissait le champ libre à toutes les défections et les déviations du révolutionnisme, y compris le «social-chauvinisme» menchéviste géorgien, représenté par M.M. Jordania, Tseretelli, Tchkhéidze, Gueguetchkori, etc...

La base économique et sociale de la Géorgie est la suivante: relativement peu de prolétaires, une population composée en majeure partie de paysans de moyenne condition et d'ouvriers mi-prolétaires, dont la plupart possèdent dans les villages (et dans les villes) des masures et des lopins de terre...

En combattant le menchévisme dès sa naissance, au sein du parti ouvrier alors unifié, nous ne faisions qu'escamper exactement les éventualités qui se sont produites. C'est ce qui explique l'acuité de la lutte des tendances, en 1905 et les années suivantes.

La révolution de 1905 et les dix années de réaction qui suivirent, de même que la guerre impérialiste de 1914-1917 achevée par la grande Révolution panrusse de février-octobre 1917, tous ces faits ont définitivement révélé le menchévik panrusse et le menchévik géorgien, en particulier.

Les menchéviks géorgiens et notamment, leur leader N. Jordania, le chef actuel de la Géorgie menchéviste «indépendante» (indépendante du socialisme et de la révolution), ont été les premiers liquidateurs de la révolution russe, après le Congrès de Londres en 1907.

Exammons sommairement l'activité de Jordania et de quelques-uns de ses compagnons d'armes, devenus aujourd'hui les maîtres de la malheureuse Géorgie ouvrière et paysanne.

Dans les nombreux articles qu'il a publiés dans les journaux du pays, à l'époque de réaction de Stolypine, M. N. Jordania n'a pas cessé de dénier tout ce qu'il y avait de révolutionnaire chez son maître G. V. Plékhanov, et surtout l'idée que la révolution panrusse triomphera en tant que révolution ouvrière, ou ne triomphera pas du tout. Ce qui lui valait l'approbation de toute la haute bourgeoisie de Tiflis et de Bakou, qui voyait en lui le socialiste «le plus intelligent».

Cette «intelligence», il l'a, en effet, prouvée en devenant, pendant la guerre impérialiste, le disciple le plus fidèle d'un Plékhanov chauvin, défenseur de l'empire tsariste. Mais la Grande Révolution Panrusse de 1917, avec ses Soviets des députés ouvriers, soldats, a brouillé toutes les cartes de cet idéologue-opportuniste foncièrement petit-bourgeois. Il se sentit dépayssé. Il mit un temps assez long, de février à octobre-novembre, c'est-à-dire jusqu'à la révolution bolchéviste à Pétrograd et à Moscou, à trouver la position qui lui convenait d'adopter. Mais, au fond, il restait toujours le même. Seulement il avait peur de trop nettement se révéler aux ouvriers et aux paysans géorgiens. Bien que ces derniers fussent convenablement préparés à l'opportunisme corrupleur par les dix années de propagande menchéviste de cet habile écrivain, il craignait néanmoins de n'être ni cru, ni suivi, dans l'atmosphère de la Grande Révolution et de l'agitation bolchéviste.

Mais alors on vit paraître à ses côtés un autre personnage influent, l'ancien député à la Douma d'Etat A. Tchkhenkeli, à cette époque commissaire du Gouvernement Provisoire Miloukov-Kérensky, au Caucase. Et c'est ce dernier qui décide (après la révolution bolchéviste) la séparation de la Transcaucasie de la Russie et la fondation d'une «Géorgie Indépendante».

Jordania part pour l'Europe Occidentale, prépare à Vienne et à Berlin d'abord, à Paris, à Londres et à Bruxelles ensuite, le terrain pour la création d'un nouvel Etat (d'ancienne culture): la Géorgie; à son retour, il force le Parlement géorgien à décliner, aux applaudissements enthousiastes

des ultra-réactionnaires, à Paris des membres social-patriotes notoires de la Douma d'Etat, Tchkheidze et Tzeretelli, pour assiéger les portes de la Conférence de Versailles et les anticambres de Clémenceau, de Wilson, de Mille-rand, de Lloyd George, etc... C'est lui qui manœuvre aujourd'hui avec le concours des frères Ramichvili, ministres-policiers. Sur son indication, Gueguchkori, personnage tout aussi notoire et ministre des affaires étrangères de Géorgie, a été envoyé avec une mission en Europe Occidentale. Il se peut dès lors, que la concession de Batoum (et, sans doute, aussi celle de Poti) aux Anglais soit d'ores et déjà un fait accompli. Bien plus: la concession de toute la Géorgie sera bientôt consommée, si le prolétariat d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne ou de quelque autre pays ne vient interrompre les tripotages des menchéviks géorgiens, traités à la révolution prolétarienne. Ces gens s'affichent avec les personnages de la II-Internationale jaune: Renaudel, Vandervelde, Huysmans et, he riez pas, Kautsky lui-même!.. Pour griser la Petite Géorgie, ces argonautes contemporains traversent, avec la permission des bandits de l'impérialisme, l'orageuse mer Noire, atterrissent à Poti et à Batoum, perles de l'Adriatique Colchide, où ils viennent chercher la Toison d'Or qu'ils ont perdue en Europe Occidentale, nous voulons dire la démocratie menchéviste réalisée, en Géorgie, par les Tchkhenkeli, les Jordania, les Tseretelli et consorts.

A Batoum et Poti, les agents du gouvernement avaient employé une longue semaine à préparer leur réception: on avait sonné à toutes les cloches menchévistes, pavooisé les rues, apprêté les crus du pays et le champagne européen, obligé ouvriers et paysans à participer aux réceptions officielles... Mais, hélas!.. Sur les 600 ouvriers organisés que compte la petite ville du port de Poti, il ne s'en trouva qu'une quinzaine, appartenant sans doute à la bureaucratie menchéviste, pour venir à la rencontre des sauveurs du capital en déroute, Vandervelde et ses collègues. A Batoum, port plus considérable, le cercle menchéviste géorgien organise une réunion solennelle présidée par le menchévik Ayolo, le misérable qui livra nos 26 commissaires, à Bakou. Il y eut affluence—de badauds et de spéculateurs. La vieille ville de Tiflis, elle-même, ce minuscule Paris (pour ne pas la comparer à Babylone, ce qui serait abuser de l'antiquité), aurait trahi les forces de la Sûreté et de la gendarmerie menchéviste (le «défachement spécial» et la milice recrue parmi les égoreurs de l'ancien régime et les criminels) qui s'y trouvaient concentrées en grand nombre. Le Tiflis travailleur gardait le silence, s'abstenait de paraître aux parades ou quand il s'y montrait, accueillait froidement les «chers hôtes»... Et cela, au cœur du menchévisme, dans sa capitale, Tiflis! On n'avait pourtant pas manqué de faire comprendre, en temps utile, aux ouvriers qu'au cas où ils s'absolviendraient, ils seraient tout simplement privés de leurs salaires, et même incarcérés pour état d'esprit bolchéviste et pour attachement à la Russie Soviétique. Dans les villages, par où passaient les personnages de l'Internationale jaune, les commissaires ruraux et

la milice contraignait la population à venir au devant d'eux.

Mais aucun enthousiasme, nul élan, rien que discours officiels, tables chargées de mets riches et de boissons de l'Occident et de l'Orient... A l'arrivée de Kautsky (car Jason avait tardé, mais il s'en vint, à bord d'un autre bateau impérialiste), les «chefs» ne tentèrent même plus d'organiser des manifestations; la triste expérience acquise lors de l'arrivée des premiers hôtes les avait suffisamment instruits.

Or, un dimanche d'octobre, les menchéviks annoncèrent pourtant, que les ouvriers de Tiflis voulaient saluer Kautsky. Et dans ce Tiflis, qui compte aujourd'hui presque un demi-million d'habitants, qui fourmille de gardes-blancs de toutes nationalités et de tout acabit, où il y a au moins 50 à 60 mille ouvriers organisés, on vit ce dimanche-là se présenter, place d'Erivan, quelques centaines d'ouvriers qui, totalisés avec les badeaux et les boutiquiers, firent un meeting de 600-800 personnes. Kautsky parut au balcon pour remercier chaleureusement ces représentants de la vraie démocratie. Mais il ne recueillit pas d'applaudissements, même après une observation adressée aux «camarades ouvriers», à voix suffisamment haute et claire, par Noé Ramicvili, le Noske, grand maître de la police de la «Géorgie menchéviste». Est-il besoin de dire que toute la presse, sauf, bien entendu, la presse communiste, chante nonobstant tous les jours les louanges des «sauveurs de la culture et de la civilisation», c'est-à-dire des bonzes de l'Internationale jaune?

Qu'ont-ils vu en Géorgie? Mais ce qu'ils ont voulu y voir: un pays tranquille (attendez!), dirigé par la «démocratie socialiste», qui est non seulement restée fidèle aux enseignements de la II<sup>e</sup> Internationale, mais qui les a même développés en réalisant la nouvelle théorie de Kautsky; au socialisme par la démocratie... Une «démocratie socialiste» qui poursuit, arrête, par centaines et par milliers, expulse des villes et des campagnes natales, exilé même du pays, les ouvriers et les paysans conscients, coupables de professer des opinions communistes ou seulement de sympathiser avec le communisme... Une démocratie qui détient des hommes en prison pendant des mois et des années, sans les inculper de quoi que ce soit (car il n'y a rien à leur reprocher, si ce n'est qu'ils sont communistes et qu'ils appartiennent à un parti officiellement légalisé par le traité conclu avec Moscou).

Or, s'il faut en croire l'organe arménien le *Mchak*, Karl Kautsky a télégraphié en Europe Occidentale, sans doute à Londres, où siège sous l'aile protectrice de Lloyd George, le Comité de l'Internationale jaune, qu'il était nécessaire de secourir militairement la Géorgie. Ne serait-ce pas pour une campagne contre les communistes et tous ceux qui sympathisent avec eux?

Non pas. Les menchéviks sont tout simplement enclins à concéder à l'Angleterre et à l'Entente Batoum et Pofli, voire la Géorgie tout entière qui, après la débâcle de Wrangel en Crimée, servirait de base nouvelle aux opérations militaires contre la Russie ouvrière et paysanne...

c

Par bonheur, les paysans et les ouvriers géorgiens, si opprimés qu'ils soient par le régime démocratique du menchévisme impérialiste, et quand bien même ils seraient revêtus de l'uniforme du soldat ou de la vareuse de la garde nationale, ne consentiront certes pas à porter les armes contre la Russie... Oh, s'il s'agissait des Turcs, des kémalistes actuels, de l'ennemi «héritaire»! Aussi, les menchéviks géorgiens réfléchissent-ils...

D'après les informations de la presse communiste, de celle tout au moins qui réussit encore à paraître légalement en langue géorgienne et russe, les menchéviks, dirigés par Tchkhéidze, Jordania et consorts, sous le prétexte fallacieux de prévenir une invasion de Kémal en pays géorgien, préparent le terrain pour l'annexion à la Géorgie de nouveaux territoires situés dans la région de Trébizonde et qui, du temps du roi Guillelmot (pardon, de la belle reine Tamara, au II<sup>e</sup> siècle), se trouvaient sous le nom de Lasiştan, dans les limites de «l'Ardente Colchide».

Mais les ouvriers et les paysans menchéviks, dans leur grande masse, c'est-à-dire les éléments laborieux des villes et des campagnes géorgiennes, finiront bien par comprendre la manœuvre; et, certes, ils préféreront se rapprocher de Kémal et des révolutionnaires de l'Orient, et à plus forte raison de la Russie Soviétique, que demeurer les alliés de Kautsky, de Vandervelde, de Millerand et de Lloyd George.

Après la bacchanale menchéviste et impérialiste en Géorgie et dans la Transcaucasie, qui dure déjà depuis trois ans, ils attendent impatiemment l'arrivée des soldats rouges. C'est là un fait. Ils l'ont démontré en 1918-1919, et même en 1920, avant la signature du traité avec Moscou, lorsque dans toute la Géorgie, de Doucheti à Soukhoum (Doucheti, Tzounvali, Gori, Satchkheri, Letchkhouni, Mingrelia, Ratcha, Gouria, Soukhoum, l'Ossétie Méridionale, etc...), la population s'est soulevée, à diverses reprises, contre les menchéviks qui fraisaient la Révolution Panrusse...

Le gouvernement menchéviste, soutenu par les impérialistes européens, Allemands d'abord. Alliés ensuite, s'était assez bien organisé (à la façon de l'Etat bourgeois) au point de vue de la technique militaire, et il ne manquait certes pas de remporter de grandes victoires sur les ouvriers et les paysans mal armés. En certains endroits pourtant, comme à Letchkhouni (district de Kouïtaï), les insurgés firent bon des mois entiers.

Dans cette Géorgie menchéviste, où les Kautsky et les Vandervelde ont découvert une démocratie véritable, mais où les prisons sont bondées de paysans et d'ouvriers révolutionnaires, la propriété privée est la loi fondamentale de l'Etat, et la terre, reprise aux propriétaires fonciers (oh, sans qu'ils aient été trop maltraités; on leur a laissé des lots de 7 dessiatines et plus), est asservie aux paysans à un prix très élevé... Une infime proportion des terres revient aux paysans, aux paysans cossus et aussi, mais plus rarement, aux paysans de moyenne condition). La masse, elle, souffre du manque et de l'insuffisance des terres, tout autant qu'auparavant. Et pourtant, les

menchéviks avaient fait aux paysans de si belles promesses, sous l'ancien régime!

La filouterie montée par M.M. Jordania, Tchkenkeli, Tzeretelli et Tchkheidzé, cela va sans dire, a vivement frappé la masse paysanne qui les abhorre aujourd'hui... C'est là un fait indéniable de la vie économique et de la mentalité collective de la Géorgie actuelle...

Au reste, la situation économique des masses s'est, à l'heure actuelle, sensiblement aggravée par rapport à ce qu'elle était il y a un, deux ou trois ans. La Géorgie importait généralement son blé, du Kouban notamment. Le blé du pays ne lui suffit pas. Le pain manque à présent. La récolte de maïs de l'an passé a également été mauvaise. De sorte que le poud de maïs, qui coûtait en 1919, 200-300 à 500 roubles — et l'on trouvait encore que c'était payer cher — vaut cette année (1920) 2.000 à 2.500 r., prix absolument inabordable aux masses ouvrières et paysannes géorgiennes. La campagne est retombée à la sauvagerie: on y voit les adultes et les enfants courir les champs et les bois à la recherche des baies et des fruits sauvages. La masse s'appauvrit encore, tandis que la bourgeoisie s'enrichit en spéculant sur toutes les marchandises. Le blé fourni par l'Entente sert au ravitaillement de la garde nationale, de l'armée et de la bureaucratie menchéviste, aristocratie issue de la classe ouvrière et paysanne de Géorgie. Les salaires ont été augmentés de 60%, mais les produits ontenchéris de 200% et davantage. Les paysans se livraient à la sériciculture, à la culture du tabac et à la viticulture. Mais ces produits, les menchéviks en ont fait, ainsi que du manganière, des marchandises d'échange qui, taxées par l'Etat, finissent par tomber entre les mains des requins internationaux. Les paysans et les ouvriers ne peuvent rien acheter aux prix-maximum, le commerce étant libre (comme la spéculature) au royaume du menchévisme géorgien. Les villes, Tiflis et Batoum, regorgent de marchandises, d'articles manufacturés, de confiseries et de boissons. Mais ouvriers et paysans vont nu-pieds, en guenilles et créent de la faim. Quoi d'étonnant dès lors, que le rendement du travail diminue dans des proportions effrayantes, même dans la citadelle du menchévisme que constituaient jusqu'ici les ateliers des chemins de fer de Tiflis. Nous n'en voulons pour preuve, à côté d'un grand nombre de lettres qui nous l'attestent, que le témoignage des menchéviks eux-mêmes. Le chef de l'Etat Jordania a déclaré au cours d'une réunion spéciale du parti gouvernemental (menchévik), à laquelle assistait Kaulsky, que non seulement le pays s'achemine à une catastrophe, mais que la catastrophe est déjà en cours. D'autres sages, et notamment le ministre de l'agriculture N. Khomerili, se prononcent dans le même sens.

La petite Géorgie ne possède aucun encaisseur. Ses dépenses sont cependant celles d'un grand Etat. Dans les premières années de son «indépendance» (1918-1919), la Géorgie menchéviste pouvait encore se maintenir, grâce aux énormes réserves de toutes sortes accumulées au front du Caucase par l'ancien empire tsariste. Ces stocks, dont les masses n'ont reçu que fort peu de chose,

sont devenus la proie des spéculateurs et des impérialistes allemands ou alliés. Les social-traitres devaient d'ailleurs suivre une politique semblable, après avoir trahi la Révolution Panrusse et s'être engagés dans la voie de l'édification d'un Etat bourgeois. Car la vieille étiquette *social-démocrate menchéviste* dont s'adorne encore le drapeau du parti, sur lequel elle voisine avec les insignes du nationalisme réactionnaire, ne les sauvera pas plus que l'Internationale Jaune ne trouvera son salut à Berne, Amsterdam ou Genève. Kautsky lui-même n'a rien trouvé de mieux pour le salut de ses chers petits enfants (Kautsky se flâne d'être le grand-père du menchévisme géorgien) que la conclusion d'un emprunt, c'est-à-dire que le conseil bénévole de se vendre aux impérialistes de l'Entente. Mais quel est, à l'intérieur ou à l'étranger, le prêteur qui consentira à prêter à un pays sans fonds publics, dont les finances ne se maintiennent que grâce à la presse de l'Etat, qui n'a pas même d'unité monétaire propre et se sera encore du vieux «rouble tsariste»? Lloyd George, Millerand et Cie? Leur emprunter, équivaudrait à vendre la Géorgie aux impérialistes de l'Entente. L'exemple de la Pologne blanche de Wrangel, des Balakhovitch et des Savinkoff nous l'atteste.

Et qu'en dirait la Géorgie ouvrière et paysanne qui, tout épuisée qu'elle est économiquement, tout opprimée qu'elle est politiquement, n'en tourne pas moins ses regards obstinés vers le Nord, vers la Russie des Soviets?

Or, au royaume du menchévisme orthodoxe, on ne peut venir à bout de ces maudits bolchéviks-communistes, bien que les prisons en soient remplies et qu'on les ait chassés du pays par milliers; ils réussissent même à publier des feuilles légales, et leurs organisations dans les villes, et plus encore dans les campagnes, loin de disparaître, prospèrent.

Un jour viendra où l'on ne pourra plus ni les emprisonner, ni les expulser, par crainte de voir s'évanouir la Géorgie menchéviste orthodoxe dont il ne resterait rien, rien de plus que M.M. Tchkenkeli et Jordania, suivis de leurs «collègues ministériels», du «Défachement de Police spéciale», et peut-être encore de quelques gardes généraux sans armes, gouvernants sans sujets.

C'est ce que craignent les menchéviks. Aussi, évitent-ils de violer le traité avec la Russie Soviétique et tolèrent-ils encore la condition quasi-légale de notre parti et de sa presse, dont le ton, loin d'être modéré, est au contraire très violent, au sens marxiste révolutionnaire. M. Jordania, chef de l'Etat, voit une issue à la situation catastrophique actuelle, dans le retour à l'état d'avant-guerre, c'est-à-dire au capitalisme démocratique. Sinon, — déclare-t-il, — «nous sommes inévitablement perdus» et dans un avenir peu éloigné. Or, c'est précisément à quoi aspirent les auteurs de la boucherie impérialiste, les Lloyd George et les Millerand, etc... *Le Communiste Géorgien* (illégal depuis son 3-e N° du 22 octobre), passant en revue les recettes des menchéviks, fait justement observer qu'il n'y a pas de capitalisme démocratique, qu'il faut choisir entre la révolution et le capitalisme impérialiste dont les

chiens de garde s'appellent Millerand, Lloyd George, ou autrement.

«Où vous serez avec leurs meutes, — écrit notre organe — contre le socialisme, ou vous serez contre eux, avec le prolétariat révolutionnaire mondial et son avant-garde combattante, la Russie des Soviets.»

«Les menchéviks géorgiens, dit encore le *Communiste Géorgien*, se servent du drapeau démocratique pour dissimuler l'acuité de la question... Mais ils ne réussiront pas à cacher le mal qui ronge si douloureusement les masses laborieuses de Géorgie.»

L'article de fond du № 4 (23 octobre) du même journal, consacré au mouvement révolutionnaire en Europe Occidentale, se termine par ces lignes: «Partout la grande ligue révolutionnaire bat son plein. Seuls, les menchéviks voudraient s'en isoler. Mais le prolétariat, dans son ardeur révolutionnaire, s'écarte partout des vils déserteurs de la révolution. C'est ce que doit faire à son tour le prolétariat géorgien, s'il ne veut pas devenir lui-même un déserter de la révolution». Ce journal publie tous les actes du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste et du Congrès de Bakou. Il publie aussi une traduction du livre de Lénine sur «Le Communisme de gauche».

La Librairie de «l'Etoile Rouge» édite un grand nombre de brochures, pour la plupart traduites des œuvres communistes contemporaines (Boukharine, Lénine, Zinoviev).

La presse communiste locale reproduit enfin très fréquemment les articles de la *Pravda* (*La Vérité*) et des *Izvestia* (*Les Informations*). Grâce à cette activité communiste légale, les ouvriers et les paysans géorgiens ne manquent pas d'aliment spirituel et apprennent à mieux s'orienter en politique; ils s'initient au communisme, à l'idéologie du prolétariat, arme critique dont la possession conditionne nécessairement la critique par les armes, par le soulèvement et par la guerre civile, qui ne manquera pas de se produire, à moins que M.M. Jordania, Gueguchkori et consorts ne capitulent à temps. Bref, la situation économique de l'Etat Géorgien est d'ores et déjà critiquée, de l'aveu même des leaders de la Géorgie menchéviste. Le seul remède au mal, de l'avis de N. Jordania et de tous les autres «Noé» (Noé Ramichvili, ministre de l'intérieur et de l'instruction, Noé Khamerili, ministre de l'agriculture, et tous les Noé installés aux sous-secrétariats d'Etat), ce serait le retour à l'état de choses d'avant-guerre, au capitalisme démocratique. Sinon, ce sera la chute aux abîmes, en d'autres termes la révolution ouvrière et paysanne qui balayera le menchévisme odieux, et sauvera les masses laborieuses et de la pourriture menchéviste et de l'emprise du capital international.

Dans quel sens s'orientera la Géorgie? Vers l'impérialisme anglais, français, mondial? Vers le communisme, vers la III<sup>e</sup> Internationale et son avant-garde, la Russie Soviétique? A cette question, l'avenir prochain répondra. La Géorgie, du fait qu'elle occupe une position stratégique entre deux forces en guerre dans l'Orient: entre le communisme représenté par la Russie Soviétique et l'impérialisme allié, la Géorgie, dis-je, dans sa situation financière et économique désastreuse n'a pas à envisager de troisième solution. Ou elle tombera dans les bras de l'Angleterre, ou elle sombrera dans ceux de la révolution ouvrière et paysanne. *Terrium non datur!* Point de troisième!

Les chefs du menchévisme géorgien (Tchkhenkeli, Jordania, Ramichvili) poussent certes à la première solution. Ils ont tout mis en œuvre pour la faire prévaloir: renfort de Kautsky et des autres «internationalistes» jaunes, tant vantés par les chauvins de Géorgie, mobilisatio, congrès de gardes nationaux, expulsion des communistes de Batoum, de Tiflis et des autres villes importantes. On vient encore d'arrêter 400 communistes à Batoum, 200 à Tiflis, etc... Le gouvernement géorgien baptise maintenant ces communistes, «musulmans sympathisant avec les Kémalistes»... Telle est du moins l'expression officielle destinée aux missions de la Russie Soviétique et de l'Azerbeïdjan... De semblables arrestations en masse n'ont eu lieu, par le passé, que sous le régime autocratique, avant les révolutions de 1905 et de 1917.

La gravité de la situation de la Géorgie ressort également avec nettelé des deux dernières notes du camarade Tchiichéchine aux gouvernements Géorgien et Anglais et de son appel aux ouvriers des pays de l'Entente.

Et la fièvre de mobilisation qui sévit depuis quatre années chez les menchéviks géorgiens ne s'est pas encore apaisée.

Mais tout ceci se passe en haut. Voyons maintenant ce qui se passe en bas...

Il serait plus exact de dire: Voyons ce qui se passera à l'exérieur, entre la Russie Soviétique et l'Entente. Dans quelle mesure, de quelle manière et quand les prolétaires de l'Europe Occidentale et de l'Amérique répondront-ils à l'appel de la Russie Soviétique? Là est toute la question. Les chefs du menchévisme géorgien pourront escamper par avance le dénouement, et peut-être les verront-on capituler, comme ils l'ont déjà fait en mai dernier lorsque, effrayés par l'approche de l'armée rouge après la défaite de Dénikine et l'établissement des Soviets dans l'Azerbeïdjan, ils ont traité avec Moscou. A cette heure, Wrangel est battu, la Crimée est nettoyée, la Pologne en paix avec la Russie Soviétique...

Les menchéviks géorgiens sont bien forcés de compter avec ces faits. S'ils ne le font pas, c'est que Jupiter les aura tout à fait pris en grippe et privé de toute raison, tout au moins de la minuscule parcelle de raison petite-bourgeoise qui leur restait naguère, soucieuse avant tout de sa propre conservation et prête à toutes les lâchetés. Quoi qu'il en soit, notre mot d'ordre sera: paix aux chaumières des ouvriers et des paysans géorgiens, guerre aux palais des méprisables coquins qui gouvernent la Géorgie, aux palais des Jordania, des Tzeretelli, des Tcheidzé, complices des Millerand, des Carson, des Churchill, des Lloyd George et de tous les bandits de l'impérialisme international.

## II.

Passons maintenant à la seconde république «indépendante» de Transcaucasie, à l'Arménie, dont Eriwan est la ville principale. Elle constitue le patrimoine des dachnatzutun et des bandes armées, dites «mauseristes». Qu'est-ce que les dachnaks? Il serait inexact de les présenter comme des menchéviks gouvernant l'Arménie, car celle-ci possède, quoiqu'en petit nombre, de vrais menchéviks du type panrusse, dont certains se sont séparés des menchéviks géorgiens, alors que les autres sont en contact avec eux.

Les dachnaks, dachnatzutun ou drochakistes,—comme on voudra,—forment un vieux parti d'intellectuels qui, sous le nom de «Fédération Révolutionnaire Arménienne», a eu une grande activité terroriste en Arménie turque et a longtemps su vivre en parfaite harmonie avec le tsarisme panrusse. Il n'en est pas moins entré dans la II-e Internationale, grâce au concours des socialistes-révolutionnaires et de feu Jaurès.

A partir de 1905, ce parti entreprend également une action organisée et, à sa façon, révolutionnaire parmi les Arméniens russes. En 1917, il s'affirme comme une force considérable, rivalisant Tiflis même avec les menchéviks géorgiens.

Après s'être séparés de la Russie, les dachnaks organisent sous la pression des menchéviks géorgiens un Etat indépendant, et se transportent bien à contre-cœur, il est vrai, de Tiflis à Eriwan, capitale du nouvel Etat Arménien (ils espèrent s'agrandir et ils ont, en effet, déjà obtenu de la Conférence de Versailles la promesse d'une extension territoriale dans les limites de la Grande Arménie, par l'annexion de tous les territoires turcs, peuplés autrefois d'Arméniens).

D'où vient leur influence? L'ascendant considérable exercé sur presque toutes les couches du peuple arménien par ce groupe «d'intellectuels», assez nombreux et fort cultivé d'ailleurs, lui est acquis par sa fidélité aux tendances populaires et par son habileté à tirer parti d'un état d'esprit propre à toutes les classes sociales de l'Arménie, y compris les gros capitalistes, et dû à l'oppression des Arméniens turcs sous l'ancien régime. Au début, les dachnaks furent d'ailleurs incontestablement des révolutionnaires, aspirant à l'affranchissement de leur peuple et à l'unification nationale. Et ils surent fonder une solide organisation militaire révolutionnaire.

Leur succès est aussi dû, dans une certaine mesure, au fait que le Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe ne déployait parmi les Arméniens qu'une très faible activité bornée aux centres, à Bakou et à Tiflis. Les militants arméniens nous ont longtemps fait défaut. Les militants de la valeur de feu Stepan Chaoumiane et Ariak Zourabov étaient de rares exceptions.

La situation économique et sociale est, à peu de choses près, la même dans les deux républiques voisines. La majorité écrasante de la population se compose de paysans moyens et d'ouvriers mi-prolétaires, possédant des lopins de terre et des masures dans les villages et parfois même dans les villes. Ni l'une ni l'autre de ces républiques ne connaît la grande industrie (sauf

celle des chemins de fer), de sorte que le prolétariat industriel n'y existe presque pas. Telle est la cause du succès de ces deux mouvements opportunistes petit-bourgeois: du dachnakisme arménien et du menchévisme géorgien. Mais ils arrivent au terme de leur développement. Après la révolution bolchéviste d'octobre en Russie, les deux partis deviennent tout à fait réactionnaires; défendant le pouvoir dans leurs pays au prix d'une trahison de la Révolution Panrusse et par suite des intérêts de leur propre classe ouvrière et paysanne, les dachnaks, aussi bien que les menchéviks géorgiens, oublient leurs phrases révolutionnaires d'autan, pour glisser avec une rapidité vertigineuse vers le plus obscur des chauvinismes réactionnaires.

Au pouvoir, les dachnaks, tout comme les menchéviks, séduisent la partie privilégiée de la classe ouvrière et paysanne en lui distribuant des emplois aux fabriques, aux usines, dans les ateliers, dans l'armée et dans l'intendance, dans les administrations, bref, partout où, sous le régime tsariste, il y avait des Russes... La grande masse des ouvriers non qualifiés et surtout des paysans, qui n'ont pas reçu de terres ou qui en ont reçu à des conditions extrêmement désavantageuses, va s'appauvrissant de plus en plus.

Les dachnaks aussi ont naturellement établi leur république bourgeoise sur les bases de la reconnaissance de la propriété privée et se sont mis sous la protection de l'Entente qui leur fournit des armes et des munitions.

En Arménie, comme en Géorgie, la productivité du travail est tombée dans des proportions effrayantes. La spéculation la plus effrénée y enrichit la bourgeoisie... Le pays se maintient par des émissions de bons et considère comme son unité monétaire le rouble tsariste qui se déprécie graduellement en raison de l'absence d'une réserve d'or. La cherterie de la vie ne correspond point aux appointements et salaires si bas, que le peuple souffre positivement de la faim... Jusqu'ici les dachnaks ont pu échapper à la colère des populations, grâce aux conflits armés incessants avec leurs voisins musulmans et à l'esprit national habilement exploité par leur politique. Mais l'hypnose des malheureux paysans arméniens passera certainement, comme a passé celle des paysans géorgiens. Le soulèvement de mai 1920 à Alexandropol et à Kars, dirigé d'ailleurs par nos camarades, nous en a donné la preuve.

Les dachnaks et leurs bandes bien armées des réfugiés de l'Arménie turque,—véritable garde blanche arménienne—ont répandu dans le pays des flots de sang, et sont sortis victorieux de la lutte. Quantité d'insurgés ont été fusillés, les prisonniers regorgent encore de captifs, des milliers de malheureux ont été expulsés du pays. Une terreur blanche, plus horrible peut-être que celle du bourreau hongrois Horly, sévit dans la petite Arménie, tandis que la Géorgie menchévite applaudissait, nous n'en doutons pas, aux représailles exercées par son alliée contre les communistes.

Même sous la botte des dachnaks, le communisme vit pourtant en Arménie, comme il vit en Géorgie. Les organisations communistes des

villes et des campagnes les plus reculées de la Géorgie ont voté de nombreuses protestations contre la terreur blanche, en Arménie. Le comité de notre parti à Tiflis a fait paraître (dans les colonnes d'un journal légal) un appel à tous les révolutionnaires honnêtes, aux masses ouvrières et paysannes et à l'Internationale Communiste, où il les convie à éléver la voix contre les sérocités des dachnaks arméniens qui, récemment encore, fusillaient les communistes. Mais les protestations et les résolutions, à elles seules, ne changeront certes rien à la situation. Le même sort attend les dachnaks arméniens et les menchéviks géorgiens. La situation sociale et économique des masses ainsi que les difficultés financières et économiques, parmi lesquelles se débloquent les deux pays, préparent en Arménie le terrain pour le régime soviétique.

Tout comme en Géorgie, la population est en Arménie divisée en deux camps: d'une part, les intellectuels qui ont remplacé les fonctionnaires et les officiers russes et qui appartiennent soit à la noblesse, soit au clergé, soit enfin à la classe commerciale ou à l'aristocratie ouvrière et paysanne, caste privilégiée; de l'autre, la grande masse des paysans et des ouvriers non qualifiés. Le premier groupe est contre le pouvoir soviétique, pour les gouvernements menchéviste et dachnak, agissant sous le drapeau national. Le second, celui des ouvriers et des paysans, est en grande majorité pour la Russie des Soviets, pour le pouvoir soviétique, contre les dachnaks et les menchéviks exercés.

Les deux républiques «indépendantes» continuent à bénéficier de l'aide de l'Entente et leur sort, à toutes les deux, dépend de la position respective des deux puissances en présence: du communisme international et du capitalisme mondial, de l'Entente et de la Russie des Soviets. Les deux adversaires tournent leurs regards vigilants vers l'Orient où s'entrecroisent et s'entremêlent les nœuds des nouveaux rapports internationaux.

L'Arabie révolutionnaire, l'Egypte, la Syrie, la Mésopotamie, les Indes, la Perse et, surtout la

Turquie révolutionnaire de Kémal-pacha qui, sans être communiste, n'en est pas moins le champion national de l'affranchissement de son peuple contre l'impérialisme, — autant d'alliés de la Russie Soviétique. Dans la lutte sans merci des peuples opprimés de l'Orient, que vient de réveiller le focsin formidable de la révolution prolétarienne russe, contre les impérialistes oppresseurs de l'Occident, la Géorgie menchéviste et l'Arménie dachnak peuvent temporairement donner à l'impérialisme de l'Entente un appontement, — si toutefois elles se mettent définitivement et formellement sous l'égide de l'Angleterre et de la France. Mais reste à savoir si MM. Lloyd-George et Millerand trouveront intérêt à se charger d'une pareille tâche.

Ils pourront, certes, acheter la sympathie des catégories privilégiées de la classe ouvrière et paysanne d'Arménie et de Géorgie: il leur suffira pour cela de leur fournir les articles manufacturés dont elles ont besoin.

Mais les masses ouvrières et paysannes guillieuses et affamées d'Arménie et de Géorgie nous sont absolument acquises. Il est vrai qu'elles sont très affaiblies par de cruelles répressions et par la terreur blanche, et qu'elles sont désunies, désarmées, découragées.

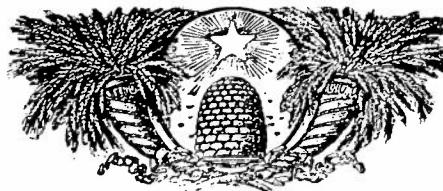
Mais l'approche des armées révolutionnaires rouges leur communiquera l'ardeur révolutionnaire qui leur manque en ce moment, et les transformera instantanément en une force redoutable. Ces ouvriers et paysans misérables d'Arménie et de Géorgie, nous les verrons devenir des soldats dignes de l'Armée Rouge et de l'Internationale Communiste.

Formons des vœux pour que ce soit bientôt, et redoublons d'énergie au Conseil de Propagande de l'Orient!

*M. TZKHAKAÏA*

*Représentant de la Géorgie (et de l'Arménie)  
au C. E. de l'Internationale Communiste.*

Moscou, 21 novembre 1920.





P. SAFAROF.

## L'ORIENT ET LA RÉVOLUTION

Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste a reconnu que, «dans les pays arriérés, les masses populaires seront amenées au communisme, non par le développement capitaliste, mais par le développement de la conscience de classe, sous la direction du prolétariat éclairé des pays capitalistes avancés». La reconnaissance de ce principe a été imposée par l'expérience des républiques soviétiques nationales sur le territoire de l'ex-empire russe, et par l'éveil révolutionnaire des peuples coloniaux et des nationalités opprimées de l'Orient: Inde, Chine, Perse, Turquie, etc... Ces peuples avaient été coupés par l'impérialisme européen de la voie de leur développement historique. Ils se sont trouvés en dehors de la révolution technique, du bris des anciennes formes sociales et du progrès de la civilisation. Le capitalisme européen n'a point révolutionné, dans ces pays, le mode de production. Il n'a fait qu'élever sur le régime féodal-patriarcal, qui s'y était constitué au cours des siècles, sa propre *superstructure*, sous la forme d'une bureaucratie impérialiste, d'une agence commerciale du capital européen et d'une industrie «d'importation-européenne». Il a renforcé l'exploitation de la population agricole, en opérant la main-mise sur les terrains les meilleurs, sur les sources des matières et du combustible, mais n'a pas anciené l'antique exploitation féodale réactionnaire. Où il l'a pu, par exemple aux Indes, il a tué l'industrie locale des petits artisans, en remplaçant sur le marché indigène les articles de fabrication locale par des articles manufacturés d'Europe. La main-d'œuvre, rendue vacante par la suppression des petits métiers, a été employée à l'agriculture. L'instauration de l'hégémonie industrielle et de la dictature militaire et politique du capital européen dans les colonies a entraîné, pour ainsi dire, l'attachement à la terre de la grande majorité de la population indigène et, par une conséquence inévitable, l'émigration dans les rayons industriels de l'excédent de la population (ainsi, l'exode des Persans réduits à venir chercher du travail à Bakou) et les mortalités effrayantes qui désolent périodiquement certains pays, aux époques de disettes (Inde).

Et ainsi, le capitalisme européen a retardé aux colonies le développement économique, aussi bien que celui de la culture; il a maintenu artificiellement les anciennes formes sociales et la vieille idéologie réactionnaires. Certes, il ne pouvait se manifester autrement sur cette partie du globe

et, à tout prendre, il a rempli son rôle d'agent révolutionnaire inconscient. Karl Marx reconnaissait ouvertement cette «mission civilisatrice», même en ce qui concerne l'ancienne Russie tsariste. «La domination russe», — écrivait-il, le 23 mars, dans une lettre à Fr. Engels — malgré sa turpitude, malgré toute sa malpropreté slave, a une influence civilisatrice sur la mer Noire et la mer Caspienne, sur l'Asie Centrale et sur les Bachkirs et les Tartares». Mais là n'est pas la question. Le capitalisme «d'importation» avait ceci de particulier que, aux colonies, il ne suivait pas dans son action la même méthode qu'en Europe et en Amérique. Il ne labourait pas la terre pour la fabrique capitaliste. Il s'en tenait au système de la jachère: les terrains à défricher étaient incendiés, on y laissait croître toutes les céréales jusqu'à complet épuisement du sol, puis on les abandonnait pour d'autres. C'était la culture extensive dans toute sa capacité. L'artisan ruiné ne se transformait pas en prolétaire industriel, il était transporté de force sur la terre, où il devait travailler en qualité de journalier demi-serf et où il devenait littéralement la bête de somme du riche propriétaire ou du directeur d'une exploitation européenne. Le nomade qui perdait son troupeau avait le même sort. Quand au petit producteur autonome, qui n'allait pas vendre sa main-d'œuvre dans une ferme capitaliste, il était réduit à la misère, il devenait le débiteur insolvable de l'usurier de l'endroit et du commissionnaire européen. Détruisant la petite industrie indigène et ruinant l'économie agricole, le capitalisme européen, en même temps, réservait toutes les charges, tous les honneurs et tous les postes importants aux «porteurs de la haute culture», aux Européens. L'Européen est ingénieur, contremaître, commissionnaire, administrateur; l'indigène, manœuvre et agriculteur. De même que, dans la société capitaliste, tout le développement des forces de production s'effectue sous forme de renforcement de la domination du capital sur le travail, dans les colonies, ce développement n'a fait qu'augmenter l'antagonisme de classe entre la nation dominatrice et la nation opprimée. Le capitalisme européen n'a guère inquiété les milieux dirigeants, ni les exploitateurs des peuples qu'il opprimait. Les gros propriétaires, les marchands, les usuriers indigènes, le clergé et même les sous-ordre policiers sont restés à leur poste, consacrés par l'habitude, la religion et l'histoire. Seulement, au-dessus d'eux, ont surgi de nouvelles figures: ce sont les repré-

sentants de la bureaucratie impérialiste et du capital européen, les missionnaires chrétiens et les agents commerciaux. A l'exploitation féodale du paysan par le gros propriétaire, l'usurier et l'Etat despote, est venue s'ajouter l'oppression de la nation tout entière par le capital étranger. Aussi le joug européen, loin de détruire les coutumes civiles et familiales arriérées, ainsi que la traditionnelle idéologie ancestrale, n'a-t-il fait que les consolider en les rendant chères aux masses opprimées, qui voient en elles une forme de conservation de leur culture nationale, en tant qu'une arme dans la lutte qu'elles soutiennent pour leur autonomie politique et leur culture propre contre l'assimilation violente du capital européen. C'est ce qui explique la force de l'influence du panislavisme, du panmongolisme, du panasiatisme (« l'Asie aux Asiatiques »), et des autres mouvements analogues tendant à consolider la position des classes possédantes dans les nationalités opprimées.

Le désir de sauvegarder de l'invasion du capitalisme les anciennes formes arriérées de production: voilà la base économique qui a réalisé sans difficulté l'unification des masses immenses dispersées sur les continents de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe<sup>(1)</sup>. Le panislamisme ainsi que les autres mouvements analogues en sont des exemples frappants.

Le capitalisme européen n'avait pas encore eu le temps de dissoudre, dans la chaudière industrielle, la population des colonies et des peuples, à demi asservis de l'Orient, que la révolution communiste du prolétariat européen éclata. Celle-ci fut la conséquence fatale de cette disproportion de développement des différentes parties de l'économie mondiale, disproportion qui constitue l'essence même du mode capitaliste de production. Le capitalisme a creusé un abîme entre l'industrie développée et l'économie rurale arriérée. Le capitalisme a provoqué une contradiction entre la production des objets de consommation et la production des moyens de production eux-mêmes. Il a fait se heurter le progrès industriel de l'Europe avec l'état économique arriéré des colonies. C'est justement la transformation du capitalisme industriel en l'impérialisme, qui a été la cause de la guerre mondiale. Pendant la guerre impérialiste, beaucoup de peuples coloniaux ont été contraints de fournir des contingents militaires et des armées ouvrières pour la guerre, en Europe. La guerre impérialiste a fait surgir la question nationale sur l'échelle historique mondiale, sur l'échelle de l'économie mondiale. S'appuyant sur la Turquie, l'impérialisme allemand a tenté d'attirer dans son camp les peuples de l'Orient. L'impérialisme de l'Entente, en vertu de sa situation internationale, devait naturellement plutôt spéculer sur ses affinités latines et slaves, en Europe.

La guerre impérialiste a privé les colonies de tous les «avantages» de leur liaison avec le capital européen: marchandises, moyens techniques et capitaux européens; en même temps, au tribut

habituel des colonies elle a ajouté la chair à canon et une foule de matières premières. Le joug politique a été également renforcé. Le résultat de la guerre a été, d'un côté, le pacte de Versailles, et de l'autre, la révolution prolétarienne russe et la crise révolutionnaire en Europe. El a ainsi été prédeterminée la marche de la révolution en Orient. La guerre a restreint la base, le fondement du mode capitaliste de production, non seulement pour l'économie nationale de chaque pays en particulier, mais pour toute l'économie mondiale. De même que, en Europe, le capitalisme industriel et entreprenant du temps de paix, qui embauchait partout de la main-d'œuvre et perpétuellement à la recherche de capitaux disponibles, déversait sans interruption sur le marché des flots de marchandises, a été remplacé par le spéculateur, ennemi déclaré de la grande consommation, protagoniste conscient de la réduction continue de la production sociale, de même, en Orient, le commis-voyageur européen, le «conquérant pacifique», a été remplacé par le véritable conquérant, par le pacificateur aux épaulements d'or, revêtu de l'armure menaçante de la technique militaire européenne, et muni d'un «mandat» sur une quantité indéterminée d'esclaves coloniaux et sur des territoires illimités. En Europe, la guerre civile a fait de la dictature militaire une nécessité économique. L'éveil des peuples opprimés d'Asie à la lutte pour leur existence nationale, a fait également du renforcement de la politique de conquête du capital, en Orient, une nécessité économique. La dictature militaire en Europe, et la politique de conquête en Asie ont été, pour le capitalisme, au milieu de la désorganisation mondiale et de la crise révolutionnaire générale, les seuls moyens d'élargir sa base de production. Piller l'un pour faire des cadeaux à l'autre, faire des cadeaux à celui-ci pour piller un troisième, et ainsi de suite, sans fin: voilà l'essence réelle de la politique de l'impérialisme international, obligé de louvoyer devant la révolution prolétarienne en Europe et la révolution coloniale en Asie.

La communauté du danger suscite la communauté des intérêts et la solidarité dans la lutte. L'alliance avec le prolétariat communiste européen a suivi, devant les peuples de l'Orient, comme une impérieuse nécessité historique. La large voie de l'histoire mondiale a vu la collision du capitalisme avec ses héritiers directs: les prolétaires révolutionnaires et avec ses bâlards: les peuples opprimés. Le capitalisme a divisé l'humanité en nations dominatrices et nations opprimées. La révolution a réalisé l'union des travailleurs des nations dominatrices avec la majorité des travailleurs des nations opprimées.

C'est par la révolution prolétarienne en Russie, qui a débuté la crise révolutionnaire mondiale. La victoire du prolétariat dans l'empire des tsars, celle «prison des peuples», a donné une détermination concrète du contenu de cette alliance. Le révolutionnaire russe A. I. Herzen a écrit: «Les Européens considèrent que la Russie, c'est l'Asie; les Asiatiques, eux, considèrent que la Russie, c'est l'Europe». Telle était la situation de la Russie tsariste. En Europe, elle remplissait le rôle de gendarmerie internationale; en Asie, elle menait la

(1) Effendiéff. Courants politiques parmi les musulmans. *La vie des nationalités*. № 33 (41) 1919.

politique de grande puissance des bandits européens. Quelque étrange que cela puisse paraître, l'ancienne formule, mais retournée, pourrait servir à caractériser la situation actuelle. Aux yeux de l'Europe, des banquiers et des grands propriétaires, la République Socialiste Fédérative Russe des Soviets apparaît comme le propagateur d'une terrible infection dénommée: «Le bolchévisme asiatique». En Orient, la Russie s'est trouvée être le porteur des idées de la révolution communiste européenne. C'est, en cette occurrence, que s'est manifestée toute l'importance révolutionnaire de notre situation géographique entre l'Orient et l'Occident. Le prolétariat russe, le premier, a dû résoudre pratiquement la question de l'accession de la masse des petits producteurs à la révolution communiste; le premier, il a dû résoudre la question de la transformation des mouvements nationaux, *national-démocratiques* en mouvements *socialistes-révolutionnaires*. La marche antérieure du développement historique lui rendait la victoire facile. Concentré dans des foyers intenses de la grande industrie, disposant pour manœuvrer d'espaces immenses, le prolétariat, du premier coup, s'est trouvé dans une position stratégique plus avantageuse que ses ennemis: c'est des confins du pays où elle avait tenté de s'appuyer sur les *milleux possédants et exploiteurs*, des nations auparavant opprimées par le tsarisme, que la contre-révolution a dû prendre l'offensive. En effet, toute l'histoire antérieure de la Russie avait été l'histoire de la colonisation! (1).

L'un des premiers actes du gouvernement prolétarien fut de promulguer «la déclaration des droits des peuples de la Russie» (2 novembre 1917), dans laquelle il reconnaissait à tous les peuples de l'ancien empire du tsar, le droit à disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris celui de se séparer de la Russie, pour former un Etat national distinct. Néanmoins, pour incarner le droit à l'autonomie nationale dans les formes soviétiques, il fallait avant tout surmonter la contradiction historique, qui existait entre la ville russe et le village non russe privé de tous droits nationaux. Il fallait gagner la confiance des masses laborieuses des nationalités opprimées, en faisant disparaître chez les couches retardataires de la masse ouvrière russe le nationalisme inconscient, dont elles sont imprégnées, et en montrant clairement aux opprimés la nature véritable du pouvoir soviétique, du pouvoir des travailleurs. En réalité, cette tâche coïncidait avec une autre: celle d'affirmer la masse des petits producteurs, des paysans moyens de la Russie Centrale, au régime soviétique, et c'est ce qui en facilita la solution. La contre-révolutionaida à démasquer la démocratie bourgeoise aux yeux du paysan moyen qui vit, derrière le socialisme révolutionnaire avec ses grandes phrases, surgir la figure du propriétaire foncier. La contre-révolution contribua à enlever leurs illusions sur la démocratie nationale-bourgeoise aux travailleurs des nations opprimées par le tsarisme; en effet, durant la guerre civile, ceux-ci virent nettement, derrière les intellectuels nationalistes belliqueux, se dresser les figures de l'ancien gendarmerie

russe, du patriote russe fabricant de colonnades et de l'impérialiste européen. Kolchak, Dénikine, Mannerheim, Skoropadski, les généraux alliés et allemands démasquèrent ainsi l'«Alach-Orda» kirghiz, les partisans ukrainiens de Petlura et beaucoup d'autres encore.

On peut dire, sans exagération, que c'est *au cours de la guerre civile* que s'est effectuée la séparation bien tranchée des classes chez les nationalités opprimées par le tsarisme. C'est dans la lutte directe, c'est au cours de la collision des intérêts de classe, que les masses ont acquis l'expérience révolutionnaire et que *se basant sur cette expérience révolutionnaire*, elles ont passé à de nouvelles formes d'organisation sociale. Les steppes kirghiz donnèrent naissance à l'«Alach-Orda», partisan déclaré de la Constituante de Samara, laquelle amena l'avènement de Kolchak et, c'est sous la botte de Kolchak, que les masses laborieuses kirghiz se ralièrent consciemment au pouvoir soviétique. La Bachkirie fit la même expérience. L'Ukraine devait parcourir une série encore plus longue d'étapes successives: tout d'abord, ce fut la lutte entre la Rada et le pouvoir soviétique qui s'appuyait surtout sur les ouvriers nouvellement arrivés; ensuite, vint le général allemand Eichhorn avec l'alaman Pavlo Skoropadski; après eux, ce fut le tour de Petlura et des généraux français; puis, la brève domination du pouvoir soviétique renversée par les émeutes des gros bonnets campagnards et des partisans de Petlura; à la suite de ces derniers, apparut le représentant de la Russie «une et iné divisibles», Dénikine; et enfin, par la logique inéchable des événements, le pouvoir soviétique ukrainien. La métamorphose de Vinnichenko, chef de la Rada bourgeoise, en vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple de la République Soviétique Ukrainienne est plus éloquente que toutes les démonstrations.

C'est dans le cours de la guerre civile entre la dictature du prolétariat et l'impérialisme, que le pouvoir soviétique est devenu la forme de l'autonomie nationale et de la différenciation des classes chez les masses laborieuses des nationalités opprimées par le tsarisme. Sur le territoire de l'ex-empire russe, l'alliance des peuples opprimés avec le prolétariat révolutionnaire s'est effectuée *sous la forme de la fédération socialiste des républiques nationales soviétiques*. La révolution soviétique chez les peuples de l'Orient, qui formaient auparavant partie intégrante de l'empire russe, a jeté un pont entre l'Occident communiste et l'Orient révolutionnaire. Le prolétariat russe a su profiter de sa situation spéciale, pour dresser simultanément contre l'impérialisme des millions de communistes dans la personne des prolétaires d'Europe, et une muraille menaçante dans la personne des travailleurs révoltés de l'Orient. Le camarade Lénine a bien signalé l'importance internationale de plusieurs traits essentiels de notre révolution, quand il a dit que «la fatalité des lois historiques amènerait inévitablement la répétition, sur une échelle internationale, de ce qui avait eu lieu chez nous» (1). Le pouvoir soviétique, en tant que forme étatique de l'organisa-

(1) L'expression est de Kliuchevski.

(1) N. Lénine. *Le Communisme de gauche, maladie infantile* (1920).

tion de classes des masses laborieuses, a victorieusement subi l'épreuve de la pratique dans la ville révolutionnaire industrielle de Pérograd, aussi bien que dans le hameau russe du gouvernement de Viatka; parmi les paysans tarlaires, riverains de la Volga comme dans les villages ukrainiens; dans l'Orient si fortement attaché à ses coutumes nationales, dans l'Orient où règne le patriarcat et où les liens de consanguinité sont encore si vivaces comme dans le pays des Kirghiz, comme en Bachkirie, comme au Turkestan et en Azerbaïdjan. Parlout il a montré sa valeur. Karl Marx avait déjà signalé cette particularité du gouvernement prolétarien dans sa critique de la Commune de Paris. «Les interprétations sur la signification de la Commune, la diversité des intérêts qu'elle exprimait, prouvent qu'elle était une forme étatique extrêmement élastique, tandis que toutes les formes étatiques précédentes étaient foncièrement des formes d'oppression. Son secret consistait en ce qu'elle était essentiellement le gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte entre la classe productrice et la classe exploitative, la forme politique longtemps cherchée, susceptible d'accomplir l'émancipation du travail» (1). La révolution accélère au plus haut point la marche des événements. Elle accentue à l'extrême, même dans les milieux les plus arriérés, les contradictions de classes. Le long apprentissage historique fait place à un apprentissage selon la méthode révolutionnaire. Les peuples et les classes sociales vivent, en quelques mois, plus qu'en des dizaines d'années de développement normal.

La révolution mondiale contre l'imperialisme met au même rang les oppresseurs et les opprimés.

La transformation des mouvements bourgeois nationaux en mouvements social-révolutionnaires a sa source dans le conflit des intérêts de classe, conflit qui se manifeste avec une acuité particulière chez les nations, lors de la conquête de leur indépendance, et qui peut également être provoqué par une influence extérieure: celle de la conjoncture internationale. La suppression de la domination bourgeoise au sein des nations avancées, entraîne fatallement les pays plus arriérés dans la voie de la révolution soviétique. La contre-révolution entre en scène dans le rôle de parti agresseur. La dictature de l'imperialisme démasque le nationalisme bourgeois en Occident, aussi bien qu'en Orient. Les meilleurs dirigeants des nations opprimées s'efforcent immédiatement de s'emparer de la machine étatique comme de leur proie de classe. Pour eux, la révolution nationale est l'élargissement du fondement national de l'exploitation. Cet élargissement consiste en ce que le fabricant, le marchand et le grand propriétaire expulsent les intrus étrangers et créent leur propre appareil étatique d'oppression de classe. D'autre part, «en même temps» que la production se développe, surgit dans le peuple le besoin d'une classe d'intellectuels qui lui parlent dans sa langue natale, d'une classe nationale d'intellectuels; et ce besoin de perfectionnement de la langue se transforme en un besoin de culture nationale pure, même si

cette culture, par son contenu, devait être tout ce qu'il y a de plus international. Et si une nation éprouve le besoin d'une classe intellectuelle nationale, cette classe, à son tour, ressent le besoin d'une grande nation intellectuellement très développée (2). La bourgeoisie nationale et la classe des intellectuels bourgeois veulent avoir leur marché, leur Bourse, leur bureaucratie, leur corps d'officiers, leurs écrivains et leurs journalistes, leurs ministres, leurs députés, leurs professeurs et leurs musiciens. Au début, leur besoin national trouve son expression dans le développement bourgeois. Mais ce besoin, dans la désorganisation économique et la crise révolutionnaire mondiales, se heurte fatalement aux contradictions de classes dans une nation qui conquiert son indépendance nationale. La démocratie, au nom de l'intérêt national, se transforme en une dictature nationale bourgeoise. La Finlande, pays de vieilles traditions démocratiques, en est un exemple frappant. «Il nous semblait — écrit le camarade Kuusinen sur le début de la révolution en Finlande — que la démocratie parlementaire ouvrirait à notre mouvement ouvrier une voie large et unie, menant droit au but. Notre bourgeoisie n'avait à sa disposition ni armée, ni police tant soit peu sûre; bien plus, elle n'avait même par la possibilité de les organiser légalement, car, pour cela, il aurait fallu l'assentiment de la majorité socialiste du seim» (3). Et néanmoins, la bourgeoisie organisa sa garde blanche et défit la classe ouvrière finnoise avec l'aide des impérialistes allemands.

La démocratie bourgeoise ne peut assurer, non plus, la paix nationale dans les pays devenus indépendants et renfermant des minorités nationales. C'est là, la conclusion pratique de l'expérience de l'Ukraine: «La démocratie petite-bourgeoise ne peut se maintenir au pouvoir en Ukraine, car la lutte intestine la fractionne en partis adverses» (4). La classe des intellectuels et la bourgeoisie, dans une nation qui s'affranchit, professent un nationalisme bourgeois agressif, et cela les amène à trahir la cause de la libération nationale, à passer dans le camp des impérialistes, auxquels ils achètent leur domination bourgeoise au prix de la liberté nationale. Les exemples sont légion: la Lettonie, l'Ukraine, la Finlande, la Pologne, l'Esthongie, la Tchéco-Slovénie, la Géorgie, le gouvernement moussavat de l'Azerbaïdjan, la Grèce, «l'Etat israélite de Palestine», l'Etat pseudo-national de Perse qui, de peur de la révolution soviétique, s'est jeté dans les bras des Anglais, etc... etc... Le nationalisme agressif de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers au sein des nations opprimées fait de ces dernières les Etats-tampons des puissances impérialistes contre la révolution. Par suite, le conflit social, l'antagonisme de classe se manifeste tout d'abord dans le domaine des intérêts nationaux: les masses laborieuses réclament l'indépendance nationale qui les délivre du joug social des impérialistes; les meilleurs exploitants ont besoin de leurs

(1) Karl Marx. La guerre civile en France.

(2) Kautsky. Les problèmes nationaux, II, T. 2 (1918). P. 49.

(3) Kuusinen. La Révolution en Finlande (1919).

(4) M. Raphes. Deux années de révolution en Ukraine (1920). P. 107

privileges de classe dominante et, comme le joug étranger a été, jusqu'à l'heure actuelle, un puissant moyen de conservation des formes les plus réactionnaires de l'exploitation de classe—en Orient, des coutumes féodales et patriarcales,—l'éveil révolutionnaire des masses laborieuses transporte la révolution, du terrain national, sur le terrain des relations sociales. *La question nationale se pose comme une question d'inégalité de classe.* La raison en est parfaitement compréhensible: si le capital industriel et la classe des intellectuels sont, les premiers temps, des protagonistes de la libération nationale, les grands propriétaires fonciers et la bureaucratie indigène sont les partisans déclarés de l'assimilation européenne. La révolution nationale dirigée contre les envahisseurs étrangers et les grands propriétaires fonciers indigènes pousse alors la classe marchande dans le camp de valets de l'impérialisme. Et ainsi la conclusion générale est claire: *tous les mouvements nationaux-bourgeois dirigés par les milieux possédants, par les milieux des exploitants, ont une tendance objective à s'adapter à l'impérialisme, à entrer dans le système impérialiste des "grandes puissances", à se transformer en "États-lampons" et en colonies. Au début, la tendance inconsciente purement historique de tous les mouvements nationaux-révolutionnaires des masses laborieuses, dans les colonies et dans les pays à demi asservis, est de s'appuyer sur une organisation étatique révolutionnaire, une organisation de classe du prolétariat des pays avancés, pour s'assurer ainsi la liberté du développement national dans le système en formation de l'économie socialiste mondiale.*

L'avènement des organes de la gestion révolutionnaire autonome des endjoumen lors de la première révolution persane, l'expérience des républiques soviétiques nationales de l'Orient, le début du mouvement paysan révolutionnaire en Orient, la naissance des mouvements communistes en Perse, en Turquie, en Chine, et aux Indes: tout cela prouve que les masses laborieuses de l'Orient marchent vers la fédération internationale des républiques soviétiques nationales.

C'est en se basant là-dessus, que le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste a reconnu que «l'Internationale Communiste doit soutenir les mouvements révolutionnaires nationaux dans les colonies et dans les pays arriérés, mais à la condition expresse que les éléments vraiment communistes des futurs partis prolétariens dans lesdits pays soient groupés et instruits de leurs tâches spéciales, de leur devoir de combattre le mouvement bourgeois-démocratique au sein de leur nation; l'Internationale Communiste doit entrer en alliance temporaire avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec elle; et en conservant à tout prix l'indépendance du mouvement prolétarien, même dans sa forme embryonnaire». En Orient, comme en Occident, la voie a été frayée au pouvoir soviétique par tout le processus du développement capitaliste lui-même. En Occident, elle l'a été par la transformation du capitalisme industriel «pacifique», de l'impérialisme et de la démocratie bourgeoise en dictature militaire; en Orient, par l'implantation du capitalisme, en qua-

lité d'organisation étrangère de la domination de classe, en qualité de superstructure de la société indigène. Dans l'Inde, comme le signale le communiste hindou, le camarade Roy, «nous voyons, pour la première fois dans l'histoire, tout un peuple exploité économiquement par un pouvoir d'État authentique»<sup>(1)</sup>. Mais il n'en a pas été ainsi que pour l'Inde. Le Turkestan russe, jusqu'à la révolution, a été dans la même situation; aujourd'hui encore, le même état de choses règne en Perse, en Chine, dans toutes les colonies. Quant à l'organisation gouvernementale des groupes d'exploiteurs indigènes, elle est relativement faible en Orient, où elle revêt un caractère purement féodal.

Sur la Perse, V. Bérard s'exprime ainsi: «La Perse n'est pas un État; ce n'est pas non plus une nation. C'est un étrange assemblage d'anarchie féodale et de système fiscal centralisé, un mélange instable de peuplades nomades et de cultivateurs à peine fixés à la terre, une fédération monarchique ou, plus exactement, le troupeau des nationalités du shah»<sup>(2)</sup>.

Le caractère oppresseur et exploiteur du pouvoir étatique apparaît ici dans toute son évidence. La base de toute la vie sociale, c'est le petit agriculteur, férolement exploité par l'État féodal, par le grand propriétaire foncier et par le capital commercial, véritable usurier.

Le fait que, en Orient, le pouvoir d'État—aussi bien le pouvoir féodal indigène que le pouvoir des «infrus»: les impérialistes européens—se manifeste avant tout, comme l'exploiteur immédiat de la population dans le domaine économique a une immense importance politique: aucune révolution politique n'est possible ici sans une révolution économique. C'est ce que l'expérience confirme. «A l'instar de ses congénères occidentaux, la ploutocratie exploiteuse des pays du Levant, s'est efforcée de donner à son pouvoir l'apparence d'un pouvoir populaire. C'est le mot d'ordre: «Liberté et Égalité» qui a présidé à l'introduction du régime parlementaire en Turquie et en Perse, ainsi qu'à la transformation en républiques démocratiques, de la Géorgie—sous la direction des menchikovs, de l'Arménie—sous la direction des dachnaks et de l'Azerbaïdjan—sous la direction des moussavats. Néanmoins, tous ces politiciens n'ont pu arriver à donner même l'illusion de la démocratie. Les masses populaires plongent dans une misère inouïe, tandis que les agents de l'impérialisme étranger nagent dans l'opulence; la terre reste au pouvoir de ses anciens possesseurs; au grand dommage des travailleurs, l'ancien système fiscal est conservé: l'État non seulement tolère, mais encourage l'usure»<sup>(3)</sup>.

La révolution «bourgeoise démocratique», en Orient, prend inévitablement la forme d'une révolution dynastique: elle élargit les priviléges des exploitants, mais n'allège aucunement le far-

<sup>(1)</sup> Internationale Communiste N° 12.

<sup>(2)</sup> V. Bérard. La Perse et la révolution persane de 1912. Dix traductions russes.

<sup>(3)</sup> Thèses sur le pouvoir soviétique en Orient, du camarade Bela-Kun, adoptées par le Congrès des Peuples de l'Orient (septembre 1920).

deau de l'exploitation pour les opprimés. La féodalité indigène ne fait qu'endosser la défroque de «la démocratie européenne».

L'Orient, c'est l'histoire vivante. On y retrouve encore par endroits des survivances du régime communautaire primitif (clan, patriarcat). Les coutumes patriarcales et féodales s'y sont conservées dans toute leur force. La religion de l'Orient est une religion à la fois sociale et politique. Elle consacre le régime civil et familial existant. Elle est le soutien direct de l'inégalité sociale. Elle joue à peu près le même rôle que le catholicisme au moyen âge. «Du point de vue musulman orthodoxe, l'Etat musulman théocratique est la communauté des croyants, dont le représentant sur la terre est le «sultan» (souverain, dirigeant); celui-ci n'est rien de plus que le délégué de Dieu ici-bas, délégué ayant pour mission de s'occuper—conformément aux exigences du «chariat» (loi religieuse)—des affaires civiles et religieuses de la communauté qui lui a été confiée par Dieu; pour cela, il reçoit, de même que les «amiliam» (collecteurs du «ziakat», impôt rituel) et les autres serviteurs de la communauté, la modeste gratification de quarante copeks par jour. Le «ziakat» qui devrait être employé à aider les pauvres, les orphelins, les invalides, à mener la guerre contre les infidèles, qui devrait être affecté, en somme, aux besoins de la société et de l'Etat, est devenu, entre les mains des derniers souverains musulmans, un revenu personnel dont ils disposent à leur gré, sans contrôle aucun et d'une façon absolument illégale; les troupes et même la milice populaire, créées pour guerroyer contre les infidèles, répandre par la force des armes l'Islam et protéger la communauté des ennemis extérieurs, se sont transformées peu à peu, entre les mains des souverains, en gardes du corps opprimant le peuple et servant exclusivement les intérêts personnels ou dynastiques de ces souverains. La communauté musulmane s'est transformée en rayat, en troupeau d'esclaves dociles, muets» (1).

La main-mise, durant une longue série de siècles, sur la plus-value totale du travail devait être un obstacle à l'extension de la production sociale et empêcher tout progrès technique et économique. L'éterpe primitive (kelmen), la charrette primitive (omatch) sont, actuellement encore, presque les seuls instruments agricoles du cultivateur, en Asie Centrale. Là, le Capital s'est naturellement arrêté dans son développement; il n'est pas allé plus loin que l'usure et le trafic des articles de bazar.

La loi religieuse (chariat) définit ainsi le droit de propriété. «Tout ce que l'homme possède, que ce soit la chose elle-même ou ses fruits, c'est là la propriété (mulk). Cette définition est le décalque fidèle des formes primitives de la production: la religion reconnaît au propriétaire le droit de vendre les choses qui lui appartiennent, ainsi que leurs «fruits»; elle lui reconnaît le droit d'aliéner l'excédent du produit de ses biens naturels.

(1) V. Nalykine. Les indigènes, autrefois et maintenant (1913—p. 15, 16, 17).

Toute une série de peuples de l'Orient ne sont pas encore complètement arrivés, dans leur évolution, à la vie agricole (Kirghiz, Turcomans, Arabes, peuplades de l'Inde septentrionale, Kurdes, etc...). Néanmoins, parmi ces peuples, les survivances du régime communautaire primitif sont, depuis longtemps, devenues une source d'exploitation de la majorité pauvre par les riches chefs de clans. Comme exemple, nous citerons les Khirgiz des steppes. «Possesseur d'une économie étendue, le Khirgiz riche a déjà complètement renoncé au labour physique; il n'est plus que le dirigeant, l'administrateur; ceux qui font son travail, ce sont les journaliers. Le nombre de ces derniers varie en moyenne de sept à neuf par économie; mais il y a des économies, où l'on exploite le travail de vingt ouvriers, et même davantage. Un phénomène curieux à observer dans l'économie du richard khirgiz, c'est l'*union des traits caractéristiques du capitalisme contemporain avec ceux de la société nomade primitive...* Le clan, malgré sa décomposition évidente, demeure encore, dans la conscience du Kirghiz le propriétaire légitime d'un territoire donné plus ou moins étendu. Le riche Kirghiz, tout en se soumettant à cette indélimitation du droit de jouissance sur la terre, en retire des avantages considérables: il fait paître sans obstacle ses nombreux troupeaux sur tout le territoire de ses consanguins. Aussi n'a-t-il point, jusqu'à présent, de stimulant qui le pousse à délimiter sa terre de celle de la masse du peuple kirghiz» (1).

Par ce qui précède, on comprendra facilement, pourquoi le Congrès des peuples révolutionnaires de l'Orient (Bakou, septembre 1920) à reconnu que «le système soviétique est le seul qui donne vraiment aux masses laborieuses la possibilité de priver du pouvoir leurs ennemis naturels: les privilégiés (grands propriétaires fonciers, spéculateurs, hauts fonctionnaires, officiers), et de décider elles-mêmes de leur sort. Seul, le pouvoir soviétique permet aux travailleurs pauvres de conserver entre leurs mains le pouvoir nécessaire pour garder la terre enlevée aux propriétaires fonciers. Le fusionnement des soviets en grandes fédérations et leur autonomie dans les cadres de ces fédérations: c'est là, le seul moyen susceptible d'assurer aux travailleurs des différents pays, qui auparavant s'ent'égorgeaient en Orient, une vie paisible, la destruction du pouvoir des oppresseurs étrangers et indigènes, et la victoire sur toute tentative de la part de ces derniers de restaurer l'ancien état de choses». A l'organisation de la petite production par la force et l'exploitation d'en haut, la révolution substitue l'*organisation autonome révolutionnaire des petits producteurs—des demi-prolétaires—sous la forme des soviets de travailleurs*. «Supprimer la cause première de toute oppression et de toute exploitation, c'est-à-dire le pouvoir des capitalistes envahisseurs étrangers et des tyrans indigènes: sultans, shahs, khans, beys, avec toute leur séquelle de bureaucraties et de parasites; s'emparer du pouvoir et l'exercer dans tous les domaines: administratif, économique et finan-

(1) «Questions de colonisation» (N° 5, 1909): Structure sociale du peuple kirghiz. P. P. Roumiantsev.

cier; refuser de se soumettre, à quelque obligation que ce soit, envers les propriétaires féodaux; renverser l'autorité de ces derniers; supprimer toute dépendance personnelle aussi bien qu'économique, à l'égard de ces propriétaires; abolir la grande propriété foncière, sous quelque forme juridique qu'elle se dissimule; enlever les terres aux grands propriétaires sans rachat et sans indemnité aucune, et parfaire ces terres entre les paysans, les fermiers et les journaliers qui les cultivent<sup>(1)</sup>; telle est la tâche qui s'impose. L'alliance des républiques soviétistes paysannes de l'Orient avec les républiques socialistes soviétiques de l'Occident: telle est la voie que doit suivre le communisme, pour s'emparer de toute l'économie mondiale. Le prolétariat d'Occident aidera les travailleurs de l'Orient de ses connaissances, de sa technique et de ses forces organisatrices. Les républiques soviétistes paysannes fourniront à l'industrie socialiste de l'Occident les matières brutes et le combustible qui lui sont nécessaires. Une telle division internationale du

travail entre la ville et le village, sur les bases d'une collaboration amicale, est imposée par toute la logique de la lutte contre la désorganisation économique mondiale, manifestation évidente de la décomposition du capitalisme. Ce n'est que par cette division du travail que l'on pourra supprimer la dépendance qui maintient l'économie populaire des peuples de l'Orient sous la tutelle des banques, trusts et syndicats européens et américains. La voie du salut pour l'industrie européenne qui souffre du manque des matières brutes et du combustible nécessaires à son développement, c'est la colonisation industrielle socialiste de l'Orient. Les soviets ne sont pas un régime de contrainte sur les coutumes nationales, sur les traditions des peuples de l'Orient. Ils ne traînent pas ces peuples de force dans le royaume de la liberté. Au contraire, ils les font chercher leur propre chemin vers le communisme, par la coopération des petits producteurs, par l'organisation des travaux publics (système d'irrigation) et l'organisation des entreprises nationales.

G. SAFAROV.

(1) Thèses sur la question agraire, adoptées par le Congrès des peuples révolutionnaires de l'Orient, à Bakou (septembre 1925).

Tschkeid.





## APPEL AUX PEUPLES DE L'ORIENT

Six ans se sont écoulés depuis qu'a commencé, en Europe, la gigantesque, la monstrueuse tuerie de la guerre mondiale, qui a anéanti trente cinq millions d'hommes, détruit des centaines de grandes villes et des milliers de villages, ruiné les pays d'Europe et déchaîné sur tous les peuples le fléau de la misère et de la famine.

Cette guerre colossale a été menée jusqu'à présent en Europe, et n'a fait qu'effleurer l'Asie et l'Afrique.

Cette guerre a été faite par les nations d'Europe; les peuples de l'Orient n'y ont pris qu'une part relativement insignifiante. Seuls, y ont participé quelques centaines de milliers de paysans turcs trompés, par leurs gouvernants, âmes damnées des capitalistes allemands, et deux ou trois millions d'Hindous et de nègres, achetés comme esclaves par les capitalistes anglais et français et lancés comme tels à la mort sur les champs lointains de la France, pour les intérêts des banquiers et des capitalistes anglais et français, intérêts qui leur étaient complètement étrangers et incompréhensibles.

Mais, quoique les peuples d'Orient soient restés à l'écart de cette guerre gigantesque, quoiqu'ils n'y aient pris qu'une très petite part, cette guerre a été pourtant menée, non pour les pays de l'Europe, non pour les pays et les peuples de l'Occident, mais pour les pays et les peuples de l'Orient.

Elle a été faite en vue du partage du monde entier et principalement du partage de l'Asie, du partage de l'Orient. Elle a été faite pour décider, à qui appartiendraient les pays asiatiques et de qui les peuples de l'Orient seraient désormais les esclaves.

Elle a été faite pour résoudre, qui des capitalistes anglais ou allemands auraient la faculté de tondre les paysans et les ouvriers turcs, persans, égyptiens et hindous. La monstrueuse guerre de quatre ans s'est terminée par la victoire de l'Angleterre et de la France. Les capitalistes allemands ont été écrasés, et leur défaite a eu pour conséquence d'anéantir et de vouer à la mort, par la famine, tout le peuple allemand. La France victorieuse, à laquelle la guerre a enlevé presque toute la population adulte et dont elle a dévasté toutes les régions industrielles, ruisselle de sang et, après sa victoire, est restée plus faible que jamais. Cette boucherie barbare qu'a été la guerre, a eu pour résultat de faire l'Angleterre impérialiste le maître unique, suprême de l'Europe

et de l'Asie. Elle seule, dans toute l'Europe, a conservé encore assez de force, car ce sont les autres qui se sont battus pour elle, ce sont les peuples asservis par elle, les Hindous et les nègres qui ont bataillé pour elle; la guerre, elle l'a faite aux, dépens des colonies qu'elle opprime.

Sorti vainqueur de la guerre et devenu le maître incontesté d'un hémisphère, le gouvernement anglais s'est mis à réaliser ses buts de guerre, à assurer sa domination sur les peuples d'Asie et à asservir définitivement tous les peuples d'Orient.

Génée par personne, n'ayant peur de personne, la clique éhontée et rapace des banquiers et capitalistes, qui dirige l'Etat anglais, a entrepris au grand jour, avec une impudence inouïe, de réduire en esclavage les paysans et les ouvriers des pays orientaux. Peuples d'Orient, vous savez ce qu'a fait l'Angleterre dans l'Inde, vous savez comment elle a transformé en bêtes de somme, privé de tous leurs droits, les millions de paysans et d'ouvriers hindous.

Le paysan hindou doit donner au gouvernement anglais une si forte partie de sa récolte, que ce qui lui en reste ne peut suffrir à le nourrir plus de quelques mois. L'ouvrier hindou doit travailler à l'usine du capitaliste anglais pour un salaire si misérable, qu'il ne peut s'acheter la poignée de riz qui lui est nécessaire chaque jour pour soutenir son existence. Chaque année, des millions d'Hindous meurent de faim. Chaque année, des millions d'Hindous périssent dans les jungles et les marais, en accomplissant les durs travaux auxquels les soumettent les capitalistes anglais, dans l'unique but de s'enrichir.

Des millions d'Hindous qui ne peuvent, dans leur patrie riche, fertile, trouver le morceau de pain qui leur est nécessaire, sont contraints de s'engager dans l'armée anglaise et de quitter leur pays, pour traîner toute leur vie la pénible existence du soldat et faire, à tous les coins du monde, des guerres sans fin contre tous les peuples de l'univers, et cela dans le but de consolider partout l'impitoyable domination anglaise. Payant de sa vie et de son sang l'accroissement continu de la richesse des capitalistes anglais, assurant à ces derniers des bénéfices monstrueux, le bien-être, le luxe, les Hindous eux-mêmes sont privés de tous leurs droits d'homme; leurs dirigeants, les officiers anglais, les impudents rejettent de la bourgeoisie anglaise, qui s'est engrangée des ca-

dares hindous, ne les reconnaissent pas comme des hommes.

L'Hindou n'a pas le droit d'être assis à la même table que l'Anglais, d'avoir le même logement, de voyager dans le même wagon, de s'instruire dans la même école. Aux yeux du bourgeois anglais, tout Hindou est un paria, un esclave, une bête de somme, qui n'a pas le droit d'éprouver des sentiments humains, ni de présenter aucune revendication. A chaque insurrection des paysans et ouvriers hindous poussés au désespoir, les Anglais ripostent par des fusillades impitoyables et en masse. Des centaines de cadavres d'hommes fusillés jonchent les rues des hameaux hindous qui se sont révoltés; quant aux survivants, les officiers anglais s'amusent à les faire ramper sur le sol et lécher les bottes de leurs asservisseurs.

Peuples d'Orient, vous savez comment l'Angleterre a agi envers la Turquie. Elle lui a proposé une paix, aux termes de laquelle les trois-quarts de l'Asie Mineure, peuples exclusivement d'ottomans, et tous les grands centres industriels passent sous la domination de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et de la Grèce. Le reste du territoire turc est frappé de tels impôts, que les sujets ottomans deviendront pour des siècles les débiteurs insolubles, les tributaires de l'Angleterre.

Lorsque le peuple turc a refusé d'accepter cette paix écrasante, les Anglais ont occupé la ville sainte des Musulmans, Constantinople, dispersé le Parlement turc, arrêté tous les chefs populaires, dont ils ont fusillé les meilleurs, et expédié par centaines les autres à l'île de Malte, pour les enfermer dans les souterrains sombres et humides de l'ancienne forteresse. Maintenant les Anglais règnent à Constantinople, ils ont enlevé aux Turcs tout ce qu'on pouvait leur enlever. Ils leur ont pris leurs banques, leur argent, leurs usines, leurs fabriques, leurs chemins de fer et leurs bateaux et leur ont fermé toutes les issues, en Asie Mineure. A l'heure actuelle, il n'y a pas en Turquie un coupou d'étoffe, ni un morceau de métal. Le paysan turc en est réduit à aller sans chemise et à labourer la terre avec une charrue de bois.

Les Anglais, aidés par l'armée grecque, ont occupé le vilayet de Smyrne; avec l'aide des français, ils ont pris Adana; avec l'aide des troupes coloniales, Brousse et Izmid. Ils assaillent les Turcs de tous les côtés et avancent inlassablement à l'intérieur du pays, s'efforçant d'épuiser complètement le peuple turc, déjà décimé et ruiné par dix années de guerre consécutives. Dans les régions de la Turquie, que les Anglais occupent, ces derniers, fidèles à leurs habitudes, se rient des malheurs du peuple turc, dont ils font leur souffre-douleur. A Constantinople, les Anglais ont occupé toutes les écoles et universités pour en faire des casernes; ils ont interdit l'enseignement en turc, fermé tous les journaux turcs, supprimé toutes les organisations ouvrières, rempli les prisons des patriotes turcs et mis toute la population à la disposition de la police anglaise, qui se considère en droit de bâillonner en plein jour, par les rues de Constantinople, les gens qui

portent des fez. Selon les Anglais, du moment que l'homme porte un fez, du moment qu'il est turc, il est d'une race inférieure; c'est un paria, un esclave que l'on peut traiter comme un chien.

Dans les localités turques qu'ils occupent, les Anglais traitent véritablement les Turcs comme des chiens, les envoient aux travaux publics, leur infligent la bastonnade; par des ruses, des infamies et des violences de toutes sortes, ils s'efforcent de convertir la Turquie en pays conquis et de faire travailler les masses populaires turques à leur enrichissement.

Peuples d'Orient, qu'a fait l'Angleterre en Perse? Après avoir réprimé l'insurrection des paysans contre le shah et les propriétaires fonciers, après avoir fusillé et pendu des milliers et des milliers de paysans persans, les capitalistes anglais ont de nouveau rétabli le pouvoir du shah et des propriétaires fonciers, qui avait été renversé par le peuple; ils ont enlevé aux paysans les terres que ceux-ci avaient prises aux grands propriétaires, et ils les ont replongés dans le servage; ils ont fait d'eux des rayatas, des esclaves, des mukkadars.

Puis, après avoir acheté le vénal gouvernement du shah, les capitalistes anglais, au moyen d'un traité infâme, d'un traité perfide se sont approprié toute la Perse et tout le peuple persan. Ils se sont emparés de toutes les richesses, ils ont installé dans toutes les villes persanes des garnisons composées de cipayes hindous trompés et réduits en esclavage; ils font la loi en Perse comme en pays conquis, et traitent le peuple persan, officiellement indépendant, comme un peuple asservi.

Peuples d'Orient, qu'a fait l'Angleterre en Mésopotamie et en Arabie? Ces pays musulmans indépendants, elle les a déclarés ses colonies, elle a chassé les anciens possesseurs de la terre, les Arabes, auxquels elle a enlevé les régions les plus fertiles: les vallées du Tigre et de l'Euphrate; elle s'est saisie des meilleurs pâturages, indispensables aux nomades Arabes; elle s'est emparée des riches sources naphtifères de Mossoul et de Bassora et, privant ainsi les Arabes de tous leurs moyens d'existence, compte les rendre ses esclaves en les prenant par la famine.

Qu'a fait l'Angleterre en Palestine? Pour satisfaire les capitalistes juifs, anglais, elle a expulsé les Arabes de leurs terres qu'elle a données à des émigrants juifs, puis pour détourner le courant de l'indignation des Arabes, elle a lancé ceux-ci sur ces mêmes émigrants juifs, semant partout la discorde, la haine, l'inimitié entre les différentes races, affaiblissant les uns et les autres pour pouvoir elle-même ensuite régner et commander.

Qu'a fait l'Angleterre en Egypte? Là, toute la population indigène, depuis quatre-vingts ans déjà, gémît sous le joug de fer des capitalistes anglais, joug encore plus dur et plus ruineux pour le peuple que l'ancien joug des Pharaons égyptiens, qui construisirent avec le travail de leurs esclaves les monstrueuses pyramides.

Qu'a fait l'Angleterre en Chine? Aidée de son complice, le Japon impérialiste, elle a transformé cet immense pays en sa colonie et, exploitant et empoisonnant avec l'opium un peuple de quatre

cents millions d'hommes, elle réprime au moyen de ses troupes et des troupes japonaises, la fermentation révolutionnaire qui commence à se manifester dans ce pays. Rétablissant dans leur pouvoir les anciens despotes renversés par le peuple, elle s'efforce par tous les moyens de maintenir cet immense peuple sous le joug du despôlisme, dans l'oppression et la misère pour pouvoir mieux l'exploiter.

Qu'a fait l'Angleterre en Corée, dans ce pays florissant, à la culture millénaire? Elle l'a donné à déchirer aux capitalistes japonais qui maintenant, par le fer et par le feu, soumettent le peuple coréen aux capitalistes anglais et au japonais.

Qu'a fait l'Angleterre en Afghanistan? Elle a acheté le gouvernement de l'émir, maintient le peuple dans l'oppression, l'ignorance et la misère et s'efforce de faire de ce pays un désert dont elle entourera l'Inde qu'elle opprime, pour la garder de tout contact avec le monde extérieur.

Qu'a fait l'Angleterre en Arménie et en Géorgie? Au moyen de son or, elle tient les masses paysannes et ouvrières sous le joug odieux des gouvernements vénaux des Dachnaks et des mencheviks qui terrorisent et oppriment leurs peuples et les poussent à la guerre contre les peuples de l'Azerbaïdjan et de la Russie libérés du joug de leur bourgeoisie.

L'Angleterre impérialiste pénètre même au Turkestan, à Khiva, en Boukharie, dans l'Azerbaïdjan, au Daghestan et dans le Caucase septentrional; ses agents se faufilent parmi, iefant à pleines mains l'or anglais acquis au prix du sang et de la sueur des peuples opprimés; partout, ils s'efforcent de soutenir les tyrans et les despotes, les khans et les grands propriétaires, de combattre l'élosion des mouvements révolutionnaires et de maintenir à tout prix les peuples dans l'oppression et la misère, dans la pauvreté et l'ignorance.

L'oppression et la ruine, la pauvreté et l'ignorance des peuples d'Orient ne servent qu'à enrichir l'Angleterre impérialiste.

Peuples d'Orient, vous possédez les terres les plus riches, les plus fertiles, les plus vastes du monde entier; ces terres, qui ont été autrefois le berceau de l'humanité, seraient de nature à nourrir non seulement leurs habitants, mais la population du monde entier et néanmoins, maintenant, chaque année, dix millions de paysans et d'ouvriers fûrs et persans ne trouvent pas le morceau de pain et le salaire nécessaires, et cela, sur des terres immenses, d'une fertilité inouïe; ils en sont réduits à quitter leur patrie et à aller gagner leur vie à l'étranger.

Ils y sont contraints parce que, dans leur patrie, tout: terrains, argent, banques, fabriques et ateliers, tout se trouve entre les mains des capitalistes anglais. Ils y sont contraints parce que, dans leur patrie, ils ne sont maîtres de rien, ils ne disposent de rien; au contraire, ce sont des étrangers: les capitalistes anglais, qui disposent d'eux, qui disposent de leur personne. Telle était la situation déjà avant la guerre, alors que l'impérialisme anglais avait encore des concurrents dans la personne des rapaces de l'impérialisme allemand, français et russe, alors qu'il n'osait pas

encore étendre sa lourde paille sur tous les pays de l'Orient, de crainte de se la voir franchie par l'un de ses rivaux.

Mais, maintenant que l'Angleterre impérialiste a écrasé et affaibli tous ses adversaires, maintenant qu'elle est devenue le maître suprême incontrôlé de l'Europe et de l'Asie, ses gouvernements capitalistes donneront libre cours à leurs appétits insatiables et enfonceront leurs griffes, leurs dents féroces dans le corps pantelant des peuples de l'Orient.

Le capital anglais est à l'étroit, en Europe; il s'est accrus et n'y trouve plus de débouchés; d'ailleurs, les ouvriers européens, éclairés par la conscience révolutionnaire, ne sont plus les esclaves soumis d'autrefois, ils ne consentent plus à travailler pour rien, ils réclament des salaires élevés, une bonne nourriture. Pour qu'il puisse se développer, pour qu'il puisse donner des bénéfices considérables, pour qu'il puisse jeter aux ouvriers européens quelques miettes de son festin dans le but d'enrayer le mouvement révolutionnaire, pour qu'il puisse acheter les dirigeants des masses ouvrières, le capital anglais a besoin de nouvelles terres et de nouveaux ouvriers; il a besoin d'îlots.

Ces nouvelles terres, les capitalistes anglais les ont trouvées dans les pays d'Orient, et ces ouvriers îlots, ils les ont trouvés dans les peuples de l'Orient.

Les capitalistes anglais s'efforcent de s'emparer de la Turquie et de la Perse, de la Mésopotamie et de l'Arabie, de l'Afghanistan et de l'Egypte pour enlever, dans ces pays, toute la terre aux paysans; ils profitent de l'indigence et de la ruine de ces derniers, pour leur acheter à vil prix tous leurs lopins de terre; de ces lopins de terre, ils feront d'immenses plantations sur lesquelles ils forceront à travailler en qualité de journaliers, d'esclaves, les paysans d'Orient restés sans terres. En Turquie, en Perse et en Mésopotamie, ils veulent, au moyen de la main-d'œuvre bon marché fournie par les Turcs, les Persans et les Arabes pauvres et affamés, construire des fabriques, des usines et des chemins de fer et exploiter les mines. Ils veulent, par la production à bon marché des articles industriels, tuer les petits métiers locaux, réduire à la misère, en les privant de leur gagne-pain, les millions de petits artisans dont regorgent les villes de l'Orient et qui seront ainsi jetés sur le pavé. Ils veulent, par la création de grandes maisons commerciales, ruiner les petits marchands du pays, les jeter à la rue, en faire des prolétaires obligés de vendre leur travail.

Les capitalistes anglais veulent prolétariser tous les peuples d'Orient, ruiner les économies de tous les paysans, de tous les artisans, de tous les marchands et faire de ceux-ci des ouvriers, des esclaves affamés qu'ils emploieront dans leurs plantations, dans leurs fabriques, dans leurs usines et dans leurs mines. Puis, au moyen d'un labeur forcené, de salaires de famine, ils exploiteront impitoyablement la sueur et le sang des peuples opprimés de l'Orient. Et, cette sueur des ouvriers, ce sang des paysans, ils les transformeront en plus-value, en bénéfices, en or pur, en monnaie sonnante et trébuchante.

Voilà l'avenir que l'Angleterre impérialiste réserve aux peuples de l'Orient!

L'Angleterre qui compte à peine quarante millions d'habitants, dont un million est formé par le groupe des oppresseurs et des exploiteurs et les trente-neuf autres millions sont des paysans et des ouvriers opprimés et exploités, veut dominer la moitié du monde et tenir dans l'esclavage les huit cents millions de travailleurs qui peuplent l'Orient. Un bourgeois capitaliste anglais, qui fait déjà travailler pour lui trente-neuf ouvriers anglais, veut leur ajouter deux mille ouvriers et paysans de Perse, de Turquie, de Mésopotamie, d'Inde et d'Egypte. Deux mille quarante personnes affamées, éreintées, ne jouissant d'aucun des biens de la vie, devront toute leur existence travailler pour un parasite qui ne fera rien du tout; ce parasite, c'est le capitaliste anglais. Un million de ces parasites, exploiteurs que sont les banquiers et les industriels anglais, veulent réduire en esclavage huit cents millions de prolétaires d'Orient. Et il faut le reconnaître, ils savent arriver à leur but; ils n'ont ni honte, ni conscience, ni peur, ils n'ont rien qu'une rapacité sauvage et une soif insatiable de gain. La ruine, la famine, le sang, les souffrances, les gémissements de huit cents millions d'hommes ne sont rien pour eux. Ce qu'il leur faut, c'est le gain, c'est le lucre.

Et pour satisfaire leur soif de profits et de bénéfices, les impérialistes anglais enfoncent leurs griffes tenaces dans la gorge des peuples de l'Orient: l'avenir de ces derniers, c'est la misère noire. Cet avenir, c'est la ruine complète, l'éternel esclavage, la privation de tous les droits, l'oppression et l'exploitation sans frein. Voilà ce qui attend les peuples de l'Orient, si le gouvernement anglais actuel reste au pouvoir, si l'Angleterre impérialiste conserve sa force et consolide sa domination sur les pays d'Orient. Une misérable petite poignée de banquiers anglais dévorera les centaines de millions d'ouvriers et de paysans de l'Orient.

Mais il n'en sera pas ainsi.

En face des capitalistes anglais, en face des dirigeants de l'Angleterre impérialiste, se dresse la puissance organisée des paysans et des ouvriers des peuples de l'Orient, qui se sont unis sous le drapeau rouge de l'Internationale Communiste, sous le drapeau rouge de l'union des travailleurs révolutionnaires, dont le but est l'affranchissement du monde entier, de l'humanité entière, de toute exploitation et de toute oppression.

Le premier Congrès des peuples de l'Orient le déclare bien haut à la face du monde, aux capitalistes et aux dirigeants anglais: *Cela ne sera pas.*

Non, chiens, vous ne dévorerez pas les peuples de l'Orient; non, misérable clique d'opresseurs, vous ne réduirez pas en esclavage perpétuel des centaines de millions de paysans et d'ouvriers de l'Orient. Le morceau est trop gros pour vous; vous n'êtes pas de taille à l'avaler; il vous étranglera.

Les peuples de l'Orient ont longtemps croupi dans les ténèbres de l'ignorance, sous le joug du despotisme de leurs tyans, sous le joug des envahisseurs et des capitalistes étrangers. Mais

le tonnerre de la guerre mondiale, le tonnerre de la révolution ouvrière russe, qui a brisé les chaînes séculaires dont l'esclavage capitaliste enserrait le peuple oriental russe, a réveillé aussi maintenant de leur sommeil millénaire, les Orientaux: eux aussi, se lèvent!

Ils s'éveillent et entendent l'appel à la guerre sainte, au «gazavat». Cet appel, c'est notre appel.

C'est l'appel du premier Congrès des représentants des peuples de l'Orient, qui se sont unis avec le prolétariat révolutionnaire de l'Occident, sous le drapeau de l'Internationale Communiste.

C'est nous, les représentants des masses laborieuses de tous les pays d'Orient: Inde, Turquie, Perse, Égypte, Afghanistan, Béoutchistan, Kachgarie, Chine, Indo-Chine, Japon, Corée, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Caucase septentrional, Arabie, Mésopotamie, Syrie, Palestine, Khiva, Boukharia, Turkestan, l'erghana, Tatarie, Bachkirie, pays des Kirghiz; etc..., unis dans une alliance indissoluble avec les ouvriers révolutionnaires d'Occident, qui appelons nos peuples à la guerre sainte.

Nous leur disons:

«Peuples d'Orient, vous avez entendu maintes fois de vos gouvernements l'appel à la guerre sainte, vous avez marché sous l'étendard vert du prophète, mais toutes ces guerres saintes n'étaient que mensonges et ne servaient que les intérêts de vos gouvernants, et vous, ouvriers et paysans, après ces guerres, vous restiez dans l'esclavage et dans la misère; vous conquériez les biens de ce monde pour d'autres, et vous, vous n'aviez jamais rien.

Maintenant, nous vous appelons à la première guerre sainte véritable, sous le drapeau rouge de l'Internationale Communiste.

Nous vous appelons à la guerre sainte pour votre bien, pour votre liberté, pour votre vie.

L'Angleterre, le dernier rapace impérialiste d'Europe, qui ait conservé encore sa puissance, a étendu sur les pays musulmans orientaux ses ailes noires; il veut faire des peuples d'Orient ses esclaves, sa proie.

L'esclavage, l'affreux esclavage, la ruine, l'oppression et l'exploitation: voilà ce que l'Angleterre apporte aux peuples de l'Orient. Soyez donc vous-mêmes vos sauveurs, peuples d'Orient!

Levez-vous et luttez contre ce fauve!

Levez-vous tous comme un seul homme, pour la Guerre sainte contre les envahisseurs anglais!

Lève-toi, Hindou épuisé par la faim et par un labeur forcé d'esclave!

Lève-toi, paysan d'Anatolie écrasé d'impôts et pressuré par les usuriers!

Lève-toi, râia persan opprimé par les mullahs!

Lève-toi, travailleur arménien qui peine sur les montagnes stériles!

Levez-vous, Arabes et Afghans perdus dans les déserts de sable et que les Anglais ont isolés du reste du monde!

Levez-vous tous pour la lutte contre votre ennemi commun: l'Angleterre impérialiste. Lier, glorieux, le drapeau rouge de la guerre sainte plane sur vos têtes.

Allez à la guerre sainte pour l'affranchissement des peuples d'Orient; allez à la guerre sainte, pour qu'il n'y ait plus dans l'humanité des peuples oppresseurs et des peuples opprimés, pour que toutes les nations et toutes les races jouissent de droits égaux, quelle que soit leur langue, quelle que soit la couleur de leur peau, quelle que soit la religion qu'ils professent.

A la guerre sainte, pour la suppression de la division des pays en pays avancés et pays arriérés, en pays indépendants et pays dépendants, en métropoles et en colonies!

A la guerre sainte, pour la libération de l'humanité toute entière de l'oppression, de l'esclavage capitaliste et impérialiste, pour l'abolition de toute oppression d'un peuple par l'autre, et de toute exploitation de l'homme par l'homme!

A la guerre sainte contre le dernier rempart du capitalisme et de l'impérialisme en Europe, contre ce nid de pirates et de bandits de grands chemins, contre cet oppresseur séculaire des peuples orientaux: l'Angleterre impérialiste!

A la guerre sainte, pour la liberté, la vie indépendante et le bonheur de tous les peuples d'Orient, de tous les millions de paysans et d'ouvriers opprimés par l'Angleterre!

Peuples d'Orient, dans cette guerre sainte, tous les ouvriers, tous les paysans opprimés et révolutionnaires de l'Occident seront avec vous. Ils vous aideront, ils lutteront et mourront avec vous.

C'est le premier Congrès des représentants des peuples de l'Orient qui vous le proclame.

Vive l'union de tous les paysans et ouvriers de l'Orient et de l'Occident, vive l'union de tous les travailleurs, de tous les opprimés et de tous les exploités!

Vive l'état-major de combat: l'Internationale Communiste!

Que la guerre sainte des peuples d'Orient et des travailleurs du monde entier contre l'Angleterre impérialiste brûle d'une flamme inextinguible!

#### Les membres honoraires du Bureau:

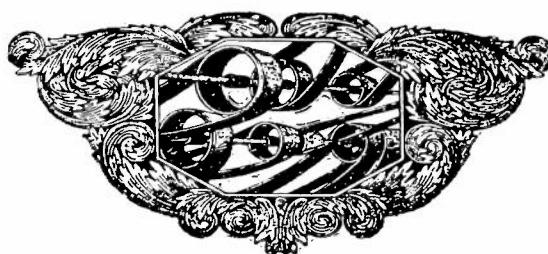
Radek (Russie), Bela-Kun (Hongrie), Rosmer (France), Quelch (Angleterre), Reed (Amérique), Steinhardt (Gruber) (Autriche), Janson (l'Islande), Chabline (l'Édération Balkanique), Iochikharo (Japon).

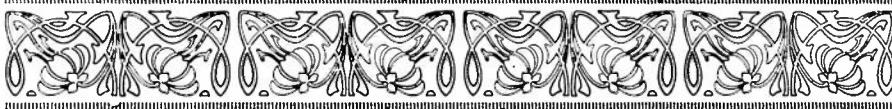
Le Président du Congrès: Zinoviev.

#### Les membres du praesidium:

Riskouloff, Abdourachidoff, Karieff (Turkestan), Mustapha, Soubkhi (Turquie), Van (Chine), Carid (Inde), Moulabekdjan, Rakmanoff (Khiva), Moukhamedoff (Boukharia), Korkmassoff (Daghestan), Digouroff (région du Terek), Alieff (Caucase septentrional), Costagnan (Arménie), Narimanoff (Azerbaïdjan), Enikeïeff (République Tatars), Anour-Sanar (République des Kalmouks), Maharatdzé (Géorgie), Haidarkhan (Perse), Aga-Zade (Afghanistan), Narboutabéoff (Tachkent), Makhmoudoff (Terghana), Taxim-Baari, Haavis Mahomet (Anatolie), Kouïeff (Transcaspienne), Nias-Kouli (Turcomanie), Kari-Tadgi (Samarcand), Nazyr-Sédiq (Inde), Sidadjédine, Kardach-Ogli (Daghestan), Eltchieff, Moussieff (Azerbaïdjan), Azim (Afghanistan), Abdoulaïeff (Khiva).

Le Secrétaire du Congrès: Ostrouski.





## APPEL DU PREMIER CONGRÈS DES PEUPLES DE L'ORIENT AUX OUVRIERS D'EUROPE, D'AMÉRIQUE ET DU JAPON.

Ouvriers d'Angleterre, d'Amérique, de France, d'Italie, d'Allemagne, du Japon, ouvriers de tous les pays!

Prétez l'oreille aux discours des représentants de millions de travailleurs d'Orient. Prétez l'oreille à la voix douloureuse qui monte vers vous des contrées asservies de l'Asie et de l'Afrique, de Turquie, de Perse, de Chine et de l'Afghanistan, de la Boukharie, de Khiva! Pendant de longues années, nous avons gardé le silence. Vous n'avez pas entendu notre voix; personne ne vous a dit comment nous vivions, combien nous souffrions sous le joug de ceux qui furent jadis vos maîtres. Vos maîtres, les industriels européens et américains, les négociants, les militaires et les fonctionnaires, ont envahi nos villes et nos paisibles campagnes; ils nous ont ruinés pendant des siècles; ils nous ont enlevé les produits de notre travail pour les exporter en Europe où le travail de nos mains et les fruits de notre ancienne culture servaient à orner les demeures et à en augmenter le confort. Ils faisaient cependant de nous leurs esclaves. Si jusqu'alors nous avions été forcés de payer un tribut à nos propres capitalistes, propriétaires, esclavagistes (sultans, émirs, khans et maharajahs), nous sommes à l'heure présente pour comble d'infortune, sous les fouets des esclavagistes européens. Nous avons été contraints de travailler dans les plantations des capitalistes européens. Notre sueur a coulé pour qu'ils eussent à bon marché, le riz, le thé, le sucre, le tabac, le caoutchouc. Nos enfants naissaient et mourraient en esclaves. Vos maîtres et les nôtres, quand ils en avaient besoin, séparaient l'enfant de sa mère, la femme de son mari, ou les chassaient d'un pays dans un autre. Ils vous disaient qu'ils étaient dans nos pays les propagateurs des sciences et de la culture européenne; en fait ils n'y propageaient que l'opium et l'alcool afin que les esclaves d'Asie et d'Afrique oubliassent plus facilement leur vie insupportable et n'osassent point lever leurs bras enchaînés contre leurs oppresseurs. Vos maîtres, les capitalistes européens, soutenaient nos propres oppresseurs et en faisaient des chiens de garde, qui nous surveillaient fidèlement. Où le fouet du maître indigène n'était pas assez efficace, ils envoiaient des soldats blancs et des canons, ils nous soumettaient à leurs lois et à leurs gouver-

neurs, faisant de nous des esclaves au sens propre de ce mot. Ils disaient que leurs colonies nous élèveraient à une future indépendance. Mais ils faisaient leur possible pour empêcher la propagation de lumière et de connaissances parmi les travailleurs d'Orient. Ils avaient pour nous assez de prisons et de casernes, mais ils se gardaient bien de construire des écoles où les enfants de l'Asie auraient pu connaître les grandes et utiles inventions des races blanches. Ils nous considéraient comme des races inférieures, ils nous défendaient de voyager dans les mêmes wagons que les blancs, ils nous interdisaient d'habiter les quartiers où s'installaient les blancs, ils ne nous permettaient pas de nous asseoir à la table des blancs.

Vous n'avez pas vu nos blessures, vous n'avez pas entendu nos plaintes et nos chants douloureux; vous avez prêté foi aux paroles de vos oppresseurs qui vous assuraient que nous sommes plutôt des bêtes que des hommes. Vous-mêmes, au service des capitalistes, vous nous considérez comme des inférieurs. Vous protestez en Amérique, quand un paysan chinois ou japonais, chassé de son village par votre capitaliste venait rechercher son pain quotidien dans votre pays. Au lieu de nous recevoir en frères, au lieu de nous apprendre à lutter avec vous pour notre émancipation commune, vous nous reprochez notre ignorance, vous nous expulsez de votre vie, vous nous défendez l'accès de vos unions. Nous avons appris que vous aviez créé des partis socialistes, que vous aviez réalisé l'union internationale des ouvriers, mais ces partis et cette Internationale ne sont restés pour nous que de vaines dénominations, nous n'avons point vu parmi nous leurs représentants aux jours où les Anglais nous fusillaient dans les rues des villes hindoues, où les troupes alliées des capitalistes européens nous massacraient à Pékin, où les capitalistes américains répondent à nos supplications par des coups de fusils. Et ceux d'entre nous, qui aspiraient de tout leur cœur à l'union des travailleurs du monde entier attendaient vainement au seuil de votre Internationale et constataient avec douleur que tout en nous reconnaissant, en théorie, comme vos égaux, vous nous considériez en fait, comme des êtres de race inférieure.

Ce fut, il y a six ans, le commencement du

grand carnage mondial. Les capitalistes se mirent à s'enférer pour la possession des esclaves et des terres de l'Afrique et de l'Asie. Vous, ouvriers d'Europe et d'Amérique, vous avez fait de cette guerre de pillage et de meurtre votre propre guerre, une guerre pour la libération de votre territoire, bien que pas un lopin de terre n'y fut à vous et que le sol que vous arrosiez de vos sueurs fut la propriété exclusive de vos maîtres et exploiteurs. Vous avez soutenu vos fabricants et vos banquiers qui nous ont contraints à participer à cette guerre dirigée à la fois contre vous et contre nous. Par les baïonnettes de ses soldats la bourgeoisie européenne a forcé les paysans du Maroc et de l'Algérie à aller se faire tuer dans les plaines de la Flandre, de la Picardie et de la Champagne où ils ont succombé par milliers sous les balles, où ils ont été la proie des maladies et du froid; les paysans hindous ont été condamnés à périr dans les sables de Mésopotamie et d'Arabie, tandis que les fellahs travaillaient pour le corps expéditionnaire anglais envoyé pour combattre les Turcs. Vos maîtres ont transformé les paysans hindous en chaumeaux; ils les ont obligés à transporter sur leurs dos les munitions nécessaires aux soldats blancs en Mésopotamie. Les capitalistes européens ont acheté à prix d'or pour la France et la Russie les ouvriers chinois et annamites qu'ils ont forcés à creuser, sous des rafales d'artillerie, les tranchées où plus tard ils vous envoyait mourir et à fabriquer dans les usines jusqu'à complet épuisement de leurs forces les projectiles destinés à vous tuer. Notre sang et notre sueur se mêlaient aux vôtres, mais même sur les champs de batailles, vous ne considérez point comme votre frère le soldat d'Asie ou d'Afrique, qui mourrait par une nuit noire dans un accès de nostalgie; vous le regardiez comme un esclave, comme un sauvage, dont la mort n'affectait personne. Et pendant ce temps, par delà les mers et les montagnes, dans nos lointaines demeures, nos femmes pleuraient la mort de leurs compagnons et nos enfants, la perte de leurs soutiens.

La grande guerre est terminée et maintenant vos maîtres et les nôtres qui l'avaient déchaînée au nom de la liberté, de la démocratie et de l'émancipation des peuples opprimés jettent bas le masque. Dans les villes de l'Hindoustan la baïonnette, le sabre et la mitrailleuse font leur œuvre. A Armatsar, le général anglais Dyer a fait donner les mitrailleuses contre de paisibles citoyens hindous qu'il a contraints, après leur avoir infligé les dernières humiliations à se trainer devant lui en rampant. Et cependant, il ne s'est pas trouvé au parlement anglais un seul député ouvrier pour demander justice contre ce bourreau, contre cet assassin. En Mésopotamie, les capitalistes anglais pour s'assurer la possession du naphtal de Mossoul, entretiennent une armée de 80 000 soldats hindous, les frères de leurs victimes d'Armatsar. A Smyrne, les soldats grecs, soudoyés par les capitalistes anglais, égorgent les Turcs. En Anatolie méridionale, les Français ont instauré le régime du sabre. En Syrie, un de leurs généraux d'un coup de botte jette à terre le nouvel édifice de l'indépendance nationale.

Pour deux millions de livres sterlings, le gouvernement anglais achète la liberté de la Perse dont il fait la citadelle du capital anglais contre les travailleurs russes et persans. En Algérie, en Tripolitaine et dans l'Annam, c'est l'absolutisme sans recours des généraux français tout comme avant la guerre. En Chine septentrionale et en Corée, les gendarmes et les officiers japonais sont les maîtres suprêmes: ils fusillent et pendent tout citoyen qui ose prononcer le mot de liberté. Le sang que les paysans et les ouvriers d'Asie et d'Afrique ont versé dans cette guerre n'a pas donné naissance à l'arbre de la liberté; il a fait surgir des potences auxquelles on accroche les champions de cette liberté.

Mais parmi le croissement des potences et les gémissements des victimes agonisant sous le fouet, une clameur se fait entendre: ce sont les ouvriers qui, l'arme au poing, se sont levés contre leurs oppresseurs; c'est le grondement du canon de l'Armée rouge, l'armée des ouvriers et des paysans russes insurgés. Nous savons qu'elle triomphe de la Russie capitaliste et seigneuriale et une joie immense emplit nos âmes, notre espérance grandit, nous avons la ferme conviction que les travailleurs humiliés et outragés peuvent trouver en eux assez de force pour briser leurs fers et créer le royaume du travail et de la liberté. Dans la guerre profondément juste que soutiennent le paysan et l'ouvrier russe, nous entendons par delà le fracas du canon, vos voix ouvrières d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie. Nous vous entendons saisir vos armes et les brandir contre vos oppresseurs. Nous savions que vous n'avez pas encore terrassé vos ennemis, mais la victoire finale, c'est vous qui la remporterez; nous en avons la confiance inébranlable. Des cités italiennes, nous entendons la voix des centaines de mille d'ouvriers, qui se ruent contre le mur de baïonnettes que les bandits du capitalisme ont dressé contre eux. Des cachots où les a jetés leur ploutocratie épouvantée de leur colère et tremblante devant leur courage invincible, les ouvriers français élèvent leurs voix qui parviennent jusqu'à nous. Nos oreilles perçoivent le grondement lointain de la mer ouvrière anglaise déferlant contre la falaise sur laquelle se dresse la citadelle du capitalisme britannique, cet étrangleur de peuples, ce forban mondial, ce saccageur des paisibles chaumières des travailleurs.

C'est avec une joie profonde, un enthousiasme indicible que nous prêtons l'oreille à tous ces échos lointains qui parviennent jusqu'à nous; notre loi grandit, nous sentons que le jour est proche où nous verrons la fin de nos souffrances et où notre lutte deviendra la vôtre. Nous croyons que vous combattrez non seulement pour votre émancipation, mais encore pour la nôtre. Nous sommes persuadés qu'après vous être libérés, vous ne nous laisserez point dans les fers. Vous rejetterez loin de vous, comme un vêtement d'ignominie, le mépris que, désireux de soulever les blancs contre les hommes de couleur afin de pouvoir opprimer plus facilement ces derniers, vos maîtres vous avaient inspiré pour les travailleurs de l'Orient. Seule la victoire commune des ouvriers d'Europe et d'Amérique et des masses

laborieuses d'Asie et d'Afrique peut assurer la liberté à tous ceux qui n'ont peiné jusqu'ici que pour le plaisir d'une poignée de capitalistes. Si, vous bornant à vous affranchir vous-mêmes, vous nous laissez dans l'esclavage et dans l'oppression, demain vous retomberont fatallement sous le joug que vous venez de secouer. En effet, pour nous tenir enchaînés, il vous faudra créer toute une bande de geôliers, vous devrez en Orient et au Sud avoir des troupes qui nous tiendront sous leur botte de fer; vous serez amenés à nous abandonner au pouvoir de vos généraux et gouverneurs; mais, ceux-ci, accoutumés à vivre en parasites dans l'oisiveté et à opprimer les hommes de couleur, fourneront bien vite leurs baïonnettes contre vous et les richesses qu'ils auront reliées d'Asie et d'Afrique ne serviront qu'à vous rejeter dans votre ancien esclavage. Si vous nous oubliez maintenant, vous payerez cher votre faute et lorsque vous sentiriez à nouveau sur vous le poids des chaînes, vous vous souviendriez alors de nous, mais trop tard. Vous ne pourrez nous libérer, sans nous aider dans notre lutte émancipatrice. Les richesses de nos pays, sont pour vos capitalistes, l'instrument de votre asservissement. Tant que les capitalistes anglais ont la liberté d'exploiter les paysans hindous, égyptiens et turcs, tant qu'ils peuvent les piller et les forcer à servir dans l'armée anglaise, ils auront toujours assez de richesses et de bourreaux pour soumettre les ouvriers anglais. Si vous ne vous révoltez pas, ouvriers anglais, vous ne pourrez jamais vaincre vos capitalistes et le prolétariat mondial ne pourra jamais triompher de ses oppresseurs. De même que vous ne pourrez sans notre concours arracher le pouvoir à vos capitalistes, de même vous ne pourrez conserver ce pouvoir sans faire alliance avec nous.

Les pays capitalistes d'Europe ne produisent pas assez de céréales, de matières premières pour nourrir, vêtir et chauffer leurs ouvriers. Nos pays: l'Orient et l'Afrique, sont riches en blé et en matières premières. Mais ce blé et ces matières premières sans lesquels les ouvriers d'Europe périraient de famine après leur victoire, ils ne pourront les avoir qu'à la condition de s'unir aux travailleurs d'Asie et d'Afrique, de les aider dans leur lutte et de leur inspirer confiance et amour.

Notre alliance représentera une force invincible. Nous nous ent'aiderons par l'échange de nos richesses naturelles et de nos produits; nos troupes unies dans le même idéal combattront ensemble pour notre émancipation commune. C'est à cette lutte commune que nous appelle l'Internationale Communiste; elle a rompu avec le honteux passé de la II-e Internationale, de cette Internationale qui a fait couler à torrents notre sang et le vôtre et s'est déshonorée par sa servilité envers l'imperialisme et sa trahison à la cause des masses laborieuses du monde entier. L'Internationale Communiste ne vous a pas seulement appelés à la guerre sainte contre les capitalistes; elle vous a convoqués à Bakou, dans cette ville où les ouvriers russes, turcs,

persans et tartares ont peiné pendant des dizaines d'années pour les capitalistes et ont appris à lutter ensemble contre leurs oppresseurs. Ici, à Bakou, à la limite qui sépare l'Europe de l'Asie, nous, représentants de dizaines de millions de paysans révoltés d'Asie et d'Afrique, nous avons montré au monde nos blessures, les cicatrices que les fouets ont laissées sur nos corps, la marque des fers dont on avait chargé nos bras et nos jambes. Nous avons levé nos poignards, nos revolvers et nos glaives et nous avons juré à la face du monde entier, que nous nous servirons de ces armes, non pour nous ériger, mais pour combattre les capitalistes. Dans la ferme assurance que vous autres, ouvriers d'Europe et d'Amérique, vous vous rallieriez avec nous sous les drapeaux de l'Internationale Communiste, où après avoir lutté et vaincu ensemble, nous instaurerons une nouvelle vie basée sur l'ent'aide fraternelle de tous les travailleurs, nous avons créé ici un Conseil de Propagande et d'Agitation. Sous la direction de l'Internationale Communiste, qui unit dans son sein tous nos frères aînés dans la lutte révolutionnaire, les militants d'Europe, ce Conseil se propose de réveiller les masses laborieuses de toutes les races, de les organiser et de les conduire à l'assaut de la citadelle des oppresseurs.

Ouvriers d'Angleterre, d'Amérique, de France, d'Italie, d'Allemagne, du Japon, ouvriers de tous les pays! Prêtez l'oreille aux paroles des représentants de millions d'Orientaux qui jurent de se soulever pour vous aider dans votre lutte et attendent de vous, en revanche, un secours fraternel. Malgré la servitude, l'esclavage complet où vous nous avez laissés durant des siècles, nous nous adressons à vous, car nous avons une foi profonde en vos sentiments fraternels, nous croyons fermement que votre victoire marquera le début d'une ère nouvelle, de l'ère de la liberté pour l'humanité tout entière, sans distinction de couleur, de religion, ni de nationalité.

Soyez en sûrs: notre lutte nous conduira tous à une vie nouvelle meilleure; elle amènera le développement des peuples d'Orient, sur les bases mêmes du travail et de la richesse qui vous serviront à fonder votre vie. Que la réponse des centaines de millions de travailleurs asiatiques et africains à notre serment roule en éclats de tonnerre jusqu'à vous et que votre lutte pour la libération de tous les opprimés y soit comme un écho grandiose.

Vive l'union des ouvriers de tous les pays avec les classes laborieuses d'Asie et d'Afrique!

Vive la révolution mondiale de tous les travailleurs!

Vive la victoire sur le monde d'oppression, d'exploitation et de mensonge.

Vive l'Internationale Communiste!

*Le Président: G. ZINOVIEV.*

*Le Secrétaire: OSTROVSKY.*



E. VARGA.

## L'ANGLETERRE PUISSANCE MONDIALE, SA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE.

L'Angleterre est sortie du grand conflit entre les impérialistes incontestablement victorieuse. Son importance mondiale qui n'a cessé de croître depuis un demi-millénaire, est à son apogée. L'empire anglais encercle le monde de son anneau de fer. Sur toutes les mers, sa flotte a des bases navales. Son pouvoir s'étend aussi aux régions qui complètent l'empire proprement dit. Et s'il peut paraître que la France est à l'heure actuelle à la tête du capital, coalisé contre la Russie, l'Angleterre demeure pourtant le dernier refuge du capitalisme européen à l'agonie. Toutes les phrases, sur les droits de nationalités et sur la démocratie, dont l'Angleterre s'est servie, pour pousser contre l'Allemagne son prolétariat, ne sont plus à présent que boniments hors d'usage. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, a permis de démembrer l'Europe Centrale et Orientale et d'y former de nombreux petits états, qui ne sont en fait que des colonies anglaises.

Tous les points stratégiques importants, tous les points internationaux, sont à l'Angleterre. Constantinople est un port anglais, 19.000 Anglais y tiennent garnison. L'Angleterre alloue à la Grèce une partie importante de l'Asie Mineure, afin de livrer parti des forces grecques dans la guerre contre la Turquie, mais elle garde l'île de Chypre, peuplée d'Hellènes, dont l'importance stratégique est considérable pour la flotte britannique. L'Angleterre a mis la main sur la navigation du Danube, ce qui fait tomber sous son influence les états danubiens. Il semblerait à première vue que l'Angleterre soit sortie de la guerre non affaiblie, mais affranchie.

Il n'en est pourtant pas ainsi. Mais pour montrer les lézards qui ont fait leur apparition à la suite de la guerre, dans l'édifice de l'Empire anglais, il convient d'en exposer d'abord la construction.

### L'Angleterre et ses colonies.

Les colonies anglaises forment deux groupes nettement différents. Dans le premier, entrent les colonies, peuplées d'anglo-saxons, peuplées d'émigrants et dont les autochtones ont été ou chassés ou exterminés. Les plus importantes sont: le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande, les Etats-Unis d'Afrique du sud. Voici quelques chiffres qui suffisent à en définir l'importance.

Colonies.	Superficie en millions de km.	Population (millions).
Canada . . . . .	3,8	environ 7
Australie et Nouvelle-Zélande . . . . .	3,9	environ 6
Afrique du Sud . . . . .	approx. 1,05	moins les indigènes environ 10 (y compris les indigènes)
Indes . . . . .	approx. 1,12	environ 300

Ces colonies jouissent depuis longtemps d'une large autonomie: elles ont leurs parlements, leurs armées et le Canada a même son système monétaire. Leur population est principalement formée d'Anglais, qui depuis toujours, se sont considérés comme les égaux, aux points de vue sociaux et économiques, des citoyens de la métropole.

Le second groupe est formé de colonies peuplées de race indigène, de pays vaincus en un mot, dont la popula-

tion, privée de certains droits politiques, n'est maintenue dans la soumission que par les armées anglaises et est administrée par des fonctionnaires britanniques. Les plus importantes de ces colonies sont: l'Inde, l'Egypte, l'Afrique Centrale, une partie considérable du Sud-Ouest de l'Asie, qui s'étend de l'Egypte aux Indes et qui a été conquise, en grande partie, pendant la récente guerre. Les populations de ces régions résistent encore à l'heure actuelle. Les pays depuis longtemps conquis par l'Angleterre ont pu être maintenus sous le joug, au moyen de forces de très peu d'importance, grâce à l'excellente organisation des autorités anglaises et à l'incapable expérience acquise par les Anglais au cours des siècles dans l'art de conquérir et d'assujettir les peuples. Au début de la guerre mondiale, les troupes tenant garnison aux Indes, c'est à dire dans un pays peuplé de 300.000 millions d'habitants n'étaient fortées que de 80.000 hommes (officiers compris). Et l'on put au début de la guerre, diminuer encore sans inconvenient sérieux cette garnison déjà numériquement insignifiante.

En dépit des conditions sociales très différentes entre les pays colonisés et conquis, l'affinité de l'Angleterre vers toutes ses colonies, a toujours été assez uniforme. Le centre de gravité de la vie économique anglaise, c'est la ville, c'est-à-dire les centres industriels de l'immense empire. Les rapports entre les colonies et l'Angleterre peuvent être ainsi résumés:

1. L'Angleterre recevait de ses colonies des matières premières—colon d'Egypte, et des Indes, laîne d'Australie, miel des Indes, denrées coloniales de tous ces pays, et leur fournissait en échange, des voitures manufacturées, des machines, des outils, principalement des métiers ouvriers. Le caractère industriel de l'Angleterre ressort avec évidence de la quasi-disparition de sa population agricole. Avant la guerre, un sixième de la population de la Grande-Bretagne, s'occupait d'agriculture. Le pays, et par conséquent les capitalistes anglais, trouvait beaucoup plus avantageux d'exporter le travail du prolétariat anglais, sous forme de produits industriels, et de l'échanger, contre les produits de l'agriculture et contre les matières premières des colonies.

2. L'Angleterre est depuis longtemps le capitaliste, bâiteur de fonds, des colonies. Les capitaux disponibles en Angleterre même sont de préférence placés aux colonies. Avant la guerre, la moitié à peu près des capitaux de formation nouvelle étaient placés aux colonies. Les bénéfices qu'ils rapportaient revenaient de la sorte à la métropole.

3. L'Angleterre était l'armateur et le frêleur de toutes les colonies. La navigation entre l'Europe et les colonies et même la navigation des colonies entre elles, était dans l'immense majorité des cas, entre les mains des compagnies anglaises. Le droit exclusif d'exploiter la navigation avait donné au capital anglais une supériorité considérable sur ses concurrents.

4. L'Angleterre était le banquier de toutes les colonies. Jusqu'à la guerre, le papier-monnaie anglais était considéré depuis des siècles comme le meilleur. Les bank-notes anglaises étaient depuis longtemps échangées pour de l'or et valaient sur le marché mondial leur valeur nominale en or.

5. Sa puissante flotte faisait de l'Angleterre, le défenseur attitré de ses colonies, contre les entreprises possibles des états impérialistes.

Le résultat de cette situation économique, prolongée pendant des siècles, était que la balance commerciale de

l'Angleterre demeurait passive. L'Angleterre recevait chaque année, pour un milliard de plus qu'elle n'exportait. Cette différence provenait des capitaux anglais passés à l'étranger: intérêts des emprunts d'état, prix du travail que les compagnies anglaises se faisaient payer à l'étranger. Et enfin, revenus fixes, tels qu'impôts, appointement des fonctionnaires britanniques, frais d'entretien des troupes, etc. administrativement soldés par les colonies. Dans cette situation, les classes dominantes de la métropole et des colonies, sans en exclure celles des pays conquis, ne se trouvaient jamais en perle. Car dans ses colonies, l'Angleterre recherchait toujours l'appui des classes dirigeantes. C'est ainsi que, d'après la Revue *The Nation*, «elle s'appuie en Perse, sur la classe des propriétaires fonciers, la plus aisive et la plus riche de l'Orient».

La liste des colonies anglaises proprement dites est complétée par une liste d'états politiquement indépendants en apparence, mais en réalité, situés dans la sphère de domination de l'Empire anglais: tel est tout d'abord le Portugal et toutes ses colonies; tels sont aujourd'hui, depuis la victoire de l'impérialisme anglais, les états hémisphériques qui se sont détachés de la Russie, et, peut-on dire, tous ceux de l'Europe Continentale.

#### Conséquences de la guerre sur l'économie anglaise.

Bien que la puissance britannique semble s'être élevée à une hauteur inconnue jusqu'à ce jour (ce que voudraient croire les politiciens bourgeois et ce qu'ils répètent en toute occasion), la guerre n'a pas été sans influer profondément sur l'économie anglaise. Les changements de la vie économique, dont nous parlions dans le dernier numéro de l'*Internationale Communiste*, qui intéressent également tous les pays belligérants se sont produits dans la vie économique de l'Angleterre: appauvrissement de richesse véritable; croissance monstreuse, enflure des capitaux fictifs; enrichissement apparent de la population, ce qui, par suite de la dépréciation de l'argent, devient pour la classe ouvrière, une aggravation directe de ses conditions d'existence; amoindrissement de la productivité du travail et mauvaise volonté des ouvriers à intensifier leur travail au sein de la société capitaliste alors que leurs conditions d'existence empêtent: incapacité des classes dirigeantes, à assurer au prolétariat, un minimum de bien-être. Tout ceci, répétons-le, nous le voyons en Angleterre, et nous en reparlerons, par le menu. Soulignons pourtant que les changements dans l'économie anglaise, ne sont pas aussi profonds que dans celle des autres états européens belligérants.

La cause en est que l'Angleterre était auparavant la plus riche puissance du monde. C'est ce qui fait qu'elle a pu faire la guerre aussi longtemps, en ne dépensant que ses réserves de richesse et en ne touchant pas au mécanisme même producteur de ses richesses. Après quoi, elle a pu retirer de ses colonies et des autres pays du monde, une partie considérable des capitaux qu'elle y avait placés, et les consacrer à la guerre; c'est-à-dire qu'elle a su pendant les hostilités, accumuler chez elle une grande quantité de valeurs de toute provenance, sans les rembourser en marchandises. Et quand, les capitaux qu'elle avait naguère placés à l'étranger (les actions et les titres, furent principalement rachetés par les Etats-Unis d'Amérique et par les colonies anglaises elles-mêmes) furent épousés, tous les états du monde lui ouvrirent un crédit qui devait lui permettre de recevoir pendant toute la durée de la guerre des marchandises, sans ruiner pour cela, son économie propre, car sa maîtrise des mers lui permettait parfaitement de se ravitailler et de ravitailler les théâtres de la guerre.

Le fait suivant est aussi à noter. Fidèle à elle-même, l'Angleterre, à dans cette guerre aussi, usa de ses traditionnelles méthodes de perfidie et de trahison. Elle a laissé les alliés commencer la guerre, elle n'a elle-même acquis ses armements que lentement et progressivement, si bien qu'à la fin de la guerre, alors que la plupart des états belligérants y compris les alliés étaient complètement épousés, l'Angleterre disposait encore d'une formidable armée à l'apogée de sa puissance combattive.

C'est ce qui fait qu'elle pu, au cours des premières années de la guerre, consacrer sa main-d'œuvre à la production au lieu de l'envoyer au front. D'autre part, sa bonne organisation financière de guerre a contribué à diminuer les effets du conflit international sur la vie économique du pays. Tandis que la France et l'Angleterre, pour ne rien dire des petits états, faisaient la guerre exclusivement sur leurs crédits, c'est-à-dire au moyen d'emprunts considéra-

bles et de l'émission pour des sommes fabuleuses de papier monnaie, faisant ainsi rebomber le fardeau du présent sur les générations futures et créant l'illusion d'un enrichissement de la population, les Anglais finançaient la guerre conformément à leur tradition: dès le début, les impôts avaient été sérieusement accrus si bien que la plus grande partie des dépenses de guerre était couverte par les rentes. Ainsi fut évité l'enrichissement apparent, et sa conséquence, la multiplication des industries de luxe; ainsi se créèrent au contraire des mœurs correspondant parfaitement aux revenus réels de la population. L'Angleterre a de la sorte réussi à boucler aujourd'hui son budget sans déficit et à couvrir à peu près le tiers de ses frais de guerre, pendant la guerre même. Mais la liste des rentrées du gouvernement anglais n'est pas tout à fait correctement rédigée; on y trouve la mention de trois cent millions de livres «de rentrées extraordinaires» provenant de la vente des stocks de guerre. De cette façon seulement, le budget de la Grande-Bretagne se solda par un excédent.

Tous ces facteurs ont fait croire à la bourgeoisie anglaise que le développement économique de sa domination du monde, continuerait à progresser après la guerre en repartant du point où il s'était arrêté en août 1914. La bourgeoisie anglaise s'était longuement préparée à la conclusion de la paix. Des quantités énormes de matières premières avaient été importées. Le monopole anglais du cabbage et de la navigation avait servi à empêcher tous les autres états à se pourvoir de matières premières. Le fait est que, dès le lendemain de l'armistice, alors que la plupart des belligérants manquaient de tout, l'industrie anglaise se relevait. Mais son relèvement ne dura pas longtemps. L'Angleterre traverse aujourd'hui une des plus graves crises que son histoire connaisse.

Examinons-en les causes de plus près.

#### Le développement industriel des colonies anglaises.

La primeauté économique de l'Angleterre vient de ce que la Grande-Bretagne a été le centre industriel d'une moitié du monde. Mais pendant la guerre, lorsqu'il lui fut nécessaire de produire aux nécessités du moment, se servit de sa flotte surtout pour le transport des troupes et des munitions, lorsque, dans des colonies éloignées, des stocks considérables de matières premières s'accumulèrent, tandis que d'autre part, le manque des articles manufacturés se faisait sentir, lorsque ces pays éloignés commencèrent à s'enrichir rapidement, par suite du renchérissement des produits d'agriculture, une nouvelle industrie naquit dans toutes les colonies anglaises et entraîna de lutter sur les marchés locaux contre les articles de la métropole. Nous n'avons malheureusement pas sous la main de statistiques permettant de donner un tableau précis de ce fait. Aussi devons-nous nous contenter de faire connaître, quelques phénomènes bien symptomatiques.

L'essor économique du Canada est surtout remarquable. Nous lisons par exemple dans *The Economist* du 19 juillet dernier:

«La situation des industries rurales au Canada s'est sérieusement aggravée. Au début de l'année 1914, les travailleurs des compagnies, attirés par les hauts salaires et les courtes journées de travail, affluent par milliers dans les villes.

Le Canada produit moins d'articles alimentaires qu'il n'en faut pour sa consommation et en produit moins à l'heure actuelle qu'il y a six ans. Tant qu'un remède n'aura été apporté, nous n'avons nul espoir de voir diminuer le minimum d'entretien d'un travailleur. L'industrie se développe au Canada de la façon la plus moderne. Une concentration grandiose des capitaux et des entreprises s'est accomplie, accompagnée de tous les développements inévitables du capital usuraria qui finance la production. Donnons-en un exemple: la British Empire Steel Company a racheté toutes les usines métallurgiques travaillant le fer et l'acier du Canada. Cette compagnie étend maintenant son influence sur les grandes sociétés de navigation aux mains desquelles se trouvent les lignes de service intérieur du Canada et dont la principale est la Canada Steam Ship Company.

Le capital, totalement remboursé de cette société, se monte—d'après les chiffres de M. Armstrong, membre du parlement canadien—à six millions de dollars et d'après un des directeurs de la Cie en question (M. Bristol) à dix-sept millions de dollars. La British Empire Steel Company offre 44 millions de dollars d'actions afin de racheter toutes les actions de la Cie de navigation Marque qui, dans ces con-

diliens, valent vingt-sept (ou en comparant les cours, trente-huit) millions de dollars. Remarquons que le capital de celle société est formé d'actions de cinq et dix dollars. Une semblable concentration s'observe aussi dans l'industrie forestière et dans les chemins de fer canadiens.

Remarquons que la production de ces vastes entreprises et notamment de la Steel Company tend à diminuer. Elle s'élève ainsi à:

	Houille (Millions de tonnes).
En 1916 . . . . .	5,3
» 1917 . . . . .	4,3
» 1918 . . . . .	3,8
» 1919 . . . . .	3,6
» 1920 . . . . .	3,5
Fer et acier.	
Fonc. Acier. Rails.	
En 1919 . . . . .	308.000 t. 342.000 t. 165.000 t.
» 1920 . . . . .	184.000 » 220.000 » 69.000 »

Dans ces conditions, il n'est rien d'étonnant à ce que les capitalistes canadiens veulent défendre leurs bénéfices par les méthodes mêmes dont se servent les puissances impérialistes: ils réclament des tarifs douaniers protecteurs. Les capitalistes canadiens et leur presse font campagne dans ce sens.

L'introduction des tarifs douaniers protecteurs est non seulement exigée par les représentants de l'industrie textile, mais aussi par les maîtres de branches d'industrie telles, que la fabrication d'outillage agricole, qui avant guerre exportait beaucoup et notamment en Russie. Ajoutons ici que la banque canadienne a un cours sensiblement plus élevé que la livre anglaise. On voit désormais combien se sont modifiés les rapports économiques entre l'Angleterre et le Canada.

Dans d'autres colonies anglaises, nous voyons se produire le même fait. En Australie par exemple, les fermiers se sont considérablement enrichis pendant la guerre, les prix élevés, surtout sur des terres, les ont enrichis au point que l'Australie a pu, de même que le Canada, payer à la métropole une grande partie de ses dettes et devenir même son bailler de fonds. On observe en conséquence en Australie une tendance marquée à l'autonomie politique et le désir de satisfaire les besoins locaux par les forces propres du pays.

Le *Times* du 3 octobre dernier citait l'opinion du sénateur Millen qui affirme que l'Australie a surtout besoin d'un accroissement de population. Les firmes industrielles anglaises ont créé des succursales dans toute l'Australie. L'Australie encourage leurs initiatives et encouragera de même toute importation de capital industriel.

Même situation en Nouvelle-Zélande. Haussé de la valeur des terres et enrichissement des fermiers. Au cours des dix dernières années, se plait-on à répéter, des trésors ont été accumulés en Nouvelle-Zélande.

En Tasmanie, une nouvelle industrie se crée. Nous lisons dans le *Manchester Guardian* du 8 septembre: «Trois grandes firmes anglaises ont ouvert dans la capitale de l'île de grandes fabriques de cacao et de chocolat. Non loin de la cité, une fabrique de carbile et de sel de potasse est construite, dont les machines sont actionnées par des turbines d'une puissance de 3.500 chevaux vapeur. Au nord, une firme anglaise construit une fabrique de tissus. La Tasmanie manque d'ouvriers qualifiés, des maîtres ouvriers y ont été transportés du Lancashire afin d'enseigner les métiers nécessaires. — L'île éprouve un grand besoin de ciment; une firme anglaise fonde une usine pour lui en fournir (*Manchester Guardian* du 5 nov. 20). D'une façon générale, les renseignements abondent sur le développement fébrile de l'industrie dans ce pays. Même dans l'Inde, c'est-à-dire dans le domaine de l'empire anglais soumis à la plus grande exploitation, l'industrie est prospère, il est vrai que sa prospérité se fonde sur le traitement inégalitaire des travailleurs indigènes.

Nous avons trouvé, dans un numéro de *l'Humanité* un extrait de la *Modern Review*, revue éditée à Calcutta, qui nous renseigne sur les conditions de travail faites aux Hindous. De 1910 à 1917, et en dépit de la cherté croissante des vivres, les salaires des ouvriers anglais n'ont augmenté que

de 20 à 30%. Les travailleurs de la terre gagnaient en 1917 de 20 à 80 centimes par jour. Les menuisiers de 80 centimes à 2 francs. Les tailleurs de pierre gagnaient jusqu'à 2 francs. En 1918 les ouvriers de fabrique touchaient des salaires de 40 à 80 centimes par jour. Les fabriques de tissus de l'Inde septentrionale payaient 4 francs par semaine et les fabriques de jute 3 francs 30. Les mineurs ne gagnaient depuis 1910 que 80 centimes. Leur salaire équivaut à 1 franc 15 la tonne de charbon extrait qui est payé 15 francs à l'ouvrier anglais.

Ce développement remarquable de l'industrie coloniale est l'une des causes de la difficulté d'écoulement des produits anglais sur les marchés du monde.

Naturellement, le même processus s'est accompli ailleurs que dans les colonies anglaises, et surtout aux Etats-Unis et au Japon. Nous consacrerons à ces deux pays un article spécial. Les progrès surprenants de l'industrie textile (thors d'Angleterre) et ce qu'ils signifient nous sont expliqués par un article de *l'Économiste* du 8 novembre 1920. L'article s'intitule: «Le soulèvement de l'industrie textile destinée à l'exportation. Nous y trouvons notamment ce qui suit:

«Des représentants de l'industrie textile japonaise sont arrivés au cours des dernières semaines à Longsbridge afin d'y acheter des machines à tissu de papier. Ils ont trouvé les fabricants surchargés de commandes; la plupart des firmes ont conclu des contrats dont l'exécution prendra trois à quatre années. Ne pouvant acquérir ce qu'ils désiraient, les Japonais ont cherché à acheter les fabrications anglaises afin d'en exporter l'outil à après avoir liquidé les stocks. Leurs pourparlers avec les directeurs de certaines sociétés continuent, dit-on, mais nous ne sommes pas convaincus, ajoute *l'Économiste*, que l'on puisse considérer une semblable opération comme avantageuse.

Non seulement la concurrence des industries de formation récente dans les colonies anglaises, mais aussi la concurrence de l'Amérique du Nord et du Japon mettent obstacle à l'écoulement des produits anglais. Les produits de l'Europe centrale qui, grâce au cours dérisoire du papier-monnaie se vendent à bon marché dans les pays neutres, concurrencent aussi avantageusement les articles anglais.

Les revues anglaises, comme toute la presse d'Outre-Manche sont pleines d'articles sur la concurrence que les capitales américaines et japonaises font à l'industrie anglaise. Le supplément hebdomadaire du *Manchester Guardian* du 5 novembre 1920, donnait un article fortement documenté sur les succès rapides du capital japonais en Chine. Mais passons sur les détails, afin de ne pas trop nous égarer de notre sujet principal.

#### L'Europe exclue du nombre des clients.

Restent à l'industrie anglaise les marchés de l'Europe continentale qui, avec ses 400 millions d'habitants manquent de combustible, pourraient recevoir une quantité énorme de marchandises. Mais la veille en Europe centrale est compliquée du fait que ses marchés ne peuvent rien donner en échange. A la conclusion de l'armistice, les capitalistes anglais ont voulu tourner la difficulté de deux façons. Ils achetaient des actions et des entreprises entières en Europe et payaient leurs achats en marchandises. D'autre part, ils permettaient aux nouveaux Etats de l'Europe centrale et principalement à ceux dont l'avenir semble assuré, d'émettre des emprunts couverts surtout en marchandises anglaises. Mais les Etats de l'Europe centrale et orientale ont été si complètement ruinés par la guerre, qu'ils consommaient immédiatement les marchandises reçues et qu'il ne leur resta plus bientôt qu'un crédit limité. A l'heure actuelle, ils ne peuvent d'une façon générale plus acheter de marchandises anglaises, l'argent anglais atteignant chez eux une valeur trop haute (1).

#### (1) Cours du livre sterling:

	Parité	5 novembre 1920
Berlin, marks . . . . .	20,43	278
Vienne, couronnes . . . . .	24,02	1,130
Prague, » . . . . .	24,02	308
Varsovie, marks. . . . .	20,43	1,140
Bucarest, leu . . . . .	25,22	220
Sofia, leva . . . . .	25,22	230
Belgrad, dinar . . . . .	25,22	120

Remarquons que ces cours tendent à baisser encore.

La situation n'est guère plus brillante chez les anciens alliés de l'Angleterre, en France et en Italie, bien que ces deux pays ne ressentent que maintenant tout le poids des conséquences de la guerre. Leur situation économique influe sur leur change, très inférieur au change anglais (*Économiste* du 6 novembre 1920). Le livre sterling vole, d'après la revue citée:

	Parité	7 novembre 1919	5 novembre 1920
Paris—France	25,22	37,34	56,67
Milan—Italie	25,22	46,30	98,12

Notons ici que le marché russe, qui consommait jadis beaucoup de marchandises anglaises, et avait par conséquent une grande importance pour l'industrie mécanique, lui est jusqu'aujourd'hui complètement fermé.

Bien d'étonnant après cela que la courte période de prospérité qui suivit pour l'Angleterre la conclusion de l'armistice, aboutit à la crise grave dont parlent aujourd'hui tous les journaux.

#### La crise économique en Angleterre.

Les facteurs dont nous avons parlé plus haut, n'ontagi avec toute leur puissance que depuis l'automne dernier, jusqu'à ce moment, la crise fut latente, voilée par l'habileté des capitalistes. Les stocks augmentaient, mais les fabricants continuaient le travail. Ce ne fut qu'au début de septembre que les premiers symptômes de la crise se manifestèrent. Une des grandes aciéries de Sheffield associée à la corporation de l'Acier (syndicat patronal qui embrasse toute l'industrie anglaise), commença à cesser, faute de travail, des milliers d'ouvriers (*Gazette de Francfort*, 3 octobre 1920).

L'*Économiste* du 2 octobre 1920 écrit: «Les perspectives de l'industrie sont obscures. La vente devient difficile». 7 octobre 1920, nous lisons dans le *Times*: «Nous voici en présence d'une redoutable baisse de prix».

Depuis les renseignements sur la crise se multiplient dans toute la presse anglaise et dans toutes les revues spéciales. Le *Manchester Guardian* du 29 octobre, décrit la situation en ces termes:

«Le trimestre qui vient de s'écouler—septembre—a été une telle baisse du commerce de notre pays que les plus grandes inquiétudes en sont justifiées. Point n'est besoin d'en douter, les événements des derniers mois ont fait comprendre à beaucoup que les conditions artificielles créées par la guerre—hauze anormale des prix, enflure des crédits, émission exagérée de papier: monnaie et gaspillage inutile des forces militaires—ont causé un préjudice énorme à la vie sociale et qu'il faudra de longues années de patience et de travail opiniâtre pour réparer le mal».

Il y a d'autres causes de la crise du commerce, il convient de mentionner: l'appauvrissement de nos clients étrangers, la crise de l'argent, la suppression du crédit, l'effervescence parmi les ouvriers qui créaient des difficultés et ne leur permet pas de garantir l'exécution des contrats dans un certain délai et enfin l'accroissement des impôts y compris les taxes exagérées sur les bénéfices.

Commerce du colon. En septembre et octobre s'est produite une baisse des prix du colon brut; les commandes cessent et les efforts faits pour assurer aux fabriciers de tissus-papier tant soit peu de travail sont vains. Industrie de la laine et filatures de laine. Baisse de prix et cessation des commandes d'où arrêt du travail dans nombre de fabriques de l'ouest.

D'autres grandes industries sont également atteintes par la crise.

Le même journal écrit le même jour sur l'industrie de la chaussure:

«L'existence de grands stocks, la fermeture des marchés continentaux et les difficultés financières, telles sont les causes principales de la baisse des prix des chaussures. Les prix de vente au détail n'ont pourtant aucune tendance à baisser, même en rapport avec les prix de gros du marché.

Et cette industrie souffre comme la plupart des autres des conséquences de la guerre. Ainsi, des grands stocks existent. Les marchés du continent sont fermés, le nombre des ouvriers s'est accru de 20 à 30% par rapport aux chiffres de l'avant-guerre, les acheteurs du pays n'ont plus de capacité d'achat qu'auparavant à cause de l'élévation des prix et le salaire hebdomadaire du travail s'est amoindri. On constate une baisse sensible des prix au cours du mois prochain.

Les prix en gros ont baissé selon certaines sources d'information de 15 à 20% et selon d'autres de 20 à 30%.

Nous pourrions multiplier ces citations.

Deux circonstances confèrent à cette crise un cachet particulier. Elle réunit d'une façon très curieuse l'insuffisance de production et la surproduction. Tandis que le charbon, le bois et quelques produits alimentaires de première nécessité—froment, beurre, œufs—font défaut, la surproduction cède à coup sûr dans toute une série d'industries (le prix du pain a été récemment élevé de trois pences par livre; une prochaine augmentation de deux pences est officiellement annoncée). Ceci à l'heure précise où le prix du froment américain baisse sensiblement. L'augmentation de la ration de beurre est remise jusqu'à la fin de l'année. Les œufs ont dernièrement été tarifés). Les causes en sont compréhensibles. Ou les marchés étrangers n'ont pas besoin des produits anglais et peuvent largement se suffire avec les produits du pays et l'importation américaine, ou ils achètent en Europe continentale, bénéficiant ainsi de la baisse du change; ou bien ils ne peuvent acheter d'articles anglais même si les besoins s'en font sentir par suite de la dépréciation de la monnaie. Quant au marché intérieur, les travailleurs anglais ne peuvent rien acheter par suite de la cherté des denrées alimentaires et des articles de première nécessité. Cette situation permet même l'apparition sur le marché anglais—et non sans succès, de produits de l'industrie allemande pourtant bien débilités. Nous lisons à ce sujet dans le *Times* du 10 novembre 1920:

«Tels sont les résultats des variations du change (le mark allemand vaut 4/5 de pence), les fabricants allemands, peuvent vendre, sur les marchés anglais, à des prix défiant la concurrence de nos industriels. Un fabricant allemand de verres d'optique, a par exemple, fait une excellente affaire, en vendant, en Angleterre, ses produits à 60 ou 100%, au-dessous de leur prix de revient dans le pays même. 12,000 jumelles prismatiques ont été offertes à Londres par des négociants allemands, à un prix au-dessous de leur prix de revient en Angleterre.

Gantier.—En 1913, la fabrication des gants, en Angleterre, en produisait 880,000 yards. Nos manufacturiers la développèrent jusqu'à ce qu'en 1918, leur production atteignait 5,200,000 yards; mais au cours de ces temps derniers, les représentants des firmes allemandes se sont donné pour tâche de conquérir le marché anglais, et ont fréquemment fait des offres de marchandises à des prix inférieurs, de plusieurs shillings, au prix de revient anglais. Nous savons que les maisons de gros ont fait de grandes commandes à l'industrie allemande.

La situation de l'industrie anglaise du jouet est désastreuse. Dans les premiers mois de 1920, on a importé d'Allemagne, au Royaume uni, pour plus de 1,630,000 sh. de jouets. La valeur de cette importation a donc augmenté de 120%, par rapport à ce qu'elle était en 1914.

Une seconde circonstance intéressante, c'est que la crise se développe en quelque sorte avec organisation: pas de brusque baisse de prix, pas de panique, pas de grandes follettées. Elle est la conséquence de la surproduction, et se terminera, lorsque les grands stocks de marchandises auront atteint leur «prix social», lorsque toutes les marchandises seront jetées sur le marché à un prix normal. Mais nous ne voyons encore rien de semblable. Le capital soutient toutes les entreprises, les prix ne baissent que dérisoirement, les stocks se conservent, mais la production est ou restreinte ou arrêtée.

Qu'est-ce à dire au point de vue social?

Cela veut dire que les ouvriers feront les frais de la crise. Toutes les charges du rétablissement de l'équilibre de la production, rebloquent évidemment sur le prolétariat, sous la forme d'un long chômage. Les capitalistes de l'industrie textile introduisent, dans leurs manufactures, le «short time», ou courtes journées de travail; de nombreux fabricants anglais ont profité de la grève des mineurs, pour arrêter le travail, bien qu'ils eussent du charbon, pour plusieurs semaines (*Workers Dreadnought* du 23 nov. 20). Et les dividendes considérables, payés en 1920, par des sociétés anglaises à leurs actionnaires, ne doivent pas nous induire en erreur. Ils provenaient des bénéfices réalisés en 1919, et parfois même en 1918, pendant la guerre. La tendance du capital organisé à faire rebloquer tout le fardeau de la crise sur les ouvriers lui a permis de payer ses dividendes. Mais le prolétariat anglais, ne peut pas ne pas s'émouvoir, de ce que les firmes textiles versent en moyenne du 16% à leurs actionnaires, alors que leurs ouvriers, ne travaillent que 3 jours par semaine.

## Situation des organisations ouvrières.

La prospérité de l'industrie anglaise, après l'armistice, n'a rien donné aux ouvriers. La cherté des vivres a augmenté chaque mois. L'attente d'une baisse de prix a été déçue, alors que la hausse des articles de première nécessité, dépassait sensiblement celle des salaires.

Les journaux anglais ont beaucoup écrit, depuis quelques mois, sur la baisse des prix. D'après *l'Economist*, les prix ont atteint leur apogée, au printemps 1920, et depuis ont eu une tendance à la baisse, qui a surtout été remarquable, au mois de novembre. Si nous examinons de plus près ce fait nous trouverons que cette tendance à la baisse est surtout remarquable dans la vente en gros, des articles que ne consomme point la population ouvrière; par contre, et jusqu'en novembre 1920, les prix des articles de première nécessité, n'ont pas cessé d'augmenter. Les chiffres régulièrement publiés, par la *Labour Gazette* sous la rubrique «Cost of Living» (coût de la vie) nous le montrent. Si l'on désigne par 100 unités, le cours de la vie, à la fin de la guerre mondiale, on obtient le tableau suivant:

1919.	1920.
janvier . . . . . 110%	janvier . . . . . 125%
février . . . . . 115%	février . . . . . 130%
septembre . . . . . 115%	mars . . . . . 134%
octobre . . . . . 120%	avril . . . . . 132%
novembre . . . . . 123%	mai . . . . . 141%
décembre . . . . . 125%	juin . . . . . 150%
	juillet . . . . . 152%
	août . . . . . 155%
	septembre . . . . . 161%
	octobre . . . . . 164%

Et si nous nous bornons à considérer les prix des denrées alimentaires l'augmentation, au premier octobre 1920, sera de 170%.

Cette cherté des vivres entraîne une diminution rapide du bien-être des ouvriers anglais. Un communiste anglais a exposé de façon saisissante, dans le numéro 11 de l'*Internationale Communiste*, la situation de l'ouvrière anglais. Mais elle s'est depuis aggravée, et nous n'avons nul espoir de la voir s'améliorer dans un avenir proche. La *Federation of British Industries*, qui est l'une des plus grandes sociétés d'employeurs anglais (voir le *Times* du 7 octobre 20) l'a réellement déclaré. «La classe ouvrière ne peut espérer une rapide amélioration de sa situation; il est au contraire à redouter que celle-ci ne s'aggrave encore».

Les capitalistes anglais, comme ceux du monde entier, ne connaissent qu'un moyen: éléver la productivité de la main-d'œuvre. Mais c'est précisément ce qui est en question en Angleterre et partout. Les données précises que nous possédons sur l'extraction de la houille, facile à surveiller à cause de son peu de complexité, sont assez connues. Le ministre Horne constatait récemment que: «Notre exploitation est maintenant inférieure de 50% à ce qu'elle était avant la guerre. L'extraction de la houille s'élevait alors à 287.000.000 de tonnes par an. Pour le premier trimestre de cette année, elle correspond à 248 millions de tonnes et pour le second, elle tombe à 232». Nous pouvons ajouter, que ces chiffres ont encore baissé, par suite de la grève du second semestre de 1920. Avant-guerre, un mineur fournitait 270 tonnes de charbon par an; il n'en fournit que 200 en 1920. La production a baissé dans les mêmes proportions, dans toutes les branches de l'industrie anglaise. Si nous parcourons dans les journaux les rapports des directeurs des grandes sociétés par action, présentés aux actionnaires—lecture hautement intéressante, à qui étudie l'histoire du développement économique de notre temps—nous y trouvons à tout moment des récriminations contre la paresse des travailleurs et la baisse de la production. Et certes, les récriminations sur l'augmentation des salaires passent dans ces conditions au second plan.

Les directeurs ont beau souligner, que le travail a atteint sa productivité maximum et que toute hausse des salaires supprimerait les bénéfices, il n'en est pas moins vrai que la grande question est celle de la productivité du travail.

La différence, entre la hausse des salaires et celle du cours de la vie, ne peut pas nous servir à mesurer l'aggravation des conditions d'existence du prolétariat anglais. Car il faut encore tenir compte du chômage croissant.

Nous citerons ici des chiffres, qui ne concernent que les industries, dont les chômeurs sont secourus par l'État. Il s'agit donc de certaine catégorie d'ouvriers qualifiés. Les

chiffres suivants indiquent le maximum et le minimum de chômage par mois et par pourcentage.

1913 . . . . .	1,7—3,0
1916 . . . . .	0,3—0,6
1917 . . . . .	0,3—1,4
1918 . . . . .	0,4—1,2
1919 . . . . .	1,6—3,2
1920 janvier . . . . .	2,9
— février . . . . .	1,1
— avril . . . . .	0,9
— mai . . . . .	1,1
— juin . . . . .	1,2
— juillet . . . . .	1,4
— août . . . . .	1,6

Le ministre du travail, Mac Namara, a donné à la Chambre des Communes sur l'extension du chômage au cours des derniers mois les renseignements suivants (*Times*, du 18 novembre):

«Au moment où éclata la grève des mineurs, c'est-à-dire, le 15 octobre 20, le nombre des sans-travail atteignait 4,5%. Ne sont pas inclus, dans ce nombre, les ouvriers non qualifiés, les manœuvre et les apprentis parmi lesquels le nombre des chômeurs est beaucoup plus grand».

Des centaines de milliers d'ouvriers ne travaillent en outre que 3 heures par semaine. Et la grève des mineurs, a fortement accru le chômage.

Nous sommes donc fondés à dire, que la situation de l'ouvrier qualifié anglais est loin d'être aussi favorable qu'elle l'était avant la guerre. La baisse de niveau de ses conditions d'existence et la croissance du chômage le démontrent. Le capital anglais, n'étant plus maître des marchés du monde, ne peut plus assurer aux ouvriers les mêmes conditions d'existence qu'auparavant; et il n'est certes pas question de les améliorer, par rapport à ce qu'elles étaient avant la guerre. Les intentions des capitalistes anglais sont exprimées d'une façon très caractéristique, par les lignes suivantes, que nous cueillons dans le *Times* du 17 novembre:

«Les prix baissent; que la classe ouvrière ne s'oppose donc pas à une diminution nominale des salaires, puisque les salaires même diminués permettent d'acquérir, autant de produits». Si nous rapprochons cette phrase de la déclaration de la *Federation of British Industries*, il ressortira à nos yeux avec évidence, que les capitalistes anglais, loin de penser à améliorer la condition de leurs ouvriers, songent à diminuer encore les salaires.

Une source d'irritation qui n'a pas encore pris une forme décisive en résulte dans la classe ouvrière. Et nous avons déjà pu noter les symptômes d'un véritable mouvement révolutionnaire; cel. à. c. les soldats revenus de la guerre, se sont emparés en Ecosse de terres qu'ils ont commencé à défricher; et la possibilité des autorités locales a provoqué l'indignation du *Times*. «Devons-nous croire, que les violéations de la loi passeront désormais inaperçues en Ecosse? N'y a-t-il donc plus de contrôle véritable, sur les pouvoirs?» (*Times* du 3 août). Le mouvement des Shop Stewards Committees, la rapide unification des trades-unions, jusqu'alors isolées, l'insurrection de plus en plus fréquente des syndiqués envers la bureaucratie syndicale, la formation du comité d'action et, surtout, la sympathie toujours croissante pour la Russie des Soviets, n'ont de symptômes, de la transformation de l'état d'esprit des masses ouvrières en Angleterre. Mais tout cela est encore en voie de croissance, plein d'hésitations, instable et contradictoire.

## Les leçons de la grève des mineurs.

L'état d'esprit indécis, équivoque même, des ouvriers anglais, l'esprit révolutionnaire des masses et le conservatisme des chefs qui entraînent le mouvement, se sont nettement manifestés, pendant la grande grève des mineurs. Nous supposons naturellement le lecteur au courant des faits, et nous nous bornerons donc à n'en indiquer que les traits essentiels.

Comment débute le mouvement? Il se donna dès le début, un programme révolutionnaire. Nationalisation des mines et contrôle ouvrier. Et en attendant, les ouvriers non-qualifiés exigeaient une augmentation des salaires, en posant cette condition, qu'elle ne retomberait pas sur le consommateur, et que l'augmentation du prix du charbon, autorisé par le gouvernement, au printemps 1920, serait abrogée. En d'autres termes, c'était une tentative d'améliorer la situation des ouvriers, au détriment des bénéfices du capital (On ne peut

pas dire, que celle-conception ait été en tout point correcte: le monopole du charbon, sur les marchés du monde, dont l'Angleterre dispose en fait, permettait au capital britannique de faire rebondir, avec l'approbation du gouvernement, tout le poids de l'augmentation des salaires, sur les mineurs, et portant sur le prolétariat des autres pays. Bref, l'ancienne facétie des capitalistes anglais, aurait pu revêtir une forme nouvelle; mais il eut toujours été question de tirer à une couche privilégiée, de la classe ouvrière, les meilleures des bénéfices, acquis par le pillage de diverses parties du monde).

Comment se termina le mouvement? Il se termina en contradiction absolue avec son début. Dès ayant la grève même, toutes les revendications révolutionnaires (nationalisation, contrôle ouvrier, baisse des prix) avaient été éliminées. Et il ne subsistait qu'une très ordinaire demande d'augmentation des salaires. Ce n'était déjà plus qu'une bagatelle, pour les capitalistes mineurs,—leur monopole étant donné,—qui n'avaient puissent faire payer les augmentations des salaires, par les pays étrangers. Mais ils firent parti de la concession des ouvriers, pour s'assurer une augmentation de la production; le contrat spécial, que les mineurs n'auraient droit à une augmentation des salaires que lorsque la production atteindrait un maximum défini. Les capitalistes anglais réussirent donc à renouer contre les ouvriers une grève révolutionnaire, à son début, et à conclure avec les mineurs un contrat qui assurerait l'augmentation de la production. Solution tout à fait contre-révolutionnaire.

Comment réussit-on à renouer ainsi le mouvement? *Grâce à l'influence des chefs des trades-unions.* Pendant les pourparlers, qui durèrent des mois, toute ardeur révolutionnaire s'éteignit dans les masses. Le gouvernement eut la faculté de prendre toutes les mesures propres à amener l'échec de la grève et à neutraliser sa vigueur révolutionnaire. La puissante presse capitaliste, qui submerge littéralement la presse ouvrière, eut tout le loisir de préparer l'opinion publique «t les larges masses de la classe ouvrière, dont la grève menaçait l'existence même, contre le mouvement. Cependant la situation économique empira sensiblement. Les capitalistes résolurent de profiter de la grève pour congédier en masse leurs ouvriers (*Workers' Dreadnought*, 23 oct. 20) et s'efforcèrent de préparer dans le public un état d'esprit hostile à la grève. Tout ceci ne fut possible que grâce à la longueur des pourparlers. Les chefs des trades-unions avaient réussi à empêcher totalement l'ardeur révolutionnaire des masses.

Ils ont d'ailleurs fait plus encore. Ils ont répété en toute occurrence, que les mineurs ne voulurent pas la révolution, que les mineurs consentaient à intensifier la production, que le travail et le capital dépendent l'un de l'autre. Avec des chefs de cette acabit le triomphe de la bourgeoisie était assuré.

Le jour même de la grève, le *Times* écrivait qu'il n'y avait dans cette crise grave qu'un fait rassurant: que «les chefs des trades-unions n'avaient pas perdu la tête».

Thomas, leader des cheminots, à qui il appartenait d'apporter aux mineurs, un concours puissant (la grève de solidarité des chemins de fer était fixée au 25) adressa un appel au gouvernement: «Établissez la confiance! lui disait-il, en l'invitant à consentir aux mineurs, une augmentation de salaire. Et quand Lloyd George ouvrit les négociations, les cheminots renoncèrent aussitôt à la grève. L'attitude de Smillie fut tout ce qu'on voudra, mais ne fut pas révolutionnaire. On conçoit que la bourgeoisie ait pu suivre les événements avec tranquillité. Le *Spectator* du 25 novembre 20, écrit: «La Cité était, à la déclaration de grève, parfaitement calme. Les gros capitalistes ne veulent pas de lutte jusqu'au bout». Les personnes intéressées à la prospérité des affaires, ne peuvent pas se permettre le luxe de l'art d'héroïsme. A quoi bon? les intérêts du capital, étant donné la mentalité que nous connaissons aux «chefs» ouvriers, devaient être mieux assurés par un contrat que par une lutte à outrance, dont le résultat aurait peut-être été de fournir l'énergie révolutionnaire des ouvriers contre les leaders.

— La victoire de la bourgeoisie est-elle assurée pour longtemps?

*Nullement.* Dès le référendum organisé pour la ratification du contrat, a donné une majorité, faible, il est vrai, à l'opposition. Le contrat n'a pu être validé, que parce que les statuts exigent pour confirmer une grève, alors que les dirigeants des unions en conseillent la fin, une majorité des  $\frac{2}{3}$  de voix. Mais un profond mécontentement en résulte. Les ouvriers qui se sentent trompés, n'ont pas cruut de manifester leurs sentiments. La presse bourgeoisie a constaté avec effroi que «les chefs des trades-unions perdent rapidement leur popularité». L'accord a été conclu pour un délai

de 4 mois. Une nouvelle grève semble imminente, en présence de laquelle la victoire de la bourgeoisie est problématique. Le *Manchester Guardian* du 15 novembre, écrit sur ce référendum.

«Le référendum atteste plutôt, le désir de terminer la grève, que la joie ou la satisfaction des résultats acquis. Les closes d'accord sont impopulaires, et la majorité des votants n'y voit assurément qu'un palliatif temporaire. Ils ne considèrent nullement que le principe de la modification des salaires, conformément au cours de la production, demeure infiniment dans le mécanisme qui régularise la fixation des salaires».

#### L'ouvrier anglais et la politique bourgeoise.

Thomas, représentant le plus typique des trades-unions et des parlementaires ouvriers, bien disposé envers la bourgeoisie, a pu dire pendant la grève des mineurs: «il y avait dans les deux camps, des hommes qui espéraient que la lutte, serait celle fois, poussée jusqu'au bout». Il ajoutait que «si les ouvriers voulaient réellement renverser l'ordre bourgeois, ils n'avaient qu'à se servir pour leur fin de l'heure électorale» (*Daily Herald*, 25 oct. 20).

La suggestion de faire du bulletin de vote, la meilleure arme contre le capital, n'est nullement personnelle à Thomas. Cette facétie a été habituellement préconisée, par les chefs conservateurs du mouvement ouvrier anglais. Quant à l'issue de la guerre mondiale, les ouvriers virent que Lloyd George les avait dupés, que toute la rhétorique, la lutte contre l'imperialisme allemand, pour la démocratie et pour le droit des nationalités, n'avait servi qu'à substituer au militarisme germanique le militarisme anglo-français, tout aussi réactionnaire (la France a maintenu 800.000 hommes sous les armes. L'Angleterre entretenait, outre sa flotte, une armée d'un demi-million d'hommes). — *Labour Leader*, du 2 octobre 20, que le droit des nationalités avait servi à justifier, le démembrement de l'Europe Orientale et Centrale en de petits états rivaux, colonisés par l'Angleterre et la France, que la Ligue des Nations, si solennellement instituée, était devenue, par l'exclusion de l'Allemagne et de la Russie, une arme entre les mains de l'Angleterre, arme dont cette dernière se servit pour soumettre (diplomatiqument) tous les peuples du monde. — quand ils ont compris tout cela, les ouvriers anglais, en ont éprouvé une profonde indignation. Mais à toutes leurs récriminations, les chefs répondent: «Si vous aviez voté, après l'armistice, pour le Labour Party, la politique du pays aurait été tout autre».

Mais le fait est que, si nous étudions la composition sociale du Parlement anglais actuel, l'incapacité du parlementarisme à faire face aux antagonismes sociaux, nous saulera aux yeux. En Angleterre, c'est-à-dire dans un pays où l'immense majorité de la population est formée de prolétaires, de salariés, au sens littéral du mot, nous trouvons dans la Chambre des Communes (d'après M. Harold, I. Lasky, *The Nation*, 9 oct. 1920):

- 115 propriétaires fonciers.
- 61 directeurs de sociétés d'assurances.
- 17 directeurs de sociétés minières.
- 30 directeurs de compagnies de navigation.
- 19 usiniers de l'industrie textile.
- 138 manufacturiers.
- 28 directeurs de banques.
- 4 directeurs d'exploitation de naphtes.
- 10 brasseurs.
- 102 avocats.
- 50 officiers (armés).
- 12 officiers de marine.
- 10 médecins
- et 67 membres des organisations ouvrières.

A l'exception de ces derniers, des médecins, des officiers et des avocats, 422 membres, sur 710, y représentent donc les intérêts du gros commerce et de la grande industrie.

Nul n'ignore que la même personne peut diriger simultanément une douzaine de sociétés différentes. Il a été difficile de comprendre, pourquoi le ministère de l'industrie s'est refusé à renvoyer devant les tribunaux les compagnies de navigation, dont les vaisseaux n'ont pas le personnel prescrit par la loi, pour le service de radiotélégraphie: c'est que ce personnel s'est tout dernièrement mis en grève. — Point n'est besoin de s'étonner non plus, que Lloyd George ne craigne pas de se servir de la calomnie, contre les mineurs,

qui lui demandent justice. Il faut bien qu'il se soumette ou qu'il se démette. La Fédération Anglaise de l'Industrie, dont le capital s'élève à 4 milliards de livres sterling, n'envoie pas pour rien 300 députés aux Communes.

A la fin de la guerre, les ouvriers obéissaient en tout aux directives de leurs chefs: toutes les élections complémentaires furent des succès pour le parti ouvrier. On parla même de la nécessité de refaire les élections générales. A peu près à l'époque de la fin de la grève des mineurs, les élections municipales avaient lieu en Ecosse et en Irlande, et, fait remarquable, le Labour Party n'y remportait déjà plus de si brillants succès. La proportion des voix était moindre. Bien, que le Labour Party ait encore fait d'assez bonnes affaires, il a néanmoins éprouvé des échecs, précisément, dans les centres ouvriers. Il a perdu:

à Bradford . . . . .	6 sièges
à Birmingham . . . . .	6 ▶
à Leeds . . . . .	3 ▶
à Liverpool . . . . .	2 ▶
à Manchester . . . . .	2 ▶

(*Manchester Guardian*, 5 nov.)

L'arrêt de développement du Labour Party, serait difficile à expliquer, autrement que par le dégoût inspiré aux ouvriers par la politique parlementaire. C'est un pas vers l'anti-parlementarisme. Les ouvriers anglais, y compris les communistes, doivent apprendre à surmonter leur répugnance. Sinchon bien que la lutte de classe ne peut ni se dérouler ni s'achever au parlement, ils doivent pourtant apprendre, à fier parti du parlement, comme de font autre chose d'action, pour faire naître parmi les masses prolétariennes un état d'esprit révolutionnaire.

#### La question irlandaise.

La question irlandaise se situe un peu à l'écart de la grande politique anglaise. Il est facile de commettre en examinant de grandes erreurs, bien naturelles si l'on y applique le point de vue du «Capital» et d'autres œuvres socialistes, plus anciennes encore. Ces points de vue ont vieilli. Il n'y a plus en Irlande de fermières misérables; ceux-ci sont devenus des petits propriétaires cossus et ravitaillent les villes anglaises en farine, en beurre, en fromage, en viande et autres articles de consommation. La lutte qui fait rage actuellement en Irlande n'est plus aucunement celle des pauvres fermiers contre les louillards.

Le lecteur connaît assez l'acharnement déployé dans cette lutte de part et d'autre, les assassinats des policiers anglais, les brutales représailles de la troupe britannique, la mort de faim du lord-maire de Cork. Nous ne voulons donner ici, que quelques renseignements précis sur la situation générale en Irlande.

Le *Times* du 21 octobre écrit: «Il convient de classer au nombre des actes de provocation commis par la troupe et par la police anglaises, pour la seule année 1919: 14.000 arrestations politiques, 300 dispersions de réunions publiques, la fermeture des foires et marchés, dans 7 grands districts agricoles, la fermeture de 25 journées, le sac de 3 villes, l'assassinat de 10 citoyens». Le *Times* du 20 octobre, écrivait: «Sir Homer Greenwood, Secrétaire d'État pour l'Irlande, a fait connaître, que les agressions commises dans l'Ile contre les soldats et contre la police depuis le premier janvier 1920, n'ont pas coûté moins de 118 vies: 100 policiers et 18 soldats ont été tués; 160 policiers et 66 soldats ont été blessés, 667 agressions ont eu lieu contre les casernes de police, et dans la plupart des cas, les baraqués ont été détruits. Au cours des trois dernières semaines, les tribunaux militaires de l'Irlande, ont jugé 194 affaires et prononcé 150 condamnations». Le *Manchester Guardian* du 20 octobre écrivait: «Les évêques et les archevêques irlandais ont publié un appel, à propos des événements actuels. En voici les principaux passages: les violences de toutes sortes, pillages, incendies, meurtres s'accompagnent aujourd'hui, la vraie justice doit tout connaître et tout peser; elle jugera les agressions innombrables et les arrestations commises dans l'ombre nocturne, les condam-

nations sauvages de tribunaux, qui ne méritent et n'inspirent aucune confiance, l'inceste des denrées, des marchés, des fabriques, des fermes, des moissons. Des insectes envahis du vin qu'ils ont volé, détruisent l'industrie du pays qu'ils acheminent vers la misère et la famine. La force armée du roi assomme et tue de possibles citoyens. On ne voit chez les autorités aucun désir de mettre un terme à ces actes, de les blâmer, ou même de les connaître pour en châtier les coupables. On ferme les yeux, sur ces attentats. Ils sont inspirés, sinon organisés, non par des personnes obscures et irresponsables, mais par le gouvernement même de l'empire, par un gouvernement qui a osé invoquer l'idéal du droit et de la justice».

Pourtant si l'on examine la question irlandaise d'un point de vue objectif, on doit conclure, qu'il n'y a pas en Irlande de lutte de masses, de lutte populaire. Un communiste, bien informé de la situation d'Angleterre a offert mon attention sur ce fait, que pendant la lutte acharnée de l'Irlande, l'île continue à travailler régulièrement l'Angleterre, que les régiments irlandais continuent à maintenir l'ordre aux Indes et ont même mérité des félicitations pour s'être héroïquement distingué en Mésopotamie. Serait-ce possible, si la lutte en Irlande était réellement une lutte de classe ou une lutte populaire? Mais qu'est-elle si elle n'est pas celle? C'est surtout la lutte d'un petit groupe d'idéologues activement soutenus par une minorité de propriétaires, encore imprégnés de sentiments nationaux, et passivement soutenus par les masses paysannes. Les paysans ont encore conservé la vieille haine de l'Anglais, qui fut autrefois l'opposant, et espèrent d'autre part, payer moins d'impôts dans une Irlande indépendante. Ces circonstances et aussi l'aspiration des intellectuels à une plus grande influence politique et une situation plus avantageuse, forment le fond de la révolution irlandaise. Nous ne devons donc pas nous laisser égayer, par la prose abondante, que lui consacrent les journaux anglais. Il ne s'agit pas d'une lutte de classes, ni d'une révolution. Et je serais même enclin à supposer, sans pouvoir, il est vrai, le prouver, que l'inefficacité de la situation en Irlande est consciemment accrue par le gouvernement anglais, et exagérée par la presse, pour distraire le prolétariat britannique, des questions réellement révolutionnaires.

Ainsi, de profondes lésions nous apparaissent dans la façade orquelineuse de l'empire britannique. La suprématie coloniale de l'Angleterre sur ses colonies s'effondre. Les colonies cherchent à se créer une industrie et à pourvoir elles-mêmes à leurs besoins. L'Amérique et le Japon éliminent l'Angleterre des marchés avantageux. Presque toute l'Europe Continentale est à bifer de sa liste des clients. L'Angleterre n'est plus le banquier du monde. Elle est même le débiteur de l'Amérique et des États neutres. Le lien économique, qui rattachait la périphérie de l'empire mondial anglais au centre s'est usé. Les îles Fidji n'ont plus besoin de la métropole et s'en détachent. Dans les colonies conquises, ce processus révèle la forme des insurrections nationales. L'Angleterre ne recevra plus chaque année une énorme quantité de marchandises, représentant les bénéfices de ses capitales placées à l'étranger. La bourgeoisie anglaise ne pourra plus abandonner à ses ouvriers les meilleures des richesses pillées dans l'Univers. Elle ne pourra plus améliorer même lentement la condition de ses ouvriers, comme elle l'a toujours fait, pendant les dernières décades. Et ceci mettra un terme à l'éloignement des ouvriers anglais privilégiés du mouvement révolutionnaire.

Les ouvriers anglais deviennent rapidement révolutionnaires. Or, le début de la révolution en Angleterre, assurera la révolution dans le monde (1).

E. VARGA.

Moscou, 1er décembre 1920.

(1) Remarquons que la bourgeoisie anglaise cherche le soutien dans l'augmentation de la population agricole. Lors des débats sur le bill agraire à la Chambre des Communes, Lloyd George a prononcé ces mots: «La sécurité sociale exige le renforcement de la classe paysanne, qui est la classe la plus saine et la plus calme de la population».



Jacques SADOUL.

## L'EXPULSION DES PRINCES

Moscou, le 12 septembre 1920.

Je lis, dans *l'Humanité* des 22 et 23 août, les explications savantes à l'aide desquelles Ernest Lafont, condamné par le prolétariat russe, tente de se réhabiliter devant le prolétariat français. Pour « clore l'incident », le candide Lafont feignit de croire qu'il suffit de dénaturer les faits, de falsifier trois documents, d'affirmer d'un ton léger qu'il y a maladonne, qu'il s'agit simplement d'une « erreur » de Sadoul et d'une « gaffe » de Trotski, d'éclabousser deux camarades de quelques vilaines insinuations, enfin, dans une péroration généreuse, de se poser qu'en même en chevalier servant de la Révolution Russe et ami désintéressé de l'Internationale Communiste.

Je reconnaiss volontiers que ces exercices difficiles ne sont pas exécutés sans grâce. Et je ne m'attarderais pas à répondre aux menues perliades discrètement semées dans ce plaidoyer, si un tel incident, en éclairant d'un jour cru le caractère d'un pseudo-chef de la classe ouvrière française, ne constituait une expérience féconde en enseignements.

C'est trop déjà que notre prolétariat, si grand dans le passé, subisse sans révolte les ignobles bourrades du Millerand des Congrégations, après les insolents coups de cravache du Clémenceau de Panama. C'est trop qu'on puisse sans injustice l'accuser de ne pas accomplir son devoir pour sauver la République des Soviets. C'est trop qu'il donne une telle impression d'impuissance, que les maîtres de notre démocratie—sûrs de sa faiblesse et de leur force—osent repousser ses plus humbles revendications avec plus de mépris que n'en montra jamais le Gouvernement d'un Tsar. Que le Parti Socialiste et la Confédération Générale du Travail, avant-garde consciente de la classe ouvrière, évitent du moins le péril et la honte de conserver leur confiance aux complices avérés de la contre-révolution.

Quand ils connaîtront la vérité sur « l'incident », des travailleurs français flétriront Lafont, comme il fut flêtri par le gouvernement ouvrier et paysan de Russie. Ils comprendront pourquoi l'Internationale Communiste ferme violemment sa porte au nez de semblables amis, pourquoi la Révolution Russe vomit avec dégoût de tels défenseurs.

Nous n'avons cessé de le répéter: Démission à la veille, ou trahison au lendemain de la Révolution, ainsi feront beaucoup de nos leaders centristes, de nos menchéviks, si les communistes

n'y prennent garde. Ainsi furent hier leurs pareils, les chefs du centre socialiste, du menchévisme en Russie, en Allemagne, en Hongrie, en Finlande, en Géorgie, partout où la lutte révolutionnaire est commencée. Malheureusement, la valeur internationale de ces expériences coûteuses n'a pas encore été admise par tous les militants occidentaux. J'imagine que la déplorable aventure Lafont montrera aux plus sceptiques qu'en tous pays, les menchéviks se ressemblent, qu'en tous pays ils doivent être chassés des organisations ouvrières et qu'ils doivent être chassés au plus tôt, cette épuration étant la condition préalable de toute action révolutionnaire.

Depuis les trois années, la République des Soviets est la cible où viennent frapper tous les coups de la réaction. Depuis trois années, sans appui et sans répit, héroïque et invaincue, la classe ouvrière russe combat et meurt pour l'émancipation des prolétaires de tous les pays.

Il n'existe plus, dans le monde civilisé, un travailleur qui n'ait pas compris cela, qui ne sente grandir chaque jour en lui et l'étroite solidarité qui l'unit au prolétariat révolutionnaire, et la haine qui l'oppose aux assassins gagés par la bourgeoisie pour égorger la République des Soviets: hier les Koltchak et les Dénikine, aujourd'hui les traîtres du Parti Socialiste Polonais, les Dachinski et les Pilsudski. Pas un socialiste qui n'ait la volonté de plus en plus forte d'affirmer par des actes cette solidarité et cette haine.

Tandis que monsieur Millerand, avocat de la Haute Finance en même temps que premier Ministre, chargé à la fois d'assouvir l'appétit des porteurs de titres et de sauvegarder l'honneur de la France, en est réduit, après s'être heurté à l'invincible répugnance des diplomates, à ramasser dans les bas-fonds policiers le petit mouchoir Jean Ehrlich pour en faire un haut commissaire, pour représenter dignement près de l'aventurier Wrangel la République et la Bourse, le camarade Ernest Lafont — moins dégoûté que les hobereaux du quai d'Orsay — se déleuge lui-même à Varsovie près des Scheidemann et des Noske polonais, près des bandits casqués de la mission militaire française, près de tous les valets de Millerand et de tous les complices de Wrangel. Pourquoi faire?

Défenseur systématique, invariable et platonique de la Révolution Russe, quelle qu'elle

soit, de la Révolution de Lénine, comme il le fut de celle de Kérenki et comme il le serait de celle de Savinkov, Lafont sait mieux que personne, que l'agression sauvage de la Pologne Blanche contre la Russie Rouge est un attentat contre-révolutionnaire. Soutenant tour à tour, avec une aisance également remarquable, les intérêts matériels de la classe bourgeoise au Palais de Justice et les intérêts moraux de la classe ouvrière au Palais Bourbon, Lafont est payé deux fois pour savoir ce qu'est la lutte des classes. Mieux que personne, il sait que dans la guerre de classe il fait rage depuis trois ans. La Pologne et Wrangel défendent la dictature de la bourgeoisie contre la Russie, champion de la classe prolétarienne.

Lafont sait tout cela. Se rendant à Moscou, il n'en court pas moins à Varsovie. Est-ce l'avocat de la bourgeoisie, est-ce le mandataire de la classe ouvrière qui accomplit ce voyage? Serait-ce pour éclairer les ouvriers et les paysans de Pologne sur la signification réelle de la guerre, pour les appeler à la révolte contre Dachinski et Millerand, à l'union avec le prolétariat de Russie? Serait-ce, au contraire, pour... Mais pourquoi tant d'hypothèses? Les faits vont répondre.

Révolutionnaire à Firminy, socialiste à Paris, à mesure qu'il approche du champ de bataille, du terrain où la guerre sociale est menée, non plus à coups de langues et de plumes, mais à coups de canons et de baïonnettes, Lafont se sent de moins en moins révolutionnaire et de plus en plus l'ami de l'ordre et de la paix. Arrivé à Varsovie — retrouvant d'instinct la formule, par laquelle se définissait jadis le renégat Charles Dumars — il ne veut plus être qu'un «homme politique qui s'informe», être abstrait, hors classe, échappant aux grossières contingences; c'est-à-dire aux responsabilités. Softise et hypocrisie. Se croyant protégé par ce bouclier d'imparfaibilité, d'objectivité, de neutralité («devant le crime», ajouterait son ami Loysen), il s'acquaine avec les renégats du socialisme polonais, avec les égorgeurs de la mission militaire française. Il est fraternellement fêté par cette malfaiteuse vermine Dachinski et sa bande, utilisant habilement les témoignages de sympathie que leur prodigue ce député socialiste, ce «chef de l'avant-garde du prolétariat français, pour faire croire aux ouvriers et aux paysans polonais que notre peuple appuie leur clique impérialiste dans la lutte engagée contre la Russie prolétarienne». Ainsi, Lafont aide de son mieux au rétablissement du prestige des mercenaires de la réaction mondiale. Ainsi, ce partisan de la III<sup>e</sup> Internationale fournit aux derniers héros de la seconde Internationale les moyens de frapper de coups plus rudes les communistes polonais qu'ils martyrisent sous ses yeux. Ainsi, ce défenseur de la Révolution Russe permet aux instruments les plus malpropres de l'Entente de réparer leurs échecs et de recommencer la guerre contre la Russie ouvrière des Soviets.

Quand il n'est pas avec ces misérables, le maire de Firminy, homme du monde et cocardier, accepte l'hospitalité somptueuse des membres de la mission militaire française, commise par Millerand pour fomenter toutes les offensives

contre la Révolution Russe, pour provoquer tous les attentats contre ses chefs et dont le Parti Socialiste Français a été maintes fois l'activité criminelle. Gentleman délicat, Lafont sert avec une cordialité de bon ton ces mains couvertes du sang de nos frères russes.

Menchéviks polonais et spadassins français ont tôt fait de mesurer la fermeté des convictions socialistes d'Ernest Lafont. «Homme politique», se définit-il. Il exagère: disons plutôt, politicien. Sous le masque tragique du révolutionnaire, ces Messieurs découvrent sans surprise le visage gouarné du conservateur sceptique qu'en fut toujours le député de la Loire. Il lui font confiance. Et, comme ils ont raison!

C'est l'époque où l'armée polonaise fuit précipitamment devant les troupes rouges, où le gouvernement polonais, par l'entremise de Floyd George, demande à la Russie de négocier. Les officiers blancs français, Dachinski, bien d'autres coquins encore ne cachent pas à leur ami Lafont que ces propositions ne sont pas sérieuses, qu'elles n'ont qu'un but: gagner du temps, calmer l'opinion ouvrière européenne, exaspérée contre la Pologne, permettre l'accumulation des munitions et la réorganisation de l'armée, faciliter, en un mot, la préparation d'une reprise heureuse de l'offensive.

Plan sinistre, mais ingénieusement concu et sérieusement préparé, ainsi que l'a malheureusement prouvé le succès de son exécution, commencée trois semaines après les révélations de Lafont. Tout se passe en effet, comme on l'exposait à Lafont vers le 15 juillet, à Varsovie, et comme il le répétait à Moscou, une dizaine de jours plus tard. Déclenchée à l'heure précise où la Russie victorieuse, mais embarrassée par d'énormes conquêtes dont elle est résolue à ne pas réclamer le prix, dégrafe à demi son armure, à l'heure où, n'osant à poursuivre sa marche en avant, craignant de réveiller la russophobie des ouvriers et des paysans polonais, soumis pendant un siècle et demi au joug accablant du tsarisme et dont elle constate l'insuffisante préparation révolutionnaire, attristée et déconcertée par la trop faible répercussion déterminée en Occident et, spécialement en Allemagne, par l'approche triomphale des armées rouges, si propice pourtant à susciter et à faciliter un mouvement révolutionnaire, essoufflée enfin par une course en avant trop rapidement conduite, la Russie talonne entre deux routes déclanchées à ce moment, la double offensive de Pilsoudski et de Wrangel atteint des résultats qui retarderont de quelques mois la signature de la paix et la feront moins favorable à la révolution internationale.

Dès son arrivée à Moscou, devant Cachin, Frossard et moi, Lafont avait répété ces renseignements. Moins au courant que moi des intrigues polonaises et, sans doute aussi, moins attentifs au bavardage un peu décousu et fatigant de Lafont, nos deux camarades ne crurent pas pouvoir certifier dans la suite, si ces propos avaient été attribués par lui à Dachinski. Mais, en toute bonne foi et devant des amis communs, l'un et l'autre déclarèrent que Lafont avait bien placé ses paroles dans la bouche de personnages considérables Frossard précise même que, si elles n'avaient pa

éte prononcées par Dachinski, elles avaient été prononcées par Pilsoudski.

Que l'abominable plan polonais lui ait été révélé, Lafont ne le nie plus qu'à peine. Acculé de ce côté, il doit chercher une autre issue. Esprit fertile en ressources et sans vergogne, il oublie les propos eux-mêmes, c'est-à-dire l'essentiel. Désormais, sa défense se borne à dire: «ce n'est pas Dachinski qui m'a appris cela». Il tente même, à l'aide d'arguments psychologiques, chronologiques, géographiques, etc., ridicules ou mensongers—telle le prouverai dans un second article), d'établir que Dachinski n'a pas pu lui parler ainsi.

Je persiste à affirmer ayant bonne mémoire—que Lafont nous présente ces affirmations, comme lui ayant été livrées par un certain nombre de personnalités, parmi lesquelles Dachinski.

Mais l'important n'est pas là, et Lafont le sait bien.

L'important n'est pas de savoir, si c'est Dachinski seul, ou lui et ses complices, ou ses complices sans lui, qui ont mis Lafont au courant du guet-apens qu'ils préparaient contre la Russie soviétique.

L'important est que Lafont ait vécu dans les milieux où se tramait ce guet-apens et qu'il l'ait connu, ce qu'il n'ose plus nier sérieusement, ce qu'il ne peut plus nier depuis que les faits, en réalisant point par point le plan dénoncé par lui, sont venus infliger aux demi-réfractaires qu'il baubuait à Moscou un démenti qui suffirait, si par hasard le témoignage de Cachin et de Frossard ne venait appuyer celui de Trotski et le mien.

L'important, c'est que Lafont, membre d'un parti de classe, mandataire des éléments d'avant-garde du prolétariat français, se soit rendu à Varsovie, au centre des intrigues contre-révolutionnaires. L'important, c'est qu'en pleine guerre de classes, classe des opprimés contre classe des oppresseurs, «la seule guerre juste qu'il connue l'histoire», il ait été l'hôte de l'Etat-Major Politique et Militaire des oppresseurs. L'important, c'est qu'il ait mérité, par son attitude, de recevoir les confidences des ennemis armés de la classe ouvrière, qu'il ait justifié cette confiance outrageante, en refusant de révéler publiquement ce qu'il avait appris au camp des gardes blancs, en ne faisant rien soit en Pologne, soit en Russie, pour aider à la défaite de la République bourgeoise et au salut de la République Soviétique.

Je pourrais encore ajouter à ces griefs, dont chacun le légitime la flétrissure gravée au front du député «socialiste» par les représentants qualifiés du prolétariat russe. Mais, pourquoi commenter des faits qui ne sont que trop éloquents.

Lafont se rend à Moscou. Il constate les privations, la misère, les souffrances indicibles, imposées au peuple russe par ses amis de Varsovie. On lui demande de donner à ce prolétariat sublime ce que peut, ce que doit lui donner non pas même un révolutionnaire, mais simplement un honnête homme; le secours d'un peu de vérité.

Lafont a la preuve de la duplicité polonaise, du nouvel attentat préparé contre la Russie. D'un mot, il peut accabler les instigateurs du crime Millerand et Lloyd George, et leurs bas exécuteurs. Il peut soulever contre ces bandits l'opin-

ion publique européenne, hâter l'insurrection des masses populaires polonaises, aider puissamment le prolétariat russe. Il peut et il doit. Mais il manque de courage et de foi révolutionnaire. Il offre un lamentable exemple de l'influence aveuglissante exercée par la démocratie bourgeoise sur tant de leaders ouvriers, d'autant moins révolutionnaires qu'ils sont plus près de la révolution.

Soucieux de ne pas disqualifier ses «camarades» Dachinski et Pilsoudski, de ne pas mettre en cause ses amis de la Mission Militaire Française, lié à ces canailles par un pacte tacite, par l'hospitalité qu'il a reçue des uns et des autres, résolu par-dessus tout à ne pas les compromettre pour ne pas être ensuite compromis par eux, à jouer jusqu'au bout ce jeu de bascule essentiellement menchevik, Lafont refuse de parler. Et quand j'ai répété à Lénine et à Trotski notre conversation politique, cet homme vertueux, dans un accès d'amerlume vraiment comique, ose s'indigner de mon «indiscrétion». Il «ne veut pas croire cela d'un vieux camarade». Les parlementaires socialistes de l'espèce de Lafont sont, en effet, si spécialement socialistes et si incurablement parlementaires, tellement corrompus par les contacts quotidiens avec leurs «chers collègues» de la bourgeoisie, par les intimités de couloir et les complicités de tribune, qu'ils sont hors d'état d'imaginer qu'on puisse faire passer le devoir révolutionnaire ou simplement la probité, avant les convenances les plus malpropres d'une vieille camaraderie. Pour eux, camaraderie entraîne complicité. «Cette indiscrétion vous coûtera cher!» menace Lafont. Je le sais. Et j'ai bien assez d'ennemis, pour ne pas me faire d'un cœur léger un nouvel adversaire de cet ami de vingt ans. Mais j'ai consenti à la vérité d'autres sacrifices plus dououreux.

Dans un entretien sévère (pour lui), je reproche à Lafont une lâcheté qui est trahison. Il m'écoute la tête un peu basse, moins désinvolte que de coutume. Mais il ne cède pas. Les rappels à la pudeur, qui lui seront adressés par Trotski et par Rakovski, ne seront guère plus efficaces. Et c'est seulement après ces tentatives infructueuses, que nous apprenons ce que ce défenseur ardent de la Révolution Russe, ce que cet ami loyal de l'Internationale Communiste nous avait soigneusement caché: ses relations étroites avec la Mission Militaire Française à Varsovie, avec les mencheviks les plus perfides de Moscou. A l'indignation et au mépris se mêlent alors le dégoût et l'inquiétude. Ce n'est plus seulement promiscuité écœurante, c'est entente suspecte; ce n'est plus seulement lâcheté, c'est complicité avec les assassins du prolétariat russe.

Tandis que fut préparée l'expulsion publique de Lafont par le Congrès de l'Internationale Communiste, le conseil militaire révolutionnaire l'expulse corporellement de Russie. La plupart des communistes russes et étrangers, présents à Moscou, ont protesté vivement contre l'excessive indulgence de cette sanction. En période révolutionnaire, en période de guerre civile, tout socialiste qui n'aide pas la révolution, la trahit, qui n'est pas avec elle, est contre elle. Lafont fait davantage que de ne pas aider la révolution. Il a servi ses ennemis.

Comme bien d'autres, ce bourgeois aimable et vain, désabusé, hypocrite, se moquant de tous et niant tout, le plus actif des dissolvent que je connaisse, n'était venu au socialisme que par ga-geure. Un absolu mépris des hommes, beaucoup d'impertinence et de sans-gêne lui permirent de faire longtemps illusion. Mais le premier choc avec l'ardente et terrible réalité révolutionnaire devait nécessairement le rejeter dans sa classe. Qu'il lui soit interdit désormais d'en sortir. Nous ne faisons pas la guerre aux individus, mais aux idées. Pourtant, quand un homme s'est disqualifié à ce point, et peut bien s'époumonner à crier: «Vive la Révolution Russe! vive la Troisième Internationale!», il est condamné sans appel. Lafont peut donc sourire, il peut ironiser, ses protestations, ses sourires et ses ironies n'abuseront personne. Dans son affollement, cet homme d'esprit, pour bien accumuler les mensonges et les faits les plus stupides, pour troubler Cachin et Frossard dans le courageux et difficile combat qu'ils mènent actuellement, et aussi pour les dresser contre moi, à l'heure où je dois invoquer leur témoignage, il peut bien insérer faussement leur nom accompagné de faux commentaires, dans les documents falsifiés qu'il publie ainsi pour Moulot, etc., etc. Après une rapide lecture de son plaidoyer, je rédige cette première réplique, me bornant à y résumer les faits essentiels. Mais cette esquisse vaut d'être complétée.

Ces faits nouveaux, si caractéristiques, viennent à point pour aider le prolétariat français à comprendre la nécessité qui s'impose à lui, non seulement d'expulser le menchévik Lafont de toute organisation de classe, comme il l'a été de l'Internationale Communiste et de la Russie Soviétiste, mais encore expulser au plus tôt et à tout prix tous les Lafont impuissants en puissance, tous les menchéviks masqués, qui, révolutionnaires en paroles, sont en fait les alliés passifs de la contre-révolution et seront demain les adversaires actifs de la révolution.

À mesure que se développe la crise économique et politique, engendrée par le régime bourgeois et précipitée par la guerre impérialiste, les antagonismes des classes s'exaspèrent.

Les intérêts économiques de classe dominent de plus en plus les questions idéologiques secondaires, qui mettaient jadis aux prises les différences catégoriales sociales. Sous la menace de la révolution, tous les individus intéressés—ou qui croient l'être—au maintien du système capitaliste, se rapprochent.

Les innombrables partis politiques tendent à se resserrer en deux grands partis sociaux: le parti de l'ordre, le parti bourgeois d'une part, et de l'autre, le parti de la Révolution, le parti prolétarien.

La bataille se prépare. Pour qu'elle soit gagnée par lui, il faut que le parti prolétarien forme un bloc purement révolutionnaire, débarrassé de tout alliage suspect.

Aux élections parlementaires de novembre 1919, un bloc nationaliste, au-dessus duquel se dressait fièrement le drapeau de la conservation

sociale, unissait, les fractions jusqu'alors éparses de la grande et de la moyenne bourgeoisie, auxquelles étaient venus se joindre les groupements les plus réfractaires de la petite bourgeoisie. Depuis novembre, et à mesure que les grondements de l'orage révolutionnaire reléguent de façon plus menaçante, nous voyons d'autres éléments petits-bourgeois rattachés au prolétariat par leurs intérêts politiques, mais qui ont l'illusion d'être unis à la bourgeoisie par leurs intérêts matériels, chercher un abri sous le paratonnerre du parti de l'ordre.

Les organisations d'avant-garde doivent précipiter ce mouvement. Digne neveu de Monsieur Prud'homme, proléttaire embourgeoisé ou bourgeois prolétarisé, parvenu ou déclassé, le petit bourgeois a été toujours et partout un adversaire peu dangereux, mais un allié fort redoutable. Entrainé par sa situation économique à osciller perpétuellement entre la bourgeoisie et le prolétariat, prédestiné par son égoïsme aux actions les plus softes et les plus basses, trop aveugle pour pressentir où s'installera la victoire, trop lâche pour perséverer après la défaite, il est dans la guerre sociale non seulement le moins utile, mais aussi le plus ridicule, le plus déconcertant et le plus instable des éléments. L'expérience des révoltes montre heureusement qu'il n'est qu'un élément d'appoint. Dans une période comme celle que traverse la France, alors que l'avant-garde prolétarienne a besoin de tout son sang-froid et de toute sa clairvoyance pour rompre avec la politique d'équivoque et adopter les tactiques réellement révolutionnaires,—le crétinisme politique et les hésitations perpétuelles des petits bourgeois, mêlés encore au mouvement sous le nom de menchéviks, aggravent dangereusement la fièvre et la confusion. Plus tard, quand le combat s'engagera, leur penchant aux concessions, aux compromis, la conciliation, puis leur brusque défection risquent de jeter le désarroi et la panique dans les rangs de l'armée ouvrière.

La mission historique de cette classe intermédiaire paraît être de trahir, de trahir d'ailleurs sa propre cause, aussi bien que celle de ses alliés successifs. Pour l'empêcher de trahir le prolétariat, le mieux est de l'amener en temps utile—trahir la bourgeoisie, en la poussant dans ses rangs.

Il serait en tout cas imprudent, avant la prise du pouvoir, de tenter l'enrôlement en masse de la petite bourgeoisie dans la première armée révolutionnaire, qui ne doit compter que des combattants vigoureux et enthousiastes. Pendant cette période préparatoire, l'avant-garde ouvrière et paysanne doit tendre, au contraire, à neutraliser les éléments petits-bourgeois les plus favorables et à démasquer impitoyablement les autres, pour les obliger à se jeter dans les bras de la bourgeoisie.

Il sera facile de débarrasser la route des petits bourgeois qui forment l'aile droite de notre Parti Socialiste. En fait, sinon formellement, ils sont déjà passés avec armes et bagages au service des ennemis des travailleurs. Ils ne sont plus dangereux.

Le péril est au centre, où ces métis sociaux forment un noyau compact. On les trouve non pas dans l'armée, mais dans les troupes centristes, dont l'immense majorité est d'instinct avec nous, mais dans l'Etat-Major Centriste composé en partie d'hommes sincères qu'une évolution naturelle a conduits de l'opportunisme au communisme, mais où se groupent aussi des timides, à jamais incapables de l'audace indispensable à l'action révolutionnaire—dont ils constatent théoriquement la nécessité—et des habiles qui ne font des concessions verbales au communisme qu'afin de sacrifier la mode et de duper plus sûrement les masses laborieuses.

Dans la préparation de la révolution, préparation à peine commencée en France, la première besogne à accomplir est de séparer les troupes de ces pseudo-chefs.

Ces Messieurs croient volontiers—et surtout ils cherchent à faire croire—que l'indéfendable confiance du prolétariat leur est acquise. Il y a quelques mois à peine, Albert Thomas et Renaudel, Scheidemann et Noske, Henderson, Vandervelde et Pilsudski, Kérenski et Henner, tous les pontifes de la social-démocratie européenne nourrissaient les mêmes illusions. Aux premiers souffles de la tempête révolutionnaire, ces faux héros ont cependant chancelé sur leurs piédestaux. Et bientôt, ils se sont écroulés avec, fracas.

Les demi-dieux du centre ne seraient pas plus immortels que les dieux de la droite. Les ombres du crépuscule enveloppent déjà ces divinités agonissantes. Dans les pays où la bataille révolutionnaire est engagée, les foules militantes ont déserté leurs autels. En Russie, en Autriche, en Allemagne les plus fameuses idoles, Martov et Axelrod, Bauer et Adler, Kautski et Dittmann, sont abandonnées l'une après l'autre.

Dans les pays où le prolétariat et la bourgeoisie commencent les combats d'avant-garde, en Italie, par exemple, les opportunistes subissent un assaut furieux. Malheureusement, la classe ouvrière italienne hésite encore de rejeter ses Turaili et ses Aragona. Dangereuse faiblesse.

Il est trop difficile, sachant ce qui fut, de prévoir ce qui sera. Si l'incendie, dont les premières éincelles jaillissent sous nos yeux, menace d'embraser l'Italie entière, nous verrons ces pompiers de l'ordre verser sur les flammes révolutionnaires l'eau froide de leur soif de sagesse, de leurs avertissements perfides. Ils multiplieront les tentatives de conciliation. Ils préconiseront les pires compromis, ils énerveront la classe ouvrière, ils lui enseigneront le doute et la peur, ils briseront son élan révolutionnaire. En fin de compte, consciemment et inconsciemment, ils faciliteront son assassinat par la bourgeoisie. Déjà, ils cherchent à enfermer les ouvriers dans la légalité. Ils les empêchent de comprendre que la prise de possession de quelques fabriques ne se suffit pas à elle-même, qu'il faut mettre également la main sur les matières premières, sur les moyens de transport, sur les institutions de Crédit, qu'il faut, tout d'abord, s'assurer la force de garder ces positions, c'est-à-dire qu'avant tout il faut prendre d'assaut l'Etat bourgeois, vaincre la résistance de la force armée, briser

la vieille machine administrative et militaire, en un mot s'emparer de tout le pouvoir politique. Que notre prolétariat médite ces leçons, qu'il observe et qu'il se souvienne. La Révolution a vaincu en Russie parce que, dès avant l'insurrection prolétarienne, les bolchéviks avaient eu assez de clairvoyance et d'énergie pour attaquer, discréditer et abattre les socialistes opportunistes, les menchéviks. En Allemagne, en Hongrie, partout où les communistes n'ont trouvé ni la sagesse, ni la force de livrer et de gagner cette bataille, la Révolution a été frahie par les menchéviks et étranglée par la bourgeoisie.

La lutte contre l'opportunisme, contre le menchévisme, c'est-à-dire contre l'idéologie petite-bourgeoise, solennelle et vide, prud'hommesque, sentimentale, lyrique, bornée et peureuse est la plus urgente des luttes à engager.

• • •

Ce n'est donc pas seulement dans l'armée bourgeoisie, c'est jusque dans nos rangs qu'il faut chercher et atteindre les adversaires. Il n'est pas toujours aisé de les reconnaître.

A côté d'un Millerand, qui force les portes de la Chambre à coups de basse démagogie, puis trahit le prolétariat pour un maroquin ministériel, qui tient l'emploi de provocateur à la Révolution avant de se faire l'assassin des peuples révolutionnaires, qui se nourrit d'anti-cléricalisme, lance sa famille et sa clientèle, meute familière, à la curée des biens d'églises, s'empile les poches au pillage éhonté du milliard des Congrégaçons, puis se hisse à la présidence du conseil, en offrant à une majorité cléricale la reprise des relations avec le Vatican; qui hurle «mort à la Révolution et vive le Pape!», après avoir crié «Vive le socialisme! A bas la Galette!», à côté de cet ambitieux insatiable, cruel et cupide qui, après tant de reniements et de trahisons, est toujours prêt à renier et à trahir, pour assouvir sa soif de richesse et de domination, à côté d'un Viviani, d'un Briand, d'un Renaudel, de ces renégats d'une pureté classique, d'une éblouissante ignominie, on observe des variétés plus humbles, diversifiées à l'infini et infiniment plus dangereuses.

Jadis le menchévisme, vénérable des renégats, se piquait d'avoir une doctrine. Il défendait le suffrage universel, la liberté, la légalité, la démocratie parlementaire, tous les houches inventés par une bourgeoisie maternelle, pour amuser et flatter la vanité ingénue du prolétariat, ce fils esclave que lui donna le capitalisme et qui, après avoir montré le plus édifiant exemple de piété liliaire, après avoir pratiqué les plus hautes vertus sociales: la soumission à la richesse et la résignation à la misère, manifeste d'insolentes prétentions à l'émancipation et à la joie.

Aujourd'hui, c'est à peine si quelques doctrinaires rhumatisants, tels que Martov et Kautsky, osent soutenir les exigences des parents contre les droits de l'enfant majeur et aider Millerand contre Lénine.

Eux-mêmes ont dû faire bien des concessions à l'esprit nouveau. Quant à l'immense majorité des menchéviks, entraînés par les masses ouvrières

vers la III<sup>e</sup> Internationale, ils n'osent plus ouvertement résister au courant. Ils ont répudié en paroles la démocratie bourgeoise. Ils ont appris à crier: «Vive la dictature du prolétariat! Vive le pouvoir des Soviets!». Ils crient même assez bien.

Parmi ces néophytes les uns se sont ralliés loyalement, les autres ne veulent pénétrer dans la III<sup>e</sup> Internationale qu'afin de réussir par ruse où ils ont échoué par force. Ils ne nous embrassent si fort que pour mieux nous étouffer.

Comment distinguer les sincères et les perfides?

Pendant la guerre civile, aux premiers coups de feu, les faux communistes se révélèrent. Mais, quel mal n'auront-ils pas fait auparavant et comment décider dans les pays où la bataille, n'ayant pas envahi la rue, se livre encore dans les journaux et dans les meetings?

S'il était possible d'éprouver la sincérité des candidats à la III<sup>e</sup> Internationale comme on éprouve celle des nouveaux membres du Parti Communiste Russe en les envoyant se battre, sacrifier leur vie au parti, le problème serait plus simple. Il serait également plus simple s'il était possible de sonder la conscience de chacun, en l'amenant au contact direct des faits révolutionnaires; malheureusement, nous ne devons songer ni à créer artificiellement un front insurrectionnel, ni à renouveler pour tous les menchéviks de France l'épreuve de Varsovie, si décisive pour Lafont.

Homme de peu de foi mais d'esprit subtil, celui-ci avait compris depuis longtemps la nécessité d'une adhésion verbale à la III<sup>e</sup> Internationale. Etroitement lié aux menchéviks russes, compromis par ses intrigues, il prévoyait à quelques difficultés particulières heurterait son admission. Il résolut de la préparer avec soin. S'armant de courage ou d'aplomb, il fit tout exprès le pèlerinage de Russie. Mais cette ironie du destin, que Gambetta nommait la justice imminente, voulut que le pauvre homme yenu à Moscou, ville sainte de la révolution, pour y arracher d'un coup à l'ignorance des grands prêtres tous les sacrements de l'église communiste, en revint accablé sous le poids des malédictions et sacré contre-révolutionnaire.

Lafont n'est pas un être d'exception. C'est le spécimen courant d'une famille sociale hybride, en paroles alliée au prolétariat et révolutionnaire; mais en fait vivant avec la bourgeoisie et conservateur.

'Avec plus d'intelligence, de culture et de souplesse que beaucoup d'autres, il est affligé des anomalies, des contradictions de sentiment, des insuffisances de pensée et de volonté qui caractérisent le révolutionnaire petit-bourgeois, dit menchévik. Plongeant profondément ses racines dans les terres grasses accaparées par la bourgeoisie, y puisant avec volonté l'essence de sa nourriture corporelle et spirituelle, troublé cependant par la misère des multitudes humaines parquées sur les sables arides, assez positif pour concevoir la monstrueuse iniquité de ses priviléges, assez délicat pour en souffrir, assez vertueux pour les maudire, il est assez égoïste aussi, assez asservi aux jouissances que procure l'exploitation de l'homme par l'homme, son instinct bourgeois de

conservation reste assez fort pour qu'il cessera l'attaque platonique et qu'il commence la défense réelle de cette société criminelle, faite par lui et pour lui, quand elle est mise en péril de mort par les revendications brutales des travailleurs.

Il n'est donc pas excessif de prévoir que la plupart des amis politiques de Lafont feront à l'occasion ce qu'il a fait et ce qui avait été fait, dans des circonstances analogues, par les menchéviks d'autres pays. Mais si l'incident Lafont, après bien d'autres expériences, nous donne le droit de crier à la classe ouvrière: «Prenez garde, suspectez Lafont et ses semblables», il ne nous permet pas d'aller plus loin. Et le problème vital de l'épuration des partis ne serait pas résolu, si le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste n'avait trouvé de nouveaux procédés pour démasquer les trahirs.

Le premier Congrès avait fixé les principes de la doctrine et de la tactique communiste. Ce programme déchaina les fureurs de la seconde Internationale tout entière. Pourtant, en quelques mois, ces pilules amères étaient absorbées, puis assimilées avec une aisance effrayante par la plupart des opportunistes. Pour protéger la jeune Internationale, menacée d'invasion par l'armée répugnante des carriéristes et des mercantils de la social-démocratie, le second Congrès décida d'opposer à ces indésirables une série d'obstacles in franchissables.

Le Congrès fait dépendre l'adhésion et le maintien des partis dans l'Internationale de l'exécution d'un certain nombre de conditions qui pourraient se réduire à celle-ci: tout adhérent à l'Internationale Communiste doit agir toujours et partout en bon révolutionnaire. Qu'elles soient neuf, dix-huit ou vingt-et-une—ces fameuses conditions ne visent d'autre but que de contraindre les menchéviks les plus habiles, soit à renoncer à la III<sup>e</sup> Internationale, soit à agir en vrais communistes. Aucune de ces conditions ne viole les principes posés par le I<sup>e</sup> Congrès et acceptés à Strasbourg par le Parti Socialiste Français. Elles se bornent à esquisser le statut intérieur d'un véritable Parti Communiste, déterminant son rôle et ses devoirs, réglant son organisation et sa discipline. Elles sont rédigées en termes assez généraux et assez souples, pour être adoptées sans peine aux circonstances spéciales, dans lesquelles chaque prolétariat combat dans le cadre national.

Les communistes convaincus et honnêtes, ceux qui veulent sincèrement préparer et accomplir la révolution, accepteront d'enthousiasme ces dispositions luttaires, dictées par l'expérience aux esprits sagaces qui dirigent l'Internationale.

Ce qu'elles exigent toutefois, elles l'exigent avec une énergie si intense; leur texte vigoureux s'oppose si nettement aux confuses et molles formules employées dans nos partis corrompus, qu'elles choqueront d'abord et les pseudo-révolutionnaires entraînés par la doctrine étroite, romantique et vicielle de l'anarcho-syndicalisme dans les voies d'un individualisme stérile, et les socialistes, à qui trois années de la révolution n'ont pas encore appris que la guerre des classes est une guerre véritable, âpre et impitoyable, imposant aux combattants plus de cohésion, de centralisation, de discipline et d'héroïsme qu'aucune autre.

Mais l'adhésion de ceux-là, qui pèchent par ignorance et non par mauvaise foi sera rapidement obtenue. Ceux qui résisteront, ceux qui protestent jusqu'au bout; ce sont ceux précisément dont l'Internationale Communiste veut déblayer notre route, ceux dont l'action a fait naître par réaction chacune de ces innombrables, mais prudentes conditions, ceux dont le second Congrès entendait provoquer les résistances et les attaques, ceux qu'il a voulu démasquer et écraser. Ceux-là ne se résigneront jamais à voler ce code révolutionnaire, parce qu'ils savent bien que tôt ou tard ils subiront ses rigueurs.

Ils savent qu'à parler du moment où ces conditions, seront exécutées, chaque socialiste, étant placé sous la surveillance effective et permanente du parti et de l'Internationale, sera contraint:

1) De rompre définitivement avec le réformisme et l'opportunisme; ceci ayant pour résultat d'éliminer immédiatement tous les opportunistes et tous les réformistes sincères.

2) De mener une action pratiquement révolutionnaire, ceci ayant pour résultat d'éliminer dans le plus bref délai les réformistes et les opportunistes honteux, tous ceux qui jusqu'ici dans l'état actuel du parti voilaiient aisément sous une phraséologie révolutionnaire leurs pires défaillances.

Les rares numéros du *Populaire* et de l'*Humanité*, reçus depuis le retour de Cachin et de l'rossard en France, ne font pas exactement connaître l'accueil fait aux conditions posées par l'Internationale. Mais il est facile de s'imaginer.

A l'avance nous savons que les protestataires ne seront pas les simples soldats, les humbles militants, bons révolutionnaires se entraînés dans l'opportunisme contre leur tempérament, leur idéal et leurs intérêts. Les protestataires se recruteront plutôt dans cette méprisable aristocratie ouvrière, bureaucratique et politicienne, parmi les détenteurs salariaux de ces sinistres administrations et ces heils électoraux, parmi les bénéficiaires des priviléges moraux et matériels qui, en tous temps et en tous pays, constituent un poids mort, un frein redoutable, dont un parti comme le nôtre, en cette époque d'évolution rapide, doit se débarrasser à tout prix.

Je les entends si bien les cabolins de la «Sociale» fonner au prochain congrès contre les «conditions de Moscou», plus abominables encore que celles de Brest-Litovsk et de Versailles, et qui affentent à la dignité, à l'indépendance, aux grandes traditions de notre glorieux parti, etc. «Je les entends si bien s'élever avec indignation contre le despolisme des tyrans de Moscou».

Les militants français s'apercevront vite quelles réalités médiocres, quelles combinaisons misérables et quelles lâchetés dissimulent ces véhémences. Ils comprendront que c'est précisément pour rétablir la dignité et l'indépendance du parti avili et vendu par ses chefs, pour remonter jusqu'à la source, jusqu'aux pures traditions révolutionnaires oubliées par les conciliateurs, pour rendre au Parti français la puissance et le prestige par lui perdus, qu'il est nécessaire d'accepter ces conditions et de les exécuter inexorablement. Ils n'ignorent pas davantage que Moscou ne prétend exercer aucune dictature.

On pourrait soutenir cependant que Lénine et Trotski reculent assez de blessures et gagnent assez de batailles, pour être élus maréchaux de la révolution mondiale. On pourrait affirmer qu'une dictature de fer confiée à ces héros favoriserait davantage le développement du mouvement insurrectionnel en France, que les hésitations, les fluctuations, les faiblesses d'éminences grises, sans clairvoyance et sans courage, qui ont jeté notre grand parti dans une situation misérable.

Mais que nos grands hommes se rassurent. Les camarades russes ne songent pas à user d'une autorité morale chèrement conquise, pour dicter leurs lois aux travailleurs d'Occident. Dans la III-e Internationale, forteresse puissante, indestructible fondée sur les cadavres de deux cent mille bolchéviks, où chaque pierre est cimentée avec la chair et le sang d'un soldat rouge, dans cet édifice grandiose, construit de la base au fait par la Révolution Russe, puis donné par elle au prolétariat mondial, le Parti Communiste Russe a refusé la salle d'honneur qui lui était offerte. Dans le Comité Exécutif, organe directeur de l'Internationale, les bolchéviks disposent seulement d'un quart des mandats, les trois quarts restants étant répartis d'ores et déjà entre des camarades étrangers. L'admission des socialistes de France, d'Allemagne, d'Angleterre et d'Amérique viendrait encore réduire cette singulière dictature. Les raisons invoquées par les adversaires de la III-e Internationale ne sont donc que de piteux prétextes. La raison profonde, la vérité est moins honorable pour ces Messieurs.

Prenez un à un les chefs irréductibles de cette opposition. Interrogez-les, examinez leur existence d'un peu près, et vous apercevrez que tous sans exception, par intérêts ou par lâcheté, redoucent la révolution, qu'ils pâlissent devant son ombre, qu'ils sont près à tout, afin de retarder ce cataclysme bienfaisant pour tous les opprimés, menaçant pour tous les privilégiés, quelle que soit la classe dont ils tiennent leurs privilégiés. Vous comprendrez que tout ennemi du communisme est, à l'heure présente, un conservateur. Nos adversaires auront beau crier au paradoxe et au sectarisme; la proposition que nous annonçons est évidente pour tout honnête homme qui sait observer et réfléchir.

La bourgeoisie ne s'y trompe pas. C'est parce qu'elle les sent très loin de la révolution et très près d'elle-même, hostiles à l'action directe prolétarienne, et par conséquent favorables à l'ordre bourgeois, qu'elle prend ouvertement partie pour les opportunistes contre les communistes, qu'elle appuie de toutes ses forces la campagne menée contre la III-e Internationale.

Bebel aimait à répéter qu'il était sûr d'avoir fait son devoir révolutionnaire, quand la bourgeoisie l'attaquait avec plus de rage; chaque fois au contraire, que les critiques des adversaires de classes se faisaient moins âpres, il se sentait inquiet; quand il méritait leurs éloges, il comprenait qu'il s'était trompé. Aussi nous disons à la classe ouvrière française: «Les opportunistes dans leur lutte contre la III-e Internationale recueillent les applaudissements et l'appui de les exploiteurs. C'est donc qu'ils te trahissent. Flétris-les et chasse-

les, l'Internationale Communiste mérite au contraire les injures passionnées de ses ennemis. C'est qu'elle sert bien ses intérêts. Honore-la et soutiens-la. Indigne d'être révolutionnaire celui qui ne mérite pas toujours et parfois la haine mortelle de la bourgeoisie». Comme dit le poète russe: «l'encouragement, nous le puisions non pas dans a douceur des louanges, mais dans l'amerute des haines sauvages».

• • •

i.e vote émis par le prochain congrès sur les conditions d'admission permettra au prolétariat de discerner ses amis et ses ennemis. Il décidera de la vie et de la mort du Parti Socialiste Français, en tant qu'organisation politique révolutionnaire.

Les opportunistes qui se disent partisans de la dictature prolétarienne, mais qui en réalité prolongent la domination de la bourgeoisie, soit en la poussant à jeter parfois l'appât de quelque réforme décevante à la classe ouvrière, soit en détournant celle-ci de l'action directe et violente, s'efforceront de maintenir notre parti dans l'impuissance en le maintenant dans la confusion, et voteront contre l'entrée dans la Troisième Internationale. Je souhaite que nos nouveaux et précieux alliés Cachin et Frossard, ayant enfin mesuré le péril que courrait le parti, ne compromettent pas les résultats de leur splendide campagne, en se laissant entraîner par le démon tentateur de la camaraderie dans le piège d'une motion transactionnelle, qui grossirait bien la majorité dès maintenant acquise grâce à eux—à l'adhésion, mais qui rendrait trop précaire l'unité du nouveau parti. Il faut rompre nettement avec le passé. C'est une motion brutale d'annexion sans réserves que voteront les communistes, soucieux de précipiter la ruine du capitalisme et la prise du pouvoir par les masses, résolus par conséquent à transformer le parti de club ouvert à tout venu, de tribune aux harangues, où toute force est gaspillée en discours, en une formidable machine de guerre, manœuvrée par un équipage audacieux, discipliné et dévoué jusqu'à mort.

Les méthodes d'organisation et d'action qu'ils préconisent, ont été éprouvées par les bolchéviks. Elles n'ont pas été toutefois créées par eux et devraient être familières aux militants français, plus qu'à tous autres. Perfectionnées, modernisées, plus savantes et plus souples, elles n'en sont pas moins les filles aisément reconnaissables des vieilles méthodes jacobines qui, ayant d'être appliquées de nouveau par Blanqui, ont permis à la première révolution française de combattre longuement les raisons conscientes ou inconscientes des Girondins, les menchéviks du tiers-état, et tracer sur l'Europe entière un sillon démocratique ineffaçable. C'est ce jacobinisme régénéré, fait d'intransigeance doctrinale, non exclusive d'une factique flexible, mouvant comme la vie, d'une richesse inouïe de moyens, fait encore d'énergie impitoyable, de féroce froid, de dévouement illimité à la cause populaire, qui a galvanisé les forces des révolutionnaires russes et frappé de stupeur leurs ennemis. Lui seul a pu donner au bolchévisme l'incroyable vitalité nécessaire pour résister, pendant trois an-

nées, aux assauts inlassablement répétés de la réaction mondiale, pour détruire le régime capitaliste dans le pays le plus vaste et le plus peuplé du monde civilisé, pour déblayer ses ruines et préparer les fondations, sur lesquelles une génération nouvelle saura édifier la société communiste.

Une longue suite d'expériences a si clairement enseigné aux ennemis de la Révolution le respect de la puissance bolchévique, que nous assistons aujourd'hui à ce surprenant spectacle des plus irréductibles et des plus formidables d'entre eux, les gouvernements de l'Entente, en pleine retraite des troupes rouges, inquiets malgré tant de triomphe et incertains de l'avenir, conseillant la modération et la prudence à leur amie et alliée, la Pologne militariste. Ils savent, en effet, que la victoire ne fardera pas à voler de nouveau au devant des armées rouges, infiniment plus riches en réserves matérielles et surtout morales que les armées blanches de Pologne. L'arrivée des régiments soviétiques aux portes de Varsovie, au seuil de l'Europe Centrale, a infligé aux capitalistes qui règnent à Paris et à Londres quelques semaines d'angoisse qu'ils ne tiennent guère à revivre. Pendant cette affreuse période, le spectre du bolchévisme a pris corps sous leurs yeux affolés. Ils ont tremblé du danger menaçant, ils ont cru voir le drapeau rouge flottant à Varsovie, la République des Soviets proclamée en Pologne, l'incendie gagnant les Balkans, la classe ouvrière allemande bouillonnant d'enthousiasme et prête à se lever au contact direct des armées russes révolutionnaires.

Dans cette douloureuse épreuve, l'oligarchie bourgeoise ne connaît pas d'autre réconfort que la mesure, le fait, la sagesse inaltérée, manifestée par les ouvriers occidentaux. Il eût suffi, à ce moment, d'une pression économique puissante des prolétariats anglais et français pour contraindre l'Entente à la neutralité réelle, c'est-à-dire pour sauver la Russie et pour perdre la Pologne, pour mettre en feu l'Europe centrale, pour déchirer le traité de Versailles et ruiner les folles combinaisons échafaudées sur ce dégoûtant chiffon de papier, en un mot pour modifier de fond en comble la situation internationale et pour rompre l'équilibre européen en faveur de la révolution prolétarienne.

Nous attendions avec anxiété.

Malheureusement, les ouvriers de l'rance et d'Angleterre n'étaient pas préparés à entreprendre cette action. Ils laisseront donc passer une occasion exceptionnelle de manifester leur puissance et de la décupler, en débarrassant la Russie de son dernier ennemi.

A l'indubitable efficacité des méthodes jacobines, qui est assurée au Parti Communiste Russie d'abord, puis aux autres organisations adhérentes à la Troisième Internationale, tant de force et de prestige s'oppose, en effet, en un contraste saisissant à l'inefficacité lamentable des moyens opportunistes, par l'emploi desquels les organisations d'Occident se condamnent à la stérilité et à l'humiliation.

Pour ne pas insister sur les événements actuels, rien de plus édifiant que la disproportion

flagrante entre les efforts énormes accomplis par eux à l'occasion de l'intervention en Russie et les piétres résultats obtenus.

Depuis trois années, la plus rude des guerres met aux prises le prolétariat russe avec la bourgeoisie européenne. Depuis trois années, les travailleurs français et anglais n'ont pas cessé d'affirmer leur solidarité totale avec la République des Soviets. Et pendant ces trois années, les capitalistes de France et d'Angleterre, sans tenir aucun compte de la volonté mille fois exprimée, des masses travailleuses, n'ont pas cessé leurs attaques contre la Russie. Aux protestations et aux menaces de millions et de millions de prolétaires, la poignée de financiers qui gouverne Paris et Londres, répond par des haussements d'épaules méprisants. Malgré les clamours indignées des travailleurs et sous leurs yeux, les assassins impassibles plongent et replongent le couteau dans la gorge saignante de la victime. Impuissants autant que ces vieilles femmes, les prolétaires innombrables ne trouvent ni la force d'exécuter, ni celle de désarmer ces misérables.

Si la classe ouvrière de France et d'Angleterre n'avait pas connu ces attentats, sa faiblesse serait excusable. Ce qui l'accable, c'est qu'elle connaît le crime, qu'elle en comprend l'ignominie, qu'elle condamne les meufliers et qu'elle n'a rien faire encore pour secourir efficacement la victime. Malgré elle et contre elle, Lloyd George et Curzon, Clémenceau et Millerand, les uns avec plus de cynisme, les autres avec plus d'hypocrisie, poursuivent tenacement leur dessein.

L'impuissance du prolétariat français, défenseur légendaire des droits de l'homme et des nations, est spécialement horrible. Elle a été ressentie avec une douleur plus déchirante par le prolétariat russe. Chaque fois que la Confédération Générale du Travail et le Parti Socialiste Français exigent la cessation du blocus, la paix et la reprise des relations avec la Russie, chaque fois Millerand dont Nikolas deux fois, par une divination singulière, fit jadis un baron russe, prévoyant et payant ainsi les services que ce renégat rendrait plus tard au Tsarisme, chaque fois le baron Millerand proclame avec plus d'insolence sa résolution de noyer dans le sang la révolution, chaque fois il envoie contre la Russie de nouveaux régiments et de nouveaux Etats-Majors, des espions et des assassins, de l'or et des munitions. A peine est détruit un des bétliers lancé par Clémenceau et son digne successeur, le Requin suivant le Tigre, contre les murailles de la République assiégée, qu'ils construisent une nouvelle machine infernale. Après Kaledine-Krassnoff, puis Alexeiev, puis les Tchéco-Slovaques et Savinkov, puis Koltchak, Ioudenitch, Dénikine, puis la Pologne, puis Wrangel. Aucun échec ne les désespère. Ils savent que le duel engagé entre le capital et le travail est un duel à mort. Ils savent que chaque coup porté, chaque mois passé, épouse un peu plus les forces de la Révolution. Et ils continuent, ils continueront à inventer de nouveaux prétextes d'intervention, à construire et à lancer de nouveaux instruments de lutte, tant que leurs sujets obéissants persisteront à obéir, tant que les ouvriers de France continueront à

être non plus les dupes, ils ne sont plus dupes, mais les complices de ces bandits.

N'est-ce pas en effet, la classe ouvrière française, unanime à protester contre l'intervention en Russie, qui permet cette intervention, en continuant docilement à fabriquer et à transporter des armes, à envoyer ses enfants à la caserne, à vider son bas de laine dans les caisses d'épargne et à se priver de pain pour payer le perceleur, procurant de la sorte aux valets de l'oligarchie financière le matériel de guerre, la chair à canon et les milliards utiles pour l'assassinat de la Russie.

Quoï de plus facile pourtant pour une classe ouvrière unanime, que de transformer la sympathie passive en sympathie active, d'interdire ces fabrications et ces transports, de refuser les impôts, de retourner contre un gouvernement de réaction et de crime les fusils chargés des soldats, ouvriers et paysans?

Qui donc est coupable de cette impuissance tragique de notre prolétariat, du mépris que lui témoigne la bourgeoisie, — les mauvais soldats ou les mauvais chefs?

Les soldats, répondent les menchéviks. Les soldats, dans la mesure où ils choisissent des mauvais chefs, répondons-nous.

Ernest Lafont, reprenant à Moscou le répugnant système de défense présenté au congrès de Lyon par Merheim, s'écriait dans un sourire: «Ce n'est pas nous qui avons trahi la classe ouvrière. C'est la classe ouvrière qui nous a trahis». Cette accusation infamante, que Merheim et Lafont lançaient publiquement contre la classe ouvrière française, est reprise en sourdine par les chefs de l'opportunisme. «Nous voulons la dictature du prolétariat, mais hélas, la classe ouvrière française est au-dessous de cette grande tâche». Ainsi se lamentent ces hypocrites. Ainsi ils essaient d'excuser leurs retards.

Nous n'ignorons rien de la corruption d'une aristocratie ouvrière et bourgeoise et de l'indifférentisme d'un grand nombre de travailleurs. Mais nous affirmons que, dans son ensemble, le prolétariat français ne péche ni par lâcheté, ni par indifférence. Quoï qu'en disent les Merheim, les Lafont et tous les traitres, il est incapable de trahison, toujours prêt au dévouement. Plus qu'aucun autre, il est généreux, désintéressé, héroïque. Il l'a prouvé au cours des siècles. Pendant la guerre impérialiste encore, abusé par laveuglement de certains chefs et par la perfidie des autres, il a prodiguer son sang, s'imaginant de défendre le droit et la civilisation, marcher à la conquête de l'idéal, faisant en réalité le jeu de la barbarie et de la force, montant la garde devant le coffre-fort des marchands. S'il péche, c'est par ignorance et par naïveté. S'il est coupable c'est de conserver sa confiance à des chefs qui le trompent.

Mais comment le condamner, l'ignorance des masses est inévitable dans la société présente, aussi longtemps que la bourgeoisie, détenant tous les moyens de domination, maîtresse du gouvernement et de l'administration, de la police et de l'armée, de l'église, de l'école et de la presse, pourra librement asservir les corps et empoison-

ner les esprits, aussi longtemps qu'existera le capitalisme et par le fait même de son existence, il sera impossible d'amener la majorité des opprimés à la pleine conscience. C'est parce qu'ils savent cela, que les révolutionnaires font tout d'abord appel à l'avant-garde du prolétariat, qu'ils groupent et disciplinent avant tout cette minorité agissante pour la rendre digne d'éclairer, d'encadrer et d'entraîner la masse, à l'heure de l'insurrection.

Le Parti Socialiste Français n'a pas su préparer cet éveil révolutionnaire des masses. Il s'est avéré incapable d'instruire et de grouper en formation de combat l'élite ouvrière et paysanne, destinée à prendre l'initiative et la direction du mouvement insurrectionnel.

Cette impuissance à remplir les fonctions essentielles d'une organisation révolutionnaire n'a jamais été plus apparente et plus nuisible qu'en ces dernières années. Elle deviendra de jour en jour plus choquante et dangereuse, si notre parti demeure un agglomérat paradoxalement des éléments les plus disparates, défendant les conceptions politiques les plus diverses, visant les buts les plus éloignés qu'ils prétendent atteindre par les voies les plus opposées, n'étant unis par rien sinon par une étiquette, l'étiquette socialiste.

Que cette étiquette désigne un communiste intellectuellement capable comme Loriot de concevoir l'extension fatale du mouvement révolutionnaire, de prévoir l'éclatement prochain de la guerre civile en France et d'une tempête morale assez forte pour armer le prolétariat d'idées et de fusils, pour y faire en sorte qu'il ne soit pas surpris par les événements, qu'elle couvre un opportuniste tel que Longuet, assez éclairé pour constater les faits, mais trop timoré pour en admettre politiquement les conséquences brutales, et surtout pour y adapter son activité, qu'elle dissimule un réformiste comme Albert Thomas qui nie la guerre des classes et qui vit de la collaboration des classes, que celle étiquette soit arborée par un bon révolutionnaire, par un lâche ou par un traître, peu importe, elle se suffit à elle-même. Le pavillon couvre les marchandises. «Qui se proclame socialiste, est socialiste.» «Qui est socialiste, appartient en droit au parti.» Quel est l'extravagant mot d'ordre qui en fait et, malgré quelques pressentiments de pure forme, est observé par notre parti et suffit à expliquer sa scandaleuse faillite.

Au prochain congrès, nous entendrons une fois de plus les conciliateurs et perfides exiger la prolongation de cette union immorale entre les complices les plus éhontés de la bourgeoisie et les amis les plus fervents du prolétariat. Ils trouveront des accents touchants et feront pleurer bien des yeux, ils évoqueront la mémoire de Jaurès, pour défendre cette indéfendable sacro-sainte «unité» d'étiquette et d'opérette, destinée seulement à faire illusions aux masses. Car, en période de lutte de classe et de guerre civile, il n'est pas d'amitié réelle possible entre Albert Thomas, Longuet et Loriot.

L'unité nécessaire et profonde, c'est l'unité de doctrine, permettant seule l'unité de volonté et assurant l'unité d'action.

J'ai honte de ressasser ces banalités dont les chefs doués de quelque clairvoyance ont enfin comprises.

Je suis sûr qu'au prochain congrès, le bon sens et l'ardeur de nos militants achèveront l'œuvre entreprise par le Comité français de la Troisième Internationale, puissamment appuyée par Cachin et Frossard. Ils obligeront les russes adversaires à porter la discussion sur le terrain dont ils s'écartent prudemment: le terrain des principes. Ils calmeront les feintes indignations soulevées par les conditions de Moscou. Ils révéleront l'abîme qui sépare à jamais les socialistes conservateurs des socialistes révolutionnaires. Sans se laisser troubler par les jérémiaades et les menaces, ils consomment la rupture.

Rupture avec tous les éléments anti-révolutionnaires, qu'ils soient étiquetés socialistes républicains ou monarchistes, les premiers étant les plus dangereux ennemis du prolétariat, parce qu'étant en apparence les plus près de ses amis. Union avec tous les éléments révolutionnaires, qu'ils soient groupés dans les associations économiques et politiques. Soulagé, mais provisoirement affaibli par l'ouverture et le curage de l'abcès opportuniste, le parti devra être soutenu par une forte injection des serums syndicalistes. Le Parti Communiste considérera comme une des conditions de sa renaissance un très large recrutement dans la Confédération Générale du Travail. Il doit faire de ses sections les points où viendront fusionner les plus unis et les plus actifs de la C. G. T. et du vieux P. S. D. Instrument politique et instrument économique des revendications ouvrières, ces deux organes, également destinés à précipiter l'émancipation des prolétaires par la révolution sociale, devaient logiquement conclure l'alliance la plus étroite. Pourtant, les conditions historiques particulières, dans lesquelles ont grandi les organisations maîtresses de notre classe ouvrière—divergences soulignées et exagérées par des querelles de personnes et de mots—ont élevé peu à peu entre elles une barrière, les dressant parfois l'une contre l'autre, comme deux soccs ennemis, les condamnant toujours à la division, c'est-à-dire à la faiblesse et faisant le jeu de la bourgeoisie.

Il est temps que cesse ce décourageant spectacle et qu'on voit ces deux puissantes mains de la classe ouvrière s'unir étroitement.

Le P. S. et la C. G. T. peuvent bien poursuivre des revendications immédiates différentes. L'un et l'autre n'ont, en fin de compte, qu'un seul objectif qu'ils n'atteindront que par une même lachique et par la plus absolue coordination des efforts.

Dès sa naissance, le Parti Communiste doit adresser un appel aux syndicalistes minoritaires. Ils apporteront dans la lutte politique une connaissance des besoins de la classe ouvrière, un sens pratique et en même temps un goût d'action directe, de simplification et de clarté, un esprit de décision qui manquent trop souvent à nos amis du parti.

La plupart d'entre eux adopteront très vite le programme de Moscou qui n'est sur bien des points qu'une édition revue, corrigée, considérablement augmentée et élargie du vieux socialisme ouvrier. Mais ils n'accepteraient pas d'entrer dans

une organisation infectée encore par les miasmes de sa corruption passée, par cette atmosphère bassement politique qui la disqualifiait aux yeux d'une partie imposante de la classe ouvrière. La première preuve à fournir, le premier gage à donner de la rupture définitive avec les créments anciens, c'est l'épuration du parti. Largement exécutée, elle dissipera la méfiance des syndicalistes, elle permettra d'autre part, la constitution d'une véritable unité.

Les hommes de droite sont déjà près de la porte, il faut les jeter dehors. Il faut expulser, sans plus de ménagements, les opportunistes invétérés.

Après mille autres faits nérémpoires, l'incident Lafont permet aux moins perspicaces de prévoir quel rôle louche joueraient de tels hommes, aux heures graves qui sonneront bientôt. Le vote et surtout la discussion sur les conditions d'admission vont souligner le péril en démasquant un grand nombre de ces faux amis de la révolution. Les autres se révéleront d'eux-mêmes, quand par l'exercice même du nouveau statut, ils seront astreints à une activité communiste légale et illégale.

Le premier acte de la nouvelle majorité doit consister à chasser avec éclat les chefs de la minorité et à pousser leurs troupes vers la porte.

Leur présence rendrait impossible la régénération du parti. L'effort sera suffisamment rude déjà pour les centristes, la veille touchés sincèrement par la grâce communiste, qui auront à se vaincre eux-mêmes, à redresser leurs déviations opportunistes, à veiller aux retours sournois du vieil homme qui, en toute occasion et malgré eux s'efforcerà de renaitre, qui cherchera à percer et qui percerà parfois dans les actes, dans les gestes et dans les mots. Je connais ces luttes difficiles contre le passé tenace pour les avoir vécues.

Soutenus et aussi sermonnés par les vieux communistes qui, débordés par cette miraculeuse propagation de la foi, feront bien de redoubler de vigilance et de sévérité, ces nouveaux adeptes pourront bien avec le temps devenir d'excellents révolutionnaires. Mais durant cette passe de réformation, les anciens guides spirituels doivent être écartés. N'en doutons point, ces chefs dépossédés, ralliés par force, communistes malgré eux, demeureront au fond hostiles à un mouvement qu'ils ne comprennent pas. Supportés dans le parti, ils ne désarmeraient pas. Ils ont accumulé trop de fiel. Leurs moindres mots ont un goût d'amerfume. Ils sont descendants trop bas. Ils ne nous pardonneront jamais, les sincères de s'être trompés, les hypocrites d'avoir été contraints de dévoiler leurs bas calculs ou leurs terreurs.

Je me souviens de Pressemanc, un vieil ami comme Lafont, prêchant voici quelques dix ans (dans la période la plus calme de notre histoire) la guerre sociale, la voulant impitoyable, l'annonçant prochaine et écrasant sous ces certitudes brutales nos appréhensions et nos doutes. La guerre sociale est venue. La tempête ébranle l'Europe entière. Le soldat timide tient bon. Le véhément général, après avoir contemplé pendant trois années la plus gigantesque des révolutions qui ait jamais bouleversé le monde, s'enfuit épouvanté, bouchant ses oreilles pour ne pas entendre,

fermant les yeux pour ne pas voir, et hurlant en insensé «La Révolution est impossible».

Etait-ce provocation, hier? Mais il paraissait si sincère. Est-ce seulement faiblesse, aujourd'hui? Mais il fait si bien le jeu de la bourgeoisie. Quoi qu'il en soit, comment l'ex-ouvrier Pressemanc pardonnerait-il à des souvenirs. Et quelle exaspération doit lui inspirer contre les autres le mépris, qu'il s'inspire à lui-même.

Comment des hommes après de telles défaillances se rachèteraient-ils? Cloués à leurs préjugés, à leurs intérêts, à leurs intrigues, ils exerceraient dans le parti la plus néfaste influence. Il faut les rejetter. Bien peu de leurs soldats les suivront dans l'exil. Si nous les tolérons, tapis dans leurs fédérations comme jadis les hobereaux dans les villages mal républicanisés, ils entraveront considérablement l'organisation nouvelle. De gré ou de force, ces princes déchus doivent être éloignés, expulsés, comme furent expulsés jadis de la république naissante les grands féodaux, les princes de sang.

Cette conclusion, les noms jetés au hasard de ces lignes signifient-ils que je voterai nécessairement l'exclusion de tous ces menchéviks? Oui, s'ils demeurent nos adversaires. Non, s'ils se rallient loyalement. J'ai résumé plus haut la thèse que je soutiens depuis longtemps et qui semble près d'être acceptée par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste: guerre aux idées et non aux individus. Nous ne devons attaquer et éliminer les hommes qu'en tant que porteurs et propagateurs de bacilles. Revenus à la santé doctrinale, ralliés sans réserves et de bonne foi, ils doivent être incorporels sans hésitation, avec la mention suivante: A surveiller de près, à éprouver. A exclure, à la première défaillance.

Pas d'intransigeance stérile. Les portes d'un parti communiste peuvent s'ouvrir à tous les repentis sincères. Mais pas de sorte indulgence. Qu'elles demeurent closes hermétiquement devant les trahis et les farceurs.

La présence d'un Lafont, d'un de ces socialistes de salon, de ces dilettantes, sans nerfs et sans muscles, sans conviction et sans dignité, en un temps où le sang ouvrier coule à flot sous le couleau de la classe ennemie, trouvant le triste courage de participer à je ne sais quels conciliabules, de banqueter et de flirter avec les ennemis du prolétariat, cette présence ne serait pas scandaleuse, elle serait corruptrice et périlleuse au plus haut degré. Sans égards aux services passés, à la gloire, au nom, etc..., qu'on chasse sans hésitation les coupables et les suspects de cet espèce. Il vaut mieux que les guides de la classe ouvrière soient moins éloquents et plus sincères, qu'ils aient moins touché aux affaires publiques et qu'ils aient les mains plus propres.

Ce qui manquait à notre parti et ce que l'adhésion à la Troisième Internationale lui permettra d'acquérir avec un programme clair et une tactique vigoureuse, ce sont des chefs clairvoyants, audacieux, aimant d'amour passionné le prolétariat, haissant la société bourgeoise d'une haine implacable, et prêts aux suprêmes sacrifices pour précipiter sa mort.

Jacques SAIDOU.

Moscou, le 12 septembre 1920.



V. KOLAROV.

## LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE.

Trois ans se sont écoulés depuis le jour, où le prolétariat russe a secoué le joug des capitalistes et créé la République des Soviets. Par ses dimensions et sa signification, cette révolution a été la plus grande dans l'histoire de l'humanité.

La révolution d'Octobre a fait la première brèche au front de la guerre impérialiste; elle a éveillé la conscience des masses populaires du monde et démoralisé les armées impérialistes.

La révolution d'Octobre a mis fin aux persécutions nationales en Russie, accordé à toutes les nationalités le droit de disposer d'elles-mêmes, libéré les peuples de l'Asie russe, déchiré les traités déshonorants conclus à leur détriment et rappelé de l'Orient les cosaques de l'ancien régime; elle a renoncé à toutes les prérogatives militaires et à tous les avantages économiques qui résultait pour la Russie de l'esclavage de ces peuples.

La révolution d'Octobre a libéré les paysans russes et définitivement restitué la terre aux prolétaires des campagnes et aux paysans nécessiteux. Elle a aboli le capital en nationalisant les banques, les fabriques, les mines, les transports et en organisant la répartition sans l'intermédiaire des négociants et des spéculateurs. Désormais, la classe ouvrière russe détient toute la production et la dirige dans l'intérêt de ceux qui y participent directement, et non pour enrichir des capitalistes et ces forbans.

La révolution d'Octobre a émancipé la femme et arraché les filles des prolétaires à la prostitution, en leur donnant la possibilité de vivre d'un travail honnête et utile. La révolution d'Octobre a délivré le peuple russe de l'oppression économique du capital étranger et transmis les immenses richesses du pays au prolétariat organisé.

La révolution d'Octobre a institué le pouvoir des Soviets des Ouvriers et Paysans et posé les fondements d'une nouvelle organisation de l'Etat prolétarien.

C'est grâce à elle, que le pouvoir de l'Etat a cessé d'être un instrument d'oppression, pour devenir l'organe qui pourvoit aux besoins des masses ouvrières.

C'est grâce à elle, que les ouvriers et les paysans russes jouissent largement des droits politiques, leur garantissant le pouvoir absolu et direct. C'est grâce à elle, que les ouvriers et les paysans détiennent la presse qui, au lieu d'asservir leur conscience, leur ouvre désormais les voies des sciences et des arts sociaux.

C'est grâce à elle, que les prolétaires ont pu arracher leurs enfants à la misère et au vice. Les palais, les hôtels des bourgeois et des nobles

sont devenus des écoles, où les enfants sont éduqués et instruits aux frais de l'Etat.

C'est grâce à la révolution d'Octobre, que l'existence matérielle des travailleurs est assurée: les mesures prises pour assurer la défense de leur vie et de leur santé se multiplient; d'immenses efforts sont faits, en vue de répandre parmi eux l'Instruction.

C'est grâce à la révolution d'Octobre, qu'ont disparu l'ancienne armée et l'ancienne police tsaristes brutales et corrompues (appui fidèle des nobles et des exploiteurs). L'Armée rouge et la milice prolétarienne les ont remplacées pour défendre la révolution des complots et des attaques désespérées des capitalistes russes et étrangers.

L'ancienne «justice» qui soutenait le pouvoir policier et capitaliste a disparu, remplacée par le Tribunal Populaire Révolutionnaire.

Il n'y a plus en Russie des Soviets d'affamés et de chômeurs; il n'y a plus de vieillards et d'invalides sans abri, ni de mendians, d'ivrognes, ni de prostituées, de voleurs, de bandits; ces produits de la corruption bourgeoise ont disparu, ou sont condamnés à disparaître.

La solidarité, le souci d'assurer le sort des faibles et miséreux règnent dans la société nouvelle. La fraternité, l'aide, le sacrifice à l'intérêt général, la fidélité à une société de travailleurs sont les sentiments qu'on y cultive.

Un immense enthousiasme révolutionnaire y anime les masses ouvrières, y fortifie leur volonté et les porte irrésistiblement vers la réalisation complète de l'idéal communiste.

La révolution d'Octobre a accompli une œuvre incomparable; elle a secoué le joug capitaliste, anéanti un système économique et social, annoncé la fin d'une époque historique (celle du capitalisme), posé les fondements d'une société nouvelle, où les moyens de production appartiennent à la société.

La révolution d'Octobre a porté le premier coup au capital. C'est là le motif de la haine que lui portent les capitalistes de tous les pays; c'est là, la raison de la sympathie et de l'espérance infinie qu'elle inspire aux travailleurs et aux opprimés du monde entier.

Les capitalistes se sont coalisés pour noyer la révolution dans le sang prolétarien, pour étouffer sa vérité nouvelle dans leur cloaque de lâchetés, de mensonges et de calomnies.

Les paysans et les ouvriers russes sont ainsi les premiers champions de la révolution mondiale. Loués soient-ils et couverts de gloire!

V. KOLAROV.

## LA SCISSION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE TCHÉCO-SLOVAQUE

Lorsque «la gauche marxiste» se forma en janvier de l'année courante au sein du parti ouvrier social-démocrate tchéco-slovaque, ce dernier traversait une crise qui devait inévitablement se terminer par une scission. Les événements qui se produisirent dans le parti tchéco-slovaque social-démocrate du 14 au 18 octobre furent les résultats d'une lutte aussi longue qu'obstinée entre deux tendances opposées. Les droitières social-patriotes qui voyaient dans le parti un appui de la république bourgeoise et de l'hégémonie de la bourgeoisie tchèque, perdirent de jour en jour leur influence sur les masses ouvrières ainsi que la confiance de ces dernières; les masses malheurées peu à peu leur espoir entre les mains de la gauche marxiste qui préchait les principes révolutionnaires et critiquait sévèrement la politique ministérielle des droitières et ses fâcheuses résultats. Le fait que la social-démocratie réunie aux élections parlementaires du printemps de 1920, 1.600.000 voix et envoya au parlement 74 députés avait été le résultat de l'énergie que campagne électorale menée par la gauche marxiste dans un esprit de propagande révolutionnaire et de critique impitoyable de la république bourgeoise. La scission du parti délié définitivement les mains des gauches; la prochaine campagne électorale—bien qu'il faille s'attendre à une campagne enragée des social-patriotes alliés aux partis bourgeois contre les bolchéviques tchèques—ne manquera pas de mettre en évidence l'influence exercée par les gauches et le crédit accordé par les masses ouvrières de la Tchéco-Slovaquie aux idées de l'Internationale Communiste. L'ancien parti social-démocrate un comité près de 700.000 membres organisés; après la scission (d'après mes calculs personnels et les données officielles de la presse de gauche) les  $\frac{2}{3}$  du parti se joignirent aux gauches et le dernier  $\frac{1}{3}$  seulement (dont la plus grande partie est composée de bureaucrates, de militaires en vue, de petits entrepreneurs, de commerçants, de marchands de vin et d'autres éléments non ouvriers) quitta le parti pour suivre les réformistes. L'influence du parti social-démocrate de gauche, qui pour des raisons de tactique, n'a pas encore changé son nom contre celui du Parti Communiste, est déjà très grande & l'heure qu'il est aussi bien en politique intérieure que dans la politique extérieure de la république tchéco-slovaque. A l'avenir aucune hausse n'aura sur n'importe quel produit de consommation répondu; ne pourra en Tchéco-Slovaquie sans provoquer de profondes perturbations dans les bases du régime bourgeois. La «petite Entente», ce plan largement combiné d'une nouvelle offensive de la contre-révolution européenne contre la Russie Soviétique, ne sera grâce à la vigilance de la social-démocratie de gauche, qu'un piétre et vain aiguillon aux mains de M. Bénés, dont l'ambition souhaite réaliser en politique orientale une carrière européenne. La petite Entente trouvera chez les communistes tchéco-slovaques un obstacle insurmontable auquel se heurteront dès la première heure les machinations des Bénés tchèques, roumains, yougo-slaves et autres.

Les problèmes à l'ordre du jour de la social-démocratie gauche sont: la décomposition de tous les autres partis politiques tchéco-slovaques; l'union sur la plate-forme du programme révolutionnaire de la social-démocratie gauche des éléments prolétariens

jusqu'à présent éparsillés dans les groupements politiques jeunes ou démembrés, à ce jour, indifférents; l'union internationale du prolétariat de Tchéco-Slovaquie tout entier (ouvriers tchèques, allemands, slovaques, magyars, polonais et ukrainiens) en un seul parti révolutionnaire et le soutien de tous ces éléments dans le but de révolutionner l'Europe centrale.

Dans un pays tel que la Tchéco-Slovaquie, qui compte sur 13 millions  $\frac{1}{2}$  de population 45% d'ouvriers industriels et 25% de travailleurs des campagnes, les événements survenus dans la social-démocratie tchéco-slovaque doivent être considérés comme le premier pas du prolétariat vers l'accomplissement de son devoir révolutionnaire et vers la réalisation du socialisme, commencée, en Russie, par la révolution d'octobre.

Les événements qui ont eu lieu dans la social-démocratie tchéco-slovaque, exposés par ordre chronologique, sont les suivants:

Sous la pression des grandes masses ouvrières approuvant la propagande de la gauche marxiste en ce qui concerne l'exclusion des social-démocrates du gouvernement, le Comité Exécutif Central et ce qu'on appelle la «grande représentation» du parti social-démocrate fixent (juin) le XIII<sup>e</sup> congrès ordinaire du parti du 26-28 septembre dernier et mettent à l'ordre du jour:

- 1) Situation financière et organisation du parti (Compte-rendu de la Commission du Contrôle);
- 2) Programme et tactique du parti:
  - a) et b) tactique et programme avant et après le congrès;
  - 3) L'Internationale Socialiste;
  - 4) Nos revendications économiques et sociales;
  - 5) Nouveaux Statuts du parti;
  - 6) Elections du nouveau Comité Exécutif Central du parti.

Les deuxième et troisième points du programme devinrent le centre de l'attention générale.

Les élections de délégués au congrès (1 délégué pour 1000 membres) se firent sous le mot d'ordre: «A bas le ministérialisme! Contre toute coalition avec les partis bourgeois, pour la création des Soviets des Députés Ouvriers, pour la III<sup>e</sup> Internationale! La droite commence une campagne électorale en faveur de l'activité spéculative des ministres social-démocrates; elle y jointit de prudentes critiques contre la Russie Soviétique et la III<sup>e</sup> Internationale. Lorsqu'au mois d'août, le Comité Exécutif Central au sein duquel la droite avait la majorité, apprit que les  $\frac{2}{3}$  des délégués élus ralliaient la gauche et que de cette façon leur campagne de juillet (lutte à mort avec le communisme) avait échoué, les droitières, ayant à leur tête les ministres social-démocrates Tousar, Hubermann, Markovitch, Deter, Joganis, Maisner et Winter, décidèrent inopinément de sortir du gouvernement et de profiter du moment où les masses ouvrières se trouvaient prises au dépourvu par cette résolution pour engager une action décisive contre la gauche (les journaux de gauche ont publié que cette résolution fut prise par les droitières après consultation du ministre Bénés, qui est l'homme de confiance du président Massaryk) il fut en effet décidé le 14 septembre à la réunion de

la «représentation restreinte» du parti de refuser du gouvernement tous les social-démocrates, et celle résolution donnant satisfaction aux exigences des masses ouvrières, de remettre la réunion du congrès au 25-26 décembre de l'année courante.

La «représentation restreinte» du parti vota à la majorité la résolution suivante:

«La conférence des représentants du parti ouvrier social-démocrate tchéco-slovaque, après avoir examiné les derniers événements survenus dans le parti, a résolu:

«Le parti social-démocrate, restant fidèle à son programme pratiqué jusqu'à nos jours pendant un demi-siècle d'activité prolétarienne socialiste, ne peut cependant ni s'en tenir à l'ancien programme du parti ni en établir un nouveau; s'appuyant sur les principes de la démocratie la plus large, il ne peut également modifier son activité et sa tactique conformément aux exigences de l'Internationale Communiste.

Il y a entre la social-démocratie et le communisme dans la forme où il est professé à Moscou une différence si profonde que la Conférence du parti se trouve obligée de déclarer: que ceux qui se trouvent être partisans de la direction communiste ne peuvent demeurer plus longtemps membres du parti social-démocrate et ne peuvent en aucun cas participer à l'éclat et à la solution des questions dont son sort dépend.

«La représentation du parti, considérant que les communistes membres du parti, profitent du mécontentement provoqué dans les milieux ouvriers par la politique de coalition et font procéder aux élections des délégués au congrès sous le mot d'ordre de notre exclusion du gouvernement, manifestant de cette façon la profonde médisante de la social-démocratie et du communisme, dont le conflit apparaît aujourd'hui avec une évidence particulière après la publication des conditions de l'adhésion à la III-e Internationale. La représentation du parti, considérant que la question de la participation ministérielle n'est plus à l'ordre du jour depuis la sortie des ministres social-démocrates du cabinet et aussi qu'il est indispensable de débattre les conditions de la III-e Internationale dans les organisations du parti, a résolu de remettre le congrès du parti au 25-26-décembre prochain. Le Comité Exécutif est chargé d'assurer l'existence du parti, afin qu'il ne puisse être désagréé par des éléments étrangers et que les questions de tactique ne puissent être décidées au prochain congrès que par les délégués social-démocrates.»

Cette résolution de la «représentation restreinte» du parti répète l'acte accompli par les Scheidemanns allemands en 1915 lorsqu'ils exclurent du parti les indépendants et provoquèrent ainsi la scission. Mais en réalité cette résolution, si l'on en écoute les horfures des social-démocrates, ne vise qu'à exclure les défenseurs de la III-e Internationale et à empêcher l'admission de leurs délégués au congrès. Mais la différence entre les événements de 1915 dans le parti social-démocrate allemand et le coup d'État des Scheidemanns tchéco-slovaques c'est que les social-démocrates de la droite allemands avaient alors la majorité parmi les masses ouvrières, tandis que la majorité des masses prolétariennes tchéco-slovaques était en 1920 acquise aux gauches. C'est pourquoi des événements analogues eurent des résultats différents.

La résolution des droitiers brodusit sur les masses ouvrières une profonde impression.

Elles commencèrent par protester énergiquement dans les meetings et les réunions contre la conduite des droitiers. Les employés et les fonctionnaires du parti, les membres de la rédaction du journal *Pravo Lidou*, les typographes, etc., appartenant à la gauche élirent dès le 16 septembre un Comité d'usine qui prit toutes les entreprises du parti y compris la rédaction du *Pravo Lidou*, sous sa garde. Lorsque les droitiers conduits par le président du Comité Exécutif Central, le député Nemetz, et le rédacteur en chef du *Pravo Lidou*, Sivin, quittèrent le Palais Ouvrier en signe de protestation contre le contrôle du Comité d'usine, après avoir déclaré qu'ils ne pouvaient dans de telles conditions continuer l'édition de l'organe du parti, ni accomplir aucun travail, le Comité prit sous sa direction toutes les entreprises. Deux éditions du *Pravo Lidou* parurent le 18 septembre: l'une sous la garde du Comité d'usine, rédigée par le com. Chméril et la deuxième imprimée par les droitiers (Nemetz, Sivin, Bechinié, Tousar) dans une typographie privée. Les droitiers eurent immédiatement recours à la loi pour défendre aux gauches de publier leur journal sous le titre de *Pravo Lidou* et d'*Ancien Pravo Lidou*. Ce titre devait également rester au journal de Sivin et consorts. L'agence télégraphique tchéco-slovaque cessa immédiatement le service des télégrammes aux camarades de la gauche; la direction des postes et télégraphes leur refusa la remise de chèques, de l'argent et des lettres destinées au *Pravo Lidou*, etc...

Les droitiers soulevèrent à leur tour la question d'une intervention de la force armée et de la police pour chasser les gauches du Palais Ouvrier, mais n'osèrent pourtant pas recourir à cette mesure—peut-être par un reste de pudeur et peut-être aussi parce que le Palais Ouvrier était gardé nuit et jour par les camarades des «sociétés ouvrières» de gymnastique qui n'auraient pas abandonné leur poste sans combat et sans émission de sang.

Ne voulant pas éclipser la cause d'une scission dans les masses les camarades Chméril, Skalak et Sapoloski essayèrent de s'entendre avec Tousar, Nemetz, Bechinié et Sivin: ils proposèrent de réunir le congrès pour le 25-26 septembre et de laisser les organisations du parti débattre la question de la III-e Internationale et en proposer une résolution à un autre congrès qui se réunirait le 25-26 décembre. Cette tentative d'entente ayant échoué, l'organe central de la gauche *Rouge Pravo* (*Le Droit Rouge*) appela à participer au congrès tous les délégués de la gauche; les droitiers qualifièrent ce congrès «Conférence des Communistes» et prescrivirent à leurs adhérents de n'y pas assister.

Le congrès s'ouvrit le 26 septembre par les discours de bienvenue des représentants de la gauche du parti social-démocrate allemand, le comrade Kraubig, du parti social-démocrate polonais, le com. Vandop du parti social-démocrate israélite, le com. Cohn et du parti social-démocrate magyar, le com. Chouranny. Des télégrammes furent reçus de la social-démocratie danoise et des socialistes révolutionnaires d'Amérique, 50 représentants de la presse tchèque et étrangère assistèrent aux assemblées. Le rapport du com. Chméril sur le programme et la tactique du parti attira l'attention du congrès. Parlant de la situation révolutionnaire actuelle dans le monde entier notre comrade montra que le devoir du prolétariat était de mettre à profit le moment présent pour l'accomplissement de ses desseins.

«En Tchéco-Slovaquie—dit le com. Chméril les 85% de la population acceptent le premier point de notre programme actuel: les biens des propriétaires fonciers, les grandes usines industrielles, les bénéfices énormes des spéculateurs de guerre doivent être à tout prix et au plus vite expropriés sans indemnité; l'inviolabilité des petites propriétés et des propriétés moyennes doit être garantie. Ce programme répond à la division en classes sociales de la Tchéco-Slovaquie et il est évident

qu'une large union des masses ouvrières peut être réalisée sur cette plate-forme, quels que soient les régions politiques dont elles viennent».

Touchant aux questions concrètes de politique ouvrière dans la république, Chimeral recuse les allégations de la bourgeoisie et des social-patriotes qui se plaisent à répéter, que l'activité révolutionnaire du prolétariat menace l'indépendance de la Tchéco-Slovaquie.

«L'idéologie bourgeoise exprime un état d'esprit nettement réactionnaire. La Tchéco-Slovaquie se trouvant dans une situation instable, la bourgeoisie et ses collaborateurs supposent que tout mouvement social serait désastreux pour le pays. Ils espèrent prévenir tout danger par la création d'un puissant appareil militaire. Mais il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour se convaincre que la Tchéco-Slovaquie ne saurait maintenir son indépendance par la force des baïonnettes et des canons. Sa position stratégique est telle que, même en admettant l'armentement de tous les citoyens pour la défense des frontières contre l'offensive simultanée de la Pologne et de la Hongrie, on ne pourrait en aucun cas compter sur une victoire, le front tchécoslovaque étant deux fois plus grand que celui des français et des Allemands dans la guerre mondiale. Ce n'est ni la violence, ni le militarisme, mais bien la victoire du socialisme international qui consolidera l'indépendance de la Tchéco-Slovaquie. — On nous dit que, partisans de la III<sup>e</sup> Internationale, nous sommes sous la gouverne de Moscou. Mais avant de répondre à cette question je dois m'arrêter sur la signification même du terme «communiste». Je le déclare avec fierté: je suis communiste (Applaudissements prolongés). Et quand même je devrais pour cette raison être exclu de votre milieu, quand même mon nom devrait figurer demain sur les affiches et je devrais moi-même être abandonné à l'ignorance de la foule, je ne changerais rien à ce que je viens de déclarer. Camarades, un communiste n'est qu'un social-démocrate qui ne doute pas des buts finaux du socialisme marxiste... (Applaudissements). Qu'est-ce qu'un parti communiste? C'est la social-démocratie militairement mobilisée; c'est la social-démocratie qui, pendant 40 ans, a préparé une bataille décisive et considère que le moment est enfin venu de la livrer. Aussitôt que la classe ouvrière se rend compte que le moment de la guerre civile est venu, elle doit reconnaître de nouvelles lois, elle doit se déclarer en état de guerre, fortifier la liaison, perfectionner le centre dirigeant, accroître sa discipline. Entre le communisme et la social-démocratie—la social-démocratie honnête s'entend et non celle de la trempe de Scheidemann—il n'y a aucune différence essentielle. Je le déclare ici ouvertement, — une tentative révolutionnaire isolée serait pour nous une tragédie. Mais je ne tire pas de là les conclusions des camarades de la droite: «Incapables de faire nous-mêmes la révolution, nous devons être contre la révolution». Je dis: — c'est justement parce que nous sommes incapables de faire la révolution nous-mêmes, alors que tout va aujourd'hui vers le chaos ou vers la révolution; — c'est justement

pour cela que nous devons nous efforcer d'accomplir la révolution non avec nos seules forces, mais en insufflant l'esprit de révolution à notre prolétariat comme à celui de toutes les nationalités de notre pays; nous devons contribuer à révolutionner l'Europe Centrale».

Le cam. Chimeral explique les différentes conditions de développement du prolétariat tchéco-slovaque qui se distingue psychologiquement des autres nations par la réalisation tardive de son indépendance nationale, par la défense mutuelle que la politique opportuniste des social-démocrates austro-hongrois a créé entre les prolétariats tchéco-slovaque, allemand, polonais et magyar; pour surmonter cette méfiance il est pourtant impossible de procéder immédiatement à l'organisation d'un parti révolutionnaire international tchéco-slovaque uni; il faut commencer par grouper les ouvriers tchèques, allemands, slovaques, polonais et ukrainiens par des manifestations et des actes révolutionnaires communs. Après avoir expliqué la différence entre les conditions du développement de la révolution en Tchéco-Slovaquie et en Russie, par des considérations sur la position stratégique de la Tchéco-Slovaquie et par les conditions dans lesquelles se produisit la révolution russe et qui sont très différentes de celles qui aujourd'hui, après la guerre, président au développement de la révolution en Europe Centrale, il dit:

«La question de la guerre et de la paix n'a pas chez nous la même importance. C'est la décomposition financière du pays et la cherterie de la vie qui sont chez nous les forces motrices de la révolution. Dans un certain temps la crise industrielle et le chômage agiront également dans le même sens. Ce qui constitue chez nous des conditions plus favorables qu'il n'y en avait eu en Russie pour une révolution sociale c'est que notre pays est beaucoup plus industriel, que la masse de nos ouvriers est plus consciente, et que, par suite, lorsque les masses arriveront à se soulever, la révolution sociale et le changement du régime de la propriété ne seront probablement pas suivis chez nous par un arrêt de la production aussi grave qu'en Russie. Nos masses ouvrières sont plus stables et conserveront leur position non seulement pendant l'époque de transition; elles seront capables de soutenir le développement de la révolution. Il s'en suit que, chez nous comme dans toute l'Europe Centrale, la lutte pour le pouvoir politique est beaucoup plus difficile, beaucoup plus douloureuse mais qu'une fois la prise du pouvoir accomplie, la construction socialiste sera beaucoup plus facile; elle se fera plus systématiquement et j'ai l'impression qu'elle ne fera pas autant de victimes qu'en Russie».

Sur la question de tactique le cam. Chimeral dit:

«Il est intéressant de constater, alors qu'on nous dit gouvernés par Moscou, que nous avons été les seuls en Europe à nous écarter dès le début de la tactique fixée par l'expérience des camarades russes. Nous avons créé une tactique à nous. Quelle est la théorie russe? Celle du camarade Boucharine. La pratique russe l'applique de la façon suivante: De l'organisation politique ouvrière qui a parcouru le développement historique du parti social-démocrate un petit noyau se détache pour créer un groupe communiste indépendant qui formule de la façon la plus décisive ses opinions et commencera une lutte à

outrance contre la majorité, lutte qui doit avoir pour résultat la désaggrégation de cette majorité tandis que les communistes sont peu à peu amenés à une compréhension plus nette de leurs devoirs. J'ai senti dès le début que cette tactique qui donne en Russie de bons résultats ne serait pas efficace chez nous. Il y a deux ans, lorsque tous les ouvriers eux aussi se trouvaient portés vers une révolution exclusivement nationale, on ne pouvait pas songer sérieusement à une révolution sociale; nous étions alors absolument isolés. L'Europe Central n'était pas encore mûre pour la révolution. Nous arrivâmes à convaincre les camarades venus de Russie: ils renoncèrent à créer un parti communiste indépendant et entrèrent dans le parti social-démocrate où nous sommes tous restés. Pourquoi y sommes-nous restés? Nous nous sommes dit: le parti social-démocrate tchéco-slovaque est par sa composition un parti véritablement prolétarien. Il a groupé pour la plus grande partie des ouvriers. C'est une garantie qu'il n'oubliera jamais ses traditions ouvrières et retrouvera toujours son orientation ouvrière quel que soit le leader se trouvant à sa tête et quelle que soit la direction que ce leader souhaite lui donner. A notre époque de transition il était indifférent que Tousar, Chmeral, Prokech marchassent côté à côté dans le parti, pourvu que la liberté de propagande fut garantie à la gauche révolutionnaire. Quand le fruit sera mûr les ouvriers procéderont eux-mêmes au nettoyage et leurs masses s'engageront dans la bonne voie. Nous voyons d'après les événements présentés que cette tactique était juste. Voilà deux ans que le ferment agit et vous voyez l'état d'esprit qui domine aujourd'hui dans le parti et qui s'exprime par votre présence ici en qualité de délégués élus. Lorsque j'ai été en Russie et que j'ai dit que nous poursuivions des buts révolutionnaires et que nous pensions que les résultats de notre tactique seraient meilleurs que ceux qui avaient été atteints par les masses à Vienne et à Budapest par exemple, cette opinion ne fut pas partagée, mais je pense que nos camarades russes ont aujourd'hui compris que, nous étions dans la bonne voie!

Le camarade Chmeral aborde ensuite la question du changement de nom du parti:

«Il est vrai que la III<sup>e</sup> Internationale tient à ce que tous les partis affiliés portent la même dénomination; mais cette condition est de celles que nous avons l'intention de discuter avec l'espoir d'arriver à maintenir notre façon de voir, qui répond à l'état d'esprit actuel de nos masses ouvrières et à notre attitude dans le parti. En tous les cas, cette question ne sera certainement pas un obstacle à notre adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale».

En parlant des relations du parti avec les groupes communistes (dont les délégués ont assisté au deuxième Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale) le camarade Chmeral déclare:

«Malgré nos meilleures intentions, nous ne sommes pas en état de résoudre définitivement à ce Congrès la question des groupes communistes concentrés autour de l'organe hebdoma-

taire *Tcherven*. Ce groupe est faiblement organisé, mais permettez-moi de faire remarquer que je considère avec sérieux tout groupe aussi petit qu'il soit, ayant une orientation correspondant à la direction révolutionnaire du moment. Personnellement, je considère qu'il est indispensable de faciliter l'entrée des membres des groupes communistes dans notre parti. Je veux exprimer l'espoir que les divisions du mouvement ouvrier cesseront et que ces groupes viendront à nous poussés autant par leur activité pratique que par la certitude que notre parti, composé d'ouvriers, sera à la hauteur de ses devoirs révolutionnaires aussiôt qu'il se trouvera réellement dans une atmosphère révolutionnaire».

Chmeral termine son discours par ces paroles du camarade Lénine: «Avinne que pourra, nous avons encore de beaux jours devant nous!»

Le camarade Skalak parla ensuite de l'Internationale Communiste et des conditions d'adhésion à cette dernière. — Après son rapport le congrès accepta à une majorité écrasante la proposition de la gauche marxiste d'élaborer un «programme d'action» provisoire jusqu'à l'élaboration définitive de nouveau programme du parti. Ce programme est le suivant:

#### *Programme Provisoire de la gauche social-démocrate tchèque.*

Le développement du parti ouvrier social-démocrate tchéco-slovaque et de tous les autres partis socialistes de la République Tchéco-Slovaque traverse une période de transition vers une nouvelle orientation. Il est impossible de créer à l'heure actuelle un programme détaillé et définitif, principe et tactique, répondant aux exigences du mouvement ouvrier d'une époque révolutionnaire. Ce programme ne saurait être créé qu'à l'issue de la lutte actuellement engagée entre l'opportunisme, le ministéralisme et le réformisme d'une part et le marxisme révolutionnaire de l'autre. Ce n'est qu'à l'issue de ce conflit que le congrès du prolétariat révolutionnaire tchéco-slovaque tout entier, en sa qualité de représentant de toutes les masses prolétariennes sans distinction de nationalité, se trouvera en état d'accepter un programme définitif. C'est pourquoi nous proposons provisoirement le programme suivant:

#### *Programme d'action.*

Les trois dernières décades du développement de l'économie mondiale sont caractérisées par l'énorme croissance du capitalisme mondial caractérisé par la concentration et la centralisation du capital industriel et par la domination du capital financier. L'influence du capital financier sur le développement de la politique mondiale s'est manifestée dans la croissance de l'impérialisme dans les pays bourgeois; elle a consommé le partage du monde entre les puissances impérialistes et devait de cette façon amener la guerre mondiale de 1914.

Tant que durera la domination du capital la guerre sera une nécessité historique et la seule issue possible aux conflits internes de la société capitaliste. Elle les résout au prix de pertes

énormes qu'elle inflige aux masses ouvrières au profit de l'oligarchie mondiale des grands financiers.

Mais quatre années de guerre ont sapé les bases mêmes du régime social capitaliste et mis à nu toutes les contradictions internes du capitalisme, ainsi que l'avait prévu depuis longtemps le socialisme scientifique. Si le parti doit à l'avvenir conduire le prolétariat à sa délivrance et à la transformation totale des relations politiques et économiques, il doit tout d'abord employer les nouveaux moyens de combat fournis par le développement de la révolution sociale en faisant de l'idéal socialiste un programme d'action.

### *Le socialisme inéluctable.*

Le capitalisme mondial traverse une lourde crise. Il est en décomposition complète. La famine et la misère prouvent au prolétariat que la société bourgeoise et la démocratie ne sont pas en état de garantir son existence. La liberté du commerce et la concurrence qui aidèrent dans une certaine mesure au développement des forces productrices, ont fait place à des trusts géants dont le but est de maintenir des prix élevés et de réduire la production de façon à garantir leurs bénéfices. L'usure est devenue la dernière et la plus misérable des formes de l'économie capitaliste.

Les ouvriers sont revenus de la guerre dans ce chaos forts de leur conscience de classe. La classe ouvrière est témoin de l'incapacité et de l'impuissance de la classe capitaliste, qui au lieu de chercher à réorganiser la production et le ravitaillement, augmente cyniquement l'exploitation des travailleurs, défend de toutes ses forces ses priviléges et provoque pour les masses, ouvrières une crise financière, alimentaire et industrielle.

Il en résulte que les ouvriers montrent un profond dégoût à travailler plus longtemps dans l'intérêt du capital. La classe ouvrière a conscience que le capitalisme a fait son temps et que la production indispensable devient impossible sous son régime. Le socialisme est devenu une nécessité économique.

Sa réalisation ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même.

### *Dictature du prolétariat.*

Le pouvoir du capitalisme ne s'exerce pas seulement dans la vie pratique; il s'efforce de régner sur la pensée même du prolétariat, afin de détourner la classe ouvrière de l'idée même d'une lutte des classes et de faire en sorte que les contradictions des classes s'effacent de façon ou d'autre. C'est la seule raison pour laquelle la conscience de l'humanité évolue plus lentement que les bases économiques de la société. Aussi le prolétariat doit-il s'emparer du pouvoir; car seule la conscience des masses laborieuses répondra aux véritables intérêts de la classe ouvrière et aux bases économiques préexistantes. Le prolétariat mû par le désir de réaliser le socialisme ne saurait compter sur les seuls moyens

de la démocratie bourgeoise formelle (vote, système parlementaire, préconisés par les social-opportunistes et les réformistes); il doit profiter de la situation révolutionnaire internationale et locale actuelle pour s'emparer du pouvoir politique et initier une activité dirigée vers la réalisation du socialisme:—il doit établir la dictature du prolétariat.

La dictature du prolétariat marque une période de transition dans laquelle la classe ouvrière, après s'être emparée du pouvoir politique se servira de l'appareil de l'état pour la création d'un régime socialiste. Le but de l'état prolétarien est uniquement dans la transformation socialiste des relations sociales et dans l'abolition des classes dans l'avenir. Lorsque ce but sera atteint tout pouvoir de classe, de même que la dictature du prolétariat, deviendra absolument superflu et, partant, impossible.

### *Construction soviétique.*

L'influence que nous avons acquise jusqu'à présent et, avant tout, l'expérience de la grande révolution russe nous montrent que la forme la plus avantageuse de l'état prolétarien et le type le plus parfait du gouvernement est la démocratie prolétarienne, — la démocratie des masses laborieuses dont le système des soviets est l'expression.

Le devoir des comités de fabriques et d'usines est de préparer la classe ouvrière à prendre entre ses mains les entreprises afin qu'il soit possible de continuer la production sous la direction d'une institution économique centrale jusqu'au moment où sera terminée l'organisation de l'état prolétarien. Les comités de fabriques et d'usines doivent dès aujourd'hui s'efforcer de prendre la direction du processus général de la production et de faire l'inventaire de toutes les entreprises marquées pour l'expropriation.

Le but des soviets communaux et agraires est de préparer les travailleurs à prendre le pouvoir politique. Ces soviets doivent, aussitôt après leur formation, faire le dénombrement de leurs électeurs, prendre de l'influence dans tout l'appareil gouvernemental et acquérir toutes les connaissances indispensables pour la direction de l'état. C'est pourquoi ils doivent comprendre tous les travailleurs y compris les représentants de l'élite intellectuelle et des paysans pauvres et non pas uniquement des ouvriers industriels.

Nous n'avons nullement l'intention de cacher aux ouvriers que les soviets ne pourront devenir des organes véritablement révolutionnaires qu'à la condition d'envisager en toute conscience l'œuvre de la révolution, faute de quoi leur rôle révolutionnaire serait purement illusoire. Mais dans les conditions spéciales où nous nous trouvons, ces soviets peuvent préparer organiquement les ouvriers à la transformation de l'ordre social et rendre de cette façon la révolution sociale moins douloureuse.

L'atmosphère révolutionnaire contribuera également à la formation de soviets de soldats.

Conscient de tous ces problèmes le parti social-démocrate ouvrier et les syndicats doivent

procéder aux élections des comités de fabriques et d'usines et des soviets ouvriers, partout où les ouvriers l'exigeront, sans attendre le statut des comités de fabriques et d'usines promis par le gouvernement.

Le Comité Exécutif Central est chargé d'établir les règlements d'organisation nécessaires et de les envoyer aux organisations provinciales. Les organisations provinciales sont de leur côté chargées d'adapter ces règlements aux conditions pratiques de leurs rayons. La rédaction définitive de la loi des soviets devra être ratifiée par le premier congrès des soviets.

#### Question Nationale.

La question nationale est pour la bourgeoisie de tous les pays une question d'exploitation de la classe ouvrière; mais il s'agit pour une bourgeoisie donnée de ne pas porter atteinte au même privilège accordé à la bourgeoisie d'une autre nation. La bourgeoisie transposait la notion de «nationalité» en notion de «propriété» et proclamait le territoire habité par sa nation comme sa propriété nationale; cette propriété, elle l'envisage de la même façon que les possessions impérialistes, coloniales et autres où sont exploitées les nations étrangères.

C'est pourquoi le «droit des nationalités» n'est qu'une phrase vide de sens, qui sert à la bourgeoisie, à masquer l'exploitation de masses laborieuses de sa nation tant qu'elles sont aussi asservies aux autres nations bourgeois, mais qu'on oublie aussitôt que l'on s'empare des territoires d'une autre nation. Les ouvriers tchéco-slovaques ont pu s'en convaincre non seulement par l'exemple de la bourgeoisie tchéco-slovaque qui, pendant la guerre défendit ardemment le droit des nationalités, et ne tarda pas à le violer si l'on obtint son indépendance nationale; ils ont pu également s'en convaincre par celui de la bourgeoisie allemande qui, avant la révolution nationale en Autriche-Hongrie, ne voulait même pas entendre parler de ce droit qu'elle proclame énergiquement aujourd'hui.

Dans un état national, où les relations entre la bourgeoisie de la nation dominante et celles des nations subjuguées sont antagoniques, les ouvriers peuvent aisément trahir leurs propres intérêts en acceptant les mots d'ordre provisoires de la bourgeoisie. C'est pourquoi ils ne doivent pas se laisser aveugler par la «sécurité de l'état» ou par la «défense nationale» que préconisent bourgeois et social-patriotes, pas plus que par «l'indépendance nationale» ou par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes proclamés aujourd'hui par les bourgeois et les opportunistes allemands.

Le mot d'ordre du prolétariat de toutes les nations doit être: lutte contre la bourgeoisie, abolition de son pouvoir sur tout le territoire du pays.

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat dans un état national tel que la république tchéco-slovaque ne sera possible que lorsque les prolétaires de toutes les nationalités s'uniront et entameront une action anticapitaliste solidaire. A ce point de vue les soviets seront des

organes éminemment utiles dans lesquels le prolétariat des différentes nationalités s'unira pour l'action. Seule la déchéance de la bourgeoisie de toutes les nationalités dans tous les pays et dans toute la société garantira le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes et assurera leur indépendance dans l'organisation économique des Etats-Unis socialistes de l'Europe.

#### Moyens de combat.

Pour atteindre ce but le parti emploiera tous les moyens menant au succès et à la reconnaissance des droits du prolétariat.

Le premier et le plus décisif de ces moyens est l'action des masses. Le parlementarisme et la lutte parlementaire sont de plus en plus insuffisants à la réalisation de transformations séries dans l'ordre social, même au cas où une majorité importante de la population serait en état de les exiger. I. e. parlement n'a donc que l'importance d'une tribune dont les députés socialistes peuvent se servir pour la propagande de la révolution sociale à la face des députés bourgeois, et pour démasquer la bourgeoisie et les partis demi-socialistes. Ceci ne saurait évidemment être que le fruit d'une action décisive contre les représentants bourgeois au parlement. Il va sans dire que la politique de coalition et le ministérialisme doivent être absolument exclus de la tactique prolétarienne (1).

#### Le socialisme. Thèses concernant sa réalisation.

Le socialisme réalise la direction rationnelle de l'économie dans les intérêts de la société laborieuse.

Le passage au socialisme (socialisation) se détermine par les principes suivants:

a) La direction de la production appartient aux organes centraux, composés des représentants d'une branche donnée de la production, des représentants des consommateurs et de l'état prolétarien;

b) La répartition est faite par les associations de consommateurs auxquelles tout ouvrier conscient doit dès à présent appartenir et dans la composition desquelles tout citoyen sera tenu d'entrer;

c) Les terres des propriétaires fonciers, les banques, les sociétés d'assurance, les grandes usines industrielles et la production doivent être immédiatement expropriées sans indemnité.

(1) L'ancien Comité Exécutif du parti n'a pas une seule fois, en deux ans, appelé le prolétariat aux manifestations politiques, aux grèves, etc... Le nouveau Comité Exécutif a déjà (26 septembre—22 octobre) appliqué cet article du programme. Le jour de l'ouverture du congrès à Prague des manifestations imposantes ont eu lieu; le 14 octobre des meetings ont été organisés dans toutes les villes de Tchécoslovaquie en mémoire du deuxième anniversaire de la proclamation du régime républicain par les ouvriers en Tchécoslovaquie (la bourgeoisie tchéque ne savait pas encore le 27 octobre 1918 quelle forme du gouvernement donner au pays: monarchie avec un prince anglais ou république); le 16 octobre, une grève de six heures et des meetings de protestation contre la hausse de 200% du prix du sucre avaient lieu dans 30 villes (d'après les journaux le sang aurait coulé à Prague où 16 personnes auraient été blessées).

prialion peut être opérée sans rétribution, tous les possesseurs actuels de ces biens, devant, en cas d'incapacité de travail ou de vieillesse (plus de 60 ans) être entretenus par l'état. Dans les régions ayant une population industrielle la propriété agraire privée doit être remplacée par la propriété communale;

d) Les petites exploitations agricoles et les petites entreprises de métiers ne seront pas expropriées, mais incluses dans le plan général de l'exploitation et encouragées à fusionner avec les coopératives;

e) Toute personne valide, des deux sexes, âgée de 18 à 60 ans est tenue de se livrer à un travail productif. Les mères et les ménagères seront considérées comme se livrant à un travail productif.

Chacun a droit au travail.

f) Le travail impose partout une lâche minimum et un salaire minimum égal pour tous les citoyens et une rétribution supplémentaire augmentée conformément à la profession et au degré de productivité;

g) Dans les limites des besoins sociaux le choix de la profession est libre;

h) Les invalides et les personnes âgées de plus de 60 ans seront entretenus par l'état;

i) Tant que sera maintenue la propriété privée de certains instruments de production, leurs possesseurs seront tenus de payer des impôts. Les impôts seront plus tard remplacés par une déduction faite des bénéfices réalisés par la collectivité;

j) Les syndicats auront pour but l'éducation de leurs membres dans un esprit révolutionnaire et un travail actif dans le domaine de la socialisation de leur production. Le parti doit élire une commission spéciale qui élaborera, de concert avec les représentants des syndicats et des coopératives, un projet détaillé de socialisation, à soumettre au congrès des soviets.

#### *La situation mondiale.*

La misère et le besoin ne sont pas les seules causes qui déterminent le prolétariat à se libérer. La situation politique internationale s'aggrave de jour en jour. Des nuages s'accumulent à l'horizon annonçant l'approche d'un orage. Les antagonismes entre l'Amérique et le Japon, l'Amérique et l'Angleterre, qui n'est plus en état de concourir dans les armements maritimes vont en s'aggravant. Des conflits sérieux se sont produits entre la France et l'Angleterre divisées par la question d'Orient, les Balkans, l'Allemagne et la Hongrie sont autant de causes de conflits.

Tant que le prolétariat n'aura pas aboli le capitalisme, cause de tous les conflits, il demeurera sous la menace permanente d'une nouvelle guerre.

La guerre continue d'ailleurs depuis 6 ans en Orient, mettant aux prises la contre-révolution et la révolution prolétarienne, cette dernière consciente que les exploitants du monde entier ne pourront rétablir leur politique intérieure et extérieure qu'après l'écrasement de la Russie prolétarienne.

Le sort du prolétariat mondial se décidera sur les champs de bataille russes. Dans cette situation la classe ouvrière doit concentrer toute son attention sur la politique étrangère et employer tous les moyens de l'action révolutionnaires pour mettre un terme à la politique de la réaction internationale.

#### *La III-e Internationale.*

La libération du prolétariat de l'esclavage capitaliste ne peut être que le résultat de la victoire internationale du prolétariat.

C'est pourquoi tous nos efforts tendent non seulement à l'union du prolétariat des différentes nationalités de ce pays, mais aussi à l'adhésion à l'Internationale qui se tient sur la plate-forme de la lutte révolutionnaire des classes. Nous nous déclarons en parfait accord avec les principes de la III-e Internationale et nous chargeons le Comité Exécutif Central du parti d'entrer immédiatement en relations avec le Comité Exécutif de la III-e Internationale.

Toutes les mesures doivent être prises en vue d'informer nos camarades et de donner à toutes nos organisations la possibilité de se prononcer librement sur la question soit par un référendum soit au congrès du parti.

Toutes ces propositions du comité Skudok ont été acceptées par une majorité écrasante.

Les résolutions et les appels suivants ont été votés à l'unanimité au congrès.

#### *Salut au prolétariat russe!*

Les délégués du XIII-e congrès du Parti Ouvrier Social-Démocrate tchéco-slovaque adressent un salut chaleureux au prolétariat russe qui après les terribles souffrances de la guerre mondiale a brisé le premier les chaînes de l'absolutisme, anéanti la bourgeoisie et pris le pouvoir afin de créer un nouveau régime mondial de socialisme et de justice où il n'y aura ni maîtres ni esclaves. Nous saluons les travailleurs industriels russes, courageux avant-garde de la grande armée prolétarienne en lutte contre le capitalisme; nous saluons le paysan russe naïf asservi, libre aujourd'hui et labourant ses terres avec joie; nous saluons les valeureux combattants de l'armée rouge, les millions de travailleurs russes, hommes et femmes qui, à travers des privations et des souffrances inouïes, ont inlassablement contribué à bâti la société socialiste et élèvent aujourd'hui son flambeau, comme un phare érigé sur les ténèbres du monde.

Camarades, ouvrières! Nous suivons avec émotion votre lutte héroïque. Vous avez détruit le tsarisme qui a fait périr dans les prisons, sur les gibets, dans les champs de glace et les mines de la Sibérie, des milliers de camarades. Vous avez détruit l'édifice du capitalisme russe, de la bourgeoisie russe. A travers les fronts encore hérisse de baïonnettes vous avez, les premiers jeté au monde le mot de «paix aux nations»; vous avez les premiers tendu la main aux prolétaires du monde entier. Et c'est alors que vous avez

commencé votre grande œuvre de création de la société socialiste.

Mais cette œuvre de paix a été interrompue et détruite par la rage des puissances impérialistes. Vous avez été en butte au mensonge et à la calomnie; les armées étrangères ont assailli votre pays. Épuisés et affaiblis vous avez engagé une lutte héroïque: votre armée rouge a vaincu et châtié les aventuriers et les usurpateurs, les Koltchak et les Dénikine. Mais on ne vous laisse pas jouir en paix des fruits de votre victoire. Vous soutenez encore une lutte pénible contre la «démocratie», contre la réaction polonaise, contre le peuple polonais que l'Entente a poussé à vous combattre et qui deviendra inéfaiblement la victime de son jeu criminel.

Camarades ouvriers et ouvrières russes! Nous sommes convaincus que vous vaincrez. Vous avez de votre côté la vérité et une grande force morale. Vous conquerez la paix et le calme qui vous sont indispensables pour terminer avec succès votre grande œuvre de la réorganisation intérieure. Et si, social-démocrates tchéco-slovaques, nous ne sommes pas restés passifs et indifférents au moment où vous repoussiez les attaques du capitalisme de l'Europe Occidentale, si nous avons au contraire opposé toutes nos forces à la bourgeoisie criminelle qui voulait entraîner nos ouvriers à un conflit ouvert avec vous, nous saurons également remplir à l'avenir notre devoir prolétarien. Que l'on tente seulement d'entreprendre contre vous une nouvelle offensive! Votre victoire est aussi la nôtre et nous savons tous quels immenses biens nous seront si nous luttons et de quelle réaction le monde entier serait menacé si vous succombiez.

Nous vous adressons notre salut sincère et chaleureux, au nom des millions de coeurs pro-létiens; nous vous saluons vous et votre œuvre, animés du désir de marcher de pair avec vous; et nous désirons de tout cœur nouer au plus vite avec vous les relations fraternelles et prolétariennes plus étroites.

Vive la République prolétarienne des Soviets russes!

«Ces derniers mois ont vu se développer une offensive toujours plus concentrée de la réaction mondiale contre la Russie Soviétique; le capitalisme cherche à créer en Europe Centrale un groupe de petits États capables d'entreprendre en commun une nouvelle campagne militaire contre la Russie des Soviets. Nous voyons dans la Russie Soviétique le centre du socialisme mondial et nous déclarons solennellement et irrévocablement que toute participation de la république tchécoslovaque à des opérations militaires contre la Russie soviétique sera considérée par nous comme la justification du sabotage le plus largement pratiqué, comme entraînant la grève générale et le recours à tous les moyens d'action contre ceux qui auront provoqué la guerre avec la Russie des Soviets. Nous exigeons que la neutralité de la république tchéco-slovaque à l'égard de la Russie soit observée en fait et non en paroles: nos frontières avec la Pologne doivent être

hermétiquement fermées à toute exportation en Pologne d'armes et d'équipement militaire; et ceci doit être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes et non de l'État; nous en appelons en premier lieu aux cheminots auxquels il appartient d'arrêter le boycotage de la Pologne à son maximum d'intensité. Nous considérons comme de notre devoir d'exprimer aux cheminots notre gratitude prolétarienne pour tout ce qui a déjà été accompli par eux dans ce sens. Suivant avec attention la lutte des classes dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Europe Occidentale, la grande bataille engagée par les ouvriers d'Italie, d'Angleterre et de France, nous déclarons entamer aussi une lutte décisive en Tchéco-Slovaquie, et nous promettons de ne pas nous laisser devancer d'un seul pas par nos camarades de l'Europe Occidentale.

Nous protestons avec énergie contre la terreur biancine en Hongrie; nous souhaitons au prolétariat magyar une victoire aussi prompte que complète. Nous considérons comme notre devoir le plus sacré de lui venir en aide selon nos moyens. Nous chargeons le Comité Exécutif Central d'appliquer cette résolution du congrès en entrant en relations avec le prolétariat de tous les pays voisins, pour créer en commun une organisation prolétarienne qui exercera un contrôle sévère et déterminé sur le transport des munitions pour la Pologne. Nous considérons comme de notre devoir d'exprimer ici notre gratitude envers les martyrs ayant versé leur sang sur les fronts russes pour la cause du prolétariat de tous les pays».

Les déléguées femmes ont lancé après la fin du congrès un appel aux ouvrières tchéco-slovaques, dans lequel elles constatent entre autres ce fait que toutes les déléguées élues ont participé aux travaux du congrès et démentent par cela même que le mouvement féminin soit unanimement la gauche socialiste. En voici quelques extraits:

«Camarades ouvrières, ne vous laissez pas tromper par les grands noms des anciens militants «épruvés» du parti qui se placent aujourd'hui, non sur la plate-forme de la social-démocratie, mais sur celle du social-patriotisme. Nous qui avons survécu à la guerre mondiale, dont nous avons connu tout le poids comme mères et comme épouses, nous ne craignons pas les conséquences du communisme. Les femmes social-démocrates acceptent fièrement le nom de communistes convaincues que ce n'est pas la propagande des idées social-démocratiques, mais bien la réalisation de notre ancien programme qui les délivrera, du désordre capitaliste. Ouvrières, nous ne craignons pas de nous unir à la III-e Internationale! Nous attendons au contraire, avec impatience que cette résolution historique, fut adoptée, animées que nous étions unanimement du désir de nous unir au prolétariat révolutionnaire mondial, en luttant pour la révolution sociale.

Vive la III-e Internationale!

Vive la République des Soviets russes!»

Il faut considérer cet appel comme l'expression la plus sincère des opinions des ouvrières tchécoslovaques, qui dès 1918 ne furent courageusement contre le blocus de la Russie Soviétique par l'Entente. Le mouvement féminin tchécoslovaque jouit d'une grande popularité. A l'époque du congrès, il embrassait près de 20% du total des syndiqués et près de 20.000 ouvrières politiquement organisées. Il possède des journaux bien rédigés: *Gestki novin* (travaux—25.000 ex.), *La Femme* (8.000 ex.) et *Samiken* (35.000 ex.). Les ouvrières social-démocrates tchécoslovaques sont devenues depuis la révolution d'Octobre des admiratrices de la Russie Soviétique. D'une façon générale, on ne peut qu'exprimer le désir de voir les ouvrières obliger particulièrement leurs leaders à s'engager dans la voie révolutionnaire aussi courageusement et aussi nettement que l'ont fait les ouvrières tchécoslovaques.

Les délégués du mouvement de la jeunesse tchécoslovaque ont élaboré en même temps que les femmes un appel aux jeunes prolétaires de la république tchécoslovaque dans lequel on trouve ce qui concerne l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, ce qui suit:

«Etant donné qu'une bonne orientation de la lutte des classes n'est possible que par la création en Tchécoslovaquie d'une organisation prolétarienne internationale, unie et affiliée à la III<sup>e</sup> Internationale, le congrès charge les camarades qui ont la direction du mouvement de la jeunesse de procéder à la création d'une organisation internationale de la jeunesse dans le pays et de nouer les relations les plus étroites avec l'Internationale Communiste de la Jeunesse.»

Cet appel de la jeunesse marque l'abandon de l'ancienne politique du Comité Central des Jeunesse qui cherchait à un moment à préparer le terrain pour la création d'une nouvelle Internationale de la jeunesse qui eut été la continuité de l'Internationale de la Jeunesse Communiste.

Pour ce qui est des événements du 16—17 septembre, le congrès accepta et ratifia absolument toutes les mesures prises par la gauche de Prague ainsi que l'appel adressé à l'ancien Comité Exécutif Central du parti et à ses leaders les plus en vue.

Voici le texte de cet appel:

Le Congrès décide: Le Comité Exécutif Central du parti, dans sa composition actuelle et tous les membres du parti chargés par le dernier Congrès de la gestion de toutes les propriétés mobilières et immobilières seront appelés par le nouveau Comité Exécutif Central à lui remettre fonctions et mandats ou à se déclarer prêts à confier le travail sous sa direction, ce qui est leur devoir selon les traditions depuis longtemps fixées du parti. Quiconque, passé un délai déterminé à l'avance, ne se sera pas soumis à cette condition sera considéré comme un ennemi du mouvement ouvrier et devra supporter toutes les conséquences de son insoumission.

Le présent règlement se fonde sur la jurisprudence du congrès, qui a été établie de la façon suivante: sur 527 mandats délivrés aux délégués élus des organisations (Slovénie incluse) 338 délégués ont assisté au présent Congrès; dont 321, c'est-à-dire une majorité écrasante, avaient été validés par la commission des mandats. Ce nombre n'a pas été augmenté d'un seul mandat par la suite.

Le Congrès s'est terminé le 28 septembre par le discours du camarade Chmeral qui, parlant des résultats pratiques des travaux, fit remarquer qu'il ne s'agissait que d'un congrès provisoire devant mettre fin à l'ancienne politique ministérielle des droitiers et indiquer nettement aux masses ouvrières les voies nouvelles où s'engagerait le mouvement ouvrier tchécoslovaque afin de réaliser le programme social-démocrate.

«Je pense, dit le camarade Chmeral, que nous ne devons pas considérer ce Congrès comme définitif. Nous devons entreprendre actuellement un travail de

propagande et d'organisation. Le parti doit se pénétrer des idées révolutionnaires qui ont été proclamées ici. Il va sans dire que le premier devoir du nouveau Comité Exécutif Central sera d'entrer en relations et de créer des liens avec le Comité Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale (applaudissements). Je pense qu'un nouveau congrès se réunira prochainement, dans 4 à 6 mois au plus. Je suis certain que toutes les questions que nous n'avons pas été en état de trancher aujourd'hui le seront alors.»

Le Congrès a élu un nouveau Comité Exécutif Central composé des camarades Bolen, Bourion, Denke, Glaserova, Grunzweig, Galina, Gavlin, Doouch, Gouser, Jarolimek, Koubek, Krenovna, Petrich, Chmeral, Vanek, Vélichek et Sappolosky.

«Au Comité Exécutif la majorité appartient aux ouvriers des fabriques.

Le premier geste du nouveau Comité Exécutif fut de lancer un appel aux prolétaires de l'Europe Centrale, pour les engager à organiser une opposition unie et serrée des ouvriers de l'Europe Centrale au transport des armes à la destination de la Pologne et de tous les pays arrachés, capables d'entreprendre à l'avenir une guerre contre la Russie Soviétique.

Il est dit dans cet appel:

«Ne nous laissez pas tromper par des traités criminels conclus entre gouvernements capitalistes. Tous ces «traités de paix» sont en réalité des déclarations de guerre faites par la contre-révolution au peuple ouvrier de la Russie et du monde entier. Pour nous, ces traités, grâce auxquels les résultats de votre travail doivent prospérer à la bourgeoisie polonaise et aux bandes hongroises de Horthy ne doivent être que des chiffons de papiers.

Nul ne peut toucher aux stocks d'armes et de munitions contre votre gré. Que pas un canon, pas une cartouche, pas un fusil ne sorte de vos mains. Si les capitalistes anglais et français veulent faire des pays de l'Europe Centrale, de l'Océan Glacial à la Méditerranée, une nouvelle base offensive contre la Russie, il vous appartient d'élever contre eux une inébranlable muraille. Que vos organisations soient, pour la Russie Soviétique, des alliés!

Les pourparlers sur l'action commune de tous les partis révolutionnaires de l'Europe Centrale sont déjà commencés. Soyez circonspects, courageux et déterminés.

Si nous arrivons à nous unir de cette façon nous établirons des relations étroites avec les ouvriers des pays de l'Entente, de Scandinavie, des Balkans, d'Italie, d'Espagne et d'Amérique, qui ont le même but que nous. Nous prendrons ainsi sur nous une partie du fardeau qui pèse aujourd'hui sur le prolétariat russe et l'empêche de remplir sa grande tâche révolutionnaire. De cette façon, nous remplirons, ne fut-ce qu'une partie de notre devoir envers l'avant-garde héroïque de la révolution mondiale, envers le prolétariat russe. De cette façon nous ferons un pas décisif vers notre propre libération.

Camarades ouvriers!

Vos ennemis capitalistes ont détruit jusqu'à présent les résultats de vos efforts. Ils avaient à leur disposition tous les transports de l'Europe Centrale ce qui leur permettait à tout moment de répondre à vos attaques. Cela ne se renouvelera pas si vous êtes prêts à la lutte en tout lieu, si vous agissez partout selon un plan unique. La

contre-révolution mondiale capitulera devant votre ferme volonté.

A bas les guerres capitalistes. Vive le socialisme révolutionnaire!

A bas le gouvernement de la bourgeoisie. Vive la Russie Soviétique!

A bas les Piłsudski, les Horthy, les Wrangel. Vive l'armée rouge!

Vive l'action révolutionnaire du prolétariat! En avant pour l'action! Pour la lutte! Pour la victoire!

*Le Comité Exécutif Central Tchéco-Slovaque du Parti Social-Démocrate Ouvrier.*

Prague le 4 octobre 1920.

Telle aujourd'hui est la situation du Parti Social-Démocrate Ouvrier. Par suite de la tentative des droitières pour provoquer l'exclusion du parti de tous les communistes revenus de Russie après 1918 et de tous les militants actifs de la gauche marxiste, se sont formés deux partis ouvriers social-démocrates tchéco-slovaques qui prétendent tous les deux un droit légal de porter le nom de l'ancien parti uni. Les droitières se placent à un point de vue formel et soutiennent que, s'il est vrai que le congrès du parti a été légalement réuni par le Comité Exécutif Central le 13 juillet et le 15 août et que les déclarations de sa réunion aient été signées conformément au statut: A. Nemelz-président, M. Chakoula et J. Teska-secrétaires, le Comité Exécutif du parti ayant également le droit de remettre le congrès s'en est servi dans le cas présent. Le 14 septembre, le Comité Exécutif, de concert avec les chargés de pouvoir et d'autres militants en vue (ce qu'on appelle la «représentation du parti») a remis le congrès pour donner la possibilité à toutes les organisations du parti de se prononcer en connaissance de cause sur l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. C'est pourquoi tous ceux qui, contrairement à la décision du Comité Exécutif Central et de la direction du parti, se sont foulé de même rendu au congrès des gauches, ont enfreint la discipline du parti et, en obéissant aux mots d'ordre communistes, ont cessé d'être des social-démocrates.

Tout ce qui a été fait par les partisans de la gauche marxiste le 16-23 septembre; la création des comités d'usine dans les entreprises du parti, la prise du Palais Ouvrier, de la rédaction et de l'administration du *Pravé Lidov*, ne constitue qu'une série de violences contre lesquelles seront prises des mesures légales. En attendant l'audition de cette affaire au tribunal, les droitières se contentent pour l'instant d'exposer devant les masses ouvrières tchéco-slovaques que le «délégué Chméril occupe aujourd'hui un feutré volé, écrit sur du papier volé avec une plume volée, trempee dans de l'encre volée, envoie ses manuscrits dans la typographie volée du «Palais Ouvrier» volé. Telle est l'argumentation des droitières.

Les gauches disent que l'important n'est pas de savoir qui a remis le congrès, mais bien de savoir pourquoi il a été remis et quelles ont été les conséquences de ce fait.

De ce point de vue, il faut considérer tout le «règlement» du Comité Exécutif et de la représentation du parti édité le 14 septembre et qui retardait la réunion du congrès de 3 mois comme un acte de dictature «d'en haut», comme une tentative d'un coup d'état dans le parti; le Comité Exécutif et la représentation du parti ont remis le congrès en motivant leur décision par la nécessité de faire examiner par les organisations les conditions de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale; mais le Comité Exécutif avait été chargé de faire le nécessaire pour que toutes les questions touchant à la lâche de parti fussent décidées au prochain congrès exclusivement par des délégués socialistes. Nous voyons là les intentions vraies des droitières: le congrès était remis pour leur donner

le temps d'exclure les gauches du parti. Et c'est là la raison pour laquelle les masses ouvrières refusent de reconnaître la légalité de la décision du Comité Exécutif et de la représentation du parti prise le 14 septembre; cette intention nettement exprimée des droitières a déterminé les délégués ouvriers déjà élus au congrès à passer sur la décision des droitières et à réunir le congrès le 13 juillet et le 15 août. Les arguments de la droite, suivant lesquels il y a dans le parti social-démocrate des communistes qui ne peuvent appartenir à la «social-démocratie» ne sont au point de vue des statuts du parti que scolastiques. Le statut du parti n'a pas été créé pour faire violence aux opinions de la majorité, mais au contraire pour les rendre libres. En tout cas, ces questions auraient dû être résolues au congrès; mais les droitières, après leur coup de force, les ont résolues de leurs propres chefs.

On comprend que le Comité Exécutif et la représentation du parti n'avaient pas remis le congrès mais l'avaient dissous; les délégués élus n'étaient plus du tout de la droite du Comité Exécutif, le congrès aurait dû s'ouvrir avec une nouvelle composition, où les places des délégués gauches exclus du parti auraient été occupées par des défenseurs de la paix sociale et du ministérialisme. Lorsque les droitières parlent de l'illégalité du congrès du 25-28 septembre—ils ont ainsi évidemment tort, car il faudrait examiner préalablement la légalité de leurs propres mesures.

Le congrès était formé du moment de l'élection des délégués. Si les droitières ont pour eux les formes, les gauches ont le fait. La vérité sur les événements survenus dans le Parti Social-Démocrate tchéco-slovaque, du 14 au 28 septembre, c'est que les droitières se sont conduits pendant ces journées en usurpateurs et en formalistes tandis que les gauches, prenant en considération la conscience morale et légale des masses ouvrières ont en recours au droit révolutionnaire. Le fait que le congrès s'est ouvert sur l'insistance des gauches et contrairement à la volonté des organisations légaux du parti n'a ajouté rien aux arguments des droitières. On peut contester le point de vue formel non seulement parce que les délégués étaient élus, le congrès existait déjà *de facto* et qu'il est absolument indifférent, qu'il ait été ouvert ou non du moment que la majorité des délégués étaient désignés; le congrès était aussi légal de *facto*, parce qu'il avait été ouvert par le camarade Chméril, agissant en qualité d'adjoint du président de l'ancien Comité Exécutif et par les secrétaires responsables du parti. Les camarades Skalila et Teska y assistaient d'ailleurs en qualité de rapporteurs et soulignèrent plus d'une fois la légalité du XIII<sup>e</sup> congrès du Parti Social-Démocrate tchéco-slovaque.

L'instruction de cette affaire, par la justice bourgeoisie, doit commencer le 15 octobre. L'ancien éditeur du *Pravé Lidov*, et Nemelz sont plaignants. Tous les camarades entrant dans la composition du comité de fabrique du Palais Ouvrier sont poursuivis.

L'accusation leur reproche une infraction au droit de propriété. Nemelz comparait en qualité de propriétaire de toutes les entreprises du parti et s'appuie sur la loi qui diffuse aux parti la propriété légale, mais exige que toutes ses propriétés soient enregistrées à un nom privé. L'issue de ce procès éveille une grande curiosité non seulement chez les intéressés—gauches et droitières, mais aussi chez la bourgeoisie qui s'attend, au cas où les plaignants auraient gain de cause, à la restitution de tous les biens du parti au Comité Exécutif et à la social-démocratie dont Nemelz est le représentant et au cas d'une condamnation des membres du Comité de fabrique à des troubles dans les milieux ouvriers, car il est hors de doute que les gauches commettentraient une faute grave en se soumettant au cas où Nemelz l'emporterait à la décision du tribunal et en restituant les biens du parti et le Palais Ouvrier aux opportunistes.

Une scission s'opère déjà en ce moment dans les organisations politiques locales, qui, pour la plus grande partie, à l'exception d'une dizaine d'individus, passent aux gauches et ne se divisent à proportions égales que dans une minorité d'organisations. On peut dire d'une façon générale que la présence au congrès des 2/3 des délégués n'indique pas la proportion réelle des forces en présence dans les masses ouvrières.

res dont le cinquième tout au plus grave, autour de la droite et s'y raffache, souvent par des relations d'amitié personnelle (la majorité des fonctionnaires du parti se sont prononcés pour la droite); encore la majeure partie de ces éléments ne lui reste-t-elle fidèle que provisoirement, jusqu'au moment où elle pourra se convaincre des intérêts véritables poursuivis par les droitiens.

Une scission s'opère également dans la presse périodique social-démocrate, nous devons avouer que le nombre des organes penche du côté des droits. Ils ont fait tout leur possible pour détruire le *Roude Pravo* de Prague (édition du matin et du soir); ils ont non seulement eu recours aux tribunaux pour interdire la parution de l'organe central du Parti-Social-Démocrate de gauche sous l'ancien titre de *Pravo-Lidou*, mais ont encore obtenu un subside financier important du gouvernement, obtenu que lettres, mandats, télexgrammes, chèques, etc. soient confisqués dans les postes et dans les gares mêmes au profit de l'organe central des droits, le seul *Pravo-Lidou* légalement authentique. Les gauches ont actuellement leur disposition les quotidiens suivants: le *Roude Pravo* et son édition du soir, *Pragia, Svoboda, Kladno, Rovnost* (à Brno, paraissant 2 ou 3 fois par semaine), *Snage, Tabor, Volnost, Nimbourg, Probes* de Lokum, *Slovensko de Gedomin, Roune, Pravo de Nousse, Cighavan de Giggow, Iskra de Tobitsch, Jni Morava de Znojmo, Nach Seur de Ousi sur Lobau, Strag Poiserg* de Ml. Boleslav, *Straj-Lidou* de Kromerij, *Pravda Choudoby*—Roujoberg-Slovaquie et *Spravedlnost* de Rikitziane.

Le nouveau Comité Exécutif du Parti a adressé à tous les membres un appel les conviant à ouvrir une souscription pour la création d'un fonds d'édition du parti. Près de 15 journaux hebdomadaires demeurent au Parti Social-Démocrate gauche.

Aussitôt qu'il devint évident qu'une scission devait infailliblement s'opérer dans le parti, les syndicats tchécoslovaques proclamèrent leur neutralité dans cette lutte et exigèrent que les deux fractions ne transportassent pas leurs querelles parmi les ouvriers organisés. Le Conseil central des Syndicats se compose dans sa majorité de droitiens opportunistes. Il adhère à l'Internationale d'Amsterdam, alors que le leader des cheminots tchéques, le député Brodelsky a déclaré le 11 octobre à l'occasion de la fondation de la Fédération des cheminots tchéques et allemands qui unit actuellement en Tchécoslovaquie, plus de 100.000 cheminots que 80% des ouvriers sympathisaient avec la gauche et 20% seulement avec la droite.

L'action au sein des syndicats ne cessa de certes pas avec cette déclaration de «neutralité». Au contraire, les droitiens ont catégoriquement fait connaître par l'enfremise de leur cercle des députés social-démocrates qu'il ne saurait y avoir aucune neutralité des syndicats que les leaders du mouvement devaient dire nettement de quel côté ils se plaçaient. De cette façon la scission du parti provoqua inévitablement la rupture entre les masses ouvrières gauches et les leaders de la droite qui s'imaginent être les seuls vrais représentants de la classe ouvrière tchécoslovaque et plus qualifiés que les ouvriers eux-mêmes.

#### La scission du groupe parlementaire.

Le 7 octobre les députés appartenant à la gauche social-démocrate ont publié un manifeste dans lequel ils prononcent de soutenir au parlement une politique

d'opposition, et d'y démasquer sans cesse l'anéantissement irréductible de la bourgeoisie et du prolétariat. Ce manifeste est signé par 18 députés (Blaiek, Borovsky, Bourian, Gaken, Gousser, Koutny, Koutchera, Kounsi, Malaiia, Merla, Rauulchek, Skalak, Skouznikovska, Chmerni, Chourany, Taousik, Teska, Tsouiji).

Des 74 députés social-démocrates, 56 s'avèrent ainsi réformistes.

Les forces des partis politiques au parlement se répartissent actuellement comme suit:

Parti national Tchéco-Slovaques	
Parti Social-Démocrate tchéco-slovaque	36 députés.
Parti républicain de la province tchéque et parti agraire slovaque (bourgeoisie des campagnes)	40
Parti Populaire (clérical)	33
Socialistes Nationaux (petite bourgeoisie municipale)	24
Démocratie nationale (bourgeoisie urbaine)	19
Parti du Commerce et de l'Industrie	6
Parti Social du peuple ouvrier (petite bourgeoisie)	3

181 députés.

Groupes d'opposition des autres nationalités.	
Social-démocratie allemande	31 députés.
Agrariens allemands	11
Union allemande	15
Socialistes chrétiens allemands	10
Libéraux allemands	5
Socialistes chrétiens magyars	5
Social-démocrates magyars	4
Agrariens magyars	1

82 députés.

Social-démocratie tchéco-slovaque gauche. 18

Total . . . 281 députés.

On voit d'après ce tableau que le rôle décisif sera joué dans la prochaine coalition des partis nationaux tchéco-slovaques par le parti social-démocrate droit, les agrariens et les clériaux.

Si le premier bloc (1919) formé de tous les partis tchéco-slovaques s'est désaggrégié par suite de profonds antagonismes d'intérêts la nouvelle ne saurait échapper au même sort, surtout maintenant qu'un parti nouveau est entré dans l'arène de la vie politique avec un programme susceptible de semer le désarroi parmi tous les autres partis et de poser les bases d'un nouveau regroupement politique en Tchéco-Slovaquie, celui de la révolution prolétarienne. La dissolution du parlement est la seule issue possible aux crises qui ne manqueront pas de se produire prochainement au plus fort de la lutte des classes. La prochaine campagne électorale permettra aux gauches de développer largement leur programme révolutionnaire et il est hors de doute qu'ils obtiendront un nombre de sièges beaucoup plus grand qu'au printemps de 1920 alors qu'ils ne faisaient aucune propagande propre.

GOULA.

## LA SITUATION EN FINLANDE

### *I. Au pouvoir des vainqueurs.*

Voici déjà la troisième année que la bourgeoisie finlandaise, après avoir emporté en 1918 à l'aide des baïonnettes allemandes sa « victoire » sur le prolétariat insurgé, règne en maître parmi les lacs et les vaux de la Finlande sur un sol rougi du sang des ouvriers et des paysans. Voici déjà la troisième année qu'elle oufrage « l'ennemi vaincu ». La terreur blanche fait peser sur le pays un lourd cauchemar; les gardes-blanches l'accompagnent de leurs marches militaires où l'on entend grincer les violons de la social-démocratie.

Non contente d'avoir accumulé des milliers de cadavres qui lui ont servi de marchepied pour parvenir au pouvoir, et d'avoir laissé périr dans les prisons des milliers de victimes, la bourgeoisie n'aura, semble-t-il, jamais fini de liquider l'insurrection de 1918. Et sa vengeance s'exerce également sur les coupables et sur les innocents.

Il ne se passe pour ainsi dire pas de jour que les journaux finlandais ne parlent de quelque procès de communistes ou des personnes ayant pris part à notre révolution. Les cerbères finlandais ne cessent de découvrir de nouveaux coupables. En ces sortes d'affaires l'accusation attache moins d'importance à la participation de l'inculpé à la révolution, qu'à sa participation au mouvement révolutionnaire en général. Le vieux militant du parti, qui n'a pris aucune part à la révolution, qui ne la reconnaît même pas, n'est pas moins exécré de la bourgeoisie finlandaise que les personnes qui se sont réellement compromises pendant la révolution. Qu'il nous suffise de rappeler le cas du vieux social-démocrate Edouard Valpas.

Valpas, un des fondateurs du Parti Social-Démocrate finlandais fut rédacteur en chef de l'organe central du parti *le Tuomies* dès les premières années de la fondation de ce journal. Jamais il ne s'est départi du point de vue de Kautsky. Il désapprouva la révolution finlandaise pour laquelle, à l'en croire, le pays n'était pas encore mûr économiquement. Il ne se distinguait pas des autres social-conciliateurs. La révolution défaite, Valpas, qui n'ignorait pas qu'il ne serait pas pour cela épargné par la bourgeoisie assaillie de vengeance, émigra avec beaucoup d'autres en Russie Soviétique. Là, sous l'influence de la grande œuvre d'édification socialiste, la plupart des émigrants social-démocrates finlandais changèrent d'opinions et, devenus communistes, fondèrent le Parti Communiste Finlandais. Valpas, lui, n'y adhéra

point, restant ce qu'il a toujours été, un réformiste à la manière de Kautsky.

Valpas s'est néanmoins vu dès son retour en Finlande sur le banc des accusés. La bourgeoisie finlandaise l'accueilli en ennemi. Après l'avoir longtemps oublié en prison, elle fit au mois d'avril son procès. D'après les comptes-rendus des journaux, Valpas tenta de démontrer à ses juges qu'il fut toujours l'adversaire de tout soulèvement armé dans un pays aussi arriéré que la Finlande au point de vue économique; il ne saurait y être question, à son avis, de réaliser le régime socialiste du vivant de la génération actuelle.

Mais sa défense fut vainue. Valpas a été condamné à la détention perpétuelle et privé de droits civils. Les chefs d'accusation invoqués contre lui sont: d'avoir été rédacteur du Journal légal *le Tuomies*, qui publia des articles excitant au soulèvement; d'avoir pris part à l'organisation d'une manifestation en juillet 1917; d'avoir participé avant la révolution, en sa qualité de membre de la fraction parlementaire social-démocrate, à la publication du fameux appel « Nous exigeons »; d'avoir été pendant la révolution membre de la commission pour l'organisation des rapports entre la Finlande et la Russie, d'avoir été membre de la commission de la bibliothèque d'Helsingfors, et ainsi de suite. Pour tous ces « méfaits », commis pour la plupart avant la révolution, la Thémis bourgeoise a condamné un homme à la prison perpétuelle!

En arrêtant et en condamnant de-ci de-là coupables et innocents, le gouvernement finlandais encouvre toutes les prisons du pays. Bien qu'en vertu d'amnisties partielles un grand nombre des détenus aient été remis en liberté, les prisons restent archibondées. Il y règne un arbitraire inouï. La malpropreté la plus abjecte, une nourriture détestable, le déni de tous droits, les cachots, tel est le partage des détenus politiques en Finlande. Le journal réformiste *Suomen Socialidemokraatti* a publié au mois de juillet une lettre d'un détenu politique de la prison de Khennalla connue par ses horreurs. L'auteur dépeint le régime inqualifiable auquel ses camarades et lui sont soumis. Il rapporte, entre autres, que dans l'abominable geôle un grand nombre de détenus ont perdu la raison. Cette lettre mérite créance d'autant plus qu'elle a paru dans un journal qui ne saurait en aucune façon être suspect de sympathie pour les révolutionnaires. Les détenus des prisons mangent une soupe où nagent des vers... Et cela se passe dans cette Finlande qui s'est toujours

piquée de propreté et d'ordre en comparaison avec la Russie!

Ce n'est pas sans cause que la société finlandaise a été blessée jusqu'au fond de son âme bourgeoise par l'opinion émise par le Dr. Martens, représentant de la Croix Rouge danoise, sur l'ordre de choses qui règne en Russie Soviétique et en Finlande. Le Dr. Martens, arrivé au mois de mai de Russie Soviétique en Finlande et ayant connu aux portes du paradis républicain finlandais tout le charme de la quarantaine de Teriovi, n'a pu résister au désir de dire dans un journal suédois tout ce qu'il en pensait. Abomination! Le Dr. Martens a parlé en des termes bienveillants de l'organisation du service sanitaire en Russie Soviétique; mais il a condamné sévèrement ce qu'il a vu à Teriovi. «La quarantaine, écrivait le Dr. Martens, faisait moins l'impression d'une institution médicale que d'un camp de concentration, où au lieu d'un médecin directeur on voit commander un soudard armé d'une baïonnette. Les passagers n'avaient même pas été autorisés à emporter dans leur quarantaine des objets de première nécessité, ni à faire, une fois lâché, une sommaire toilette. Ils passèrent la première nuit sans draps de lits».

Mais il est peut-être superflu de parler de propreté et d'ordre dans un pays dont le gouvernement emploie tous ses efforts pour éloigner les aspirations de la classe ouvrière et dont le prolétariat est privé de tous droits. L'ouvrier peut être arrêté sous n'importe quel prétexte; on peut le jeter en prison, on peut même le soumettre à la question sans qu'il puisse invoquer aucune protection. Les interpellations des social-traitres à la dictée — même au sujet des abus de pouvoir les plus flagrants — demeurent inopérantes. Après lecture de l'interpellation, la dictée passe simplement à l'ordre du jour. L'organe social-traitre *Suomen Socialidemokraatti*, qui soutient par tous les moyens en son pouvoir le régime bourgeois en Finlande, s'est même vu obligé dans un de ses leaders-artICLES du mois de juillet de reconnaître que la Finlande était le pays le plus réactionnaire du monde.

Or le gouvernement réactionnaire de ce pays le plus réactionnaire possède un instrument de domination odieux entre tous: les «Compagnies de Sûreté». La bourgeoisie qui se méfie des troupes régulières, se servit de cette garde-blanche dans sa lutte contre la classe ouvrière. Les dites Compagnies de Sûreté sont maîtres des destins du pays; elles terrorisent littéralement la population ouvrière. Les soudards en goguette font irruption après boire, dans les réunions ouvrières, les dispersent et assomment volontiers les orateurs. Des sommes considérables prélevées sur les deniers publics sont allouées par le gouvernement et les municipalités à l'entretien de ces «défenseurs de l'ordre». Les Compagnies de Sûreté ne peuvent être comparées qu'à une plaie infecte rongeant le corps gangrené de la Finlande bourgeoise.

Cependant, la bourgeoisie finlandaise, redoutant la révolution communiste imminente voit dans ces compagnies son unique salut. Elle aspire à en former une sorte de caste indépendante des changements politiques. Des considérations libéra-

les dont on ne s'explique pas bien la raison ont déterminé l'ancien ministre de l'intérieur Ritavouri à livrer au public le secret de quelques dessins du gouvernement finlandais. Dans un article qu'il a fait paraître dans le *Helsingin Sanomat*, en avril dernier, il a révélé qu'au printemps 1919 l'idée d'une union de Compagnies de Sûreté indépendante et du gouvernement et de la dictée avait été conçue. Union qui fut, en effet, fondée après que le gouvernement Ingman, qui était sur le point de donner sa démission, y eut donné son assentiment. La loi sur les sociétés ne prévoit point des unions organisées «à la militaire». Des unions de cette nature, explique l'auteur de l'article en question, sont en contradiction avec la constitution du pays. L'union devrait opérer clandestinement.

Ces révélations d'un ex-ministre ont déchaîné une véritable tempête parmi la presse bourgeoise. Aussi un partisan des compagnies de Sûreté, peut-être même leur organisateur, crut-il devoir y répondre dès le lendemain. Dans sa grande simplicité le défenseur des Compagnies de Sûreté indiqua que la loi sur les Compagnies de Sûreté est une loi administrative et que par conséquent elle ne peut être abrogée par simple décision du gouvernement. Il a ajouté que si les socialistes avaient la majorité pour eux, leur premier acte, pour s'emparer du pouvoir, serait immédiatement de dissoudre les Compagnies de Sûreté. Pour que l'activité de celles-ci puisse, en ce cas, se poursuivre sur un terrain légal il faudrait leur appliquer la loi sur les sociétés.

Quant à l'hypothèse de cet avocat de la Sûreté sur les intentions des socialistes blancs, elle est, certes, fort sujette à caution. Les social-traitres ont eux-mêmes besoin des Compagnies de Sûreté pour combattre les ouvriers révolutionnaires et les communistes, de sorte qu'ils ne se dépecheraient guère d'abolir ces compagnies quand bien même ils arriveraient au pouvoir. Leurs protestations sont de pure forme. Il en sera tout autrement de la révolution communiste, inévitable après la formation d'un cabinet socialiste-réformiste. Pour la combattre il faut à la bourgeoisie des Compagnies de Sûreté. Et la bourgeoisie n'est pas sans s'en rendre bien compte. De l'aveu de la feuille bourgeoise *Ualehti*, il peut arriver en cas de formation d'un gouvernement socialiste, que les représentants de la droite socialiste y soient suppléés par les bolcheviks authentiques, qui dissoudraient «la garde de Sécurité du pays» mettant ainsi en péril «la population loyale» (la bourgeoisie, naturellement). Ces aveux des journalistes bourgeois nous montrent la véritable importance des Compagnies de Sûreté.

Etant donné leur importance capitale pour la bourgeoisie finlandaise, on comprend pourquoi cette bourgeoisie emploie au risque de violer les clauses du traité de Versailles, tous les moyens légaux et illégaux en son pouvoir, pour avoir les armes dont ses Compagnies de Sûreté ont besoin. Au mois d'avril dernier il ne fut question en Finlande que d'une affaire d'importation d'armes de l'Allemagne, scandale qui fut l'objet d'une

interpellation au parlement anglais. Au mois de mai, le bourreau des ouvriers finlandais, général Mannerheim, poursuivait encore des pourparlers avec le ministre de la défense allemand au sujet des armes à envoyer en Finlande. Au mois de juin le public commentait l'arrivée d'un bateau chargé d'armes à Hangö. Et combien de fois des faits semblables se sont-ils produits sans parvenir à l'opinion publique?

Un gouvernement dont l'énergie est tout entière absorbée par le souci des armements en vue de la lutte contre la classe ouvrière révolutionnaire, ne saurait, certes, tirer le pays de la situation économique difficile où il se débat à l'heure actuelle. L'état des finances finlandaises ne cesse de s'aggraver, les dettes extérieures s'accroissent, le cours du change finlandais baisse avec une rapidité prodigieuse. La situation économique du pays devient de plus en plus instable. Le pays se ressent de la disette alimentaire. De maigres ressources lui sont fournies tant bien que mal par l'importation de Suède et du Danemark.

Depuis un certain temps déjà on observe en Finlande un arrêt du développement de l'industrie, la croissance du chômage, la hausse rapide des prix des produits de première nécessité. Or, tandis que les conditions d'existence des ouvriers deviennent de jour en jour plus fâcheuses, au point qu'ils ne peuvent manger à leur faim, la bourgeoisie, elle s'est mise à prêcher l'économie par laquelle elle espère atteindre un relèvement du cours de mark finlandais et une baisse des prix. Elle est en cela soutenue par les social-démocrates dont l'intellect ne s'élève pas au-dessus de palliatifs de cette nature, — par lesquels on voudrait empêcher la société bourgeoise de sombrer mais qui font seulement sourire quiconque connaît tant soit peu les lois du développement économique. En prêchant l'économie aux ouvriers affamés la bourgeoisie cherche évidemment à abaisser le niveau d'existence déjà si bas du travailleur, pour pouvoir ensuite procéder à une diminution générale des salaires.

Seule la révolution communiste pourra sauver la Finlande. Car seule il lui appartient d'assurer la répartition régulière de la production et des articles de consommation, non en faisant appel à cette économie particulière où l'ouvrier économise, tandis que le capitaliste dissipe, mais en ménageant l'avoir commun dans l'intérêt de la société tout entière. Au demeurant, la Finlande «vaincue» court à une catastrophe économique certaine.

## II. Impérialistes mineurs.

La Finlande en est là dans sa vie intérieure. Terreur blanche, lutte pour la vie, attitude insultante à l'égard des «vaincus», impuissance totale en présence de la grave situation économique du pays — tels sont les traits caractéristiques de la politique intérieure des gouvernements bourgeois qui se sont succédés en Finlande depuis la défaite de la révolution. Quant à leur politique extérieure elle est caractérisée par l'orgueil et l'esprit de conquête vis-à-vis des plus faibles autant que par une soumission empressée et intéressée envers les puissants du monde.

De là les brusques changements observés dans l'orientation des dirigeants finlandais. Après l'écrasement de la révolution les impérialistes allemands, «sauveurs» de la bourgeoisie finlandaise, furent les maîtres en Finlande. Puis l'impérialisme allemand une fois terrassé, ce fut le tour de l'Entente de dominer le pays. Pour s'assurer les bonnes grâces de l'Entente, le général Mannerheim se rendit au mois de mai en Allemagne, où tout en négociant sur les fournitures d'armes aux Compagnies de Sureté, il eut des conversations politiques avec les représentants de la mission anglaise. D'Allemagne, le général poussa jusqu'en France et en Angleterre. Dans le même but une délégation de la bourgeoisie finlandaise composée entre autres de M. Kholsti, ministre des affaires étrangères, et du social-traitre Kotonen, avait visité les pays de l'Entente en passant par Londres, Paris et Rome. Est-il besoin d'ajouter que dans toutes ces négociations la ligne de conduite à adopter à l'égard de la Russie Soviétique avait joué le tout premier rôle? Il faut bien, n'est-ce pas, consulter son maître avant de conclure la paix, cette paix fut elle-même dictée par la nécessité.

Également sur les conseils de l'Entente, sans doute, le gouvernement finlandais avait engagé au printemps dernier des pourparlers avec la Pologne et reconnu au mois de juin l'indépendance de l'Ukraine sous le gouvernement Petloura, alors que ce gouvernement n'existant plus. Dans sa haine aveugle du bolchévisme, la bourgeoisie finlandaise était, certes, capable de tout. À présent ces fantaisies semblent être abandonnées; les victoires de l'Armée Rouge ont dû dessiller les yeux à cette bourgeoisie et lui démontrer toute l'inanité des démarches diplomatiques de cette nature.

En général, jusqu'en ces tout derniers temps l'outrécuidance des gouvernements «autocrates» de la Finlande qui rêvaient en la «grandeur» de leur pays s'était surtout manifestée à l'égard de la Russie Soviétique. Ce fut sur un ton arrogant que la bourgeoisie finlandaise négocia la paix avec la Russie Soviétique en avril et ces négociations, d'ailleurs n'aboutirent à rien. Les capitalistes finlandais avaient voulu arracher à la Russie la Karélie, riche en forêts et en pêches et l'Ingermanland en outre. Ces régions, ils les considèrent en quelque sorte comme une Finlande «irrédentiste». Mais au grand chagrin des partisans d'une grande Finlande, les masses laborieuses des régions en questions ne se soucient guère de se voir annexées à la Finlande. Les victoires de l'Armée Rouge Soviétique et les vœux de la classe ouvrière finlandaise, ont fini par contraindre le gouvernement finlandais à entamer de véritables négociations de paix avec la Russie Soviétique et à signer après des atermoiements variés, un traité de paix avec elle. Il lui a bien fallu renoncer à la Karélie et se faire à l'idée d'y voir proclamer par la Russie Soviétique une Commune de Travail, chose qui en juin encore était considérée comme totalement inadmissible par la presse finnoise de droite. On se fait à tout avec le temps.

Or, il n'y a pas que la Finlande bourgeoise qui a ses irrédents; la Suède croit également en

avoir, mais en Finlande. Ce sont les îles d'Aaland du sujet desquelles, s'est produit au cours de l'été 1920 un vif incident, entre les deux pays. La population de ces îles, formée de Suédois, fait preuve de sympathie vis-à-vis de la Suède à laquelle elle désirerait s'annexer. Les Aalandais avaient adressé à la fin de mai au roi de Suède une demande officielle en ce sens. Le projet de loi sur l'autonomie des îles d'Aaland élaboré par le gouvernement finlandais et adopté par la diète, n'avait pas été accepté par la population des îles. Comme toujours en pareils cas, la presse bourgeoise accusa les Aalandais de haute trahison, et le gouvernement usa de représailles. Des troupes finlandaises furent dépêchées dans les îles, les chefs du mouvement arrêtés. Un échange de notes eut lieu entre la Finlande et la Suède. La Ligue des Nations intervint, mais la question des îles d'Aaland est encore pendante.

Ainsi donc, ces petits impérialistes finlandais qu'on entend revendiquer à grands cris le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ces mêmes petits impérialistes, dis-je, ne manquent pas d'opprimer les nations plus faibles. Tout autant que n'importe quelles autres populations, les Aalandais ont le droit de décider de leur sort politique; c'est ce que proclament les communistes finlandais, tandis que les social-traitres exigent au nom «des intérêts supérieurs de l'île» la conservation d'Aaland à la Finlande. La bourgeoisie finlandaise et les opportunistes peuvent naturellement pas reconnaître l'indépendance des îles d'Aaland: leurs appétits de conquête le leur interdisent. Mais il ne s'agit là que des velléités des impérialistes mineurs qui malgré la manie des grandeurs qui les travaille se sentent impuissants à entreprendre quoi que ce soit, tirailles qu'ils sont par les intérêts contradiictoires des grands impérialistes. Aussi sont-ils obligés, après avoir manifesté leur arrogance provocatrice d'attendre humblement que la Société des Nations, cette chancellerie centrale de l'Entente, veuille bien se prononcer.

Mais la Société des Nations ne se presse pas d'accueillir la Finlande blanche au sein de sa confrérie, bien que la proposition du gouvernement finlandais à ce sujet ait été adoptée par la diète (avec l'appui des social-traitres) dès le 28 mai. Et la bourgeoisie finlandaise attend sans témoigner d'impatience qu'on daigne donner suite à sa requête.

### III. Les reptiles du socialisme finlandais.

L'appui le plus solide du régime bourgeois en Finlande, c'est précisément le parti social-traitre, toujours à plat ventre devant la bourgeoisie. Nous observons ici le même phénomène que dans tous les pays où les gens de la II<sup>e</sup> Internationale donnent encore signe de vie. Pourtant les social-démocrates blancs de l'inlande se distinguent peut-être, par une naïveté et une simplicité qu'on ne rencontre plus chez ceux des pays, où les chefs de la vieille social-démocratie ont à la fois une conception des choses plus vaste et un flair diplomatique plus fin. Ainsi, dans l'appel qu'ils ont lancé à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai les social-traitres finlandais déclarent en toutes lettres que «Nous

autres (social-démocrates), nous n'avons que faire d'armes et n'y avons point recours!»

Ils saisissent du reste toutes les occasions pour afficher leur loyaute à l'égard de la république bourgeoise et tâchent de se rendre officieux en aboyant à tout propos contre les communistes et les socialistes de gauche. Leur organe officiel *«Suomen Socialidemokraatti»* qui remplace depuis l'écrasement de la révolution l'ancien *«Tuomies»* se distingue tout particulièrement à cet égard. Les écrivassiers de cette feuille s'évertuent à abreuver de linge la République Soviériste Russe et les communistes. Non contents souvent de multiplier les insinuations, ce journal a recours aux dénonciations. Dans un article (mai dernier) que nous n'avons pas oublié, l'organe social-traitre déplore qu'on n'arrête point les personnes qui importent la littérature communiste dans le pays «bien que ces personnes ne sauraient être inconnues de la police» (sic). C'est comble.

La plupart des membres de ce parti social-traitre lassés à la fin par les mensonges et les calomnies déversées par leur organe central sur la Russie Soviériste ont sommé le conseil du parti de rappeler le journal à l'ordre. Le conseil du parti social-démocrate finlandais a en effet voté récemment (en novembre) une résolution où il est dit que «l'organe central du parti doit témoigner vis-à-vis de la Russie Soviériste plus de bienveillance qu'il n'en a eu jusqu'ici». Cette observation platonique n'en atteste pas moins que l'organe des «social-démocrates blancs de la Finlande a dépassé toutes les limites permises.

*«Suomen Socialidemokraatti»* s'insurge cependant contre cette résolution du conseil du parti. Dans un de ses articles de tête le journal offensé déclare que «l'organe central du parti social-démocrate finlandais s'enorgueillit de l'esprit de suite qu'il a toujours fait preuve vis-à-vis de la Russie Soviériste». Esprit de suite social-traitre qui s'est traduit par une campagne de mensonges et de calomnies contre la Russie Soviériste et qui a délié les mains au gouvernement blanc, contre les communistes, désireux d'établir le régime soviétique en Finlande.

Le parti social-démocrate finlandais a fait preuve d'un «esprit de suite» analogue à l'égard du mouvement ouvrier international.

Au cours d'une de ses dernières réunions le conseil du parti a décidé de sortir de la II<sup>e</sup> Internationale et d'établir des rapports avec les partis social-démocrates des autres pays qui ont adopté la même attitude, ceci en vue de créer une organisation internationale apte à réunir dans son sein les partis social-démocrates de tous les pays. Les social-traitres finlandais se proposent ainsi, de fonder ou ne sait quelle «quatrième» internationale. L'existence d'un parti aussi «conséquent» et qui de plus s'appelle «parti ouvrier» est, certes, une bonne aubaine pour la bourgeoisie finlandaise. Aussi, le journal bourgeois *Karjalank Aarnoulehti* soutenait-il en juin la nécessité de collaborer avec les social-démocrates; ce journal soulignait le fait que la majorité de la fraction social-démocrate de la diète ne s'est point placée sur le terrain de la lutte de classe intransigeante et que ladite fraction est loin d'être ce qu'elle fut autrefois. L'organe cité déclare juger les social-démocrates

*non point d'après leurs paroles mais d'après leurs actes.* Un parti «ouvrier» qui tolère qu'un de ses membres (le député social-démocrate Kolonen) visite en compagnie des représentants officiels du gouvernement blanc les pays d'Europe et participe à des négociations ayant trait à l'action contre la Russie Soviéfiste, est vraiment admirable!

Les social-traitres voudraient devenir les collaborateurs de la bourgeoisie au point d'entrer dans un gouvernement bourgeois. Ce n'est pas que les occasions leur aient jusqu'à présent manqué; mais ils craignaient quelque peu de se compromettre irrémédiablement aux yeux des masses. Cet été cependant ils avaient résolu d'obtenir un vote du parti sur le droit de la fraction social-démocrate de la diète de décider de la participation ministérielle, une faible majorité s'est prononcée dans ce sens. Mais les social-démocrates ne peuvent pourtant s'y résoudre. En novembre, l'occasion s'est représentée, pour eux, de participer à un gouvernement bourgeois, voire même de le former eux-mêmes, après que le rejet du projet de loi sur la protection des frontières par les voix coalisées des social-démocrates et de la droite, eut déterminé la démission du ministère, Erikh. Mais cette fois encore, les social-démocrates n'ont pu se décider à prendre le pouvoir. L'ancien gouvernement est resté. Si les social-traitres s'absolvent, c'est qu'ils ont peur de trop se compromettre devant la classe ouvrière et de précipiter ainsi le moment de la révolution. Mais quoi qu'il en soit, les chefs de la social-démocratie finlandaise n'en sentent pas moins le terrain leur échapper sous les pieds.

Les ouvriers désertent en masse les rangs du parti social-traitre. La social-démocratie finlandaise devient petit à petit un cadavre, l'étide dont s'écartent avec répugnance les ouvriers tant soit peu conscients. Ceux-ci cherchent de nouvelles méthodes de lutte de classe. Ils fondent un nouveau parti.

Rien ne pourra désormais sauver la social-démocratie finlandaise de la désagrégation finale. Une tentative a cependant été faite par les représentants du centre du parti, «social-démocrates marxistes», comme ils s'appellent eux-mêmes. Ils ont fait paraître en mai un appel pour la convocation d'un congrès extraordinaire aux fins de réorganisation du parti. Comme s'exprime, les représentants de ces «centristes» dans le *Kansan Tuo*, on ne peut abandonner un logement parce que le papier de tenture y est défraîchi. Il y a toujours moyen de renouveler le papier.

Ce serait peine perdue. On ne changerait rien en changeant le papier ou sa couleur. Le parti social-démocrate finlandais est condamné par l'histoire.

#### IV. Le nouveau parti ouvrier.

Au printemps s'est formé en Finlande, des éléments de l'ancien parti social-démocrate, un parti ouvrier nouveau qui aspire à la lutte de classe révolutionnaire. C'est ainsi que les masses ouvrières finlandaises ont protesté contre l'attitude humiliante des chefs social-traitres à l'égard de la bourgeoisie et qu'elles ont affirmé leur intention

de s'engager légalement dans la voie du mouvement ouvrier authentique. Les unes après les autres les organisations ouvrières rompent avec la social-démocratie blanche. C'est le cas de l'organisation social-démocrate du nord de la province d'Uleaborg, de celle de la partie méridionale de la circonscription électorale du gouvernement de Nicolaïschadt, de celle de la ville de Kayake de l'organisation communale d'Helsingfors et d'autres encore. La scission s'est également étendue au mouvement des femmes; plusieurs sections de femmes ont quitté l'ancienne union des femmes social-démocrates. L'union de la jeunesse ouvrière de Finlande a donné son adhésion à l'Internationale de la Jeunesse Communiste, mais toutes les sections de l'union n'ayant pas pris part au vote, le conseil directeur de celle-ci a décidé de ne pas encore adhérer officiellement à l'Internationale de la Jeunesse Communiste.

La dissolution du vieux parti social-traitre se poursuit donc rapidement. La propagande communiste y contribue certes notablement.

A la fête du 1-er mai 1920 le nouveau parti a pu pour ainsi dire passer ses forces en revue. Tandis que le vieux parti social-démocrate ne réunissait ce jour-là, à Helsingfors, à Vyborg et ailleurs que quelques groupes d'ouvriers attardés conduits par des intellectuels, le nouveau parti a vu affluer sous ses drapeaux des foules ouvrières.

La presse bourgeoisie a, comme il fallait bien s'y attendre, accueilli le nouveau parti avec haine. Avant même que celui-ci ait eu le temps de se constituer il était devenu l'objet des représailles gouvernementales. Les journaux socialistes de gauche étaient saisis et interdits, leurs rédacteurs ainsi que les militants du parti, arrêtés, poursuivis.

Le jeune parti n'en a pas moins convoqué en mai son congrès constituant. Les journaux bourgeois et réformistes se sont empressés de l'attaquer avant même qu'il ne fut ouvert. Ceci, à seule fin d'exciter contre lui les foudres officielles. L'organe social-traitre *Souomen Socialidemokraatti*, se borna, il est vrai, à assurer au gouvernement que ce congrès n'allait réunir que des communistes. Les journaux bourgeois de droite, eux, étaient plus francs; malgré l'absence dans le message de convocation du congrès des termes indiquant l'intention du parti nouveau d'avoir recours à la violence, il n'en n'est pas moins vrai, déclaraient-ils, que «messieurs les bolchéviks finlandais» seront peu enclins à respecter la légalité, qu'ils se montreront toujours disposés à user de violence (*Ouci Souomi*) et que «les autorités de l'Etat devront mettre un terme à ces provocations systématiques avant qu'il soit trop tard» (*Karitala*).

Cette campagne indignante atteint son but. Le congrès n'a réussi à tenir qu'une seule séance (1). Dès le lendemain il était dissous par la police (qui assistait à sa réunion) et aussitôt après le vote d'une résolution sur l'adhésion du nouveau parti à la III-e Internationale, sur les bases d'un programme indépendant. Les organisateurs du congrès furent arrêtés et fraudés en justice. Leur procès n'est pas encore terminé. Mais on vient

(1) Voir «L'Internationale Communiste» XI 1835.

de les remettre en liberté, les juristes bourgeois eux-mêmes,—et notamment le prof. Serla-Kians,—ayant renoncé à poursuivre des citoyens pour le seul fait d'adhérer à la III-e Internationale. Mais l'instruction suit son cours.

Le jeune parti a pourtant réussi à se constituer et à adopter un programme. La destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par le pouvoir des soviets ouvriers, telle est la base du programme du nouveau parti socialiste finlandais. Le parti exige la main mise du pouvoir prolétarien sur tous les moyens de production, sur les banques, sur les transports, etc. Dans la question agraire il exige l'abrogation de la propriété foncière privée, l'expropriation des grands domaines et le développement des exploitations soviétiques. En matière de répartition, le parti aspire à remplacer totalement le commerce capitaliste par un système de répartition basé sur un plan unique.

En dépit des représailles gouvernementales, l'ascendant du jeune parti sur le prolétariat ne cesse de s'accroître. Il compte d'ores et déjà de nombreuses organisations ouvrières et une presse assez importante. A Helsingfors le «Soumen Tuomies» (*L'ouvrier finlandais*) a vu récemment le jour; à Kuopio paraît «Vapaa Kansa» (*Le Peuple Libre*); à Uléaborg «Pohjan Kansa» (*Le Peuple du Nord*); à Nicolaïschadt, «Vapaa Sana» (*La Libre Parole*); à Kayan «Tuovaen Lekhti» (*La Feuille Ouvrière*), et enfin à Helsingfors encore le «Nuori Tuolyainen» (*Le Jeune Ouvrier*, organe de la jeunesse) et la revue scientifique *Socialistinen Aykakaous Lekhti*. De plus les socialistes de gauche dirigent l'organe de l'union des femmes la «Tuolyajanainen» (*l'Ouvrière*).

L'influence des socialistes de gauche s'est également étendue au mouvement professionnel où les social-traitres sont rapidement supplantes aux postes directeurs par des représentants de la gauche. Ces derniers ont réussi en novembre à faire rejeter par le Bureau Central de l'organisation professionnelle finlandaise, l'adhésion à l'Internationale jaune d'Amsterdam.

#### *V. L'activité des communistes finlandais et la poussée révolutionnaire dans le pays.*

Le Parti Ouvrier Socialiste Finlandais nouvellement formé est indéniablement un parti révolutionnaire de la masse prolétarienne. Cependant, de par sa tactique il ne peut répondre à toutes les exigences qu'on doit formuler à l'égard d'un parti communiste. Aussi faut-il à côté de lui un véritable parti communiste prolétarien.

Le Parti Communiste Finlandais fut fondé, on le sait, en 1918 sur le territoire de la Russie Soviétique. Il reconnaît le Parti Ouvrier Socialiste Finlandais, estimant qu'il y a dans le programme de celui-ci tous les éléments du marxisme authentique; mais il ne peut se dissimuler néanmoins que dans les conditions créées par la dictature blanche la tactique du Parti Socialiste n'a pas toujours été suffisamment claire et ferme. Les communistes finlandais tout en mettant en garde le Parti Ouvrier Socialiste contre les éléments

opportunistes qui pourraient se faufiler dans ses rangs pour le détourner de la lutte de classe révolutionnaire, invitent cependant les ouvriers à y adhérer; ils le considèrent comme correspondant à une étape de l'évolution des masses prolétariennes vers le communisme.

De sorte que notre Parti Communiste Finlandais, bien qu'il reconnaise le Parti Ouvrier Socialiste Finlandais, n'en entretient pas moins en Finlande une agitation communiste indépendante et n'en fonde pas moins dans ce pays ses petites organisations communistes illégales. Les communistes finlandais publient en Russie deux périodiques communistes et ont fait paraître jusqu'à ce jour près de 80 ouvrages communistes différents. Les conditions dans lesquelles se poursuit leur travail ne sont guère propices. Ce travail nécessite en Finlande de très grands efforts et des sacrifices sans nombre. Les propagandistes et les agitateurs communistes accomplissent leur tâche sous un régime d'espionnage raffiné. Arrêtés, emprisonnés, parfois même torturés dans les chambres de question, les militants du Parti Communiste savent tout supporter pour leur cause.

Le travail communiste donne dès maintenant de bons résultats. L'esprit révolutionnaire s'accuse dans le pays d'un jour à l'autre. Les masses ouvrières, de moins en moins satisfaites de leur situation, osent le manifester; elles se détournent des chefs social-traitres et tournent leurs regards vers l'orient, vers la Russie Soviétique, où flambe depuis trois années le brasier de la révolution communiste. La sémence communiste trouve un terrain favorable à cause des pénibles conditions d'existence faites aux ouvriers. L'année courante a été marquée en Finlande par une vague de grèves qui s'est étendue à toutes les branches de l'industrie (1), et qui ne s'est pas encore apaisée à l'heure où nous écrivons. Le marasme industriel et les froids agravent terriblement la situation de la classe ouvrière et rendent les grèves de plus en plus inévitables. Les entrepreneurs diminuent les salaires, au moment précis où la baisse du change finlandais entraîne le renchérissement des articles de la consommation. Des grèves se sont récemment produites dans les grands ateliers de confection de Tammerfors et dans différentes entreprises à Helsingfors. A l'heure actuelle la fabrique Sederberg à Iosnou et les établissements de l'union des coopératives finlandaises sont en grève.

Des grèves d'ordre politique se produisent également en Finlande. La grève de la fabrique Stokfors à Pukkila, en août, eut notamment un caractère politique. Les ouvriers exigeaient le départ de la fabrique d'un policier nommé Peltola, qui, avec d'autres agents de la Sûreté, avait tué un détenus politique. La victime avait naturellement, au dire des sbires, tenté de s'évader. En pareil cas la police finlandaise fusille volontier les détenus politiques.

La poussée révolutionnaire du pays se traduit par de grandes manifestations ouvrières et par des meetings au cours desquels les ouvriers votent des protestations contre les violations du

(1) Voir «L'Internationale Communiste» XII 2149.

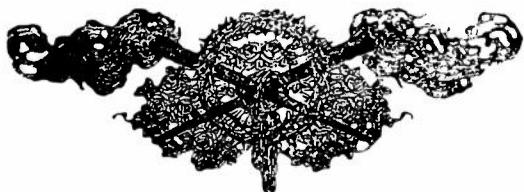
droit syndical, réclament l'amnistie pour les détenus politiques et la paix immédiate avec la Russie Soviétique.

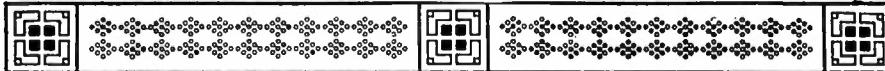
La Finlande se pénètre ainsi, peu à peu, sous l'influence de l'agitation et de la propagande de notre parti d'un nouvel esprit révolutionnaire. D'un pas, peut-être lent mais sûr, «le pays des

mille lacs», qui a déjà traversé une tempête révolutionnaire, s'achemine vers la nouvelle révolution communiste dont le prolétariat finlandais sortira à jamais libéré.

*Un Communiste Finlandais*

24 novembre 1920.





J. HERZOG.

## LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE SUISSE

Il ne paraît depuis quelque temps dans la presse ouvrière internationale que peu de renseignements sur le mouvement ouvrier suisse. Pendant les années de guerre la Suisse n'a pas seulement été le rendez-vous des diplomates de tous les pays, qui y venaient s'y livrer, à l'écart de l'opinion publique, à de mystérieuses spéculations politiques; elle a aussi été le centre de l'émigration socialiste internationale.

Les premières conférences des fondateurs de la III<sup>e</sup> Internationale se sont tenues à Berne, à Zimmerwald et à Kienthal. Les manifestes lancés de Berne par les Zimmerwaldiens ont électrisé les prolétaires de tous les pays. C'est la Suisse qui a donné asile aux grands révolutionnaires russes: Lénine, Trotsky, Zinoviev.

Mais c'est là de l'histoire ancienne. Les émigrants révolutionnaires ont quitté le pays; quelques-uns parce qu'ils ont été expulsés; quant à la commission zimmerwaldienne elle a transporté ses pénales à Stockholm et à Moscou. Les révolutionnaires ont été remplacés par les ex-gouvernants de Russie, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, exilés de leurs pays. Les autorités locales s'efforcent à rendre le séjour de ces messieurs en Suisse aussi agréable que possible et à leur faciliter la réalisation de leurs desseins contre-révolutionnaires.

Pour cela la première condition est, naturellement, que «la démocratie» puisse jouir de «la paix et de l'ordre intérieurs», c'est-à-dire que le mouvement ouvrier révolutionnaire soit matié. L'activité de la gauche zimmerwaldienne, dirigée par les camarades Lénine et Radek donna naissance au parti communiste suisse et laissa une empreinte profonde sur tout le mouvement ouvrier suisse. La révolution d'octobre eut sa répercussion à Zurich; d'imposantes manifestations en faveur de la paix se produisirent, qui aboutirent à la fermeture des manufactures d'armes; des bagarres eurent lieu, des barricades même furent dressées, le sang coula, de nombreuses arrestations furent opérées. C'est alors que pour la première fois on fit donner les mitraillées contre le peuple. Les manifestations avaient eu un caractère spontané; elles avaient éclaté malgré la social-démocratie qui mit tout en œuvre pour briser le mouvement. La première grève générale en Suisse fut provoquée par les révoltes allemande et austro-hongroise. La social-démocratie se vit obligée d'en prendre la direction. Au cours du grand procès qui suivit, les leaders social-démocrates déclarèrent que le mouvement s'était

produit contre leur volonté, qu'ils avaient été emportés par le courant et qu'ils avaient tout fait pour préserver les pays des horreurs de la guerre civile.

L'avortement des deux dernières grèves générales (novembre 1918 et août 1919) a eu pour résultat d'arrêter temporairement l'effervescence prolétarienne; seule la lutte pour l'augmentation des salaires continue. Mais le calme n'est qu'apparent. Les organisations ouvrières consacrent actuellement toutes leurs forces à l'étude des causes qui ont déterminé leurs défaites et à la recherche des moyens qui leur permettront le plus rapidement de restaurer le mouvement révolutionnaire.

### *1. Situation politique et économique de la Suisse.*

La Suisse dont la population autrefois vivait surtout de la production agricole et de l'exercice des petits métiers s'est transformée, au cours des dernières décades, en un pays essentiellement industriel, couvert d'un réseau extrêmement dense de voies de communications. A l'heure actuelle l'agriculture nourrit à peine 30% de la population. La grande industrie a tué les métiers; quant à la petite industrie elle ne se maintient plus que dans les campagnes. La population rurale a une forte tendance à émigrer dans les centres industriels. Les paysans qui restent encore dans les campagnes s'organisent en unions paysannes; ces unions ont un caractère à la fois politique et économique et poursuivent la défense des intérêts des cultivateurs. Elles fonctionnent en contact étroit avec les grandes sociétés agricoles dont le but est d'améliorer l'exploitation des richesses naturelles, d'effectuer l'achat en gros du fourrage, des engrains, des machines et instruments agricoles.

L'agriculture suisse est loin de pouvoir satisfaire aux besoins du pays. Année normale, la production des céréales suffit à peine pour nourrir la population deux mois. Il en est de même des autres produits alimentaires. Manquant de subsistances et de matières premières, la Suisse se trouve, plus qu'aucun autre pays, sous la dépendance économique de l'étranger. Cette pénurie alimentaire avait assuré aux paysans fortement endettés pour la plupart, l'écoulement avantageux de leurs produits pendant la guerre. Mais maintenant le temps est fini des bonnes affaires. Ce sont les petits et moyens paysans, qui avaient acheté pendant la guerre des lots de terrains à

des prix très élevées qui perdront le plus. Il leur faudra de nouveau hypothéquer leurs propriétés; l'endettement et la gêne les inclineront fatigusement aux idées communistes. Le parti communiste qui mène une propagande suivie dans les campagnes, a déjà recueilli l'adhésion de plusieurs groupes paysans.

L'industrie et les transports suisses ont fortement souffert des restrictions apportées durant la guerre à l'importation des matières premières et à l'exportation des produits fabriqués. L'industrie suisse ne reçoit pas seulement de l'étranger la plus grande partie des produits naturels (charbon, métaux) et des matières premières (soie, laine), dont elle a besoin; elle produit presque exclusivement pour le marché extérieur. Depuis quelques années une crise extrêmement grave des transports sévit sur le pays. Le bilan des chemins de fer accuse un déficit considérable. On y remédie par les élévations continues de tarif. Le tourisme, qu'il soit une source de profits pour le pays a presque complètement cessé. L'agriculture depuis dix ans déjà traverse, elle aussi, une crise, dont elle n'a que bien peu de chances de sortir. La situation n'est pas meilleure dans l'industrie textile, la métallurgie et l'horlogerie qui, tout le temps qu'elles avaient travaillé pour les besoins de la guerre avaient réalisé des bénéfices énormes, sont maintenant stagnantes.

Par suite de cours élevé de la monnaie suisse l'industrie d'exportation ne peut supporter la concurrence des maisons étrangères. Quantité de fabriques ferment. L'émigration des capitaux industriels, qui s'était déjà manifestée il y a quelques années réapparaît avec une nouvelle force. Pour les capitalistes suisses, la patrie, c'est l'endroit où il y a de plus à gagner; leur importe que les ouvriers restent sans travail et sans pain. Le gouvernement tente de remédier au mal en expulsant les ouvriers étrangers (de préférence ceux qui sont organisés); ainsi, tout récemment, pour laisser le champ libre à ses nationaux, il a renvoyé chez eux tous les Italiens.

La situation du prolétariat suisse a beaucoup empiré, tari au point de vue économique, qu'au point de vue politique au cours des dernières années. Le prix des objets de première nécessité a augmenté de 150% à 600%. Et malgré la réouverture des frontières la hausse ne fait que s'accentuer.

Les syndicats, même les mieux organisés, n'ont pas réussi à obtenir une augmentation des salaires en rapport avec la cherie: c'est le krach complet de leur tactique réformiste. Seuls les communistes indiquent l'issue à la situation: ils invitent les masses à abandonner les grèves économiques locales pour entreprendre une action générale au cours de laquelle elles poseront à l'Etat défenseur des intérêts du capital une série de revendications politiques.

Leur appel a été entendu d'autant plus que, à maintes reprises déjà l'Etat s'est rangé ouvertement du côté de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Lors des manifestations et des grèves il a fait donner la troupe contre les ouvriers qui ont été impitoyablement massacrés. Un certain nombre de droits et libertés politiques ont été

abrogés au profit des patrons, par le Conseil Fédéral qui a interdit les journaux révolutionnaires de la jeunesse et des communistes. Une innombrable police politique est affectée à la surveillance des organisations ouvrières. Des mandats d'expulsion ont été lancés contre tous les étrangers qui adhèrent à notre mouvement révolutionnaire. Par ses mesures économiques, l'Etat a protégé les agrariens dans leur jeu à la hausse; il a spéculé sur l'importation des produits alimentaires et créé lui-même la cherie.

Les actes illégaux accomis par l'Etat, les répressions, les mesures politiques et économiques des autorités, ont fortement contribué à faire perdre à la majorité du prolétariat sa foi en la possibilité d'arriver au socialisme par la lutte parlementaire et syndicale.

La pénible situation économique et politique de la Suisse provoqua les grèves de 1918 et de 1919 que les éléments conservateurs de la classe ouvrière firent échouer. La défaite du prolétariat consolida la puissance de la bourgeoisie. Folle de haine, assouvie de vengeance, cette dernière fut condamnée à la prison par les cours martiales des centaines de communistes et de social-démocrates. Les ouvriers révolutionnaires qui avaient en qualité de militaires, la faculté de porter les armes et l'uniforme, se virent retirer ce droit. En revanche la bourgeoisie organisa parmi sa milice (Bürgerwehr) qui fut armée aux frais de l'Etat. Chaque village, chaque ville, possède maintenant sa garde blanche, toujours à l'affût, prête au premier signal à écraser la classe ouvrière. La police a été renforcée et armée de casques d'acier, bombes, mitrailleuses, automobiles blindées. L'Etat-major a envoyé des officiers en Allemagne pour étudier la stratégie de la guerre de rues dans la république des Ebert et des Noske. En Suisse, c'est maintenant la guerre civile dans toute l'acceptation du terme.

## II. L'Attitude des partis prolétariens devant la situation politique actuelle.

La Suisse compte trois partis socialistes.

Le «Grüllianerpartei», parti petit-bourgeois à orientation nationaliste, fut fondé vers le milieu du siècle dernier. Il fusionna, il y a quelques années avec la social-démocratie officielle, dont il fut exclu d'ailleurs en 1917 pour relus de disoudre son organisation centrale et de renoncer à sa politique indépendante à l'intérieur du parti unité. Comme on le voit, ce ne fut pas pour ses tendances nationalistes et réformistes qu'il dut quitter la social-démocratie mais pour des raisons d'ordre intérieur.

On rencontre dans le parti social-démocrate les courants socialistes les plus variés: «Grüllianer», centristes de toute espèce, démocrates social-pacifistes genre de Pein, socialistes chrétiens (groupe Ragaz) s'y couloquent avec des anarchistes (groupe du docteur Brumbacher), des socialistes de gauche flottant perpétuellement entre les communistes et les centristes et même quelques groupes communistes n'ayant pas encore pour des raisons de tactique, quitté le parti social-démocrate.

Tous ces éléments hétérogènes sont soudés entre eux par le centre dont le rôle est dominant aux congrès du parti. La tâche du centre consiste à masquer et à aplatiser toutes les contradictions au sein de la social-démocratie. Dans ce but on s'efforce d'élaborer une tactique admissible pour tous; quant aux éléments réfractaires, on les expulse. C'est pourquoi les Grinim, les Graber, les Schneider et leurs adeptes mènent une lutte si furieuse contre les organisations de la jeunesse; c'est pourquoi ils ont exclu les communistes du parti social-démocrate. C'est pourquoi aussi, les congrès ont adopté au cours des dernières années, des décisions qui sont si peu dans l'esprit général du parti, telles: l'adhésion à Zimmerwald et à Kienthal, le refus de collaborer à la défense nationale, la sortie de la II<sup>e</sup> Internationale (avec refus d'ailleurs d'adhérer à la III<sup>e</sup>), le sabotage de la propagande dans l'armée, le vote des crédits de guerre par les socialistes, membres du Conseil National, la participation aux gouvernements des cantons, l'envoi de représentants au gouvernement fédéral, le sabotage des conseils ouvriers de production et de l'action en masse.

Le parti social-démocrate suisse, en dépit de son radicalisme apparent, est nettement réformiste et contre-révolutionnaire. La gauche ne fait pas exception. Elle consent à la participation gouvernementale des droites à condition qu'un certain nombre de mandats lui soit réservé. Elle fait, beaucoup plus, contre les communistes que contre les social-patriotes dont elle ne fait rien pour débarrasser le parti. Les gauches ne se distinguent des centristes que par radicalisme relatif qu'ils affichent en matière de politique extérieure; quant à leur politique intérieure, elle ne diffère en rien de celle de centre.

La social-démocratie officielle ne fait rien pour éclairer le prolétariat suisse sur le sens véritable de la situation actuelle. Elle n'a rien appris et ne veut rien apprendre. Elle continue de suivre l'ornière battue. Elle redouble tout ce qui pourrait troubler l'unité du parti et de ses organisations. Toute son activité n'a qu'un but: obtenir le plus possible de sièges aux conseils communaux et cantonaux ainsi qu'à l'Assemblée fédérale.

Au Parlement, elle adjure la bourgeoisie de ne pas abandonner la voie de la légalité. Mais tous ses efforts sont inutiles. Vainement son meilleur orateur, le conseiller national Greilich, déclare au milieu du silence de la gauche que: «Les ouvriers suisses n'ont rien de commun avec le bolchévisme; vainement les social-démocrates implorent des réformes; la bourgeoisie reste sourde à leurs protestations, comme à leurs prières. Bien mieux elle supprime jusqu'aux derniers vestiges des libertés ouvrières. Les chômeurs se voient retirer le droit à l'assistance officielle, les arrêtés contre la hausse des vivres sont rapportés. Les clamours des social-démocrates restent sans effet. La bourgeoisie se rie de leurs résolutions «radicales»: il s'agit bien de réformes! Ce qu'il faut c'est l'écrasement pur et simple de la classe ouvrière.

La complète impuissance de la social-démocratie dont la politique apparaît de plus en plus nettement contre-révolutionnaire détermine

la création du Parti Communiste. Celui-ci jouit d'une autorité considérable auprès des masses dans toutes les grandes villes où il mène une propagande intense; mais numériquement il est encore très faible. Courageusement, en dépit des persécutions dont il est l'objet, il continue à guider les masses auxquelles il indique la seule voie de salut dans le chaos économique et politique, où elles se débattent actuellement. Le moyen de sortir de l'impasse, ce n'est pas la jacasserie parlementaire ni les conférences des chefs des syndicats avec les secrétaires des patrons; c'est la lutte inlassable des masses pour la transformation radicale de tout le régime économique; c'est la mainmise des ouvriers sur la production, sur les voies et communications, sur la terre; c'est la conquête du pouvoir politique; en un mot, c'est l'instauration du communisme à la place du capitalisme.

C'est à sa quatrième conférence nationale que le Parti Communiste Suisse a élaboré les bases de son programme et de sa tactique. Les syndicats, organisations économiques des masses prolétariennes, doivent être conquis et révolutionnés par les communistes: tel est le point de vue adopté par le Congrès dans la question professionnelle. Des noyaux communistes devront être constitués dans tous les syndicats pour y mener une propagande révolutionnaire intense. Les syndicats sont appelés au rôle d'organes directeurs de la production communiste; ils doivent abandonner le réformisme pour la révolution, c'est-à-dire soulever et provoquer l'action en masse du prolétariat, contrôler la production et créer à cet effet des conseils spéciaux. Quant aux unions ouvrières qui existent actuellement dans tous les grands centres et qui sont composées des délégués des syndicats locaux et des organisations socialistes, le congrès du parti impose aux sections la tâche de les transformer en conseils ouvriers élus directement par les unités de production. C'est ainsi que l'on pourra former de toutes les couches du prolétariat un front de combat unique contre le capital.

Le congrès a également fixé son attitude envers le parti social-démocrate. Il a exigé que tous les groupes communistes, ainsi que tous les communistes qui n'ont pas encore abandonné le parti social-démocrate rompent immédiatement avec ce dernier et forment des groupes indépendants. Cette décision, peul-on dire, faisait parfaitement l'affaire du Bureau national du parti social-démocrate, qui a proposé sans tarder d'exclure tous les membres du Parti Communiste. Le Comité Exécutif du Parti Communiste Suisse a riposté par un appel invitant la gauche du parti social-démocrate à rompre avec le centre et les social-patriotes pour entrer dans le Parti Communiste unifié. Quoique les communistes aient déclaré que les divergences de vue dans la question du parlementarisme ne peuvent être considérées comme un obstacle à l'unification, la gauche ne peut se résoudre à franchir le Rubicon. Le Parti communiste, à son Congrès de Zurich (mars 1919), a adhéré sans réserve à la III<sup>e</sup> Internationale; quant à la social-démocratie, comme toujours, elle flotte entre deux eaux.

Au cours de leurs deux dernières conférences nationales les organisations de la jeunesse socialiste ont adopté la plate-forme du Parti Communiste et décidé de n'enfer sous aucun prétexte en contact avec le parti social-démocrate. Leur bureau central est composé, en majorité, des membres du Parti Communiste Suisse.

Le développement du mouvement ouvrier ainsi que l'activité des partis prolétariens suisses nous confirment une fois de plus, ce que l'expérience des autres pays avait déjà surabondamment prouvé: en Suisse, comme ailleurs la social-démocratie officielle est incapable de tirer le prolétariat de l'enfer capitaliste; seul le Parti Communiste est à même de remplir cette tâche.

Depuis que ces lignes ont été écrites, le processus de désagrégation des partis socialistes suisses s'est continué. Les tendances essentielles du mouvement prolétarien, se différencient toujours plus, l'abime entre le socialisme bourgeois, opportuniste, et la gauche socialiste révolutionnaire, se creuse, de plus en plus profond. Le centre adhère naturellement à la première de ces deux tendances.

A l'heure actuelle, toute l'attention des organisations prolétariennes du pays est concentrée sur l'adhésion à la III-e Internationale. Les 21 conditions d'adhésion, imposées par celle-ci ont rapproché étroitement la droite et le centre, qui, s'étant ralliés de nombreux éléments de la gauche social-démocrate, ont formé un bloc contre Moscou. Le leader du centre, Grimm s'est de nouveau révélé salimbânque adroit: par un compromis habilement présenté, il a su aplatis tous les conflits au sein du Comité social-démocrate. Sur proposition de Grimm, les socialistes-démocrates suisses se sont déclarés prêts à adhérer à la III-e Internationale, sans accepter toutefois les 21 conditions et en réservant leur autonomie. Ces 21 conditions ont mis le centre dans l'obligation de prendre une décision plutôt malaisée. Certes le désir d'adhérer à la III-e Internationale est chez lui puissant; mais il ne peut se résoudre néanmoins, à faire siennes la tactique révolutionnaire imposée par les 21 conditions. Afin de contraindre la III-e Internationale à accueillir les centristes, les leaders de la social-démocratie suisse, décidément, à la demande des Indépendants de droite et du parti socialiste français, de convoquer pour les 27 et 28 novembre à Berne, une conférence de tous les partis socialistes sortis de la II-e Internationale mais opposés aux 21 conditions de la Troisième. De la sorte, un contre-poids devait être donné aux conditions de Moscou, tandis que la position du groupe Grimm au congrès social-démocrate, qui devait s'ouvrir (à Berne aussi) deux semaines plus tard, allait se trouver renforcée.

Mais toutes ces manœuvres du centre laissent Moscou indifférent. C'est ce qui ressort de la lettre du président de l'Exécutif, Zinoviev, aux socialistes de gauche. Cette lettre précise, que la gauche socialiste ne peut assurément pas être admise dans la III-e Internationale Communiste si elle n'accepte pas sans restriction les 21 con-

ditions et ne rompt pas immédiatement avec la droite et le centre. En réponse à cette lettre, le président du Comité de la gauche social-démocrate Nobs, a publié dans le numéro 265 de la *Volksrecht* une déclaration qui se termine par ces mots: «Je dois dire à mon grand regret, qu'à partir de son 2-e congrès, la III-e Internationale est entrée dans une voie que ma conscience de militaire ne me permet pas de suivre». Nobs a ainsi trahi ses camarades de lutte au moment décisif et passé à l'ennemi. D'autres ne tarderont pas à le suivre. Le procédé de Nobs prouve que les socialistes de gauche n'ont jamais combattu sincèrement le centre et l'opportunisme et qu'au moment de l'action leurs chefs se révèlent eux-mêmes opportunistes. Preuve superflue de la nécessité impérieuse pour le mouvement communiste d'écartier de ses organisations les opportunistes toujours enclins à trahir.

Les débâcles autour de la III-e Internationale ne perdent rien de leur intensité, même en présence de la crise économique, chaque jour plus grave. Le cours très bas du change, dans le pays voisin et leur concurrence croissante, déterminent l'invasion de la Suisse, par les marchandises étrangères, si bien que l'industrie du pays même ne peut écouler ses produits ni sur le marché national, ni sur le marché international. L'industrie suisse qui fournit du travail à 65% de la population est réduite à chercher surlout de débouchés à l'étranger où elle ne peut soutenir la concurrence et cette situation provoque une terrible crise de chômage, sur laquelle nous pouvons compter pour développer rapidement l'esprit révolutionnaire du prolétariat suisse. Le réveil de ce dernier se manifeste surlout dans la tendance croissante vers la III-e Internationale. Les communistes suisses tiennent compte de ce fait et se préparent à la prochaine bataille révolutionnaire. Les socialistes de gauche ont adopté la même position.

Au début de septembre, au moment où les Scheidegger et les Noske suisses, réunis à la Maison du Peuple de Zurich, discutaient les questions financières et autres dont se préoccupait la sanguinaire démocratie de Schneider, une conférence du Parti Communiste suisse avait lieu. Un délégué revenu de Moscou y présentait son rapport et la tactique ultérieure était élaborée. La conférence adoptait sur la question de la fusion avec les socialistes de gauche, sur les thèses de Moscou la résolution suivante, prise à l'unanimité moins une voix et qui définit parfaitement la position du Parti Communiste Suisse:

«La conférence chargée du Parti Communiste Suisse, accueille avec joie la résolution du Comité Exécutif de la III-e Internationale concernant la fusion avec la gauche socialiste suisse, acte qui permettra la formation dans le pays d'un front prolétarien et révolutionnaire unique. La conférence charge le Comité Central du P. C. S. de modifier le programme du parti conformément aux décisions du II-e Congrès de l'Internationale Communiste et charge deux délégués du P. C. S. d'étudier dans une commission mixte, ce programme qui doit devenir celui du nouveau parti».

La conférence a également souligné la nécessité de multiplier les efforts afin de créer dans toutes les localités importantes des sections du

parti, formés des travailleurs révolutionnaires. Aucun des membres du P. C. S. n'a cependant le droit de quitter le Parti Social-Démocrate Suisse, d'ici au prochain congrès. Les membres du P. C. S. doivent dans le Parti Social-Démocrate préparer la scission, en plein accord avec les socialistes de gauche. Si les socialistes de gauche hésitent à prendre toute la responsabilité de la scission, il appartient à nos groupes de la provoquer par leurs propres forces. Les deux représentants, que le Parti Communiste Suisse désignera conformément à la proposition du Comité Exécutif de la III-e Internationale, pour faire partie de la Commission d'Entente, à former avec les socialistes de gauche, obéiront en tout point aux directives du Comité Central du P. C. S.

**Sur la question du parlementarisme, la résolution suivante fut adoptée:**

«Oui le rapport du délégué revenu de Moscou, la conférence décide de se conformer aux résolutions du II-e Congrès de l'Internationale Communiste. Si la pratique ultérieure montre que l'action parlementaire est contraire aux intérêts du mouvement ouvrier révolutionnaire, le Parti Communiste Suisse se réserve de demander à l'un des prochains congrès de l'Internationale, la révision de la résolution prise sur ce point».

**L'attitude envers les syndicats et envers le congrès des syndicats, à peu près définie dès avant, a été précisée dans la résolution suivante, adoptée à l'unanimité:**

«La conférence accepte les thèses du II-e Congrès de l'Internationale Communiste sur l'action dans les

syndicats, pendant la période révolutionnaire et après la prise du pouvoir politique.

«Le parti enjoint à ses membres de conformer leur action dans les syndicats à ses directives.

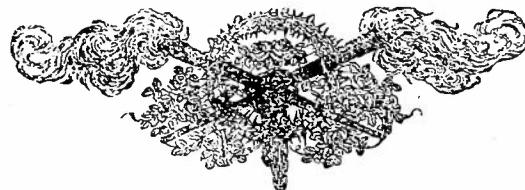
«Le Parti Communiste Suisse encourage la tendance à la création d'une organisation ouvrière unique, se plaçant sur la plate-forme de la lutte de classe et dont l'organe exécutif serait désigné par un vote direct de tous les travailleurs organisés».

Vers ce moment à peu près, la gauche social-démocrate se réunissait à Olfen, pour examiner la situation créée par les résolutions du II-e Congrès de l'Internationale Communiste. La déclaration suivante fut adoptée, après de longs débats:

«La conférence de la gauche social-démocrate, réunie à Olfen, les 11 et 12 décembre, déclare qu'elle ne voit pas la moindre raison de réviser, après la publication des 21 conditions de Moscou, les décisions qu'elle avait prises auparavant. Elle demeure inébranlablement sur la plate-forme des principes de la III-e Internationale. Elle accepte également les thèses votées au II-e Congrès de l'Internationale Communiste et les 21 conditions qui en sont la conséquence logique.

La conférence condamne la politique hésitante de la plupart des chefs du Parti Social-Démocrate Suisse, en ce qui concerne l'adhésion à la III-e Internationale, et considère leur reconnaissance du principe de la dictature prolétarienne, comme une manœuvre destinée à induire les masses en erreur. La gauche social-démocrate s'engage à redoubler ses efforts en faveur de l'adhésion à la III-e Internationale et de la révision du programme du parti, conformément au principe et à la pratique de la III-e Internationale».

*Jacob HERZOG.*





V. NEVSKY.

## L'ACTION DU PARTI COMMUNISTE DANS LES CAMPAGNES

### I.

Chaque fois que les social-conciliateurs de la II-e Internationale et leurs frères en esprit de Russie, menchéviks et socialistes révolutionnaires, se mettent à crier que le pouvoir soviétique russe est un pouvoir impopulaire, que les Soviets, ne sont composés que d'usurpateurs, d'inféliciteurs et de lâches, on devrait leur poser simplement cette question: Quelle est la composition des soviets et des organes soviétiques des villes et, en particulier, des campagnes? Il leur suffirait de ne pas escamoter les faits qui sont devenus, au cours de ces dernières années, de plus en plus fréquents dans notre pays: nous voulons parler de ces nombreuses conférences de sens-parti, ou, plus justement, de ces conférences paysannes qui ont lieu, à l'heure actuelle, dans tout gouvernement, district et canton de la Russie. Ces conférences sont composées de travailleurs et surtout de paysans de tous partis, tendances et convictions, qui, dans leurs séances, examinent les questions les plus importantes de l'économie publique. Il n'est pas douteux que ce qui caractérise la troisième année d'existence du pouvoir soviétique, c'est avant tout que dans la sphère d'influence des soviets et du Parti Communiste sont entraînées de plus en plus les couches les plus ignorantes et les plus retardataires des populations paysannes laborieuses. C'est, dans ces derniers temps, le fait principal, le plus caractéristique, le plus remarquable de la vie russe. Et, quoiqu'en disent les ennemis du Pouvoir Soviéтист, que les soient leurs efforts pour provoquer l'irritation des hautes sphères paysannes contre ce pouvoir, que les soient les résultats qu'ils aient réussi, parfois, à obtenir dans ce sens, on peut possiblement affirmer que, malgré tout, la croissance de l'influence du Parti Communiste dans les campagnes est prodigieuse. Pour le faire comprendre, il faut que nous donnions, ne fût-ce que frôlant, une idée du grand travail préparatoire que les bolchéviks ont été obligés d'accomplir dans les campagnes. Il est évident qu'avant la première révolution russe de 1905, le principal travail révolutionnaire parmi la paysannerie (bien que dans les programmes social-démocrates les classes rurales ne fussent nullement ignorées) ne pouvait être mené en fait et n'était mené que par les socialistes révolutionnaires, que ce travail était au-dessus des forces des social-démocrates et que l'agitation et la propagande de ces derniers parmi les masses

paysannes ne pouvaient avoir aucun succès. Mais ce n'était là qu'un fait purement extérieur et, en réalité, bien avant la première révolution, les social-démocrates s'occupaient, quoique de façon irrégulière, de propagande et d'agitation dans les campagnes. Dans nos journaux illégaux, publiés sous l'ancien régime, on trouve un grand nombre de correspondances, permettant de voir comment les ouvriers, expulsés des villes par les autorités tsaristes, apportaient dans les campagnes la lumière des doctrines socialistes et leur esprit d'organisation. La première révolution russe de 1905 a prouvé que ce lent travail fait à bâtons rompus donnait tout de même de magnifiques résultats; il le fallait pour qu'au moment du soulèvement révolutionnaire, à côté des organisations rurales socialistes révolutionnaires, des organisations paysannes purement social-démocrates fussent créées dans plusieurs gouvernements de la vieille Russie. Il est vrai que ces organisations ne purent ni s'affermir, ni se développer. L'écrasement de la révolution les réduisit à rien, aussi bien d'ailleurs que les organisations, plus fortes, des villes. Et cela est compréhensible. Le prolétariat ne faisait que commencer son action parmi les masses paysannes. Il n'avait pas encore réussi à créer des conditions qui lui permettent d'arriver aux larges milieux paysans. Ce qu'il n'avait pu faire, la guerre impérialiste l'a fait pour lui, en jetant dans les villes des dizaines de millions de paysans.

Ce que rêvaient les social-démocrates menchéviks, c'est-à-dire la possibilité de répandre les idées révolutionnaires au sein même de la paysannerie s'est réalisé, mais pas comme cela avait été prévu dans les plans élaborés dans les cabinets des théoriciens. La campagne est allée à la ville, comme dans le drame de Shakespeare, la forêt était allée au-devant du héros. De même en Russie, des dizaines de millions de paysans sont allés à la ville et dans les casernes. Ils y ont perçu le souffle puissant de l'action, de la doctrine, de la propagande et de l'agitation prolétariennes. Les conditions de vie des villes favorisèrent, de même que toutes les conséquences de la guerre, l'action de l'ouvrier sur le soldat et sur le paysan. Et comme l'unique parti, qui posait franchement et hardiment la question d'une révolution qui donnerait la terre aux paysans, était le parti bolchévik, il est naturel qu'à la première possibilité, au lendemain de la révolution de février, les bolchéviks aient été les seuls à pouvoir créer une organisation paysanne plus ou moins

solide. Les bolchéviks l'ont bel et bien créée. L'organisation militaire du Comité Central de notre parti englobait plus de cent mille soldats; sous la conduite des ouvriers, elle put porter aux journées de juillet de 1917 à Pétrrogard, et, malgré la défaite, ne put être détruite. Avec les bataillons ouvriers, elle fut en octobre la principale force combattante du prolétariat. N'était-elle pas constituée pour les neuf-dixièmes de soldats-paysans? Les journaux édités par cette organisation s'occupaient surtout de deux questions: l'insurrection armée contre la bourgeoisie et l'expropriation des terres. Et bien qu'après l'accomplissement de sa tâche, qui était de porter un coup mortel au gouvernement de Kérensky, cette organisation ait été dissoute, elle eut, cependant, une importance énorme pour la popularisation du pouvoir soviétique dans les campagnes. Ses membres s'étant répandus dans les campagnes, ont apporté dans les milieux ruraux l'idée du nouveau régime ouvrier et paysan. Ses sections auxiliaires ont également accompli un grand travail. Aussitôt après la Révolution d'Octobre, l'organisation créa des cours abrégés d'instructeurs, par lesquels passèrent des milliers de paysans qui se rendirent ensuite dans les campagnes et y organisèrent des Soviets.—A Pétrrogard, des sections paysannes étaient en outre organisées, groupant par région d'origine tous les paysans habitant la capitale et qui par la suite devaient se disperser à leur tour dans les larges milieux populaires. Cette foule de paysans, entrés en contact avec la ville, se répandit dans les campagnes etaida d'une part la partie arrière de la paysannerie à exproprier les gros propriétaires, de l'autre les paysans pauvres à combattre la bourgeoisie des campagnes.

Dans les campagnes surgirent des organisations jusqu'ici inconnues, qui prirent le nom de Comités de la Pauvreté Paysanne et dont la tâche consista à écraser la résistance opiniâtre du gros propriétaire et, en général, du paysan cossu contre le pouvoir soviétique.

L'expérience n'a rien laissé subsister de la légende des socialistes révolutionnaires et, en général, des utopistes qui prétendaient que la paysannerie tout entière est une masse laborieuse et que les différences de classe, dont parlaient les social-démocrates depuis des dizaines d'années, n'existaient pas dans les campagnes. Dans les campagnes, on était, au bas mot, en présence de cinq groupements de classe: la bourgeoisie paysanne, qui ne se distingue en rien des gros propriétaires, la classe rurale qui recourt à la main-d'œuvre étrangère, la classe paysanne moyenne et la classe paysanne pauvre: les journaliers.

## II.

Ce sont justement ces groupements de classe, c'est cette composition sociale de la paysannerie russe et des éléments de village qui ont été la cause des troubles contre-révolutionnaires dans les campagnes. Mais ce même groupement de classe a donné et donnera au pouvoir soviétique la possibilité de s'appuyer sur la masse écrasante

de la classe rurale prolétarienne, demi-prolétarienne et moyenne dans sa lutte contre les gros propriétaires et, de façon générale, contre les éléments réactionnaires des campagnes. Et lorsque les dernières tentatives, faites par la bourgeoisie paysanne pour défendre ses biens les armes à la main, se sont partout terminées par un échec, notre parti a vu s'ouvrir devant lui dans les campagnes un vaste champ d'action communiste. C'est au 8<sup>e</sup> congrès du parti que fut prise la résolution bien connue, où il est dit, conformément aux principes de Marx et d'Engels, que le Parti Communiste, pendant la révolution sociale, ne peut pas se donner pour tâche d'écraser les grandes masses de la paysannerie moyenne, mais que, bien au contraire, les intérêts du prolétariat ordonnent à l'ouvrier de venir le plus largement possible en aide au paysan. A partir de ce moment, commence pour notre parti une nouvelle période de travail dans les campagnes. Conformément aux décisions du 8<sup>e</sup> congrès du parti, des sections spéciales ont été créées, aussi bien auprès du Comité Central qu'en province. La tâche de ces sections est de faire de l'agitation et de la propagande dans les milieux ruraux. La première période de l'existence de ces sections a été consacrée à préparer en province des cadres de militants, capables d'aborder les masses paysannes les plus sombres et les plus retardataires, de leur tenir un langage qui leur soit compréhensible, de se pénétrer de leurs besoins et de leurs intérêts, de les aider à s'organiser et de leur démontrer non seulement en paroles, mais en fait, tous les avantages du Pouvoir Soviéliste. La Première Conférence des communistes militant dans les campagnes réunit une centaine d'hommes environ. Elle se tint en novembre 1919; six mois plus tard, à la deuxième Conférence ponctuée, assistaient près de quatre cents militants des campagnes. Le plus remarquable, c'est que c'étaient pour la plupart des hommes nouveaux, de véritables paysans, connaissant à merveille la vie rurale et comprenant parfaitement les tâches que s'est assigné le Parti Communiste, dans les campagnes. A cette période succéda une nouvelle période de travail, dont l'œuvre la plus marquante est la création de nouvelles formes de propagande, d'agitation et d'organisation des grandes masses laborieuses. La question suivante se posait devant les communistes: comment agir sur les populations rurales ignorantes et réfractaires, comment entraîner les grandes masses paysannes dans l'action, comment les rapprocher des soviets, comment les intéresser aux problèmes que le pouvoir soviétique s'efforce de solutionner. Ici, il est nécessaire de s'arrêter avant tout, sur les conférences paysannes que nous avons déjà mentionnées plus haut. Par conférences paysannes ou, comme on les appelle parfois, par conférences de «sans-parti», nous entendons de vastes congrès de paysans, de soldats rouges et d'ouvriers, convoqués par les soviets de districts, de cantons et de gouvernements. Les choses se font de la façon suivante: toute la population d'un district désigne, selon une norme fixée, ses représentants; les délégués élus se rendent au chef-lieu de district ou de gouvernement. Ces conférences

examinent les questions intéressant au plus haut degré les paysans: approvisionnement, prestation en charrois, assistance aux familles de soldats rouges, instruction publique, etc... Le bureau et les rapporteurs sont désignés par les délégués eux-mêmes, les débats se déroulent dans la plus grande liberté, les critiques les plus vives se donnent libre cours, et néanmoins, dans presque tous les cas, ces conférences se tiennent sur la plate-forme du pouvoir soviétique. On peut se faire une idée des grandes masses de paysans qu'elles intéressent, en sachant qu'à une conférence d'ouvrières du seul gouvernement de Moscou, tenue pendant le 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, assistaient plus de trois mille déléguées. Dans certains gouvernements, comme ceux de Vladivostok, de Kalouga, d'Ivano-Vosnessensk et autres, quelques centaines de conférences paysannes ont eu lieu, rien qu'au cours de l'année dernière. Aussi bien, on peut dire sans crainte que, pendant l'année écoulée, des millions de paysans et de paysannes les plus ignorants et les plus arriérés ont passé par ces conférences. Il faut aussi rappeler que sur l'initiative de notre parti, des congrès de représentants de Soviets de districts et de cantons sont convoqués régulièrement dans chaque gouvernement et district, il faut encore y ajouter les congrès de représentants de soviets agricoles, qui ont lieu dans chaque canton. Ces congrès servent aussi de grande école aux masses paysannes. Naturellement le Parti Communiste utilise le plus largement possible pour son travail d'agitation dans les campagnes, toutes les institutions qui ont été créées par le Pouvoir Soviétique: maisons de peuple, maisons de lecture, clubs et écoles de toutes sortes. Mais ce n'est pas tout: au fur et à mesure que ce travail se développe, de nouveaux moyens de nouveaux procédés d'agitation sont mis en œuvre. Mentionnons ici les voitures de propagande et la Maison du Paysan. Dans le gouvernement de Toula, les ouvriers chargés de la propagande dans les campagnes, ont eu la bonne idée de désigner un agitateur expérimenté, capable de répondre à toutes les questions susceptibles d'être posées par les paysans. Une simple charrette de paysan, un fourgon ou parfois une automobile est mis à sa disposition; à l'agitateur précité sont adjoints un membre du Soviet de district, un représentant de l'inspection ouvrière et paysanne, un membre de la section agraire du district, un agent du ravitaillement et, de façon générale, un représentant de telle ou telle branche d'économie. Cette voiture de propagande, recouverte de drapeaux et d'affiches, chargée de littérature parcourt les campagnes. On fait fréquemment suivre ces voitures de propagande des troupes d'acteurs, de petits théâtres guignol révolutionnaire ou autre; un instituteur, un coiffeur, un cordonnier et, en général, un camarade pourvu de connaissances utiles dans les campagnes accompagne les propagandistes.

La voiture de propagande, c'est en miniature le train d'agitation, dont le train du camarade Célinine est le plus beau modèle, seulement la voiture d'agitation peut, à la différence du train, pénétrer jusque dans les coins les plus reculés

des campagnes où, depuis Mathusalem, il n'est jamais venu d'agitateurs. La Maison du Paysan est aussi une institution dont la paternité revient aux militants de province. C'est un établissement créé dans le chef-lieu de district ou de gouvernement, où tous ceux qui se rendent en ville pour des affaires intéressant la campagne trouvent une écurie pour les chevaux, un logement, la table et le couvert pour eux, une bibliothèque, une salle de lecture, un spectacle, des conférences et un agent de renseignements qui leur aide à trouver dans les institutions soviétiques le service dont ils ont besoin. Et bien que ces maisons du paysan, entretenues aux frais des soviets, soient des institutions politiquement neutres, il est naturel qu'elles soient souvent placées sous la gérance des communistes.

Les meetings, les conférences, les conversations, comme les autres formes habituelles de propagande et d'agitation, sont devenus si populaires dans les campagnes que, dans ces derniers temps, les meetings et conférences y prennent une nouvelle forme et revêtent peu à peu un caractère d'amicale conversation entre l'agificateur et le paysan.

### III.

Mais tous ces moyens d'action du parti dans les campagnes ne sont que des variétés de l'agitation et de la propagande ordinaires. Au cours de l'année dernière, des procédés d'agitation tout à fait nouveaux ont été inaugurés. Notre agitation a été étendue à des centaines de mille de paysans et, point essentiel, elle s'est transformée en une propagande par l'exemple. La résolution du 8<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste dit bien nettement que le paysan n'ajoute pas foi aux mots, qu'il ne croit qu'aux actes et que par conséquent, la meilleure des propagandes dans les campagnes c'est celle de l'exemple, de l'acte par lequel le proléttaire, l'ouvrier des villes, montre à l'obscur paysan qu'il lui vient bien en aide, non en paroles, mais en fait. Point n'est besoin de souligner les difficultés énormes auxquelles s'est heurté le Parti Communiste, alors qu'au milieu de l'effroyable chaos économique, résultant de la guerre, le Pouvoir Soviétique était obligé de tenir tête aux forces coalisées de la contre-révolution d'Occident, il s'efforçait de transformer notre agitation dans les campagnes en agitation par l'exemple. Le parti est cependant venu à bout de cette tâche. Il va sans dire qu'une fois de plus, elle a été accomplie en premier lieu dans les gouvernements les plus prolétariens, dans les gouvernements de Pétrograd et d'Ivano-Vosnessensk. Encore l'année dernière, les ouvriers de Pétrograd et d'Ivano-Vosnessensk se posaient cette question: que faire, malgré l'indigence des villes, pour aller dans les campagnes non avec des mots, mais avec des actes? Cette question fut franchie par une campagne d'agitation, entreprise dans le but de venir en aide aux paysans par toutes les forces qui n'étaient pas employées à la défense du pays. L'aide au paysan devait porter sur l'économique

rurale et surtout sur la réparation des instruments aratoires détériorés. Cette campagne des ouvriers de Pétrograd et d'Ivano-Vosnessensk fut baptisée: «La semaine des réparations de l'outillage». Les résultats furent si brillants, que la Deuxième Conférence panrusse des militants communistes pour la campagne, après avoir entendu un rapport consacré à cette question, décida d'étendre cette campagne d'action à toute la Russie soviétique. Et c'est ainsi qu'il y a cinq mois, la «semaine du paysan» était entreprise et menée à bien par les forces du parti. Elle avait pour but de venir en aide au paysan pour la rentrée des moissons et pour la réparation des instruments aratoires et, de façon générale, pour tous les travaux agricoles. A Moscou et dans chaque chef-lieu de gouvernement et de district, des commissions spéciales furent organisées à cet effet, qui tinrent de nombreuses conférences avec les représentants de toutes les institutions soviétiques, susceptibles de prêter un appui à la campagne. C'est ainsi que la Russie ruinée, en pleine guerre contre la Pologne, a trouvé moyen de venir en aide au paysan et de dépasser même tout ce qui avait été fait dans ce sens aux plus beaux jours de l'ancien régime. Par les nombreuses statistiques reçues, émanant de plus de la moitié des gouvernements de Russie, on voit que plusieurs milliers de détachements ouvriers ont été organisés dans les villes pour la fabrication des instruments agricoles. Quelques milliers d'ateliers de réparations ont été créés, des dizaines de milliers de charrues, de herses, de moissonneuses, de batteuses, de trieurs, de semoirs ont été réparés, des centaines de milliers de chevaux ont été ferrés, des dizaines de mille de charrettes ont été réparées, des dizaines de milliers de déciatines de foin ont été fauchées et engrangées; bon nombre de ponts et de routes ont été remis en état. Sans vouloir fatiguer le lecteur par une trop longue énumération, nous citerons néanmoins des chiffres pour quelques gouvernements. Gouvernement d'Ekaterinbourg: 3.460 ouvriers ont travaillé dans la 181<sup>e</sup> section; en outre, 2.100 ouvriers ont travaillé au 201<sup>e</sup> atelier de réparations; 9.430 charrues, faucheuses, batteuses, trieurs ont été remis à neuf; 16.160 instruments aratoires divers ont été réparés; 22.380 roues ont été encerclées; 5.270 déciatines ont été moissonnées; 680 déciatines de foin ont été fauchées; 517 déciatines ont été préparées pour les labours; 34 ponts et 115 versles de routes ont été remis en état. — Gouvernement de Samara: 3.017 déciatines ont été labourées; 3.225 charrues, 178 moissonneuses, 19 semoirs ont été réparés; 57 charrues, 74 herses, 2 moissonneuses, 1 semoir ont été remis à neuf; 6.027 roues ont été encerclées; 82 faucheuses, 226 charrettes, 2.645 lieuses, 52 batteuses, 150 trieurs ont été réparés; 4.582 instruments aratoires divers ont été remis en état, etc... En résumé, 26.600 ouvriers ont travaillé dans 48 ateliers. — Gouvernement de Nijni-Novgorod: 2.490 déciatines ont été labourées; 542 déciatines ont été moissonnées; 27.030 charrettes de foin ont été rentrées; 84 puits et 74 ponts ont été remis en état; 108.279 gerbes ont été engrangées; 205 charrues, 10 trieurs, 7 moissonneuses, 12 batteuses, 2 lieuses, 10 fau-

cheuses réparées, 178.050 gerbes, 4.100 pouds de foin rentrés; 122.010 gerbes battues; 4.893 sagènes de bois transportées; deux ponts construits, un moulin remis en état; 2.767 charrettes de blé transportées et une grande quantité d'instruments aratoires réparés, pour lesquels 13 forges avaient été créées et 2.500 pouds de fer employés. Le nombre des ouvriers ayant pris part à ces travaux est de 15.560. — Gouvernement de Gomel (zone du front): 2.621 charrettes de foin fauchées et engrangées, 336 déciatines de blé récoltées et battues, 242 déciatines de terres préparées, 189 charrues réparées, 7 ponts remis en état et une quantité d'instruments aratoires remis à neuf. 720 ouvriers ont participé à ces travaux de réparations. Les chiffres cités se rapportent à des gouvernements situés sur les différents points de la Russie, en commençant par le Nord et en finissant par un gouvernement, où passait le front polonais. Il serait oiseux de donner des statistiques pour tous les gouvernements, bien qu'on en possède déjà pour les gouvernements de Moscou, de Jaroslav, de Koursk, de Smolensk, de Pskow, de Vladimir, d'Orel, de Kalouga, de Vologda, de Simbirsk, d'Ivano-Vosnessensk, en un mot pour la plupart des gouvernements de la Russie Soviétique, qui ont été touchés par cette campagne d'agitation. Même la lointaine Sibérie, le bouillon (bi) que celui-ci ait eu à subir l'offensive de Wrangel) et une partie de l'Ukraine, ont accompli un très grand travail. Il est certain que tout bourgeois malicieux ricanera à la lecture de ces chiffres. Qu'est-ce, pour la Russie, que quelques dizaines de milliers de charrues, quand il en faut 570.000; qu'est-ce que des milliers de semences, quand on en a besoin par dizaines de mille? De façon générale, que signifient ces chiffres infimes, en comparaison des immenses besoins de la Russie paysanne? L'essentiel est à nos yeux que le parti, par son agitation, par son en houssisme, malgré la penurie de fer, d'acier et d'autres matières réservées aux besoins de la guerre, a pu néanmoins jeter dans les campagnes tout ce qu'il a pu trouver de réserves. En ce qui concerne l'aide apportée pendant la «semaine du paysan» à la rentrée des récoltes, un travail énorme a été accompli. Par dizaines de milliers, les ouvriers ont été envoyés dans les campagnes et y ont aidé les femmes de soldats rouges, retenus sur le front, à labourer, ensemble, à faucher, moissonner, battre le blé. Et il fallait voir avec quel enthousiasme les détachements ouvriers partaient dans les campagnes. Les voitures de propagande ont été à la hauteur des détachements ouvriers. Aux agitateurs, on avait encore adjoint des docteurs, des infirmiers, des coiffeurs, des cordonniers, des tailleurs, des bourreliers, des serruriers, qui apportèrent à la campagne tout leur concours. La bourgeoisie, ainsi que les social-conciliateurs et socialistes révolutionnaires peuvent dire avec leur cynisme coutumier que c'est là un secours insignifiant par rapport aux énormes besoins de la campagne. L'accueil si sympathique fait par les masses paysannes à cette dernière campagne du Parti Communiste peut leur servir de réponse. Cette campagne montre quelle forme d'agitation est nécessaire dans les campagnes, ce que peut faire le

Parti Communiste dans les milieux ruraux même en pleine guerre, et quelles transformations énormes peut accomplir la classe ouvrière dans n'importe quel pays, dès qu'elle aura brisé la résistance de la bourgeoisie et qu'elle aura obtenu la possibilité d'organiser en paix la vie nouvelle. Il est certain que nos camarades d'Occident qui disposent d'une technique plus perfectionnée, d'énormes richesses et, de façon générale, d'une culture plus élevée, après avoir vaincu leur bourgeoisie, obtiendront les mêmes résultats que nous, et cela dans des proportions beaucoup plus vastes.

Il va de soi que le travail du Parti Communiste dans les campagnes ne se borne pas à ce qu'on vient de dire. La Jeunesse Communiste, forte de 400.000 membres, composée, pour les deux-tiers de paysans et paysannes, mène une action inspirée du plus pur esprit communiste. Le syndicat des instituteurs groupe plus de 200.000 membres, dont la plupart sont issus des milieux ruraux et dont plus de la moitié sont communistes. Le syndicat des ouvriers agricoles et des ouvriers forestiers, à des milliers d'adhérents, et toute son action se déroule sous la conduite des communistes. Mais là, nous empiétons déjà sur le terrain du travail d'organisation des économies soviétiques et des communes agricoles.

#### IV.

Les résultats pratiques immédiats de la propagande communiste, dans les campagnes, est que les paysans passent au travail collectif de la terre. Les formes collectivistes de l'économie rurale, leur propagation et, avant tout, leur organisation, est la tâche principale du commissariat de l'agriculture, et tout particulièrement de sa section chargée de la fondation des associations, des communes agricoles et des économies soviétiques; mais il ne fait pas de doute que, sans le concours du Parti Communiste, le commissariat de l'agriculture n'aurait pu obtenir les beaux résultats qu'il a obtenu dans ce domaine. Pour les comprendre, il faut considérer que le paysan russe, comme tout paysan d'ailleurs, est avant tout un petit propriétaire qui se cramponne de toutes ses forces à sa petite exploitation. Les bavardages des socialistes-révolutionnaires sur le fameux tempérament communiste du paysan russe, sur son amour pour la vie en communauté, ont perdu toute signification depuis 1890. Et, dans ces conditions, le succès des formes collectives de l'économie, que l'on remarque aujourd'hui, doit être entièrement mis à l'actif de cette grande transformation, opérée dans les campagnes par la révolution d'octobre. Là, comme partout, il ne se produit pas de brusques sauts, mais cette sorte de révolution spontanée, ce passage inattendu de l'économie unipersonnelle à l'économie collective, est le résultat inéluctable des transformations qui se produisent peu à peu dans les milieux ruraux depuis des dizaines d'années et qui, sous l'impulsion de la poussée d'octobre 1917, sont en train de se réaliser très rapidement sous des formes nouvelles. La situation sans

issue du paysan sous l'ancien régime, sa misérable économie unipersonnelle, ne lui assurerait aucun moyen d'existence. Il était alors obligé ou d'aller travailler dans les usines de la ville ou de se louer au gros propriétaire, ou, dans le meilleur des cas, d'enferrer dans une association agricole. Il va de soi que les conditions de l'ancien régime, l'économie bourgeoise, ne favorisaient pas le passage de ces associations agricoles à une forme élevée d'économie pour le travail de la terre en commun. Seule, la Révolution d'Octobre a donné au paysan la possibilité de travailler la terre en commun. Il est certain que ces associations agricoles ont plutôt un caractère bourgeois et c'est pourquoi elles sont, à l'heure actuelle, plus répandues dans les campagnes que les communes. Les statistiques du premier semestre de 1920 indiquent dans 40 gouvernements de la Russie européenne 96% exploitations agricoles travaillant la terre en commun, 5.653 associations et 1.491 communes, ce qui donne en tout 8.106 exploitations collectives. Les exploitations agricoles travaillant les terres en commun sont encore des formes inférieures d'économie collective: on ne s'y réunit que pour effectuer certains travaux agricoles; les participants ou associés conservent par ailleurs leur entière autonomie individuelle. L'association, c'est déjà une société, ayant ses statuts et imposant à ses membres des obligations bien déterminées. Il est vrai que chaque sociétaire a la possibilité de reprendre en se retirant ce qu'il a apporté à l'association, lors de son entrée. C'est là la différence essentielle entre l'association et la commune: en entrant dans cette dernière, le paysan se prive à jamais de la possibilité, en cas de sortie, de retirer ce qu'il y a apporté au début. Dans la commune, il cesse d'être un possesseur particulier et devient membre d'une véritable collectivité communiste. La quantité de terres dont disposent ces collectivités s'élève, en y compris la Sibérie, à 592.510 déciatines se décomposant comme suit: exploitations de travail en commun 56.035 déciatines; associations agricoles 251.525 déciatines; communes, 340.950. Le nombre de personnes vivant dans ces collectivités est de 535.745, dont 50.452 pour les économies, 303.928 pour les associations agricoles et 68.857 pour les communes. Le nombre des exploitations collectives (y compris celles de Sibérie), est de 8.396, dont 962 travaillant la terre en commun 5.743 associations agricoles et 1.691 communes. En réalité, on compte davantage d'exploitations collectives (en tout 9.093), les chiffres précédents ne concernant pas tous les gouvernements de Russie. Les communes n'ont pas plus d'un an et demi d'existence. Peu nombreuses au début, lorsque les ouvriers communistes venus dans les campagnes commencèrent à les organiser, les communes se chiffrent aujourd'hui par milliers. Leur nombre ne s'accroît plus aussi rapidement qu'au début, mais elles s'affirment et, point essentiel, elles n'effrayent plus les paysans comme naguère. Le paysan se persuade chaque jour plus qu'en dehors des formes collectives d'exploitation, il ne peut attendre de l'avenir aucun bien-être. Les sceptiques, qui font état du

nombre insignifiant de communes par rapport à l'énorme quantité d'exploitations paysannes, n'oublient qu'une chose; c'est que depuis trois ans, la paysannerie, mobilisée dans les rangs de l'armée rouge, repousse les assauts de toute la bourgeoisie européenne, et que, si même elle aspirait ardemment au communisme, elle ne pourrait pourtant pas passer sans transition au travail collectif de la terre. Le paysan, en tant que petit propriétaire, manifeste assurément quelque défiance à l'égard de la commune; mais les avantages de celle dernière le persuadent de plus en plus de l'imminence de la victoire du communisme. La fondation des exploitations collectives va de pair avec une autre initiative intéressante de la Russie révolutionnaire: les exploitations soviétiques. Dès avant la Révolution d'octobre, alors que les bolcheviks engageaient les paysans à exproprier les gros propriétaires, ils avaient soin de bien souligner que l'expropriation des grands domaines ne signifiait nullement la destruction de l'économie capitaliste, et à plus forte raison quand celle-ci est bien organisée. Bien au contraire, les communistes ne cessaient de répéter aux paysans qu'une des conditions du succès de la révolution, c'est précisément la conservation de l'économie capitaliste, dont le développement doit servir de base à la future économie de l'Etat communiste. Malheureusement, la lutte opiniâtre que la République Soviétique a été obligée de soutenir contre la bourgeoisie dans les régions où se trouvaient justement les grands propriétés agricoles, dotées d'un outillage excellent, - régions qui ne sont libérées des blancs que depuis peu de temps, comme l'Ukraine, le Don, le Kouban, - a empêché de créer, aussitôt après la révolution, dans toute la Russie soviétique des vastes exploitations agricoles munies de l'outillage le plus moderne. Par contre, nous possédons déjà quelques milliers d'exploitations soviétiques, et leur nombre augmente, au fur et à mesure que se réalise le plan agricole que l'Etat s'est tracé et que ce dernier acquiert la possibilité d'en créer de nouvelles. Au printemps 1920, le nombre des économies agricoles était de 2.643 (les gouvernements du Don, d'Orenbourg, de l'Oural non compris), avec une superficie totale de 1.209.000 déciatines sans forêts, dont 650.719 déciatines de terres arables. Au milieu de l'été dernier, le nombre des économies agricoles dans ces mêmes gouvernements s'élevait à 2.703 avec une superficie de 1.575.859 déciatines, ce qui donne avec la Sibérie un total de 2.925 économies, avec une superficie de 1.717.399 déciatines. Rien que dans les économies soviétiques, échelonnées sur 38 gouvernements, on compte 44.113 chevaux, et dans les économies soviétiques de 35 gouvernements 62.733 têtes de gros bétail. Pour 37 gouvernements, les économies soviétiques disposent de 56.298 employés qui, avec leurs familles, forment un total de 112.507 personnes vivant dans les exploitations soviétiques. On comprend aisément qu'au cours de l'année dernière et de cette année, on n'ait pas réussi à y obtenir des résultats particulièrement brillants; ce n'est pas que les champs n'aient pas été ensemencés ou que la moisson

n'ait pas été faite, mais parce que dans les gouvernements où les exploitations soviétiques sont le mieux outillées, organisées et conservées, comme sur le Volga et dans les gouvernements du Sud, les bandes contre-révolutionnaires ont tout détruit sur leur passage. Même dans ces conditions, les résultats obtenus dans les exploitations agricoles montrent qu'avec l'affirmation de la République soviétique, aussi bien que nous aurons les moindres garanties de travail pacifique, nous obtiendrons de brillants résultats. D'ores et déjà, dans les exploitations soviétiques, les moyens de culture (engrais et emploi des machines agricoles, etc...) et la récolte sont infinitiment supérieurs à ceux des propriétés privées les mieux exploitées. L'exploitation soviétique, de même que la commune, tout en employant les agronomes pour la direction des travaux, se distingue radicalement de l'ancien domaine du gros propriétaire; la direction de l'exploitation est non seulement entre les mains de l'agronome ou de l'économie, mais aussi de l'organisation des travailleurs agricoles, qui constituent dans chaque exploitation un comité ouvrier. Par l'entremise de ces comités ouvriers et des travailleurs agricoles, le syndicat des journaliers et forestiers, lui-même dirigé par les communistes, a la haute main sur les travaux. Il serait à coup sûr inexact d'affirmer que le petit propriétaire paysan comprend rapidement la valeur de l'exploitation soviétique: ses instincts de petit propriétaire le font considérer avec effroi cette menace à la petite propriété; mais, au fur et à mesure que l'aide donnée par l'exploitation soviétique à la population locale (en instruments aratoires, en conseils agronomiques, etc...) se fait plus efficace, la sympathie de la paysannerie devient de plus en plus grande. Les conciliateurs de tout accabit se plaignent à souligner le nombre relativement restreint de collectivités agricoles et d'économies soviétiques; mais tout communiste comprend qu'il est mille fois plus difficile d'organiser une seule exploitation agricole soviétique que d'écrire mille beaux articles critiques et qu'il est beaucoup plus honnête à l'égard du prolétariat de soutenir et de développer par tous les moyens en son pouvoir les quelques entreprises de ce genre que le prolétariat a réussi à mettre sur pied, que de marcher les armes à la main avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire contre les ouvriers et les paysans.

La question de la conquête pacifique des campagnes est à coup sûr une des questions les plus importantes qu'il appartienne au prolétariat de trancher à l'échelle internationale. La solution de cette question, en Russie, a une importance particulièrement grande, car elle signifie que le prolétariat a définitivement triomphé en Russie et la victoire définitive du prolétariat russe est le premier pas vers la victoire prochaine du prolétariat d'Occident. C'est pourquoi nos camarades d'Europe occidentale doivent prendre connaissance de l'expérience et des travaux qu'il a été donné au Parti Communiste russe d'accomplir dans les campagnes, au cours de trois années de révolution.

V. NEVSKY.



N. KROUPSKAYA

### LES INSTITUTIONS SOVIÉTIQUES

## L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE FORMATION POLITIQUE ET D'INSTRUCTION GÉNÉRALE (I. F. P. I. G.)

La guerre et la révolution ont éveillé dans les masses la soif de la science. Pendant les trois années de son existence, le pouvoir soviétique a accompli dans le domaine de la formation politique et de l'instruction générale une œuvre qui, malgré toute son étendue, représente à peine le millième de ce qu'il reste à faire.

La tâche, en effet, était des plus ardues. Une population presque exclusivement rurale, en majorité illétrée, des dizaines de milliers de hommes perdus, incultes: tel était le milieu qu'il fallait pénétrer, instruire. La mobilisation d'une partie considérable de la population, la ruine économique générale, la désorganisation des voies de communication et du service postal, l'épuisement des stocks de papier, le défaut de crayons et de fournitures de bureau, l'incrovable pénurie de livres (d'une édition de 50 à 100.000 exemplaires, il ne reste rien au bout de quelques jours), le manque de pétrole et l'insuffisance de travailleurs au centre et en province par suite de l'exode au front des meilleurs d'entre eux, la relégation, dans l'ordre d'urgence du travail de formation politique et d'instruction générale au dernier plan, tout cela entraînait considérablement notre œuvre. Comme cette œuvre était d'une nécessité vitale, elle s'effectuait néanmoins, mais sans méthode aucune. La section extra-scolaire du Commissariat de l'Instruction publique, parmi les différentes organisations, n'était pas la seule à travailler à la diffusion des lumières parmi les masses. La Direction Politique de la République (organisation militaire chargée de la formation politique et de l'instruction générale au sein de l'Armée Rouge) avait son appareil à elle, immense et fortement centralisé, avec des organes spéciaux de ravitaillement, de recensement et autres. Chaque syndicat avait sa section de culture; l'Université populaire, fonctionnait à l'écart, complètement indépendante; le Comité Exécutif Central panrusse, par ses trains et ses bateaux d'agitation et de propagande, accomplissait un travail analogue à celui du Parti Communiste et de la Centrale Politique des Voies et Communications. En somme, il n'y avait pas une institution qui ne s'occupât plus ou moins de l'instruction des masses. La section extra-scolaire du Commissariat de l'Instruction Publique, qui prit par la suite le nom de «Institut Supérieur de Formation Politique et d'Instruction Générale» (I. F. P. I. G.),

s'efforçait vainement de faire confluer en une vaste rivière tous ces ruisseaux isolés.

La question de l'unité de plan économique ayant été posée par le neuvième congrès du Parti, les travailleurs de l'instruction publique s'aperçurent enfin que leur œuvre, au lieu de s'effectuer sur l'échelle nationale, se poursuivait au hasard, sans plan aucun, ce qui entraînait la dispersion des moyens de réalisation et par suite une fâcheuse déperdition de forces.

Dans sa session de septembre, le Conseil Exécutif Central panrusse, sous la pression des masses, décida d'instituer un organe unique de formation politique et d'instruction générale, qui fut le I. F. P. I. G. Le soin de publier le décret relatif à la création de cet organe était confié au Conseil des Commissaires du Peuple.

Le 1<sup>er</sup> novembre, eut lieu la conférence panrusse des instituts régionaux de formation politique et d'instruction générale, qui réunit les directeurs des sections de gouvernements et d'arrondissements. Il vint des travailleurs de toutes les extrémités de la Russie; la République d'Extrême Orient, la Sibérie, la République de Kazan, l'Ukraine, le Don et le Caucase envoyèrent leurs délégués. Plusieurs d'entre eux durent franchir des milliers de verstes (un délégué même voyagea onze jours) pour arriver au Congrès qui réunit un total de 500 membres. Les communistes formaient la majorité; outre les sympathisants, 60% des congressistes étaient inscrits au parti. Les directeurs des instituts de formation politique et d'instruction générale ne sont point pour la plupart des pédagogues de profession; beaucoup sont des propagandistes, des militants du parti. Parmi les sans-parti, nombreux sont les membres du personnel enseignant extra-scolaire, composé de spécialistes pour la formation et le développement intellectuels des adultes: bibliothécaires, professeurs aux cours d'adultes, organisateurs de maisons populaires ou de clubs, etc... Le travailleur extra-scolaire est ordinairement un homme convaincu, désintéressé.

Depuis plus d'un an et demi, il ne s'était point tenu de congrès panrusse de l'œuvre extra-scolaire. Aussi les questions à résoudre étaient-elles nombreuses. La conférence qui dura une semaine revêtit un caractère particulier. Sur chaque des questions à l'ordre du jour, on vit s'inscrire toute une série d'orateurs: chaque travailleur

provincial avait à cœur de faire part de ses idées et de son expérience. La conférence se refusa obstinément à limiter les débats, elle voulut examiner à fond chaque question. Et c'était tout naturel. Dans les conditions actuelles de la vie russe, en effet, tout homme qui se consacre à l'œuvre de la formation politique et de l'instruction des masses doit être plus qu'un travailleur moyen: presque partout il lui faut labourer une terre encore vierge. Le centre ne fait que donner les directives, mais ces directives chacun doit ordinairement les interpréter lui-même, en tenant compte du milieu, des conditions locales de la réorganisation révolutionnaire de la vie sociale. Ce qu'il faut ici, ce n'est pas une initiative quelconque, c'est une activité vraiment créatrice, une tension extraordinaire de toutes les forces de l'être.

La conférence eut à délibérer sur des questions d'une importance capitale, savoir: la nature même du travail, l'étroite connexion de ce travail avec celui des Commissaires économiques, l'unité de plan d'action et enfin, l'adaptation de l'organisation aux tâches nouvelles mises à l'ordre du jour dans le domaine de la formation politique et de l'instruction générale.

Dans son discours d'ouverture, Lounatcharsky parla de la nécessité d'organiser un centre de formation politique et d'instruction générale dont il mit en lumière toute la signification; Lénine traita surtout de la nature du travail à accomplir. Il démontra que, au moment du passage à de nouvelles formes d'existence, le travail extra-scolaire ne pouvait être apolitique, sans se condamner à l'insuccès certain, à la mort. Puis il indiqua la nature du travail politique à l'heure actuelle, fit ressortir l'étroite interdépendance de la politique et de l'économie et montra l'importance capitale de l'œuvre de réorganisation économique.

Les autres orateurs s'attachèrent également à mettre en lumière l'importance de la réorganisation économique, ainsi que la nécessité d'y participer d'une façon active et d'adapter toutes les institutions de formation politique et d'instruction générale à cette tâche fondamentale du moment. Kroupskaya, dans son rapport sur l'unité de plan dans l'œuvre de la formation politique et de l'instruction générale, indiqua comment il fallait adapter aux tâches du moment les bibliothèques, clubs, cours d'adultes ainsi que les différentes formes d'agitation et de propagande; comment il fallait les réorganiser pour les faire contribuer à l'œuvre de réorganisation économique.

Larine, l'un des travailleurs les plus en vue du Conseil Supérieur de l'Économie Populaire, et A. Sviderski, membre du Collège du Commissariat du Ravitaillement, firent des rapports très importants. Celui de Larine était intitulé: «La propagande pour la production, en rapport avec le problème de réorganisation de la vie économique du pays»; celui de Sviderski avait pour sujet: «La campagne d'approvisionnement et l'œuvre de formation politique et d'instruction générale». Ces deux rapports excitérent l'intérêt le plus vif des membres de la conférence. Les orateurs y démontraient brillamment que le tra-

vail politique doit, à l'heure actuelle, tendre essentiellement à élucider les questions relatives à la réorganisation économique. Chapiro, dans son rapport sur «les campagnes d'agitation», montra comment on doit et peut aider les commissariats économiques dans leurs tâches.

La conférence terminée, les délégués furent unanimes à reconnaître qu'elle leur avait donné les indications les plus précieuses et qu'elle marquerait certainement un tournant dans l'histoire de l'instruction extra-scolaire.

La conférence parnasse des instituts de formation politique et d'instruction générale eut pour résultat de faire complètement abandonner l'ancien point de vue sur la nature du travail extra-scolaire: on comprit qu'on ne pouvait plus se borner à une œuvre de culture purement abstraite, complètement détachée de la vie pratique.

Au début du mois de novembre, le Conseil des Commissaires du Peuple publia un décret ordonnant la création de l'I. F. P. I. G. dont la direction fut confiée à une commission de cinq membres. Cette commission se compose exclusivement de communistes: deux d'entre eux sont en même temps membres du Collège du Commissariat de l'Instruction Publique; un autre est membre du Comité Central du Parti Communiste russe et du Bureau d'organisation. Quant au Commissariat populaire, il entre d'office dans la direction de l'I. F. P. I. G.

Actuellement, l'I. F. P. I. G. effectue un travail considérable dans le but de rassembler autour de soi et d'unifier l'action des différentes institutions et organisations. Il s'est mis en relations étroites avec les syndicats, les organisations militaires et l'union de la jeunesse. Continuellement on s'adresse à lui pour des renseignements; tantôt c'est l'association des étudiants de la Faculté de Médecine qui lui demande des indications; tantôt ce sont les cours d'instruction publique ou des organisations diverses qui ont besoin de ses directives. Le I. F. P. I. G. devient en fait le centre de la formation politique. Déjà à l'époque où il n'était que la section de formation politique et d'instruction générale du Commissariat de l'Instruction publique, il avait entrepris un grand travail pour la lutte contre l'ignorance; il avait participé à l'action des écoles du parti, aux campagnes d'agitation, à l'œuvre des bibliothèques, etc... La Russie compte des millions d'illettrés, à l'instruction desquels on s'est mis avec ardeur.

Spécialement pour eux, on ouvre partout des écoles (Pétrograd seul en compte plus de 500), on forme un personnel, enseignant, on imprime des abécédaires. Quand au parti lui-même, il a ouvert pour les illettrés, dans tous les chefs-lieux de gouvernements et dans bon nombre de chefs-lieux d'arrondissements, des écoles douées de «chomes» pouvant contenir jusqu'à 200 et 300 personnes. Le nombre des écoles du parti sera porté au 1er mars, à 3 ou 4 par gouvernement.

Le I. F. P. I. G. contribua à la campagne d'approvisionnement par l'organisation sur tous les points du territoire de cours spéciaux d'agitation et d'édition d'une série d'ouvrages de propagande.

En Russie où le manque de livres se fait particulièrement sentir à l'heure actuelle, il est nécessaire que tous les livres soient mis à la disposition des masses. C'est ce but que poursuivent la nationalisation et la centralisation des bibliothèques.

Le I. F. P. I. G. a déjà accompli, depuis sa fondation, une œuvre considérable dans ce sens. La section des bibliothèques a publié un recueil de notices bibliographiques sur l'organisation économique et dressé pour chaque type de bibliothèque (maisons de lecture dans les villages, bibliothèques de cantons, bibliothèques volontaires dans les villes) un catalogue spécial d'ouvrages consacrés aux questions économiques.

La section des musées et excursions a développé une activité intense. Elle organise actuellement des musées dans les usines, publie un indicateur pour les excursions les plus importantes (exposition du Conseil Supérieur de l'Economie Populaire, de la protection de l'enfance et de la maternité, musée du Travail, etc...). Et, de concert avec la section scientifique technique du Conseil Supérieur de l'Economie Populaire, institue des cours spéciaux où l'on enseigne l'art de l'excursion.

Le bureau des conférences élabora le programme des conférences sur la production; il travaille en union avec la section photo-cinématographique et les autres institutions s'occupant également de l'œuvre des conférences publiques.

La section d'agitation se prépare à la campagne des semaines qu'elle mènera conformément aux plans des Commissariats du Ravitaillement et de l'Agriculture.

Le I. F. P. I. G. a participé de la façon la plus active à l'organisation de la propagande pour la production, qui est actuellement une des questions à l'ordre du jour. Le régime capitaliste développait fatallement chez l'ouvrier l'indifférence complète aux résultats du travail. Comme les fruits de son labeur étaient prélevés par le patron, la quantité de locomotives ou de mètres d'étoffes qu'il fabriquait n'intéressait aucunement l'ouvrier. Ce qui importait à ce dernier, c'était la durée, l'intensité, les conditions générales et la rémunération du travail. Dans sa lutte contre le Capital, l'ouvrier avait recours à des moyens de

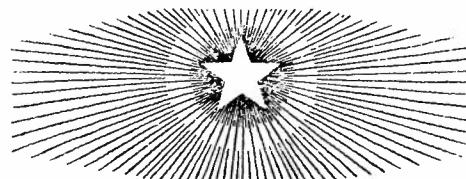
pression, tels que la grève, le sabotage, la grève italienne, etc... qui, pour atteindre leur but, n'en avaient pas moins les conséquences les plus fâcheuses sur la production elle-même. Mais l'ouvrier n'en étoit nullement troublé, car il n'étoit pas le maître.

La Révolution d'Octobre a conféré au prolétariat la propriété des fabriques et des usines, mais, maintenant encore, l'état d'esprit spécial du salarié se maintient vivace dans les couches arriérées de la classe ouvrière. Durant ces trois dernières années, le prolétariat a considérablement progressé, mais la guerre a drainé le meilleur de ses forces. Les «soubotniks» (samedis communistes) ont marqué une évolution dans l'état d'esprit des masses. Maintenant que la guerre est terminée, la vie économique est devenue le centre de l'attention générale. Aussi la lutte contre la désorganisation, la propagande en faveur de l'intensification de la production ont-elles acquis une importance capitale. La propagande pour la production a pour but de faire participer les masses ouvrières à l'organisation et à la direction de la production; et ainsi les ouvriers, auxquels la loi a conféré la propriété des instruments de production, deviendront les maîtres effectifs de l'industrie, ce qui ne peut manquer d'avoir une influence considérable sur toute la vie économique. L'œuvre de réorganisation de la production contribuera, on ne peut mieux, au développement des masses.

Le I. F. P. I. G. a entrepris une étude approfondie et détaillée de la question de la propagande pour la production. Ses thèses examinées à une assemblée extraordinaire convoquée par le Comité Central, et à laquelle ont pris part les représentants des Commissariats économiques, ont été adoptées dans leur assemblée.

A l'heure actuelle, le I. F. P. I. G., le Commissariat de l'Instruction Publique, le Comité Exécutif Central panrusse et le Comité Central du Parti Communiste Russe ont créé un puissant organe qui, s'appuyant sur ses sections régionales, centralise la formation politique des masses laborieuses, lui donne un développement considérable et la dirige dans sa voie véritable.

N. KROUPSKAYA.



## LES INSTITUTIONS SOVIÉTIQUES

### QU'EST-CE QUE LA PRÉPARATION MILITAIRE OBLIGATOIRE

#### (Introduction)

La Révolution d'Octobre marque la croissance de l'organisation prolétarienne et le plus haut degré de tension des forces du prolétariat, mais de forces encore insuffisamment organisées pour accomplir les tâches de combat de la Russie Soviétique. Préparée par tout le développement antérieur de la lutte de classe, la conquête du pouvoir par le prolétariat en octobre, — a fait soulever l'arme des mains des grands seigneurs terriens et de la bourgeoisie, pour la transmettre au prolétariat. Mais, si la classe ouvrière a pu conserver cette arme, elle ne le doit pas à sa préparation militaire: c'est à son organisation de classe, à son élan révolutionnaire, à sa ténacité ainsi qu'à l'ensemble des conditions sociales et politiques qui lui assuraient la victoire, qu'elle en est redévable.

Aucune action révolutionnaire ne peut être couronnée de succès, si la classe qui entreprend cette action, ne sait point faire usage des armes et n'est point capable de garder ces armes pour défendre et affirmer ses conquêtes révolutionnaires. C'est pourquoi l'instruction militaire, sur une échelle plus ou moins vaste, a toujours existé aux moments les plus critiques de la lutte révolutionnaire. Cette préparation militaire des masses révolutionnaires a eu lieu parfois au fort même de la lutte, sur les barricades. La quantité et la qualité des forces prolétariennes armées, leur degré d'instruction et d'organisation a toujours été en raison directe de la force numérique et de la qualité de l'organisation directrice de la lutte, ainsi que du degré d'organisation des masses ouvrières, au moment même où s'accomplissait la révolution. La Commune de Paris, de 1871, qui dura 72 jours et qui n'avait que très peu fait pour l'organisation des forces militaires du prolétariat, recueillit le fruit de l'insuffisance d'organisation prolétarienne et en fut réduite à faire appel au seul instinct de classe des ouvriers français, au potentiel de leur seule énergie révolutionnaire pour mettre en marche le char de la révolution. La révolution russe de 1905 créa les milices ouvrières et donna la possibilité à la classe ouvrière de s'instruire dans l'art militaire, mais la classe ouvrière, à cette époque, n'était organisée qu'au sommet, et sa force armée par suite

n'était représentée que par les éléments les plus actifs de cette organisation encore embryonnaire du prolétariat. A la révolution de février de 1917, la classe ouvrière jeté dans la mêlée un puissant noyau, bien préparé, fortement organisé, qui sut entraîner à sa suite la population des campagnes. Pendant la révolution de février, ce ne fut pas seulement l'élite des ouvriers qui s'arma; ce fut aussi la masse.

Le caractère de notre révolution de classe réclamait une préparation militaire vaste et particulièrement sérieuse. L'expérience révolutionnaire antérieure et l'ampleur de la vague révolutionnaire en Russie, permirent au parti bolchévik, dès le deuxième jour de la révolution de février, de créer la force prolétarienne armée qui, aux journées d'avril, de juillet et d'août, empêcha la bourgeoisie de faire une contre-révolution, et aux journées d'octobre, sut, par l'insurrection, anéantir le régime bourgeois et créer, pour la première fois dans l'histoire, la république ouvrière et paysanne.

Le caractère de classe de l'œuvre d'édification soviétique, après la révolution d'octobre, pré-détermina le système et les méthodes de la préparation militaire obligatoire dans l'Etat socialiste, mais la guerre civile acharnée, dont le résultat fut de retarder considérablement l'œuvre générale de reconstruction, fit également dévier la réorganisation militaire de la voie qui lui avait été primitivement assignée. Une force armée fut créée dans le but immédiat de repousser l'assaut de la contre-révolution intérieure et extérieure; cette force, ce fut l'Armée Rouge, construite conformément aux exigences les plus impérieuses du moment.

La croissance de l'organisation de la classe ouvrière, et par suite la formation rapide d'une puissante Armée Rouge, l'organisation de l'arrière et l'affermissement des conquêtes révolutionnaires de la Russie Soviétique, ainsi que l'écrasement des principaux ennemis de cette dernière, permirent à l'œuvre de la préparation militaire obligatoire de se développer dans toute son ampleur.

La dictature du prolétariat réalisée dans le domaine économique par l'hégémonie de la fabrique et de l'usine, en tant qu'organisme compris avec une organisation de production et une direction exacte, devient la base de la prépara-

tion militaire obligatoire. D'après le système de la préparation militaire obligatoire, les centres usiniers joignent à leur organisation économique, l'organisation militaire; ils fournissent les cadres des combattants; l'organisateur économique remplit également le rôle d'organisateur militaire. Par la réunion du centre usinier et du centre militaire, une base sûre est créée pour la formation d'une force armée, dans laquelle le caractère de construction prolétarienne et de direction prolétarienne immédiate sera assuré de la façon la plus rationnelle.

Les premiers pas dans la voie de la préparation des forces militaires dans la nouvelle Russie révolutionnaire furent donc faits, au début de l'année 1917, par la formation d'une garde-rouge composée d'ouvriers. A la fin de 1917, lorsque furent posées les bases de l'Armée Rouge, on ouvrit des cours de courte durée, pour la formation des artilleurs. Pendant toute l'année 1918, on instruisit les ouvriers dans les fabriques, dans les usines, dans les ateliers de réparation des chemins de fer; des bureaux spéciaux d'instruction militaire étaient organisés près les fabriques et les usines, et en automne, on assiste déjà à la formation de division, composée exclusivement d'ouvriers. En 1919, on commence à instruire la population, à Pétrograd. L'Armée Rouge de cette période représente une puissante force militaire encore inconnue, par son degré de confiance révolutionnaire qu'il lui est conférée, surtout par l'élément communiste qui l'a cimentée. Après toute une série de victoires de l'Armée Rouge, victoires qui ont amené l'anéantissement presque complet de la contre-révolution, apparaît pour la préparation militaire obligatoire la possibilité de servir à la tâche fondamentale de reconstruction soviétique, qui est la réorganisation économique sur des bases socialistes. L'œuvre d'édification militaire devient ainsi une partie de l'œuvre de réorganisation économique de la république soviétique avec tendance à se transformer en un système de milice soviétique. La caractéristique de l'organisation militaire est la préparation simultanée du garde-rouge et du soldat de l'armée du travail. Le directeur, l'organisateur de la production, joint dans cette nouvelle organisation des forces militaires, à ses fonctions, celle d'organisateur militaire de commandant et, comme la préparation militaire obligatoire s'étend à toute l'immense masse de la population laborieuse de la Russie Soviétique, tout le Parti Communiste, toute l'union de la jeunesse, ainsi que les syndicats deviennent naturellement les cadres d'insfructeurs, les organes du commandement dans la préparation militaire obligatoire.

Le Pouvoir Soviétique s'en tient au principe de l'armée territoriale dans son œuvre de réorganisation militaire pour laquelle la population ne doit pas être arrachée au travail productif; pour organiser la population rurale, il se base sur la fabrique et l'usine qui sont les soutiens économiques, politiques et de la culture soviétiques et les surs garants du maintien du caractère et de l'esprit de la dictature du prolétariat dans la réorganisation militaire. Tout centre usinier: ville ou localité quelconque, est un centre

de préparation militaire. Les circonscriptions de brigade, de régiment et de bataillon, ainsi que les seigneurs de compagnie et de peloton sont administrés par des organes territoriaux, chargés de diriger l'instruction militaire: leur répartition sur le territoire se fait sur les bases de la production.

Pour que la préparation militaire obligatoire puisse servir à la tâche fondamentale de reconstruction soviétique, c'est-à-dire à la réorganisation économique; pour qu'elle puisse mener à bonne fin l'accomplissement des tâches civilisatrices de la république, les cadres territoriaux sont simultanément un appareil d'instruction militaire, une organisation militaire pour la formation des unités de travail et la direction du travail lui-même. Ils sont enfin un appareil d'organisation et de mobilisation pour la lutte contre l'ignorance, la mauvaise hygiène, les fléaux et calamités publiques.

Le développement physique de la population laborieuse est assuré par les centres sportifs ressortissants à la P. M. O. Dans les grandes agglomérations urbaines, ces centres sont répartis à raison de un par rayon; quant aux petites villes, fabriques et usines, elles n'en ont qu'un seul. Les bourgs et les villages sont desservis par des centres sportifs, institués dans les localités les plus importantes par leur développement économique et politique et leur culture générale. Le règne de l'esprit communiste dans la préparation militaire obligatoire et le développement physique est assuré par le fait que des détachements communistes, composés exclusivement de membres du parti, sont mis à la base des cadres territoriaux.

La lutte avec la contre-révolution organisée et soutenue par la bourgeoisie mondiale a transformé la République Soviétique en un immense camp retranché. La Russie est actuellement la seule république prolétarienne au monde; pendant trois ans, elle a dû avec ses seules forces repousser les assauts furieux et incessants de ses ennemis, c'est à dire des ennemis des travailleurs du monde entier. Pour briser le cercle de fer qui l'enserrait, et anéantir les forces du capitalisme, la République Soviétique s'est vue contrainte non seulement de créer l'Armée Rouge, mais de transformer la Russie tout entière en un véritable camp retranché et, par suite, d'appeler toute sa population sous les armes. Chaque citoyen, sans distinction d'âge ou de sexe, doit, dans la mesure de ses forces et de ses capacités, défendre la Russie Soviétique, la prospérité de la patrie socialiste, l'organisation révolutionnaire générale du travail et tous les moyens de réorganisation de la nouvelle économie, de la nouvelle société et de la nouvelle culture prolétariennes: tel a été le mot d'ordre de ce camp retranché. La théorie et la pratique de l'art militaire ainsi que l'instruction générale, sont en grand honneur dans la Russie soviétique, où elles prennent de jour en jour, un développement plus considérable. Chaque travailleur de la Russie prolétarienne considère l'instruction militaire comme son unique voie de salut, comme le seul moyen d'assurer contre ses ennemis la paix de son existence laborieuse; dans l'instruction militaire obligatoire, qui transforme

tous les travailleurs en un peuple organisé et discipliné militairement, il voit le remède aux maux et à la désorganisation économique provoqués par la guerre. Depuis que les délégués étrangers ont pu se rendre compte par eux-mêmes, en Russie, de l'œuvre immense de reconstruction, entreprise par le pouvoir soviétique, notamment depuis le deuxième Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale, le prolétariat des autres pays commence, lui aussi, à voir dans l'instruction et l'organisation militaire de la Russie laborieuse, l'arme qui aidera au prolétariat international à détruire l'odieux régime capitaliste, et lui permettra de rebâtir le monde sur les bases de la fraternité et de la liberté.

#### *L'essence de la préparation militaire obligatoire.*

Tout citoyen de la Russie Soviétique doit premièrement, avoir une conscience claire de l'ensemble des tâches d': sa patrie socialiste et secondement, se préparer politiquement, physiquement et intellectuellement à défendre cette patrie, à contribuer dans la mesure de ses forces, de ses facultés et selon ses goûts, à l'accroissement du bien-être général, à l'instauration d'une vie cultivée, libre et heureuse et enfin, à aider au prolétariat du monde entier à renverser le capitalisme et à refondre la société sur les bases soviétiques.

Pour que les efforts faits par le pouvoir soviétique, les ouvriers et les paysans, en vue d'assurer la prospérité économique du pays toutefois, ne soient pas dépensés en pure perte, il est indispensable de doter la république soviétique d'un rempart capable de résister à l'assaut de toutes les forces ennemis. Mais la construction de ce rempart ne doit pas être un fardeau pour le pays; au contraire, elle doit contribuer à son organisation communiste. C'est pourquoi le deuxième Congrès du Parti Communiste Russe (bolchévique) a décidé de constituer à l'avvenir les forces de la Russie Soviétique, sans arracher les ouvriers et les paysans à leur labeur quotidien, à leurs occupations habituelles et sans leur imposer la vie de caserne. Un tel système d'organisation, d'instruction et de formation des forces armées de notre république—système prévoyant expressément la participation de l'armée à l'œuvre d'édition communiste—est précisément celui des milices soviétiques.

#### *Les tâches de la préparation militaire obligatoire.*

La principale tâche de la préparation militaire obligatoire est ainsi la transformation de la classe ouvrière et de la paysannerie en nation armée et organisée militairement. Pour cela, il faut organiser militairement les travailleurs, développer leurs forces physiques et intellectuelles, leur donner une éducation politique et une instruction militaire, leur inculquer l'habitude de l'action commune, organisée, tremper leur volonté, en faire des hommes à caractère ferme, résolu, des hommes capables de poursuivre opiniâtrement jusqu'au bout la réalisation des buts sociaux; répandre les idées communistes et les lumières

de l'instruction parmi les masses et développer chez ces dernières les habitudes nécessaires au bon fonctionnement du mécanisme social. C'est à ces conditions seulement que les travailleurs du pays le plus libre qui soit au monde auront une vie digne d'eux.

### *LES MOYENS DE RÉALISATION*

#### *1. La préparation militaire et la préparation au travail.*

Le programme de la P. M. O. comprend: 1) la préparation de la jeunesse; 2) l'instruction militaire élémentaire (96 heures); 3) une période d'instruction supplémentaire de 28 jours, effectuée dans les écoles spéciales de la P. M. O.; 4) de courtes périodes de perfectionnement dans les mêmes écoles avec participation aux manœuvres; 5) un cours d'organisation méthodique (dans des écoles spéciales) suivi d'un stage pratique pour les jeunes gens les mieux doués et les plus actifs des deux sexes.

#### *La préparation première.*

Elle s'étend aux adolescents et adolescentes, ainsi qu'aux enfants à partir de l'âge de huit ans. Elle a pour but de former des êtres sains, vigoureux, habiles, à caractère fortement trempé, entièrement dévoués à la cause prolétarienne. Comme moyens: des jeux en masse, la gymnastique libre, la pratique des sports généraux et la participation aux tâches économiques d'intérêt public.

L'instruction générale marche de pair avec le développement physique. Tous les illettrés apprennent à lire et à écrire. La préparation première donne aux jeunes gens les connaissances économiques et sociales indispensables à l'œuvre d'édition communiste, élève leur niveau politique et en fait des défenseurs conscients de l'organisation de la République Soviétique.

Le plan général du développement physique et de la préparation première est déterminé par le Conseil Supérieur de Culture physique de la République. Il comprend, selon l'âge des élèves, trois programmes distincts: un pour les enfants de 8 à 14 ans; un autre pour les adolescents de 14 à 16 ans, et un troisième pour ceux de 16 à 18 ans. Les études ont lieu durant les heures des classes ou dans la soirée, après l'école. Pour les plus jeunes élèves ainsi que pour ceux d'âge moyen, elles se font pendant la journée, dans les centres sportifs de la P. M. O. La préparation première, outre le développement physique, comporte un programme de 180 heures pour l'instruction des enfants et des adolescents illettrés et un autre de 96 heures pour l'éducation politique.

#### *2. L'instruction militaire.*

Elle comprend l'instruction générale, la formation politique et la théorie de l'art militaire. Elle a pour but de préparer à leur rôle de futurs guerriers les adolescents (jusqu'à 18 ans) préalablement fortifiés par un entraînement physique approprié.

Le programme du développement physique et de la préparation première terminé, les adolescents des deux sexes suivent un cours d'instruction militaire de 96 heures, où on leur enseigne le maniement des armes ainsi que le service de liaison. Le cours comporte un mois et demi d'exercices militaires aux points spéciaux de la P. M. O. Les élèves se consacrent à ces exercices après leur travail quotidien, à leurs heures de loisir; les occupations sont journalières, avec répétition générale chaque dimanche. L'espacement des points d'instruction de la P. M. O. est calculé de façon à permettre aux adolescents de se rendre à leur point d'affectation en une heure au maximum.

### 3. La période supplémentaire.

Elle a pour objet d'affermir les connaissances militaires précédemment acquises; de consolider l'instruction générale, la formation politique des jeunes gens qui passent successivement par l'école de section, l'école de peloton, l'école de compagnie et l'école de bataillon; enfin, de créer la discipline révolutionnaire nécessaire pour l'accomplissement des tâches militaires et économiques, ainsi que pour la participation aux tâches sociales de toutes sortes qui incombent à la République Soviétique.

Sont astreints à la période supplémentaire, les jeunes gens âgés de 18 ans qui ont suivi le programme de 96 heures (dans la période de transition au système des milices, on appelle les jeunes gens à partir de 17 ans). Les occupations ont lieu dans les écoles de la P. M. O. qui remplacent ainsi pour les travailleurs les casernes de l'ancien régime. Le cours, qui comprend la théorie et la pratique de l'art militaire, est en même temps social et politique; sa durée est de 28 jours. Le programme comporte 280 heures d'occupations. A ce programme figurent des manœuvres exécutées en plein champ immédiatement après les 28 jours passés à l'école, ainsi que des manœuvres d'un jour effectuées sur tous les points de la Russie Soviétique pendant la journée du 10 Mai, fête traditionnelle de la P. M. O.

## II. La préparation militaire et économique des instructeurs.

Le système des milices soviétiques c'est l'organisation du peuple des travailleurs à l'aide du parti communiste russe, de l'union communiste russe de la jeunesse, des syndicats et de tous les organes gouvernementaux, en vue de l'accomplissement des tâches militaires, économiques, intellectuelles et politiques qui incombent à l'Etat soviétique, ainsi que la militarisation de la population dans le but d'établir partout l'unité de volonté et par suite l'unité d'action.

Dans ce but, la P. M. O. forme un contingent spécial d'instructeurs chargés de diriger toutes les tâches de la République dans les domaines: militaire, économique, politique et intellectuel.

La préparation de ces instructeurs se fait par l'organisation d'un réseau d'écoles, basée sur les principes suivants: 1) polytechnique;

2) l'esprit de suite dans le programme d'instruction; 3) l'alternance de chaque stade d'instruction, avec un stage de production; 4) la fixation, pour chaque type d'école, d'un ordre rigoureux dans l'alternance des périodes d'instruction théorique et de stage pratique. Les écoles de la P. M. O. sont des laboratoires d'où sortent les procédés, les méthodes d'instruction nécessaires par les tâches militaires, politiques, économiques et civilisatrices de la République Soviétique.

### 1. Ecole pour la formation des officiers supérieurs.

Ces écoles sont destinées à la formation générale des instructeurs, dont les meilleurs, après une préparation spéciale, seront appelés aux fonctions d'adjoints aux chefs de pelotons. Pour assurer l'entrée dans ces écoles des jeunes gens les plus conscients au point de vue politique, les plus capables et les mieux préparés, on sélectionne durant la période de préparation première les meilleurs élèves de chaque escouade, section, peloton, compagnie, auxquels on confie les fonctions d'adjoints aux instructeurs, des unités précitées. En outre, pendant la période de préparation première et d'instruction militaire, on forme avec les éléments les plus conscients et les plus actifs de chaque section, peloton, compagnie, bataillon des unités modèles, à raison de une par trois unités ordinaires. Ainsi pour trois escouades, une escouade modèle, pour trois sections, une section modèle, pour trois pelotons, un peloton modèle, etc. Le contingent des unités modèles se recrute surtout parmi les membres de l'Union Communiste de la Jeunesse, formée des éléments les plus conscients et les plus actifs. Parmi ces derniers, on opère une sélection.

Le programme est de quatre mois et comporte 800 heures de travail. En sortant de ces écoles où ils ont subi une forte préparation, les élèves connaissent à fond, non seulement la technique de l'art militaire, mais encore l'organisation politique du travail; aussi sont-ils tout désignés pour des postes importants dans l'œuvre de réorganisation économique de la République Soviétique. Chacun des 93 territoires régimentaires de la République possède une école du 1er degré.

### 2. Cours d'instructeurs-organisateurs pour les sports et la préparation première.

Ces cours sont destinés à former, dans le domaine économique aussi bien que dans le domaine militaire, des commandants et des instructeurs qui seront les agents du pouvoir chargés de veiller à l'application des mesures gouvernementales dans les domaines: militaire, économique, politique et intellectuel. Le programme de ces cours combine l'instruction générale avec l'instruction politique, militaire et la préparation au travail. Il est établi de telle façon que les jeunes gens auront non seulement les connaissances théoriques, mais aussi la préparation pratique nécessaires pour l'accomplissement de leur rôle de futurs organisateurs, instructeurs et direc-

teurs. Aussi le cours est-il fractionné en deux parties: la préparation théorique et la préparation pratique. Celle dernière consiste en exercices pratiques avec les adolescents de la préparation première et de l'instruction militaire. Le cours est suivi d'un stage dans les fabriques, usines et économies soviétiques.

### 3. Les écoles supérieures.

Les écoles supérieures d'instruction militaire, de développement physique et de préparation politique sont destinées à former des organisateurs en chef, des officiers et des administrateurs supérieurs pour le front de guerre et le front de travail, ainsi que des agents supérieurs du pouvoir soviétique dans les domaines: militaire, politique et économique. Y sont admis les meilleurs élèves-officiers des écoles du 2<sup>e</sup> degré.

#### 4. La préparation en masse des instructeurs.

Concurrentement avec la formation des instructeurs dans les écoles, la préparation en masse des adjoints aux instructeurs subalternes se fait directement, parmi les adolescents astreints à l'instruction militaire obligatoire, au moyen de la création d'unités modèles (d'une escouade jusqu'à un régiment) et de la sélection, dans ces unités, des éléments les plus aptes à remplir les fonctions d'aides-instructeurs. De même, sans les distraire de leurs occupations pour les faire travailler dans des écoles ou à des cours, on prépare aux fonctions d'instructeurs en chef les communistes, les syndiqués et les membres de l'Union Communiste de la Jeunesse.

#### 5. Préparation de la jeunesse scolaire aux fonctions militaires.

La formation du commandement moyen dans toutes les écoles primaires, professionnelles et techniques, ainsi que dans tous les établissements d'enseignement supérieur et dans toutes les écoles du 2<sup>e</sup> degré, est assurée par l'insertion au programme de: ces écoles de la théorie et de la pratique de l'art militaire; la formation d'un chef de section comporte 180 heures de théorie et 2 mois de pratique; celle d'un chef de peloton, 240 heures de théorie et 2 mois de pratique; celle d'un commandant de compagnie, 300 heures de théorie et 6 mois de stage pratique.

#### Organisation de la P. M. O.

D'après l'organisation de la P. M. O., la République est divisée en territoires régimentaires. Selon la densité et les occupations de la population, chaque territoire englobe de un à deux gouvernements, un ou plusieurs centres de production.

#### Centres de production.

Les organes des territoires régimentaires dirigent la préparation première, l'instruction militaire générale, ainsi que la préparation des instructeurs subalternes. Le territoire régimentaire se divise en territoires de bataillon et ces der-

niers en secteurs de compagnie et de peloton. La réunion de plusieurs territoires régimentaires constitue une circonscription militaire de la P. M. O. Les circonscriptions englobent de 4 à 15 gouvernements et embrassent des territoires ressortissant aux circonscriptions militaires actuelles. Le territoire régimentaire est divisé en 3 territoires de bataillon, 9 secteurs de compagnie et 27 secteurs de peloton. Chaque secteur de peloton renferme un certain nombre de points de préparation militaire générale, espacés les uns les autres de 5 verstes. Ces points sont actuellement au nombre de 28.000.

Chaque territoire régimentaire ou secteur a à sa tête un commandant. Les hauts postes sont réservés aux communistes, qui ont passé par les cours supérieurs ou moyens de la P. M. O. Les autres fonctions importantes dans l'œuvre de la préparation militaire générale, sont également remplies par des communistes.

La population apte au service armé de chaque territoire régimentaire doit, en cas de guerre, fournir 3 régiments de 3 bataillons chacun, pour la formation desquels on entretient, en temps de paix, les cadres permanents d'un régiment d'infanterie territoriale. Ces cadres ont à leur tête un commandant. Les citoyens appelés sous les drapeaux, sont tenus à l'époque fixe d'accomplir, sous la direction de ces cadres, des périodes supplémentaires d'instruction, destinées à renouveler et à compléter leur connaissances militaires.

Dans tous les territoires régimentaires, il existe des sections de culture physique et de préparation première pour le développement physique de la population et la préparation des futures recrues. Des maîtres de gymnastique et de sport, ainsi que des instructeurs militaires spéciaux, sont affectés à ces sections. Ils ont des adjoints élus parmi les chefs d'escouade, de section, de peloton et de compagnie. L'instruction militaire de la population est assurée par les cadres territoriaux de la P. M. O.

Actuellement, les cadres des armes spéciales (artillerie, cavalerie, génie, aviation, etc.) sont en voie d'organisation. La préparation première comprend l'école du soldat, l'école de section, l'école de peloton et l'école de compagnie. Elle s'effectue dans les centres sportifs spécialement organisés à cet effet, dans les villes et les rayons usiniers. Dans les localités de moindre importance qui n'ont pas encore de centres sportifs, la préparation première a lieu aux points de la P. M. O. Tout centre sportif se compose d'une école de la P. M. O., école de culture physique et de sport, d'une cour pour les exercices de gymnastique et les jeux sportifs, et de trois stations: une pour le sport nautique, une pour le ski et une pour le patinage. Aux centres sportifs ont été rattachés les anciennes sociétés et clubs sportifs, dont la tâche est maintenant de préparer leurs membres au rôle de maîtres de gymnastique et de professeurs de sport. Chaque centre sportif a à sa tête une instruction étatique: le soviet, représenté par un administrateur pour la gestion purement économique, un agent politique pour l'éducation politique, et un instructeur organisateur pour la culture physique. Aux côtés de la direction su-

périeure étatique fonctionne un conseil électif d'administration autonome duquel en sont ressortissantes la vie et l'activité des organisations, organismes et institutions rattachées à la P. M. O. Le plan de l'instruction militaire, de la préparation première et du développement physique, ainsi que celui de l'organisation des milices sont déterminés par la Direction Suprême de la P. M. O. qui en assure la réalisation.

### Des tâches de la P. M. O.

Dans la réalisation de ses tâches, la P. M. O. se base sur le système des tâches urgentes. L'Etat soviétique est actuellement l'état des travailleurs qui s'assignent la tâche imposée par le cours des événements, la tâche du moment. La P. M. O. également adapte constamment son activité à la tâche fondamentale mise à l'ordre du jour, à chaque moment donné, par le pouvoir soviétique.

La tâche fondamentale, immédiate de la P. M. O. est la création des forces armées de la république d'après le système des milices territoriales. L'ancienne armée permanente, avec le régime de la caserne, ainsi que l'Armée Rouge actuelle, doivent faire place à une armée et à une flotte basée sur le système des milices, ne comprenant en temps de paix que des cadres peu nombreux et les effectifs indispensables pour la couverture des frontières et le service d'ordre intérieur, et réunissant en temps de guerre, le peuple tout entier sous les armes, dans le but de sauvegarder la paix et de protéger le travail pacifique. Mais cette tâche fondamentale de la P. M. O. n'est actuellement réalisée que dans la mesure où le permet la guerre, que la Russie Soviétique soutient contre les défenseurs et les agents de l'impérialisme et du capitalisme mondiaux. La P. M. O. a de plus à résoudre toute une série d'autres problèmes imposés par les conditions de la vie économique et intellectuelle du pays.

L'une des tâches actuelles les plus importantes de la P. M. O. est la diffusion des lumières de l'instruction. Toute l'organisation, tout l'appareil administratif et économique, tout le personnel enseignant de la P. M. O. participent à l'accomplissement de cette tâche. La suppression de l'ignorance est un adjoint de la P. M. O., dans l'accomplissement de ces tâches; aussi entre-t-elle dans le programme d'action de cette dernière. Toute mobilisation pour la préparation première et l'instruction militaire devient en même temps une mobilisation pour la suppression de l'ignorance. Chaque recrue, lorsqu'elle reçoit les premiers éléments d'instruction militaire, apprend en même temps à lire et à écrire. Aussi la P. M. O. a-t-elle un représentant dans la Commission Extraordinaire pour la lutte contre l'ignorance.

Une autre tâche de la P. M. O. c'est l'organisation du front du travail. L'utilisation juste et rationnelle des forces de millions d'êtres humains, en vue d'un travail vraiment productif, ne peut être obtenue qu'au moyen d'une organisation ad hoc. Cette dernière doit être construite de façon à donner une économie de main-d'œuvre et, par

la précision de son mécanisme, à relever la productivité du travail. Elle doit être basée sur le calcul exact de toutes les forces, dont la mobilisation et l'organisation doivent être effectuées en accord avec le plan de reconstruction soviétique. Pour cela, il est nécessaire de préparer les instructeurs capables de diriger le travail, dans les domaines économique, militaire ou dans toute autre branche. Quant aux cadres territoriaux de la P. M. O., ils doivent former des détachements de travail, selon les circonstances et dans la mesure où l'exigent les conditions économiques du pays. Cette organisation des détachements de travail pour l'accomplissement des tâches économiques est réalisée par les cadres territoriaux, sur les plans élaborés en commun par les comités de travail et les organes de la P. M. O.

À la P. M. O. incombe également la tâche de lutter contre les fléaux et calamités publiques. On ne peut parer à ces calamités que par une action, rapide, énergique et méthodique, des masses organisées et dirigées par des chefs intelligents et actifs. La P. M. O. est seule en mesure d'organiser cette lutte en masse, parce que seule elle dispose d'un appareil englobant la population tout entière. Seule également, elle peut préparer les hommes appelés à diriger cette lutte.

Aussi les organes locaux de la P. M. O., sans attendre les calamités publiques, telles que: incendies de forêt, explosions, inondations, sécheresses, épidémies, épizooties..., etc., élaborent-ils de concert avec les autres organes du pouvoir local, le plan de secours et les moyens de lutte contre ces calamités.

L'une des tâches les plus importantes de la P. M. O. est actuellement l'instruction militaire de l'ouvrière. Jusqu'à l'heure actuelle, il y a eu environ 50% des forces ouvrières qui n'ont pas été utilisées pour la défense de la Russie Soviétique et pour la guerre au capital mondial. La P. M. O. a soulevé la question de la participation des femmes aux tâches militaires; elle a été soulevée dans sa proposition par le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. Maintenant l'ouvrière subit aussi une préparation militaire. La P. M. O. entre en rapports avec la section féminine du parti communiste russe et élabore une série de mesures, dont le but est de faire participer les jeunes filles de 16 à 18 ans, aux sports et à la gymnastique. Les ouvrières âgées de plus de 18 ans doivent dans une large mesure, par l'intermédiaire des sections de travail, participer en qualité de volontaires à l'œuvre de la P. M. O., dans le but de s'initier à l'administration militaire, au travail saitaire, au service de liaison et (au cas où elles en feront la demande expresse) au maniement du fusil et au tir à la mitrailleuse.

### La collaboration des organes du parti et des diverses institutions à l'œuvre de la P. M. O.

L'immense travail de la P. M. O., au sein de la population laborieuse tout entière de la Russie Soviétique s'effectue avec la participation immédiate des organes du parti communiste russe, de l'union communiste de la jeunesse et de toutes

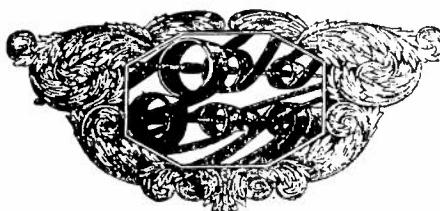
leurs sections (section de propagande rurale, section féminine, etc...) et avec le concours des organismes gouvernementaux (Commissariat de l'Instruction Publique, de l'Hygiène, etc...) centraux et locaux. Nous avons exposé précédemment la part que prennent les organisations du parti et l'Union communiste de la jeunesse dans l'œuvre de la préparation militaire obligatoire. C'est à elle qu'incombe tout le travail politique dans les circonscriptions de la P. M. O. Ce travail est effectué par des agents politiques nommés par lesdites organisations et qui sont affectés à l'instruction politique des adolescents dans les clubs sportifs, les bataillons de marche, etc... Il est assuré sur une échelle encore plus large par les noyaux communistes qui doivent couvrir du réseau serré l'immense masse des adolescents astreints à la préparation militaire. Nous avons fait ressortir plus haut toute l'importance que présente pour la P. M. O. la collaboration du Commissariat de l'Instruction Publique, du Commissariat du travail et des autres institutions. Il convient d'ajouter que l'œuvre du développement physique se fait sous le contrôle de docteurs spécialistes nommés par les sections locales du Commissariat de l'Hygiène et formant près les centres sportifs des commissions médicales où entrent également des pédagogues et des représentants de la P. M. O.

*Influence de la P. M. O. sur les conditions d'existence et les coutumes.*

Comme nous venons de l'exposer, la P. M. O. à laquelle incombe la tâche immense de préparer les défenseurs de la République Soviétique, déve-

loppe, fortifie le corps et l'esprit de la population, mène une lutte énergique contre la désorganisation économique et les calamités publiques, corrige en quelque sorte la vie elle-même à laquelle elle imprime une nouvelle direction. Tout cela ne peut manquer d'influer sur les conditions générales d'existence, sur les mœurs. La P. M. O. qui, de la masse informe, extrait la nouvelle génération pour lui donner une préparation militaire, inculque en même temps à cette dernière une conscience claire et juste de ses devoirs civiques. Et ainsi la P. M. O. est l'arme la plus efficace de lutte contre la spéculation, dont le déséquilibre économique pendant la période de transition a été la cause principale. Par la diffusion des lumières de l'instruction, la P. M. O. supprime les préjugés de la masse sur le corps humain. En attirant la jeunesse des villes et des campagnes à la gymnastique et au sport, la P. M. O. apprend à ne pas mépriser le corps, à ne pas en avoir honte, mais à le considérer comme l'expression la plus parfaite de la beauté. En outre, en développant tous les genres de sport: équitation, natation, canoë, patinage, course à pied, ski, la P. M. O. introduit, pourrait-on dire, la rapidité sous toutes ses formes dans la vie des travailleurs. Et cela ne laisse par d'influer sur le moral: la génération actuelle devient plus énergique, elle va irrésistiblement de l'avant; et ainsi se développe cette ardeur de vie si caractéristique de notre époque, de cette époque appelée, à réaliser les aspirations séculaires de l'humanité et à instaurer le règne de la raison, de la justice et du bonheur.

N. PODVOÏSKY



# L'INTERNATIONALE DES SYNDICATS ROUGES

A. LOSOVSKY.

## AMSTERDAM, MOSCOU, LONDRES

La vive effervescence qui se manifeste au sein des masses ouvrières d'Europe a accentué à l'extrême la crise du mouvement syndical international. Déjà, au cours de la guerre, les social-patriotes de chaque parti belligérant avaient tenté de créer leurs propres Internationales syndicales, mais, comme on le sait, ces tentatives avaient complètement échoué. Dès que la guerre eut pris fin et que les dirigeants chauvins commencèrent à sentir sur eux la pression des masses, ils entreprirent de reconstruire l'Internationale syndicale, détruite par la guerre et par leur trahison. C'est dans ce but qu'ils réunirent à Berne, en février 1919, une conférence qui prépara la convocation du congrès international des syndicats à Amsterdam.

Ce congrès, tenu en fin juillet, posa les bases de l'organisation, connue sous le nom d'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Parmi les fondateurs du nouvel édifice nous retrouvons nos vieilles connaissances: les social-patriotes des différents pays, qui pendant toute la guerre s'efforcèrent uniquement de faire des ouvriers les instruments dociles du capital national. Sous ce rapport, comme sous tous les autres, le congrès était la copie exacte de la II<sup>e</sup> Internationale, dont le grand malheur est de compter dans ses rangs trop de chauvins mais trop peu de socialistes.

Le conflit des points de vue nationaux qui domina tout le congrès fut un obstacle à la marche des travaux. Les Belges et les Français exigeaient, en qualité de vainqueurs, que les vaincus,—en l'occurrence, les syndicats allemands et autrichiens—reconnussent leur faute; quant à eux, ils persistaient à considérer leur attitude comme irréprochable, puisqu'ils avaient lutté «pour la civilisation, le progrès et la démocratie». A lire les protocoles, froids, insipides de ce congrès, à voir le fond de nationalisme sauvage qui perce sous cette phraséologie élégante, on se sent envahi d'un dégoût profond. Le représentant de la Belgique attaque furieusement, celui de l'Allemagne défend; les Gompers, les Jouhaux et les Appleton, ces laquais du pouvoir bourgeois, trônent en qualité de juges et d'experts et décident si la tactique des syndicats allemands a été conforme

ou non aux principes de la solidarité internationale. Sassenbach prend la parole et dans un langage empreint d'une circonspection extrême déclare: «les syndicats allemands ont toujours reconnu qu'une grande injustice avait été commise à l'égard de la Belgique; mais ils étaient persuadés que l'Allemagne ne faisait que se défendre; s'ils avaient su qu'il n'en était pas ainsi, ils n'auraient pas manqué de s'élever énergiquement contre la guerre». Après avoir montré que le défaut d'information de part et d'autre fut la cause fondamentale d'une série de fautes, Sassenbach termine ainsi: «Tout ce qui a été fait, l'a été dans le but de servir les intérêts vitaux du peuple allemand et sans la moindre intention de commettre une injustice à l'égard des ouvriers des autres pays et de violer ainsi nos obligations internationales». Cette déclaration déchaîna une tempête d'indignation parmi les délégués allemands; une partie de la délégation désavoya Sassenbach, alors que le Congrès votait la résolution si-dessous:

«Etant donné que la tâche principale du Congrès International des syndicats est la restauration de l'Internationale Syndicale, dans le but de rendre impossible à l'avenir la répétition d'événements analogues à ceux qui se sont produits à la veille de la guerre et pendant la guerre elle-même, le Congrès, après avoir pris connaissance de la déclaration des représentants de la délégation allemande, prend acte des regrets qui y sont exprimés et passe à l'ordre du jour».

Cette résolution était destinée à justifier la politique des patriotes de l'Entente et à condamner celle des patriotes allemands; mais lorsque la comédie d'Amsterdam eut pris fin, la Commission Générale d'Allemagne annonça cinq jours plus tard qu'elle «declinait toute responsabilité pour la déclaration de Sassenbach».

Mais les social-patriotes alliés, ces dignes émules des diplomates de Versailles après avoir arraché à leurs collègues allemands une déclaration hypocrite, ne cessèrent de leur faire sentir qu'ils étaient les vaincus; ils firent échouer la candidature de Leghien à la vice-présidence, bien que ce dernier soit de beaucoup supérieur à des

hommes comme Jouhaux et Appleton. Leghien refusa alors de faire partie du bureau. Les social-patriotes alliés offrirent sa place à Guber, leader des syndicats autrichiens, mais celui-ci, par solidarité avec les Allemands, la refusa en disant: «Nous souffrons ensemble et nous resterons ensemble».

C'est dans cette atmosphère de nationalisme exacerbé que le congrès vota une résolution relative à la participation à la conférence de Washington et à la socialisation. La commission de la socialisation proposa et le congrès approuva la résolution remarquable suivante que nous reproduisons in-extenso:

«La commission invite le congrès à se prononcer dans le sens que la désorganisation économique, déterminée par la guerre, prouve que le capitalisme est incapable d'organiser la production indispensable à la vie des masses. Reconnaissant pour les ouvriers en général et pour les ouvriers organisés en particulier l'immense utilité du travail des syndicats, le congrès déclare que ceux-ci sont le postulat et la base de la réalisation de la socialisation et que le prolétariat de tous les pays doit concentrer tous ses efforts et toute son activité sur la socialisation des moyens de production.

«Dans ce but, le congrès invite le bureau de la Fédération Syndicale Internationale à rassembler tous les matériaux et données relatifs aux résultats de la socialisation dans les pays où cette dernière a été réalisée dans une branche quelconque de l'industrie et à les faire connaître aux organisations syndicales centrales des différents pays.

«La commission propose au Congrès de déclarer que la socialisation de la production et l'avènement de la prospérité générale et individuelle ne sont possibles que par l'application d'un système de production normale scientifiquement organisée, progressive. A cette condition seulement, la socialisation sera ce qu'elle doit être, à cette condition seulement, elle sera possible» (1).

Cette résolution nous apprend beaucoup de choses intéressantes, notamment que la socialisation n'est pas une mauvaise chose quand «elle est organisée régulièrement et scientifiquement», que c'est une tâche compliquée à laquelle il ne faut se prendre qu'avec la plus extrême prudence. Le congrès, qui prétend diriger le mouvement syndical du monde entier, s'est borné à dire qu'il fallait attirer l'attention des ouvriers sur la question de la socialisation et à charger la Fédération Syndicale Internationale de «rassembler» les matériaux relatifs à cette question, oubliant d'indiquer la manière de réaliser ladite socialisation. Ce silence n'a rien de fortuit. Le congrès n'avait rien à dire à ce sujet, car tout a déjà été dit sur la collaboration des classes dont les ouvriers ne veulent plus entendre parler. Il fallait donc, au moyen de termes scientifiques sur la «production progressive continue» faire adopter la renonciation à la lutte pour le socialisme. Ce tour de prestidigitation fut exécuté avec l'adresse propre à ces messieurs et qu'il ne vint à l'idée de per-

sonne que la Fédération Syndicale Internationale était tenue de lutter pour la socialisation, que sa tâche était une tâche de combat, le congrès la chargea de rassembler des matériaux sur la question. Il est donc bien clair que l'organisation que l'on a créée là n'est pas une organisation de lutte révolutionnaire de classes, mais, dans l'hypothèse la plus favorable, une nouvelle boîte aux lettres. Le fait que la Fédération Syndicale Internationale n'est point une organisation de combat, n'en plus qu'une organisation de classes est confirmé par ses statuts.

Le programme de la Fédération Syndicale Internationale, tel qu'il est fixé par les statuts, peut se résumer ainsi:

- a) Echange des renseignements importants pour le mouvement ouvrier
- b) Rassemblement et classification des données statistiques.
- c) Réalisation des principes de la solidarité internationale des travailleurs.
- d) Concours (sur la demande des centres syndicaux intéressés) à la propagande syndicale dans les pays adhérent à la Fédération.
- e) Arbitrage en cas de désaccords au sein du mouvement.
- f) Développement du mouvement syndical dans les pays n'adhérant pas à la Fédération.
- g) Rassemblement de matériaux sur la législation sociale de tous les pays et propagande pour l'amélioration et l'application pratique, dans tous les pays, de la législation sociale.
- h) Réglementation de l'émigration et de l'immigration conformément aux intérêts des syndicats.

ii) Conclusion de contrats réglant dans l'intérêt des syndiqués, les conditions du passage d'un syndicat d'un pays donné dans le syndicat correspondant d'un autre pays.

ii) Publication d'une revue internationale.

Ce programme d'action rédigé, ses auteurs eux-mêmes ont dû être pris d'un doute sur son actualité, car ils y ont ajouté un paragraphe intitulé: «Du but de la Fédération Syndicale Internationale». Quel est donc ce but? Après la guerre sans exemple dont ils ont été les témoins, après l'avènement de la révolution sociale, voici les tâches que les dirigeants du mouvement syndical assignent à une organisation telle que l'Internationale syndicale:

- 1. Appui aux organisations affiliées dans le but de les aider à sauvegarder leurs intérêts et à réaliser leurs aspirations nationales et internationales.
- 2. Appui au mouvement syndical, national et international, dans les pays n'ayant pas encore adhéré à l'union internationale.
- 3. Application d'un système d'action unique dans toutes les questions touchant les intérêts généraux des syndicats.
- 4. Lutte contre l'organisation internationale des briseurs de grèves.
- 5. Création de moyens susceptibles d'assurer la réalisation des buts précités ainsi que des autres buts syndicaux exposés dans les précédents paragraphes du présent statut.

(1) Voir *Correspondenzblatt*, N° 32 (9 août 1919).

Voilà tout ce que MM. Leghien, Jouhaux, Appleton, Oudgeest, Törberg et les autres leaders de mouvement syndical de l'Europe occidentale ont trouvé à dire sur les tâches des syndicats et de l'état-major syndical. Comment se fait-il que deux congrès et une conférence auxquels participaient les dirigeants syndicaux les plus en vue d'Europe et d'Amérique, aient pu donner naissance à un programme d'action de ce genre? Notez que les statuts-passent, intentionnellement, sans silence la question du socialisme. Même le mot «socialisme» ne se rencontre nulle part; les statuts sont rédigés dans leur ensemble de telle façon qu'ils pourraient être adoptés par n'importe quelle organisation sportive ou association internationale pour la lutte contre le choléra asiatique. Ce programme incolore, est l'image fidèle du confusionnisme qui règne au sein du mouvement syndical dans tous les pays. Que pouvaient bien dire, en effet, sur le socialisme ou sur la lutte de classes des gens qui se sont faits, chacun dans son pays, un devoir de préconiser la collaboration des classes? Que pouvait dire sur la lutte de classes Leghien, le théoricien des comités mixtes paritaires d'ouvriers et de patrons, si répandus en Allemagne (Arbeitsgemeinschaft)? Qu'aurait pu dire sur la révolution et sur la lutte révolutionnaire l'ex-syndicaliste révolutionnaire, Léon Jouhaux, secrétaire de la Confédération Générale du Travail, devenu maintenant le laquais des divers gouvernements bourgeois qui se succèdent en France? Des gens de cette sorte, faisant preuve d'une si louable activité dans leurs pays respectifs, ne pouvaient évidemment créer qu'une société de chasse au lapin ou tout au plus un bureau de poste international.

Après la fondation d'une aussi remarquable institution, les leaders, comme nous l'avons vu plus haut, examinèrent la question de la participation à la conférence de Washington convoquée par la Société des Nations. Le Congrès décida d'y prendre part, mais à la condition que les représentants des syndicats des pays vaincus y seraient admis. La conférence de Washington (octobre 1919), dont la convocation avait été fixée par le traité de Versailles, était, on le sait, composée des représentants des différents gouvernements, ainsi que des délégués du patronat et du salariat. Pourquoi les syndicats y participeraient-ils? Nous en trouvons l'explication dans une décision de la Confédération Générale du Travail de France, et comme les social-patriotes français sont passés maîtres en l'art d'exposer la tactique de la collaboration de classes et de masquer leur trahison d'une phraséologie élégante, nous leur cérons la parole, comme aux plus talentueux des avocats de l'Internationale d'Amsterdam. Après avoir élu pour le représenter à la conférence de Washington Jouhaux auquel il donna comme «conseillers techniques» Dumoulin, Bidegaray, Lenoir et Jeanne Bouvier, l'Exécutif de la Confédération Générale du Travail de France vota une longue résolution dans laquelle nous lisons:

«Maintenant la critique formulée par son représentant à la Commission du Travail de la Conférence de paix, et poursuivant, de concert avec les autres organisations ouvrières nationales

la révision du traité de Versailles, la Confédération Générale du Travail ira à Washington avec la ferme intention de réaliser l'organisation internationale du travail, basée sur les revendications prolétariennes exposées à la conférence syndicale internationale de Berne.

«Fidèle aux principes adoptés dans les conférences tenues durant la guerre, principes qui ont trouvé leur expression définitive à Berne, l'organisation prolétarienne française proclame la nécessité de l'unification des conditions du travail dans tous les pays et de la *réalisation du minimum de justice et de garanties pour les ouvriers* (A. L.).

«Le prolétariat organisé de l'internationale a déclaré, — ce que les gouvernements et les diplomates ont dû reconnaître — que l'application de ce principe est la condition indispensable d'une paix durable. L'équilibre du monde est impossible, si les ouvriers de tous les pays ne jouissent pas de droits égaux et ne se trouvent pas dans la même situation.

«Telles sont les thèses qui ont reçu l'approbation des centres syndicaux des différents pays et que la Confédération Générale du Travail développera à Washington. Déléguant ses représentants à cette conférence, le prolétariat français n'est point mû par le désir d'entrer en contact avec les représentants des gouvernements ou des patrons; il ne fait qu'exprimer la volonté nette des ouvriers du monde entier de prendre une part active et de jouer un rôle décisif dans le nouvel organisme international sur le fonctionnement duquel les travailleurs se proposent d'exercer un contrôle réel et permanent.

«D'autre part, le prolétariat français n'oublie pas que l'organisation internationale du travail est indissolublement lié à l'existence de la Société des Nations qu'il considère, en accord avec le prolétariat de tous les autres pays, comme absolument nécessaire et capable, grâce aux efforts combinés de tous les peuples et des masses ouvrières organisées, de mettre fin pour toujours aux conflits militaires et économiques.

«La conférence internationale de Washington est la première manifestation de l'activité de la Société des Nations; aussi les ouvriers ne peuvent-ils s'en désintéresser et trouvent-ils une première satisfaction en voyant l'admission à la conférence des pays hier encore ennemis, à constater qu'ils ont réussi à obtenir la réalisation d'une de leurs idées: la réconciliation de tous les peuples unis par la communauté d'action sur le terrain du progrès, de la justice et de la paix.

«La Confédération Générale du Travail luttera, de concert avec l'Internationale ouvrière, pour la reconnaissance des droits du Travail dans tous les pays et de la liberté d'action de tous les prolétaires (y compris les prolétaires russes) unis dans un désir commun: celui de l'émancipation internationale du Travail».

Les dirigeants de la Confédération Générale du Travail avaient, durant la guerre, débité pas mal de sottises, mais cette fois ils se sont surpassés eux-mêmes. A nos yeux, ouvertement et d'une façon qui ne permet aucune équivoque, les syndicats sont rattachés à la Société des

Nations à laquelle on reconnaît plus de vertus que n'avait osé lui attribuer au plus fort de ses boniments, ce type de parfait hypocrite qui a nom Wilson.

La «victoire» remportée par l'Internationale d'Amsterdam sur la Société des Nations et qui se traduisit par l'admission, en principe, des syndiqués austro-allemands à la conférence de Washington, était des plus douteuses! les organisateurs de la conférence s'arrangèrent pour que Leghien, qui brûlait d'y assister, ne put aller à Washington; en revanche, le principe de l'égalité était observé et la «classe ouvrière» satisfait. La conférence de Washington, comme on le sait, élabora un long programme de législation ouvrière, dont la tendance était de conférer aux patrons et aux ouvriers des pays les plus arrêtés les droits et avantages dont jouissaient leurs frères dans les pays à journée de travail réduite. Le seul résultat palpable de toutes les parolotes de Washington fut la création du Bureau International du Travail qui fut définitivement constitué en janvier 1920. Actuellement la composition de ce Bureau est la suivante:

Représentants du patronat: Guérin (France), Maduserbank (Angleterre), Nodasz (Tchéco-Slovaquie), Schindler (Suisse), Carlier (Belgique) et Pirelli (Italie); tous, gros industriels et directeurs de grandes entreprises.

Représentants des syndicats: Jouhaux (France), Oudgeest (Hollande), Stuart Benning (Angleterre), Torberg (Suède), Leghien (Allemagne) plus un représentant de l'Australie; tous, adversaires déclarés de la lutte de classes et laquais de leurs gouvernements respectifs.

Représentants des gouvernements «neutres» baron De Planche (Italie), Sir Malcolm Daveling (Angleterre), comte De Eza (Espagne), Nagaiaka (Japon), Rufenacht (Suisse), Sekal (Pologne), professeur Maheim (Belgique), De Olveor (Argentine), docteur Leiman (Allemagne) et Bedel (Danemark).

Cette association internationale de gredins, qui s'était réunie, soi-disant, pour assurer le bonheur des ouvriers, de tous les pays, se choisit un chef dans la personne d'Albert Thomas, dont la spécialité, on le sait, est de traîner dans la boue les principes socialistes.

De quoi s'occupe donc le Bureau International du Travail, quelles sont ses fonctions? Comme on le sait il décida, en janvier 1920, l'envoi en Russie d'une commission d'enquête que devait accompagner un délégué de l'Internationale d'Amsterdam. La conférence maritime de Gênes qui tint ses assises du 15 juin au 15 juillet 1920 et se termina par un scandale retentissant (les représentants des marins anglais exigèrent l'expulsion des marins allemands) fut également son œuvre. Les résultats d'un mois entier de travail furent loin d'être satisfaisants même de l'avis de la Confédération Générale du Travail; en effet la journée de 8 heures fut repoussée par 48 voix contre 25... «Il fallait les deux tiers des voix», écrit à ce propos le rapporteur officiel de la Confédération Générale du Travail, «et ajouta-t-il mélancoliquement: il en manquait une». Le Bureau International du Travail s'occupe encore

de rassembler des matériaux et de publier des livres sur les questions de législation ouvrière; dans ce travail, comme l'a annoncé Albert Thomas au cours d'une réunion à Berlin, il s'appuie sur les syndicats. Pour se représenter ce qu'est ce bureau, dont le directeur ne touche que 220.000 francs (un million de marks) d'appointments par an, il ne sera pas inutile de lire ce qu'en dit un journal conservateur français dans son numéro du 25 septembre 1920:

«Le Bureau du Travail protège les ouvriers en leur assurant en tous pays, même dans ceux où leur organisation propre est imparfaite, un minimum de vie et des conditions humaines de travail. Il tend à développer les progrès de la législation sociale, il met les travailleurs à l'abri des réactions nationales; il leur assure tous ces profits par la voie pacifique, c'est-à-dire sans ces souffrances que représentent toujours pour les ouvriers les conflits du travail...»

Aux patrons, l'organisation internationale du Travail assure des avantages plus grands encore, car dans la plupart des pays industriels, les ouvriers pourraient obtenir eux-mêmes ce que leur procure le Bureau. Au contraire, en dehors d'une organisation internationale solide, les patrons n'ont aucun moyen d'échapper aux conséquences désastreuses des concessions que les ouvriers sont en mesure de leur arracher. Si, demain, cette organisation disparaissait, les patrons y perdraient infinité plus que les ouvriers. (souligné par nous).

Pour être vraiment efficace, l'Organisation Internationale du Travail a besoin de s'appuyer sur d'autres organisations de caractère privé, internationales comme elle. L'Internationale ouvrière existe (l'auteur fait allusion à celle d'Amsterdam). L'Internationale patronale commence à exister. Depuis quelques mois on constate partout un mouvement d'organisation et de concentration des patrons. Mais ce qu'il faut au Bureau International du Travail, c'est plus encore. C'est un esprit international; c'est une bonne volonté internationale, des peuples et des gouvernements. Et ce n'est presque pas une simple boutade que disait un jour M. Albert Thomas, roi des Belges. «Sire, l'internationale ouvrière, m'appuie, l'internationale patronale m'appuie, je fais appel à l'internationale des rois» (1).

Après cela, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle. Avec un flair merveilleux, le journaliste bourgeois a parfaitement saisi le point fort (au point de vue patronal) de ce Bureau, créé avec le concours de l'Internationale d'Amsterdam et auquel prennent, jusqu'à ce jour, une part des plus actives, les dirigeants de la Fédération Syndicale d'Amsterdam (Jouhaux, Oudgeest, Leghien, Torberg et autres). Quand, au cours des pourparlers avec le bureau des syndicats norvégiens, je dus signaler cette criminelle accointance, le président du Bureau, Lian me dit: «C'est l'affaire personnelle de chaque leader de participer ou non au Bureau International du Travail.» A quoi je répondis: «Si Lian travaillait à fabriquer de la fausse monnaie, est-ce que les ouvriers norvégiens considéreraient cela comme une

(1) *L'Humanité* (28 septembre 1920).

affaire personnelle ne regardant que lui seul? Non, évidemment. Pourquoi voulez-vous donc que nous considérons comme une affaire personnelle n'intéressant que les leaders du mouvement syndical international la fabrication par eux de fausse monnaie politique?» Ma comparaison fut jugée « extrêmement grossière et complètement dépourvue de tact ».

L'absence d'une Internationale Syndicale militante obligea les syndicats russes et les éléments révolutionnaires des autres pays à soulever la question de la création d'une véritable Internationale Syndicale. L'initiative, en l'occurrence, fut prise par les Russes. La première manifestation de l'activité des syndicats en cette matière fut l'appel du Comité Central des syndicats de Russie (10 octobre 1919) publié à l'occasion de la conférence de Washington et proposant la création d'un nouvel organe central des syndicats révolutionnaires. Après la décision du troisième congrès d'adhérer à l'Internationale Communiste, tous les éléments révolutionnaires d'Europe Occidentale comprirent qu'entre Amsterdam et les syndicats l'abîme est aussi profond qu'entre la II-e et la III-e Internationales. Le séjour en Russie, dans le courant de l'été 1920, des représentants des syndicats d'Angleterre, d'Italie, de Bulgarie, de France et de Serbie permit de transposer la question sur le terrain pratique. A la suite d'une série de conférences, un accord préliminaire fut signé dont les points fondamentaux peuvent se résumer ainsi:

1) La classe ouvrière doit concentrer toutes ses forces organisées en une puissante association révolutionnaire de classe, laquelle travaillant aux côtés de l'organisation du prolétariat communiste international et en union étroite avec cette dernière, disposerait de toutes les forces prolétariennes qu'elle pourrait au moment voulu, lancer dans la mêlée afin d'assurer le triomphe définitif de la révolution socialiste et l'instauration de la république soviétique mondiale.

2) Les classes possédantes font tous leurs efforts et prennent toutes les mesures pour étouffer le mouvement émancipateur des exploités.

3) A la dictature de la bourgeoisie, il faut opposer temporairement la dictature du prolétariat, qui, seule, peut écraser la résistance des exploités, assurer et consolider la conquête du pouvoir par les travailleurs.

4) La Fédération syndicale internationale d'Amsterdam par son programme et sa tactique est incapable d'assurer le triomphe des principes susmentionnés et, par suite, la victoire des masses prolétariennes dans tous les pays.

Aussi la conférence décida-t-elle:

1) De condamner la tactique de l'abandon des syndicats par les éléments révolutionnaires avancés; ceux-ci doivent, au contraire, s'efforcer par tous les moyens d'expulser des syndicats les éléments opportunistes qui ont collaboré et collaborent encore avec la bourgeoisie.

2) De poursuivre dans tous les pays, à l'intérieur même des syndicats, une propagande communiste méthodique, en créant, dans chaque orga-

nisation, des noyaux communistes et révolutionnaires, chargés de propager nos idées et de développer notre programme.

3) De créer un comité de combat International pour la réorganisation du mouvement syndical. Ce comité fonctionnera en qualité de Conseil Syndical international et agira de concert et en union étroite avec le Comité Exécutif de la III-e Internationale Communiste, sur des bases qui seront établies par le troisième Congrès.

La nouvelle organisation internationale des syndicats révolutionnaires ne pouvait se borner à cette déclaration; aussi prit-elle le soin de définir exactement, dans ses statuts provisoires, les buts qui avaient déterminé sa fondation.

Ces buts sont ainsi formulés:

1) Propagande et agitation intenses en faveur de la lutte de classes, de la dictature du prolétariat et de l'action révolutionnaire en masse, dans le but de renverser le régime capitaliste et l'Etat bourgeois.

2) Lutte contre le toxique de la collaboration des classes qui mène les forces du mouvement syndical international, en entretenant la croyance à la possibilité de passer pacifiquement du capitalisme au socialisme.

3) Ralliement de tous les éléments révolutionnaires du mouvement syndical international; lutte à outrance contre le Bureau International du Travail près la Société des Nations et contre le programme et la tactique de la Fédération Syndicale d'Amsterdam.

4) Organisation de campagnes internationales à l'occasion des événements importants de la lutte de classes, souscriptions au profit des grévistes, lors des grands conflits sociaux, etc...

5) Rassemblement de tous les documents, données statistiques et matériels sur le mouvement syndical international; information de toutes les organisations affiliées au Conseil International sur la situation dans les différents pays.

6) Publication de livres et de brochures sur les questions du mouvement syndical international.

Il suffit de comparer les statuts de l'Internationale d'Amsterdam avec ceux du Conseil International Syndical, ainsi que les résolutions votées à Berne et à Amsterdam, avec celles qui furent adoptées à Moscou, pour se rendre compte de l'opposition radicale des buts et des tâches, du programme et de la tactique de ces deux unions internationales. Le temps n'est plus aux équivoques, aux obscurités et aux réticences; or, c'est justement là-dessus que se basent tout le programme et toute l'activité de l'Internationale d'Amsterdam. Cette opposition radicale des deux organisations a été soulignée par le Conseil Syndical International dans son premier appel (1-er août), où nous lisons:

«La force de la bourgeoisie est non seulement dans sa conscience de classe, dans son organisation et dans sa compréhension profonde du caractère international de la lutte qui se déroule; elle est encore dans le fait que les masses populaires sont peu développées et n'ont pas d'éducation de classe et, tout particulièrement, dans l'appui que prêtent à la bourgeoisie dans sa lutte

contre les ouvriers, les organisations ouvrières elles-mêmes. C'est monstrueux, mais c'est un fait.

«Le nouvel état-major général du mouvement syndical révolutionnaire englobant déjà 8 millions d'adhérents, fait appel, en se mettant à l'œuvre, aux syndicats de tous les pays et les invite à rompre définitivement avec tous ceux qui poursuivent une politique criminelle de coopération avec la bourgeoisie et à se rallier sous l'étendard de la lutte de classes sans merci pour l'émancipation de l'humanité opprimée.

«Ce n'est pas la paix, mais le glaive que le Conseil International des syndicats professionnels et industriels porte à la bourgeoisie de tous les pays, et c'est là qu'il put définir l'essence de notre activité. Notre programme comporte le renversement révolutionnaire du régime bourgeois, la proclamation de la dictature prolétarienne, la lutte implacable sur une échelle internationale et nationale et l'union étroite avec l'Internationale Communiste.

«Que ceux qui estiment que la classe ouvrière peut donner une solution au problème social par voies de pourparlers et de compromis avec la bourgeoisie; que ceux qui pensent que la bourgeoisie remettra volontairement tout l'outillage industriel au prolétariat dès que celui-ci aura obtenu une majorité parlementaire; que ceux qui croient que les syndicats peuvent rester «neutres» à l'époque du bris des anciennes formes sociales, à l'époque où se décide le sort du monde; que ceux qui prêchent la paix sociale aux jours où la lutte civile fait rage; que tous ces gens enfin, qui dirigent les organisations syndicales, sachent bien que nous les considérons comme nos ennemis de classe et que nous soutiendrons une lutte implacable contre eux et contre toutes les unions qu'ils créent.

«Le Conseil International des syndicats professionnels et industriels et la Fédération Internationale Syndicale d'Amsterdam se trouvent des deux côtés opposés de la barricade. D'un côté, c'est la barricade de la révolution sociale et de l'autre, celle de la réaction sociale. Pour tout proléttaire, pour tout révolutionnaire honnête, le choix est facile».

Une telle netteté, une telle aiguëté dans la position de la question ne pouvaient être du goût de ceux qui cherchent à éluder les questions épineuses du mouvement ouvrier international. Aussi, Appleton, Jouhaux, Metens, Fimé et Oudgeest ripostèrent-ils par un appel où ils prétendaient:

1) qu'il n'existe aucun Conseil Syndical International et que celui dont il est question, n'est qu'une fiction pure et simple; 2) que les auteurs anonymes du manifeste sont ou des imposteurs ou de misérables ignorants; 3) que la Fédération Syndicale Internationale est complètement indépendante de la Société des Nations et du Bureau International du Travail; 4) que la Fédération a contraint la Société des Nations à reconnaître au prolétariat allemand et autrichien les mêmes droits qu'aux ouvriers des autres pays; 5) que la Fédération a adouci l'horrible situation des ouvriers autrichiens; 6) qu'elle a déclaré le boycottage de la Hongrie; 7) qu'elle a

s'est prononcée contre le transport des munitions à destination de la Pologne; 8) que la Fédération Syndicale d'Amsterdam est contre toute dictature, d'où qu'elle vienne, qu'elle oppose au scissionnisme, politique moscovite, le mot d'ordre ouvrier et prolétarien: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» (1).

Si le Conseil Syndical International n'était qu'un bluff, il va de soi que des gens comme Jouhaux, ne perdraient pas leur temps à se battre contre des moulins à vent. Le Conseil Syndical International n'est pas plus une fiction que le mouvement syndical en Russie, en Italie, en Bulgarie, en Yougo-Slavie, en Tchéco-Slovaquie et en Roumanie et que le mouvement révolutionnaire de classe en France, en Allemagne, en Amérique et ailleurs; il n'est pas plus une fiction que la III<sup>e</sup> Internationale Communiste ou que la révolution sociale qui s'élève avec la force irrésistible d'un ouragan. Le Conseil Syndical International est le produit de l'époque révolutionnaire, de l'effervescence profonde de la masse des syndiqués et du mécontentement croissant de la tactique faîtrasse des vieux chefs du mouvement syndical. Ce n'est pas sans raison que dans tous les pays celle question: Moscou ou Amsterdam? s'est posée avec une telle acuité. Traduisez ces termes géographiques dans le langage de la lutte de classes et vous aurez: Pour ou contre la révolution sociale? Pour ou contre la dictature du prolétariat? Nier que dans tous les autres pays s'émeut la masse profonde des syndiqués qui par le fait même de sa lutte révolutionnaire se dresse contre Amsterdam; nier que le mouvement syndical traverse parfois une crise profonde et que les uns après les autres, les différents pays et syndicats se rallient au point de vue de la lutte révolutionnaire des classes, protestant ainsi contre toute la politique de collaboration de classes, dont Appleton, Leghien, Jouhaux et consorts sont les apôtres; ne pas voir que le Conseil Syndical International s'appuie sur tout cet immense mouvement révolutionnaire sur les syndicats qui, en tous pays, se révolutionnent de plus en plus, c'est là le courage... du désespoir.

On reproche au Conseil Syndical International d'avoir suspecté la Fédération Internationale d'être en liaison avec la Société des Nations et le Bureau International du Travail. L'Internationale d'Amsterdam est, soi-disant indépendante; elle n'est, en aucune façon, apparentée et ne se trouve point en relations avec deux organisations précitées. Dans quelle mesure il convient d'ajouter foi à cette affirmation, on l'a vu plus haut. Nous nous bornerons à signaler deux faits caractéristiques des rapports qui existent entre le Bureau du Travail et les leaders du mouvement syndical européen actuel.

Le congrès des syndicats, à Orléans, vota, le 25 septembre, une résolution approuvant la participation de la Confédération Générale du Travail à l'œuvre de la Société des Nations. En octobre 1920, Albert Thomä, en visite à Berlin, fit devant les leaders des unions chrétiennes

(1) «Correspondenzblatt» (2 octobre 1920).

libres, un rapport sur l'activité du Bureau. Dans sa réponse au discours de Thomas, le représentant officiel de l'union générale des syndicats d'Allemagne, Koghen, déclara: «Il va de soi que les syndicats d'Allemagne préféreront leur concours au Bureau International du Travail».

Il n'est naturellement pas difficile de désavouer la Société des Nations, et de rédiger des manifestes indignés, mais les faits sont là: la liaison entre la Société des Nations et la Fédération Internationale Syndicale d'Amsterdam est chose prouvée. Le Bureau du Travail est une organisation créée conjointement avec les patrons par les chefs du mouvement syndical contemporain, dans le but de tromper les ouvriers de tous les pays. Les frais d'entretien en sont assurés par la Société des Nations. Le directeur de l'institution, M. Albert Thomas, touche 220.000 francs d'appointements annuels. Est-il possible que ce soit uniquement pour les beaux yeux de Thomas, Jouhaux, Leghien et Oudegeest que les capitalistes français, anglais et américains jettent ainsi l'argent au vent?

La Fédération Syndicale Internationale affirme, pour expliquer sa participation à la conférence de Washington, qu'elle a obligé la Société des Nations à «promettre» aux peuples allemand et autrichien «des droits identiques à ceux dont jouissent actuellement les ouvriers des autres pays». Il est fort possible que Jouhaux, Appleton et consorts aient «obligé» Clémenceau, Lloyd George et Wilson à «promettre cette égalité de droits» mais il faut véritablement qu'on me passe l'expression—être bouché à l'émeri ou ne pas vouloir ouvrir les yeux, pour ajouter foi aux promesses de la Société des Nations; il faut intentionnellement oublier l'acte de brigandage inouï qu'est la paix de Versailles, œuvre de la Société des Nations et l'écrasant fardeau dont elle accable, le peuple allemand, pour avoir le triste courage de se glorifier devant les ouvriers, comme d'une victoire, de lui avoir arraché une promesse quelconque.

Appleton, Jouhaux, Oudegeest et Fimmen affirment ensuite qu'ils ont invité les ouvriers à boycotter la Hongrie blanche et à arrêter tout transport de munitions à destination de la Pologne. C'est exact. Mais comment expliquer que la Hongrie Soviétique ayant été écrasée en août 1919, l'appel au boycottage de la réaction hongroise ne fut publié que 8 mois après la victoire de cette dernière? Comment se fait-il qu'on ait mis si longtemps à comprendre toute l'horreur de la situation des ouvriers hongrois? Fallait-il donc attendre que des dizaines de milliers de prolétaires hongrois périssent dans les tortures pour commencer en leur faveur une action d'agitation internationale? Non, certes. Si la Centrale Syndicale d'Amsterdam s'est décidée enfin à prendre la défense du prolétariat hongrois après avoir gardé si longtemps le silence, c'est que ses dirigeants, les Jouhaux et les Appleton—qui, par le soutien qu'ils ont accordé à leurs gouvernements respectifs, sont moralement responsables de l'écrasement de la Hongrie, ne pouvaient plus décentement se faire devant les ouvriers de leurs pays, car alors tout, jusqu'aux pierres, criait

vengeance contre les crimes de la bande noire hongroise. Le boycottage dura deux semaines, après quoi il fut levé. En somme, le boycottage de la réaction hongroise qu'il convient d'approver entièrement, ne fut de la part de Jouhaux, Appleton et consorts, qu'un vain geste qui, d'ailleurs, arriva trop tard. Quant à la Russie, les directeurs de la Centrale Syndicale auraient mieux fait de passer sous silence la façon dont ils aident le prolétariat russe dans sa lutte. Nous n'attachons pas grande importance aux paroles que ne suit aucun acte; mais tout ce qu'on peut dire, c'est que, même en ce qui concerne les résolutions, les appels, les manifestes et l'agitation, rien n'a été fait pour la révolution russe.

La Centrale d'Amsterdam déclare enfin dans sa réponse que Jouhaux, Leghien, Oudegeest et Fimmen luttent contre toute dictature d'où qu'elle vienne. Tout doux, Messieurs! Il ne nous semble pas vous avoir beaucoup vus lutter jusqu'à présent contre la dictature de la bourgeoisie. Nous voudrions bien savoir en quoi consiste votre lutte. Il serait extrêmement intéressant de vous voir communiquer aux syndiqués de tous les pays des renseignements sur le caractère de la lutte que Jouhaux, Leghien, Appleton et leurs amis ont soutenu contre la dictature de la bourgeoisie. De cette lutte contre la dictature de la bourgeoisie, personne n'en a jamais entendu parler; en revanche ce que l'on sait bien, c'est que les personnages susnommés ont bénî l'union sacrée du Travail et du Capital et assumé ainsi la responsabilité morale du carnage international; ce que l'on sait, c'est qu'ils sont les protagonistes de la paix sociale, c'est-à-dire du maintien de la dictature de la bourgeoisie, et, ainsi toutes vos déclarations dans lesquelles vous affirmez être contre toute dictature ne sont qu'hypocrisie pure. A vrai dire, vous êtes seulement contre la dictature du prolétariat, et tous ceux qui sont contre la dictature du prolétariat sont en réalité pour celle de la bourgeoisie.

Un fait extrêmement caractéristique des chefs de la Centrale Syndicale d'Amsterdam, c'est que ces derniers, non seulement s'insituent socialistes, mais cherchent à se faire passer pour des «socialistes-révolutionnaires». A preuve, la déclaration faite par Fimmen, secrétaire de la Centrale Syndicale, dans son récent rapport de Prague (V. *Freiheit*, 15 octobre 1920):

«Notre Internationale est révolutionnaire et socialiste non seulement par sa théorie, mais aussi par ses actes et c'est pourquoi on nous a respeciés à Washington (!)... Actuellement, la classe ouvrière, libérée du fardeau de la guerre, lutte pour la socialisation des moyens de production. Nous sommes déjà assez forts pour pouvoir, si une guerre éclate, l'arrêter en déclenchant la grève internationale. Nous voulons le socialisme, mais pour y arriver l'organisation est nécessaire; il nous faut également donner une éducation socialiste aux masses ouvrières qui sont venues à nous après la guerre. Les illétrés ne peuvent faire la révolution, encore bien moins en défendre les conquêtes; la révolution n'est possible qu'avec le concours d'un prolétariat instruit et discipliné. Nous luttons contre le blocus de la Russie Sovié-

tiste; nous voulons poursuivre la réalisation de nos tâches internationales aux côtés de nos camarades russes auxquels nous tendons une main fraternelle et dont nous sommes prêts à écouter les leçons; mais nos frères de Russie n'ont cessé de repousser avec des insultes la main que nous leur offrions; ils ne veulent pas adhérer à notre Internationale, ils veulent la détruire. Jusqu'ici nous nous sommes tus, mais si l'on nous contraint à la lutte, c'est, le cœur gros, que nous nous verrons forcés de l'accepter.

Ces déclarations de Fimen sont on ne peut plus intéressantes. Elles nous font comprendre la véritable nature du syndicalisme réformiste contemporain. La socialisation des moyens de production est naturellement un mot d'ordre socialiste, mais l'enfer est pavé de bonnes intentions... et de bons mots d'ordre. Toute la question est de savoir comment on arrivera à réaliser cette socialisation: sera-ce par voie d'accord avec la bourgeoisie ou par le renversement de cette dernière. A cette question fondamentale, toute l'activité de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam donne cette seule réponse: «La socialisation de la production peut être le résultat d'un accord avec la bourgeoisie»,—tandis que nous, nous professons que cette socialisation ne pourra se faire qu'après le renversement par la révolution du régime bourgeois et la proclamation de la dictature du prolétariat. Ces deux points de vue sont-ils conciliables? En aucun cas; nous sommes arrivés, en effet, à une époque où le socialisme n'est plus une question du domaine de la théorie pure, mais une question concrète, exigeant une solution pratique. Ou bien le prolétariat sortira vainqueur de la terrible lutte de classes ou bien le développement de l'humanité sera arrêté pour des dizaines d'années. Quel avantage le prolétariat peut-il bien retirer de la reconnaissance verbale du socialisme? De quelle utilité lui sont les programmes éloquents ou les déclarations sonores? Tout cela ne servit qu'à tromper les masses. Fimen affirme que l'Internationale d'Amsterdam compte 27 millions de membres et qu'elle peut, par le déclenchement de la grève internationale empêcher la guerre. Il y a là une illusion de statistique. Ces 27 millions de membres sont représentés par les syndicats révolutionnaires aussi bien que par les syndicats réformistes, c'est-à-dire par les éléments contraires qui s'excluent les uns les autres. Certes, l'Allemagne compte huit millions et demi de syndiqués, et il y a parmi eux, tant de conservateurs et même des réactionnaires qu'aucune socialisation n'est possible. Si l'on calcule exactement le nombre des syndiqués solidaires de la tâche et du programme de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam et que l'on en déduise la minorité révolutionnaire de chaque pays, il faudra réduire de moitié au moins le chiffre de 27 millions. En somme les chiffres sur lesquels on s'appuie ne prouvent rien, car ce sont là des valeurs purement arithmétiques et du moment que les éléments qu'elles représentent sont inaptes à la lutte et que, chez la plupart d'entre eux et particulièrement chez les chefs, le nationalisme l'emporte encore sur l'internationa-

lisme, leur nombre, si considérable qu'il soit, ne fait rien à l'affaire. Il ne faut pas se faire illusion: s'il y avait réellement en Europe 27 millions d'ouvriers, bien organisés, conscients et sachant ce qu'ils veulent, il y a longtemps que la question du socialisme serait résolue. Mais le malheur est que des millions de syndiqués sont encore infectés des idées du réformisme, en particulier de l'idée de la paix sociale, et tant que ces idées, chères à Fimen, Jouhau, Oudegeest et Legghien, régneront dans les syndicats, on peut l'affirmer avec certitude, aucune grève internationale, même contre la guerre, ne sera possible.

Fimen déclare vouloir agir aux côtés des camarades russes; il leur tend la main, mais ceux-ci la repoussent. Quand on a offert la main aux révolutionnaires russes, ils ne l'ont jusqu'ici jamais repoussée et ils sont toujours prêts à marcher avec tous ceux qui se battent sur le front de la révolution sociale. S'il nous arrive de repousser une main tendue, c'est seulement dans le cas où l'on nous propose de causer sur la socialisation, sans rien faire pour en hâter la réalisation; c'est lorsque, au lieu de la lutte de classes, on nous offre la paix sociale, et qu'on nous préconise l'emploi sur l'échelle internationale, des moyens qui ont échoué sur l'échelle nationale, en un mot, lorsque au lieu du pain du socialisme, on nous offre la pierre du réformisme.

Ce n'est pas contre des individus que nous luttons, c'est contre un programme, contre une factique, contre toute une idéologie et, dans ce cas, il est évident que nous ne pouvons accepter la main qu'on nous tend. Pas de compromis, pas d'accord avec ceux qui cherchent à résoudre la question sociale au moyen d'une entente avec la bourgeoisie. La lutte acharnée, implacable pour l'influence sur les masses et la conquête des unions professionnelles, la propagande révolutionnaire au sein des syndicats dans le but d'en faire l'instrument de la révolution sociale—tels sont les fâches qui s'imposent à chaque révolutionnaire, à chaque communiste.

Voilà pourquoi nous sommes si hostiles à toute l'idéologie et à toute la politique de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Voilà pourquoi, en face de cette organisation basée sur le principe de la paix sociale, nous créons une organisation syndicale internationale, basée, elle sur le principe de la guerre de classes. Mais alors viennent des gens qui nous disent: «La création d'une nouvelle union internationale, c'est la désorganisation du mouvement syndical. Puisque vous êtes contre toute scission au sein des syndicats isolés, pourquoi voulez-vous donc scissionner l'Internationale d'Amsterdam? Ne vaut-il pas mieux rester dans cette Internationale, affirer à soi les éléments de gauche et lutter pour ses idées à l'intérieur même de cette organisation?» Nous répondons: «Nous restons dans les organisations qui sont liées aux masses et c'est pourquoi nous invitons les révolutionnaires à ne pas démembrer les syndicats, à ne pas abandonner leur fédération nationale. Nous nous opposons également à ce que les syndicats et leurs fédérations sortent des confédérations comme c'a été le cas en France, où l'union syndicale des Bouches-du-Rhône a quitté

la Confédération Générale du Travail. Nous sommes contre la sortie des syndicats de leurs unions internationales. Les métallurgistes, les ouvriers du textile, les mineurs et autres sont tenus de rester dans leurs fédérations internationales. Mais la direction d'Amsterdam n'a rien de commun avec les masses ouvrières. C'est un état-major politique, c'est la II<sup>e</sup> Internationale, sous sa pire forme syndicale. Le prolétariat international n'a nullement besoin d'un pareil état-major. Il ne peut que lui nuire et qui, par conséquent, doit être détruit.

Quand nous signalions que l'Internationale d'Amsterdam n'est qu'une mauvaise reproduction syndicale de la II<sup>e</sup> Internationale, on nous répondait que ces deux organisations n'ont rien de commun, que l'Internationale Syndicale est une organisation indépendante et qu'elle n'est liée en quoi que ce soit à la II<sup>e</sup> Internationale. Mais, en réalité, il y a entre ces deux organisations, un lien et même beaucoup plus étroit qu'on ne le pense. Le dernier congrès de la II<sup>e</sup> Internationale, tenu à Genève, fut présidé par Tom Shaw, un des leaders des plus en vue du mouvement syndical anglais, qui, comme le fait remarquer Adolphe Braun, dirigea les débats avec le plus grand tact. Le social-démocrate allemand ne nous dit pas en quoi exactement Tom Shaw a fait preuve de tact, mais il n'est pas difficile de le deviner. Le Congrès était composé de nationalistes acharnés et d'agents gouvernementaux: l'atmosphère était donc saluée de nationalisme infrasigéant et le moindre mot imprudent eût pu déchaîner une tempête. Mais Tom Shaw sut louvoyer adroitement et mener à bonne fin ce congrès qui était censé représenter là, la solidarité internationale ouvrière. Pour tous les membres du Congrès il était clair que la II<sup>e</sup> Internationale est une institution morte: il fallait trouver une solution! C'est alors que Vandervelde eut l'heureuse idée de transférer la II<sup>e</sup> Internationale à Londres et de confier au parti ouvrier anglais (le plus fort des partis de l'Internationale) les soins de diriger la politique internationale du social-patriotisme en faillite. Les trades-unions anglaises constituent ainsi la base de la II<sup>e</sup> Internationale.

Quand les chefs de l'Internationale d'Amsterdam virent que leurs affaires allaient de mal en pis ils résolurent de profiter de l'idée. Il est à signaler que les syndicats anglais n'ont pas été tendres pour le président de l'Internationale d'Amsterdam, Appleton. Celui-ci, en directeur de la Fédération du Travail d'Angleterre qui englobe le sixième des syndicats anglais représentait les syndicats de la Grande-Bretagne dans l'Internationale d'Amsterdam. Le dernier congrès des syndicats anglais tenu à Portsmouth (6-9 septembre) fit, selon l'expression du *Daily Herald*, l'opération de l'appendice: il condamna sévèrement la politique anti-ouvrière d'Appleton, qui menait alors une campagne ignoble contre les mineurs en grève, et dénia à la Fédération dont Appleton était le président, le droit de représenter les syndicats anglais. Le congrès arrêta ensuite que les syndicats anglais auraient la faculté de participer à l'organisation syndicale internationale par l'intermédiaire de représentants désignés par le congrès. L'Internationale d'Amsterdam se trouva

alors dans une position ridicule: son président Appleton avait été fustigé, et par qui? par eux-mêmes. Il fallait trouver une issue à la situation. On s'en tira en annonçant pour le 23 novembre la réunion à Londres, d'un congrès qui aurait à se prononcer sur la question du transfert d'Amsterdam à Londres du centre syndical international. Et ainsi les trades-unions anglaises, qui s'étaient chargées de la tâche ingrate de restaurer la II<sup>e</sup> Internationale, deviennent maintenant les sauveurs de l'Internationale d'Amsterdam. Il n'y aura plus lieu de parler de l'opposition du grand Moscou au petit Amsterdam: l'alternative se posera ainsi: Moscou ou Londres?

La presse syndicale allemande, qui prévoit la tournée des événements, a déjà abordé la discussion de la question: Moscou ou Londres? Les leaders du mouvement syndical allemand ont un plaisir particulier à nous opposer, en cette occasion, à nous autres Russes, la vieille tactique éprouvée des trades-unions anglaises. Eh bien! nous relevons le gant puisque, dans le langage de la lutte contemporaine l'opposition: Moscou ou Londres signifie: réformisme ou le socialisme révolutionnaire? Lutte de classes ou collaboration de classes? Révolution sociale, dictature prolétarienne ou dictature bourgeoise? Par leur lutte de trois ans contre l'impérialisme mondial et le réformisme, le prolétariat russe et par suite les syndicats russes, ont prouvé que la voie dans laquelle ils se sont engagés, est la bonne. Si les réformistes de tous les pays alléguent l'impossibilité pour eux de se soumettre à la dictature moscovite après avoir dressé contre Moscou Genève, puis Amsterdam nous opposer maintenant Londres, c'est parce qu'ils considèrent la révolution russe comme la menace la plus terrible pour leur programme et leur tactique. Pas un instant nous ne doutons de l'issue de la lutte entre ces deux pôles: Moscou et Amsterdam. Qu'est-ce à dire: la révolution ou la réaction? Aussi vrai que la révolution ne peut pas ne pas éclater, Moscou vaincra.

On pousse maintenant les hauts cris, particulièrement en France et en Allemagne contre la dictature de Moscou; mais jetons un coup d'œil rétrospectif sur le mouvement syndical et socialiste d'avant-guerre dans tous les pays.

La dictature était alors exercée par l'Allemagne. Pourquoi? Parce que le parti allemand et les syndicats allemands étaient les plus forts; ils avaient la direction morale et idéologique du mouvement ouvrier international; aussi parlait-on de la «dictature» de la social-démocratie allemande et des syndicats allemands. A l'heure qu'il est, tout le mouvement ouvrier international s'inspire de la révolution russe; d'où, la «dictature» de Moscou. En fait il n'y a aucune dictature de personnes; il n'y a que la dictature de la révolution. Mais il ne peut en être autrement. Faites la révolution chez vous, — disons-nous aux Allemands, aux Anglais et aux Français, — et vous aurez alors la première place dans l'internationale. En attendant tous les cancans sur la dictature de Moscou ne sont que démagogie pure.

A. LOSOVSKY.

## LE MOUVEMENT PROFESSIONNEL EN BULGARIE

Contrairement à ce qui s'est passé dans les autres pays, la formation du parti social-démocrate, c'est-à-dire de l'organisation politique du prolétariat en Bulgarie, précède celle des syndicats ouvriers. Bien plus, les syndicats se sont formés chez nous, grâce à l'initiative et avec le concours direct du parti prolétarien.

Les syndicats ouvriers locaux formés dans la période de 1894 à 1903, s'unirent en 1904 en une Union Syndicale Ouvrière Générale qui établit, dès son origine, les liens d'idées et d'organisation les plus étroits avec le parti social-démocrate (les socialistes étroits) et représente l'organisation économique du prolétariat bulgare.

Les fâches de l'Union Syndicale Ouvrière Générale peuvent être formulées d'après la dernière rédaction de ses statuts, de la façon suivante:

«L'Union Syndicale Ouvrière Générale s'assigne pour but d'unifier le mouvement ouvrier syndical sur la base de la lutte des classes, et de le préparer au rôle qu'il doit remplir dans la lutte pour l'abolition de l'exploitation capitaliste, au moyen de la prise du pouvoir politique et de l'établissement de la dictature du prolétariat, ainsi qu'à la socialisation de la propriété privée et qu'à l'organisation socialiste de la production et de la répartition». Il est encore dit:

«L'Union Syndicale Ouvrière Générale reconnaît deux formes de la lutte des classes: la forme économique et la forme politique. Dans les cas où les intérêts généraux économiques et politiques de la classe ouvrière, ainsi que ceux de sa culture se trouvent en jeu, l'Union Syndicale Ouvrière Générale agit de concert avec le Parti Communiste Bulgarie (les socialistes étroits).»

Les liens d'organisation entre l'Union Syndicale Ouvrière Générale et le Parti Communiste Bulgarie sont maintenus au centre par le Conseil général ouvrier et dans toutes les villes du pays, par les Conseils ouvriers locaux.

Le Conseil ouvrier général se compose de membres du Comité Syndical et de membres du Comité Central du Parti. Son but est de prendre l'initiative de toutes les actions communes en Bulgarie pour l'organisation, la direction et l'unification du mouvement ouvrier professionnel, et de poursuivre la réalisation des principes généraux du Parti Communiste Bulgarie, en vue de la défense des intérêts généraux du travail dans tout le pays.

Les conseils ouvriers locaux se composent des Comités locaux du parti dans leur entier, ou de leurs représentants et des délégués des sections professionnelles.

Le soviét ouvrier local:

1) Unifie le mouvement professionnel ouvrier local.

2) Se charge de la propagande parmi les ouvriers et les ouvrières; les organise par professions et par entreprises là, où les sections professionnelles n'existent pas encore.

3) Se charge de la répartition rationnelle des forces de propagande conformément aux besoins de toutes les sections professionnelles, ainsi que de la préparation de nouveaux cadres d'agitateurs.

4) Organise le bureau de chômage et représente les syndicats dans les institutions légales du travail et

5) Contribue à la réalisation des principes généraux du Parti Communiste Bulgarie sur les lieux.

On peut voir d'après la résolution votée à l'unanimité au Congrès Syndical de l'année dernière, de quelle façon l'Union Syndicale Ouvrière Générale envisage la situation créée par la guerre impérialiste, en rapport avec la révolution prolétarienne mondiale commencée.

Cette résolution déclare textuellement:

1) Le Congrès constate que l'économie et le régime capitalistes sont en faillite complète, et que dans l'avenir, ils seront nécessairement les causes de la dégénérescence physique et morale des masses ouvrières. La vie économique du pays est désorganisée, sans le moindre espoir de renaissance. Le chômage provoqué par cette désorganisation s'accroît et s'aggrave de jour en jour. Le capital financier, grâce aux sociétés actionnaires et aux banques fondées pendant la guerre, devient déjà le maître suprême dans tous les principaux domaines de la production et de l'échange. Dans ces conditions, la lutte des syndicats ouvriers devient de plus en plus vaine; ses chances de succès réel se réduisent au minimum, et les améliorations dans les conditions du travail, fruits de longues années d'efforts, peuvent être réduites à néant. Le prolétariat se trouve actuellement devant la tâche pratique suivante, dont la réalisation directe et urgente est à l'ordre du jour: l'abolition de l'exploitation capitaliste par la prise du pouvoir politique et par la dictature du prolétariat.

2) En acceptant entièrement le programme du Parti Communiste Bulgarie, le congrès déclare que les syndicats, tout en ne pensant pas un seul instant à refuser leur appui aux masses ouvrières dans la situation présente, considèrent comme leur devoir suprême de se préparer rapidement et universellement à la réalisation de leurs fâches, la veille de la révolution ouvrière; de grouper sous les drapeaux du Parti Communiste Bulgarie, dans le processus même de la révolution et dans la période de transition du socialisme au communisme, toute la masse ouvrière; d'être l'appui des soviets ouvriers dans leur orientation vers la révolution et vers la création du pouvoir soviétique; de participer à ce pouvoir, au contrôle et à la direction de la production et de l'échange; de faciliter la socialisation de la propriété capitaliste privée et l'organisation de la vie économique sur les bases socialistes.

3) Les syndicats professionnels doivent, à cette fin, embrasser les masses, incorporer au plus tôt

dans leurs rangs, en vue de la lutte contre le capital, tous les éléments conscients de la classe ouvrière, en s'efforçant de créer simultanément toutes les conditions indispensables à une parfaite entente dans les entreprises mêmes, entre les ouvriers syndiqués et les groupes ouvriers.

4) Le Congrès considère qu'à l'époque révolutionnaire que nous traversons, l'unification des syndicats et des groupes ouvriers n'est possible qu'à la condition que ces derniers acceptent le principe de la conservation de l'unité révolutionnaire du prolétariat bulgare tout entier, soutenu par le Parti Communiste bulgare; le congrès s'oppose catégoriquement à toute idée d'un retour possible aux vieilles méthodes et aux vieilles formes d'organisation en faillite, telles que la neutralité, le réformisme et le syndicalisme anarchique.

A l'époque actuelle, lorsque tout ouvrier doit se prononcer sans équivoque pour ou contre la révolution ouvrière, — la neutralité même, sous la forme de la neutralité d'organisation, ne ferait que porter atteinte à l'unité révolutionnaire du prolétariat et rendrait service à la contre-révolution.

5) Le Congrès fait appel aux travailleurs non organisés des deux sexes, à tous les syndicats non affiliés à l'Union syndicale, pour les engager à accepter cette plate-forme dans son entier, et à rallier au plus tôt possible l'Union syndicale et le Parti Communiste bulgare pour combattre l'exploitation capitaliste et instituer le communisme, but suprême assigné par l'histoire au prolétariat.

L'Union Syndicale Ouvrière Générale se compose de syndicats déterminés, construits d'après le principe de l'organisation par industrie.

Vers la fin de décembre 1919, on comptait 18 unions syndicales de cette espèce avec un nombre de 31.500 membres, tandis que le 30 avril 1919 il n'y avait que 12.801 membres, et 5.713 membres en tout à la fin de décembre 1918.

Les syndicats les plus puissants au point de vue quantitatif, sont:

Le syndicat des tabacs avec	9.100	membres.
» » ouvriers du		
transport avec	6.372	»
Le syndicat des mineurs		
avec	3.300	»
Le syndicat des ouvriers		
de fabriques avec	3.280	»
Le syndicat des ouvriers		
textiles avec	2.100	»

Actuellement, à l'Union Syndicale Ouvrière Générale adhère l'organisation des instituteurs et celle des employés d'Etat; la première compte 1.300 membres et la seconde, 1.200 membres.

A l'heure actuelle, le nombre total des syndicats affiliés à l'Union Syndicale Ouvrière Générale est de 40.000, dont 5.000 ouvrières.

Le résultat atteint depuis le commencement de la guerre jusqu'au moment présent peut être estimé, en prenant en considération la désorganisation économique générale, comme assez satisfaisant.

En 1904, les «socialistes larges» (les social-patriotes bulgares) formèrent leur Union syndicale «neutre», qui englobait une partie des ouvriers

qualifiés et des contre-maîtres de certaines industries, principalement de l'industrie domestique (artisans).

Son rôle dans le courant de l'année, consistait à tenir sous l'influence «des socialistes larges» une partie des ouvriers, à entraver la lutte des organisations ouvrières professionnelles et à soutenir les patrons. Ce rôle de traitre causa sa perte, et actuellement il n'en reste qu'un souvenir. Les groupes ouvriers conservés ça et là passent dans les syndicats communistes et professionnels, et on peut affirmer qu'il n'y a en Bulgarie, en dehors de l'Union Ouvrière Syndicale Générale, aucune organisation ouvrière professionnelle.

La cherté de la vie toujours croissante et la dépréciation catastrophique de l'argent ont voué les masses à une misère définitive. La valeur réelle des salaires ouvriers est très inférieure à celle de l'année 1914. Cette circonstance, jointe au mécontentement général résultant de la situation où se trouve le prolétariat après la guerre, a provoqué de nombreuses grèves.

Pendant l'année 1918 seule, nos syndicats ont dirigé 132 grèves avec 70.000 grévistes, principalement dans les branches de l'industrie des tabacs, des mines, des sucre, de l'industrie textile, etc. Il a été dépensé pour ces grèves un million soixante et onze mille francs de la somme totale (1.291.000 frs.) des frais généraux.

On peut juger de l'importance de ce fait d'après ces données:

Ainsi, par exemple, pendant l'année 1914, nos syndicats n'eurent à diriger que 38 grèves avec 1900 grévistes (les frais s'élevaient à 2.290 frs.) et dans la période de 1904 à 1913—630 grèves avec 32.519 grévistes (frais—70.125 francs).

Ainsi, nos syndicats professionnels ont mené pendant l'année 1919 seule, des grèves plus nombreuses, avec un nombre de grévistes deux fois supérieur et une dépense de 1.200.000 francs de plus que pendant toute la période de 1904 à 1914.

Les grèves actuelles, contrairement à celles des temps passés, sont beaucoup plus longues et plus acharnées, car elles sont dirigées contre des organisations capitalistes plus importantes, soutenues par le capital financier, et contre l'Etat lui-même. Il ne s'agit plus aujourd'hui de revendications professionnelles, mais bien d'une question cardinale: à qui doit appartenir le pouvoir politique: à la bourgeoisie ou au prolétariat?

Malgré tout cela et grâce à la solidarité sans exemple des grévistes, grâce à la discipline de fer régnant dans leurs rangs et au large soutien matériel du prolétariat communiste tout entier, ces grèves, à peu d'exceptions près, se sont généralement terminées avec succès, car elles ont eu pour résultat la reconnaissance des organisations ouvrières par la bourgeoisie d'une part, et l'augmentation des salaires de l'autre.

Mais les conditions de la vie changent et empirent si rapidement qu'à peine sortis de quelque grève victorieuse, les ouvriers se retrouvent devant la nécessité de recommencer.

Les faits illustrent notre conclusion théorique, qui dit que dans la période révolutionnaire que nous traversons et au milieu de la désorganisa-

lion économique générale, la lutte professionnelle est éphémère. Les faits prouvent de la façon la plus démonstrative la nécessité de la prise du pouvoir politique et de l'institution de la dictature du prolétariat. Tout notre mouvement professionnel est profondément pénétré par cette idée.

Deux de nos grèves très importantes viennent de se terminer tout dernièrement: la première, contre le trust des fabriques textiles, et la seconde—contre l'union des marchands de tabac. Plus de 6.000 ouvriers et ouvrières ont pris part à ces grèves, et la lutte a duré plus d'un mois avec une discipline et une solidarité exemplaires.

La grève des ouvriers textiles à Slivena s'est terminée avec un succès partiel, et le lockout déclaré par les marchands de tabac aux ouvriers et ouvrières à Plovdiva pris fin, après 45 jours d'une lutte héroïque; en résultat, les organisations des petits patrons n'ont pas atteint le but qu'ils poursuivaient—ils ne sont arrivés ni à détruire, ni à disséminer les syndicats ouvriers.

De toutes les grèves de l'année 1919, la plus importante fut celle des ouvriers du transport; 25.000 cheminots et employés des postes et télégraphes et 8.000 mineurs y participèrent.

Cette grève grandiose a été provoquée par le gouvernement, en rapport avec la démonstration organisée par le Parti Communiste Bulgare contre la cherfie de la vie, la spéculation et contre l'appui prêté par le gouvernement bulgare à la contre-révolution russe, le 24 décembre.

Le gouvernement comptait anéantir l'union communiste du transport, débarrasser les voies de communication du pays de l'influence du communisme et écraser, en même temps, le Parti Communiste Bulgare.

Et, en effet, le gouvernement bulgare, soutenu par la bourgeoisie, profite de la grève du transport pour déclarer une guerre en règle à notre mouvement communiste. Les grévistes et le Parti Communiste Bulgare devinrent l'objet des poursuites les plus brutales. Les arrestations, les massacres et même le viol des filles et des femmes des grévistes étaient largement pratiqués par les organes du pouvoir aveuglés de rage et par la garde jaune composée des éléments les plus dépravés, recrutés dans les campagnes.

Jamais encore notre pays n'a vu des représailles aussi éhontées. Une lutte gigantesque s'engagea entre la bourgeoisie bulgare, le gouvernement et tout l'appareil d'Etat et les masses laborieuses des villes et des campagnes dirigées par le Parti Communiste et par l'Union syndicale.

La grève du prolétariat du transport a été également soutenue par une grève politique générale de 7 jours.

La grève du transport, grâce à une solidarité et une discipline extraordinaire des grévistes, a duré 56 jours, après quoi les grévistes durent capituler, car la grève (en qualité de lutte professionnelle) était arrivée au degré où sa continuation devenait absolument inutile, alors que le moment de l'action révolutionnaire n'était malheureusement pas encore arrivé.

La bourgeoisie a vaincu les ouvriers du transport au prix de plus d'un milliard de déficit

, pour l'Etat et pour l'économie du pays, mais elle est loin d'avoir réalisé ses désseins contre-révolutionnaires, qui étaient de détruire l'union du transport et d'écraser le mouvement communiste du prolétariat bulgare.

Malgré les lourdes épreuves subies par le syndicat du transport, ce dernier est en train de se rétablir. Cette grève a même effacé définitivement les traces de l'influence des social-démocrates dans les milieux des chemins et des employés des postes et télégraphes; elle a facilité l'unification de tout le prolétariat du transport sous le drapeau du communisme.

Nous nous servirons, avant tout, du mouvement gréviste pour resserrer les masses prolétariennes en une saine organisation révolutionnaire, pour les préparer à la révolution communiste et pour les rendre capables de participer, en toute conscience de l'édification révolutionnaire, à l'organisation de la production, sous la direction du Parti Communiste Bulgare. Nous nous livrons dans ce but à un travail d'éducation incessant. Le Comité Syndical a entrepris l'édition d'une bibliothèque syndicale communiste. Nous avons déjà fait paraître trois numéros de cette bibliothèque, dont le premier contient les thèses du camarade Zinoviev sur les syndicats ouvriers..

Toute notre lutte et toute notre activité ainsi que tout notre mouvement syndical sont profondément empreints de l'esprit communiste. Les organisations professionnelles nourrissent une grande sympathie pour le Pouvoir Soviétique et un profond estime pour la lutte héroïque du prolétariat révolutionnaire russe.

Ces sentiments à l'égard de la Russie Soviétique se sont brillamment manifestés une fois de plus au mois de mai, lorsque les ouvriers du port de Bourgas refusèrent d'opérer le chargement d'un vaisseau avec des munitions pour le général Wrangel et les contre-révolutionnaires russes.

Le manifeste du camarade Zinoviev adressé aux syndicats, au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, a été accueilli chez nous avec un véritable enthousiasme.

Nous soutenons chaleureusement l'initiative de la fondation d'une Internationale Syndicale Communiste et nous sommes prêts à en hâter par tous les moyens la réalisation. Nous considérons que l'Internationale Syndicale Rouge doit faire partie de l'Internationale Communiste et qu'elle doit être construite d'après les principes et la tactique adoptés par cette dernière.

Nous n'admettons aucun séparatisme et aucun soutien des anciennes tendances déjà en faillite vers un mouvement syndical autonome.

Tout pour le triomphe de la révolution prolétarienne universelle, tout pour l'édification révolutionnaire de la société communiste!

Et aujourd'hui, en réglant inéluctablement nos pas sur ceux du Parti Communiste Bulgare, nous nous considérons comme une parcelle inséparable de l'Internationale Communiste et nous menons comme telle, la lutte contre le capitalisme et pour le triomphe définitif du communisme.

Par votre entremise, nous envoyons notre salut communiste le plus chaleureux au prolétariat révolutionnaire russe, avec le ferme espoir que bientôt le plus grand ennemi de la révolution prolétarienne — le social-patriotisme — sera définitivement écrasé et que le prolétariat du monde

entier, uni sous le drapeau de l'Internationale Communiste, célébrera sa victoire sur le capital et l'impérialisme.

DIMITROF.

## LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN ESTHONIE

(*Résolutions du Conseil Central des Syndicats de Réval, du 9 septembre 1920.*)

### I.

Le Conseil Central proteste contre l'intolérable régime de persécutions infligé aux représentants de la classe ouvrière esthoniens par les agents du gouvernement.

Il fait appel au prolétariat de tous les pays; il fait appel à l'humanité de tous.

La classe ouvrière esthoniens est mise hors de la loi; ceci à la veille des élections, afin de terroriser les masses ouvrières pour qu'elles n'osent y participer.

Le Conseil Central implore l'Internationale Syndicale, ainsi que les prolétaires anglais, de lui accorder son aide et d'exercer sur les gouvernements du monde civilisé une pression, afin qu'ils fassent cesser les atrocités du gouvernement esthoniens.

L'ouvrier esthoniens est mis au culbute de désespoir par les représailles incessantes du gouvernement.

### II.

Aux syndiqués de Réval! Aux ouvriers de Réval!

Camarades, c'est à un moment extrêmement pénible que le conseil reprend son activité, suspendue par force majeure. De nombreux militants nous manquent; les uns sont dans les prisons ou dans les camps de concentration les autres sont expulsés d'Esthoniens.

Ces persécutions, ainsi que la suspension de l'activité des syndicats de transports et des postes et télégraphes, nous prouvent une nouvelle fois, que l'action syndicale ne saurait se borner à la lutte économique.

La majorité de la classe ouvrière est privée du droit de grèves.

Les cheminots, les employés de postes, les ouvriers des fabriques de gaz, etc..., tombent sous la juridiction des tribunaux militaires et sous le coup de la peine de mort, en cas de grève pour l'augmentation des salaires.

En réalité, la classe ouvrière tout entière est privée du droit de grèves. La grève du mois d'août a bien prouvé que les ouvriers des autres entreprises étaient également expulsés, arrêtés et fusillés, bien que les grèves dans leurs industries ne fussent pas officiellement interdites. Les organes gouvernementaux prétendent leur appui à tout exploitant. C'est par les moyens politiques, que la classe ouvrière doit lutter contre cette oppression politique.

Les syndicats doivent user de toutes les armes de la lutte politique, qu'il s'agisse de la presse ou des élections aux Assemblées d'Etat. A la classe des exploitants et à son gouvernement infâme, notre classe exploitée doit opposer la politique consciente de ses organisations.

La répression de la dernière grève pour l'augmentation des salaires a mis la classe ouvrière dans une situation intolérable. Les ouvriers sont voués à la misère, tandis que les spéculateurs jouissent de la liberté de spéculation. Les amendes infligées aux spéculateurs n'étaient que des mesures hypocrites contre la cherfie de la vie; en abolissant même ces mesures piteuses et insuffisantes, le gouvernement prouva clairement qu'il est avec les tripoteurs et les spéculateurs.

En augmentant le prix du pain, le gouvernement a fait gagner aux exploitants 100.000.000 de roubles, au moment où toute la classe ouvrière était vouée à la famine et à la mort.

Le Conseil Central des syndicats est prêt à prendre toutes les mesures nécessaires, pour améliorer les, misérables conditions du travail faites aux ouvriers.

Le Conseil Central est prêt à entrer en pourparlers avec le patronat sur la question d'augmentation des salaires.

Le Conseil Central met les ouvriers en garde contre les illusions, quant à l'issue de ces pourparlers; nous n'y serons pas traités en égaux, mais en adversaires terrassés, ayant les bras et les jambes liés.

La classe capitaliste n'ignore pas que tout l'appareil étatiste ne sert qu'à la défense de ses intérêts et de sa bourse; elle sait bien que Jan Tenisson est son serviteur fidèle. La classe capi-

taliste nous tend une croûte de pain, et son laquais Karl Aktie prêche le «contentement de peu».

Nos exploiteurs ont englouti les neuf-dixièmes des produits de nos efforts et de notre labeur; et leur avidité grandit, à mesure que le joug bourgeois devient plus intolérable. A bas cette tyrannie! Nous réclamons des salaires suffisants. Nous réclamons la suspension du régime militaire; nous réclamons l'amnistie des victimes de la répression.

Ouvriers, ce n'est pas au gouvernement que nous adressons nos revendications. C'est à vous, camarades ouvriers, que nous faisons appel. Nous souffrons de la faim. Les persécutions et le ré-

gime des tribunaux militaires nous accablent. Nos frères prolétaires sont internés, emprisonnés ou expulsés. Personne ne nous aidera, si ce n'est nous-mêmes. Notre lutte nous donnera du pain au lieu de la famine et du plomb; elle délivrera nos camarades des prisons bourgeois et remettra dans nos rangs nos frères exilés!

Vive la lutte contre l'oppression infâme et cupide des exploiteurs!

Note. Le Conseil Central avait été maintes fois suspendu par le gouvernement blanc de l'Estonie; maintes fois, les arrestations l'ont obligé d'interrompre son activité. Pendant la grève générale du mois d'août 1920, la plupart de ses membres furent arrêtés; le fonctionnement des syndicats des chemins et des employés des postes fut suspendu.

## LE CONSEIL INTERNATIONAL DES SYNDICATS ROUGES

### Organisation et Action.

Dans la vie du Conseil International Provisoire des Syndicats Rouges on distingue deux périodes: celle de l'organisation et celle de la lutte.

Les tâches fondamentales du Conseil déterminent le caractère général de son travail. La création d'un appareil, destiné à préparer la convocation de la première conférence des éléments révolutionnaires du mouvement syndical—telle est la tâche assignée au Conseil depuis la première délibération, où les camarades italiens et anglais, de concert avec les représentants du Conseil Central Panrusse des Syndicats, tracèrent définitivement les contours généraux de la nouvelle organisation internationale.

La lutte contre Amsterdam—telle est la seconde tâche (totalement liée à la première) générale du Conseil. Dans les deux domaines,—dans la sphère de l'organisation et dans celle de la lutte contre Amsterdam, les derniers mois ont apporté des changements notables.

Nul n'ignore que le Conseil International ne représente pas uniquement une organisation des centres syndicaux. A l'encontre d'Amsterdam, qui jusqu'aux derniers temps, limitait le nombre de ses membres (seuls la «fédération des trades-unions anglaises», les «Confédérations du Travail»—française, et italienne)—ainsi que le «Conseil Central Panrusse des Syndicats»—qui eut l'extrême honneur d'être au nombre des organisations reconnues par Amsterdam le Conseil International a recrûté des adhérents dans les syndicats locaux, dans les fédérations industrielles, dans les centres syndicaux.

Le Conseil a construit son appareil conformément à ce principe d'organisation. Unifiant des éléments révolutionnaires, il devait nécessairement créer non pas une fédération formelle, mais un organisme plus ou moins centralisé, apte à diriger le travail de tous les syndicalistes, ayant adopté son programme. Il en découle—la création d'un Conseil où sont représentées toutes les organisations, qui se solidarisent avec les idées et principes du Conseil International. En résulte également—la formation du Bureau Exécutif, coiffant directement tous le travail des organisations révolutionnaires dans tous les pays du monde.

Afin que le Bureau Exécutif soit capable d'accomplir un travail aussi vaste, son mécanisme fut construit d'après le principe des sections. Chaque membre du Conseil est chargé de la direction immédiate du travail dans un groupe déterminé de pays, tous les matériaux disponibles sont concentrés dans sa section.

On compte actuellement 5 sections (Roumanie: France, Italie, Espagne, Belgique et autres pays romans;—Allemagne: Allemagne, Autriche, etc.; ensuite: Angleterre, Américaine et Orientale). Elles ont pour tâches, de préparer les matériaux pour le travail dans chaque groupe de pays; d'établir des liens

d'idées avec les organisations respectives; de contrôler conjointement le travail des représentants locaux du Conseil International. L'activité des sections est contrôlée, par le Bureau Exécutif, qui leur donne des directives déterminées, tant par son initiative, que sur proposition du membre du conseil, dirigeant la section respective.

Puisque la pratique seule peut déterminer les limites de la compétence, et le caractère réel du travail, les sections dont l'organisation est loin d'être achevée, n'ont pas encore réussi à définir nettement leur physionomie. L'activité actuelle des sections démontre clairement toute l'opportunité des principes, qui sont à la base du plan d'organisation du Conseil International!

Le Bureau Exécutif utilise dans son travail, non seulement les sections, mais aussi les Bureaux de propagande, établis par le Conseil dans différents pays ou dans les groupes de pays, partant du principe territorial, adopté par le centre. Plusieurs Bureaux de propagande sont organisés. Le Bureau oriental de Bakou fut l'un des premiers. Ce bureau desservit la Turquie, l'Azerbaïdjan, la Perse, la Géorgie et l'Arménie. Il a déjà accompli un travail préparatoire considérable. Bien que le mouvement syndical de ces pays soit insignifiant, le travail du Bureau Oriental y a trouvé immédiatement un terrain propice. Un membre du Conseil, envoyé en Orient, profitant du premier congrès du parti communiste turc (15 septembre 1920) a convoqué à Bakou, une conférence des membres syndiques du congrès.

Celle conférence a eu lieu le 18 septembre, 30 camarades représentant 25.000 ouvriers organisés de Turquie, y ont pris part. La conférence porta naturellement un caractère d'information; elle éclaira la situation générale de la Turquie. Le tableau tracé dans les rapports locaux, indiquent nettement que le terrain y est propice au travail du Conseil International des Syndicats Rouges. Des rapports de Kalib-Ogli-Khan, il résulte que le congrès de syndicats turcs (dès 1919) a pris la décision de se séparer d'Amsterdam et de chercher un rapprochement avec Moscou. La guerre et la débâcle économique ont modifié les dispositions de la classe ouvrière; en outre, un grand nombre d'ouvriers turcs sont entrés en relation avec le mouvement syndical de l'Europe Occidentale;—telle est la cause de l'impulsion qui les porte vers le centre de la révolution mondiale. Sous l'influence de tous ces facteurs, les ouvriers turcs ont commencé à créer des syndicats et se sont séparés du réformisme et de l'opportunisme\*.

\* Pendant la guerre les travailleurs turcs étaient envoyés en foule en Autriche et en Allemagne pour y être employés dans les usines de guerre où ils entrerent en contact avec les spartakistes et subirent fortement leur influence. Nous noterons ici que même des officiers turcs subirent cette influence assez profondément pour devenir par la suite des propagandistes du communisme et de la lutte des classes.

Cette assemblée a décidé de convoquer immédiatement une conférence spéciale de tous les syndicats turcs afin d'élaborer un programme unique, d'élire un centre dirigeant et de désigner les délégués à la prochaine conférence internationale des syndicats. Un bureau organisateur de cinq camarades a été élu pour la propagande parmi les ouvriers et pour la préparation de la conférence pan-turque, fixée conditionnellement au 15 décembre. Le travail du Bureau Oriental ne se borne pas à créer des liens avec les syndicats turcs. Bien qu'il n'y ait pas en Perse de mouvement syndical, le Bureau (par l'intermédiaire du Parti Communiste de l'Iran) est cependant entré en relations avec les ouvriers persans. La Perse, pays à demi-féodal, présente d'ailleurs des conditions propices à l'organisation des syndicats. La bourgeoisie commercante y est à la veille de passer à la production manufacturière. La politique coloniale des puissances impérialistes a complètement anéanti les métiers persans et facilité la formation du prolétariat parmi lequel sont recueillis les salariés des entreprises capitalistes naissantes. Il n'est point impossible d'organiser les mi-prolétaires, ayant que le mode de production capitaliste ne soit définitivement constitué.

On peut également organiser les cheminots et autres éléments prolétaires nettement différenciés. Il en existe actuellement à Tabriz et à Téhéran où ils forment quelques syndicats (au reste impuissants) des cheminots et des typos. Le bureau oriental a délégué dans ces villes quelques camarades qui y instituent des bureaux régionaux, envoient des instructeurs dans les autres villes importantes de Perse et organisent des syndicats. En dehors du Bureau Oriental, des organes analogues ont été créés par le Conseil International en vue d'une propagande en Amérique, en Angleterre, en Extrême Orient et tout dernièrement en Allemagne. Quant à la création de ces bureaux, le Conseil International a adopté le principe suivant: le centre désigne un groupe de camarades (envoyés du centre ou choisis parmi les militants locaux) pour diriger la propagande selon les principes du mouvement syndical international. Ces camarades, responsables devant le Bureau Exécutif, sont chargés de la convocation des conférences spéciales et de la propagande de la lutte révolutionnaire des classes. Il va de soi que jusqu'à la convocation de la Première Conférence Internationale des Syndicats Rouges, toute l'organisation du Conseil International porte un caractère provisoire. Mais l'accomplissement de ces tâches (préparation et convocation de la conférence internationale, la lutte contre Amsterdam) requiert non seulement un travail intense des sections et des bureaux isolés de propagande, mais aussi l'existence d'un appareil central. Deux sections du Conseil International se sont formées dernièrement. Leurs tâches sont: diriger la propagande et nouer des relations. La section d'édition projette, en dehors d'un bulletin périodique dont le premier numéro est sous presse, la publication de brochures sur le mouvement professionnel international et ses principes révolutionnaires. Deux séries de ces brochures vont paraître: la première—traité des questions générales du mouvement syndical (*Principes d'organisation des syndicats*—Tomsky; *Principes de la politique des tarifs*—Schmidt); *Le conseil international des syndicats professionnels et industriels*—Losovsky. La brochure de Losovsky (traduite en anglais) vient de paraître en Norvège; celle de Tomsky paraîtra bientôt en Allemagne (en langue allemande) et en Russie (en français). La deuxième série de brochures est consacrée à l'histoire et à la pratique des syndicats russes. La brochure publiée par le Comité Central des syndicats des métallurgistes, est le type de ces éditions. Afin d'utiliser rationnellement les ressources de la propagande, le conseil charge les militants responsables, délégués dans différents pays de la publication des matériaux d'importance locale. Ainsi le représentant du Conseil International envoyé au Congrès des syndicats bulgares a publié deux brochures en Bulgarie. *Le Conseil International et Les Comités d'usine et le contrôle ouvrier*. La délégation russe des syndicats qui vient de visiter la Norvège et l'Allemagne, a publié un nombre considérable de brochures et de proclamations, surtout pendant son séjour à Berlin. La section des relations créée dernièrement est surtout un appareil technique destiné à préparer la prochaine Conférence Internationale. En rapport avec la nouvelle tactique de l'Internationale jeune (les jeunes tentent de rallier non seulement les centres, mais aussi les fédérations industrielles isolées) une nouvelle tâche se pose devant la section des relations. La tactique des jeunes se fait sentir dans la résolution de la conférence internationale des ouvriers chimistes sur l'adhésion à Amsterdam. La Fédération Internationale des chimistes avait toujours eu un

penchant pour les luttistes du mouvement professionnel si bien représentés à Amsterdam. C'est pourquoi la résolution du Congrès, où les représentants du Conseil Central des chimistes n'ont pas été admis (le gouvernement hollandais y a contribué en refusant les passeports aux délégués russes), ne présente rien d'extraordinaire. Elle est très caractéristique et montre nettement la tendance d'Amsterdam de soumettre à son influence les Fédérations d'industrie même isolées. Une information exacte des fédérations de l'Europe Occidentale sur la nature et les tâches du mouvement professionnel révolutionnaire mondial et russe est l'unique moyen de combattre cette tendance. Les masses ouvrières européennes sont insuffisamment informées sur le mouvement russe, et cette ignorance est l'arme la plus terrible d'Amsterdam. Dans son argumentation, Amsterdam dénatura souvent les principes du mouvement professionnel russe. Pour affaiblir la force des arguments des syndicalistes jeunes et justifier sa dénomination la section des relations du Conseil International doit établir des liens entre les syndicats russes et ceux d'Europe. C'est ce qu'elle fait à l'heure actuelle.

Une Conférence spéciale convoquée par la section des représentants du Comité Central des syndicats d'industrie russes, a décidé que la section des relations prétrerait son aide aux syndicats russes dans leurs relations avec les syndicats étrangers. La conférence a donné des formes concrètes à cette convention, passée avec la section des relations et avec les syndicats européens.

Les visites des diverses délégations dont l'importance est énorme (en ce qui concerne les relations avec le mouvement syndical des différents pays) sont des événements directement rattachés à l'activité du Conseil et non au travail de ses sections. La visite de la délégation britannique (mai 1920) a contribué à la cristallisation définitive de l'idée de formation d'un nouveau centre du mouvement professionnel international; l'arrivée des délégués de la Confédération Italienne du Travail a créé la possibilité de donner à cette idée des formes d'organisation; celles des autres représentants du mouvement syndical étranger ont renforcé et précisées l'activité du Conseil International. Nous devons souligner ici l'importance de la visite des représentants du Conseil des Syndicats de Berlin. Avant le voyage des délégués berlinois, les relations du Conseil International avec l'Allemagne étaient très précaires. Il est vrai qu'à nos délibérations avec les industrialistes et les syndicalistes (ou cours desquelles les cadres du Conseil International furent considérablement élargis par l'adhésion des I. W. W., Confédération Nationale du Travail des syndicalistes d'Espagne et d'autres organisations) participait le camarade Strum, qui nous avait fait part de l'adhésion des syndicalistes révolutionnaires allemands. Quelques chiffres que l'on donne pour évaluer la puissance des syndicats allemands, il est hors de doute que les tendances syndicalistes ne leur sont nullement propres. Les «Gewerkschafts» et leur centre et même l'Union Générale Ouvrière et les «Unions Libres d'Allemagne» n'étaient pas en relations avec le Conseil International. Ainsi les couches profondes de la masse syndicale allemande se trouvaient en dehors de notre sphère d'influence. L'arrivée des camarades Rusch, Tcherni, Schumaker, créa des liens entre les syndicats allemands et le Conseil International. Nous devons ajouter que la première impression produite par la délégation ne fut pas favorable. Rusch, Tcherni et Schumaker étaient visiblement venus à Moscou en qualité d'enquêteurs impartiaux prédisposés à juger et condamner l'œuvre du prolétariat russe; ils étaient chargés de se renseigner et non de nouer des relations. On les sentit particulièrement le 10 septembre, lors de la délibération des délégués et du Bureau du Conseil Central Panrusse des syndicats. Rusch, Tcherni, Schumaker, et surtout le premier d'entre eux, répondirent évasivement à nos questions sur l'attitude des Allemands à l'égard du programme et de l'activité du Conseil International. Après la délibération, Rusch refusa son concours au Conseil International même en ce qui concerne la distribution de la littérature. Il était évident que la délégation berlinoise ne votait pas pendant son séjour en Russie si fier en aucune manière. Ce qui suggéra au Conseil Syndical de Moscou l'idée de mettre les points sur les «». «Malheureusement», dit le Message du Conseil de Moscou aux ouvriers berlinois, «les représentants des syndicats berlinois, exprimant dans leurs discours à notre Congrès provincial des syndicats leur sentiment de solidarité, se sont montrés peu disposés à adhérer au Conseil International des Syndicats. De plus, n'étant pas décidés (pour des considérations purement formelles) à

adhérer officiellement à l'Internationale des Syndicats Rouges, ces représentants allemands ont répondu à la demande du comrade Tomski qui les invitait à prêter au Conseil International leur concours, pour répandre parmi les ouvriers sa littérature. Il nous est difficile de comprendre cette sympathie platonique, et, le formalisme par trop sévère des syndicalistes berlinois». Le Manifeste du Conseil précise plus loin: «Nous vivons à une époque de terrible lutte des classes. Le monde bourgeois sent l'approche de sa fin, mais ne veut pas capituler sans combat. La majorité des dirigeants des partis politiques et des syndicats se sont placés pendant la guerre, de façon avouée ou non, du côté de la bourgeoisie. Dans ces conditions, l'action de la classe ouvrière, qui a pour but de terrasser ses oppresseurs séculaires, est excessivement difficile; elle se complique encore par la politique de ses anciens dirigeants qui étouffent l'élan révolutionnaire des masses et en substituent le réformisme et la collaboration avec la bourgeoisie. Au moment décisif le prolétariat a besoin d'un quartier général révolutionnaire. Aussi, la tâche principale du Conseil International est-elle de rallier tous les éléments prolétariens révolutionnaires afin de créer un puissant bâti, qui fera crouler les murailles de la citadelle capitaliste. Pour vaincre les capitalistes et leurs luois réformistes, l'union de tous les éléments révolutionnaires du mouvement syndical est indispensable. L'hésitation de quelques-uns de vos dirigeants est non moins lourde à la cause de la révolution ouvrière qu'une trahison ouverte. Ouvriers révolutionnaires d'Allemagne, vous devez décider: Moscou ou Amsterdam. Le Conseil des syndicats de Moscou a la certitude que votre décision révolutionnaire obligeera vos dirigeants de suivre la voie de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat».

Les hésitations de Rusch, Tcherni et Schumaker ne durent que pendant leur séjour à Moscou; ils étaient, en effet, obligés de se conformer aux directives du Conseil berlinois. De retour à Berlin tous les membres de la délégation et même Rusch qui faisait partie de la droite des Indépendants, annoncèrent leur adhésion au parti communiste. Ils font actuellement une propagande intense en faveur des principes du Conseil International.

Le Conseil International a reçu le 15 octobre la visite d'une importante délégation tchécoslovaque et roumaine. La plus grande diversité d'opinions se faisait jour parmi ses membres. Le président des Tchécoslovaques, le comrade Dunder, et ses collègues Pollak et Piltak, avaient été des adversaires du pouvoir soviétique. A côté des représentants de l'extrême-droite, il y avait par contre des éléments de gauche. La fraction slovaque de la délégation était, par exemple, uniquement composée de gauches. La délégation roumaine avait le même aspect. «Nous ne doutons pas, disait le président de la délégation roumaine, de l'orientation que doit suivre le mouvement ouvrier roumain. A la veille de notre départ on préparait les congrès du parti et des syndicats.

Nous les avons expressément remis afin de visiter la Russie et d'y décider définitivement de notre adhésion à l'Internationale Communiste et au Conseil International des Syndicats. Les résultats des deux Congrès ne sont pas doux. On peut juger de l'attitude de la délégation roumaine par son refus de participer à la conférence de Washington (celle du Bureau de Travail près la Société des Nations) et d'adhérer à la Fédération syndicale d'Amsterdam. Cette dérogation a témoigné ainsi de sa solidarité à l'égard de la classe ouvrière, russe. Sa droite même promettait de soutenir le nouveau centre du mouvement professionnel révolutionnaire. Le comrade Dunker se chargea de la propagande active en faveur de l'adhésion de tous les syndicats tchécoslovaques au Conseil International des Syndicats rouges. A part les berlinois, les Tchécoslovaques et les Roumains, des nombreux délégués ont visité le Conseil International. Et nous avons pu chaque fois, noter les mêmes résultats: l'accroissement de l'influence du Conseil; l'adhésion de nouvelles organisations. Il a été fait de dégager du processus de la lutte du Conseil International contre Amsterdam: l'influence immense exercée par le Conseil sur le prolétariat européen. L'absence même de lieux d'organisation ne présente point un obstacle sérieux. Ni le Congrès d'Orléans (C. G. T. Française), ni le Congrès des syndicats grecs, ni celui du Centre Syndical de Bulgarie, n'ont été en relations d'organisation avec le Conseil International. Notre influence s'y est pourtant fait sentir. Il s'est formé au Congrès d'Orléans, une minorité solide et compacte qui sympathisait avec le Conseil International. Cette minorité a créé au sein de la Confédération son organisation propre (forte au Congrès de plus du tiers des délégués) et formé des noyaux minoritaires dans toutes les branches du mouvement professionnel français. — Les syndicats grecs se sont prononcés à l'unanimité pour l'adhésion à la Troisième Internationale et pour la plate-forme du Conseil International des Syndicats. — Enfin, le Congrès des syndicats de Bulgarie, qui a accueilli chaleureusement le Message du Conseil International, a sanctionné l'adhésion à l'Internationale rouge des syndicats. Ces trois épisodes ne présentent rien d'exceptionnel. Il suffit de parcourir la presse allemande, française, italienne, etc., pour se rendre compte des débats passionnés que soulève dans le monde syndical la question: Amsterdam ou Moscou? On ne trouverait pas un organe ouvrier où cette question ne soit pas remuée et discutée à tous les points de vue. Les nouveaux fermentments ont pénétré au plus profond de la vie syndicale mondiale et si le résultat ne semble pas toujours satisfaisant, le fait même de cette fermentation constitue déjà un résultat des plus importants et dépassé ce que pouvait espérer le Conseil International à l'issue de son quatrième mois d'existence.

Cette fermentation est à la fois la justification et le stimulant de l'œuvre du Conseil International des Syndicats rouges.

V. YAROTSKY.



# DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



## MANIFESTE-PROGRAMME DU COMITÉ PROVISOIRE DE LA FRACTION COMMUNISTE DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

*AUX CAMARADES ET AUX SECTIONS DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN.*

La crise où se débat, depuis si longtemps, notre parti et sur laquelle votre attention a été une fois de plus attirée par les événements qui se sont récemment produits en Italie, comme par les résolutions du II<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale, met à l'ordre du jour l'union de tous les efforts de ses éléments de gauche, dans le but de trouver enfin une issue à cette situation intolérable, gravement contraire aux exigences de l'action révolutionnaire du prolétariat italien.

Cela nous a déterminés à prendre l'initiative d'une entente entre tous les camarades qui comprennent à quel point il est indispensable que le prochain Congrès nous donne une solution réelle et définitive de ce problème capital.

Nous ne nous étendrons pas sur la situation actuelle de notre pays.

La situation en Italie, pendant toute la grande guerre mondiale, de même que les événements de la période de troubles qui s'ouvriront à la fin de la guerre, nous ont fournies maintes preuves de la désorganisation irréparable du régime actuel et de son incapacité à lutter contre les conséquences révolutionnaires de sa propre décomposition intérieure.

D'autre part, la volonté d'insurrection et l'essouflement du prolétariat tout entier augmentent tous les jours et se manifestent par des grèves continues, par l'acharnement de la lutte des classes, par l'espérance bien qu'encore vague d'une victoire définitive de la révolution prolétarienne.

Bien que la bourgeoisie reconnaît son impuissance à lutter contre la désagrégation de son régime social, elle met toute son énergie à se défendre contre l'offensive des masses révolutionnaires. D'une part, elle organise des troupes régulières et irrégulières pour écraser le mouvement ouvrier; de l'autre, elle a recours à une astu-

cieuse politique de concessions apparentes et de feinte bienveillance, en présence des exigences des masses.

Les organisations qui dirigent le mouvement du prolétariat et qui devaient se donner pour but une lutte victorieuse contre cette politique de défense du régime bourgeois, ont plus d'une fois donné les preuves les plus évidentes de leur incapacité à remplir ce rôle.

Les organisations syndicales affirment de jour en jour des masses prolétariennes de plus en plus nombreuses. Mais, tandis que les ouvriers prouvent par leurs manifestations et leurs grèves qu'ils ont conscience de la nécessité d'élargir le champ d'action pour s'engager dans la voie des conquêtes révolutionnaires, la bureaucratie syndicale dirigeante donne à son activité le caractère traditionnel d'un mouvement professionnel étroit et l'enferme dans les cadres d'une lutte infructueuse pour l'amélioration graduelle du sort des masses ouvrières. Pour ce qui est du parti politique de la classe ouvrière, du parti socialiste qui aurait dû se poser pour but de concentrer toute l'énergie révolutionnaire du prolétariat et donner un caractère nouveau et une direction nouvelle aux méthodes de lutte pour la réalisation des fins supérieures du communisme, il s'est, lui aussi, révélé incapable de remplir son rôle.

En effet, la majorité du parti, en acceptant le nouveau programme maximaliste du Congrès de Bologne et en adhérant à l'Internationale de Moscou, croyait résoudre par cela même le problème historique qui, à l'issue de la grande guerre mondiale, a mis en valeur la contradiction de deux principes de la lutte prolétarienne: le principe social-démocrate déshonoré par la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale et par sa collaboration avec la bourgeoisie, et le principe «communiste» fondé sur

le marxisme authentique et sur la glorieuse expérience de la révolution russe, qui après avoir constitué la nouvelle Internationale, jeté au prolétariat ses mots d'ordre révolutionnaires de lutte sans merci contre le pouvoir bourgeois, de dictature du prolétariat et de pouvoir des soviets.

Mais en réalité, le parti, trompé par la conscience peut-être légitime de s'être comporté pendant la guerre autrement que les divers partis de la II<sup>e</sup> Internationale, ne comprit point et fut peut-être en effet incapable de comprendre alors la nécessité d'achever la transformation totale de son programme en rénovant et sa structure et son activité.

Les événements qui suivirent, et sur lesquels il est inutile de nous appesantir ici, ont montré à quel point les problèmes révolutionnaires posés par l'histoire sont encore hors de l'intelligence du parti.

Le parti n'a apporté aucune modification réelle ni à sa politique, ni surtout à son activité parlementaire, et continuant ses méthodes traditionnelles de la période d'avant-guerre, a fait plus d'une fois le jeu du gouvernement bourgeois.

Alors que des résolutions rapides s'imposaient, des hommes d'une mentalité périmentée restaient les maîtres de la position. Le parti n'a pas su arracher de leurs mains la direction du mouvement syndical et parlementaire; il est revenu de cette façon à ses vieilles méthodes d'adaptation et de conciliation. Les masses prolétariennes décousues, ou se jettent pour cette raison dans d'autres courants révolutionnaires, ou demeurent en dehors du parti, avec les syndicalistes et les anarchistes. Les communistes ne sauraient évidemment admettre la théorie, de ces derniers sur le processus révolutionnaire. Mais on ne peut se défendre de reconnaître la justesse de leurs critiques de la position du Parti Socialiste, position aussi nettement contraire aux exigences révolutionnaires du moment, et même aux déclarations des leaders du parti.

Toutes ces raisons indiquées et nombre d'autres, sur lesquelles les éléments de gauche du parti ont plus d'une fois affirré l'attention des militants, rendent le parti incapable de résoudre les problèmes qui se posent devant lui. C'est précisément en se guidant sur ces considérations que le Congrès de l'Internationale à Moscou, après avoir entendu les exigences des représentants de la gauche de la délégation italienne, a décidé de poser, aussi nettement que possible, la question de la rénovation de notre parti et d'établir les bases sur lesquelles notre prochain Congrès pourra procéder à ce travail.

Voyons maintenant, quels sont les problèmes qui devront être résolus par le prochain Congrès, quelles sont les fins que nous devons nous assigner si nous voulons que le Congrès, sans perdre un instant à de vains débats et à des manœuvres diplomatiques de derrière les coulisses, entreprene une lutte décisive contre le mal qui désunit notre parti et découvre les moyens de l'écartier. Nous supposons que ces fins peuvent et doivent être communes à tous les camarades qui reconnaissent les principes fondamentaux du communisme et sont prêts à exiger l'application des résolutions

de Moscou quant à la composition et à l'activité du parti.

Ces résolutions serviront de plate-forme à l'action commune de tous les groupes et courants de gauche qui, malgré leurs dissenssions dans certaines questions théoriques et pratiques, sont unis par leur désapprobation de l'activité du parti au point de vue révolutionnaire.

Le programme d'action que nous proposons en vue du prochain Congrès peut être, à notre avis, formulé dans les thèses suivantes:

1) Le changement de nom du parti qui devra s'appeler Parti Communiste Italien (Section de l'Internationale Communiste).

2) Le remaniement du programme de Bologne, dont certains points de détails doivent concorder plus étroitement avec les principes de la II<sup>e</sup> Internationale, afin de nous permettre de l'opposer à nouveau au programme social-démocrate soutenu par la droite du parti.

3) L'exclusion logique et formelle du parti de tous les membres, de toutes les organisateurs qui se seront montrés ou se montreront contraires au programme communiste, que ce soit par voie de vote dans les sections ou par tout autre moyen.

4) Le changement du statut inférieur du parti par l'inclusion dans ce statut du principe de l'homogénéité de la composition du parti, de la centralisation et de la discipline qui sont les bases indispensables de l'organisation d'un parti communiste; parmi les autres innovations, il est indispensable d'adopter le système des candidatures pour l'admission de nouveaux membres du parti, et celui d'une réadmission périodique de tous les membres du parti; la première réadmission doit être opérée aussitôt après le Congrès.

5) L'obligation pour tous les membres du parti à se soumettre sans restriction à la discipline de l'action, en ce qui concerne toutes les résolutions tactiques des Congrès Internationaux et Nationaux dont l'application devra être contrôlée par un membre du Comité Central désigné par le Congrès.

6) L'activité du parti devra être orientée vers la réalisation des principes établis par le Congrès de Moscou et se résumera, dans ses traits principaux, comme suit:

a) La préparation de l'insurrection armée, en vue de laquelle il est indispensable d'employer tous les moyens de la propagande légale et d'organiser en même temps un travail illégal systématique, pour réaliser toutes les conditions préalables de l'insurrection et assurer ses ressources matérielles.

b) L'organisation dans tous les syndicats, dans les ligues, dans les coopératives, dans les fabriques, dans les entreprises, etc... de noyaux communistes reliés à l'organisation du parti dans un but de la propagande, pour la conquête de toutes ces organisations et pour la préparation de la révolution.

c) L'activité dans les organisations économiques du prolétariat pour hâter le passage de leur direction entre les mains du Parti Communiste. S'adresser à toutes les organisations prolétariennes révolutionnaires non affiliées à la Confédération Générale de Travail pour les appeler à y

entrer, afin de soutenir la lutte des communistes contre les tendances et les leaders actuels de la Confédération. Le refus d'un traité d'alliance entre le parti et la Confédération imbue des principes social-démocrates de l'égalité des droits des syndicats et des partis, et le remplacement de ce traité par un contrôle réel du Parti Communiste sur les organisations prolétariennes économiques, réalisé au moyen de la soumission disciplinaire, des communistes travaillant dans les syndicats, aux organes dirigeants du parti.

La séparation de la Confédération, aussitôt qu'elle se sera soumise à la direction du Parti Communiste, du secrétariat jaune d'Amsterdam et son adhésion à la section syndicale de l'Internationale Communiste, dans les conditions prévues dans les statuts de cette dernière.

d) La lutte, pour la direction du mouvement coopératif par le Parti Communiste, afin de délivrer des influences bourgeois et petits-bourgeois actuelles et de le rendre solidaire avec le mouvement révolutionnaire de la classe prolétarienne.

e) La participation aux élections politiques et administratives, sur des bases diamétralement opposées à celles de l'ancienne pratique social-démocrate pour le développement de la propagande révolutionnaire et pour l'accélération du processus de décomposition des organes de la représentation bourgeoise démocratique. La révision par les organes du parti, sous la direction du Comité Central du parti de la composition des fractions communistes dans les conseils provinciaux et municipaux, comme au Parlement, avec droit de les dissoudre. La direction et le contrôle par le Comité Central de l'activité des fractions qui seront maintenues.

Le groupe parlementaire sera considéré comme un organe destiné à remplir des fonctions spéciales et à appliquer une tactique spéciale conformément aux indications du parti. Il ne pourra se prononcer de son propre chef sur les questions touchant la politique générale du parti.

7) Le contrôle des organes centraux sur toute la propagande et, en particulier, la soumission à la discipline de toute la presse du parti. Les membres de la rédaction et de la direction des organes du parti seront confirmés ou nommés par le Comité Central qui contrôlera leur activité, conformément aux directives politiques des congrès.

8) Un contact étroit avec le mouvement de la jeunesse, réalisé conformément aux principes indiqués par le statut de l'Internationale Communiste; l'intensification de la propagande parmi les femmes.

Nous sommes convaincus que le programme d'action marqué dans ses traits principaux sera approuvé par tous les communistes, et que ces derniers contribueront activement à son triomphe au prochain Congrès du parti, par le moyen d'une large propagande et de l'organisation de toutes les forces qui adopteront notre plate-forme.

Au travail, camarades, afin que le faux sentimentalisme unitaire et les intérêts personnels soient enfin sacrifiés à la cause de la révolution communiste!

*Le Bureau Provisoire de la Fraction Communiste.*

*Nicolas BOMBACCI, Amadeo BORDIGA, Bruno FORTICHIARI, Antonio GRAMSCI, Francesco MISIANO, Luigi POLANO, Umberto TERRACINI.*

Milan, octobre 1920.

## LE PROGRAMME DU PARTI OUVRIER SOCIALISTE DE FINLANDE

Le Parti Ouvrier Socialiste de Finlande est un parti prolétarien de lutte de classe. Son programme consiste à l'ancienissement du capitalisme et à l'organisation de la société sur une base socialiste.

A l'heure actuelle c'est le programme de la lutte de classe du prolétariat mondial. Il repose sur le processus d'un développement historique imminent, dont le caractère et la direction ont été pour la première fois scientifiquement mis en lumière par Karl Marx.

Depuis longtemps l'exploitation capitaliste constitue dans la plupart des pays civilisés le fond même de la vie politique et sociale des Etats. Plus on produisait en vue du marché, plus la technique se développait, plus les moyens de production s'accumulaient entre les mains des gros propriétaires et plus durement aussi les gens du peuple étaient-ils contraints par leur situation économique à vendre régulièrement ou de temps à autre leur main-d'œuvre aux capitalistes, c'est-à-dire à travailler en qualité de salariés pour créer de la plus-value au profit des classes possédantes.

La sphère de la production capitaliste ne cessait de s'étendre au fur et à mesure du développement de la technique. Les petits patrons perdait leur indépendance et devenaient prolétaires ou mi-prolétaires assujettis aux magasins du capital.

En même temps le développement de la technique réduisait la demande de main-d'œuvre, celle-ci étant remplacée par la machine. Dans bien de cas le travail de l'homme était exécuté par des femmes et des enfants. Ainsi la production se développait prodigieusement tandis que la demande de main-d'œuvre n'augmentait que très lentement. L'asservissement des salariés devenait de plus en plus lourd; les prolétaires ne recevaient qu'une partie de plus en plus miserable des richesses créées par leur travail.

L'accroissement rapide de la production et la concurrence capitaliste sur le marché mondial rendaient difficile l'écoulement des marchandises. Alors que la majorité de la population manquait du nécessaire, on pouvait observer les crises capitalistes de surproduction, suivies de périodes de stagnation industrielle. Pendant ces crises, le nombre de petits producteurs ruinés augmentait, les capitaux se trouvant plus concentrés, plus lourde devenait la dépendance des salariés.

Le perfectionnement de la technique (qui signifie une augmentation du rendement du travail et un accroissement de la richesse publique) n'a abouti dans la société bourgeoise qu'à ce résultat inévitable: les antagonismes des classes se sont accentués, l'abîme entre les possédants et les non-possédants est devenu plus profond.

La production capitaliste est devenue une entrave au développement de la technique et des forces productives. La libre concurrence qui favorisait le développement de ces forces, a été entravée par la centralisation de la production et des capitaux et par la création de puissants syndicats et trusts capitalistes, qui, avec les grandes banques, ont pris une importance capitale dans la vie économique. De leur apparition date l'époque du capital financier, dont la domination politique s'est traduite par les tendances impérialistes des Etats capitalistes. Bien que les trusts et syndicats financiers se soient partagé le monde sous le rapport économique, les relations des Etats entre eux ne se sont pas améliorées. La lutte exacerbée pour les marchés, pour le placement de capitaux, pour les matières premières et la main-d'œuvre, s'est transformée en une lutte pour la suprématie mondiale. Son résultat a été la grande guerre de 1917-1918 où la coalition des Etats dirigée par l'Allemagne a été vaincue par l'Entente à la tête de laquelle se trouvait l'Angleterre.

Mais aucune paix bourgeoise ne pourra sans doute mettre un terme à cette lutte géante. Et déjà pendant la guerre le prolétariat a engagé de grandes actions révolutionnaires.

Les antagonismes de la société bourgeoise ont accentué progressivement le mécontentement des masses exploitées. L'organisation et la puissance du prolétariat se sont développées et sa lutte de classe s'est intensifiée dans tous les pays capitalistes.

En même temps, le capitalisme créait partout une base matérielle à l'organisation d'une forme supérieure de production socialiste.

Les syndicats et les trusts, le capitalisme national et international ont porté l'appareil économique au suprême degré de développement. De plus, au cours de la guerre cet appareil s'est centralisé et a pris la forme du capitalisme d'Etat, si bien que l'on ne pourra désormais sans des chocs violents revenir aux anciennes formes du capitalisme privé et de la libre concurrence.

Au cours de la guerre, la crise qui avait lentement mûri au sein de la société capitaliste s'est universalisée. Les prix ont effroyablement augmenté, l'argent et l'or étant sortis de la circulation. Les Etats qui sont plus à même de racheter la monnaie fiduciaire qu'ils ont émis pour des sommes énormes. La majorité laborieuse de la population souffre de la sécherie de la vie. Ce n'est plus la production de valeurs, mais l'escroquerie sous des formes variées qui constitue la source de la plus lucrative des gains capitalistes.

L'oppression des ouvriers par les associations d'exploiteurs et leur asservissement par l'Etat ont rendu inefficaces les anciennes formes de la lutte économique et politique du prolétariat.

Tous ces faits auxquels s'ajoutent les dévastations de la guerre impérialiste n'ont fait que précipiter les événements historiquement nécessaires, c'est-à-dire l'anéantissement du capital et l'organisation de l'économie socialiste.

Cette évolution a trouvé son expression dans le mouvement soviétique du prolétariat mondial.

Ce puissant mouvement victorieux est au pouvoir en Russie depuis octobre 1917, il livre à tous ses ennemis intérieurs et extérieurs une des plus glorieuses batailles révolutionnaires que connaisse l'histoire...».

Dans tous les autres pays l'idée du système socialiste des soviets ouvriers a conquis en peu de temps la sympathie des masses prolétariennes. A mesure que la classe ouvrière militante approche de sa victoire finale, il devient de plus en plus évident que seul le pouvoir soviétique permettra au prolétariat de transformer la société capitaliste en une société socialiste, libérale et sans classes.

La III<sup>e</sup> Internationale, fondée dans la capitale de la République Socialiste des Soviets Russes au mois de mars 1919, sera de lieu international au mouvement ouvrier marxiste qui soutient le pouvoir soviétique. Un grand nombre d'organisations ouvrières ainsi que de nombreux partis ouvriers socialistes et communistes s'y sont ralliés. Parlent le nombre de ses adeptes s'accroît rapidement.

La III<sup>e</sup> Internationale se trouve dans un état de désagrégation irrémédiable. Elle est devenue une association de blancs qui soutiennent les ennemis de la classe ouvrière. Dès le début de la guerre impérialiste il a été évident que les éléments dirigeants de l'ancien mouvement ouvrier dans la plupart des pays n'étaient plus à la hauteur de leur tâche; pendant le long règne du capital ils s'étaient imprégnés de l'esprit bourgeois; ils avaient soutenu leurs

gouvernements en temps de guerre et encouragé leurs bourgeoisie dans ses desseins de conquête. Les éléments de droite du mouvement ouvrier ont même combattu contre la classe ouvrière au nom de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Il ne reste plus aujourd'hui au sein de la III<sup>e</sup> Internationale que ces frères blancs et ces ennemis du mouvement ouvrier; même les partis ouvriers suivant une ligne opportuniste ont renoncé à appartenir à cette ligue impudente des serviteurs de la bourgeoisie. Il ne fut aucun doute, que sous la pression des masses prolétariennes conscientes, ces partis se verront tôt ou tard obligés d'entrer dans les rangs du prolétariat mondial.

Confiance réciproque absolue des classes ouvrières de tous les pays développés, alliance fraternelle et étroite, parfaite unité d'action sont indispensables au triomphe de la révolution prolétarienne. Et ce n'est qu'en combattant sans merci le socialisme bourgeois, dont on peut suivre dans les sphères supérieures du parti social-démocrate finlandais, les machinations parlementaires et les intrigues en vue de gagner la classe ouvrière, à l'idée de la participation au pouvoir, au socialisme d'état et au régime politique réactionnaire, qu'on pourra atteindre ce but.

Le Parti Ouvrier Socialiste de Finlande, ne veut pas voir le prolétariat abandonner le drapeau rouge et l'idée de la démocratie prolétarienne qui, depuis longtemps, est considérée par les masses prolétariennes de ce pays, comme le but unique de leur lutte de classe. Plus que jamais, la doctrine de Marx, sur le terrain de laquelle s'est placée la III<sup>e</sup> Internationale, doit demeurer le guide du parti ouvrier de notre pays.

Le Parti Ouvrier Socialiste de Finlande ne veut pas voir se disperser les rangs prolétariens. Il s'efforce de rassembler les forces épargnées du prolétariat conscient, pour fonder une organisation vaste et puissante. Il aspire à organiser le prolétariat finlandais en un parti indépendant, qui sera opposé à tous les partis bourgeois, et qui, loin de chercher à collaborer avec eux, se consacrera, au contraire, à mettre en relief l'antagonisme irréconciliable existant entre les exploiteurs et les exploités. Notre parti veuille relever par tous les moyens en son pouvoir, la conscience et les forces du prolétariat, afin que ce dernier soit à même de remplir sa grande mission historique.

Le Parti Ouvrier Socialiste de Finlande, n'appelle pas les ouvriers aux actes de violence anarchiste, au désordre, aux émeutes et aux soulèvements. Bien au contraire, il cherche à agir sur eux par la propagande organisée, afin que la victoire de classe ouvrière et du socialisme soit donnée à l'pacifique. Mais aucune décision du parti ne pourra fixer par avance les formes de la révolution sociale. Il s'agit d'un processus historique naturel, sur lequel les résolutions des partis ne peuvent avoir de prise; ni le prolétariat, ni la bourgeoisie ne l'éviteront. Les formes politiques de ce processus dépendront surtout des méthodes qui seront employées par des ennemis de la classe ouvrière. Les violences et le terreur auxquelles recourt la bourgeoisie dans un grand nombre de pays empêchent la révolution sociale de s'accomplir dans le calme.

Mais quoi qu'il en soit le prolétariat de chaque pays devra employer de grands, de perséverants efforts pour surmonter la résistance des classes exploitées. Il endurera bien "des souffrances, il essuiera encore bien des échecs. La force internationale du capitalisme construit ses digues, élève ses barrières et attaque partout où elle est la plus menacée. Mais à côté de la classe prolétarienne, un nouvel ennemi du capital vient de surgir en la personne des peuples opprimés qui combattent pour leur émancipation. Nul pouvoir d'oppression ne saurait se vanter aujourd'hui d'être solide. Seule l'union internationale des républiques soviétiques du prolétariat sera à même de tirer l'humanité de l'état de dégradation, de barbarie et de guerres sanguinaires où l'a plongé le régime capitaliste.

Ainsi les tâches les plus urgentes du Parti Ouvrier Socialiste de Finlande sont: veiller à ce que dans toutes les phases de sa lutte le prolétariat soit, par sa conscience, son organisation et ses forces, à la hauteur de sa tâche historique; employer tous ses efforts, afin de briser la résistance des ennemis de la classe ouvrière. Le parti fournira des instructions supplémentaires au fur et à mesure des besoins. Quant au programme du Parti Ouvrier Socialiste de Finlande, il ne renferme que des indications générales sur les grands changements sociaux qui amèneront la réalisation du régime socialiste. Ce programme peut être formulé comme suit:

### I. Programme politique.

1) L'Etat bourgeois et la bureaucratie doivent être abolis et remplacés par le pouvoir prolétarien soviétiste. Jamais la république bourgeoise dont la base économique repose sur la propriété privée n'a été nationale, étant en réalité une dictature bourgeoise, c'est-à-dire un appareil de contrainte à l'aide duquel une poignée d'exploiteurs opprime et exploite les masses laborieuses. Jamais on ne pourrait réaliser le socialisme au moyen de cet appareil. Aussi le prolétariat doit-il lui en substituer un autre qui sera basé sur les organisations les plus vastes et les plus démocratiques des masses laborieuses: *les soviets ouvriers*.

2) Les organes du pouvoir soviétiste doivent avoir le contact le plus étroit avec les masses ouvrières. A cet effet l'élection des délégués ou l'annulation des mandats doivent s'effectuer dans les conditions les plus commodes pour le prolétariat des villes et des campagnes (l'entreprise, l'usine, le lieu du travail devant être considéré comme l'unité électorale et en général comme le facteur essentiel de l'Etat). Chaque membre du soviet est tenu de remplir un emploi dans l'administration de l'Etat. Dans la mesure du possible, les travaux doivent alterner dans les diverses branches de l'administration et tous les citoyens doivent être graduellement amenés à participer à l'administration de l'Etat.

3) L'intégrité du pouvoir doit demeurer aux mains des soviets ouvriers et des organes, par eux élus, tant qu'il y aura des classes et un pouvoir d'Etat.

La lâche fondamental du pouvoir ouvrier soviétiste, c'est de briser la résistance des exploiteurs et d'affranchir le travail du joug capitaliste. Loin de détruire la liberté d'exploiter, il tend au contraire à l'éloigner. Il supprimera tous les droits et priviléges des exploiteurs, qui constituent un danger pour la classe ouvrière. Quant à la majorité laborieuse du peuple, le pouvoir soviétiste lui assurera les libertés de réunion, d'union, de presse, etc... La démocratie bourgeoise a proclamé entre autres les droits politiques des ouvriers; mais la servitude économique empêche la classe ouvrière d'en faire usage. Seul le pouvoir soviétiste mettra à la disposition de la classe ouvrière les locaux, un nombre suffisant de typographies, les stocks nécessaires de papier, etc, pour exercer tous ses droits en même temps qu'il lui fournira le moyen de participer à l'activité de l'Etat.

4) L'égalité (sans distinction de sexe, de religion, de race et de nationalité) proclamée formellement depuis des siècles par la démocratie bourgeoise mais que jamais et nulle part le capitalisme n'a pu mettre en vigueur, la république soviétique la réalisera intégralement.

Sans se contenter d'une égalité formelle des sexes, la femme sera libérée des travaux du ménage grâce à la généralisation des *communes familiales*, des refectories et des buanderies publiques, des crèches, etc.

5) Les institutions judiciaires bourgeois seront remplacées par un tribunal du peuple unique, simple et exempt des lenteurs bureaucratiques.

Les juges devront être élus parmi les ouvriers et par les ouvriers seuls. Il est à désirer que le plus grand nombre des membres de la classe ouvrière remplissent ces attributions (dans ce but juges et jury ne seront élus que pour un temps limité et n'enferont en fonctions qu'en vertu de listes établies par les ouvriers, par les organisations professionnelles, etc...).

Les verdicts ne devront se baser que sur les lois soviétiques et sur la conscience socialiste du prolétariat.

6) L'instruction générale obligatoire et gratuite sera introduite pour tous les enfants. Pour enfants en bas âge il y aura lieu de créer des institutions pré-scolaires d'éducation publique: crèches, jardins d'enfants, etc...

L'éducation sociale sera assurée dans une école de travail unique où l'instruction sera étroitement liée au travail productif social. Tous les élèves seront nourris, vêtus, chaussés et munis de ressources d'étude par la communauté.

Des éducateurs et des professeurs imbus de l'esprit socialiste seront formés. La population laborieuse tout entière sera invitée à participer à l'œuvre de l'instruction publique. Le pouvoir soviétiste prêtera le plus large concours à l'activité libre des ouvriers et des paysans en fait d'éducation et d'instruction.

La jeunesse sortant des écoles recevra une instruction générale et professionnelle effective. L'instruction supérieure sera accessible à tous; l'existence matérielle des étudiants sera assurée. Afin d'affirmer dans les écoles supérieures des forces nouvelles, il sera nécessaire de supprimer tous les

obstacles artificiels à la poursuite des études pédagogiques. Les ouvriers seront également encouragés à s'inscrire aux arts.

La propagande des idées socialistes sera organisée sur une large échelle avec le concours de l'Etat.

### 2. Programme économique.

1) Tous les moyens de production dont disposent l'Etat, les communes et la grande bourgeoisie passeront au pouvoir ouvrier socialiste, ainsi que les banques, les transports et toute autre propriété capitaliste servant à l'exploitation.

L'émancipation de la classe ouvrière ne s'accomplira pas avant que le prolétariat lui-même n'assume, en lieu et place, de la bourgeoisie, la direction de la production. L'exploitation des moyens de production n'a pas en vue le partage égal de la propriété mais, au contraire, la centralisation de la production.

La petite propriété ne doit pas être expropriée; on n'appliquera pas la contrainte aux petits propriétaires. Il faut qu'ils soient attirés dans l'organisation socialiste après s'être persuadés de la supériorité du nouveau système qui les affranchira du poids de dettes, des impôts et du joug capitaliste.

2) Le pouvoir soviétiste doit aborder (suivant les conditions techniques) la socialisation systématique de toutes les branches de la production et en premier lieu de toutes les industries syndiquées où l'appareil économique est plus développé. La production de chaque branche d'industrie est à concentrer en unités techniques aussi parfaites que possible. Les petites entreprises sont à l'ordre avec les entreprises plus grandes et par conséquent plus avantageuses. Les entreprises de chaque branche ou groupe d'industrie doivent se conformer au plan unique de la production.

Tout en travaillant énergiquement à utiliser et relever toutes les forces productrices naturelles du pays, le pouvoir soviétiste doit entrer en relations économiques avec les autres pays.

3) L'industrie socialisée doit être régie par une direction ouvrière de manière que les travailleurs soient en mesure de prendre une part directe à leur gestion par l'entremise de leurs unions d'ateliers, de leurs conseils de fabriques, des délégués responsables, etc... C'est le seul moyen de créer une industrie ouvrière socialiste qui ne mettra point d'entraves à la centralisation et à la direction technique exigées par une organisation rationnelle de l'économie.

Si les organisations ouvrières professionnelles actuelles étaient à même, sous le régime soviétiste d'agir en qualité d'organes principaux de socialisation, tout en se transforment en des organes d'éducation générale de l'économie ouvrière socialiste, il n'en résultera que le plus grand bien pour l'organisation de la direction ouvrière et pour la socialisation de l'industrie.

4) La propriété foncière privée et l'exploitation des travailleurs de campagnes doivent être abolies. Les petites propriétés doivent être annulées et les grands domaines remis au pouvoir soviétiste. Le droit du petit propriétaire sur la terre reste invulnérable, le travail étant l'unique source du droit à la possession de la terre. Nulle violence ne sera faite aux paysans moyens qui ne demandent qu'à travailler; on les persuadera par l'exemple des avantages économiques du travail collectif et par la propagande.

Nous reconnaissons la nécessité de secouer le développement du système des soviets et de l'économie soviétique dans le domaine de l'économie rurale, de même que celle de l'union des petits cultivateurs. Les conseils d'économie rurale et les unions de cultivateurs doivent jouir de la plus large autonomie. De plus l'Etat Soviéliste doit leur prêter une aide matérielle et leur fournir les lumières nécessaires en vue du relèvement progressif de l'agriculture et de l'élevage.

5) Le commerce capitaliste sera remplacé par un système rationnel de répartition des produits. Parallèlement à l'expropriation des grandes entreprises commerciales capitalistes les coopératives seront transformées en organes de répartition de manière à ne conserver aucune trace de leur origine petite-bourgeoise. La répartition des produits par l'Etat, par les communes, par les coopératives et les sociétés privées de consommation doit être organisée graduellement suivant un plan d'ensemble unique et rationnel.

6) Le pouvoir soviétiste doit affirmer à l'œuvre de répartition des fruits de la production, à l'organisation du front-

port, des techniciens bourgeois et des spécialistes (pourvu qu'ils servent loyalement le nouveau régime). Il serait à bien des égards désirable que les ouvriers bénéficient du savoir et de l'expérience de ces professionnels. Le prolétariat n'a nulle intention d'opprimer les spécialistes, il veut tout au contraire leur permettre l'activité créatrice la plus intense.

Le capitalisme a divisé le travail physique et intellectuel, le socialisme les unita. Il rapprochera le travail et la science.

7) Aussi longtemps que le pouvoir soviétique ne sera pas en mesure de supprimer l'argent, il lâchera, par une méthode de régularisation appropriée, d'en restreindre l'usage. Il n'est pas insuffisant aux salariés qu'il ne faille chercher à remplacer par des rétributions en produits ou en cartes personnelles de consommation tant qu'il n'y aura pas de possibilité de répartir les produits selon les besoins de chacun. A ce moment le salariat et l'argent auront vécu. La question d'égalisation des salaires, tant qu'ils seront maintenus est de la compétence des organisations ouvrières.

8) Un fermé sera mis à l'exploitation des locataires par les propriétaires des immeubles, par la transmission des maisons aux conseils ouvriers municipaux et l'installation des ouvriers dans les appartements bourgeois disponibles, meublés par les soins de l'Etat. On mettra également à

la disposition des organisations ouvrières et des sociétés d'études tous les locaux dont ils auront besoin. Mais on évitera de porter atteinte aux intérêts des personnes n'appartenant pas à la classe capitaliste et à ceux des locataires ne disposant pas de pièces superflues.

9) L'œuvre de la protection du travail commencée par le prolétariat dans l'Etat bourgeois sera achevée après la victoire du pouvoir soviétique. La journée normale sera réduite au fur et à mesure de l'augmentation du rendement du travail. Dans une société de travailleurs, il sera de l'intérêt général d'améliorer constamment les conditions du travail et de la vie.

Quant à l'assurance sociale le pouvoir soviétique liquidera immédiatement l'assistance publique bourgeoise pour organiser l'assurance des vieillards et des invalides telle qu'elle est dictée par la dignité humaine. Mais il n'en combattrà pas moins de la façon la plus énergique toute espèce de parasitisme et de désesrement. La fâche du pouvoir soviétique, c'est d'allier à la vie utile tout citoyen apte au travail.

10) Le pouvoir soviétique organisera immédiatement la protection de la santé publique. Les pharmacies, les cliniques, les infirmeries et villes d'eau seront gérées par les soviets. L'assistance médicale sera gratuite.

## RÉSOLUTION DU II-e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE BULGARE

*Sur la situation intérieure et extérieure du pays et du parti.*

Le II-e Congrès du Parti Communiste Bulgare réuni le 1er juin 1920 à Sofia après avoir entendu le rapport du commissaire Khr. Kabalkchiev « Sur la situation intérieure et internationale du pays et du parti » et après discussion de celle question, constate ce qui suit:

La crise économique due à la destruction des forces productrices par la guerre impérialiste, ne cesse de s'élargir et de s'aggraver et ses effets désastreux rendent la situation de la classe ouvrière et de la partie peu favorisée de la population de plus en plus précaire et infâlable. La crise des articles de première nécessité continue d'accroître même depuis la guerre. La bourgeoisie des villes et des campagnes qui s'est enrichie pendant la guerre, se sert de ses richesses pour accaparer les matières premières, le blé et tous produits, monopoliser le commerce, spéculer et provoquer une hausse incessante des prix. La dépréciation de la monnaie fiduciaire provoquée par la diminution de la production et par les émissions d'assignats fournit à la bourgeoisie une nouvelle occasion de spéculer sur les fonds publics. Cette dépréciation ne fait qu'aggraver davantage la situation des ouvriers et des couches peu fortunées de la population urbaine et rurale en affaiblissant graduellement la puissance d'achat des salaires et revenus. D'autre part, le chômage qui sévit dans un grand nombre d'industries prive nombre de travailleurs de leurs gagne-pain et augmente ainsi la misère.

Les partis et les gouvernements bourgeois n'ont rien fait pendant la guerre ni depuis non seulement pour faire disparaître mais même pour adoucir les maux dont souffre la grande majorité du peuple. Les partis de coalition libérale qui ont commencé la guerre fratricide et qui ont mis le pays au pillage continuent impunément leur œuvre. C'est sur les partis démocratiques et radical qui, avec tous les partis bourgeois de droite et de gauche, ont soutenu la politique de guerre de Radostlavof et prolongé les hostilités, que retombe la terrible responsabilité des milliers des soldats tués pendant la répression de l'émeute au district de Radomir et de Sofia ainsi que celle de la captivité de centaines de milliers de soldats prisonniers dans les pays étrangers. La guerre finie, ces partis ont accru les impôts indirects et entrepris une nouvelle campagne contre la classe

ouvrière en lutte pour son existence. Les partis national et progressiste-libéral, pour se soustraire à la responsabilité qui leur incombaient dans la guerre des Balkans, ont eux aussi appuyé le cabinet Radostlavof et ceux qui l'ont remplacé. Ils ont suivi vis-à-vis de l'Entente une politique servile dans l'espoir que celle-ci les aiderait à étouffer la révolte du peuple et à consolider la domination ébranlée de la bourgeoisie. Privés eux-mêmes de la confiance des masses, ils ont appelé au pouvoir, avec l'aide des autres partis de droite, deux partis gauches: les socialistes-larges et les agrariens; ils espéraient ainsi dompter les masses populaires et écraser le Parti Communiste et par suite sauver le régime monarchique bourgeois et assurer leur propre avenir. Or, le parti des socialistes larges, dont les représentants sont restés presque une année au pouvoir en qualité des ministres du travail et de la police, et qui avait par conséquent la faculté de réaliser sa politique « démocratique » de « réformes sociales » n'a pas hésité à se compromettre aux yeux des masses ouvrières et impuissant à justifier même les espérances de la bourgeoisie a subi un échec complet.

L'Union Nationale Agraire, elle, parvint, au pouvoir à l'aide des partis bourgeois. Comme elle représentait le plus puissant des partis de gauche, la bourgeoisie pensait par son intermédiaire, pacifier le pays, c'est-à-dire étouffer la lutte révolutionnaire des classes laborieuses. L'Union Nationale Agraire ralla sous son drapeau la majorité des paysans depuis que celle-ci a vu se défaire d'elle les masses ouvrières urbaines. Mais l'Union Nationale Agraire représente, non les intérêts des masses paysannes, mais ceux de la bourgeoisie rurale qui enrichit au cours de la guerre par le pillage des paysans pauvres et la spéulation sur les grains et sur les autres produits agricoles à l'exemple de la bourgeoisie urbaine, commence à faire des opérations financières, des transactions et affaires de toute sorte. Les représentants les plus typiques de cette avide bourgeoisie rurale sont à la tête de l'Union Nationale Agraire et de ses sections locales; ils ont la prépondérance dans le gouvernement. Pour ce dernier qui a suivi de l'appui de tous les autres partis bourgeois, l'Union Nationale Agraire n'est qu'un instrument de pillage et d'usurpation des

ressources nationales extorquées aux classes laborieuses. Quand il s'agit d'écraser la lutte révolutionnaire du prolétariat, la bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie rurale marchent toujours de concert. Aussi les adversaires politiques de droite de l'Union Agraire prétendent-ils à cette dernière dans sa campagne furieuse, impitoyable contre le Parti Communiste l'appui sans réserve.

L'Union Nationale Agraire, semblable en cela aux autres partis bourgeois qui s'étaient succédés au pouvoir après la guerre, ne fit rien pour adoucir le sort des ouvriers et des classes indigentes, c'est-à-dire de l'écrasante majorité de la population. Bien au contraire le gouvernement des agrariens, encouragé et développé la spéculation; sous sa protection, la bourgeoisie rurale se livra à une spéculation effrénée, dilapidant les ressources nationales et organisant dans le but d'ôter aux classes laborieuses leur dernier morceau de pain, une véritable campagne de pillage.

Le gouvernement des agrariens conjointement avec le «consortium», s'efforce d'assurer aux gros propriétaires fonciers l'exploitation de leur bétail, contribuant ainsi à la hausse des prix sur le marché inférieur, mais par contre procurant de gros bénéfices à la bourgeoisie rurale. En matière budgétaire le gouvernement continue son ancienne politique financière, c'est-à-dire l'élévation des impôts indirects, le soutien des classes possédantes et la protection de l'oligarchie bancaire, il repousse obstinément toutes les mesures proposées par le Parti Communiste au Parlement, mesures dont le but est d'alléger le fardeau des impôts qui écrase les masses laborieuses et d'améliorer la condition des fonctionnaires et de la classe ouvrière tout entière. Le projet gouvernemental sur le travail obligatoire est destiné à ressusciter, pour l'appliquer sur l'échelle nationale, un ancien système d'exploitation du travail complètement abandonné depuis longtemps: la corvée. Le projet sur la propriété foncière n'est qu'une utopie réactionnaire qui a fait mousser dans un but démographique; quant aux projets d'une gendarmerie mercenaire, concus dans un esprit militariste, ils tendent en réalité à l'organisation d'une garde blanche contre-révolutionnaire chargée de défendre la bourgeoisie.

Le gouvernement «agaire» s'est résolu à améliorer la situation intolérable des cheminots et des employés des P. T. T; par sa politique de provocation il les a contraints à une grève générale qu'ils ont soutenue dans un magnifique esprit de solidarité et avec un hérosme sans exemple. Pour vaincre les ouvriers des transports, le gouvernement, soutenu par les partis bourgeois, a suspendu toutes les lois, subordonnées aux autorités militaires, les grévistes dont il a arrêté et assommé des milliers et condamné des centaines à des peines rigoureuses; toutes les libertés ayant été supprimées, il a organisé l'armée des bandes jaunes et usé envers les masses ouvrières d'un système de répression d'une violence et d'une cruauté inouïes. Il a ruiné l'économie nationale, causé un fort déclin de la production et désorganisé les chemins de fer. Par sa criminelle politique de violences et de destruction le gouvernement a démontré que, ennemi juré des classes laborieuses, il ne peut qu'aggraver les misères du peuple et empêcher son développement ultérieur.

Pour s'empare de toute la machine gouvernementale et expulser le Parti Communiste du Parlement, les «agariques», actuellement au pouvoir eu mépris de la constitution ont dissous les Chambres; contre les communistes principalement ils ont eu recours à une terreur sans nom et à des mensonges, des fraudes et des bassesses de tout genre; après avoir obtenu dans la majorité parlementaire, ils ont continué leur politique au sein du Parlement, où par l'invalidation inique de plusieurs députés communistes ils ont privé de représentation des dizaines de milliers d'électeurs.

Le gouvernement des agrariens, continuant la politique de violence, de ses prédecesseurs, les socialistes larges a démontré clairement que les partis de gauche ne sont qu'un instrument aux mains de la réaction et de la contre-révolution. Il a révélé le véritable caractère de la démocratie bourgeoise qui n'est en somme que la dictature des classes possédantes. C'est-à-dire l'immédiatorité de la population et dont le but est d'écraser la lutte révolutionnaire du prolétariat par la police, les troupes, les espions, la prison, les tortures, les arrestations en masse et l'assassinat politique. Par son impudente politique de provocation, le gouvernement a cherché à ruiner le Parti Communiste et à justifier la terreur organisée, par le régime d'exception dirigé contre ce parti et par les campagnes de ses bandes jaunes il a prouvé que la guerre civile est l'œuvre de la bourgeoisie elle-même.

Soutenu par tous les partis bourgeois, le gouvernement des agrariens continue la politique extérieure des gouvernements bourgeois et du nationalisme banquier. Non seulement il a signé à Paris la paix honteuse et ruineuse qui a plongé le peuple bulgare dans la servitude économique nationale et politique, mais il est devenu lui-même l'instrument aveugle de l'Entente impérialiste dont le but est de transformer notre pays en sa colonie. Il est entièrement soumis aux puissances rivales de l'Entente: l'Angleterre et la France; vis-à-vis des Etats voisins il continue une politique d'intrigues et de revanche et sous prétexte de défendre l'autonomie de la Thrace, il prépare en ce moment un conflit sanglant avec la Grèce. Il pousse le pays vers de nouvelles aventures, vers de nouvelles guerres et par suite vers de nouvelles catastrophes. Somme toute, il est devenu l'agent de la politique réactionnaire de l'Entente, il a transformé la Bulgarie en un camp de concentration, en une base pour les armées contre-révolutionnaires qui combattent la République Soviétique Russe. Enfin, continuant la politique extérieure de ses prédecesseurs, il ne fait rien pour rendre à leur patrie des dizaines de milliers de Bulgares prisonniers de guerre à l'étranger.

Cette politique de provocation, cette politique contre-révolutionnaire de la bourgeoisie bulgare et de son gouvernement est d'autant plus criminelle et insensée que la campagne entreprise contre la Russie Soviétique ainsi que le blocus économique de cette dernière par les grands Etats impérialistes se sont avérés impuissants devant la fermeté inébranlable du prolétariat révolutionnaire russe et que ces mêmes Etats sont maintenant forcés de nouer des relations commerciales avec la Russie Soviétique et de reconnaître son gouvernement. A la contre-révolution internationale encouragée et organisée par les gouvernements de l'Entente dont le but est d'éteindre ce foyer de la révolution qu'est la Russie Soviétique, les travailleurs de tous les pays européens, unis et dirigés par l'Internationale Communiste opposent un front unique: le front de la révolution prolétarienne. La crise économique et sociale, fruit de la guerre impérialiste mondiale, a saisi les fondements du monde capitaliste. La nécessité de la vie, la dépréciation de la monnaie, le chômage se font qui croire, augmentant d'autant la misère du prolétariat et des classes indigentes et utilisant à l'extrême l'antigouisme des classes impuissantes, à surmonter la crise actuelle et incapable de renoncer à ses priviléges dans aucun pays—que ce soit une monarchie ou une république démocratique—la bourgeoisie maintient sa domination par une dictature sauvage et enfreint partout la guerre civile. Par la paix impérialiste qu'ils ont imposée au monde les gouvernements capitalistes soulèvent contre eux les peuples coloniaux et provoquent des révoltes nationales en Egypte, en Asie Mineure, aux Indes, et dans quelques autres pays.

Vu les considérations au-dessus énoncées au sujet de la situation intérieure et internationale, le Congrès adopte la résolution suivante:

1) Conformément à son programme ainsi qu'à la tactique et aux principes de la III<sup>e</sup> Internationale qui ont également trouvé une confirmation éclatante dans la lutte des classes en Bulgarie et dans le mouvement révolutionnaire international du prolétariat, le Parti Communiste Bulgarie poursuivra avec un redoulement d'énergie sa lutte contre la bourgeoisie jusqu'à l'entière réalisation de son idéal historique: le renversement du capitalisme et l'organisation de la société communiste.

2) Soulignant l'impuissance absolue de la bourgeoisie et des différents partis de gauche et de droite à fuir le pays de la crise économique actuelle et à sauver le peuple des souffrances et des calamités sans nombr qu'ils ont provoquées et qu'ils ne cessent d'accroître par leur politique de répise, le Congrès déclare que le Parti Communiste constitue l'unique force sociale, organisée capable de triompher de l'anarchie, de la misère et de la famine qui désolent la société contemporaine et que, seul, il est en mesure par la réalisation des principes formulés dans son programme, de conserver les forces du prolétariat et des classes indigentes, restaurer la production et de sauver le peuple de la dégénérescence et de la mort.

3) La «démocratie» bourgeoise et la «souveraineté du peuple», telles que les ont réalisées les partis de gauche, n'ont été en fait que la dictature impitoyable de la classe bourgeoisie. Dénigrant aux masses ouvrières, le rôle honnêtement contre-révolutionnaire des partis bourgeois de gauche, le Parti Communiste déclare qu'il redoublera d'énergie dans sa lutte en faveur de la mainmise sur le

pouvoir par les Soviets ouvriers et paysans, de l'armement des ouvriers et des paysans pauvres et de l'instauration de la dictature prolétarienne.

4) Le Congrès constate avec satisfaction les magnifiques succès remportés par le parti aux élections parlementaires municipales et régionales. Ces succès, fruit de l'agitation et de la lutte menées par le parti pour ses principes, ont démontré la justesse de la position adoptée dans la question du parlementarisme. Aux élections, le Parti Communiste a défendu ouvertement son programme. Au Parlement, il travaille à détruire les dernières illusions des masses sur la démocratie parlementaire et à démasquer la nature véritable de la dictature dont la classe bourgeoisie se serv actuellement pour maintenir sa domination.

5) Le Congrès proteste énergiquement contre le système de ferreau employé par le gouvernement pendant les élections, contre l'invalidation illimitée des députés communistes et contre la dissolution d'un grand nombre de conseils municipaux; il déclare que les dizaines de milliers d'électeurs privés ainsi de représentation ainsi que le peuple tout entier des travailleurs rongé sous les drapeaux du parti poursuivront avec un redoublement d'énergie leur lutte pour l'instauration des Soviets ouvriers et paysans seuls représentants véritable du peuple dont ils rendront possible la participation effective à la gestion de l'Etat.

6) Le Congrès proteste énergiquement, contre la ferme, les violences et les crimes du gouvernement envers les travailleurs des transports et la classe ouvrière tout entière; il exige l'amnistie immédiate pour les victimes de la criminelle répression gouvernementale, adresse son salut chaleureux aux militaires qui languissent actuellement dans les prisons, ainsi qu'aux ouvriers des transports et invite ces derniers à se grouper plus étroitement encore autour du Parti Communiste sous les drapeaux duquel, conjointement avec le reste de la classe ouvrière, ils remporteront la victoire dans leur lutte pour la liberté.

7) Le Congrès proteste contre la politique de provocation impudente qui a servi au gouvernement à préparer le régime de ferme et les mesures exceptionnelles employées contre le Parti Communiste; il déclare que le parti poursuivra sans défaillance, sans trêve, sa lutte implacable contre la bourgeoisie, que grâce à son organisation et à sa discipline de fer il saura parer les coups dirigés contre lui; qu'il continuera avec un redoublement d'énergie la lutte conformément aux intérêts et aux tâches de la révolution communiste internationale.

8) Le Congrès déclare que tous les partis bourgeois portent la responsabilité de paix de Paris et que le pays ne

pourra être sauvé de la désorganisation économique, de la faillite financière et du joug impérialiste étranger que par les ouvriers et les classes pauvres qui, après s'être empêtrés du pouvoir politique, pourront organiser la production sociale suivant les principes communistes. Le Congrès déclare que la politique nationaliste du gouvernement à la solde de l'Entente impérialiste est grossie de dangers pour la paix des peuples bulgares et balkaniques, que les peuples asservis ne pourront obtenir leur indépendance nationale que par le triomphe de la révolution prolétarienne internationale; que, à l'heure actuelle, après le krach complet de la bourgeoisie nationaliste le salut n'est possible pour la Bulgarie qu'au sein d'une République Socialiste Fédérale Soviétique des Balkans.

9) Le Congrès flétrit la criminelle politique contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et du gouvernement actuel, qui transforme la Bulgarie en instrument aveugle, de la contre-révolution internationale, il déclare que les travailleurs bulgares ne permettront point à leurs potentiels ni aux conquérants étrangers de les utiliser pour écraser la Révolution en Russie et que le Parti Communiste Bulgar, en union fraternelle avec les partis communistes des pays balkaniques et avec le prolétariat révolutionnaire international, poursuivra avec énergie sa lutte pour le triomphe de la révolution dans les Balkans et dans le monde entier.

10) Le Congrès salue avec joie la création par la troisième conférence socialiste balkanique, la *fédération des partis communistes balkaniques*; il adhère aux résolutions de la même conférence et adresse son salut fraternel au prolétariat balkanique luttant sous les drapeaux du communisme; il exprime son admiration au prolétariat révolutionnaire pour sa lutte héroïque, déclare que la cause des travailleurs russes est aussi celle de leurs frères bulgares et de la classe ouvrière de tous les pays et adresse son salut fraternel au prolétariat international combattant sous les drapeaux de la révolution communiste ainsi qu'aux martyrs et victimes de la contre-révolution hongroise.

11) Le Congrès fait appel aux ouvriers et aux paysans pauvres, à tous les exploités, opprimés et déshérités de la société actuelle, aux femmes et à la jeunesse ouvrière et les invite à se grouper autour des organisations politiques et professionnelles du Parti Communiste, à se pénétrer des principes et de l'idéal de ce parti, à s'en assimiler la facette révolutionnaire, l'organisation, la discipline et à combattre avec courage et énergie dans ses rangs pour le triomphe final du communisme.

## DANS LE PARTI COMMUNISTE YUGOSLAVE.

### Résolution sur la situation politique et les tâches du Parti Communiste Yougoslave (adoptée au II-e Congrès du parti les 20-25 juin à Boukovar).

Où le rapport sur la situation intérieure et extérieure de la Yougoslavie et parlant des principes et des faits fondamentaux exposés dans son programme, le Parti Communiste Yougoslave déclare:

1.

La guerre impérialiste et ses conséquences ont démontré que les bases du régime capitaliste sont ébranlées. N'ayant pu dominer les forces productives qu'il a créées, le capitalisme a provoqué la guerre et sa propre ruine. Le capital, impuissant à reconstruire le monde ruiné, n'est plus apte à assurer l'existence et le développement ultérieurs de la

société; il entre dans sa phase finale. La misère, la famine, les conflits continuels et les germes de nouvelles guerres témoignent que désormais sa domination n'apportera que des ravages, des crises économiques et l'anarchie.

S'il doit disparaître, ce n'est pas parce que l'accumulation des richesses et des forces productives rend nécessaire une forme d'organisation plus élevée, mais bien parce qu'il ne peut tirer les peuples de l'état de détresse et de désolation où il les a jetés. Empêcher la catastrophe sociale,—voilà le problème qui se pose aujourd'hui devant l'humanité. Or, ce problème, le capitalisme ne peut le résoudre; il ne peut organiser la répartition, ni relever le rendement du travail, ni assurer aux masses ouvrières les conditions d'existence normales. Seule, pourrait l'accomplir

la dictature du prolétariat, unique voie vers le communisme. Tel est la signification historique du communisme; la tâche du prolétariat est de lutter pour sa victoire.

La politique des classes dominantes pendant et après la guerre, n'a fait que saper davantage le régime capitaliste. La situation mondiale créée par cette politique et par la crise de l'impérialisme, a enlevé au capital sa dernière chance de salut. La crainte de perdre le pouvoir pousse la bourgeoisie à la réaction et lui impose la mobilisation de toute la force armée dont elle dispose pour échouer la révolution prolétarienne. Ainsi, la réaction et la révolution engagent aujourd'hui une lutte décisive. Tels sont les deux traits caractéristiques de tous les pays capitalistes contemporains.

À cours de cette année la réaction et la contre-révolution universelles ont mobilisé toutes leurs forces en vue d'échouer le foyer de la révolution universelle: la Russie Soviétique. Mais actuellement la contre-révolution est lassée en Russie, et c'est ce qui prouve une nouvelle fois que la cause de la révolution a gagné du terrain en comparaison de l'année écoulée. Des nombreux faits le prouvent d'une manière irrécusable. Au cours de l'année passée on a pu observer dans tous les pays la croissance extraordinaire de l'esprit révolutionnaire des masses en même temps que la faillite des illusions opportunistes et réformistes; on a vu se produire une brusque et significative orientation du prolétariat à gauche; on a vu dans maints pays se former et se fortifier des partis communistes; on a vu, enfin, la puissance révolutionnaire de la III-e Internationale. Pendant toute l'année l'Europe a été secouée par d'innombrables et gigantesques grèves et par des conflits entre les ouvriers et la classe dominante.

La situation révolutionnaire s'est précisée au moment du règlement des conflits de la guerre et de la crise économique, financière et politique qui a éclaté dans tous les pays capitalistes. La crise croissante de la vie, la misère, le chômage et l'exploitation inouïe des masses ouvrières ont anéanti les illusions sur lesquelles s'appuyaient le pouvoir capitaliste. Le capital de l'Entente a prouvé à tous les peuples qu'il ne peut assurer la paix, que la Ligue des Nations est un leurre et que les querres futures seront dues uniquement aux «victoires» de l'Entente. Les soulèvements des colonies, les traditions révolutionnaires acquises par le prolétariat allemand démontrent que les conditions d'une révolution mondiale sont plus mûres que jamais—et que la lutte prolétarienne a des garanties réelles d'une victoire prochaine.

## II.

Ces particularités fondamentales de la situation internationale existent également en Yougoslavie. Et, bien que le capitalisme soit peu développé dans notre pays, nous n'avons pu échapper à une crise économique et politique qui découle de la crise universelle. La situation privilégiée de la Yougoslavie, pays agricole et de petite propriété, ne pourra aucunement la sauver des maux qui frappent le capitalisme mondial. Tous ses efforts seront inutiles pour le capital et l'impérialisme. La Yougoslavie est destinée à devenir une colonie de l'impérialisme mondial. L'anarchie, la crise des vivres, la misère, la désorganisation, le chômage, l'exploitation des ouvriers, la crise économique et financière, ces maux rongent la Yougoslavie tout autant qu'un pays de capitalisme développé. Complètement asservie économiquement et financièrement aux pays pourvus d'une industrie développée, la Yougoslavie souffre de la ruine de son industrie rurale et de la désorganisation de l'échange. Des dettes de guerre formidables et des charges de toute sorte accablent le pays dévasté. Une foule de familles ruinées, des nombreux mutilés, les veuves et orphelins de guerre lui constituent un lourd fardeau. Uniquement préoccupée à s'enrichir, absorbée par ses spéculations criminelles, la classe dirigeante n'a rien entrepris pour alléger les charges qui écrasent le pays, pour relever la production, pour organiser l'échange, la répartition et le ravitaillement, pour améliorer les conditions d'existence des masses ouvrières. Elle s'est efforcée, au contraire, de faire retomber les charges militaires exclusivement sur la masse ouvrière des villes et des campagnes et sur les petits propriétaires. En vain le Parti Communiste indiquait-il l'année passée les mesures qui seules pouvaient tirer les masses de la misère; la classe dirigeante n'a été servie du pouvoir que dans ses intérêts égoïstes.

La situation actuelle a provoqué de nombreuses grèves et poussé les masses vers le Parti Communiste. Le mécontentement, les grèves, les dissensions nationales, la question agraire en suspens, le chaos politique, la crainte du chômage populaire, de l'issue des prochaines élections et du développement du mouvement ouvrier, tout cela a affolé les dirigeants de la Yougoslavie.

Pendant toute l'année, elle a soutenu des campagnes scélérates contre les organisations ouvrières. La terreur qu'elle a inaugurée il y a un an vient d'atteindre son apogée. Des nombreuses organisations de province ont été suspendues, des nombreux militants communistes arrêtés ou exilés. On a, en même temps échoué la presse, violé les lieux politiques, interdit les réunions, fermé les maisons du peuple, etc. . . Fouettée par la peur de perdre le pouvoir autant que par le désir de briser le mouvement communiste qui se dessine à travers toute la crise économique et sociale du pays, la bourgeoisie yougoslave a fini par affirmer au droit vital de la classe ouvrière—au droit de grève. Elle considère toutes les grèves, même économiques, comme des grèves dirigées contre l'Etat, c'est-à-dire politiques, qu'elle se croit par conséquent autorisée à combattre. La dernière grève, des cheminots fut échouée dans le sang. Ainsi, la guerre civile a été provoquée par la bourgeoisie et par son gouvernement.

Les partis bourgeois se succédaient au pouvoir, et tous se sont montrés également incapables de tirer le pays de la crise, tous se sont manifestés, par leurs tendances exploitative et réactionnaires, par leur avidité de partages l'assiette au beurre, tous ont institué la terreur pour mener la classe ouvrière. Entre ces partis et le parti social-patriote, qui est resté l'agent et le collaborateur de la bourgeoisie, et qui a vu s'écraser ses illusions réformistes, il n'y a aucune différence. Aussi les masses ouvrières désillusionnées l'ont-elles abandonné (en Slovaquie, en Khorvatie, en Voïvodine).

Dans la sphère de la politique extérieure la bourgeoisie yougoslave a semé la haine, créé les germes de nouvelles guerres avec les peuples voisins, transformé le pays en une colonie de l'impérialisme et a fait de la Yougoslavie l'agent et le complice de la contre-révolution internationale destinée à étrangler la révolution russe.

Quant à sa politique intérieure, la bourgeoisie ayant usurpé le pouvoir a évité pendant toute une année de la date des élections et bafoué dans son parlement la volonté du peuple. Les lois électORALES qu'elle élabora actuellement seront caractérisées par le mépris des droits fondamentaux des citoyens et par la privation du droit de vote des nationalités qui font partie de l'Etat. Ainsi les particularités essentielles (économiques et politiques) de la situation internationale se manifestent aussi en Yougoslavie.

*Union de la bourgeoisie, création d'un bloc réactionnaire et terreur d'une part; effervescence révolutionnaire de l'autre—telle est la situation politique en Yougoslavie.*

## III.

Le Congrès assigne au Parti Communiste Yougoslavie les tâches suivantes:

1) Mener une propagande énergique parmi le prolétariat et les petits propriétaires, qui n'exploitent pas le travail salarié.

Cette propagande doit être faite suivant le programme communiste intégral, afin de démontrer aux masses laborieuses de ce pays qu'il n'y a rien d'autre en dehors de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat et du communisme.

2) En conformité avec son programme et avec les principes de la III-e Internationale (que la lutte des classes et la situation révolutionnaire générale confirment avec éclat) préparer le prolétariat à son rôle historique: briser le système capitaliste et établir la dictature du prolétariat et du communisme.

3) Réaliser la tâche du moment: opposer au bloc de la bourgeoisie réactionnaire le bloc du prolétariat révolutionnaire.

Conformément aux décisions de la conférence de Sofia et au manifeste de la III-e Internationale, procéder à la formation d'un front unique du prolétariat révolutionnaire des pays Balkano-Danubiens.

4) À la démocratie bourgeoise mensongère et au parlementarisme illusoire opposer les nouvelles formes de la démocratie prolétarienne et de l'Etat Soviéliste. Propager

l'idée des Soviets ouvriers et paysans, appui unique de la dictature du prolétariat.

5) Se tenir toujours près à lutter de toutes ses forces pour la cause de la révolution prolétarienne russe, en ne reculant devant aucun sacrifice.

6) A la terreur, aux actes de violence de la bourgeoisie réactionnaire, aux lois contre la classe ouvrière, riposter en employant les armes dont se sont servis dans des situations analogues les partis communistes des autres pays.

7) En vue de la réalisation de son programme le Parti Communiste Yougoslave se servira, suivant les circonstances et les nécessités de tous les moyens révolutionnaires.

Le Parti Communiste de Yougoslavie prendra part à la lutte électorale, s'en servira pour sa propagande révolutionnaire et mènera son action parlementaire en harmonie avec l'action des masses.

En cas d'un changement général de situation, la question de la participation aux élections parlementaires ne saurait être résolue que par un référendum.

8) Le Parti Communiste Yougoslave participera aux élections municipales en se conformant à des directives spéciales.

9) Le Parti Communiste de Yougoslavie défendra l'unité nationale et de l'égalité de toutes les nationalités du pays. Il s'efforcera d'empêcher la suppression des droits politiques et civiques des nationalités étrangères qui font partie de l'Etat Yougoslave.

10) Aujourd'hui que la bourgeoisie réactionnaire s'efforce par tous les moyens à faire retomber toutes les charges militaires, économiques et financières sur les masses laborieuses des villes et des campagnes,—le Parti Communiste de Yougoslavie exigera énergiquement l'abolition de tous les monopoles capitalistes, de tous les droits de douane, et des impôts indirects; il exigera la taxation des fortunes réalisées pendant la guerre ainsi que de tous les revenus et propriétés (exceptés les revenus strictement nécessaires); il exigera la confiscation du butin militaire et l'annulation de toutes les dettes de l'Etat.

11) En riposte à la bourgeoisie réactionnaire qui tend à rendre inapplicable la journée de huit heures, à diminuer les salaires, à rendre intolérables les conditions d'existence de la classe ouvrière, à abolir les droits de grève et de réunions, le Parti Communiste de Yougoslavie s'efforcera d'établir partout la journée de huit heures et la semaine

anglaise, perfectionner les lois de protection et d'assurance du travail; il luttera pour assurer la liberté absolue des grèves et du boycottage, pour la légalisation des organisations professionnelles, pour la réouverture de toutes les organisations ouvrières et maisons du peuple, pour la remise en liberté de tous les camarades arrêtés; il combattrà pour assurer à tous les citoyens, sans distinction de sexe et de nationalité, leurs droits civiques et politiques, empêcher l'exploitation, établir le contrôle de toutes les entreprises, créer une inspection de l'Economie et une Chambre ouvrière élue par les organisations ouvrières.

(Les Inspecteurs de l'Economie en tant que représentants de la Chambre ouvrière ont le droit d'exiger la stricte observation de leurs ordres; ils sont également élus par les organisations ouvrières. Ces fonctions devront être remplies en premier lieu par les ouvriers et ouvrières).

12) Afin d'assurer le ruvitallement du peuple et abolir l'exploitation des travailleurs, le Parti Communiste de Yougoslavie exigera la nationalisation des transports et l'instauration du contrôle des soviets ouvriers et paysans sur l'exploitation et l'importation.

13) Le Parti Communiste mènera une campagne énergique pour la création d'un Fonds des Invalides (géré par les invalides eux-mêmes) et d'un Fonds des Orphelins pour la défense et l'éducation des orphelins de guerre.

14) Le Parti Communiste de Yougoslavie ne reculera pas devant l'emploi des moyens les plus énergiques afin de révéler les mensonges et les crimes perpétrés par la bourgeoisie lors de la «solution» de la question agraire. Il dévoilera aux masses toutes les fourberies des dirigeants et mettra en œuvre toute son énergie pour exproprier tous les grands domaines et les transmettre aux Soviets paysans.

15) L'adoption de la présente résolution annule le programme d'action élaboré par le premier Congrès.

Le Congrès fait appel à tous les travailleurs des villes et des campagnes, à tous les exploités et opprimés pour adhérer aux organisations politiques et professionnelles du Parti Communiste, unique porte-voix des intérêts du prolétariat. Le parti les convie d'enférer dans ses rangs, adopter sa tactique révolutionnaire et son idéal et à combattre résolument et héroïquement pour le triomphic définitif de la révolution prolétarienne dans les Balkans et dans le monde.

*Le Parti Communiste Yougoslave.*

## DANS LE PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS

### AVANT LE CONGRÈS DE TOURS

*Motion du Comité de la Troisième Internationale de Paris.*

Voici le texte de la motion présentée pour l'adhésion du Parti Socialiste Français à l'Internationale Communiste, motion rédigée en collaboration par les camarades du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale, les citoyens Cachin et Frossard et les membres démissionnaires du Comité pour la Reconstruction de l'Internationale:

Après quatre années de massacres mondial et deux ans de prétendue paix, pendant lesquels la bourgeoisie n'a cessé de pousser une guerre contre-révolutionnaire et impérialiste contre le peuple russe et les peuples d'Asie opprimés, le parti socialiste constate l'impossibilité où se trouve le capitalisme de survivre au bouleversement économique et social qu'il a provoqué.

Les insatiables appétits de la classe bourgeoisie et l'évolution fatale du monde industriel ont engendré l'impérialisme; et la concurrence des impérialismes rivaux suscite la guerre en permanence. Dans le sang de millions de prolétaires, la coalition impérialiste des Alliés a vaincu la coalition adverse et a cru s'assurer l'hégémonie mondiale. Maîtresse des colonies d'Asie et d'Afrique, elle impose sa volonté aux anciens Etats neutres, elle réduit en esclavage les peuples de l'Europe centrale par des traités épusçant le triomphe de sa force et son «droit» de spoliation, de pillage à outrance.

Mais la Russie révolutionnaire a mis en question l'omnipotence de la coalition impérialiste victorieuse. Refusant de subir la loi du capitalisme, elle renverse le régime bourgeois, transmis le pouvoir au prolétariat, exproprié les expropriateurs, entrepris l'instauration de la société communiste. Elle a résisté victorieusement aux assauts de la contre-révolution internationale et, à son exemple, s'organise dans tous les pays à la résistance du capital.

En même temps se développent les inévitables conséquences de la guerre impérialiste. La rivalité des oligarchies capitalistes concurrentes disloque le faisceau des impérialismes associés, la ruine des Etats, le déséquilibre des budgets, l'inflation de la circulation fiduciaire succèdent à la destruction d'innombrables vies humaines et d'inappréciables richesses, portent à son comble le désordre économique, la paralysie des échanges internationaux, le tarissement de la production, la croissance irrésistible du coût de la vie exacerbent les antagonismes des classes, les contradictions minant le capitalisme atteignent une virulence mortelle pour le vieux régime.

Dans le chaos général où la bourgeoisie aveugle continue de rechercher la domination et le profit, le prolétariat gagne chaque jour en clairvoyance, prend conscience de

sa mission révolutionnaire et engage le combat libérateur contre ses maîtres...

Pendant quatre années, les peuples aveuglés par de monstrueuses légendes, fanatisés par des haines factices, égarés par le mensonge et l'erreur, que la bourgeoisie a créées et entretenu grâce à la toute-puissance corruptrice de l'argent et à la toute-puissance coercitive de l'Etat, se sont enragés dans une guerre fratricide insensée. Trompés par les dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale, en même temps que par les gouvernements bourgeois, ils ont cru, les uns et les autres, défendre une juste cause: leur patrie, la justice, le droit, la civilisation; ils ont cru, acheter de leur sang la paix perpétuelle et assurer, par leurs sacrifices, le salut des générations nouvelles.

Ils mesurent actuellement l'immensité de leur abécration. Ils comprennent que des dizaines de millions d'hommes sont morts pour la satisfaction des intérêts bourgeois. Ils n'aperçoivent ni paix, ni justice, ni civilisation; ils ne voient que des guerres, exploitation, barbarie. Et les générations nouvelles subissent le sort de celles qui ont cru les sauver.

Chaque proléttaire comprend aujourd'hui que son ennemi est dans son propre pays, et que la seule, l'unique guerre légitime est celle des exploités contre leurs exploiteurs. Dans chaque prolétariat, une élite consciente s'est organisée en parti politique, qui dirige la classe opprimée dans sa lutte contre la classe privilégiée. Ces partis socialistes ou communistes se sont groupés dans une nouvelle Internationale, sur l'initiative des socialistes, clairvoyants qui surent ne jamais renoncer à la lutte contre le régime capitaliste, et sous l'égide de la première révolution prolétarienne victorieuse.

Le Parti Socialiste Français proclame que cette nouvelle Internationale Communiste est l'interprète qualifié des aspirations des masses exploitées de toute la terre et le guide sûrement, éprouvé, de l'avant-garde prolétarienne.

Conscient du rôle historique qui lui incombe à l'heure où les destinées du prolétariat sont en jeu sur le front mondial de la lutte des classes le parti décide d'enfermer dans l'Internationale Communiste qui coordonne les efforts de toutes les organisations prolétariennes révolutionnaires et dirige leur action libertaire.

Le parti se déclare pleinement solidaire de la République des Soviets, qui ne lutte pas seulement pour le salut des prolétaires de Russie, mais encore pour l'affranchissement du prolétariat mondial. Il affirme que le devoir primordial des travailleurs de tous les pays est d'assurer par tous les moyens la sauvegarde de la révolution sociale commencée en Russie, et d'enprendre contre l'imperialisme, contre le régime capitaliste, une guerre sans merci dont l'issue sera l'émancipation intégrale du travail.

### THÈSES.

#### 1. La prise du pouvoir par le prolétariat et la dictature prolétarienne.

Le parti, considérant l'impuissance du capitalisme à reconstruire le monde lombé en ruines, doit envisager les conditions dans lesquelles le prolétariat pourra se substituer à la bourgeoisie et fonder la société communiste.

L'expérience de l'histoire et des révolutions en cours montre préemptoirement que la transformation sociale ne peut s'accomplir dans les cadres du régime actuel et dans la légalité établie par ce régime pour sa sauvegarde. S'il est vrai que l'embryon d'un système social naît et commence son développement au sein du système qu'il doit remplacer et dans lequel il puise sa première subsistance, cette coexistence devient impossible dès que les formes sociales naissantes rencontrent dans le milieu une entrave à leur évolution. La lutte de classes se poursuit alors hors de la légalité condamnée et pour l'élaboration de la légalité nouvelle.

La première phase de la lutte révolutionnaire revêt un caractère différent suivant la situation inférieure du pays, la forme et le degré de résistance des forces en présence, mais son objectif invariable doit être la prise intégrale du pouvoir politique par le prolétariat. Tous les conflits sociaux tel que celui qui vient d'obliger le gouvernement italien à reconnaître le contrôle des ouvriers sur la production ne sont que des préludes à cet acte indispensable au développement de la révolution.

La valeur révolutionnaire de cette première réduction des priviléges de la bourgeoisie trouve rapidement ses

limites dans le fait de l'existence d'une bourgeoisie toujours maîtresse de l'Etat, libre de s'organiser pour la résistance, d'exercer sa force corruptrice et appelée à codifier elle-même les mesures qui lui sont imposées.

Seule la possession intégrale du pouvoir politique sans compromission avec les représentants du capital et du socialisme petit-bourgeois, permettra au prolétariat de fonder l'ordre social nouveau sur la propriété collective, le travail obligatoire et la suppression des classes.

La prise du pouvoir ne signifie nullement la substitution, dans les organismes de l'Etat capitaliste, des communistes aux bourgeois, mais bien la destruction de l'Etat bourgeois et son remplacement par un appareil essentiellement différent.

La mainmise sur l'Etat par le prolétariat donne à la classe ouvrière l'instrument de la domination bourgeoisie; elle ne supprime immédiatement ni la bourgeoisie, ni les classes, ni par conséquent la lutte de classes qui prend au contraire sa forme la plus aiguë. Le prolétariat ne peut faire face aux nécessités de cette lutte et la mener victorieusement qu'en exerçant sa dictature sous le mot d'ordre: «Tout le pouvoir aux Conseils des travailleurs».

La dictature du prolétariat n'est pas un régime, mais un moyen, le seul qui permette à la classe ouvrière de briser la résistance de la bourgeoisie et d'instaurer le régime communiste.

Le Congrès est d'accord avec l'Internationale Communiste pour constater l'impossibilité de passer sans transition de l'Etat bourgeois au communisme sans Etat.

L'Etat est un appareil de classe au service de la classe dominante: il ne peut disparaître qu'avec les classes elles-mêmes. La substitution des rapports de production socialiste aux rapports de production capitaliste n'est pas immédiate. C'est l'œuvre d'un laps de temps au cours duquel l'existence d'un Etat prolétarien est inévitable et nécessaire. La dictature du prolétariat s'exerce pendant cette période pour l'établissement des nouveaux rapports sociaux qui feront automatiquement disparaître avec la dictature elle-même et les classes, l'Etat qui est, pendant la période transitoire, l'instrument de domination de la classe ouvrière.

#### 2. Le Parti Communiste et la révolution prolétarienne.

Le Congrès, d'accord avec la III<sup>e</sup> Internationale, reçoit de la façon la plus catégorique la conception d'après laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans posséder son parti politique indépendant. Toute lutte de classe est une lutte politique. Le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé autrement que par un parti politique. C'est seulement lorsque le prolétariat possède comme guide, un parti organisé et expérimenté, ayant des buts strictement définis et un programme concret d'action politique intérieure et extérieure, que la conquête du pouvoir politique devient autre chose qu'un épisode accidentel et sera de point de départ à la longue élaboration de la société communiste.

Le Parti Socialiste ou Communiste est nécessaire à la classe ouvrière, non seulement jusqu'à la conquête du pouvoir, mais pendant toute la période de dictature et jusqu'à la disparition totale des classes.

#### 3. Le parlementarisme.

Le parti considère le Parlement comme un appareil essentiellement bourgeois, une machine d'oppression et d'asservissement entre les mains du capital dominant, absolument incompatible avec le régime prolétarien, dont la forme est la République des Conseils de travailleurs. La prise du pouvoir politique ayant pour objectif, non la conservation des rouages de l'Etat bourgeois fonctionnant sous la direction des communistes, mais la destruction totale de tout le mécanisme d'Etat du capitalisme, le Parlement disparaît avec la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière. De même doivent disparaître, pour faire place aux institutions prolétariennes, toutes les institutions communales ou régionales de la bourgeoisie.

Ainsi que la III<sup>e</sup> Internationale, le parti repousse le parlementarisme comme forme de la dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de conquérir les Parlements pour réaliser la Révolution.

Le parti considère que, dans certaines conditions déterminées, notamment dans la période pré-révolutionnaire et au début de l'agitation révolutionnaire, à la condition

exprime que les élus soient placés sous le contrôle efficace et la dépendance totale du parti, la tribune du Parlement bourgeois peut être utilisée pour la propagande révolutionnaire du parti. Les communistes entrent au Parlement non pour y faire un travail organique, mais pour y démasquer les ennemis du prolétariat, sans crainte de transgresser les règlements établis et d'encourir les sanctions disciplinaires prévues.

Envoyés au Parlement pour aider de l'intérieur à la destruction du régime capitaliste, ils ne sauraient se laisser influencer par le reproche de ne faire qu'une action négative et de ne rien opposer de concret au travail législatif de la bourgeoisie. Ils ne sont pas des législateurs parmi d'autres législateurs, mais des porte-paroles communistes envoyés dans le camp ennemi. Ils ne s'inspirent, en toutes circonstances, que des décisions du parti, qu'ils ne sauraient entremettre sans être exclus.

La campagne électorale doit être menée non pour la recherche du maximum de mandats parlementaires, mais pour la mobilisation des masses autour des mots d'ordre de la révolution prolétarienne.

Tout en reconnaissant que, dans les conditions ainsi définies, l'entrée des socialistes au Parlement bourgeois est nécessaire, tout en déclarant que les socialistes français peuvent actuellement utiliser cette tactique, le Comité estime que la situation révolutionnaire d'un pays peut faire apparaître comme inutile l'action au sein du Parlement. Cela a lieu, par exemple, lorsque l'action révolutionnaire extérieure se développe au point où l'influence du Parlement sur les événements devient nulle, et notamment lorsque existent les conditions nécessaires au passage immédiat à la lutte ouverte pour le pouvoir.

L'Internationale rappelle justement que l'importance de cette question du parlementarisme est relative et ne saurait être en aucun cas un motif de schisme communiste.

#### 4. Le parti et les syndicats.

L'organisation syndicale est, pour la classe ouvrière, une impérative nécessité, soit qu'on envisage les intérêts matériels immédiats de cette classe et sa lutte contre le patronat, soit que l'on songe à l'organisation de la révolution dont la grève générale est un des moyens.

Pendant une période de l'histoire, ce syndicalisme est réformiste, il recherche des compromis qui laissent intactes les bases du régime capitaliste et les privilégiés essentiels des exploiteurs du travail; mais au fur et à mesure que se précise l'impuissance du réformisme et que le prolétariat sent davantage l'oppression de l'appareil social, il évolue et doit évoluer vers les concepts révolutionnaires.

Le syndicalisme français, après avoir été réformiste pendant la presque totalité du XIX<sup>e</sup> siècle, s'affirme révolutionnaire au début du XX<sup>e</sup>. Il croit à atteindre ses objectifs par l'action directe et la grève générale. Il visait en somme au même but que le socialisme: la suppression du salariat. Mais un revirement, qui avait commencé avant la guerre, s'est accentué pendant celle-ci, et le syndicalisme a suivi la même régression que le socialisme.

L'afflux dans les syndicats de vastes contingents de travailleurs encore inéduisés, la constitution d'un fonctionnement permanent plus enclin aux pratiques de la diplomatie industrielle qu'à celles de la force révolutionnaire, la tendance des nouveaux syndiqués à ne pas se renforcer au renforcement de la vie que par le relèvement des salaires, tout cela a contribué à ramener le syndicalisme français dans les voies du réformisme.

Cette déviation s'est manifestée par des actes d'indépendante collaboration de classe, pendant la guerre, lors de l'acceptation de l'union sacrée, et depuis, par la participation à des entreprises dirigées par les États capitalistes, telles que la Conférence de Washington et le Bureau du Travail de Genève.

Mais les événements accentuent de jour en jour la faille d'une telle politique. De jour en jour, les prolétaires syndiqués comprennent mieux que la classe possédante est incapable de remettre en marche, au lendemain du cataclysme mondial, l'appareil de la production; de jour en jour, ils discernent mieux que leur misère devient plus profonde malgré les majorations de salaires toujours inférieures au renforcement de la vie. De jour en jour, ils saisissent mieux qu'ils forment une classe, que cette classe ne se libérera qu'en ruinant tout l'édifice capitaliste et que le

syndicalisme ne renferme pas en soi tous les éléments et toutes les possibilités de la société communiste.

Le syndicalisme doit redevenir ce qu'il a été dès lors qu'en s'ouvrant toujours plus largement aux idées communistes et qu'en coopérant avec le parti socialiste, la conquête du pouvoir politique et à la formation de l'Etat prolétarien. Par son adhésion à l'Internationale syndicale de Moscou, il marquera qu'il veut collaborer avec l'Internationale politique, coordonner son action avec l'action de celle dernière, pour suivre la même œuvre avec les masses d'ouvriers qu'il recrute. En penetrant dans ses organismes, en gagnant à leurs idées les travailleurs qui y sont déjà, les communistes préparent cette indispensable et indissoluble alliance.

#### 5. La solidarité internationale.

Le parti déclare que la tâche primordiale du prolétariat, à l'heure présente, est d'imposer aux gouvernements bourgeois la paix immédiate avec la République des Soviets.

Le sabotage de l'entreprise militaire, dirigée depuis trois ans contre la Russie révolutionnaire est le plus sacré des devoirs. La fabrication et le transport des armes, munitions, approvisionnements de toutes sortes, destinés aux ennemis des Soviets, doivent être paralysés par tous les moyens. À l'immensité du crime perpétré contre le peuple russe doit correspondre l'immensité de l'effort de solidarité prolétarienne internationale, propre à sauvegarder les conquêtes révolutionnaires du prolétariat russe dont bénéficiera le prolétariat mondial.

Cette préoccupation essentielle doit dominer toutes les autres. La presse et les orateurs du parti doivent lui accorder la place principale dans leur propagande, et intensifier l'agitation qui engendrera l'action des masses. Les socialistes doivent exiger que cette question soit inscrite en tête de l'ordre du jour de chaque assemblée syndicale afin que chaque gouvernement ouvrier envisage l'application de moyens efficaces pour échouer l'action contre-révolutionnaire de la bourgeoisie.

La propagande en vue d'éclairer le prolétariat quant aux conséquences désastreuses de son apathie et aux responsabilités qu'il assume en alimentant la guerre contre-révolutionnaire ne peut s'adresser exclusivement aux travailleurs des fabriques d'armes, des usines, de munitions, des poudreries, des transports, qui ne sauraient réaliser le boy-cottage des agresseurs de la Russie soviétique-sans l'appui d'ensemble des organisations ouvrières. C'est la classe ouvrière tout entière qui, s'inspirant de l'exemple de la classe ouvrière italienne, doit entreprendre le sabotage systématique du concours matériel apporté par nos gouvernements aux assassins du peuple russe.

Le groupe socialiste parlementaire doit publier, du haut de la tribune de la Chambre, les horreurs de la guerre, et du blocus contre-révolutionnaire. La presse socialiste doit, par une campagne redoublante, susciter l'indignation et la colère publiques contre l'atrocité sans nom dont un peuple de 180 millions d'âmes est la victime. Les sections et fédérations du parti doivent entretenir une agitation sans répit. Toutes les formes de protestation doivent être utilisées afin de créer l'atmosphère favorable aux actes qui accéléreront le gouvernement français, principal bourreau de la Russie, à renoncer à ses entreprises scélérates.

En même temps que seront mis en œuvre tous les moyens pratiques de paralyser la fabrication et le transport du matériel de guerre, le parti envisagera toute autre mesure susceptible de manifester la volonté de paix de la classe ouvrière, comme par exemple le refus collectif de payer l'impôt, et tels moyens que suggéreront les circonstances. Le parti proclame sa résolution d'organiser une lutte implacable contre l'imperialisme et la contre-révolution qui supplient plus de la moitié de l'Europe et achèvent de la ruiner.

#### 6. La question agraire.

La question agraire se présente en France sous un aspect particulier, du fait de l'extrême morcellement de la propriété foncière. Le parti doit la traiter sans esprit dogmatique, et tracer sa ligne de conduite à l'égard de la population paysanne avec la préoccupation d'en gagner à la révolution la fraction la plus déserte, et d'en neutraliser la majorité partie.

La socialisation des moyens de production agricole ne saurait être réalisée suivant le même processus que celui des moyens de production industrielle. Le mode d'exploitation du sol en commun ne peut être imposé par contrainte, et ne se généralisera que sous l'influence de l'exemple offert par les expériences du travail collectif accomplies sur de grands domaines agricoles.

La grande propriété ferme expolierée par un personnel de techniciens et de salariés, au service de propriétaires capitalistes, est seule destinée à être expropriée au lendemain de la prise du pouvoir par le prolétariat. Ces grands propriétés, ainsi que les domaines de l'Etat, des départements, des communes, seront exploitées et gérées en commun par les Conseils des travailleurs agricoles. Par l'utilisation des méthodes et de l'outil modernes et perfectionnés, elles atteindront une productivité qui sera la meilleure propagande par le fait en faveur de la généralisation du système de culture collective. L'Etat prolétarien produira ses concours de toute nature pour guider, encourager et soutenir toutes les entreprises de culture en commun, les coopératives de production agricole, les communes agraires.

L'extinction de la propriété moyenne, celle des exploitations employant quelques salariés, sera progressivement réalisée par la force des choses à mesure que s'intensifiera la production collective. La monopolisation des moyens de répartition et d'échange par l'Etat prolétarien, en privant les propriétaires moyens de la possibilité de spéculer, en fixant le prix des denrées, supprimera peu à peu la raison d'être de la propriété moyenne en réduisant les avantages qui y sont attachés. L'attraction qui s'exercera inévitablement des grandes entreprises collectives modèles sur le prolétariat agricole privera graduellement de ses salariés la propriété moyenne, qui pourra son caractère d'exploitation capitaliste et jusqu'à la possibilité de prolonger son existence sous la forme où elle aura survécu.

Les petits propriétaires, fermiers et métayers n'employant pas de salariés, et le prolétariat agricole proprement dit, devant être, les bénéficiaires immédiats de la révolution, forment la couche de la population rurale la plus accessible à la propagande socialiste. Les premiers, qui auront dans le régime capitaliste à supporter le poids toujours croissant des servitudes fiscales, le coût toujours plus élevé du matériel et des engins, seront attirés au socialisme par la perspective de l'abolition d'un régime de spoliation et de confiscation, déposséderont le travailleur des fruits de son travail, et de la création d'un nouvel ordre social leur garantissant la jouissance des biens qu'ils produisent. Les prolétaires ruraux, comme ceux des villes, viendront au socialisme pour finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, pour abroger la loi d'ainain des salaires, pour assurer à leur vie le bien-être et la sécurité.

En organisant systématiquement une inlassable propagande inspirée de ce programme, le parti déjouera les tentatives bourgeoisées visant à dresser la paysannerie contre la classe ouvrière. Il réalisera l'unité spirituelle du prolétariat des villes et des campagnes, gage de la victoire de la révolution communiste.

#### 7. L'organisation des femmes et des jeunes.

Le parti doit accorder une attention spéciale à la partie le plus déshéritée du prolétariat féminin. La guerre en accroissant considérablement cette catégorie de prolétaires, a créé la possibilité d'y recruter pour le socialisme des contingents importants. Une propagande particulière, s'adressant aux femmes prolétaires, doit être entreprise par des méthodes appropriées, pour faire comprendre aux exploitées que le socialisme seul les libérera, en réalisant leur affranchissement économique pour les groupes, les organiser et les éduquer politiquement. Le plan de cette propagande et les moyens de la faire pénétrer dans les milieux du travail féminin devront être établis par une conférence nationale des femmes socialistes, déléguées par les fédérations. Le Comité Central du parti devra convoquer cette assemblée, qui élira un organisme permanent chargé de diriger la propagande socialiste parmi les femmes, et auquel le parti donnera son concours moral et son appui matériel.

Le parti s'attachera aussi à fortifier l'organisation des Jeunesse socialistes qui doivent devenir une pépinière de militants. Il prendra toutes les dispositions propres à donner aux jeunes l'éducation disciplinée qui fera d'eux des propagandistes et les rendra aptes à former de nouveaux cadres pour le prolétariat. Des écoles socialistes seront créées,

d'après les expériences fructueuses réalisées dans d'autres pays, afin de ne pas laisser les jeunes livrés à des études de hasard, et de mettre à leur portée les travaux des éducateurs socialistes.

#### 8. Les conditions d'admission.

Le parti considère comme légitimes et indispensables les conditions posées par l'Internationale Communiste pour éviter l'affiliation d'éléments anti-communistes.

Il ne suffit pas, en effet, de déclarer qu'on est d'accord sur les principes généraux du socialisme marxiste. Il importe aussi d'être d'accord sur la tactique à suivre pour mettre ces principes en application, en tenant compte, conformément à la condition 16, des circonstances de l'époque et de lieu où est placé le parti. En formulant avec l'autorité et l'expérience que donnent au communisme russe plusieurs années de pratique révolutionnaire les règles essentielles de cette tactique, la III<sup>e</sup> Internationale a basé clairement les bases de cet accord.

Comme le 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, le parti pense qu'une propagande vraiment communiste doit, par tous les moyens, être systématiquement portée partout où il y a des prolétaires. La nécessité de la dictature du prolétariat doit nettement ressortir de cette propagande, qui doit dénoncer avec une égale vigueur le régime capitaliste et le réformisme avoué ou masqué. La diffusion des idées communistes doit être assurée avec un soin tout particulier dans les campagnes.

Tout ce qui porte l'estampille officielle du parti (journaux, brochures, etc.) doit être rédigé par des communistes sûrs. La presse et les services d'éditions doivent dépendre du Comité Central du parti.

Le parti doit être constitué d'après le principe de la centralisation démocratique. La discipline la plus stricte, acceptée par tous ses membres, doit y régner. Les organes directeurs doivent y détenir une autorité incontestée basée sur la confiance des militants. Tous les éléments non encore entièrement acquis au communisme doivent être écartés de ces organismes et, d'une façon générale, des postes comportant des responsabilités.

L'expérience a démontré que la collaboration des communistes et des réformistes est incompatible avec l'action révolutionnaire. L'Internationale Communiste a justement rappelé ce que cette collaboration a coûté à la République des Soviets de Hongrie. Aucune direction n'est praticable lorsque ceux qui doivent exercer cette direction sont irréductiblement divisés. La direction d'un parti n'est possible que si la confiance des militants place à sa tête des hommes entièrement et loyalement d'accord sur la charte doctrinale et tactique de ce parti.

Vouloir, sous prétexte de représentation proportionnelle, imposer la collaboration entre communistes et non communistes c'est vouer d'avance le parti à l'inaction et à l'impuissance, c'est faire d'un instrument de lutte de classes et de révolution un agglomérat anormale de plus en plus soumis à l'influence bourgeois. L'âpre lutte qui met aux prises, dans tous les partis socialistes du monde les communistes et les réformistes, ne peut être considérée comme une divergence d'opinion secondaire et momentanée, pouvant se résoudre par la confrontation des idées.

Le parti, en plein accord avec l'Internationale Communiste, se déclare donc résolu à suivre une politique exclusivement communiste. Il appliquera immédiatement cette résolution en désignant des représentants de même tendance au Comité Central et aux journaux du parti.

Le parti est pleinement d'accord avec l'Internationale Communiste pour dénoncer l'impérialisme colonial et pour prendre activement le parti des populations subjuguées par le capitalisme européen dans leur lutte contre l'oppression sous toutes ses formes.

Le parti est résolu à observer les décisions de l'Internationale Communiste et de son Comité Exécutif, dont tous les documents seront publiés par ses soins. S'il est vrai que chaque parti est dans son propre pays, le meilleur juge de la situation inférieure de ce pays et des possibilités d'action de son prolétariat, qui est de ce fait le plus qualifié pour former le jugement de l'Internationale Communiste sur ce point, il est non moins vrai que chaque parti n'est qu'une des unités des forces prolétariennes mondiales étroitement solidaires, que l'Internationale doit diriger si elle veut être autre chose qu'un simple appareil enregistrateur. A la garantie que toute décision n'est prise qu'en pleine

connaissance de cause doit nécessairement correspondre la garantie du respect et de l'exécution des décisions prises.

Le parti décide de placer sous la direction de son Comité Central ses représentants élus dans les assemblées de l'Etat bourgeois. Il rejette la suggestion donnée par le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste en ce qui concerne le contrôle à exercer en tout temps pour que les éléments étrangers au communisme ne puissent séjourner dans le parti.

Le parti considère que les exceptions prévues à l'article 20 des conditions «en ce qui concerne les représentants de la tendance centriste nommés à l'article VII» doivent s'appliquer au parti français dans les circonstances présentes. Ces exceptions valent également pour les délégués au Congrès visés à l'article 21 qui déclareront s'incliner devant les décisions du parti.

Comme l'Internationale Communiste enfin, le parti décide d'entreprendre une propagande persévérente dans toutes les organisations prolétariennes (syndicales, coopératives et autres groupements) en vue de les gagner au communisme.

C'est par la coordination de toutes les forces ouvrières sous l'impulsion du communisme que s'organisera l'action des masses pour la prise du pouvoir.

Ainsi, le problème des rapports du parti avec les syndicats trouve sa solution logique. Le parti groupe les militants de toutes les organisations prolétariennes qui acceptent ses vues théoriques et ses conclusions pratiques. Tous, obéissant à sa discipline, soumis à son contrôle, propagent ses idées dans les milieux où s'exercent leur activité et leur influence. Et lorsque la majorité, dans ses organisations, est conquise au communisme, il y a entre elles et le parti coordination d'action et non assujettissement d'une organisation à une autre.

Le parti considère que l'Internationale syndicale d'Amsterdam, qui pratique la collaboration de classe, et participe à l'œuvre contre-révolutionnaire de la Société des nations capitalistes et dont la politique s'identifie à celle de la II<sup>e</sup> Internationale, est historiquement condamnée au sort de celle-ci. Les communistes lutteront énergiquement pour arracher à son influence les syndicats révolutionnaires et pour contribuer à la formation de la nouvelle syndicale de Moscou.

Mais, d'accord avec le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, le parti condamne toute tentative de scission syndicale. Ce sont les Centrales syndicales elles-mêmes qui devront en abandonnant l'Internationale d'Amsterdam, entrer dans l'Internationale syndicale de Moscou.

A dater du Congrès, le parti se nommera «Parti socialiste, Section française de l'Internationale Communiste». Il fera valoir auprès du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, les raisons qui militent pour l'acceptation provisoire de ce titre.

#### Décisions.

Afin de s'organiser, conformément aux règles ainsi fixées, le parti décide:

1<sup>o</sup> Le Congrès annuel du parti élit un Comité directeur de 24 membres, au scrutin de liste à la majorité absolue;

2<sup>o</sup> Le Congrès élit les délégués du parti au Conseil d'administration de *L'Humanité* au scrutin de liste et à la majorité absolue;

3<sup>o</sup> Le Comité directeur nomme:

a) Le délégué du parti au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste;

b) Un secrétaire général, un secrétaire international, un trésorier;

c) Le directeur de *L'Humanité*;

d) Les délégués permanents.

4<sup>o</sup> Une Commission des conflits, ayant pleins pouvoirs pour instruire sur tous les cas d'indiscipline ou de manquement aux devoirs envers le parti, qui lui seront soumis soit par les sections ou fédérations, soit par le Comité directeur, et les sanctionner. Les décisions de cette Commission devront être ratifiées par le Comité directeur. Les exclus ont le droit de se pourvoir devant le Congrès, sans que leur pourvoi soit suspensif;

5<sup>o</sup> Tous les représentants du parti investis d'une charge par le Comité directeur soient responsables devant lui et révocables en tout temps par lui;

6<sup>o</sup> Une Commission spéciale de 12 membres, nommée par le Congrès, est chargée d'établir un projet de nouveaux statuts du parti, et de mettre ceux-ci en harmonie avec les dispositions nouvelles. Elle devra rapporter devant un Congrès administratif que le Comité directeur convoquera dans les trois mois.

Pour le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale:

Les Secrétaires emprisonnés: Loriot, Boris Souvarine.

Les Secrétaires par intérim: Jean Ribout, René Reynaud.

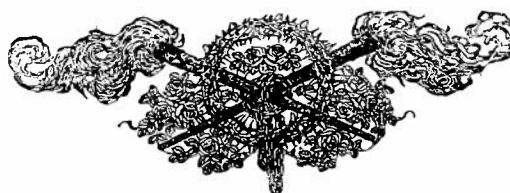
La Commission exécutive: Boyer, Hattenberger, Cortier; Frontenot, Humboldt, Léonie Kauffmann, O. Ker, Radé, Chorles Rappoport, Trent, Antonio Cao.

Alexandre Blan, Georges Lévy, Vauvill-Couturier, députés.

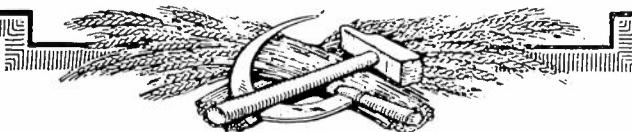
Marthe Bigot, Oscar Bloch, Annette Charreau, Noël Garnier, Hardjy, Bernard Lecache, Raymond Lefebvre, Victor Méric, Fernand Morel, Maurice Poz, Henri Torrès, Guy Tourette (Seine). — Verdier, Yvonne Vidalencq, Guiraud Astrau (Aveyron). — Bouthonnière, Delagrange (Dordogne). — Delourme, Descamps, Dumortier, De Myink, Florimond, Bon (Nord). — Lucie Collard (Calvados). — Conrare (Seine-Inférieure). — Calzan, Pierre Dumars, Métra (Rhône). — Gaillard (Bouches-du-Rhône). — Dr. Gillard (Alpes-Maritimes). — Bouët (Maine-et-Loire). — Jules Blanc (Drôme). — Gré, Olivier (Gironde). — Bureau, Delanoy (Seine-et-Oise). — Albrecht, Kuhn (Haut-Rhin). — Baraille (Loire-Inférieure). — Dumollard (Savoie). — Rigault (Oise). — Mondovil, Renée (Saône-et-Loire). — Fraissart, Fourment (Pas-de-Calais). — Le Flanchet, Guibon (l'Isère). — Berthe Kabuck (Isère). — Gauthrand (Hérault).

Pour les membres démissionnaires du Comité pour la Reconstruction de l'Internationale:

Marcel Cachin, L. O. Frossard, Bonnau (14<sup>e</sup> section), Louis Bodin (Rennes). — Bellanger (12<sup>e</sup> section), Emile Brunel (Nanterre). — Baptiste (12<sup>e</sup> section), Cassou (Issy-les-Moulineaux). — Cézal (Doubs). — Chomfréau (20<sup>e</sup> sec.). — Amédée Dunois (5<sup>e</sup> sec.). — Dondicq (11<sup>e</sup> section), Dupont (Ibourg-la-Reine). — Dujoin (16<sup>e</sup> section), Maria Farsans (18<sup>e</sup> section), Ferdinand Faure (Loire). — H. P. Gassier (Marseille), Gourdeau, citoyenne Gourdeau (15<sup>e</sup> section), Alix Guillain (9<sup>e</sup> section), J. Henry (Vincennes). — Lalyau (20<sup>e</sup> section), G. E. Labrousse (14<sup>e</sup> section), Lucie Leicigau (9<sup>e</sup> section), Paul Louis (9<sup>e</sup> section), Martine (Conseiller municipal de Champigny). — Marthe Pichot (Seine). — Quesnel et citoyenne Quesnel (Bagnole). — Daniel Renoult (10<sup>e</sup> section), Louis Sellié (conseiller municipal de Paris). — Servantier (19<sup>e</sup> section), Tommasi (12<sup>e</sup> section), Trimouille (15<sup>e</sup> section).



# ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



## PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

3 novembre 1920

Deux questions figurent à l'ordre du jour de la séance du 3 novembre:

1) Rapport du camarade Zinovieu sur son voyage en Allemagne;

2) Le Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne et le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Le Comarade Zinovieu met les membres du Comité Exécutif au courant de l'état du mouvement révolutionnaire dans les pays, dont il a eu l'occasion de rencontrer les représentants lors de son séjour en Allemagne.

En Allemagne, comme du reste dans tous les autres pays—déclare le camarade Zinovieu—nos adversaires posent fort adroitement la question de l'Internationale Communiste: laissant de côté les questions fondamentales du communisme ils transportent le débat sur le terrain de l'organisation et retournent sur toutes les coutures les "21 conditions". C'est là un moyen excellent d'esquiver une réponse nette et franche aux mauvaises questions relatives à la révolution mondiale, à la dictature du prolétariat et au pouvoir des Soviets. Au Congrès des Indépendants nous avons pourtant, réussi à les débattre. Comme nous nous y attendions, il s'est avéré que la droite du Parti des Indépendants d'Allemagne n'est composée que de réformistes, mais ne forme pas un bloc homogène; elle a aussi sa gauche qui, tôt ou tard, nous rejoindra.

Il est évident que nos "conditions" doivent être discutées. Au Congrès de Halle j'ai déclaré qu'elles étaient nécessaires par les événements actuels. Après la crise traversée par l'Internationale, trois courants se sont dessinés au sein du mouvement ouvrier mondial: communiste, réformiste et centriste. A cette époque de révolution internationale, la classe ouvrière doit coûte que coûte épurer ses rangs des traitres opportunistes et des éléments hésitants et douteux. "Les 21 conditions" devaient contribuer à atteindre ce but. Elles servaient, comme je l'ai indiqué de manière peu esthétique dans une lettre aux ouvriers français, de poudre contre les

parasites qui rongent le corps de la classe ouvrière. Si le mouvement ouvrier était exempt de ces éléments, nous aurions pu nous borner à la première condition et même nous en passer totalement. Mais actuellement nous sommes obligés de formuler nos exigences à l'égard des partis désireux de s'affilier à l'Internationale Communiste de la façon la plus nette, car nos adversaires membres de ces partis, tâchent d'utiliser contre nous le moindre point obscur en l'interprétant à tort et à travers. C'est ainsi qu'en Allemagne, dans les pays Scandinaves, en France et en Italie, ces Messieurs tâchent de présenter les choses de façon à faire croire que nous dépouillons les différents partis de toute autonomie. Dans leur manifeste "les Indépendants" de gauche ont commis une erreur en déclarant que les diverses sections de l'Internationale Communiste "sacrifient" une partie de leur autonomie dans l'intérêt de la cause commune. Je considère cette expression comme fort regrettable attendu que nous n'exigeons aucun "sacrifice" et que nous laissons toute latitude aux sections nationales pour trancher les questions locales, nous bornant à ne prendre des décisions générales que pour les questions révélant un caractère vraiment international.

En faisant ressortir toute l'importance de nos "conditions d'admission", j'ai déclaré au congrès de Halle qu'après l'épuration du parti des éléments opportunistes, nous étions prêts à réviser toutes ces "conditions".

De ma déclaration, Serrati a, dans un article, tiré de fausses conclusions: "Du moment qu'il en est ainsi, nous dit-il, à quoi bon exclure les réformistes italiens".

N'osant pas avouer ouvertement aux masses qu'ils sont contre la III-e Internationale, les chefs de la droite se sont retranchés jusqu'au dernier moment derrière les 21 conditio[n]s, en les déclarant "inacceptables". Je leur ai proposé alors de formuler eux-mêmes les conditions auxquelles ils consentiraient à adhérer à l'Internationale Communiste, mais ils ont préféré faire la sourde oreille, avouant ainsi la fausseté des déclara-

tions, dans lesquelles ils se donnent comme des „partisans de la III<sup>e</sup> Internationale“. Au Congrès de Halle, une partie des ouvriers qui les soutenaient est passée de notre côté. Les deux tiers environ des congressistes se sont prononcés pour nous, ce qui signifie, à mon avis, que les neuf dixièmes de la masse ouvrière affiliée au Parti des Indépendants s'est ralliée à nous.

Une bonne part des mérites pour la victoire, que nous avons remportée au Congrès de Halle, reviennent, sans contredit, au petit, mais ferme et tenace Parti Communiste Allemand. Toutefois, dans les premiers actes entrepris par le Parti des Indépendants pour tirer parti de cette victoire, celui-ci a, d'après moi, commis une erreur en modifiant, au moment même du Congrès, sa dénomination pour prendre celle du Parti Communiste Allemand (section de l'Internationale Communiste). Le Comité Central du Parti Communiste avait proposé tout d'abord aux organisations des Indépendants de gauche de se fondre tout simplement dans les organisations du Parti Communiste. Au Congrès de Halle, la minorité de droite a tiré parti de cette déclaration. Elle déclara qu'elle ne quitterait pas le parti, mais que la majorité avait décidé d'adhérer à un autre parti: au Parti Communiste Allemand. Les Indépendants de gauche n'ont rien à objecter à la fusion avec le Parti Communiste Allemand, mais ils déclarent avoir encore besoin de quelques semaines d'existence autonome, pour mettre de l'ordre dans leurs organisations et attirer à eux la plus grande partie possible de la masse ouvrière. À mon avis, ils ont en cela pleinement raison. En fin de compte, il a été décidé de convoquer, au début de décembre, un congrès d'unification; en attendant, un Comité Central commun a été organisé sur des bases partitaires, et les Indépendants de gauche publient un journal intitulé „Die Internationale“.

De même, l'attitude du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (K. A. P. D.) envers le Comité Central du Parti Communiste Allemand ne me paraît pas pleinement satisfaisante. En son temps, nous avons posé au Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne un certain nombre de conditions. Quelques-unes ont été exécutées. C'est ainsi qu'en excluant Laufenberg et Wolfheim, ce parti a donné une preuve de son désir sincère de travailler avec nous. Prenant ce fait en considération et vu la situation générale de l'Allemagne, j'estime qu'il est nécessaire d'avoir envers ce parti la plus grande tolérance et de porter grande attention à son activité. Ce parti est formé d'éléments assez instables, mais sans aucun doute révolutionnaires et prolétariens. Il a été décidé de les inviter à un congrès d'unification. Ils ont sollicité eux-mêmes leur admission dans l'Internationale Communiste à titre de parti sympathisant, avec voix consultative, et, selon moi, s'ils n'entrent pas dans le Parti Communiste (K. P. D.) lors du Congrès d'unification, nous devrons satisfaire à leur demande. Je dois ici vous dire que les comités centraux des deux partis: du K. P. D. et de la gauche du Parti des Indépendants n'ont chargé de vous dire qu'ils sont décidés à s'opposer à l'entrée de ce parti dans la III<sup>e</sup> Internationale. Je considère qu'ils commettent là une erreur.

Dans le Parti Italien, on distingue pour le moment trois fractions:

1) Les kautskistes appartenant à la droite, qui, à la conférence de Reggio d'Emilie, ont déclaré qu'ils consentaient à adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale, mais

qu'ils quitteraient le parti, au cas où les leaders réformistes Turati, Modigliani et autres en seraient exclus. 2) Les communistes, ayant à leur tête Bombacci, Bordiga, Terracini, qui admettent notre plate-forme sans réserves. Ils publient „l'Avanti“ de Turin et édient en outre un journal à Bologne. Ils affirment avoir les 75-90% du parti pour eux. 3) La fraction de Serrati, qui a pris le nom de „communisti unitari“ (communistes unitaires).

Toute la politique de cette fraction est aussi équivocative que sa dénomination. Dans une lettre adressée à Serrati, je lui demande qui il veut unifier? S'il veut unifier des communistes, point n'est besoin de constituer une section spéciale; si son intention est de s'unir aux opportunistes, il ne fera par là que du tort au mouvement révolutionnaire des ouvriers italiens, dont les intérêts politiques actuels réclament impérativement la scission des révolutionnaires et des opportunistes, l'épuration du Parti Communiste des traits consciens et inconscients.

Nous voyons, par l'exemple de Serrati, comment, de nos jours, de petites erreurs politiques commises au début prennent journallement de l'ampleur. Le nom de Serrati est aujourd'hui sur les lèvres de tous nos ennemis. Au Congrès de Halle, les Hilferding et les Dittmann se sont appuyés sur lui, et toute la presse réformiste et bourgeoisie d'Italie le porte aux nues.

On sait qu'au Comité Central du Parti Socialiste Italien, Serrati a subi un échec; sa proposition de révision de nos conditions d'admission a été rejetée; toutefois, le Comité Central ne s'est pas décidé à tirer de cet état de choses toutes les conclusions qui s'imposaient et a laissé Serrati à la tête de la rédaction de „l'Avanti“. Le fait que notre message adressé au Comité Central du Parti Italien, aussitôt après le Congrès, n'a pas encore paru dans „l'Avanti“, est un signe caractéristique.

Dans la situation politique actuelle de l'Italie, je considère que toute espèce de concession et de compromis avec Serrati et les „communisti unitari“ serait des plus pernicieuses. Le sort du mouvement d'autonomie finit de m'en persuader. C'était le commencement de la révolution: les ouvriers s'emparaient des usines et organisaient leur propre garde rouge. Ce mouvement n'a pas été étouffé par la force armée, mais il a échoué grâce aux opportunistes. On connaît les paroles de Giolitti: Pour lutter contre cette maladie (la révolution), nous ne devons pas recourir à la chirurgie, mais user de „moyens homéopathiques“. C'est ainsi que le gouvernement, avec l'aide de Daragona et des autres leaders jaunes des syndicats, pendant que Serrati et ses amis restaient muets, s'est joué des ouvriers en les persuadant de créer des commissions de parti, grâce auxquelles les ouvriers auront une part égale aux capitalistes dans la direction de la production. Nous ne nous tromperons pas en disant que les capitalistes d'Italie doivent leur salut à messieurs les réformistes. Serrati a protesté contre notre décision relative aux syndicalistes de „l'Union Syndicale“, à la tête de laquelle se trouve Borghi; il nous a accusé de faire de l'opportunisme de gauche. Tandis que Borghi est actuellement emprisonné et que devant sa prison les ouvriers organisent des démonstrations révolutionnaires, l'ami de Serrati, Daragona, siège dans des commissions occupées seulement à duper les ouvriers par des moyens homéopathiques.

Le camarade Zinoviev a eu la possibilité de conférer avec certains militants du mouvement ouvrier français, notamment avec les communistes du "Comité de la III<sup>e</sup> Internationale" et les représentants de la gauche longuettiste. Il s'est également entretenu avec Longuet. Tous les camarades de gauche français attachent beaucoup d'importance à ce que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste n'insiste pas sur l'exclusion de Longuet du parti, au cas où celui-ci ne s'inclinerait pas devant la décision de la majorité du Congrès et n'accepterait pas intégralement le programme et les thèses du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, car bien que le groupe de Longuet se soit scindé, il a pour lui une partie des ouvriers.

En outre, les camarades français ont communiqué au camarade Zinoviev que la minorité syndicaliste s'est organisée sur la plate-forme de l'Internationale Communiste et a reconnu la nécessité du Parti Communiste.

En Tchéco-Slovaquie, le Parti Socialiste de gauche qui s'est formé après la scission, tout en étant révolutionnaire, ne fait pas preuve d'assez de fermeté communiste et de netteté de principe. Les ouvriers, membres de ce parti, ne se sont pas encore complètement affranchis des influences nationalistes, et les querelles entre Tchèques et Allemands continuent à tenir une assez grande place dans le parti.

La gauche du Parti Socialiste Suisse, qui n'a pas encore nettement défini son attitude à l'égard de la III<sup>e</sup> Internationale, manque aussi de clarté. Ce parti tiendra très prochainement son congrès.

En Autriche, les élections qui viennent de se terminer ont démontré que les ouvriers communistes, en général, bien compris notre mot d'ordre concernant la nécessité de participer à la campagne électorale.

Nos craintes de voir "les 21 conditions" provoquer une crise dans le mouvement ouvrier scandinave n'étaient pas fondées. A sa conférence, le Parti Socialiste Suédois a accepté ces conditions par 36 voix contre 8. L'échec aux élections parlementaires en Suède, échec qui d'ailleurs n'est pas très important, attendu que des 14 sièges que le Parti Socialiste avait auparavant il en conserver 10, peut être expliqué, de l'avis des camarades suédois, par le boycottage des élections par l'opposition syndicaliste de gauche. Le Parti Ouvrier Norvégien, qui jusqu'à présent comptait dans son sein nombre de syndicats, a résolu d'adopter la carte de parti individuelle. Il a été aussi décidé d'accorder un certain délai aux sections du parti, dont les délégués se prononceront au prochain congrès contre la III<sup>e</sup> Internationale, afin qu'elles décident si elles approuvent leurs délégués ou si elles se solidarisent avec la III<sup>e</sup> Internationale. Enfin, le Parti Norvégien croit opportun de garder provisoirement son ancienne dénomination: Parti Ouvrier Norvégien, en y ajoutant: Section de l'Internationale Communiste.

Les représentants du Parti Communiste Hollandais ont également rendu visite au camarade Zinoviev, à Berlin. Le camarade Zinoviev termine son rapport en indiquant que son voyage l'a convaincu, une fois de plus, que l'Internationale Communiste s'est convertie d'une société de propagande qu'elle était, en une indissoluble organisation de combat du prolétariat mondial.

Après discussion, il est décidé d'adresser des messages et des proclamations aux camarades allemands, aux ouvriers d'Italie et au Comité Central du parti italien, aux membres de la gauche suisse, etc...

Le cas Longuet provoque de vifs débats. Certains membres du Comité Exécutif insistent pour que Longuet soit exclu du Parti Socialiste Français; mais la majeure partie des camarades envisagent cette question à un autre point de vue et adoptent la résolution suivante:

Le Comité Exécutif est prêt à examiner, après le Congrès de Tours, la possibilité de faire en faveur de Longuet et de ses amis une exception aux §§ 7 et 20 des conditions d'admission dans l'Internationale Communiste.

Ceci aux conditions suivantes:

1) Ledit groupe Longuet déclarera immédiatement qu'il se soumet entièrement à la majorité du Congrès.

2) Au Congrès du Parti Socialiste Français, ce groupe acceptera les thèses et les conditions du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste.

La présente décision ne doit aucunement affaiblir l'organisation contre la politique des centristes "français".

Deux représentants—un de gauche et un de droite—se font les interprètes du Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne.

Au Congrès extraordinaire du parti qui s'est tenu en juillet dernier, sur 14.000 voix, 2.000 seulement se sont prononcées pour la II<sup>e</sup> Internationale, 5.500 pour l'adhésion pure et simple et 8.500 voix, c'est-à-dire la majorité du Congrès, pour l'adhésion conditionnelle à la III<sup>e</sup> Internationale. A la suite de cette décision, le Comité Central du Parti Socialiste Espagnol a délégué deux de ses membres pour entamer des pourparlers avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Après leur retour en Espagne, un Congrès extraordinaire devra être convoqué pour prendre une décision définitive. Le rapport des camarades espagnols et les débats qui s'en suivent ne peuvent donner une idée suffisamment claire des sentiments de ce parti à l'égard des doctrines et de l'action communistes. Dans ces conditions, le Comité Exécutif décide de confier au Petit Bureau le soin de connaître le point de vue des deux tendances du Parti Socialiste Espagnol sur ces questions et de les discuter ensuite dans une assemblée générale du Comité Exécutif.

LE SECRÉTAIRE DU COMITÉ EXÉCUTIF  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

M. KOBETSKY.

## 11 NOVEMBRE

Le 11 novembre, sous la présidence du camarade Zinoviev, séance plénière du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Questions à l'ordre du jour:

1) Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux ouvriers d'Italie.

2) Le mouvement en Tchéco-Slovaquie.

3) Le prochain congrès de l'Internationale de la Jeunesse.

4) Le Parti Socialiste Coréen.

5) Le Congrès Syndical International de Londres.

6) Le Parti Socialiste Roumain.

Sur la première question à l'ordre du jour, l'assemblée adopte à l'unanimité le texte de l'appel aux ouvriers d'Italie, proposé par le camarade Zinoviev.

Le président annonce ensuite que l'on attend de Tchéco-Slovaquie l'arrivée d'une délégation composée des représentants des communistes, de toutes les nationalités peuplant ledit pays. Le camarade Zinoviev propose de voter, séance tenante, une résolution exprimant l'opinion du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur les questions les plus importantes du mouvement tchéco-slovaque. A ladite résolution, le camarade hongrois, Varga, propose un amendement. Après une courte discussion, la résolution amendée dont suit le texte, est adoptée par l'assemblée.

Le Comité Exécutif attend l'arrivée de la délégation de Tchéco-Slovaquie et ne prendra aucune résolution définitive, sans l'avoir préalablement discutée avec les camarades délégués. Mais, d'ores et déjà il juge nécessaire de faire connaître aux camarades tchéco-slovaques son point de vue sur les questions suivantes:

1) Le Comité Exécutif considère que le Parti Tchéco-Slovaque doit changer son nom actuel et s'appeler désormais Parti Communiste.

Quelques militants marquants du mouvement tchécoslovaque disent: «Nous autres, nous sommes de véritables social-démocrates». De telles paroles ne correspondent point à la réalité et ne peuvent donner lieu qu'à une regrettable confusion: nous ne sommes point des socialistes, nous sommes des COMMUNISTES, et c'est ce que le nom même du parti doit clairement indiquer.

2) Le Comité Exécutif considère qu'il faut à la Tchéco-Slovaquie un parti "unique", dans lequel entrent les Tchèques, les Allemands, les Slovaques et les Magyars. Toutes les questions d'organisation relatives à la constitution de ce parti seront l'objet d'un examen détaillé de la part du Comité Exécutif et de la délégation qui doit arriver à Moscou.

Mais, jusqu'à ce moment de fusionnement, les partis tchèque, slovaque, allemand et magyar ne devront entreprendre aucune action qu'en communet après une entente préalable.

3) Dans le plus bref délai possible, un congrès spécial devra être convoqué pour tirer au clair la situation en Tchéco-Slovaquie.

Le Comité Exécutif prie le parti frère de Tchéco-Slovaquie d'examiner ces questions et de lui faire

parvenir la réponse du Comité Central par l'intermédiaire de la délégation qui doit arriver en Russie.

Le camarade Chatskine, au nom du Comité Central de l'Union de la Jeunesse Communiste Russe, saisit ensuite le Comité Exécutif de la fixation du lieu de réunion du deuxième congrès de l'Internationale de la Jeunesse. Le Comité Central propose Moscou. Le Comité Exécutif adhère à cette proposition et vote la résolution ci-dessous:

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste soutient sans réserve la proposition du Comité Central de l'Union de la Jeunesse Communiste Russe, relative à la convocation du deuxième congrès de l'Internationale de la Jeunesse; il estime que les conditions nécessaires à la bonne marche des travaux dudit congrès ne peuvent être réalisées qu'en Russie Soviétique et avec le concours actif de la III<sup>e</sup> Internationale.

Le camarade coréen O. donne lecture d'un rapport sur le parti socialiste de Corée (Khangsalmi). Après un historique du mouvement révolutionnaire et socialiste en Corée, le camarade O. déclare que le parti "Khangsalmi", fondé à Tokio en 1907, après s'être rendu compte de la trahison de la Deuxième Internationale, a décidé d'en sortir et d'adhérer à la Troisième. Faisant allusion à la vieille légende coréenne, le camarade O. termine son rapport en disant que "Si le socialisme coréen a eu, dans la I<sup>e</sup> Internationale, son printemps et dans la II<sup>e</sup>, son été, la III<sup>e</sup> est maintenant pour lui l'automne qui lui permet de recueillir les fruits de tout son développement antérieur".

Etant donné qu'un Parti Socialiste Coréen (Khangsakhve) entre déjà dans l'Internationale Communiste, le Comité Exécutif charge le Petit Bureau d'élucider la question du nouveau parti et de présenter ses conclusions à une des prochaines séances du Comité Exécutif.

A propos du congrès syndical international qui doit se tenir à Amsterdam, le camarade Radek propose de publier un appel justifiant la politique syndicale des social-traitres internationaux. La proposition est adoptée par le Comité Exécutif.

Le point le plus important de l'ordre du jour était la question du Parti Socialiste Roumain, dont le Comité Central avait envoyé à Moscou une délégation de 6 membres, dont deux représentants du Parti Socialiste de Transylvanie.

Dans son rapport d'ouverture, le camarade roumain K. s'efforce de démontrer que le Parti Socialiste Roumain eut, sur toute la guerre, une tactique révolutionnaire suivie: le parti notamment a participé à la convocation de la conférence de Zimmerwald. Le fait que le parti n'a faiblement protesté contre la participation de la Roumanie à la guerre s'explique, selon le camarade K., par les représailles féroces du gouvernement contre les socialistes. Après sa fusion avec les partis de Transylvanie et de Bucovine, le parti roumain avait décidé d'adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale, au congrès de laquelle il devait envoyer une

délégation. Par suite de difficultés d'ordre technique, la délégation n'a pu se rendre au congrès. Le camarade K. exprime la ferme assurance que le congrès du parti roumain, qui se tiendra en janvier 1921, acceptera sans réserve toutes les décisions du II<sup>e</sup> congrès; seulement, il prie le Comité Exécutif de lui fournir quelques explications sur 3 des 21 "conditions d'admission".

Le camarade R. a complété le rapport du camarade K. par quelques renseignements succincts sur le Parti Socialiste de Transylvanie.

Le camarade Boukharine demande ensuite la parole pour poser aux délégués roumains les questions suivantes: 1) Quelles sont les raisons qui ont déterminé les socialistes de Transylvanie à participer à un gouvernement bourgeois? 2) Est-il vrai que les leaders du parti roumain aient mené des pourparlers secrets avec le général Averescu? 3) Qu'a fait le parti pour combattre l'intervention du gouvernement roumain contre la République Soviétique Hongroise et empêcher l'appui aux gardes blancs russes? 4) Pourquoi le parti ne s'intitule-t-il pas parti communiste? 5) Pourquoi le Comité Central n'a-t-il pas convoqué, depuis la guerre, un seul congrès de parti?

Le camarade R. de Transylvanie répond à la première question (l'ex-ministre Fluerach, présent à la séance, ne juge point devoir donner aucune explication à ce sujet). Il déclare qu'il y avait alors, en Transylvanie, trois partis social-démocrates (roumain, allemand et hongrois) et qu'il s'était produit entre eux une divergence de vues. La majorité du parti unifié actuel considère cette participation gouvernementale comme une faute.

Des réponses faites par les camarades roumains aux autres questions, il appert que leur Comité Central

avait failli conclure, en effet, un accord secret avec le général Averescu, qui jouait alors au démocrate, mais qui s'était révélé par la suite un véritable réactionnaire. Les délégués expliquent leur conduite générale par le système impitoyable de répressions du gouvernement roumain.

Après avoir entendu les réponses des délégués roumains, le Comité Exécutif propose à ces derniers de lui présenter un rapport écrit et charge le Petit Bureau de donner une réponse écrite audit rapport.

Pour terminer, le Comité Exécutif prend connaissance d'une lettre du Comité Central du Parti Communiste letton sur la terreur blanche en Lettonie, ainsi qu'une déclaration du camarade Markhlevsky sur la terreur blanche en Pologne. A ce propos, le Comité Exécutif décide de publier un appel spécial.

L'ordre du jour épousé, on vote la résolution suivante:

"Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste proteste devant le prolétariat de tous les pays, contre l'arrestation par les autorités autrichiennes des deux meilleurs champions du mouvement communiste hongrois de la jeunesse, les camarades Lecahn et Kazmer. Le Comité Exécutif considère cette arrestation comme une nouvelle preuve du renforcement de la réaction en Autriche allemande et de la liaison étroite du gouvernement autrichien avec la bande du bourreau Horthy; il invite les prolétaires d'Autriche à faire tous leurs efforts pour empêcher la remise au gouvernement hongrois de nos jeunes camarades et obtenir leur libération".

LE SECRÉTAIRE DU COMITÉ EXÉCUTIF  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

M. KOBETZKY.

## 24 NOVEMBRE

La séance plénière du 24 novembre 1920, présidée tout d'abord par le camarade Zinoviev et ensuite par le camarade Trotsky, fut presque entièrement consacrée à l'examen de la question du Parti Ouvrier Communiste Allemand (K. A. P. D.).

A l'ouverture de la séance, le camarade Boukharine prend la parole pour une déclaration urgente, au nom des délégués russes à l'Exécutif.

— Au nombre des délégués roumains qui assistent à cette réunion, déclare le camarade Boukharine, se trouve un nommé Fluerach, ancien ministre en Transylvanie. Nous avons demandé aux camarades roumains, quel mobile les avait poussés à une collaboration avec la bourgeoisie, qui est une trahison. Ils nous ont répondu en excitant de l'autonomie formelle du Parti Transylvain, qui, disent-ils, ne devait à cette époque de comptes à personne. Nous avons reçu hier du citoyen Fluerach un rapport écrit, dans lequel, loin de déplorer sa triste attitude passée, il s'en montre fier comme d'un exploit. Ceux qui ont trahi la classe ouvrière ne doivent pas avoir de place ici, et je propose de prier sur-le-champ le citoyen Fluerach de quitter la salle.

Le camarade Fabian soutient, au nom de la fraction communiste de la délégation roumaine, la proposition Boukharine et ajoute que ses camarades et lui considèrent l'envoi du citoyen Fluerach en Russie, comme une insulte faite par le parti roumain à l'Internationale.

La proposition Boukharine est adoptée à l'unanimité, et le citoyen Fluerach quitte la salle. Le camarade Zinoviev lui adresse, au dernier moment, ces mots d'adieu: "J'espère que nous avons ainsi créé un précédent et que MM. les Ministres qui s'intitulent socialistes, ne viendront plus frapper à la porte de l'Internationale Communiste, où il n'y a pas de place pour eux".

On passe à l'ordre du jour, et le camarade hollandais X. prend la parole en qualité de représentant du Parti Ouvrier Communiste Allemand (K. A. P. D.).

X., dans un long discours, critique "l'opportunisme" de l'Internationale Communiste en matière de parlementarisme et d'action syndicale.—Parlant tout d'abord des questions internationales, l'orateur constate que la France et l'Angleterre ont intérêt à entretenir le marrasme de l'Allemagne. Le prolétariat, dirigé par un

parti vraiment révolutionnaire, est la seule force qui puisse tirer l'Allemagne de sa situation actuelle. Le Parti Ouvrier Communiste Allemand est le parti capable de remplir cette tâche. La tactique préconisée par l'Internationale Communiste, ne convient pas à l'Europe Occidentale. L'Europe entière peut, dit le camarade X., être divisée par une ligne allant de Koenigsberg à Venise et passant par Varsouvia. A l'Ortient de cette ligne, le prolétariat ne forme qu'un pourcentage infime de la population, la bourgeoisie est faible et la classe paysanne est révolutionnaire; à l'Occident de cette ligne, le prolétariat est nombreux, mais pénétré d'idées bourgeois, les paysans sont réactionnaires et le pouvoir, concentré entre les mains du capital financier, est très fort. L'orateur reproche aux chefs de l'Internationale Communiste d'être des Orientaux, de ne pas comprendre cette situation et de vouloir imposer au prolétariat occidental une tactique opportuniste. La participation à l'action parlementaire, en période révolutionnaire, ne peut que développer dans les masses ouvrières l'individualisme bourgeois. L'action dans les syndicats est aussi de l'opportunisme, vous voulez conquérir ces organisations réactionnaires, remplacer les mauvais chefs par des bons, mais nous pensons, nous, qu'il est nécessaire de créer de nouveaux groupements d'industrie, dans lesquels le pouvoir sera exercé non par des chefs, mais par les travailleurs eux-mêmes.

Avec une profonde émotion, le camarade X. déclare que le Parti Ouvrier Communiste Allemand a toujours défendu, de toute son énergie, la révolution russe et l'Internationale Communiste.

Le camarade Trotsky répond au nom du Comité Exécutif. Il souligne que le camarade X., loin d'être le représentant de l'Europe Occidentale, ne représente en réalité qu'un groupe du Parti Communiste Hollandais, groupe tout à fait détaché des grandes masses prolétariennes. Aussi la peur des masses que le camarade X. considère comme réactionnaires, et son pessimisme, son manque de foi en la révolution, sont-ils bien caractéristiques. Les arguments apportés par le camarade X. contre l'action parlementaire pourraient servir, avec autant de raison, contre la presse et, d'une façon générale, contre tous les moyens d'action disponibles en régime capitaliste.

Au cours des débats, prennent la parole: pour le Parti Ouvrier Communiste Allemand les camarades S. et T., et pour le Comité Exécutif Marchleusky, Boukharine, Lozousky et Trotsky (Le compte-rendu sténographique de cette réunion sera publié).

Les camarades S. et T. ne partagent pas l'avis du camarade X. sur le caractère réactionnaire des masses ouvrières allemandes. Ils adressent de vives critiques au Parti Communiste Allemand et aux indépendants de gauche, et se plaignent de ce que le Comité Exécutif soit mal informé de l'activité de leur propre parti. Le camarade T. indique que les syndicats allemands groupent 8 millions d'ouvriers, alors qu'il en

reste 15 en dehors de leur action. Ce sont ces 15 millions d'ouvriers, que les traditions jaunes n'ont pas encore contaminés, qui doivent être organisés par le Parti Ouvrier Communiste Allemand.

Le camarade Marchleusky constate la différence entre le langage des représentants du Parti Ouvrier Communiste Allemand, à l'heure actuelle, et leur langage, il y a quelques mois. Leurs opinions évoluent, sans nul doute, vers le communisme.

Le camarade Boukharine indique les contradictions et les points obscurs du camarade X. Ce dernier affirme, avec raison, que la classe ouvrière n'a pas de pires ennemis que les opportunistes, et il nous qualifie nous-mêmes d'opportunistes. — Mais pourquoi, dans ce cas, sommes-nous en butte aux attaques furieuses de la bourgeoisie, qui se sert précisément contre nous des arguments du camarade G.: «Nous sommes, dit-on, des Orientaux, nous ignorons la mentalité de l'ouvrier européen, nous voulons donner des ordres, de Moscou, à tout le prolétariat européen, et ainsi de suite».

Dans la question syndicale, la différence essentielle entre notre point de vue et celui du camarade G. provient de ce que nous reconnaissons avec optimisme les progrès de l'esprit révolutionnaire dans le prolétariat de l'Europe Occidentale et de ce que nous croyons de notre devoir de hâter et d'utiliser ces progrès par la conquête, au moyen d'une action interne, des syndicats.

Le camarade Lozousky accorde aux délégués du Parti Ouvrier Communiste Allemand, que les syndicats allemands font réellement obstacle au développement de la révolution. Mais le tout est de savoir comment nous les rendrons révolutionnaires. La tactique du K. A. P. D. amène, dans le meilleur cas, la scission des éléments les plus révolutionnaires et leur isolement dans les «souviets industriels», qui ne sont en réalité que des groupes de membres du K. A. P. D. La rectitude de notre tactique, qui consiste à créer nos groupes dans les syndicats, est confirmée par la grande colère des Legiens, qui ont décidé l'exclusion des communistes de leurs organisations. Ils ne réussiront pas, si nous sommes assez forts.

Le camarade Trotsky réplique au camarade G. Ce dernier croit possible d'attirer au Parti Communiste des éléments qui, jusqu'à présent, sont même restés étrangers au mouvement syndical. Il est pourtant évident que le Parti Communiste doit recruter ses adhérents parmi les ouvriers les plus conscients; et ceux-ci, il les faut chercher—dans tous les pays et surtout en Allemagne—non en dehors des syndicats, mais bien dans les syndicats. Par suite de l'heure avancée, la continuation du débat est remise à la prochaine séance.

LE SECRÉTAIRE DU COMITÉ EXÉCUTIF

M. KOBETSKY.

## 28 NOVEMBRE.

Séance plénière, le 28 novembre, sous la présidence du camarade Zinoviev. A l'ordre du jour:

- 1) Déclaration du représentant du Parti Communiste Bulgare;
- 2) Rapport du camarade Pavlovitch sur l'action du Conseil de Propagande et d'Action de Bakou;
- 3) Le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne;
- 4) Le Parti Socialiste Roumain;
- 5) Election d'un représentant au Conseil international des Syndicats.

Au nom du Parti Communiste Bulgare, le camarade Chabline fait part à l'assemblée que le récent Congrès des syndicats bulgares, jusqu'à présent sous l'influence des socialistes "larges" (réformistes), a décidé d'adhérer officiellement au Parti Communiste.

Le camarade M. Pavlovitch donne un aperçu rapide de l'activité du Conseil de Propagande et d'Action, depuis sa fondation. Le Conseil a publié le premier numéro du périodique *LES PEUPLES DE L'ORIENT*, édité en langues russe et turque; il paraîtra très prochainement en langues arabe et persane. Le Conseil a ouvert à Bakou six cours hebdomadaires, où ont lieu des conférences sur l'économie politique, l'éducation soviétique, la géographie, l'origine de la terre et de l'homme, etc. Malgré leurs modestes proportions, la portée morale de ces cours est très grande: quelques soldats hindous de l'armée britannique, qui ont séjourné à Bakou, ont ensuite déclaré avec enthousiasme que la Russie soviétique est bien leur véritable amie. "Nous nous sommes battus pour l'Angleterre, disent-ils, dans presque toutes les parties du monde, et, pendant tout le temps de notre service, on ne nous a pas appris à lire et à écrire!"

Après avoir tracé un tableau coloré de la situation en Géorgie et en Arménie, l'orateur exprime sa certitude de l'imminence de la victoire du communisme dans ces pays.

Pour compléter le rapport du camarade Pavlovitch, le camarade Sultan-Zadé attire l'attention de l'assemblée sur un fait confirmé par l'expérience. Lasse des révolutions nationales dans les pays d'Orient, une partie des nationalistes-révolutionnaires passe à la hâte au camp de l'Entente, et n'hésite pas à signer avec celle-ci des compromis. Il faut que l'Internationale Communiste tienne compte de cet état de choses.

La question du Parti Communiste Ouvrier Allemand, dont les débats ont occupé les séances précédentes du Comité Exécutif, est ensuite abordée.

Le camarade Zinoviev propose la résolution suivante:

Après s'être livré, une fois de plus, à un examen approfondi de la question du K. A. P. D., en présence des délégués de ce parti, le Comité Exécutif décide:

De considérer le PARTI COMMUNISTE UNIFIÉ D'ALLEMAGNE comme l'unique section allemande de l'Internationale Communiste.

D'engager à nouveau les camarades du K. A. P. D. à adhérer au Parti Communiste Unifié et à défendre leurs points de vue au sein de ce parti. Le Comité Exécutif espère que les organisations du K. A. P. D. prendront part au Congrès d'unification du Parti Communiste Allemand et de la gauche du Parti Socialiste Indépendant qui se tiendra, le 4 décembre prochain, à Berlin.

Le Comité Exécutif déclare encore une fois que la tache du K. A. P. D., notamment en ce qui concerne les syndicats et le parlementarisme, est erronée. Il propose en conséquence aux camarades du Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne, de se soumettre à la discipline prolétarienne internationale et aux décisions du IIe Congrès mondial de l'Internationale Communiste.

Afin de faciliter la fusion de tous les éléments communistes d'Allemagne et d'aller au-devant des membres les plus conscients du K. A. P. D., le Comité Exécutif se déclare prêt à accepter à titre provisoire ce parti dans l'Internationale Communiste en qualité de parti sympathisant, avec voix consultative.

Cette acceptation met le K. A. P. D. dans l'obligation d'insérer régulièrement dans ses journaux tous les appels et toutes les décisions du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Elle l'oblige en outre à donner un appui fraternel au Parti Communiste Allemand dans toutes les actions qu'il entreprendra. Le Comité Exécutif espère qu'au cours des mois prochains, le K. A. P. D. adhérera au Parti Communiste Unifié d'Allemagne.

Le Comité Exécutif décide de charger le Petit Bureau de rédiger une lettre aux travailleurs allemands, qui motivera cette décision.

Le camarade Zinoviev déclare que le Comité Exécutif est en présence d'une situation fort embarrassante, les Comités Centraux des deux partis du Parti Communiste Allemand et du Parti des Indépendants s'étant catégoriquement prononcés contre l'admission du K. A. P. D. dans l'Internationale Communiste en qualité de parti sympathisant. Nous pensons néanmoins que, dans l'intérêt de la révolution allemande, nous devions agir de la sorte.

Les camarades du K. A. P. D. ont compris fort justement que la question des syndicats est d'une importance capitale; mais leur tactique dans ce domaine est profondément erronée. Le camarade X. a dit ici-même que notre plan de conquête des syndicats au moyen des noyaux communistes a échoué. C'est là une grosse erreur. Écoutez donc les vociférations poussées à ce sujet par les opportunistes; en Allemagne, les Legiens et l'Afa; en Angleterre, le Labour Party; en France, la C. G. T.; les syndicats de l'Amérique et de Suisse, la II-Internationale, dans son manifeste, crient tous, à l'exclusion des communistes. C'est là la preuve que notre plan inspire les craintes les plus vives à ces Messieurs et que nous sommes sur la bonne voie. A coup sûr, la conquête des syndicats ne se fera pas en un jour; il nous faudra pour cela de longs mois et peut-être des années. Mais en revanche, lorsque nous les aurons conquises, la révolution mondiale sera certaine. Je suis sûr que les camarades du K. A. P. D. se persuaderont chaque jour plus que nous avons raison. J'espère également que ces camarades comprendront dans quelle situation difficile nous nous mettons, en les accueillant parmi nous, et qu'ils auront en vue dans tous leurs actes de nous faciliter la tâche.

Au nom du Parti Communiste Bulgare, le camarade Chabline fait une déclaration écrite, à savoir que la question du K. A. P. D. est de la compétence du mouvement ouvrier allemand et que, par conséquent, ce parti ne peut être accepté dans l'Internationale Communiste que si le Comité Central du Parti Communiste Allemand Unifié y consent.

Après de brèves déclarations des délégués du K. A. P. D. favorables à la résolution du camarade Zinoviev, cette dernière est mise aux voix et acceptée à l'unanimité, moins une abstention.

Après le vote le camarade Zinoviev ajoute ces quelques mots: „Le vote, qui vient d'avoir lieu n'a créé qu'une situation provisoire. Logiquement il n'y a à celle-ci que deux issues possibles: ou le K. A. P. D. se soumettra à l'Internationale Communiste et de parti sympathisant deviendra parti actif, ou le K. A. P. D. persistera dans ses erreurs, et dans ces conditions la rupture deviendra inévitable“.

Sur ce, l'assemblée passe à l'examen de la question roumaine. Le camarade Zinoviev déclare que d'après les renseignements qu'il a recueillis, les masses ouvrières roumaines sont pour l'Internationale Communiste, tandis que les chefs demeurent fidèles à la II-e Internationale et hésitent. Pendant la guerre et jusqu'à ces derniers temps, le Comité Central du Parti Socialiste Roumain a poursuivi une politique opportuniste. Le camarade Zinoviev propose au Petit Bureau d'adresser une lettre ouverte au parti socialiste roumain, dans laquelle la politique de celui-ci sera vertement critiquée, et de demander en outre à la délégation roumaine de donner une réponse écrite à nos 6 questions, savoir: si les délégués roumains nous garantissent que leur Comité Central renoncera à la tactique suivie jusqu'ici et se placera sans équivoque sur la plate-forme de l'Internationale Communiste.

Après discussion dans laquelle interviennent les délégués roumains, les deux propositions du camarade Zinoviev sont adoptées.

La parole est ensuite au camarade Kobetsky qui fait part de l'arrivée d'un nouveau délégué, le cam-

rade Y., représentant du Parti Socialiste Coréen (Kansalim), fondé à Tokio, en 1907. — Le Parti Socialiste Coréen (Kanine-Sakvay-Dan), déjà affilié à l'Internationale Communiste, a été fondé en avril 1919, à Vladivostok. — Le Parti Kansalim adhérait à la II-e Internationale et se déclare successeur du premier Parti Socialiste Coréen, qui fut membre de la I-e Internationale. Encouré par la politique de la II-e Internationale, ce parti a décidé, à son Congrès d'avril 1920, d'en sortir et d'adhérer à la III-e Internationale. Le camarade Y. avait été délégué à notre Congrès, mais par suite de difficultés matérielles, il n'a pu arriver que ces jours-ci. Personnellement, il est entièrement d'accord avec nos thèses et il est persuadé que son parti les acceptera. Au nom du Petit Bureau, le camarade Kobetsky propose de charger le Comité Exécutif d'adresser un message de sympathie au Parti Socialiste Coréen et de l'admettre dans l'Internationale Communiste s'il s'ouvrira aux décisions du II-e Congrès mondial et s'engage à les appliquer. Le Comité Exécutif propose à ce parti de fusionner avec le Parti Kanine-Sakvay-Dan et lui accorde provisoirement d'être représenté au Comité Exécutif avec voix consultative.

— Cette proposition est adoptée à l'unanimité. Le camarade Lozovsky est ensuite élu à l'unanimité comme représentant du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste au Conseil International des syndicats.

LE SECRÉTAIRE DU COMITÉ EXÉCUTIF  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

M. KOBETSKY.

*A tous les partis communistes, à toutes les organisations communistes de la jeunesse, à toutes les unions professionnelles entrant dans l'Internationale Communiste ou sympathisant avec l'Internationale Communiste, à tous les ouvriers et paysans du monde entier*

Camarades,

Durant les trois années de son existence, la République Socialiste Fédérative Russe des Soviets n'a cessé un instant de lutter pour la paix. Et aux heures des plus douloureuses épreuves, comme aux jours des victoires les plus éclatantes sur les ennemis de la classe ouvrière, le gouvernement ouvrier et paysan russe n'a eu qu'un seul souci, qu'un seul désir, qu'une seule pensée: la paix.

Désirant à tout prix prouver une fois de plus ses intentions pacifiques, le Comité Central Exécutif Pan-russe, organe suprême du pouvoir législatif de la République ouvrière et paysanne, a pris le 23 septembre une décision d'une portée historique immense: dans le but exclusif d'éviter une nouvelle campagne d'hiver qui entraînerait pour les peuples russes et polonais la mort de milliers d'hommes, le pouvoir soviétique s'est décidé à un pénible sacrifice: il est disposé à offrir au gouvernement polonais, si ce dernier conclut la

paix avec la Russie Soviétique avant le 5 octobre prochain, des territoires plus étendus que ceux qui avaient été attribués à la Pologne par le Conseil Suprême de l'Entente. Fort de l'appui des impérialistes anglais et français, le gouvernement polonais repoussera probablement cette généreuse proposition des travailleurs russes. Ce faisant, il montrera clairement au monde entier, et plus particulièrement à tous les opprimés et à tous les déshérités, que ce n'est pas pour l'indépendance de la Pologne qu'il continue la guerre, mais pour le renversement de la République Soviétique Russe, pour l'écrasement de la Révolution Russe, foyer et flambeau de la Révolution universelle.

Camarades ouvriers de Pologne, d'Angleterre, de France, d'Amérique, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche, de Hongrie, de Yougoslavie, de Bulgarie, de Roumanie, de Grèce, de Suède, de Norvège, de Finlande, du Danemark, de Hollande, de Suisse, du Luxembourg, d'Espagne, du Portugal, vous ne devez pas laisser ce crime s'accomplir. Votre devoir est de vous lever tous comme

un seul homme et d'obliger, par tous les moyens en votre pouvoir, vos gouvernements à exercer une pression sur le gouvernement polonais, afin d'empêcher ce dernier de continuer à répandre le sang de son peuple pour les intérêts de caste, afin de le contraindre à accepter la proposition de la Russie Soviétique.

Par vos protestations, vos meetings, vos assemblées, vos grèves, affirmez bien haut à la face du monde entier la volonté de tous les travailleurs: paix avec la Russie! Que le gouvernement polonais et les impérialistes anglo-français connaissent votre désir, sentent votre force, comptent avec votre volonté!

Il n'est que temps, hâtez-vous! De vous dépend la paix de l'Europe; de la décision que vous allez prendre dépend le sort de la révolution mondiale, votre propre émancipation.

Prouvez, camarades, non par des paroles, mais par des actes, que vous êtes vraiment solidaires des ouvriers et des paysans russes qui, depuis trois années, combattent non seulement pour leur affranchissement du joug impitoyable du Capital, mais aussi pour le vôtre. Agissez!

A bas l'impérialisme international!

Vive la paix internationale!

Vive la Révolution internationale!

LE COMITÉ EXÉCUTIF  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Moscou, 13 septembre 1920.

LE SECRÉTAIRE DU COMITÉ EXÉCUTIF  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE  
M. KOBETZKY.

## SUR LA RÉVOLUTION EN AMÉRIQUE

*Appel à la classe ouvrière des deux Amériques*

Camarades,

Dans la phase actuelle de la révolution mondiale, la classe ouvrière a pour tâche essentielle de se préparer, tant au point de vue moral que matériel, à la conquête révolutionnaire du pouvoir et au renversement du capitalisme et de l'impérialisme.

Dans tous les pays, sous la pression inexorable de la réaction, de l'exploitation et de la famine, les masses prolétariennes sont de plus en plus entraînées dans la lutte révolutionnaire contre le capitalisme. Dans la guerre, dans la «paix» criminelle, dans les complots contre les peuples — tramés sous l'égide de la Société des Nations — dans les campagnes économiques et militaires entreprises par l'impérialisme international contre la Russie Soviétique, le capitalisme s'est révélé comme le fléau de l'humanité, comme un fauve enragé donnant libre cours à ses violences, tant sur lui-même que sur le monde entier. On ne peut comparer sa rapacité qu'à son incapacité de reconstruire, au point de vue économique, la société. L'unique forme de reconstruction économique dont il est capable, ne peut que conduire à l'appauvrissement général et à l'asservissement des ouvriers, tout en donnant à la classe capitaliste une nouvelle possibilité de domination barbare sur le prolétariat. Le capital mobilise toutes ses forces contre le travail, opprime les ouvriers et détruit leurs organisations dans le but de maintenir par tous les moyens la domination de l'impérialisme.

Contre cette réaction, contre cette oppression, les ouvriers de tous les pays organisent la lutte en vue de l'action révolutionnaire décisive, pour la conquête du pouvoir politique et pour la dictature du prolétariat.

L'Internationale Communiste apparaît comme l'incarnation vivante et implacable de l'action révolutionnaire du prolétariat mondial.

L'Internationale Communiste est le produit même de la vie, de l'action des masses ouvrières de tous les pays, des revendications révolutionnaires, au nom desquelles elles agissent. L'Internationale Communiste ne répond ni à des nécessités spécifiquement russes, ni même à celles d'une révolution exclusivement européenne. Notre organisation et nos buts ont une ampleur historique et universelle. Tous les travailleurs conscients d'Europe, d'Amérique et d'Asie, sans distinction de race et de couleur, entrent dans l'Internationale Communiste et combattent pour son idéal.

La tâche de l'Internationale Communiste est de briser la puissance de l'impérialisme mondial.

Pour l'accomplir, l'Internationale doit être le centre de l'action révolutionnaire des ouvriers de tous les pays; elle doit en coordonner toutes les phases successives, en fixer les grandes lignes générales, assigner ses buts immédiats et sa tactique à la révolution. Cette bataille n'est pas nationale; elle est internationale. L'action des ouvriers contre l'impérialisme tend à la guerre civile qui, nécessairement, se transforme tôt ou tard en guerre déclarée pour le pouvoir. L'Internationale Communiste est l'état-major de la révolution mondiale dans cette guerre civile. Travailleurs des deux Amériques, nous nous adressons directement à vous, parce que la tâche qui vous incombe est de la plus haute importance pour la révolution mondiale. Seule, votre victoire peut assurer le triomphe définitif de la révolution mondiale. Le renversement de l'impérialisme américain (le plus fort et le plus rapace, dernier rempart du capitalisme international) par les travailleurs des

États-Unis et de l'Amérique du Sud constituera une phase décisive de la révolution mondiale.

C'est là *vos* tâche, et c'est aussi *la nôtre*!

### 1. L'impérialisme américain et la révolution mondiale.

La guerre mondiale a grandement affaibli le capitalisme européen, aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue politique. Le capitalisme européen roule aux abîmes, tandis que le prolétariat se mobilise pour la prise directe et révolutionnaire du pouvoir. Il en est tout autrement aux États-Unis (et dans l'Amérique du Sud, où le capitalisme est encore dans sa période de développement). Au lieu d'affaiblir le capitalisme américain, la guerre n'a fait que le renforcer économiquement, financièrement, militairement et politiquement. L'intervention des États-Unis dans la guerre est devenue une fructueuse opération financière, qui a rapporté aux capitalistes des bénéfices énormes et leur a permis la conquête de l'hégémonie mondiale. La guerre a provoqué un développement monstrueux de l'industrie américaine: extension de l'outillage technique et accroissement de sa capacité de production. Cet essor de la production constitue un des miracles de l'histoire économique contemporaine. Le monde entier (à l'exception de la Russie Soviétique) paye aujourd'hui son tribut au capitalisme américain. Avant la guerre, les États-Unis devaient au reste du monde environ trois milliards de dollars. A l'heure actuelle, le monde entier doit aux États-Unis plus de dix milliards de dollars. Cet accroissement de richesses dépassant de beaucoup les attentes, les plus hardies proviennent d'un impôt direct prélevé sur le travail des ouvriers du monde entier, déjà écrasés pourtant sous le fardeau de «leur propre» capitalisme national. Parti en guerre pour «préparer le monde à la réalisation de la démocratie», l'impérialisme américain a développé son militarisme formidable contre la démocratie et contre la paix du monde. Si la Grande-Bretagne ne revient pas sur sa résolution de renoncer à la concurrence avec les États-Unis dans le domaine des constructions navales, dans trois ans les États-Unis posséderont une flotte plus puissante que la flotte britannique. On crée aux États-Unis l'appareil nécessaire à la reconstitution rapide, en cas «d'extrême nécessité», de la formidable armée mise sur pied pendant la guerre. Parallèlement, l'idéologie et les procédés du capitalisme se militarisent décidément.

Ainsi, la guerre a entraîné en Amérique l'accroissement des forces de la réaction et le renforcement du joug que subit la classe ouvrière.

L'impérialisme américain est tout entier aux mains du pouvoir politique. Les quelques démocrates bourgeois du parti démocratique pactisent avec l'impérialisme et, malgré leur esprit indécis et leurs courtes vues, forment l'une de ses agences. Les grosses entreprises de commerce et les trusts sont en réalité les maîtres de la situation. Les poursuites, auxquelles le «trust de l'emballage» a été en butte l'année dernière, ont eu pour unique conséquence que ce trust est aujourd'hui plus puissant que jamais. Le capital financier s'est

coalisé avec le gouvernement qu'il utilise pour la réalisation de ses plans de rapine. A l'heure actuelle, une poignée de gros financiers règne économiquement et politiquement aux États-Unis. La concentration du capital a conduit à une concentration correspondante des pouvoirs gouvernementaux. Le gouvernement fédéral monopolise de plus en plus les fonctions et se centralise comme un pouvoir absolu. Le gouverneur de l'Etat de New-Jersey a dernièrement tenté d'en appeler au «droit des États isolés», mais son cri s'est perdu dans le vide. «Le droit des États isolés» était l'expression du petit capitalisme et de la démocratie paysanne dont la décroissance, au point de vue de l'importance politique, a été mise en relief par la guerre civile. Le gouvernement fédéral, despote et centralisé est l'expression des intérêts de gros capital et des trusts, et il va sans dire qu'il doit, selon la nécessité, pratiquer une politique extérieure agressive, conforme aux intérêts de l'impérialisme américain. La mise en vigueur de cette politique extérieure agressive est confirmée (fait indéniable) par l'attitude de l'impérialisme américain à l'égard de la Société des Nations.

La fondation de la Société des Nations n'a été qu'une manœuvre, en vue d'assurer à l'impérialisme la domination mondiale et d'écraser la révolution prolétarienne. Pourquoi, à proprement parler, les États-Unis sortent-ils aujourd'hui de la Société des Nations? La guerre mondiale et la ruine économique de l'Europe ont fait de la Grande-Bretagne et des États-Unis deux Etats impérialistes dominants. Voilà la cause de l'inéchutable antagonisme qui s'est élevé entre eux. Du point de vue de la Grande-Bretagne (et du capitalisme international), le relèvement économique de l'Europe est une nécessité. Mais dans les circonstances présentes, ce relèvement signifierait, en fail, la transformation de l'Europe en colonie britannique. L'impérialisme américain s'est rendu compte que participer à l'œuvre de reconstruction de l'Europe, ce serait travailler dans les intérêts de la Grande-Bretagne, au renforcement de la puissance mondiale de cette dernière. Tout le bavardage petit-bourgeois sur la démocratie, sur l'inviolabilité des nations, sur la paix dissimule incontestablement la peur de la concurrence de la puissante Angleterre, et c'est là la cause principale de l'opposition de l'impérialisme américain à la Société des Nations. A quoi bon partager l'hégémonie mondiale avec l'Angleterre? L'impérialisme américain, poussé par l'implacable logique de la concentration du capital, est mû par le désir de jouir seul de l'hégémonie mondiale. L'antagonisme impérialiste entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, devenu manifeste au moment où surgit la Russie Soviétique, grande puissance révolutionnaire: voilà ce qui a fait avorter la Société des Nations. La civilisation est en voie de disparition. L'Europe est plongée dans le chaos: des millions d'hommes y souffrent de la faim. Partis en guerre pour «préparer le monde à la réalisation des idées de la démocratie», les États-Unis ne voient dans cette famine et dans la ruine générale qu'un prétexte pour soumettre le monde à leur propre impérialisme.

L'impérialisme américain est le cœur de la

réaction internationale. Intact au point de vue économique; tout puissant au point de vue financier; épargné au point de vue politique par l'action du prolétariat, le capital des Etats-Unis mobilise pour l'offensive et s'apprête à devenir le gendarme de la contre-révolution mondiale. Si la révolution mondiale subit un temps d'arrêt, il en résultera non seulement un renforcement de l'oppression des ouvriers, mais aussi un accroissement de l'antagonisme impérialiste entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, — antagonisme qui doit inévitablement se terminer par une effroyable guerre pour la conquête et le partage définitifs du monde.

Si la révolution mondiale continue encore à se répandre par l'Europe — et tous les indices objectifs attestent qu'on doit s'y attendre — les Etats-Unis peuvent être amenés à se coaliser avec la Grande-Bretagne contre la révolution.

Mais du fait que l'Angleterre elle-même entre dans la tourmente révolutionnaire, il peut résulter une guerre de l'Amérique impérialiste contre l'Europe soviétique, guerre qui aboutirait à la révolution simultanée en Europe, en Amérique et en Asie.

Chacune de ces possibilités aurait des conséquences considérables, car elle rendrait inévitable l'intervention révolutionnaire du prolétariat des Etats-Unis et de l'Amérique du Sud.

La révolution mondiale commencée par les travailleurs de Russie, continuée par les travailleurs d'Europe (et d'Asie), ne peut être achevée que par les travailleurs d'Amérique.

L'écrasement de l'impérialisme mondial est la condition *sine qua non* de la révolution mondiale. Dans la même mesure que l'impérialisme, la révolution se centralise de plus en plus aux Etats-Unis. Et, dans la proportion directe où l'impérialisme américain devient un facteur décisif de l'impérialisme mondial, la révolution américaine devient un facteur décisif de la révolution mondiale.

Travailleurs des deux Amériques, voilà la tâche qui vous est assignée par l'histoire! C'est justement à l'accomplissement de cette tâche que l'Internationale Communiste vous convie. Et de cette tâche ne dépend pas que votre propre émancipation: l'émancipation définitive des travailleurs de tous les pays y est attachée.

## 2. *L'Amérique du Sud, base coloniale de l'Impérialisme américain.*

La mise en coupe réglée du monde entier: tel est le but de l'impérialisme américain. Mais de même qu'il faut chercher la clef de voûte de l'impérialisme britannique dans son système colonial, c'est dans l'exploitation et sur la domination de l'Amérique du Sud que repose l'impérialisme américain.

Les peuples de l'Amérique du Sud se lèvent ridiculement lorsqu'ils parlent de leur indépendance. En période impérialiste, il ne saurait être question d'indépendance pour les petits peuples; ils sont réduits à une dépendance vassale à l'égard des grands Etats. Dans le domaine économique, par le commerce et la pénétration des capitaux; dans le domaine politique, à l'aide de la doctrine

de Monroe l'impérialisme américain s'est subordonné les peuples de l'Amérique du Sud. Où est l'indépendance de ces peuples? Placés sous la tutelle du gouvernement américain, qui les a soumis tantôt par la force des armes comme ceux de l'Amérique centrale, tantôt par une inqualifiable pression diplomatique et par de sanglantes intrigues (comme au Mexique), leur industrie et leur développement économique sont à la merci de la finance américaine.

En fait, l'Amérique du Sud est une colonie des Etats-Unis, source de matières premières, de main-d'œuvre à bon marché et, bien entendu, de bénéfices fabuleux; son immense territoire encore inexploité sera de débouché aux machines américaines et aux capitaux américains, et de champ d'exploitation aux industriels américains.

La nécessité de s'adapter aux conséquences de la guerre mondiale a définitivement transformé l'Amérique du Sud en colonie des Etats-Unis; mais il ne faut voir là que le couronnement du développement antérieur.

Tandis qu'avant la guerre, l'Angleterre, l'Allemagne et la France étaient en Amérique du Sud des concurrents redoutables pour les Etats-Unis, la doctrine de Monroe avait tout de même réussi à assurer à l'impérialisme américain l'hégémonie politique (dont résulte l'hégémonie économique).

L'histoire de la doctrine de Monroe donne une idée caractéristique du brigandage et du machiavélisme capitalistes.

Formulée, il y a près de cent ans, dans le soi-disant but de défendre les deux Amériques contre les intrigues monarchiques et coloniales de l'Europe, la doctrine de Monroe traduisit en réalité, la rivalité entre les Etats-Unis et l'Angleterre. Dès lors, elle fut interprétée conformément aux exigences du développement capitaliste américain, tant qu'elle ne devint (ce qu'elle est aujourd'hui) un moyen pour l'impérialisme américain de se soumettre l'Amérique du Sud et d'y défendre son hégémonie contre n'importe quel impérialisme rival.

Il y a cinquante ans, le président Grant a donné de la doctrine de Monroe une version impérialiste formulée par la suite avec bien plus de netteté par le président Cleveland, pendant le différend américano-anglais à propos du Venezuela. Pendant le passage au pouvoir du fougueux président Roosevelt, la doctrine de Monroe devint l'expression manifeste de l'impérialisme américain. Mais c'est au président Wilson qu'incombeait la tâche de couronner l'œuvre du président Roosevelt. Telle qu'elle est aujourd'hui, il conviendrait plusôt d'appeler la doctrine de Monroe: doctrine Roosevelt-Wilson. Le président Wilson interprétant, en 1913, la doctrine de Monroe, proclamait le droit des Etats-Unis de s'opposer à la main-mise du capital britannique sur les puits de pétrole du Mexique. Le pan-américanisme idéalisé comme un moyen d'unification démocratique des peuples des deux Amériques, est, autrement dit, un moyen d'asseoir l'hégémonie des Etats-Unis. Au moment précis où le gouvernement du président Wilson défendait le principe de l'unité pan-américaine,

le sous-secrétaire d'Etat Lansing déclarait la doctrine de Monroe doctrine *nationale* des Etats-Unis, conçue et soutenue dans les intérêts de ces derniers. N'est-ce pas là l'impérialisme le plus pur et la négation même de l'unité démocratique?

C'est précisément au nom de la doctrine de Monroe que les Etats-Unis ont aboli l'indépendance des républiques de l'Amérique centrale. C'est au nom de cette même doctrine qu'ils entretiennent une armée d'occupation au Nicaragua, au Honduras, à Haïti, à St-Domingue, ruinant les petits peuples dont ils abolissent l'indépendance (ces faits ont été particulièrement marquants sous la présidence de Wilson). C'est encore au nom de la doctrine de Monroe que les Etats-Unis établissent et maintiennent leur hégémonie économique et financière en Amérique du Sud.

La guerre a permis d'approprier les biens allemands dans l'Amérique du Sud. Au point de vue économique et financier, l'Allemagne ne joue plus aucun rôle sur les marchés de l'Amérique centrale et méridionale. La déchéance de la France est extrême, tandis que l'Angleterre se situe au second plan, sans pouvoir espérer reprendre la première place. Les débouchés de l'Amérique du Sud passent de plus en plus aux mains des Etats-Unis.

Les peuples de l'Amérique du Sud constituent le fondement de l'impérialisme américain. L'Amérique du Sud accapare une quantité énorme de capitaux et de moyens de production (machines et, de façon générale, tous les produits de l'industrie métallurgique). Par contre, les Etats-Unis souffrent du manque de matières premières que l'Amérique du Sud possède en abondance.

Toute l'importance pour les Etats-Unis de l'hégémonie en Amérique du Sud s'est traduite dans leur opposition à la Société des Nations — pour la bonne raison que cette dernière annulait la doctrine de Monroe — et dans les exigences pressantes du président Wilson, pour que la doctrine pan-américaine ne fût en rien modifiée et qu'il fût bien stipulé dans le traité qu'elle resterait intangible. L'hégémonie en Amérique du Sud a également trouvé son expression dans la politique suivie à propos du canal de Panama (ainsi que dans la lutte pour la maîtrise du Pacifique). Le récent projet formé par les Etats-Unis d'acheter et de fortifier quelques-unes des îles Caraïbes, situées près du canal, dévoile les desseins agressifs des Etats-Unis; la proposition faite à l'Angleterre de liquider sa dette par la cession de ses intérêts dans l'Amérique du Sud témoigne également de l'orientation de la politique des Etats-Unis. L'hégémonie en Amérique du Sud n'a d'abord pas été économiquement rattachée à l'impérialisme américain, mais elle sert, à l'heure actuelle, de manifestation consciente à cet impérialisme. Tout comme l'impérialisme allemand nourrissait le dessein de lier économiquement, financièrement et politiquement l'Europe centrale et l'Allemagne, l'impérialisme américain poursuit celui de lier l'Amérique du Sud et les Etats-Unis et d'unir les deux Amériques en un seul bloc impérialiste. L'hégémonie en Europe centrale devait servir de fondement et de force motrice à la domination de l'Allemagne sur le monde

entier. Les mêmes desseins agressifs servent de fondement à l'hégémonie des Etats-Unis dans les deux Amériques.

Un empire américain, avec ses richesses insondables, ses sources innombrables de matières premières, serait une puissance infinité plus grande que n'importe lequel des empires qui ont existé jusqu'ici; ce serait une formidable puissance conquérante et dévastatrice. La force de l'Amérique et son développement constituent le plus grand danger pour la sécurité du monde, pour la liberté des peuples et pour l'affranchissement du prolétariat.

Travailleurs des deux Amériques, c'est le danger que vous devez conjurer.

### 3. La Révolution américaine.

Le fait que l'impérialiste américain règne en maître sur les deux Amériques oblige les représentants du mouvement révolutionnaire des Etats-Unis et de l'Amérique du Sud à envisager la révolution non seulement du point de vue de leur propre pays, mais du point de vue révolutionnaire dans les deux Amériques, en un mot de la *révolution américaine*.

Ce ne doit pas être par une simple reconnaissance théorique du caractère international de la révolution prolétarienne. La conscience d'une tâche plus pratique et plus directe, l'expression de l'impérieuse nécessité d'envisager le mouvement révolutionnaire dans les deux Amériques comme un mouvement d'ensemble unifié par l'hégémonie de l'impérialisme américain, lequel exige une lutte et des buts communs: voilà ce dont il s'agit.

Jamais jusqu'ici on n'a tenu compte de cette unité. Jamais elle n'a été mise au premier plan par le mouvement socialiste d'autrefois. Pour la bonne raison que ce mouvement se préoccupait, avant tout d'élections et de «conquêtes» parlementaires, et non de lutte révolutionnaire des masses. C'était la conséquence logique de l'idéologie petite-bourgeoise, du socialisme pratique et sa théorie de la conquête «normale» et pacifique du capitalisme. La conscience de l'unité indissoluble des deux Amériques est issue de la conscience de l'hégémonie de l'impérialisme américain et de la nécessité d'une lutte révolutionnaire des masses contre celui-ci.

Tout comme le mouvement révolutionnaire dans les colonies intéresse directement le prolétariat britannique, le mouvement révolutionnaire, en Amérique du Sud, a pour le prolétariat des Etats-Unis une énorme importance (il va de soi qu'il s'agit du mouvement révolutionnaire des masses, et non de prorincipalmens militaires ou d'exploits des bandes isolées fomentés par les aventuriers politiques et les chevaliers d'industrie). Le prolétariat des Etats-Unis ne pourra vaincre tant qu'il ne brisera pas l'impérialisme américain. En même temps que dirigé contre son propre impérialisme, le mouvement révolutionnaire de l'Amérique du Sud l'est aussi contre l'impérialisme américain, maître du continent. Dans ces conditions, il faut que le prolétariat révolutionnaire des Etats-Unis vienne en aide le plus lar-

gement possible aux masses révolutionnaires de l'Amérique du Sud et ce, non avec des résolutions platoniques et des phrases de belle réthorique, mais par une action active et agressive, mais par tous les moyens en son pouvoir.

Il en est de même pour les masses ouvrières de l'Amérique du Sud, qui doivent marcher de front avec le prolétariat des Etats-Unis dans sa lutte contre l'impérialisme américain. L'Amérique du Sud se transforme rapidement en une portion vitale de l'organisme économique des Etats-Unis. La lutte des masses ouvrières de l'Amérique du Sud est donc nécessaire une lutte contre l'impérialisme pan-américain, autant que contre les exploitants locaux. Il ne peut être question d'émancipation pour les masses ouvrières de l'Amérique du Sud, aussi longtemps que la victoire n'aura pas couronné leur action contre l'impérialisme américain. Et cette action n'est pas une action nationale de l'Amérique du Sud contre les Etats-Unis, mais une action de classe révolutionnaire des travailleurs des deux Amériques contre l'impérialisme américain. L'unité du mouvement américain ne conduira pas directement à la révolution même; cette dernière sera le résultat de l'unité issue des succès prolétariens. Dans toutes les manifestations quotidiennes, grèves, interventions, etc., les travailleurs révolutionnaires des deux Amériques doivent agir de concert, non par l'entremise de l'union ouvrière pan-américaine (où règnent les Gompers, les Moronés et d'autres traitres du prolétariat), ni par celle des congrès socialistes pan-américains (où règne le parti socialiste des Etats-Unis, traior au socialisme), mais par l'unité communiste révolutionnaire.

L'unification de la lutte révolutionnaire des Etats-Unis et de la lutte révolutionnaire de l'Amérique du Sud donnera une base solide à la révolution américaine. Pour mener à bonne fin cette révolution, il est nécessaire de combiner l'agitation avec l'action, de tirer profit de toutes les particularités du développement économique et politique et d'appliquer une stratégie et une tactique répondant aux nécessités de l'action révolutionnaire dans toute l'étendue des deux Amériques.

#### 4. Tâches révolutionnaires urgentes des Etats-Unis.

L'hégémonie sur le monde, c'est le pouvoir sur la classe ouvrière. La puissance mondiale de l'impérialisme américain renforce la puissance du capitalisme américain, au sens exploitation et oppression croissantes des travailleurs.

La politique de l'impérialisme consiste à corrompre les couches supérieures de la classe ouvrière en améliorant leur situation. Cette amélioration n'est rendue possible que grâce à l'exploitation sans vergogne des populations coloniales et des grandes masses ouvrières. Mais par suite de la cherie croissante de la vie, ces couches supérieures du prolétariat (l'aristocratie ouvrière), vivant dans un confort relatif, retombent dans la misère, tandis que les grandes masses sont placées dans les pires conditions. Les travailleurs des Etats-Unis gémissent sous le joug de l'esclavage

et de la misère. Par rapport à la cherie de la vie, les salaires ont une tendance à diminuer; les plus fortes augmentations de salaires obtenues au prix de luttes acharnées, sont insignifiantes en comparaison de la hausse des prix.

Tandis que s'aggravent les conditions de la vie (standard of life) des travailleurs, le gouvernement américain inaugure une politique de répression qui revêt de plus en plus un caractère violent et général. Les persécutions, auxquelles les communistes sont en butte aux Etats-Unis, ne peuvent être comparées qu'aux méthodes mises naguère en vigueur par le tsarisme. A l'heure actuelle, la Hongrie et la Finlande sont les seuls pays qui, en matière de répression contre les communistes, rivalisent avec les Etats-Unis. Que ces répressions ne soient pas simplement dirigées contre le parti révolutionnaire, mais contre l'ensemble du prolétariat, c'est ce que prouve le projet de loi sur l'ilégalité des grèves, le fait que quelques Etats ont déjà déclaré les grèves illégales, et la rage aveugle avec laquelle tribunaux et pouvoirs militaires réprimant le mouvement gréviste.

Le capitalisme américain a jeté un défi au prolétariat, et ce dernier relève le gant. Sa réponse doit acquérir un sens plus large et plus profond. Elle doit se transformer en lutte consciente pour la prise du pouvoir.

En même temps qu'on remarque aux Etats-Unis une vive inquiétude et que se multiplient les symptômes d'un effondrement prochain, le capitalisme américain demeure cependant intact, aux points de vue économique et politique. Les conditions ne sont pas encore favorables à l'action directe pour la prise du pouvoir. La phase actuelle peut être qualifiée de guerre civile économique. Grèves monstrues et manifestations des masses industrielles; tels sont les faits caractéristiques du moment. Jamais l'histoire du mouvement ouvrier américain n'a connu des grèves si formidables, englobant des masses si nombreuses, cependant que les basses couches des populations laborieuses, demeurées jusqu'ici passives, se réveillent pour l'action économique et pour l'organisation, — sûr indice que les souffrances causées par le capitalisme provoquent déjà leur indignation.

A cette guerre civile économique les communistes prennent une part active et consciente, jouant dans toutes les grèves le rôle de ferment révolutionnaire et s'efforçant de transformer la lutte économique en lutte politique révolutionnaire des masses.

Les vieilles organisations et la vieille politique s'effondrent sous la pression des nouvelles conditions de la lutte révolutionnaire et de la réaction.

Le parti socialiste s'est avéré parti petit-bourgeois et réformiste, défenseur de la démocratie et du gouvernement représentatif, au moment précis où ces institutions disparaissent sous la pression du capitalisme, ce qui prouve bien que l'issue du conflit ne peut être déterminée que par la lutte d'une autorité contre une autre, de la force contre la force; et ce ne sont pas les réformes, c'est la révolution seule qui peut affranchir la classe ouvrière du capitalisme. Mais le parti socialiste travaille pour le réformisme. Le Parti Ouvrier (Labour Party), bien qu'il se différencie

par son origine du Parti Socialiste, a un programme presque identique à celui de ce dernier, mais ni l'un ni l'autre ne s'adresse au prolétariat révolutionnaire. Seul, le Parti Communiste a un programme d'action et constitue l'unique parti du prolétariat révolutionnaire.

L'American Federation of Labor, sapée à la base par les travailleurs indignés par les procédés et la lachique des vieux syndicats, tient pourtant debout et sert à concilier autant que possible le capital et le travail. Les fonctionnaires syndicaux, les «lieutenants ouvriers» de la classe capitaliste engagent instamment les travailleurs à renoncer aux grèves, à patienter, à recourir à l'arbitrage et à s'entendre avec les exploiteurs. La bureaucratie de l'A. F. of L., qui oppose constamment dans les syndicats à l'action des masses, est devenue aujourd'hui l'ennemi juré de la classe ouvrière. Les travailleurs syndiqués se sont vus dans l'obligation de se mettre en grève contre la volonté des fonctionnaires syndicaux; la plupart des grèves de l'année passée ont été «illégales», faites contre le gré des sphères dirigeantes, c'est-à-dire déclenchées indépendamment des syndicats et sabotées par la bureaucratie syndicale.

Cette protestation des masses syndicales donne une excellente occasion favorable aux militants communistes travaillant dans les syndicats, de poursuivre de cette double fin:

1<sup>o</sup> Organiser des groupes communistes résolus, dans un but d'agitation révolutionnaire et pour faire prévaloir l'influence du Parti Communiste dans les syndicats;

2<sup>o</sup> Créer, par les syndicats des organisations spéciales, telles que les Comités de Fabriques (Shop-Committees), etc. pour la lutte contre la bureaucratie syndicale et contre les vieilles formes d'organisation, en faveur de l'action révolutionnaire et des syndicats d'industrie; organiser des grèves en dehors des syndicats partout où cela est nécessaire; de façon générale, être l'interprète des revendications économiques de la classe ouvrière.

L'action dans les deux organisations syndicales doit se dérouler sous le contrôle absolu du Parti Communiste. L'ancienne lachique visant à la conquête des syndicats par moyen d'une action intérieure qui n'a donné aucun résultat, autre que la démoralisation et la trahison, a été appliquée dans une période relativement calme et dans l'esprit du parti socialiste réactionnaire. Aujourd'hui, l'action du Parti Communiste dans les syndicats se présente dans des conditions bien différentes, du fait qu'elle se produit dans une période d'effervescence et d'agitation et sous le contrôle d'un parti révolutionnaire conscient, qui astreint ses membres à une discipline des plus rigoureuses.

La création d'une organisation spéciale au sein des syndicats a une valeur immense: elle signifie la mobilisation des travailleurs syndiqués, leur affranchissement de la bureaucratie, et elle exprime la protestation des travailleurs ainsi que leurs aspirations au contrôle sur l'industrie.

Au cours de toute activité dans les vieux syndicats, il convient de ne jamais perdre de vue cette idée, qu'une des tâches pressantes du mouvement américain consiste dans la création d'une nouvelle organisation ouvrière, indépendante de

l'A. F. of L. Le fait que la majorité des travailleurs américains ne sont toujours pas organisés, que plus d'un million d'entre eux adhèrent à des syndicats qui n'ont aucun lien organique avec l'A. F. of L., que se manifeste une forte tendance à former une Grande Union Unique (One Big Union) et que les syndicats se détachent ainsi de l'A. F. of L., rend nécessaire et possible l'union de toutes ces forces ouvrières en une nouvelle organisation, fondée sur le principe des Fédérations d'industrie et adoptant la plate-forme de la lutte de classe.

Le Parti Communiste et les I. W. W. doivent unir leurs efforts pour accomplir cette grande tâche. Avec leurs traditions et leur expérience en matière de lutte économique révolutionnaire, les I. W. W. peuvent contribuer dans une large mesure au développement de cette nouvelle organisation ouvrière, tout en épurant leurs rangs des sectaires de toute espèce et en se fusionnant avec la Grande Union Unique, à laquelle les I. W. W. insuffleront un esprit révolutionnaire. Pour venir à bout de cette grande tâche, il importe que les masses révolutionnaires des I. W. W. réduisent les fonctionnaires syndicaux, qui ne démordent pas de leurs préjugés syndicalistes, à l'impossibilité de nuire, comme tous ceux d'ailleurs qui cherchent à «égliser» les I. W. W., par subterfuges divers, et en affirmant que les I. W. W. n'ont nullement l'intention de renverser le gouvernement (comme si le prolétariat révolutionnaire ne devait pas, pour s'émanciper, renverser le gouvernement capitaliste).

Poursuivant la création de cette nouvelle organisation, le Parti Communiste doit demeurer en contact direct avec les travailleurs affiliés aux vieux syndicats. Même une fois cette organisation créée, les communistes devront poursuivre leur action révolutionnaire dans les syndicats de l'A. F. of L., afin de rallier et de mobiliser les travailleurs révolutionnaires conscients, pour la lutte contre le capitalisme. Avec le concours des groupes communistes, formés dans tous les syndicats, avec celui des organisations spéciales au sein des syndicats réactionnaires, et celui de la nouvelle organisation ouvrière, l'unification des forces industrielles du prolétariat révolutionnaire sera menée à bonne fin.

L'oppression du capitalisme américain pèse le plus lourdement sur les ouvriers non-qualifiés inorganisés, sur les nègres et les travailleurs agricoles. Ces groupes doivent, comme de juste, devenir des alliés puissants de la révolution prolétarienne.

Au fur et à mesure qu'ils se cristallisent avec le Parti Communiste, la révolution prolétarienne deviendra de plus en plus possible.

La majeure partie des ouvriers inorganisés sont concentrés dans les principales branches de l'industrie. Ces ouvriers réagissent vivement à toute manifestation d'autorité de la part de l'aristocratie ouvrière, et il convient de tirer profit de leur état d'esprit. L'unification de ces éléments dans un but révolutionnaire, exige une agitation soutenue. La confiance de ces ouvriers doit être acquise au Parti Communiste, défenseur affitré de leurs intérêts les plus pressants; il convient de les inviter

à se syndiquer, de les convier à l'action, d'organiser parmi eux des groupes de non-syndiqués, et de prendre part à leurs grèves.

Ce travail est aussi nécessaire parmi les ouvriers agricoles et les nègres; mais il doit être complété par d'autres méthodes d'action.

Les travaux agricoles absorbant environ 45% de la population américaine, le groupement révolutionnaire du prolétariat agricole est des plus importants. Un programme agraire net et précis doit être tracé, adapté aux conditions américaines, exempt de tout esprit petit-bourgeois propre au parti socialiste, en un mot communiste et révolutionnaire. Le sens social des ouvriers agricoles doit être tout d'abord éveillé, afin de les organiser en syndicats, de les préparer à l'action, de les détacher des gros fermiers et d'intensifier la lutte de classe agraire. Mais il convient de séparer dans la même mesure les petits fermiers des gros fermiers, et de porter la guerre civile dans la «Non-partizan League». Nous arriverons ainsi à grouper tous les éléments conscients pour la révolution, à neutraliser les petits fermiers et peut-être à leur rendre la révolution sympathique et à préparer l'écrasement des forces des fermiers capitalistes.

L'action qui aura été menée au sein des ouvriers agricoles devra être entreprise parmi les ouvriers nègres; il faut réveiller leur conscience de classe, afin de les organiser en syndicats et de les préparer à une action commune avec les grandes masses du prolétariat. Mais la question des nègres, sous son aspect de question de «race», peut être utilisée comme un facteur révolutionnaire. Les nègres sont exploités par une race autant que par une classe. La «question noire» constitue néanmoins une phase du problème social, mais a donc un caractère spécial qu'il faut comprendre, dont il faut tirer parti. Les nègres deviennent de plus en plus révolutionnaires, réclament impérativement l'égalité des droits civiques et politiques et s'organisent pour lutter contre la «domination des blancs». Cette évolution et ces revendications, en tant qu'elles revêtent la forme de révoltes par rapport à l'attitude pacifique que les nègres adoptaient autrefois, doivent être encouragées et renforcées; de même, il est nécessaire de donner appui aux nègres dans la résistance armée qu'ils sont souvent obligés d'opposer à la populace. Mais d'autre part, il importe de s'opposer dans une égale mesure à toute tentative d'insurrection armée de la part des nègres, qui ne pourrait être que le signal de la contre-révolution et, par suite, retarderait dans l'ensemble l'émancipation et des nègres et du prolétariat. L'humeur belliqueuse des nègres et leur désir de prendre les armes doivent trouver une expression dans la révolution prolétarienne, et non en dehors de celle-ci. Dans les Etats du Nord, les nègres doivent être incorporés dans le mouvement ouvrier général; dans les Etats du Sud, où les nègres sont privés de tout droit, des groupes noirs illégaux seront formés pour la lutte économique, première étape du développement de l'action communiste, appelée à s'élargir. Partout les ouvriers-noirs doivent être détachés des bourgeois-noirs et des intellectuels (qui rêvent de faire des premiers des

briseurs de grèves professionnels); les ouvriers-noirs doivent s'unir au prolétariat, en sentant bien que leur action de race doit se fondre dans l'action révolutionnaire du Travail contre le Capital.

Toutes les questions ont trait en ce moment à la révolution prolétarienne; toutes les questions de race, de nationalité, politiques ou économiques, doivent être mises à profit pour la révolution, pour la dictature du prolétariat.

Quant à la démocratie, celle des Etats-Unis donne une idée claire de la façon par laquelle la démocratie se transforme en dictature du capital: du pays le plus démocratique qu'ils étaient autrefois, les Etats-Unis sont devenus aujourd'hui le pays de la plus sombre réaction. Le militarisme s'y est développé pour soutenir la dictature de la démocratie. Combatez le militarisme, non comme des pacifistes, mais comme des partisans de la révolution prolétarienne: l'action antimilitariste constitue une des phases de la lutte de classe révolutionnaire. Pénétrez dans l'armée, faites-y de l'agitation révolutionnaire; dans les légions américaines, poussez à la guerre civile en ligant les soldats contre les officiers; amenez les soldats au communisme, car ils sont, eux-aussi, des camarades ouvriers; saisissez toute occasion pour vous préparer au moment, où les soldats s'uniront au prolétariat en armes pour renverser le gouvernement, s'emparer du pouvoir et instituer la dictature du prolétariat.

Jusqu'ici, les conditions n'ont pas été propices aux Etats-Unis à la lutte directe pour la conquête du pouvoir. Mais elles changent rapidement. On aperçoit déjà les indices de l'effondrement du capitalisme américain. La tâche du Parti Communiste consiste à mener une agitation révolutionnaire soutenue, à mettre les masses au courant de la doctrine et de la tactique communistes, et cela non d'une façon abstraite ou académique, mais par une action directe des travailleurs, poursuivie avec patience et fermeté. Un vrai communiste se reconnaît non à ses discours, mais à ses actes, à son aptitude à tracer sur-le-champ un programme d'action pratique, en tenant compte des particularités de la phase de la lutte prolétarienne, programme conçu de façon à gagner la confiance du prolétariat, comme à préparer la révolution. La révolution prolétarienne n'est pas un fait unique définitif, mais un ensemble de faits; elle s'identifie au développement de la puissance de classe du prolétariat, et résume par contre la déchéance de classe des capitalistes. De l'action du prolétariat pour ses fins directs doit découler la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Le capitalisme américain court aux abîmes. Travailleurs américains, votre devoir est de préparer sa chute en imprégnant votre sentiment social, vos organisations et vos actions d'esprit révolutionnaire.

### 5. Tâches révolutionnaires urgentes de l'Amérique du Sud.

On remarque en ce moment, parmi les peuples de l'Amérique du Sud, une grande confusion dans le mouvement révolutionnaire. Il faut en finir avec cette confusion et laisser l'esprit révolutionnaire

des masses se manifester activement dans des formes communistes bien déterminées.

Les révoltes qui ébranlent périodiquement le Mexique, le Venezuela et d'autres pays n'intéressent pas directement les masses. Mais, il est nécessaire d'en tirer parti pour développer efficacement le mouvement des masses révolutionnaires, exprimant les intérêts du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Seul, un mouvement révolutionnaire de ce genre peut libérer les peuples de l'Amérique du Sud de l'étreinte des exploiteurs nationaux et de l'impérialisme américain.

Le socialisme n'a rien fait pour développer ce mouvement révolutionnaire des masses. En Amérique du Sud, le socialisme a scandaleusement trahi les intérêts des masses. Il n'est plus qu'une misérable combinaison réformiste, un jouet entre les mains de la démocratie petite-bourgeoise; ou—comme au Mexique—un sport à demi-militaire, à demi-révolutionnaire, auquel se livrent des aventuriers (Obregón et consorts ne sont-ils pas «eux aussi des socialistes»?). Discréder ce socialisme, réduire à néant son influence, cimenter les éléments socialistes révolutionnaires avec le communisme: voilà la tâche révolutionnaire urgente et essentielle.

Cette tâche consiste surtout à organiser, dans chaque pays de l'Amérique du Sud, un parti communiste résolu et conscient, ayant une idée claire de ses buts. Point n'est besoin que ce parti soit puissant dès sa formation; il lui importe seulement d'avoir un programme net et précis, de créer une agitation résolue en faveur des principes et de la tactique révolutionnaires, d'être implacable dans sa lutte à l'égard de ceux qui induisent les masses en erreur et qui les trahissent. Un parti de ce genre doit être composé des meilleurs et des plus honnêtes représentants des masses; il doit tracer le programme du véritable mouvement révolutionnaire et se consacrer tout entier à l'action des masses, en les acheminant avec patience et fermeté dans les voies révolutionnaires les plus larges et vers les buts les plus élevés.

Ce n'est qu'avec le concours du Parti Communiste, que la clarté et l'honnêteté révolutionnaires pourront être introduites dans le mouvement de l'Amérique du Sud; ce n'est que par ce moyen que le mouvement pourra s'allier avec le mouvement révolutionnaire des Etats-Unis et avec l'Internationale Communiste et donner aux masses de l'Amérique du Sud leur légitime place dans l'armée de la révolution mondiale.

Le problème agraire constitue une question d'ordre capital. En Amérique du Sud, l'économie agricole occupe la première place (même l'Argentine, pays le plus développé de l'Amérique du Sud au point de vue "capitaliste", compte moins de 400.000 ouvriers industriels pour une population totale de plus de 8 millions).

Affreusement exploitée, la paysannerie vit dans la misère la plus noire, sous un joug écrasant, et ne sait que de chair à canon aux aventuriers militaires. L'expérience du Mexique est à la fois caractéristique et tragique. Les ouvriers agricoles se révoltent et font des révoltes pour se voir ensuite dépouillés des fruits de leur victoire par

les capitalistes, les exploiteurs, les aventuriers politiques et les charlatans socialistes. Les paysans, opprimés et dupés, doivent se réveiller en vue de l'action et de l'organisation révolutionnaires; ils doivent se pénétrer de cette idée que pour eux comme pour les ouvriers, il ne peut être question d'émancipation, s'ils ne s'allient au prolétariat révolutionnaire contre le capitalisme.

Le Parti Communiste doit pénétrer chez les paysans. Non avec des formules et des théories abstraites, mais avec un programme pratique, capable de les pousser à l'attaque des gros propriétaires fonciers et des capitalistes. L'union révolutionnaire de la classe paysanne pauvre et de la classe ouvrière est indispensable; seule, la révolution prolétarienne peut affranchir la paysannerie, en brisant la puissance du capital, seule, la révolution agraire peut préserver la révolution prolétarienne du danger d'être écrasée par la contre-révolution.

L'armée, en Amérique du Sud, est en majorité partie composée de paysans pauvres qui se présentent ou ne peuvent mieux à l'agitation révolutionnaire. Cette agitation doit être menée systématiquement afin d'unir soldats, ouvriers et paysans pour une seule et même action contre les propriétaires fonciers, les capitalistes et le gouvernement.

Les syndicats qui ne groupent pas de grandes masses industrielles (comme aux Etats-Unis) sont de tendances révolutionnaires. Mais il arrive fréquemment que les leaders des syndicats soient des traitres: c'est le cas au Mexique où Morón et ses pareils exploitent les travailleurs et se servent des organisations pour leur profit personnel. Il importe de chasser ces chefs et de libérer les syndicats des maîtres-chanteurs et de leur influence réactionnaire. Il importe de détruire la Fédération Ouvrière Américaine (A. F. of L.) dont les chefs sont des contre-révolutionnaires; il importe de boycotter l'A. F. of L. et d'organiser les syndicats de l'Amérique du Sud et des Etats-Unis sur le terrain de la lutte de classes. L'affiliation à l'Internationale syndicale rouge, à cette Internationale, qui mobilise les syndicats du monde entier pour la lutte contre l'impérialisme et pour la révolution mondiale, s'impose également.

Dans chaque syndicat, un noyau communiste doit être créé. Tout en s'efforçant d'organiser tous les ouvriers, il convient de marcher la main dans la main avec le mouvement politique conscient. Unis au Parti Communiste local et à l'Internationale Communiste, les ouvriers syndiqués deviendront un facteur puissant de la révolution américaine.

En même temps que toutes les mesures indiquées plus haut, et comme leurs conséquences directes, l'épuration du mouvement de l'Amérique du Sud des éléments syndicalistes doit être accomplie. Le syndicalisme (partout où il est prolétarien) exprime une aspiration révolutionnaire, tout en n'ayant pas la moindre idée des mesures nécessaires pour la réaliser. L'expérience révolutionnaire a utilisé les bons côtés du syndicalisme et rejeté les mauvais côtés. La théorie et le programme de la révolution mondiale sont tirés du marxisme et non du syndicalisme. Vous vous dé-

clarez adversaires d'un parti politique? Le Parti Communiste est la réalisation pratique de l'idée syndicaliste sur «les minorités conscientes», mais épurée de l'anarchisme petit-bourgeois et, de façon définie, rattachée à la lutte réelle des masses ouvrières pour la révolution prolétarienne. Vous vous dites adversaires du parlementarisme? Le parlementarisme du parti socialiste est une trahison de la classe ouvrière et de la révolution. Par contre, le parlementarisme du Parti Communiste, est la reconnaissance révolutionnaire du fait que nous devons employer tous les moyens et utiliser la tribune parlementaire, aussi longtemps que nous n'aurons pas organisé le mouvement de masses qui doit balayer les parlements. Vous êtes adversaires de la dictature du prolétariat? La vie elle-même prouve la nécessité de cette dictature; repousser la dictature prolétarienne, signifie repousser la révolution. Tout cela résume les problèmes vitaux de la révolution. Et ce sont des problèmes que l'expérience révolutionnaire et la vie elle-même prescrivent impérativement aux masses de résoudre sur la base de la théorie et de l'action communistes.

L'unité du mouvement révolutionnaire de l'Amérique du Sud, sera complétée par l'union avec le mouvement révolutionnaire des Etats-Unis. Cette unité est une question de vie ou de mort. La révolution du prolétariat et de la paysannerie pauvre, dans n'importe quel pays de l'Amérique du Sud, provoquera sur-le-champ l'intervention armée des Etats-Unis, qui, par contre-coup, rendra nécessaire l'intervention révolutionnaire du prolétariat des Etats-Unis; le mouvement gagnera les autres

pays de l'Amérique du Sud, et ce sera déjà une étape dans la voie de la révolution américaine.

«La révolution dans notre pays, combinée avec la révolution prolétarienne aux Etats-Unis», voilà le mot d'ordre du prolétariat révolutionnaire et de la paysannerie pauvre de l'Amérique du Sud.

#### 6. Conclusion.

L'expérience politique de la révolution prolétarienne, en Russie, a une importance mondiale. Elle a mis en relief les formes de la lutte prolétarienne pour le pouvoir — les actions de masses, les soviets et la dictature prolétarienne. L'Internationale Communiste est le résultat et l'expression de cette expérience.

Les travailleurs des deux Amériques comprendront la façon d'adapter cette expérience à leur propre lutte. Leur honnêteté révolutionnaire et leur expérience leur apprendront d'instinct à adapter la théorie à la pratique et la pratique à la théorie.

L'effondrement du capitalisme et l'approche de la révolution mondiale sont les événements décisifs de notre époque, et ils doivent déterminer les formes et les buts de la lutte internationale du prolétariat.

Travailleurs des deux Amériques, unissez-vous! L'Internationale Communiste vous appelle à l'action!

Vive la révolution mondiale!

Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.

## SUR LA TERREUR BLANCHE EN HONGRIE

*au prolétariat d'Europe et d'Amérique! au prolétariat des pays capitalistes victorieux! au prolétariat de France et d'Angleterre!*

Tel un muet remords, devant vous, prolétaires d'Occident, se dresse un effrayant spectre. Jusqu'au ciel s'est élevée la monstrueuse pyramide. La nouvelle et sinistre tour de Babel faite de l'amoncellement des cadavres des ouvriers finlandais, ukrainiens, bavarois, hongrois et russes, qui trois années durant sont tombés par centaines de milliers sur les fronts révolutionnaires: tous ces héros différents de langue et de coutumes se comprennent pourtant les uns les autres, car ils ont sacrifié leur vie pour le prolétariat de tous les pays, pour la liberté des travailleurs, pour le socialisme; mais vous, prolétaires d'Occident, ils ne vous comprennent point. Ils ne comprennent pas votre indifférence, ils ne comprennent pas votre sérenité olympienne devant la lutte mortelle que le prolétariat d'Occident, enserré dans un cercle de fer, soutient contre ses ennemis.

Se peut-il que vous ne voyiez pas ce qui se passe?

Votre bourgeoisie, vos capitalistes, transforment l'Orient en un vaste cimetière. Ce sont eux qui, en Hongrie, dressent les gibets par milliers, ce sont eux qui fusillent les camarades hongrois, ce sont eux qui soudoient une garde prétoriennne, destinée à assassiner froidement, impitoyablement tous les révolutionnaires. Et maintenant le capitalisme occidental prépare à nouveau son champ d'action. Il excite la contre-révolution monarchique en Allemagne, en Bavière et dans les Balkans; il se dispose à répandre par toute l'Europe Centrale et dans les Balkans un système d'exploitation et de terreur.

Insatiable, il veut asservir pour les dévorer les pays vaincus. Il ne parviendra pas à ramener à

la vie le cadavre de la réaction, tous ses efforts en ce sens ne serviront qu'à accélérer sa ruine.

C'est maintenant le tour de la Hongrie. Le géant proléttaire est terrassé, et la racaille bourgeoisie s'acharne sur son corps. L'histoire se répète. Les horreurs de la Commune de Paris sont mille fois dépassés. Le sol hongrois ruisselle du sang des ouvriers. Triomphante, la bourgeoisie hongroise tire sur le nœud coulant de la réaction dont elle étrangle nos camarades. Pour elle le râle des travailleurs agonisants résonne pareil à une musique délicieuse.

Et pourtant les temps ont changé: si le capitalisme à son apogée a pu un temps écraser le mouvement socialiste, à l'heure qu'il est, la révolution prolétarienne est déjà assez forte pour échouer, nouvel Hercule, le serpent qui s'est glissé dans son berceau. C'était alors la persécution effroyable de la classe ouvrière, maintenant ce sont les convulsions dernières du capitalisme.

Mais cela vous ne voulez pas le comprendre. Un jour viendra où vous le comprendrez; ce sera le jour où, ruisselant de sang vous sentirez les griffes du monstre agonisant s'enfoncer dans votre chair. Le capitalisme veut en finir au plus vite avec nous, pour se jeter ensuite sur vous. Ce qu'il veut, c'est assurer son régime d'exploitation, fut-ce au prix de la vie de centaines de millions de socialistes. Et vous serez du nombre des sacrifiés!

Mais ceci vous ne voulez pas le comprendre!

*Vous continuez à regarder avec indifférence la Russie Soviétique noyée dans son sang.*

Quand, au cours de la guerre de rapines que les puissances capitalistes se livrèrent entre elles, le prolétariat hongrois se leva au nom de la classe laborieuse du monde entier, pour sauver l'humanité du flot de la barbarie qui allait submerger, vous ne pensiez pas à nous venir en aide. Nous attendions passionnément le 21 juillet, jour fixé pour la grève générale qui devait apporter le salut à la République Soviétique Hongroise. Nous l'attendîmes comme une délivrance; nous étions déjà renversés, nous ne nous défendions plus qu'avec les dents et les ongles et c'est alors que vous, ouvriers d'Occident, au lieu de nous relever, vous nous avez cloués dans notre cercueil.

Affolée de haine, la bourgeoisie hongroise, la protégée de l'Entente, se ria sur nous. Et ce fut alors pour la classe ouvrière hongroise l'affreux calvaire, les tortures sans nom, le calice qu'il fallut boire jusqu'à la lie.

Vous avez protesté, il est vrai. Vous avez publié dans votre presse des articles pour blâmer la terreur blanche et demander l'intervention de la diplomatie européenne. Résultat: le corps diplomatique de l'Entente a daigné assister en grande tenue à l'exécution en masse des plus renommés de nos camarades. Vous vous indigniez en apprenant qu'on violentait les femmes, qu'on les tailladait à coups de sabre, qu'on enfonçait des clous sous les ongles de nos camarades, qu'on leur appliquait sur le corps des fers rougis, qu'on les crucifiait, qu'on leur crevait les yeux et que, après les avoir effroyablement maltraités, on les enterrait vivants... Désapprobateurs vous hochiez la tête, vous vous indigniez; vous

alliez même jusqu'à faire des discours au Parlement et à interpeller vos gouvernements pendant qu'on tuait sans relâche les meilleurs de nos camarades. Enfendez: maintenant encore, on les tue; sans repos, sans trêve, après les avoir soumis aux plus horribles tortures, on les tue, les tue sans fin.

Nous vous implorons; mais notre appel désespéré reste sans écho. Nous vous le crions de toutes nos forces: oui, maintenant encore, on ne cesse de les martyriser et de massacrer nos frères.

Nous ne vous parlerons point de l'immense foule des héros inconnus mis à mort par la réaction. Nous nous bornerons à vous citer, entre mille, un fait tout récent dont l'horreur dépasse les bornes de l'imagination.

Le syndicat international des postiers avait déclaré la guerre à Horty pour tenter de sauver un de ses plus valeureux militants, Oscar Levay l'organisateur des postiers hongrois qui avait été condamné à mort, il y a quatre mois et demi. Durant quatre mois consécutifs, Levay fut gardé en prison, avec des boulets de quarante livres aux pieds; ce n'est que tout dernièrement qu'il a été pendu.

Depuis deux mois et demi déjà nous assistons à l'interminable procès de dix communistes du peuple. Par tous les moyens, le gouvernement cherche à justifier l'application de la peine capitale qu'il a réclamée pour les accusés. Tout est prêt: l'arrêt de mort va être rendu incessamment. *Les avocats ne peuvent parler: on les accuse d'être soudoyés par les communistes étrangers.*

Vous nous avez envoyé de l'argent pour venir en aide aux prisonniers et à leurs familles; la terreur blanche exploite ce fait contre les captifs dont elle veut la mort.

Et elle a déjà commencé son œuvre: quantité de nos camarades ont été tués ou jetés dans les cachots uniquement pour avoir essayé de transmettre cet argent non aux détenus, mais à leurs familles mourantes de faim.

Si l'on avait envoyé officiellement cet argent, il est plus que probable qu'il ne serait point parvenu à destination. Aussi quelques camarades complètement en dehors de toute politique, résolument ils de transporter eux-mêmes ces secours pécuniaires en Hongrie, pour les transmettre aux malheureuses familles des accusés, qui jetées à la rue par la valetaille des bourreaux blancs, se débattaient dans la plus affreuse misère. Ces camarades furent arrêtés; beaucoup d'entre eux périrent en prison; quant aux autres on les soumit aux plus affreuses tortures pour les faire avouer leur présumée participation à un complot communiste. De plus on arrêta tous ceux à qui nous avions prêté assistance, sans en excepter les femmes et même les enfants en bas-âge des camarades exécutés ou détenus.

*On a ainsi appréhendé une centaine de personnes dont la plupart sont menacées de la peine de mort uniquement pour avoir voulu transmettre votre argent à des femmes et à des enfants affamés.*

On continue à nous égorgier et vous, travailleurs de l'Entente, vous considérez immuables les atrocités de la horde infâme qui martyrise le corps garroté du prolétariat hongrois.

**Agissez! Agissez! Agissez!**

Vous savez agir quand il le faut. Rappelez-vous le cas Farrero, ce libre-penseur bourgeois, pour sauver la vie duquel une agitation formidable fut organisée dans trois grands pays. Souvenez-vous de l'affaire Dreyfus: vous vous efforcâtes alors de réparer l'injustice causée à un riche officier israélite, mais votre action en masse ne servit qu'à consolider la démocratie bourgeoise, qui se prépara à la guerre contre vous avec un redoublement d'activité.

Vous savez comment il faut agir quand vous le voulez. Serait-il possible que vous ne le sachiez plus quand il s'agit du prolétariat martyrisé, expirant sous les coups?

**Agissez! Agissez! Agissez!**

Nous le crions de toutes nos forces dans vos oreilles, mais elles sont obstinément fermées: Agissez pour défendre nos camarades encore vivants! Sauvez-les! Déjà on les traîne à l'échafaud.

Oubliez pour un temps vos menus soucis; oubliez même vos vaines augmentations de salaires. Bientôt tout vous appartiendra. Songez au prolétariat russe dont le sang coule à flot, songez au prolétariat hongrois que l'on torture fé-

rocement, songez au prolétariat de l'Europe Centrale abandonné à la merci de ses bourreaux.

Le moment est favorable pour une action en masse, pour l'écrasement de la diplomatie et du militarisme français, couple monstrueux qui a donné naissance à ce rejeton qu'on appelle la politique extérieure de la France.

Méditez notre appel! Publiez-le à la première page de vos quotidiens! Qu'il force l'attention de toutes les organisations politiques et ouvrières! Votez des résolutions, et surtout agissez! Agissez!

Assez de discours parlementaires, d'articles de journaux et de dépêches!

Auriez-vous oublié la fameuse muraille de fer des alliés?

La terreur blanche en Hongrie, le front russe, la révolution germanique battant victorieusement des ailes... oui, oui, il est temps d'agir.

Sauvez de la terreur blanche nos camarades que la mort attend. Sauvez la révolution prolétarienne, sauvez votre avenir, sauvez le bonheur de l'humanité tout entière!

**Agissez! Agissez! Agissez!**

*Le Parti Communiste Hongrois.*

## A TOUS LES MEMBRES DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN ET DES SYNDICATS ITALIENS

Camarades,

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste suit avec une attention concentrée les péripéties de votre lutte héroïque. Les prolétaires communistes du monde entier voient en vous l'un des meilleurs et des plus éprouvés contingents de la révolution prolétarienne internationale. La révolution prolétarienne est à vos portes. Vous êtes plus près de la victoire que les travailleurs de n'importe quel autre pays. Presque toutes les conditions préalables d'une révolution prolétarienne victorieuse sont réunies en Italie. La classe ouvrière est unanime dans sa volonté d'abattre révolutionnairement le capitalisme. Une bonne partie de la classe paysanne est avec vous; et il en est de même d'une partie considérable de l'armée. Jusqu'à ces derniers temps, la bourgeoisie a été démoralisée. L'Entente ne pourra pas bloquer longtemps l'Italie rouge. Si elle le tentait, elle se casserait le cou. La Russie des Soviets garantit le ravitaillement en blé de l'Italie rouge. L'aide fraternelle des travailleurs français est également acquise à la future Italie soviétique.

Toutes les conditions préalables de la victoire sont réalisées chez vous, avons-nous dit, — toutes excepté une: votre propre organisation. Nous ne voulons pas dire que vous n'avez pas d'organisation. Ce ne serait pas vrai. Mais vos organi-

sations ne sont pas homogènes. Des réformistes ont trouvé à s'y loger, c'est-à-dire des gens qui, loin de partager les opinions du prolétariat communiste, partagent celles de la bourgeoisie libérale. L'influence des réformistes dans les organisations ouvrières d'Italie est le grand obstacle à votre mouvement; c'est la malédiction qui pèse sur vos organisations.

Le 2-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste qui s'est récemment terminé à Moscou, beaucoup de temps fut consacré à l'examen de la situation en Italie. L'écrasante majorité de ce Congrès est arrivée à la conviction que nous devons vous conseiller d'exclure de vos rangs, réformistes et demi-réformistes. Peu de temps s'est écoulé depuis, mais les événements ont confirmé à l'évidence, la justesse de notre appréciation. Les travailleurs communistes de tous les pays ont suivi attentivement la lutte héroïque, commencée au début de l'automne, par les métallurgistes italiens et pendant laquelle les masses révolutionnaires de votre pays se donnèrent pour motif d'ordre la prise de possession immédiate des fabriques et des usines. C'était là un motif nouveau que vous dîtes au prolétariat international. On conçoit que la prise de possession des fabriques et des usines, sans conquête du pouvoir politique, sans action parallèle pour la dictature du prolétariat, ne pouvait pas donner la victoire à la classe

ouvrière. Mais c'était un bon commencement, qui pouvait amener à un véritable mouvement révolutionnaire des masses. La victoire ne demandait qu'à tomber entre vos mains. Qui vous l'arracha? Les réformistes? La bourgeoisie était impuissante et ne pouvait pas accepter la bataille. Giolitti dut recourir, selon l'expression de la presse bourgeoise italienne, à une «retraite stratégique». L'un des meilleurs organes de la bourgeoisie italienne, le *«Corriera Della Serra»* écrivait à ce moment que dans les conjonctures actuelles la bourgeoisie italienne «devait plutôt appliquer les méthodes de l'homéopathie que celles de la chirurgie».

En quoi consistait donc ce traitement homéopathique? En ce que la bourgeoisie introduisit par ses agents le poison du réformisme dans les organisations italiennes, et tout d'abord dans les syndicats. Quand les capitalistes italiens ne peuvent encore vous envoyer des soldats bandits pour étriper le prolétariat italien, ils vous envoient des réformistes, des Daragona et consorts qui agissent par la méthode homéopathique. Le 15 septembre, le plus madré des chefs de la bourgeoisie italienne, Giolitti assignait un rendez-vous à l'hôtel de Boulogne à Turin, aux chefs réformistes de la Confédération du Travail. Giolitti leur chanta une douce chanson sur l'impossibilité de faire diriger désormais par un seul des grandes entreprises et de faire obéir des milliers d'hommes à un seul. Daragona et consorts opinaient du bonnet. Les réformistes passés à la tête du mouvement italien proposèrent de créer des commissions paritaires, composées de «chefs» du mouvement ouvrier et de capitalistes, commissions qui seraient chargées d'élaborer les principes et les méthodes du contrôle de l'industrie. Tel fut l'enterrement de première classe, organisé par les réformistes pour votre mouvement ouvrier.

Quand les meilleurs éléments du parti socialiste italien réclamaient par l'organe du camarade Gennari, parlant au nom du Comité Central du Parti, l'extension du mouvement et l'affirmation de son caractère politique, Daragona et ses partisans s'y opposèrent. Membre du parti, Daragona s'insurgea cyniquement contre la volonté de son parti, contre celle du Comité Central. Appuyés par les réformistes et par la bureaucratie syndicale Daragona et consorts firent échouer la volonté ouvrière. *Les capitalistes italiens furent sauvés par les efforts de Daragona, de Turati, de Modigliani, de Dugoni et d'autres agents du capital.* La bourgeoisie italienne a obtenu un nouveau succès.

Maintenant que le traitement homéopathique est terminé, que les Daragona ont fait leur affaire, le traitement chirurgical est mis à l'ordre du jour. La chirurgie bourgeoise vous est bien connue. La bourgeoisie s'est mise à arrêter par centaines les meilleurs militants de la classe ouvrière. Elle en a rempli les prisons. Ayant introduit par ses agents réformistes la division dans nos rangs, la bourgeoisie se croit assez forte pour mettre la baïonnette à l'ordre du jour.

Un avenir prochain lui prouvera-nous en sommes convaincus—qu'elle s'est lourdement trompée dans son calcul. Sa chirurgie contre-révolutionnaire se tournera contre elle. Mais nous devons, camarades, tirer profit de nos fautes,

savoir conclure pratiquement, après les grandes leçons de notre mouvement.

Quelle fut la faute de votre mouvement de l'automne? Elle est contenue dans cette simple proposition: *tant qu'il y aura dans nos rangs des réformistes et des demi-réformistes, tant que nous tolérons la présence de bourgeois camouflés à la tête des syndicats, notre victoire sur le capital sera impossible.*

Des «unionistes» variés ont fait récemment leur apparition, en Italie. Ils voudraient vous convaincre que la scission avec les réformistes nous affaiblirait. Sornettes! Toute scission n'est pas nuisible à la classe ouvrière. Nous séparer des agents du capital, ne peut que nous être utile.

Prenons l'exemple le plus simple. S'il y a dans un régiment mille hommes, dont une centaine d'embusqués, de poltrons et de coquins; s'il y a dans le commandement du même régiment une dizaine de traitres et de demi-traitres, peut-on dire que cette unité s'affaiblira en se débarrassant des embusqués, des poltrons et des traitres? Si nous les rejettions du régiment, nous aurons assurément un effectif diminué d'une bonne centaine d'hommes, mais dont les forces seront néanmoins décuplées; il en est de même dans nos organisations prolétariennes. Si nous les nettoyons des agents conscients et à demi-conscients du capital, si nous en rejettions les chefs qui veulent conduire les ouvriers non à la victoire du communisme, mais au soutien du capitalisme, elles n'en seront que plus fortes.

Le Parti Socialiste Italien a conclu à son temps un pacte avec la Confédération du Travail: en temps de grèves et de mouvements révolutionnaires, cette dernière doit recevoir ses directives du parti; or, nous avons vu la minute décisive que les réformistes, tout en démentant verbalement fidèles au pacte, l'ont déchiré en fait. Il en sera de même, chaque fois que se poseront les questions sérieuses. Nous devons impitoyablement chasser des partis et des syndicats les leaders réformistes. Alors seulement, il nous sera possible de songer aux batailles décisives contre la bourgeoisie.

Afin d'accomplir cette rupture avec les agents du capital, de défendre sincèrement et loyalement toutes les résolutions du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, nos amis italiens se sont organisés en fractions communistes. Les organes principaux de ces fractions sont: *l'édition de Turin de l'Avanti* et *le Communiste de Boulogne*. Nous demandons à tous les partisans sincères et conséquents de l'Internationale Communiste de soutenir ces fractions et de ne soutenir qu'elle. A tous les autres, nous disons: qui n'est pas avec nous, est contre nous.

Camarades, si la bourgeoisie italienne a passé avec tant d'impudence de la défensive à l'offensive, c'est parce qu'elle compte sur le travail démoralisateur de MM. les réformistes. Elle veut profiter du moment de transition que traversent les organisations ouvrières italiennes. Elle profite de ce que nous n'avons pas encore épuré nos rangs. Notre réponse à l'attaque de la bourgeoisie doit être la suivante: d'une part, nous devons la repousser et de l'autre, sans nous arrêter devant rien, sans perdre une heure, nous

devonsachever de nettoyer nos organisations des réformistes et des demi-réformistes, nettoyage sans lequel elles ne pourraient pas devenir les organes de combat des masses prolétariennes.

Les avocats réformistes, si nombreux dans la fraction parlementaire du parti socialiste italien, les journalistes et les faiseurs du camp des Modigliani, des Turati, des Treves, etc., tentent de situer tous vos débats avec l'Internationale Communiste sur des questions d'organisation. C'est la méthode préférée de tous les opportunistes. Les renégats du socialisme de la droite des indépendants d'Allemagne y avaient aussi recours. Nous vous disons: camarades, n'écoulez pas les beaux parleurs du réformisme, il ne s'agit nullement de détails d'organisation. L'Internationale Communiste n'empêtre aucunement sur l'autonomie des différents partis ouvriers. Elle comprend parfaitement qu'il y a tout un vaste domaine dans lequel chaque parti doit faire ses affaires avec indépendance. L'Internationale Communiste a maintes fois déclaré qu'elle ne prendrait des décisions obligatoires que dans les questions, où de telles décisions sont possibles. Nous ne discurons pas avec les réformistes et les demi-réformistes la nécessité d'accepter 21 ou 18 conditions — ou deux conditions et demie — afin d'être admis dans l'Internationale Communiste. Nous discurons ceci avec eux:

*notre parti doit-il être l'avant-garde du prolétariat en lutte pour le communisme, ou restera-t-il, comme le veulent MM. les réformistes, un jouet entre les mains des réplâtreurs petits-bourgeois du régime capitaliste.*

Ce ne sont pas des petites questions d'organisation qui nous séparent des réformistes. Non; ce sont deux conceptions générales, deux camps, deux classes, deux programmes. Entre nous et les réformistes, il y a un abîme. Quiconque ne le comprend pas, ne comprend rien à la grande lutte qui se déroule sous nos yeux.

Nous nous adressons à tous les militants du Parti Socialiste Italien et des syndicats italiens. Nous nous adressons à tous les ouvriers et à toutes les ouvrières, et nous leur disons: Nettoyez vos rangs du poison du réformisme. Vous devez le faire à tout prix, dans le plus bref délai. Avec vos chefs, s'ils le veulent, *sans eux*, s'ils hésitent et restent dans l'expectative, *contre eux*, s'ils nous entraînent dans notre œuvre d'épuration.

A bas les réformistes, agents du capital!

Vive le Parti Communiste unique des masses ouvrières d'Italie!

Vive les syndicats révolutionnaires d'Italie, fondés sur la plate-forme communiste!

*Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.*

## MESSAGE A LA GAUCHE SUISSE

Camarades! La conférence du Parti Suisse, qui devra prendre une décision définitive concernant l'Internationale Communiste, doit bientôt se réunir.

Aucun parti d'Europe n'a eu autant d'hésitation et n'a semé autant de troubles dans la question des rapports avec l'Internationale Communiste, que le Parti Suisse. Plusieurs fois, ses leaders ont changé de décision. La dernière décision de votre Comité Central marquait le désir d'entrer à nouveau en pourparlers avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Les révolutionnaires honnêtes et sincères, les vrais communistes s'associent à la fraternité communiste internationale, sans pourparlers interminables. Ce sont les leaders du centre qui, avec leur naturel de courtiers et de diplomates, veulent négocier à perte de vue.

Néanmoins, il est temps pour tous les révolutionnaires suisses de prendre une décision définitive. C'est à ces révolutionnaires que nous nous adressons aujourd'hui.

La Gauche Suisse est encore d'un parti, dont les leaders sont des bourgeois portant le masque socialiste, aussi avérés que les Greilich, les Pilz-

ger, les Müller et tous les autres opportunistes. Il se peut qu'il ait fallu aux communistes appartenir au parti pendant un certain temps. Mais, il est actuellement essentiel d'arriver à des décisions fermes.

Ces derniers temps, en Suisse, tout comme dans d'autres pays, on a beaucoup discuté sur les 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste, élaborées par le II-e Congrès de l'Internationale Communiste. Chacune de ces conditions est traitée à tort et à travers; la question est brouillée, aux yeux des ouvriers, par toutes sortes de minuties et de softises. Ainsi agissent les renégats, du marxisme en Allemagne, les Crispien, les Dittmann et Hilferding. Ils ont aussi tenté d'exclure de la discussion les questions de principe fondamentales, en leur substituant des infimes questions d'organisation.

Nous mettons en garde nos camarades de la Gauche Suisse, pour qu'ils ne tombent pas dans la même piège. Les 21 conditions, élaborées par l'Internationale Communiste, n'ont qu'un but: épurer les organisations ouvrières en expulsant les réformistes et semi-réformistes, et former de nos partis des organisations communistes révolution-

naires militantes, dans lesquelles il n'y aura pas de place pour les traitres de la classe ouvrière. Il vous appartient de contraindre les leaders de la droite et du centre à donner des réponses précises et nettes aux questions suivantes:

- 1) Dictature du prolétariat;
- 2) Révolution mondiale;
- 3) Système des Soviets;
- 4) L'Internationale syndicale jaune d'Amsterdam;

5) Leurs projets de lutte contre la bourgeoisie de «leur» pays, etc.

Nous espérons que les camarades de la Gauche Suisse sauront accomplir cette tâche.

Serez-vous la majorité ou la minorité à la conférence du Parti Suisse, ce n'est là qu'une question d'ordre comparativement secondaire. Le but principal est d'unir tous les ouvriers révolutionnaires pour l'acceptation des thèses du programme

du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. La rupture avec les réformistes, qui de fait sont des frères à la classe ouvrière, est une condition sine qua non de l'Internationale Communiste. Ayant rompu avec les réformistes, vous aurez pour devoir de vous allier aux éléments communistes qui se sont incorporés dans le Parti Communiste Suisse.

L'exemple des Indépendants d'Allemagne ne doit pas passer inaperçu. La tacitique adoptée par la gauche des Indépendants doit être suivie par les éléments gauches du Parti Suisse.

En peu de mots, cette tacitique est ainsi formulée: rupture avec les opportunistes, alliance avec les communistes. C'est à quoi vous convie l'Internationale Communiste.

*Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.*

## AUX MILITANTS DU PARTI INDÉPENDANT D'ALLEMAGNE (U. S. D. P. D.), DU PARTI COMMUNISTE D'ALLEMAGNE (K. P. D.) ET DU PARTI OUVRIER COMMUNISTE D'ALLEMAGNE (K. A. P. D.)

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a pu se procurer des renseignements précis sur l'assemblée du Parti Indépendant à Halle. Les événements qui s'y sont déroulés ont une importance immense non seulement pour les membres du Parti Indépendant, mais aussi pour tous les socialistes, pour toute la classe ouvrière d'Allemagne, et même pour le prolétariat du monde entier. Les prolétaires allemands sont les premiers prolétaires d'Europe parvenus à sortir vainqueurs de la crise pénible, traversée par le socialisme par suite de la guerre impérialiste et de la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale. Le mouvement ouvrier allemand s'affranchit sous nos yeux du joug babylonien du réformisme. Le mouvement ouvrier allemand répudie l'idéologie morféenée du «centre» et rompt une fois pour toutes avec les idées contre-révolutionnaires du Kautskianisme.

Dans presque toute l'Europe les forces de la classe ouvrière sont si grandes, que la victoire du prolétariat n'exigerait pas de trop grands efforts, si la classe ouvrière était suffisamment préparée à remplir sa mission historique. Ce qui manque surtout à notre classe à l'heure actuelle, c'est une orientation claire et précise, la nette compréhension de ses buts et de la voie révolutionnaire à suivre. La cause des obstacles qui surgissent sur notre chemin: est en nous. Les opportunistes de tout acabit et de toutes nuances sont en réalité des agents de la bourgeoisie, parvenus à se faufiler dans la classe ouvrière. Dans un pays comme

l'Allemagne c'est plus évident que partout ailleurs: les «chefs» opportunistes, la bureaucratie des syndicats et «l'aristocratie» ouvrière sont infiniment plus dangereux pour le prolétariat que la garde blanche de la bourgeoisie armée. Le mouvement syndical allemand compte environ cent mille fonctionnaires, autrement dit, cent mille bureaucraties du mouvement ouvrier. C'est là précisément la vraie garde blanche de la bourgeoisie. Elle est composée de ressortissants de notre milieu, du milieu ouvrier. Ces «chefs» connaissent parfaitement les côtés forts et faibles du mouvement ouvrier. Tout ce qu'il y a de précieux dans l'ouvrier—son énergie, sa persévérance, sa connaissance de la vie réelle, tout ceci a été mis par ces chefs opportunistes aux pieds de la bourgeoisie. Ces éléments opportunistes, nourris par les travailleurs à l'époque du paisible développement du mouvement ouvrier, apparaît maintenant comme une force contre-révolutionnaire des plus dangereuses. Affranchir le mouvement ouvrier de son influence—c'est préparer la victoire de la révolution prolétarienne.

Et c'est justement ce qui s'est passé à l'assemblée de Halle. C'est uniquement sous cet angle visuel qu'on peut se rendre compte du sens réel des événements de Halle. Un Parti Communiste Ouvrier vient d'être créé en Allemagne par les masses elles-mêmes; quelques centaines de milliers d'ouvriers délivrés de toute espèce d'illusions et comprenant la nécessité de rompre non seulement avec les éléments social-chauvins, mais aussi

avec le «centre» habile à masquer ses véritables intentions d'une phraséologie «Gauche», vont grossir les rangs de ce parti et l'enrichir.

Les efforts des Indépendants de droite—Hilferding, Crispie, Dittmann et C-ié pour présenter leur lutte contre la III-e Internationale comme un débat sur les limites de l'autonomie des différents partis; l'agitation chauvine de ces mêmes leaders de la droite contre la soi-disant «dictature de Moscou», contre le joug moscovite, etc.—tout cela se dispersera en fumée. L'Internationale Communiste a su obliger les chefs des Indépendants de droite à se prononcer définitivement sur les questions de principe essentielles. Les yeux des ouvriers allemands se sont enfin ouverts et ils voient clairement que nous n'avons pas discuté avec les Indépendants de droite sur tel ou tel article des conditions d'admission dans la III-e Internationale, mais bien pour savoir une fois pour toutes, s'ils sont des partisans ou des ennemis de la dictature du prolétariat, s'ils sympathisent avec la Russie soviétique ou sont, au contraire, des ennemis masqués. Quant aux relations des partis entre eux l'assemblée de Halle a eu l'importance d'un coup d'Etat. Ce n'a pas été une lutte vétillée entre fractions d'un même parti, mais un bouleversement total de toutes les relations antérieures des partis. C'est ce que doivent comprendre tous les éléments vraiment révolutionnaires du prolétariat allemand.

Nous nous adressons à présent à tous les prolétaires d'Allemagne et leur disons: le champ est maintenant libre; toutes les conditions sont propices à la formation d'un seul puissant Parti Communiste Allemand. Le Comité Central des Indépendants de gauche et les partis communistes d'Allemagne se sont déjà mis d'accord pour convoquer au mois de décembre une assemblée dont le but sera de former un Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Les membres du Parti Ouvrier Communiste Allemand qui désirent adhérer à ce parti unifié sont invités à participer à ce congrès. L'Internationale Communiste adresse un nouvel appel à tous les ouvriers communistes quelles que soient les organisations auxquelles ils appartiennent, et leur dit: vous devez vous unir quoi qu'il vous en coûte. Précher l'union des communistes et des éléments non-communistes n'est que sentimentalisme oiseux. Nous proposons, nous, l'union de tous les éléments réellement communistes. Qui y renonce commet un crime contre la révolution prolétarienne. Les décisions du II-me Congrès de la III-e Internationale doivent servir de base à cette union; elles doivent rallier tous les éléments vraiment révolutionnaires d'Allemagne. Les anciennes petites querelles doivent être oubliées. Les désaccords secondaires doivent s'effacer devant les grandes questions qui

rapprochent tous les ouvriers, furent-ils membres de la gauche des Indépendants, du Parti Communiste Allemand ou du Parti Ouvrier Communiste Allemand. L'Internationale Communiste s'adresse aussi aux ouvriers demeurés avec la droite du Parti Indépendant. Le centre dirigeant de ce parti est formé par l'aristocratie et la bureaucratie ouvrière, auxquelles s'ajoutent des intellectuels petits-bourgeois. Ce n'est pas à eux que nous nous adressons par la présente lettre. Mais il reste encore avec les Indépendants de droite une certaine quantité d'ouvriers séduits par la démagogie des «chefs» et qui croient encore à la fable stupide suivant laquelle l'Internationale Communiste veut priver le Parti Allemand de son autonomie, tandis que «Moscou» veut imposer ses opinions aux ouvriers des autres pays. C'est à ces éléments prolétariens que nous disons: «Débarrassez-vous du joug du mensonge et de la démagogie. Apprenez à apprécier les faits à leur juste valeur». Le représentant de l'Internationale Communiste à l'assemblée de Halle y fit à la droite des Indépendants la proposition suivante: «Vous ne pouvez pas, leur dit-il, accepter les 21 conditions élaborées par le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. Bien. Mais alors expliquez-nous d'une façon nette et claire, quelles conditions vous seraient acceptables et définiraient votre adhésion à la III-e Internationale?» Cette proposition fut déclinée par les «chefs» de la droite et provoqua chez eux un ouragan de haine. Pourquoi? Simplement parce qu'elle mettait les points sur les i, parce qu'elle obligeait les chefs de la droite d'avouer cette vérité que tout un abîme les sépare de la III-e Internationale et qu'ils ne croient ni à la dictature du prolétariat, ni à la conquête du pouvoir par les soviets en Allemagne. Remarquez de quelle façon les chefs de la droite ont agi envers la majorité du Parti Indépendant. Quand ils virent les deux tiers de l'assemblée se prononcer contre Crispie et consorts, quand leur cause fut perdue ils déclarèrent au nom de la droite du Comité Central que la majorité venait de s'exclure du parti.

Que les éléments prolétariens qui suivent les Indépendants de droite ouvrent les yeux avant qu'il ne soit trop tard, qu'ils tournent le dos aux trahis et aux renégats et qu'ils viennent promptement au nouveau Parti Communiste Unifié d'Allemagne, auquel appartient l'avenir! Vive le Parti Communiste Unifié d'Allemagne, section de l'Internationale Communiste!

Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.

## A TOUS LES OUVRIERS DU LUXEMBOURG

L'économie capitaliste mondiale est à la veille du krach complet. La bande des pillards impérialistes, par la guerre meurtrière qu'elle a déchaînée a transformé l'Europe en un monceau de ruines funambules. Dans tous les pays, les ouvriers qui ont échappé à la sanglante boucherie, sont actuellement la proie de la plus affreuse misère. Nulle part, les salaires ne correspondent à l'enchérissement de la vie. Une poignée de capitalistes qui a amassé, pendant la guerre, grâce à l'assassinat méthodique de millions de travailleurs, des richesses colossales, cherchent dans son impudence à rejeter le fardeau de la dette publique, sur les ouvriers affamés. La majorité de la population du globe, a été asservie par quelques grands ploutocrates. A cette situation intolérable, il n'y a pour les ouvriers, qu'une issue: la révolution mondiale. Le prolétariat doit se lever contre ses oppresseurs et leur arracher le pouvoir. A la guerre, il doit riposter par la guerre. C'est par la violence qu'il doit briser la violence. La propriété individuelle des exploiteurs doit être confisquée et remise aux ouvriers et aux paysans qui l'ont créée. La classe ouvrière russe, la plus faible de toutes, a pourtant, la première entrepris la lutte armée contre ses oppresseurs. Dans la guerre héroïque qu'ils ont soutenue pour les intérêts de l'humanité tout entière, les ouvriers et les paysans russes ont dû faire des sacrifices immenses. Ils ont brisé le pouvoir des exploiteurs. Mais les capitalistes européens sont accourus au secours de leurs confrères. Ils ont déclaré la guerre aux ouvriers et aux paysans russes, car les capitalistes du monde entier sont solidaires les uns des autres, dans leur lutte contre le prolétariat.

Ouvriers du Luxembourg, vous avez appris à vos dépens, combien cela est vrai. Le militarisme prussien a lourdement pesé sur vous, durant la guerre. Vous savez comme ils mentaient, ces parisiens, qui avaient proclamé la paix universelle, comme le but ultime de la guerre mondiale.

Vous savez qu'en 1917, les capitalistes de l'Entente s'étaient déjà partagé les richesses de votre pays. Vous savez que, après le krach du militarisme allemand, le militarisme français a étendu, sa lourde patte sur le Luxembourg. Votre pays est devenu une colonie militaire de l'Entente; il sera le champ de bataille des guerres futures. Vous avez appris en outre, que votre bourgeoisie et le militarisme étranger sont solidaires dans la pression qu'ils exercent sur vous. La bande des fringants versaillais, au lieu de vous laisser, en tant que nation, disposer vous-mêmes de votre sort, vous a convoqués aux urnes électorales, au nom des intérêts capitalistes. Ceux d'entre vous qui n'avaient pas encore pénétré les intrigues de ces fourbes, occupés uniquement à

berner le peuple, peuvent maintenant se rendre compte du cynisme avec lequel les mercenaires du capitalisme se moquent de la classe ouvrière; ils peuvent voir maintenant ce que signifient les intérêts des pillards impérialistes.

Ouvriers du Luxembourg, contre la solidarité internationale des capitalistes, il n'y a qu'une seul arme: l'action internationale en masse du prolétariat. Toute tentative des ouvriers d'un pays quelconque, pour briser leurs chaînes, sera fatallement noyée dans leur sang par la bourgeoisie mondiale. Les ouvriers de tous les pays doivent entreprendre en commun la lutte armée contre la bourgeoisie. Chaque jour, chaque minute d'inaction est une perte pour la classe ouvrière, une aggravation de sa situation. On intolérable, une trahison envers les camarades qui ont déjà commencé la lutte pour l'émancipation du prolétariat.

L'Internationale Communiste, c'est à dire, l'union internationale des ouvriers les plus éclairés, les plus conscients et les plus résolus du monde entier, est, en ce moment l'arme principale du prolétariat mondial, dans sa lutte suprême, contre la bourgeoisie de tous les pays. Elle est l'incarnation de toutes les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière.

Les avant-gardes révolutionnaires des masses ouvrières de tous les pays ont reconnu la nécessité et la force immense d'une puissante union internationale. Elles se sont organisées en partis communistes que l'Internationale Communiste fond en un tout unique.

Le congrès universel de l'Internationale Communiste qui vient de se tenir à Moscou a posé nettement et avec un à-propos parfait les conditions dans lesquelles le prolétariat universel doit engager la bataille suprême contre la bourgeoisie. Il a souligné à nouveau que, à l'époque actuelle, époque de lutte immédiate pour la dictature, la classe ouvrière, plus que jamais, a besoin d'un parti nettement révolutionnaire, avec des buts clairement déterminés et une discipline de fer.

La social-démocratie en ce moment ne répond pas aux exigences d'un parti prolétarien vraiment révolutionnaire. Par son programme et sa tactique, elle est réformiste. Jusqu'à présent, son activité a été dirigée, presque tout entière vers la collaboration parlementaire, avec la classe des capitalistes exploitateurs. Jusqu'à l'heure actuelle, elle n'a point essayé de mettre au premier plan, la lutte révolutionnaire directe. Quand les ouvriers, de leur propre initiative, contre la volonté de leurs chefs, ont fait sauter l'édifice du Parlement dans lequel on les trompait de toutes les manières, les députés social-démocrates Thorn, Blum, Tilmanz, Schok ont abandonné les ouvriers, dont ils devaient diriger la lutte, pour se réfugier

dans les caves, où les députés bourgeois, avaient cherché un abri.

En décembre 1919; ces poltrons, à leur congrès du parti, ont refusé de se déclarer solidaires avec le prolétariat révolutionnaire mondial; ils ont défendu la démocratie bourgeoise, c'est à dire la dictature des exploiteurs. Malgré cette action nettement hostile à la classe ouvrière, les personnages précités Thorn, Blum, Tilmanz et Schok, ont eu pourtant la possibilité d'exercer une influence néfaste au sein du parti social-démocrate au grand profit des patrons et des exploiteurs et au détriment des ouvriers. Tout récemment encore, ces messieurs demandaient impudemment la réintroduction au Parlement de leurs frères, le docteur Volter, ex-ministre, type achevé du politicien sans principes, que les ouvriers eux-mêmes avaient forcés de quitter le Parlement. L'Exécutif de l'Internationale Communiste invite la gauche et la social-démocratie à rompre résolument avec ces éléments contre-révolutionnaires. Le Comité Exécutif est d'avis que grâce à la croissance de la conscience révolutionnaire au sein des masses prolétariennes, il y a au Luxembourg les bases pour la fondation d'un parti communiste véritablement révolutionnaire. Il invite les ouvriers les plus éclairés et les plus conscients du Luxembourg à entreprendre au prochain congrès l'épuration impitoyable de leur parti et cela conformément aux décisions du congrès de l'Internationale Communiste. Les décisions que votre prochain congrès aura à prendre, sont les suivantes:

1) Reconnaissance sans restriction de la dictature prolétarienne et de la lutte contre la dictature de la bourgeoisie.

2) Adhésion sans réserves à la III-e Internationale.

3) Application immédiate de toutes les conditions d'admission établies par le II-e congrès de l'Internationale Communiste (expulsion des opportunistes et des centristes de tous les postes importants dans la presse, au Parlement, dans les syndicats, dans les coopératives, etc.). L'organisation de la lutte illégale, concurremment avec la lutte parlementaire; la propagande dans l'armée et dans les campagnes; la lutte contre l'Internationale jaune d'Amsterdam et l'adhésion des syndicats à la Centrale Syndicale Internationale de Moscou; la soumission de la presse et de la fraction parlementaire au Comité Central du Parti; la centralisation du parti, sur les bases d'une discipline de fer; le changement de dénomination du parti qui devra désormais s'appeler: «Parti Communiste Luxembourgeois (Section de la III-e Internationale)».

4) L'exclusion de tous les chefs qui par leur politique opportuniste ou contre-révolutionnaire ont démonté qu'ils étaient incapables de diriger la lutte vraiment révolutionnaire des masses (Thorn, Blum, Tilmanz, le docteur Volter). Doivent être également considérés comme exclus tous les membres du parti social-démocrate, qui, oralement, dans leurs écrits, ou par leur vote se sont déclarés les adversaires du programme précité ou de son application immédiate.

5) L'épuration périodique du parti des éléments petits-bourgeois qui viennent y adhérer.

6) La mise en œuvre de tous les moyens pour empêcher le transport de l'équipement militaire et des troupes destinées à lutter contre les révoltes prolétariennes et les gouvernements actuellement existants.

«Ouvriers du Luxembourg, votre parti est déjà tellement gangrené par l'esprit de la II-e Internationale, si misérablement effondrée en 1914, que vous resterez peut-être, avec un tel programme, en minorité au congrès du parti. Cette éventualité ne doit nullement vous faire accepter des compromis. Ces conditions doivent être acceptées en entier, si le nouveau parti communiste veut véritablement remplir son rôle dans la révolution prolétarienne mondiale. Si le congrès du parti rejette notre programme, pour tout ouvrier révolutionnaire, pour tout partisan honnête de la III-e Internationale, il ne reste qu'une issue la sortie immédiate du parti social-démocrate, l'organisation d'un nouveau parti communiste sur la base du programme de la III-e Internationale.

Proletaires luxembourgeois, nous concevons parfaitement que l'action du parti politique que nous préconisons se distingue de la politique habituelle de tous les partis précédents, comme le feu de l'eau. Nous savons que notre lutte exige de grands sacrifices. Mais plus haut est le but que nous nous assignons, et plus grande doit être la tension de nos forces. Mais plus nous luttions résolument et héroïquement, plus vite nous remplirons notre tâche fondamentale: l'affranchissement de l'humanité des guerres maudites et du capitalisme; l'organisation d'une nouvelle société qui assurera à chacun des droits égaux à la vie, à la joie et au bonheur.

Vive le Parti Communiste luxembourgeois!

Vive la III-e Internationale!

Vive la révolution prolétarienne mondiale!

Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.

Moscou, 10 octobre 1920.

## LETTER OUVERTE À L'INTERNATIONALE SYNDICALÉ JAUNE D'AMSTERDAM

Moscou, le 19 novembre.

*A la Conférence Internationale des Meneurs jaunes du Travail, à Londres.*

Citoyens, vous donnez à votre Congrès le nom de Congrès International du Travail. En fait, il s'agit d'un congrès de meneurs jaunes qui ne cessent de trahir les intérêts fondamentaux du mouvement prolétarien en général et des unions de travailleurs en particulier.

Vous direz que, dans la présente lettre, nous insultons des millions de travailleurs organisés. Vous pouvez hurler autant qu'il vous plaît. Il n'a jamais été dans notre intention d'insulter les travailleurs. Ce ne sont pas les travailleurs, mais la malchance qu'il faut accuser si vous, les meneurs jaunes, vous avez la parole au nom des organisations ouvrières.

Nous savons fort bien que, parmi les millions de travailleurs que vous «représentez», il s'en trouve d'honnêtes et de conscients qui, pourtant, ne sont pas organisés d'une façon suffisante pour pouvoir vous mettre à la porte. Vous pouvez être certains que ce moment-là va-bientôt venir. Vous représentez les 28 millions de travailleurs organisés de la même façon que le feraien des charlatans autrement dit: comme les députés bourgeois de la Chambre française représentent le peuple français. Marx a dit que les députés bourgeois ne «représentent» pas, mais qu'ils réprient le peuple au nom duquel ils essaient de parler (nicht verfreien, sondern zerfreien).

Pendant la guerre, qu'avez-vous fait, vous meneurs jaunes? Vous avez été les pires trahisseurs pour les classes travailleuses. Legien et Cie ont soulevé les travailleurs allemands contre les français, Jouhaux et Cie ont, avec un cynisme égal, jeté les travailleurs français sur les allemands. Or, ces trahisseurs se sont réunis et s'absolvent mutuellement de leurs péchés, s'accordent l'amnistie les uns pour les autres, et concluent une alliance pour trahir à nouveau les travailleurs. Vous êtes une société de secours mutuels internationale composée de ceux qui trahissent la cause des travailleurs. Vous vous couvrez mutuellement par une assurance contre la mise à jour d'une telle félonie.

Au même titre que les bourreaux impérialistes, vous êtes responsables des millions de cadavres, responsables de dix millions de vies mutilées, responsables du froid et de la faim, de la pauvreté et de la barbarie—conséquences de la guerre impérialiste que vous avez proclamée être la «Grande guerre de la libération».

Vous avez, dans une certaine mesure, changé vos méthodes de trahison à l'égard des travail-

leurs lorsque l'égorgement impérialiste touchait à sa fin, mais la trahison demeure—comme elle l'a été jusqu'ici—votre profession principale. Vous avez participé à cette Ligue des Nations—ligue de bandits—par l'intermédiaire de ce que vous appelez votre Bureau du Travail, et à la tête duquel se trouve un coquin réfors qui a nom Albert Thomas, «socialiste», qui tente d'aveugler les travailleurs de tous les pays en leur faisant croire que la bourgeoisie est en train de s'occuper de la protection du travail. Dans son fort inférieur, chacun de vous n'ignore nullement que le Bureau International du Travail est une organisation capitaliste.

Ce n'est pas en vain que la fureur capitaliste a été déchainée. Des travailleurs conscients de tous les pays, s'organisant pour l'ultime combat contre le capitalisme, ont l'intention de détruire un ordre de choses qui peut, à un moment donné, faire s'enterrer les peuples. Des travailleurs conscients se groupent dans le monde entier, sous la bannière de l'Internationale Communiste, organisation destinée par l'Histoire à mener le prolétariat qui brise ses chaînes. Vous, qui lâchez les bottes de la bourgeoisie, vous ne pouvez pas vous faire à l'idée que les travailleurs sont en train de nettoyer leur organisation internationale de combat. Vous vous hâlez de prêcher la guerre sainte contre l'Internationale Communiste.

M. Legien, domestique des capitalistes allemands et bras droit d'Hindenburg a donné le mot à ses séides de chasser les communistes des organisations ouvrières allemandes et de n'y pas tolérer la formation de groupes communistes. Les Legiens français rivalisent de zèle avec leurs amis allemands, MM. Jouhaux, Dumoulin et Cie, et autres agents de la Bourse des Valeurs, attaquent acrimonieusement les communistes français. A une récente conférence de meneurs ouvriers jaunes en France, Dumoulin et Cie ont voté une motion de guerre contre ceux des adhérents de l'Internationale Communiste qui sont membres de la C. G. T. Les trahisseurs en Angleterre agissent de même. Le Labour Party englobe beaucoup d'organisations de travailleurs en Angleterre. Or, Henderson et quelques autres meneurs jaunes du mouvement ouvrier britannique font ce qu'ils peuvent pour tenir les communistes en dehors du Labour Party et pour chasser les groupes communistes des organisations ouvrières. Inutile de dire que la même chose se

pas en Amérique avec Gompers et dans d'autres pays avec des meneurs de cet acabit.

Meneurs jaunes! Nous relevons le défi. Vous déclarez la guerre à l'Internationale Communiste; vous aurez donc la guerre. Dans ce combat, les travailleurs n'ont rien à perdre sinon leur boulet, c'est-à-dire: vous, qui les refenez à terre. En combattant contre les capitalistes, nous avons aussi à combattre contre leurs agents, tels que vous.

Les travailleurs vous haïssent comme ils hais- sent les meneurs d'impérialisme mondial. Les tra- vailleurs conscients vous méprisent, vous, jaunes, encore plus qu'ils ne méprisent les «choses» de la Bourse et les magnats du Capital. Ces derniers, au moins, ne se dissimulent pas derrière l'étiquette de socialisme, ils ne se disent pas les meneurs de la classe ouvrière: ils sont nos en- nemis, ouvertement.

Beaucoup d'entre vous, messieurs, ont jadis appartenu au prolétariat. Beaucoup d'entre vous ont été élevés comme tous ceux qui ne gagnaient que quelques gros sous au prix d'un dur labeur. Beaucoup d'entre vous sont sortis de notre sein. Beaucoup d'entre vous ont joui jusqu'ici de la confiance des travailleurs. Vous vous êtes ri de cette classe ouvrière qui aurait dû vous être sacrée.

Vous avez lâchement violé vos promesses, et trahi les travailleurs dans les années où leur sort se décidait. Vous, «lieutenants du prolétariat», à la solde des capitalistes, vous êtes les ennemis les plus dangereux de la classe ouvrière. Autour de vous, vous groupez une poignée d'aristocrates du travail, et vous les placez à la disposition du Capital. Le meilleur de ce que possèdent les travailleurs: leur connaissance de la vie, leur énergie et leur persévérence, vous le mettez à la disposition du Capital. Vous connaissez bien les points faibles et les points forts de la classe ouvrière et vous en tirez avantage pour sauver les capitalistes dans leurs moments difficiles. En reniant votre classe, vous êtes devenus des «messieurs». Les sourire d'un ministre bourgeois, deux doigts que vous tend un roi de la Bourse, est, pour vous, autrement estimable et agréable que de posséder la confiance de la classe ouvrière.

Vous retardez le mouvement prolétarien du monde. Vous essayez de détourner le courant de l'histoire. Vous vous précipitez à la défense des capitalistes chaque fois que la classe ouvrière est prête à porter au régime le coup décisif, mais dans le sang et la violence.

Vous êtes les principaux soutiens du capital- isme vivant ses derniers moments. Vous êtes les chiens de garde du capital, et vous aboyez fureusement contre ceux qui approchent de l'autre de vos maîtres. Vous êtes la dernière barricade du capitalisme que la classe ouvrière doit enlever dans sa révolte pour nettoyer le terrain qui conduit vers la vie nouvelle, le bonheur et la liberté réelle.

Sachez, vous, meneurs jaunes, que votre règne tire à sa fin. Tous les subterfuges du capitalisme

mourant, tous vos subterfuges, valets du capita- lisme, ne vous mènentont à rien. Les travailleurs ont découvert leurs meneurs jaunes. Parfouil les travailleurs les fuient. Votre seconde Internatio- nale jaune est absolument morte comme organisa- tion politique. Maintenant vous cherchez à vous venger sur le mouvement ouvrier. Vous essayez de remettre sur pied une «Internationale» d'organisations ouvrières, à Amsterdam et à Londres. Sachez donc que ce dernier effort que vous faites est voué à l'échec.

Les travailleurs conscients ont formé à Moscou une union internationale de véritables organisa- tions prolétaires. A l'aide de calomnies et de mensonges, peul-être arriverez-vous, durant un certain temps, à empêcher les travailleurs de se joindre à cette Internationale proléttaire d'organisa- tions ouvrières rouges, mais vous avez perdu la partie. Les mercantils du Travail, les réactionnaires du Travail, que vous êtes, ne pourront pas pendant longtemps tromper les masses proléta- riennes. Plus grande sera votre rivalité à l'en- droit de l'Internationale Communiste, et mieux et plus les travailleurs vous jetteront à la porte pour que vous alliez à la place qui vous sied auprès des capitalistes.

Vous, meneurs jaunes, réunis à Londres, en- fantez auant de vœux qu'il vous chante, mettez en circulation vos fausses manifestations, hurlez tant que vous pouvez pour essayer de vous faire passer pour les amis véritables de la classe ouvrière, aboyez bien haut contre l'Internationale Communiste. Pygmées que vous êtes, vos exclama- tions ne cacheront pas plus le soleil que vous ne sauriez le faire avec un mouchoir déchiré. De même, vos manifestes, tissus de faussetés et d'hypocondrie, ne peuvent nuire à l'Internationale Communiste.

L'Internationale Communiste est le soleil de la classe ouvrière. De plus en plus clair il s'élève au-dessus de toute la terre, au-dessus des mas- ses travailleuses opprimées et exploitées, trahies et trompées par vous. Sachez, messieurs, que bientôt, de la poitrine de plusieurs millions de travailleurs organisés que vous prétendez repré- senter, un cri s'élèvera: A bas les trahisseurs jaunes! A bas les ennemis de l'Association Internationale des travailleurs! Vive l'Internationale Communiste!

*Bureau Exécutif  
de l'Internationale Communiste:*

**ZINOVIEV, LÉNINE, BOUKHARINE, RA-  
DEK, STEINHART, QUELCH, BELA-  
KUN, ROUDNIANSKY, TZHAKAIA,  
CHATZKY.**

*Bureau de la Fédération  
Internationale des Syndicats:  
TOMSKY, LOZOVSKY, ROSMER, MIL-  
KITCH, CHABLÉNE.*

## AU PARTI OUVRIER SOCIALISTE ESPAGNOL.

Vos délégués, les camarades *De Los Rios et Anguiano* nous ont donné connaissance de la résolution adoptée à votre dernier congrès du mois de juin.

Cette résolution dénote le manque d'idées nettes qui règne dans votre parti sur les questions les plus essentielles du mouvement ouvrier international, questions dont la solution doit déterminer toute la tactique de tous les partis prolétariens à l'époque actuelle. Ces questions sont celles de la Révolution Mondiale, de la Dictature du Proletariat et du Pouvoir des Soviets.

De la Révolution Mondiale, votre résolution ne dit pas un mot. Vous déclarez que «ce qui est fondamental, ce qui doit être souligné dans l'œuvre de propagande afin de créer une conscience réellement socialiste, c'est l'impossibilité pour la classe ouvrière de trouver son salut en régime capitaliste». Mais de cela vous tirez seulement la conclusion que le parti ne peut «attendre de l'action législative la totale réalisation de son idéal», et qu'il est indispensable de faire «une œuvre profondément révolutionnaire». Sans vous expliquer sur ce que vous entendez par ces derniers mots, vous les entourez de toutes sortes de réserves sur «la valeur de l'action du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol dans l'organisation de la démocratie bourgeoise actuelle».

Camarades, cette langue, qui rappelle l'ambiguïté voulue des oracles de l'antiquité, n'est pas digne d'un parti prolétarien. Vous devez déclarer franchement si vous êtes pour la Révolution Prolétarienne Internationale et si vous êtes prêts à la soutenir de toutes vos forces. Vous parlez de votre sympathie pour la Révolution Russe, vous indiquez très justement que sa victoire «fera naître dans les masses ouvrières la confiance dans leurs propres forces», mais vous vous hâlez d'ajouter qu'elle a «éveillé chez «certains» peuples la plus grande confiance dans une tactique magique dont l'emploi amènerait à bref délai la victoire ouvrière», et vous les prévenez contre les «dangeruses désillusions qui peuvent les atteindre».

Si vous voulez réellement éviter et des désillusions et des échecs à la classe ouvrière de votre pays, vous devez dès maintenant préparer toutes les conditions nécessaires à la prise du pouvoir par le prolétariat et à l'établissement victorieux de la dictature prolétarienne.

Vous reconnaissiez, il est vrai, la nécessité d'une dictature transitoire des producteurs. Mais là aussi, glissant sur le fond de la question, au lieu de dire que le but fondamental de cette dictature sera la suppression impitoyable de la bourgeoisie en vue d'assurer l'affermissement des travailleurs sur les positions conquises, vous dites que cette dictature «établira la socialisation non seulement des moyens économiques, mais aussi des conditions externes afin que tous les citoyens puissent arriver à la vie spirituelle la plus élevée».

Au sujet des Soviets vous écrivez ce qui suit: «Le Parti Socialiste Espagnol consacrera tous ses efforts à créer de nouveaux organismes: Conseil Economique National, dans lesquels le groupement des producteurs secondé par des techniciens sera l'organe administratif qui favorisera la communauté des producteurs eux-mêmes».

Vos délégués eux-mêmes n'ont pu nous expliquer clairement le sens de cette phrase. Le camarade Anguiano estime qu'il s'agit ici de la période succédant à la prise du Pouvoir, le camarade De Los Rios admet au contraire qu'on a ici en vue «l'œuvre profondément révolutionnaire» dont vous parlez plus haut. S'il en est ainsi, nous devons vous déclarer que votre tentative pour créer des Soviets vous amènera, ou bien à la guerre civile contre la bourgeoisie ou bien à la constitution d'organismes débiles, privés de toute signification, discréditant la conception même de Soviets, telle qu'elle est définie dans nos thèses («Quel et dans quelles conditions peut-on créer des Soviets de Députés Ouvriers? Statuts et Résolutions adoptés par le II-e Congrès de l'Internationale Communiste»).

Perdant complètement de vue la Révolution Mondiale, vous ne pouvez nécessairement pas comprendre le caractère et la signification de l'Internationale Communiste. Vous vous la représentez comme une association destinée à «unifier les forces socialistes qui demandent à vivre et s'orientent vers le même idéal». Non, camarades, l'Internationale Communiste n'est pas cela: elle est une organisation de lutte, elle est l'armée du prolétariat universel menant le combat sur tous les fronts de la Révolution Mondiale. C'est pourquoi doivent être chassés de ses rangs tous les éléments douteux, hésitants, opportunistes. C'est pourquoi les décisions de nos Congrès et de notre Comité Exécutif doivent être obligatoires pour tous les détachements de cette armée universelle, pour tous les partis isolés qui entrent dans la Troisième Internationale.

Au lieu des trois conditions que vous posez à votre entrée dans la Troisième Internationale, nous vous proposons les 21 conditions adoptées par son Deuxième Congrès.

Dans un entretien amical prolongé que nous avons eu avec vos délégués, nous leur avons donné des explications détaillées sur les plus importants de ces points. En outre, conformément à la demande des camarades Anguiano et De Los Rios, nous donnons par écrit la réponse suivante aux questions par vous formulées:

*Condition 3.* «Quels camarades doivent composer l'organisation illégale? Par qui est-elle élue? Par qui est élu le Comité Directeur de cette organisation et devant qui est-il responsable? Quelles doivent être les relations entre l'organisation légale et l'organisation illégale?».

**Réponse.** La raison d'être de l'organisation illégale réside en ce qu'elle doit fournir au parti, toujours et partout, indépendamment des caprices du Gouvernement et des règlements policiers, le moyen de réaliser dans toute son activité une ligne de conduite systématiquement révolutionnaire. L'organisation illégale est une partie de l'organisation d'ensemble, elle est subordonnée, comme toutes les autres parties, au Comité Central du Parti. La proportion numérique entre les organisations légale et illégale dépend des conditions politiques. Si la liberté politique est suffisante, l'organisation illégale est plus réduite, si la réaction prend le dessus, le Comité Central du Parti lui-même peut être réduit à l'action clandestine. En tout cas la fraction du parti qui travaille illégalement ne constitue jamais une organisation indépendante.

**Condition 12.** A propos de la centralisation démocratique: «Est-ce que la masse du parti et chaque camarade en particulier a le droit d'exercer sa critique pour contribuer à la formation de la théorie, perfectionner la tactique et contrôler la conduite du Comité?».

**Réponse.** Le principe du centralisme démocratique, dans la période d'examen et de discussion,

admet la plus entière liberté de critique. Mais une fois la décision prise, la critique cesse, et ceux là mêmes qui étaient hostiles à cette décision doivent s'y soumettre pour ne pas nuire à l'unité d'action.

**Condition 16.** «Est-ce que le Comité Exécutif puisqu'il peut prendre des résolutions, a le devoir aussi de se soumettre aux résolutions des Congrès Internationaux?».

**Réponse.** Oui.

L'Internationale Communiste adresse aux Ouvriers Espagnols l'appel suivant:

Camarades! obligez vos chefs à cesser leurs hésitations. Que les réformistes passent dans le camp de l'«Internationale» jaune, des semi-bourgeois. Quant à vous, ouvriers d'Espagne, comme l'avant-garde ouvrière de tous les pays du monde, entrez dans la IIIème Internationale, dans l'Association Internationale des Ouvriers.

Avec ses salutations fraternelles,

*Le Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.*

Moscou, 10 décembre 1920.

## ACTIVITÉ DES SECTIONS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

### LE PARTI COMMUNISTE BULGARE EN 1919 — 1920

*(Rapport).*

A son congrès de mai 1919, le parti socialiste bulgare (tiesniki) a pris le nom de Parti Communiste et adhéré à la IIIème Internationale.

L'année 1919 fut une période de lutte opiniâtre, menée par le parti non seulement contre les partis bourgeois de gauche et de droite qui se sont succédés au pouvoir, mais aussi contre le parti des «socialistes larges» dont trois membres siégeaient au Conseil des ministres.

Les élections parlementaires qui eurent lieu le 17 août 1919 prouvent que le Parti Communiste représente bien l'avant-garde du prolétariat et de la paysannerie pauvre et qu'il est suivi des grandes masses laborieuses du pays. Les élections des Conseils municipaux et des Conseils généraux qui eurent lieu ensuite (les dernières pendant l'état de siège et sous un régime de fermeture, de censure, d'arbitraire, toute réunion publique étant rigoureusement interdite) ont démontré une fois de plus la force grandissante du Parti Communiste, qui s'est emparé de la plupart des municipalités et qui a envoyé dans les Conseils généraux une centaine de communistes.

La grève des cheminots et des employés des postes et télégraphes, provoquée en décembre 1919 par le gouvernement et qui s'est prolongée jusqu'au 19 février 1920, avait pour but de contraindre le Parti Communiste à livrer une bataille décisive, à la faveur de laquelle il aurait été possible de noyer dans le sang le mouvement révolutionnaire toujours

croissant. Le parti ne fit pas le jeu de cette provocation. La grève revêtit le caractère pacifique d'une lutte économique.

Par suite des innombrables arrêts, des poursuites, des exécutions de communistes et de l'expulsion en masse des familles de cheminots et des agents de l'Etat, le parti parut sortir de ce duel matériellement affaibli, alors qu'il en sortait moralement renforcé plus étroitement uni, après s'être acquis la sympathie des masses laborieuses.

Au contraire, le parti gouvernemental (comme tous les partis bourgeois qui avaient soutenu le gouvernement dans sa furieuse campagne contre les ouvriers grévistes) s'est irrémédiablement compromis aux yeux des travailleurs. Ces derniers ont bien compris que le Parti Communiste est l'unique force révolutionnaire du pays. Afin de maintenir son prestige fortement ébranlé, le gouvernement eut recours à la dissolution du parlement et fixa les nouvelles élections au 29 mars 1920. Bien qu'elles nient eu lieu sous un régime de fermeture, de violences et de persécutions de communistes, le programme de ces dernières n'en réunit pas moins 182,740 suffrages qui leur donnèrent 50 sièges (la majorité gouvernementale devait invalider 9 de ces élections).

Le Parti Communiste bulgare n'a jamais été un parti «parlementaire»; il n'a jamais attendu du parlement la solution des problèmes sociaux les plus impérieux et l'émancipation totale de la classe ouvrière. Au contraire, il a toujours considéré que l'abolition définitive de l'exploitation capita-

liste ne peut être pour les masses laborieuses opprimées que le fruit de l'action révolutionnaire directe des travailleurs, dirigée par le Parti Communiste, contre la société bourgeoise aux fins de détruire la machine de l'Etat bourgeois et de lui substituer la dictature du prolétariat.

Pendant la lutte électorale, le Parti Communiste Bulgare a fait ressortir de façon éclatante devant les masses laborieuses l'incapacité d'un parlement bourgeois, — instrument de la dictature bourgeoise — à mettre fin à l'antagonisme entre les exploiteurs et les exploités. Il s'est prononcé pour l'abolition du parlement et pour son remplacement par les Soviets de députés ouvriers et paysans. Les membres du groupe parlementaire communiste s'inspireront de ce programme et sauveront le prestige du parlement. Ce que font aussi les communistes dans les municipalités et dans les conseils généraux.

Le 28 mai 1920, le Parti Communiste Bulgaro a tenu à Sofia son IIe Congrès. D'après le rapport du camarade V. Karalov, secrétaire du parti, ce dernier englobait au 20 mai, 1259 organisations et groupes comprenant 38.633 membres. Se rattachent en outre au parti les organisations suivantes: 1) Confédération générale du Travail, groupant 18 Fédérations et 31.706 membres. Les recettes générales des syndicats s'élèvent à 21'6818 fr. 85,— dont cotisations pour 46237 francs; les dépenses générales se montent à: 1.751.520 fr. 85 se décomposant comme suit: 1.271.230 fr. 58 pour les grèves, et 57.301 fr. 40 pour les secours de maladie et de chômage. En 1919, la C. G. T. a dirigé 130 grèves auxquelles ont participé plus de 60.000 grévistes; 2) Organisation communiste de l'Enseignement: 83 groupes et 1889 membres. Recettes générales: 120.637 fr. 25; dépenses: 112.534 fr. 85. Son organe *l'Étincelle* a 4.300 abonnés; 3) Commission centrale féminine: 48 groupes et 3.756 membres. Recettes: 15.199 fr. 52; dépenses: 14.784 francs; 4) Organisation communiste des employés de l'Etat et des municipalités: 47 groupes et 1.420 membres. Recettes: 50.951 francs; dépenses: 844 francs. 85. Son organe, *l'Employé* a 2.500 abonnés; 5) Groupe des Ingénieurs Communiste: 20 membres. Recettes: 2.383 francs; dépenses: 932 francs. 60; 6) Groupe des Étudiants Communiste du nom de Vladimir Ilich Lénine: 88 membres. Recettes: 1.196 fr. 50; dépenses: 670 francs; 7) Commission centrale d'émigration, fondée en avril 1920; 8) Jeunesse Communiste: 65 groupes et 2.630 membres; Organisation Communiste des Invalides, fondée le 18 mars 1919; 29 groupes et 1.813 membres. Recettes: 5.241 francs; dépenses: 3.932 francs. Son organe, *l'Invalid Communiste* a 2.018 abonnés.

Toutes les décisions du Comité Central ont toujours été prises à l'unanimité. Le Comité Central a publié 25 circulaires, 13 appels tirés ou total à 240.000 exemplaires, 7 proclamations tirées à 154.000 exemplaires et 4 manifestes et déclarations (115.000 ex.). Le Comité Central a convoqué une conférence des secrétaires et des militants des organisations locales, qui a élaboré le programme, de travail des comités régionaux, — et une conférence des groupes communistes juifs, qui s'est occupée des questions d'agitation et de propagande parmi le prolétariat juif.

Le camarade D. Blagoév est président du groupe parlementaire. Ce groupe a posé nombre de questions, protesté et interpellé à maintes reprises à propos des actes arbitraires du gouvernement; il a également déposé un projet de loi d'amnistie s'appliquant à tous les condamnés politiques et aux cheminots et employés de l'Etat frappés pour faits de grève.

#### Conseils municipaux et généraux.

A Choumla, Plewna, Rouschouk, Varna, Bourgas, Sliwana, Samokov et autres villes, les Conseils municipaux et généraux sont en majorité composés de communistes. Ceux-ci ravivent à la fois les conflits entre la bourgeoisie et les exploités, et entre le pouvoir central et le Parti Communiste. Dans ces conditions, la lutte, toujours plus aiguë entre les deux camps ennemis, devient révolutionnaire et favorise le développement de l'esprit de classe.

Comités régionaux. Organes nouveaux créés au cours de cette année. La direction de tout le travail de parti par le Comité Central était rendue difficile par suite de la croissance continue du parti. Pour faciliter la tâche du Comité Central, les Comités régionaux ont été organisés à titre d'organes auxiliaires. Ils convoquent des conférences régionales, de districts et de rayons et, par l'entremise du délé-

gué régional, dirigent les petites organisations urbaines et les groupes ruraux.

Action du parti. Les organisations et les groupes ont tenu 7.864 assemblées générales, 4.870 réunions publiques, meetings, suivis de manifestations auxquelles ont pris part 2249.392 personnes. Le 27 juillet 1919 le parti a organisé une protestation générale contre la politique réactionnaire du gouvernement. Ce gouvernement de «gauches» et, en particulier, le ministre de l'intérieur, le «socialiste» Pastoukhov, ont eu recours à une odieuse répression qui a modifié chaque fois qu'elle se trouve en présence de l'indignation des masses exploitées. A Sofia, à Plovdiv et dans quelques autres localités les manifestations n'ont pas pleinement réussi, mais dans les autres villes et dans nombre de compagnies, elles ont, en dépit de l'état de siège et de la terreur, revêtu un caractère des plus impitoyables. La police a provoqué des bagarres sanglantes à Viddin, à Czerna-Zagora (7 blessés), et aux environs de Ferdinand. Dans presque toutes les villes, la police «socialiste» a procédé à des arrestations en masse, accompagnées de brutalités. C'est à cette occasion que le ministre de l'intérieur, le «socialiste» Pastoukhov, a lancé sa fameuse circulaire contre le Parti Communiste et les masses ouvrières en lutte et donné l'ordre ignominieux de confisquer la littérature de propagande communiste; il a groupé tous les partis bourgeois pour la lutte contre les communistes, organisé une garde blanche «bourgeoise et transformé les membres du parti socialiste «l'urge» en arroussins. Le 28 septembre dernier, à l'occasion de l'ouverture du Parlement, le parti a pourtant organisé dans tout le pays des réunions et des meetings de protestation contre la politique de famine, de violences et d'actes contre-révolutionnaires du gouvernement. Le 30 septembre, à l'occasion de la rentrée du traité de paix des meetings, monstres et des manifestations imposantes eurent encore lieu dans tout le pays. Le 21 décembre le parti organisa une grande manifestation contre les agissements des contre-révolutionnaires russes en Bulgarie et l'appui qui leur est accordé par la bourgeoisie et le gouvernement bulgare. A Sofia, la police jeta une bombe parmi les manifestants qui se séparaient, tuant un ouvrier et blessant plusieurs personnes.

Le 24 décembre le Parlement devait reprendre ses séances. Tout le pays était en proie à la disette. Les fonctionnaires et les employés se préparaient à protester. Comme toujours le Parti Communiste se mit à la tête du mouvement et s'efforça de l'étendre à tout le pays. Dans ce but, le Comité Central décida que le 24 décembre, jour de la rentrée du Parlement, des manifestations et des meetings de protestation auraient lieu dans tout le pays. Le gouvernement «peynard» fit usage de la circulaire de l'ex-ministre «socialiste», et jeta ses gardes blanches contre les masses affamées. A Sofia les manifestations se déroulèrent en dehors de la ville; en manière de représailles, tous les locaux du parti furent occupés et fermés par la police tandis que de nombreux camarades étaient arrêtés. En province, malgré l'interdiction de toute manifestation, des manifestations suivies de bagarres sanglantes eurent lieu dans la plupart des villes. La troupe fit usage des armes. A Stara-Zagora, Doubnitsa, Bazardjik, Khassikio, Novi-Zagora, Tchirpano, Loma, Plewna, etc., il y eut des morts et des blessés. Le gouvernement révoqua nombreux employés de l'Etat et des municipalités accusés d'avoir participé aux manifestations. Ces coups sombres provoquèrent la grève des cheminots et des employés des postes et télégraphes qui dura 54 jours. Le parti soutint les cheminots de toutes ses forces, il organisa une grève politique de solidarité et apporta son aide matérielle aux grévistes. La garde blanche tenta de provoquer un massacre de militants communistes et syndicalistes. A Doubnitsa, elle assassinna un de nos camarades, à Pernika et à Bourgas, elle saccagea les locaux du parti; des troupes spéciales avaient été envoyées dans ces deux villes. Les mêmes faits se répétèrent à Gabrovo et à Kaire. Les cheminots et les postiers grévistes furent mobilisés illégalement et encarcnés par force. La plupart ne se présentèrent pas et furent condamnés pour désertion par les conseils de guerre. Les leçons de cette lutte gigantesque furent profitables. La force et les faiblesses de notre mouvement avaient été mises en évidence. La conscience des fautes commises nous est le sûr garant qu'elles ne seront pas répétées.

Ajoutons que le 1er mai dernier a été marqué par un chômage général dans toutes les entreprises et par d'imposantes manifestations.

*Journal:* a) *Le Messager Ouvrier*, organe quotidien du Comité Central, a été suspendu à maintes reprises par la censure militaire. Son tirage varie de 27.500 à 35.000 exemplaires. Il nous est impossible d'en augmenter le tirage par suite du manque de papier; b) *Les Temps Nouveaux*, revue théorique bi-hebdomadaire; rédigée depuis 23 ans par le camarade D. Blagoiev (6.000 abonnés); c) *Le Rire Rouge*, revue humoristique hebdomadaire tirant à 6.000 exemplaires; d) *Le Messager Agricole*, organe de propagande communiste pour la campagne; tirage: 8.000 exemplaires; e) *La Correspondance du Parti* publiée à l'insu de la censure et réponduant seulement parmi les camarades et les militants du parti; f) *Drougariché*, revue mensuelle pour enfants; g) *Bibliothèque Drougariché*, publication mensuelle pour la jeunesse prolétarienne. Le tirage de ces deux publications s'élève à 20.000 exemplaires; h) *L'Égalité*, journal communiste féminin, tirant à 6.250 exemplaires; i) *La Jeune Vérité*, organe communiste de la jeunesse tirant à 100 exemplaires; j) *L'Emancipation*, organe de propagande communiste Normi (les immigrants de Macédoine, de Thrace et de Dobroudja (15.000 abonnés). Des journaux locaux sont en outre publiés par les comités régionaux.

*Livres et brochures.* — En 1919, 35 livres et brochures (tirage total: 502.104 ex.) ont été publiés ainsi qu'une édition abrégée en langue turque du programme du parti tirée à 3.000 exemplaires. Quelques-uns de ces livres constituent de remarquables travaux scientifiques.

*Finances.* — En 1919, les organisations ont encaissé 2.217.424 fr. 30 et déboursé 474.480 fr. 80; soldes en caisse 742.933 fr. 50. Cette somme a été dépensée pour venir en aide aux chemins de fer grecs. Toutes les organisations se sont même fortement endettées. Bien que les cotisations aient été augmentées, elles n'arrivent pas à combler le déficit.

*Caisse centrale.* — Recettes: 497.220 fr. 60; dépenses: 558.732 fr. 09; déficit: 61.511 fr. 49.

*Relations internationales.* — Vu l'importance capitale des relations avec le III<sup>e</sup> Internationale et les autres Partis Communistes, le Comité Central a établi une cotisation supplémentaire obligatoire destinée à couvrir les frais de nos relations avec l'étranger. Jusqu'à ce jour 7.304 fr. 80 ont été perçus.

*Fonds de réserve.* — a) *Agitation et propagande*: Recettes: 185.363 fr. 25. Dépenses: 187.306 fr. 34. Déficit: 1.943 fr. 09; b) *Secours aux victimes de la dictature capitaliste*: Recettes: 55.994 fr. 75. Dépenses: 56.090 fr. 50. Déficit: 1.005 fr. 75; c) *Fonds électoral*: Recettes: 54.225 fr. 05. Dépenses: 83.600 fr. Déficit: 28.775 fr. 95; d) *Le Messager Ouvrier*: Recettes: 329.211 fr. 58. Dépenses: 37.353 fr. 30. Solde en caisse: 291.858 fr. 28; e) *Littérature féminine*: Recettes: 10.804 fr.; f) *Construction de la maison du peuple*: Recettes: 38.467 fr. 62.

*Organisation et discipline.* — Le parti s'est occupé très rapidement. Il envisagea en ce moment la tâche qui constitue sa mission historique, savoir: l'organisation et la direction de la révolution prolétarienne pour l'instauration d'un nouveau pouvoir ouvrier et paysan. L'année dernière, une organisation régionale a été fondée et des statuts lui ont été octroyés. A la base de ses statuts se trouve l'idée que le Parti Communiste représente une organisation dirigée par un organe central et que les comités régionaux ne sont par rapport à celui-ci que des organes auxiliaires. Pour développer le contact entre la parti et les grandes masses ouvrières le Comité Central a prescrit à toutes les grandes organisations urbaines, de créer des filiales communistes dans toutes les institutions et entreprises. La tâche historique du Parti Communiste consiste à se mettre, après la révolution à la tête de l'éducation communiste. Le parti se prépare déjà à assumer la grande mission qui lui incombe, en incitant à un travail préparatoire toutes les forces créatrices dans tous les domaines de la vie économique, sociale et intellectuelle. Le parti fait tous ses efforts pour créer des groupes communistes parmi les ingénieurs, les techniciens, les médecins, les pédagogues, les artistes, etc., auxquels incombe l'étude des problèmes de l'organisation économique et sociale. *L'Emancipatrice*, coopérative ouvrière, fondée par le Parti Communiste est appelée à jouer un rôle considérable au moment de la réorganisation de la vie économique. Bien qu'elle ne

soit à l'heure actuelle qu'une petite organisation prolétarienne, disposant de faibles moyens, cette coopérative compte néanmoins 13.560 membres et possède un capital de 1.660.250 fr. et un fonds de réserve de 140.104 francs.

La force de toute organisation de combat réside dans la discipline de ses membres. A l'époque révolutionnaire actuelle, le Parti Communiste est menacé de désagrégation s'il ne sait pas s'imposer une discipline révolutionnaire de fer. Parallèlement au renforcement de la discipline, l'organisation d'un contrôle au sein du parti est à nos yeux nécessaire.

*La terreur bourgeoise.* — En 1919, 85 camarades ont comparu devant la justice bourgeoise sous diverses inculpations: huité trahison, résistance armée, infraction aux lois bourgeoises, etc... et se sont vus infliger au total 139 ans et neuf mois de prison, plus la privation des droits civiques et politiques. Parmi les condamnés figurent deux députés communistes Stéfan Dimitrov et Temelk Nenkov (mineur), le premier condamné à douze ans d'emprisonnement et le deuxième à deux ans. Des poursuites judiciaires ont été intentées contre beaucoup d'autres camarades pour des crimes analogues; mais ils ont été remis en liberté sous caution jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur cas; la somme totale versée pour leur mise en liberté provisoire s'élève à plus de deux millions de francs. Les membres du Comité Central ont été poursuivis pour le manifeste du 15 décembre 1919 qui démasquait la participation du gouvernement bulgare aux agissements des contre-révolutionnaires russes. Ils ont cependant été laissés en liberté sous une caution de 800.000 fr., somme recueillie et versée en l'espace de 48 heures par le prolétariat de Sofia.

Le Comité Central du Parti a pris contact avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et avec les Secrétariats de l'I. C. en Europe Occidentale et Orientale. Par l'entremise de ses représentants, le Comité Central a participé à deux conférences communistes internationales. Les relations ont été rétablies avec les partis fraternels des Balkans: yougoslave, grec et roumain et une *Fédération Communiste Balkanique* a été fondée à laquelle le parti roumain est le seul à ne pas s'être encore officiellement affilié bien qu'il nous ait déjà fait part de son adhésion du principe. Le Comité Central a envoyé 10.000 francs aux victimes de la terreur blanche de Hongrie.

Au Congrès du Parti, le compte-rendu du secrétaire fut suivi d'un rapport du camarade Kabakchiev sur la situation extérieure et intérieure. La résolution adoptée confirme le point de vue de la III<sup>e</sup> Internationale sur l'inéluctabilité et la proximité de la révolution sociale en Occident. Le camarade T. Loukhanov fit à son tour un rapport sur la politique du parti dans les conseils généraux et municipaux. La résolution prise à ce sujet confirme une fois de plus le point de vue du parti, à savoir: que les communistes n'enfreignent pas les institutions bourgeois que pour y propager leurs idées communistes et pour éclairer et organiser les masses laborieuses en vue du renversement définitif du régime bourgeois.

Le Congrès a approuvé à l'unanimité l'activité du Comité Central dont tous les membres ont été réélus: D. Blagoiev, V. Kolarov, Kabakchiev, G. Dimitrov, T. Loukhanov, N. Petkov. Le camarade G. Girkov, décédé, a été remplacé par Tim Kirkov, sa veuveuse compagne. Cette camarade militante éprouvée, membre du parti depuis plus de vingt ans est le leader du mouvement communiste.

Le Congrès prit fin après le discours du vieux soldat de la révolution, le camarade D. Blagoiev. Malgré sa profonde vétusté, notre ami se déclara heureux d'avoir encore la force et l'enthousiasme nécessaires au militant qui veut voir le triomphe de la révolution sociale.

Ce rapport abrégé suffira, espérons-nous, à donner aux délégués du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste et au Comité Exécutif de l'I. C. une idée assez nette de la vie et de l'activité du Parti Communiste Bulgare et des perspectives qui s'ouvrent devant lui.

N. CHABLLINE.

Moscou, le 12 juillet 1920.

## L'ACTIVITÉ DU PARTI COMMUNISTE UNIFIÉ DES ETATS-UNIS

(Rapport).

Nous avons exposé dans un rapport précédent dans quelles circonstances fut créé le Parti Communiste Unifié. Les anciens membres du Parti Ouvrier Communiste et près de 60% de membres du Parti Communiste Américain y ont adhéré. Le présent rapport concerne le 3/4 premiers mois de travail du parti unifié.

### Nos Forces.

On a assisté à la conférence unifiée les représentants de 10,644 adhérents dont 40% de membres de l'ancienne organisation du Parti Ouvrier Communiste et 60% de la fraction du Parti Communiste Américain.

La tâche du Comité Central Exécutif comportait le fusionnement de ces deux partis; le mois de juin et une partie de juillet y furent consacrés.

Bien que le nouveau parti soit prêt à l'action révolutionnaire et malgré un intense travail organisateur, nous n'avons pas encore réussi à grouper tous les éléments, représentés à la conférence. Le nombre de nos membres actuels s'élève (suivant les données officielles) à 7,000. Ce chiffre grossit, cependant, de jour en jour.

Adhérent au parti les membres de l'ancien Parti Socialiste, qui ont abandonné l'organisation central, par suite de la scission qui a divisé le Parti Socialiste en deux organisations rivales et aussi, en conséquence des représailles et des arrestations de janvier 1920. Ces faits ont contribué au succès actuel du parti. Le parti a réorganisé (en qualité d'une de ses sections) l'ancienne Fédération Communiste Hongroise d'Amérique qui s'est détachée du Parti Communiste Américain durant les répressions de janvier.

Il exerce une grande influence sur les ouvriers suédois dont la fédération finnoise reste indépendante depuis la scission du Parti Socialiste. Le parti accomplit tout un travail d'organisation au sein de la fédération finnoise qui après avoir été un certain temps indépendante a adhéré au Parti Socialiste. Il vient de se former dans cette fédération une fraction de gauche qui se compose en partie de communistes. La fédération finnoise a été depuis de longues années une des plus grandes organisations nationales. Il y a lieu à supposer qu'elle abandonnera bientôt le Parti Socialiste et nous aurons alors la possibilité d'attirer les milieux de ses membres dans les rangs du Parti Communiste Unifié. Un certain succès a été atteint par l'adhésion des éléments américains du Parti Socialiste. Nous avons également réussi à attirer parmi nous des nouveaux éléments américains. Mais ce travail progresse lentement; les illusions profondément ancrées dans l'esprit des ouvriers américains sur les institutions démocratiques de leur pays sont difficiles à combattre, et c'est ce qui les empêche d'admettre la nécessité d'une action politique illégale. Si, à la fin de l'année nous avons 10,000 militants bien organisés et préparés à l'action révolutionnaire, nos espoirs se seront réalisés.

### Agitation et propagande.

Dénormes obstacles se dressent continuellement devant le propagandiste dans un pays tel que les Etats-Unis, où les ouvriers parlent et écrivent en différentes langues.

Il suffit de signaler que notre programme a été édité en 16 langues: en arménien, anglais, estonien, finnois, allemand, hongrois, juif, yougo-slave (croate), italien, letton, lithuanien, polonois, russe, suédois, espagnol et ukrainien.

Notre organe officiel, *Le Communiste* a paru une fois en 16 langues; il paraît habuellement 2 fois par mois en anglais, hongrois, polonois, russe et 1 fois par mois en allemand, juif, yougo-slave. En supplément à notre organe officiel illégal nous publions légalement les hebdomadaires anglais et estoniens, ainsi qu'un périodique juif bi-mensuel.

Au moment critique où l'Armée Rouge entraînait en Pologne nous avons répandu deux proclamations, invitant les ouvriers américains de venir en aide à la Russie Soviétique et à ne pas participer à la fabrication des munitions. Dans plusieurs régions nous avons organisé des meetings sous le couvert des organisations légales, les résolutions adoptées ont été envoyées à nos camarades du parti pour être distribuées dans leurs syndicats.

Nous avons également publié une série de brochures sur la grève et sur la campagne électorale et, entre autre, une brochure contre les socialistes, chasses des institutions législatives de New-York, qui ont essayé de se justifier devant le prolétariat avec une rare impudence. N'ayant aucune possibilité de présenter un candidat, le parti a boycotté les élections.

Nous projetons l'édition de la brochure du camarade Lénine *l'Etat et la Révolution*, qui n'est pas encore traduite en anglais. Notre organe officiel vient de publier la biographie de Lénine par Zinoviev. Pour faire connaître à nos membres les principes fondamentaux du communisme nous avons organisé des cours et nous espérons réussir à former de bons éléments de combat, choisis parmi les ouvriers les plus doués.

### Organisation des ouvriers industriels.

Avant la création du Parti Communiste Unifié le mouvement ouvrier américain n'exerçait qu'une faible influence sur les masses. Dans la période où le Parti Communiste et le Parti Communiste Américain étaient les seuls représentants de la classe ouvrière, l'activité de ces organisations se bornait à une propagande très superficielle. Les partis n'entraient guère en contact avec les ouvriers des fabriques et n'étaient pas assez puissants pour développer une activité révolutionnaire. Le Parti Communiste Unifié a élaboré un programme d'action, des groupes propagandistes dans les syndicats et les fabriques. Ces groupes sont formés par les Comités d'usines composés des ouvriers membres du parti ou politiquement neutres.

Nous nous sommes mis à l'œuvre et nous estimons que la réalisation de ce programme est d'une importance vitale pour notre organisation.

La propagande dans ce but — elle est la tâche immédiate de nos périodiques légaux.

### Les poursuites judiciaires.

Des centaines de condamnations (suite des troubles de janvier) ne sont pas encore mises en exécution; des nombreux camarades sont sous la menace de l'expulsion.

Tout récemment deux membres de notre Comité Exécutif ont été inculpés (aussi que 18 autres camarades) de complicité contre le gouvernement. Trois membres du Comité Exécutif doivent être traduits en justice. Deux ont pris la fuite et sont actuellement recherchés par les autorités; ils continuent, néanmoins, leur travail.

La plus grande partie de ressources du parti ont servi à organiser leur défense et à leur porter un secours matériel.

Trois membres du parti, Jim Larkin, Benjamin Gillow, Harry Vinitsky sont condamnés à des peines de détention variant de 5 à 10 ans pour leur participation active au mouvement ouvrier.

### Les I. W. W.

L'appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a eu pour effet de nous concilier les I. W. W. bien qu'en théorie leur organisation n'ait pas abandonné ses anciennes idées.

*One Big Union Monthly* (Organe Mensuel de Grande Union Unique) et *Solidarité* (Solidarité — organes hebdomadiers et mensuels de l. W. W. ont publié l'appel du Comité Exécutif (qui a également paru dans quelques éditions de l.N.W. W. en langues étrangères) bien après sa publication par le Parti Communiste Unifié, qui en a distribué les fractas aux membres de l. W. W. Parmi les leaders de l. W. W. se forme un groupe adhérent au Parti Communiste Unifié, et on discute actuellement la convocation d'une conférence des représentants des deux Comités Exécutifs.

#### Unité Communiste.

Une seule fraction de l'ancien Parti Communiste Américain n'a pas adhéré au Parti Communiste Unifié, — elle se compose principalement de la fédération lithuanienne et des parties des fédérations ukrainienne, lettonne et russe.

La propagande du Parti Communiste Américain actuel se borne à la critique de l'activité des membres du Parti Communiste Unifié; les débats ont mis en relief les divergences suivantes sur les questions de tactique:

1) Le Parti Communiste Américain considère que seuls les éléments communistes des ouvriers industriels peuvent contribuer à la création des soviets.

Le Parti Communiste Unifié est d'avis que les Soviets doivent être créés au moyen des comités d'usines (composés des ouvriers du parti ou neutres) où les éléments du parti ne forment que des noyaux isolés.

2) Le Parti Communiste Américain n'admet point la nécessité du travail illégal et blâme l'action clandestine du Parti Communiste unifié.

3) Le Parti Communiste Américain désapprouve notre politique, et soutient que nos efforts en vue d'entretenir des relations amicales sur le terrain du communisme avec les l. W. W. divisent l'American Federation of Labor.

Ce parti considère qu'il est trop tard de fusionner tous les éléments révolutionnaires en un syndicat y compris le l. W. W.

4) Quant aux insurrections armées, la politique du Parti Communiste Unifié tend à propager systématiquement et fermement parmi les ouvriers l'idée que dans *sa dernière bataille révolutionnaire* il lui faudra combattre à main armée.

Le Parti Communiste Américain prouve son «esprit révolutionnaire» en proclamant à tout propos la nécessité de soulèvements armés. Ainsi dans une proclamation du P.C. A. (distribuée aux ouvriers des tramways de New-York) sur une grève économique insignifiante et de caractère purement réactionnaire — il était dit:

«Le Parti Communiste Américain invite tous les ouvriers à l'insurrection armée. Nous croyons que de parcs «mots d'ordre» lancés au moment où les conditions sociales et industrielles ne sont point propices à l'élan révolutionnaire des masses, au moment où ces «mots d'ordre» ne peuvent être acceptés par les ouvriers, — sont l'œuvre de «révolutionnaires scélérats» qui espèrent provoquer avec des phrases ronflantes un mouvement communiste.

Bien que les divergences précitées soient sérieuses nous espérons toujours qu'elles ne constituent pas un obstacle insurmontable à la fusion, nous estimons qu'elles s'expliquent par les façons de voir personnelles de certains leaders du «Parti Communiste Américain» et ne sont point partagées par tous les membres de ladite organisation.

Un membre du Comité Exécutif du Parti Communiste Américain nous a fait comprendre dans un entretien, que la majorité du Comité déclinerait la fusion tant que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ne l'exigera caté-

goriquement. Ils déclarent que les instructions concernant la fusion du Parti Communiste Américain avec le Parti Communiste Unifié ne sont pas acceptables actuellement.

Nous pensons qu'un message du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dans ce sens serait d'une grande opportunité. On pourrait proposer les conditions mêmes qui ont servi de base au fusionnement du Parti Ouvrier Communiste avec la partie du Parti Communiste Américain qui a abouti à la formation du Parti Communiste Unifié.

#### Présent et avenir.

La situation industrielle des Etats-Unis est favorable au développement d'un puissant mouvement communiste. Tout y prouve que la classe capitaliste prépare une offensive générale contre les ouvriers organisés. La Chambre Nationale de Commerce, forte organisation patronale vient d'établir tout un programme réactionnaire en vue d'écraser la résistance de la classe ouvrière.

Ce programme exige la liberté du commerce. La dernière grève a prouvé que le patronat est bien décidé à briser les organisations ouvrières.

Les ouvriers doivent tenir ferme s'ils veulent conserver leurs organisations. Le chômage s'accroît. La presse capitaliste se réjouit de la naissance de nouveaux contingents de «briseurs de grève» recrutés parmi les chômeurs. Cependant, parallèlement à la croissance de chômage et à la baisse des salaires, la cherté de la vie augmente. Une semblable situation doit nécessairement provoquer une épreuve économique. On en observe en effet les signes dans plusieurs industries: on s'attend à une grève de mineurs, mécontents des tarifs gouvernementaux; à Denver et en Virginie Occidentale le mouvement s'est déclenché; on concentre des troupes et c'est une véritable querre civile (celle lutte à main armée entre les mineurs et la milice au service des compagnies privées dure déjà depuis plus d'un mois).

Le gouvernement prend ouvertement le parti des capitalistes. La grève des mineurs de l'hiver passé a été étouffée par l'intervention armée du pouvoir.

Depuis, le gouvernement a joué le rôle d'intermédiaire dans le conflit avec les cheminots; dans la grève actuelle des mineurs, il représente les intérêts des patrons. L'animosité envers le gouvernement grandit continuellement. L'outil industriel est dans un état peu satisfaisant.

Par suite des troubles économiques dans les mines, le manque de charbon se fait sentir.

Des nombreuses branches d'industrie s'en ressentent, et on peut prévoir que certaines régions seront très éprouvées l'hiver prochain. La grève extraordinaire des ouvriers des stations (grève qui n'était pas sanctionnée par les leaders réactionnaires des syndicats) continue bien qu'on annonce officiellement que les ouvriers «sont en congé». Ce prétexte a été choisi afin d'éviter les peines cruelles dont les lois frappent les grévistes du transport. Cette grève a de graves contre-coups sur les transports.

Il ne faut point conclure, de tout ce qui vient d'être exposé qu'un grand mouvement a lieu en Amérique. Ce serait induire les gens en erreur que de l'affirmer.

Les masses se révoltent toujours d'appui au régime existant et il n'existe pas encore de large mouvement révolutionnaire. Mais les conditions qui doivent le rendre possible se créent peu à peu.

## LE PARTI COMMUNISTE ALLEMAND PENDANT LES EVENEMENTS DE LA RUHR.

Au sujet de l'attitude prise, lors des journées de mars par le Comité Central du Parti Communiste Allemand, en présence de la lutte dans le bassin de la Ruhr, les bruits les plus infâmes ont été répandus à bon escient: le Comité Central aurait parfois tiré dans le dos des ouvriers insurgés et les aurait empêchés de soutenir le combat jusqu'à une fin victorieuse. A ces bruits nous opposerons des faits qui peuvent être confirmés par des documents.

Aussitôt après le début de l'aventure Kapp la grève générale fut décrétée en Westphalie. Dans la région de Hagen un Comité d'Action s'organisa, groupant les représentants du Parti Socialiste, du Parti des Indépendants et du Parti Communiste. Ce Comité donnait à tous les Comités d'Action locaux des partis socialistes des directives auxquelles ces derniers se conformaient dans les pourparlers avec les autorités. Ces dernières furent invitées à déclarer publiquement quelle était leur attitude à l'égard du gouvernement de Kapp, formé à Berlin, et, des revendications de la grève générale. Elles furent aussi priées de préciser les garanties qu'elles pouvaient donner au prolétariat afin d'assurer contre des répressions ultrafascistes. Il fut ensuite décidé que les autorités mettraient toutes les armes et munitions à la disposition du Comité Central de Grève et que l'administration des villes, la police, les transports et l'alimentation seraient placés sous le contrôle des comités de grève locaux. Les représentants officiels qui refuseraient de se soumettre à ces exigences devaient être immédiatement révoqués. Une milice républicaine recrueée parmi les ouvriers, les employés et les fonctionnaires fut par tout organisé. Elle fut chargée de maintenir l'ordre et de veiller sur les stocks alimentaires, sur les abattoirs, sur toutes les institutions publiques. Les ouvriers réussirent à désarmer les troupes fantômes dans la région, grâce à quoi, ils purent s'armer eux-mêmes. Parallèlement à la formation de la milice républicaine une armée rouge était aussi créée, dont une partie, conformément aux ordres donnés se porta au Nord-Ouest, dans la direction de Münster, lundi que l'autre marchait sur le camp retranché de Wesel. Entre temps, la grève générale cessait dans les provinces Rhénanes. Par suite de l'interruption des communications postales et télégraphiques, le Comité Central du Parti Communiste Allemand ne recevait à Berlin que peu de renseignements sur les événements de la Ruhr. Ce n'est que le 1er mars, lorsque les syndicats, de concert avec les social-démocrates, eurent décidé la reprise du travail à Berlin que le camarade M. Duwel arriva au Comité Central de grève des ouvriers berlinois. Il y fit un rapport sur l'état d'esprit des grévistes et des insurges de la Ruhr et ajouta que la situation était désespérée à cause surtout de la pénurie des vivres. Il y a tout lieu de craindre que dans quelques jours tous les stocks alimentaires soient épuisés, obligeant que des mesures, systématiques soient prises pour empêcher le ravitaillement de cette région. La population ne se douta pas du caractère critique de la situation alimentaire. Mais deux commissaires du gouvernement doivent se rendre sur place lundi prochain pour mettre les populations au courant de la famine qui les menaçait et on peut apprécier que la grève ne soit ainsi brisée.

Le Comité Central de Grève déclara au camarade Duwel qu'il importait de faire pression sur les ouvriers des provinces Rhénanes pour qu'ils prolongeassent la lutte jusqu'au moment où l'on saurait exactement si les ouvriers berlinois continueraient l'action ou si, comme les y engageaient les syndicats et les social-démocrates, ils décideraient la reprise du travail. Le lundi, 22 mars, arriva le camarade Graul, représentant du Parti Communiste des provinces Rhénanes. Son rapport ne fut pas aussi pessimiste que celui du camarade Duwel. Son opinion était que les autorités des provinces Rhénanes avaient consciemment la crise alimentaire pour forcer les ouvriers à interrompre la lutte. Sur ce, le Comité Central du Parti désigna le camarade Pöhl pour accom-

pagner Graul dans la région afin de se rendre compte de la situation et des possibilités.

Le mardi, 23 mars, le commissaire du gouvernement Sévering, convoqua les représentants des trois partis socialistes et des syndicats à Bielefeld pour éclairer les pourparlers. A ces négociations participeront également le Ministre des Postes, Hilsberts, le Ministre prussien de l'Agriculture, Braus et tous les maires du bassin de la Ruhr.

Deux membres du Parti Communiste, les camarades Oscar Tribel et Fritz Cherpentier assisteront également à ces entrevues et participeront aux pourparlers, sans avoir cependant été mandatés à cet effet par l'organisation locale du Parti Communiste Allemand. Pour ce motif et aussi pour s'être ralliés à l'accord qui s'ensuivit, le Comité régional du Parti Communiste leur infligea un blâme public.

En résultat des pourparlers de Bielefeld, un accord fut conclu entre le commissaire du gouvernement, Sévering, et les 17 autres représentants présents des syndicats et partis.

En voici le texte:

Bielefeld, le 24 mars 1920. Les délégués de tous les partis et syndicats représentés déclarent vouloir accorder leurs revendications relatives à la situation créée par le coup d'Etat de Kapp aux exigences de la Constitution et du gouvernement sur les bases suivantes:

1. Les représentants soussignés des partis gouvernementaux proposent à leurs fractions qu'au moment de la prochaine formation du nouveau gouvernement d'Allemagne et de Prusse, la question du cabinet ne soit solutionnée par les partis qu'avec l'assentiment des organisations syndicales ouvrières, y compris celles des employés et des fonctionnaires, qui ont pris part à la grève générale. Ces organisations auront en outre le droit de participer directement à l'élaboration des nouvelles lois économiques, sociales et politiques; leurs représentants pourront, bien entendu, de toutes les prérogatives des représentants du peuple.

2. Désarmement immédiat et punition des auteurs du coup d'Etat et de toutes personnes ayant participé au renversement des gouvernements légaux, ainsi que de tous les fonctionnaires qui se sont mis à la disposition des autorités illégales. Ne pourront être punis ceux qui, en prenant part à la lutte contre le coup d'Etat contre-révolutionnaire ont commis des crimes contre la loi, si ces crimes et délits ont été commis avant la conclusion du présent accord, pas plus tard cependant que le 25 mars, à 8 heures du matin. La présente disposition ne concerne nullement les crimes de droit commun commis contre les personnes et les biens.

3. Toutes les institutions officielles doivent être radicalement épurées de tous les contre-révolutionnaires, et en particulier de ceux qui occupent des postes importants. Ils devront être remplacés par des personnes sûres; aucune sanction ne sera prise contre les représentants des organisations ouvrières, occupant un poste officiel dans les institutions gouvernementales qui se seront rendus coupables de délits politiques.

4. Réalisation rapide des réformes dans le mode de gouvernement sur des bases démocratiques, en faisant appel au concours des organisations syndicales d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires.

5. Révision immédiate de toutes les lois sociales existantes et élaboration de nouvelles lois qui assureront aux ouvriers, employés et fonctionnaires une complète égalité économique et sociale. Promulgation rapide des lois sur les fonctionnaires, conçues dans un esprit de véritable liberté.

6. Socialisation immédiate des branches d'industrie mûres pour la socialisation; cette socialisation devra avoir lieu conformément aux décisions de la commission des socialisations; les représentants des syndicats seront appelés à collaborer aux travaux de cette commission. Elle devra être convoquée dans le plus bref délai. Le gouvernement assume la gestion des mines de charbon et de pétrole.

7. Dissolution de toutes les institutions militaires contre-révolutionnaires, qui ont trahi le gouvernement et leur réorganisation par les éléments républicains et sûrs de la population, surtout ouvriers, employés et fonctionnaires organisés, indépendamment des considérations de position sociale. Lors de cette réorganisation, il ne devra pas être porté atteinte aux priviléges des troupes et milices demeurées fidèles au gouvernement. De l'avis de la commission, les corps de troupes de Luisow, Lichthag et Schulz doivent être dissous.

8. Au cas où le besoin s'en ferait sentir, réquisition des produits alimentaires et répression énergique de la spéculation dans les villes et dans les campagnes. Organisation de syndicats de fournisseurs qui devront veiller à la bonne exécution des contrats de livraison et poursuivre sévèrement les personnes qui tenteront de se soustraire à leurs obligations.

9. Les administrations établies par la loi fonctionnent sur la base des dispositions légales. Les Comités Exécutifs ou le Comité d'Action actuels s'occupent, de concert avec les services municipaux, de l'organisation de la milice et se chargent de faire rentrer les armes. Cette dernière mesure devra être exécutée dans un délai maximum de 10 jours. Passé ce délai, un Comité d'ordre sera institué à la place du Comité d'Action. Il se composera d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires syndiqués et des membres du parti social-démocrate majoritaire. Ce nouveau Comité assurera d'accord avec les autorités municipales le maintien de l'ordre public.

10. Afin de venir en aide aux services ordinaires de police, une milice est organisée à raison de 3 personnes pour mille habitants; les miliciens sont recrutés parmi la population républicaine, de préférence parmi les ouvriers, les employés et les fonctionnaires syndiqués. Pendant leur présence sous les armes les miliciens sont entretenus aux frais de la ville (si le gouvernement ne prend pas ces dépenses à son compte). Les habitants sont exemplés de tout service de garde.

11. Les signataires du présent accord s'engagent à user de toute leur influence pour amener les ouvriers à reprendre le travail. Les patrons

sont tenus de reprendre tous leurs ouvriers grévistes.

12. Toutes les armes et munitions doivent être remises sur le champ, aux autorités municipales.

13. Tous les prisonniers doivent être remis en liberté, le 27 mars à midi, au plus tard.

14. Si le présent accord est loyalement exécuté, les troupes gouvernementales n'entreront pas dans le bassin industriel de la Ruhr. Le commandement militaire de cette région, d'après les déclarations du commissaire du gouvernement, ne peut agir dans les questions politiques et militaires que conformément aux prescriptions écrites du ministère de la guerre. Le commissaire du gouvernement déclaré en outre qu'il fera appel à une personne jouissant de la confiance des organisations ouvrières, qui aura voix délibérative dans toutes les séances auxquelles doit assister le commissaire du gouvernement et dans lesquelles seront examinées les questions militaires et politiques.

15. L'état de siège renforcé doit être immédiatement levé, mais les mesures d'ordre extraordinaires ne seront rapportées que lorsque les articles 9 et 13 auront été exécutés.

16. Le ministre Hisberts proposera au Conseil des Ministres de venir en aide pécuniairement aux orphelins et aux invalides. La Commission exprime l'espérance que le gouvernement dédommagera les communes pour tous les dégâts et dépenses qui leur ont été occasionnés pendant les troubles.

17. Les ouvriers, les agents de police, les membres de la garde civile et les soldats ne pourront être inquiétés en quoi que ce soit pour leur participation à l'insurrection.

En outre, un armistice de 24 heures devait être conclu sur les bases suivantes:

Les troupes gouvernementales de Wesel se tiennent au nord de Lipp. Les troupes de Munster appuient leur aile droite au Bulder, aux environs de Munster et à l'ouest de cette ville. Pas un soldat ne doit se diriger plus au sud. Les hostilités sont suspendues pour deux jours.

Les troupes ouvrières seront ramenées au sud de Lipp. Les troupes gouvernementales n'attaqueront pas les troupes ouvrières. Les deux armées se relèvent sur leurs positions respectives. L'échéance du présent armistice devra être dénoncée 24 heures à l'avance. L'armistice entre en vigueur au moment de sa signature.

Le compte-rendu suivant donnera une idée de ces pourparlers.

Plus de 100 représentants des diverses tendances politiques et syndicales (à l'exception des partis de droite) ainsi que les chefs du mouvement et tous les représentants des municipalités du bassin de la Ruhr ont participé à la conférence. Le gouvernement était représenté par le ministre des postes Hisberts et le ministre prussien de l'agriculture, Braun; le vice-président de Westphalie, le Dr. Wurmeling, le président du Conseil Koenig von Arnsberg et les députés du 6<sup>e</sup> corps d'armée de Munster assistaient également.

Ouvrant la séance, le commissaire du gouvernement Sévering déclara que dans le bassin houiller un Comité Suprême de lutte venait de se constituer à l'encontre des décrets de la Constitution, qui ne se soumet pas à la force armée, ni aux lois de la république.

La question la plus urgente est d'éviter l'effusion de sang. Il importe de rechercher d'abord les possibilités d'accord. On sait déjà que les institutions civiles, à peu d'exceptions près, sont restés fidèles à l'ancien gouvernement et qu'à l'heure présente elles lui gardent encore fidélité. Malheureusement, les autorités militaires n'ont pas trouvé moyen de se prononcer sur le champ avec toute la clarté voulue. Ceci concerne en premier lieu le général von Walter que Sévering se représentait tout autrement. Mais il ne faut pas se dissimuler qu'il était difficile à ce général de se prononcer pour l'un des deux partis sous peine de voir ses troupes échapper à son autorité. «Nous ne sommes pas venus ici pour jouer à cache-cache. Au contraire, j'estime nécessaire de dire franchement en face de quelle situation nous nous trouvons. La Reichswehr d'aujourd'hui ne ressemble en rien à l'armée disciplinée d'autrefois. Elle n'est pas non plus constituée de troupes républicaines; elle représente un conglomerat d'organisations diverses aux opinions les plus variées, et qui se trouvent sous l'empire de chefs politiques. Il faut regretter qu'il en soit ainsi; mais c'est justement ceux qui aujourd'hui souhaitent le plus la dissolution de la Reichswehr qui sont responsables de cet état de choses. Si donc un chef militaire veut à un moment grave garder ses troupes bien en mains, il doit essayer de ne pas prendre nettement position dans un sens ou dans l'autre. C'est ainsi que j'ai compris l'appel de Walter. J'ai pris en considération les raisons invoquées par ce général, sans toutefois les approuver et je l'ai prié de me confirmer sans équivoque, qu'il est bien pour l'ancien gouvernement, j'ai cru devoir le faire parce que quelques unités isolées se sont dimanche dernier, prononcées ouvertement pour Kapp. Si nous étions dans l'obligation de faire intervenir la troupe, ce serait faire le jeu de certains groupes et de personnalités qui voudraient profiter du conflit pour réaliser leurs aspirations politiques».

En termes brefs, Sévering fit le tableau des opérations des troupes ouvrières et fit entendre que, des tentatives de ce genre, ne présenteraient peut-être aucun danger si nous avions comme l'année dernière une bonne récolte. — «Mais quand les maires sont nuit et jour accablées par le souci du ravitaillement, des événements de cette nature, s'ils ne prennent fin au plus tôt, nous mèneront sûrement à l'abîme. Trois moyens peuvent nous ramener à l'ordre: 1) reddition des armes; 2) limitation formelle de l'activité des Comités exécutifs; 3) cessation des attentats contre les représentants du pouvoir légal. Si nous n'obtenons pas cela, je crains bien que notre bassin industriel ne devienne le théâtre de luttes sanglantes. Qu'adviendra-t-il alors? Tous ceux qui ont une idée des difficultés du ravitaillement des centres industriels et qui savent quelle sera l'attitude de l'étranger en face des événements d'Allemagne

peuvent se le représenter. On nous parle de conditions. Mais il n'est pas possible de poser des conditions au gouvernement. N'étant pas entré en pourparlers avec Kapp, le gouvernement ne peut pas entrer en pourparlers avec le Comité de Résistance du bassin de la Ruhr. Mais un gouvernement qui ne tirerait aucun enseignement de l'affaire Kapp mériterait qu'on le balaie. Le gouvernement comprend qu'il est aujourd'hui impossible de continuer les travaux au point où l'on s'est arrêté le «13 mars». Sévering fit part aux personnes présentes des concessions faites par le gouvernement et qui ont été énoncées dans l'accord conclu avec la commission des syndicats de Berlin, que nous avons mentionné plus haut. Il fut d'avis que ces concessions pouvaient aussi ramener le calme dans le bassin de la Ruhr. Le Ministre des Postes Hisbert souligna à son tour que le gouvernement ne pouvait en aucun cas entrer en pourparlers ni avec les représentants de Kapp, ni avec les chefs du mouvement de la Ruhr. Il ajouta que les troupes qui se trouvent dans le bassin industriel étaient toutes pour le gouvernement. Et nous avons de bonnes raisons de supposer que dans l'avenir, par suite de nouvelles mesures, elles ne modifieront pas leur altitude à notre égard. Tout acte irréfléchi peut avoir dans le bassin industriel des conséquences irréparables. Dans cette région, il ne doit y avoir ni armée blanche, ni armée rouge, mais uniquement des troupes républicaines. Nous sommes tous d'accord pour défendre les conquêtes de la révolution et exiger la révision de la Constitution».

L'ober-bürgermeister Kuno (de Halle) déclara que le général Von Walter restait honnêtement sur le terrain de la Constitution, mais que son appel donnait lieu à un fâcheux malentendu. «Quant à l'envoi de troupes à von Walter, dit-il, les autorités civiles de la ville nous ont mandé télégraphiquement de ne pas envoyer là-bas un seul soldat». A Osnabrück, dans le bataillon de Lichtenhag, il a bien été trouvé des manifestes signés de Kapp.

Le Ministre des Postes Hisbert ajouta que ces manifestes ne provenaient pas des unités militaires, car lonnées à Munster, mais étaient de ceux que Kapp avaient répandus partout.

«Il faut expliquer aux ouvriers, déclara le Ministre de l'Agriculture Braun — que l'aventure Kapp a pleinement échoué, que la Constitution en sort indemne, et que le gouvernement est assuré de pouvoir poursuivre son développement ultérieur dans la voie démocratique. Mais je tiens à vous déclarer qu'aussi longtemps que durera dans le bassin industriel un état de choses anti-constitutionnel pas un grain de blé n'y sera envoyé. Je dois en outre porter à votre connaissance que l'ambassadeur hollandais à Berlin, a prévenu le ministre des affaires étrangères qu'en cas de prise du pouvoir soit par Kapp, soit par les communistes, son gouvernement, refusera de laisser ravitailler l'Allemagne par le territoire hollandais.

«Les renseignements des ministres — dit le député de Hagen, Ludwig — ne sont pas exacts. Il n'est pas vrai que les autorités de Zauerland, de Hagen et de Düsseldorf aient été inquiétées. L'ober-

bürgermeister et les autres représentants du pouvoir ont demandé, dès les premiers jours, qu'aucune troupe ne soit envoyée dans la région. Les unités militaires n'ont pourtant pas cessé d'y affluer. Les masses ouvrières manifestaient surtout leur défiance à l'égard de la Reichswehr: Des discours des ministres il ressort bien, nettement que sur ce terrain aucune concession ne sera faite. Et pourtant il faudra bien que vous cédiez et que la Reichswehr soit rappelée. Dans le bassin de la Ruhr on ne voit pas trace de république soviétique. Nous sommes venus ici dans l'espérance qu'un armistice nous serait proposé sur le champ. Mais si l'accord ne se fait pas, il est sûr que les ouvriers se feront tuer plutôt que de laisser la Reichswehr entrer dans le bassin de la Ruhr. L'état d'esprit est tel: qu'on nous livre à l'Enfante plutôt qu'aux junkers prussiens. Les ouvriers doivent garder leurs armes, et ce n'est qu'à ce prix que l'effusion de sang peut être évitée.

Un membre du parti du centre (de Hagen) vint dire à son tour que les syndicats chrétiens, bien qu'ayant pris fait et cause contre Kapp, refusaient maintenant de participer à aucune action.

Eilenkau (de Hagen) considérant le conduire du corps des volontaires de Schulz y voit des indices de l'influence et de l'activité des officiers monarchistes. — Les ouvriers, dit-il, doivent garder leurs armes aussi longtemps que la Reichswehr n'aura pas été réorganisée sur de nouvelles bases. Les officiers monarchistes, y compris von Walter lui-même, doivent être révoqués. L'invitation de Sévering à la livraison des armes est un pur enfantillage. Les ouvriers exigent des garanties de sécurité. Nous sommes en présence de trois possibilités: 1) Victoire des ouvriers; 2) accord; 3) victoire du gouvernement. La victoire des masses ouvrières est impossible. La lutte contre la Reichswehr sera menée non seulement par les armes, mais aussi par l'agitation. Certes, un accord serait préférable, la victoire du gouvernement devant signifier l'écrasement des ouvriers. Mais elle marquerait en même temps la ruine du gouvernement lui-même et peut-être celle de l'Europe. Plutôt que de subir un régime de terreur blanche les ouvriers laisseront entrer les alliés dans le bassin houiller. Ils sont prêts s'il le faut à détruire les mines. Le premier acte de destruction sera le signal de l'occupation de la région par les alliés. La Reichswehr doit être dissoute et remplacée par des bataillons ouvriers. Alors, mais alors seulement, il pourra être question de reddition d'armes.

«Dès dimanche dernier, — réplique le commissaire du gouvernement Sévering, — j'écrivais une lettre au général en chef dans laquelle je m'élevais contre l'lichtlag et Schulz. Tous deux se sont empressés de déclarer aussitôt qu'ils se tenaient entièrement sur le terrain de la Constitution. En réponse à votre question, je me permets d'attirer votre attention sur l'article 6 de l'accord de Berlin, dans lequel il est parlé de la réorganisation de la Reichswehr. Elle y figure en toutes lettres. Une réforme est aussi nécessaire dans la défense de l'Allemagne. La garde ouvrière sera maintenue à l'avenir, mais nous ne pouvons en aucun cas faire des concessions qui iraient à l'encontre de la Constitution. Les armes doivent être

rendues; la quantité d'armes qui aura été jugée nécessaire pour le maintien de l'ordre sera pourtant laissée aux citoyens. Nous avons des troupes sûres, mais sous peine de paraître ridicule, il ne peut pas être question pour le gouvernement de désarmer la Reichswehr».

Après les déclarations du ministre Hilscher qui dit être convaincu que toutes les personnes ayant pris part à la lutte contre Kapp seront amnistiées, une commission restreinte fut formée qui réalisa l'armistice préliminaire en réservant aux deux partis le droit de le dénoncer dans les vingt-quatre heures.

Aussitôt l'armistice conclu, le docteur Luther (d'Essen) demanda qu'on assurât au plus tôt le bassin de la Ruhr en ravitaillement et en argent. Ce problème doit être franchi dans les vingt-quatre heures. A ce sujet les ministres ne peuvent assurer faire aucune promesse; la farce faisant totalement défaut. Seules la Hollande et les régions occupées sont en état de ravitailler le pays.

Lorsque le camarade Pilk, président du Comité Central du Parti Communiste arriva à Essen, on lui fit part de l'accord conclu à Bielefeld. Le mardi soir, avant son départ de Berlin, une assemblée générale de tous les comités de fabriques de la ville avait eu lieu et la reprise du travail avait été décidée. La même décision avait été prise par le Comité Central du Parti des Indépendants de concert avec les syndicats et les socialistes-démocrates.

La situation générale du pays était telle que dans presque toutes les parties de l'Allemagne et dans la région de Chemnitz il ne fallait plus songer à aucune action ouvrière. Dans ces conditions, le président du Comité Central du Parti Communiste conseilla de conclure un armistice en vue de gagner du temps, d'organiser la garde ouvrière locale, prévue par l'accord de Bielefeld et de laisser aux ouvriers les armes qu'ils avaient entre leurs mains. Le 24 mars, une assemblée eut lieu à Mulheim, à laquelle participèrent le soviet ouvrier de cette ville, le camarade Pilk, un délégué du front de Wesel et le camarade Ernst, membre du Parti des Indépendants de Hagen. On put s'y rendre compte que les camarades de Mulheim étaient contre tout armistice craignant qu'une suspension d'armes ne donnât la possibilité aux troupes gouvernementales de gagner du temps et de regrouper leurs forces. C'est pour déjouer cette manœuvre possible que l'armée rouge devait, disaient-ils, poursuivre la lutte. Ces camarades se rendirent pourtant à l'évidence et reconnaissent qu'ils ne disposaient pas du matériel de guerre nécessaire pour s'emparer du camp retranché de Wesel, ni de la quantité de fusils dont ils avaient besoin. En outre, l'armée rouge n'avait pas d'appareil de ravitaillement. Il n'y eut donc pas d'armistice sur le front de Wesel. Malgré tout, le Comité Central d'action de Hagen donna l'ordre à l'armée rouge de suspendre les hostilités et lui nota la dissolution du Comité de Défense, ce qui eut pour résultat de jeter la confusion dans les rangs des combattants ouvriers. L'absence d'une direction unique se fit sentir. Le camarade Pilk conseilla alors d'élire sur le champ un soviet central composé des membres des soviets ouvriers et, de lui remettre le commandement suprême. Le jeudi 25 mars, eut lieu une réunion des représentants de tous les comités du bassin industriel, à laquelle participèrent les chefs de l'armée rouge, l'accord de Bielefeld et la situation militaire y furent examinés. Le camarade Pilk dit que l'accord de Bielefeld ne donnait encore aucune garantie aux ouvriers, le gouvernement ne s'étant pas encore nettement prononcé à ce sujet. L'unique garantie pour les ouvriers est de garder leurs armes, pour s'opposer le cas échéant à l'entrée de la Reichswehr dans le bassin industriel. La lutte doit donc être poursuivie aussi longtemps que les ouvriers n'auront pas oublié du gouvernement l'engagement d'exécuter les clauses de l'accord de Bielefeld, le rappel des troupes et le consentement de laisser la garde ouvrière en armes.

A cette même réunion, un soviet central fut élu, auquel furent donné pleins pouvoirs pour conduire les opérations et auquel devaient se soumettre tous les chefs militaires. 10 indépendants, 4 communistes et 1 socialiste y entrerent. Son siège fut fixé à Essen.

Le vendredi, 26 mars, eut lieu à Hagen une conférence des représentants des trois partis socialistes, à laquelle participèrent 33 socialistes, 74 indépendants et 39 communistes.

A cette conférence le représentant du Comité Central du Parti Communiste prononça les paroles suivantes:

«Nous traversons un moment des plus critiques. La situation exige un examen minutieux. Le but de notre action ne peut être atteint qu'à la condition de créer dans le bassin industriel une direction centrale unique qui agira en parfait accord avec tous les camarades allemands. L'esprit de combativité des ouvriers n'est pas abattu. Il est vrai qu'ils ont repris le travail; mais cela ne prouve pas que leur énergie révolutionnaire se soit affaiblie. Ils peuvent à tout moment reprendre la lutte. La cause initiale de l'insurrection ouvrière en Westphalie a été la complète faillite de l'ancien régime, — faillite démontrée par le coup d'Etat militaire et par la fuite du gouvernement. Après quoi l'action ouvrière fut dirigée contre la Reichswehr, chassée de toute la Westphalie. Les travailleurs en armes veulent maintenant garder les armes aussi longtemps que les conquêtes politiques et économiques obtenues au cours de ces journées n'auront pas été assurées. Nous n'avons pas réussi à persuader les camarades du front qu'il vaudrait mieux cesser la lutte. Les ouvriers combattants ne voient que les victoires qu'ils ont remportées; mais il faudrait bien, malgré tout qu'ils se guidassent par des considérations politiques. Nous savons que le communisme — produit de la nécessité historique — est au bout de notre action, mais dès lors il serait insensé de vouloir commencer par là; nous ferions faire un saut à l'histoire si nous voulions dès à présent introniser la dictature du prolétariat. Un saut de ce genre ne pourrait que nous être funeste. C'est à cela que doivent réfléchir nos camarades du front. Nos camarades de Russie savent ce qu'il en coûte de faire de ces sauts là; après avoir vaincu, ils ont été obligés de revenir en partie à des méthodes capitalistes. Nous devons sortir invincibles de cette lutte. Il nous arrive fréquemment d'entendre nos camarades du front dire que nous «devons lutter jusqu'au bout; mieux vaut périr que de cesser la lutte en ce moment et adopter une tactique de prudence». Mais ce langage n'est pas digne de nous. Les pourparlers de Bielefeld sont souvent interprétés de façon très inexacte. On est enclin à les surestimer. En fait ils ne nous donnent aucune garantie et ne confirment que des promesses. Au cours de ces pourparlers le gouvernement ne s'est engagé en rien. Notre tâche urgente est d'enflammer tout d'abord de nouvelles négociations, de mettre le gouvernement en demeure d'exécuter les conditions de Bielefeld et d'exiger ensuite d'autres concessions. Nous ne voulons pas de dictature militaire. Le pouvoir militaire doit être subordonné au pouvoir politique ou alors le premier nous conduira à la politique de Ludendorff. Nous ne sommes pas encore en état de créer chez nous une république soviétique et d'instituer la dictature du prolétariat, mais nous devons tendre à l'armement des ouvriers et au désarmement de l'armée et de la bourgeoisie. Nous voulons en outre organiser un système de soviets industriels révolutionnaires, les élire sans plus tarder et obtenir leur reconnaissance».

La conférence en arriva à conclure que la continuation de la lutte sur une seule partie du front n'avait plus sens et que l'unité d'action dans toute la région était indis-

pensable. Un nouveau Soviet central fut constitué qui fit la proposition suivante:

«1) Le Soviet central entre immédiatement en pourparlers avec le gouvernement, dans le but d'en obtenir la garantie que les armes resteront entre les mains des ouvriers, qu'une garde ouvrière sera organisée et que les ouvriers ayant participé aux combats ne seront pas inquiétés. 2) Les conditions préliminaires des pourparlers sont les suivantes: suspension immédiate des hostilités; les troupes du front restent sur leurs positions mais jusqu'à la fin des pourparlers aucune action militaire ne pourra avoir lieu. Au cas où ces pourparlers ne donneraient aucun résultat et où la Reichswehr entrerait dans le bassin de la Ruhr, le Soviet central déclare sur le champ la grève générale. Le Soviet central se mettra en contact avec les autres régions et, si un accord n'est pas obtenu, il invitera les ouvriers du pays tout entier à la grève générale. Le Soviet central prie les chefs militaires de prendre immédiatement connaissance de ce qui précéde afin qu'ils fassent le nécessaire, en cas d'échec de cette proposition, pour empêcher qu'un coup mortel ne soit porté à la cause de la révolution».

Cette proposition adoptée à l'unanimité, trois représentants furent mandatés à l'effet d'enlamer sur le champ des pourparlers avec le haut commandement du front du Wesel. Ces pourparleurs amèneront les chefs de l'armée rouge à faire la déclaration suivante:

«Nous estimons que la lutte doit être poursuivie jusqu'au bout et que le conflit ne doit être franché que par les armes. Tout en continuant les hostilités nous ne refusons pas d'entrer en pourparlers. Ils peuvent même être entamés sur le champ à Mülheim (bassin de la Ruhr). Les délégués du front négocieront de concert avec le Soviet central. Les représentants du front, ne s'en tenant pas aux conditions de l'accord de Bielefeld réclament le désarmement complet et la dissolution de la Reichswehr, la formation d'une armée nationale recruee parmi les travailleurs et la remise à ces derniers de toutes les armes. Au cas où ces pourparlers ne donneraient aucun résultat, la grève générale serait de nouveau décrétée dans toute l'Allemagne».

Au même moment à Duisbourg, un comité exécutif révolutionnaire composé de 3 personnes était organisé sous la conduite de Wilde, agissait parallèlement au Soviet ouvrier, et avait sa propre politique. Il publia notamment cet appel:

«La lutte sur le front doit être poursuivie avec une énergie inébranlable. Tous les dépôts de vivres doivent être mis sous séquestre. Leur jouissance est placée sous le contrôle du Comité Exécutif. Tous les produits non monopolisés et objets de consommation sont confisqués. Quiconque ne se soumettra pas aux prescriptions du Comité Exécutif ne recevra pas de produits. La solde des soldats rouges leur sera payée conformément au tarif publié le 22 mars: séjour au front, 65 marks, séjour à l'arrière, 40 marks; les femmes de soldats rouges: 30 marks. Les étals de solde devront être présentés plus tard que le samedi à l'heure, par l'entremise des chefs de sections au bureau de la comptabilité. Les fonds nécessaires pour le paiement de la solde seront procurés par voie de réquisition. La police est dissoute. Les élections

du Soviet ouvrier auront lieu immédiatement. N'ont droit de participer aux élections que les ouvriers partisans de la dictature du prolétariat. Jusqu'à la convocation du Soviet ouvrier tout le pouvoir appartient au Comité Exécutif. Les deux burgouemesfres de Duisbourg sont révoqués.

Cette action indépendante eut pour résultat de faire naître la dissension au sein des ouvriers de Duisbourg. Le 27 mars le Soviet central se réunit pour la première fois et convoqua pour le lendemain à Essen, une assemblée générale de tous les Comités Exécutifs. Il publia une ordonnance obligatoire où entre autres il était dit:

1) Les communes assument les frais de l'entretien de la garde ouvrière. En cas de besoin les communes peuvent charger les Comités Exécutifs locaux de cette tâche. 2) Les grosses entreprises continueront à payer le salaire aux soldats de la garde ouvrière qui faisaient partie de leur personnel. En cas de refus, les Comités Exécutifs locaux doivent recourir à des mesures de coercition. 3) Les soldats se trouvant sur le front ou en déplacement et absents de leurs foyers depuis plus de 24 heures reçoivent des communes un secours complet en nature. Cette décision concerne les communes par lesquelles passent les voies de communication et dans lesquelles sont cantonnées les troupes combattantes. Les sections du ravitaillement doivent rembourser aux communes les frais de séjour des troupes et les fournitures de vivres. 4) Les sections du ravitaillement doivent à la première demande des chefs de l'armée rouge envoyer au front les effets d'équipements et les munitions (principalement des chaussures, des couvertures de laine, des toiles de tente, etc...). 5) Il est prescrit à tous les Comités Exécutifs de porter à la connaissance de la population d'avoir à rendre dans les 24 heures les armes de toute espèce (revolvers, fusils de chasse, ainsi que toutes les munitions de guerre). Si à l'expiration de ce délai il est découvert des armes dans une maison quelconque, le possesseur sera immédiatement arrêté et traduit devant les tribunaux. Toutes les autorisations de port d'armes non délivrées par les Comités Exécutifs sont annulées. 6) Le Soviet central ordonne à tous les Comités Exécutifs, dans le secteur desquels se trouvent des dépôts de munitions d'en faire part sur le champ au Soviet central afin qu'on puisse expédier sans retard des munitions aux troupes combattantes; 7) Le Soviet central décrète: toute réquisition et immixion dans la vie industrielle ne peut avoir lieu qu'avec l'approbation du Comité Exécutif et des commandants locaux, et avec l'assentiment formel du Soviet central, et par l'entremise de personnes mandatées à cet effet, soit par les Comités Exécutifs locaux, soit par le commandant local ou par le Soviet central. Aucun Comité Exécutif n'a le droit d'entreprendre une action se rapportant à cette décision dans le secteur d'un autre soviet local. 8) Dans tout le bassin industriel de Westphalie la vente de boissons alcoolisées à l'exception de la bière est prohibée. Les Comités Exécutifs sont chargés de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Néanmoins les chefs de l'armée rouge du front de Wesel ne voulurent, à aucun prix, arrêter les hostilités; bien plus, ils lancèrent l'appel suivant:

#### *A l'Armée Rouge!*

«Camarades! Vous avez pris les armes ainsi que vous le dictait le bon sens. Vous n'avez pas craind de regarder la mort en face. Vous n'avez pas discuté, pas calculé, vous n'avez pas demandé pour quel parti et au nom de qui vous alliez lutter. Vous avez combattu pour la liberté, pour les droits du travail.

*Ce n'est que par la lutte que vous vaincrez!*

Des gens timorés viendront vous chuchoter que vous n'atteindrez les buts que vous vous êtes assignés que par un accord. Pour ces mauvais bergers l'heure est propice. Camarades, nous ne voulons pas raviver vos plaies par le souvenir des atrocités commises sur des prisonniers déarmés et sur les infirmiers par les ignobles soudards de la Baltique. Mais rappelez vous que tout ce qui se passe aujourd'hui n'est rien par rapport à ce qui se produirait si vous déposiez les armes avant d'avoir vaincu. Le terme de votre lutte doit être fixée non par des braillards, mais par vous-mêmes, par l'entremise de vos chefs. Vous êtes prévenus! Soyez désormais sur vos gardes!

#### *Le commandement militaire.*

Le Soviet central publia la note suivante:

«Le Soviet central est contre toute espèce d'aventure politique. Toutes les mesures auxquelles il a recours sont inspirées exclusivement par des considérations politiques. Les opérations militaires doivent se subordonner aux décisions politiques du Soviet central. N'est-ce pas en effet pour des fins politiques que le prolétariat est en lutte?»

Le gouvernement publia le 27 mars un appel à la population de Westphalie dans lequel il faisait allusion à l'accord de Bielefeld, sans cependant prendre l'obligation de l'observer. L'appel se terminait par ces mots:

«Bien qu'il ait été décidé de suspendre immédiatement les hostilités, les armées ouvrières ont attaqué, en violation de l'accord, les troupes gouvernementales à Wesel. Cette violation flagrante de l'accord doit être désavouée. Si les ouvriers ne se rendent pas à la raison et ne se libèrent pas de l'influence des éléments extrémistes qui les incitent à la violence (et qui poursuivent des buts personnels), le bassin industriel et le pays tout entier sont menacés d'un grand péril. Nous invitons tous les ouvriers raisonnables et tous les combattants à réfléchir et à ne pas se laisser induire en erreur. Cessez toute action, reprenez au plus tôt le travail et rendez vos armes. Les armées ouvrières qui continueront encore à combattre porteront un coup terrible au peuple et au pays. C'est pourquoi—si il n'y a pas d'autre moyen—elles seront ramenées à l'ordre par la force des armes. Et toute la responsabilité pour les conséquences qui pourront en résulter retombera sur elles. Ouvriers et citoyens du bassin de la Ruhr, nous faisons appel à votre raison. Reprenez le travail. Ce n'est que de cette façon que vous maintiendrez l'ordre et la liberté.

*Pour le gouvernement: Bauer.*

Je porte à la connaissance que tous mes officiers et moi nous nous soumettons au gouvernement légal.

Général Von Walter.

Le Soviet central fit à cet appel la réponse suivante:

L'accord de Bielefeld est en suspens. A son sujet, le gouvernement n'a donné officiellement aucune explication. Il n'a nullement garanti que les promesses faites seraient tenues. Pour ces motifs le Soviet central croit utile d'entamer de nouveaux pourparlers.

Les armées gouvernementales ont l'intention d'entrer dans le bassin de la Ruhr. Sur une partie du front l'armée rouge s'est dissoute; sur le front de Wesel elle continue la lutte, mais avec des forces insuffisantes. Ces circonstances ont obligé le Soviet central, à téléphoner le 27 mars, à 9 heures 45 du soir, au gouvernement et à lui proposer un armistice sur les bases suivantes:

Le Comité central et le commandement des armées ouvrières désirent de conclure un armistice dans le bassin de la Ruhr ont reçu pleins pouvoirs à cet effet. Les deux parties veilleront à l'exécution des conditions de l'armistice. Bien entendu, ce dernier ne sera possible que si le gouvernement entend obliger la Reichswehr à le respecter. Aussi, après la conclusion d'un armistice provisoire, les pourparlers devront commencer entre les représentants du gouvernement, munis de tous les pouvoirs nécessaires et le Soviet central. Le sous-secrétaire d'Etat Albert a reçu la proposition et a déclaré qu'il la transmettrait à qui de droit.

Le dimanche, 28 mars, se tint à Essen, une assemblée générale de tous les Comités Exécutifs de Westphalie; 49 membres du Parti des Indépendants, 32 membres du Parti Communiste, 22 membres du Parti Social-Démocrate et un représentant du haut commandement y assistaient. Outre le camarade Pirk, le camarade Lévy représentait le Comité central du Parti Communiste.

Après longs débats la conférence prit la résolution suivante:

«Le Soviet central porte à la connaissance des organisations ouvrières du bassin industriel de Westphalie que le but de la lutte révolutionnaire dans sa phase actuelle est le renversement du militarisme. Ce n'est qu'une fois ce résultat atteint que le mouvement révolutionnaire pourra, librement se développer, sans avoir à redouter les attaques de la contre-révolution. Et c'est à ce moment seulement que les ouvriers pourront défendre la situation qu'ils auront acquise. Dans ce but il importe de: 1) désarmer et dissoudre l'armée; 2) former des Soviets ouvriers; 3) placer toutes les armes sous le contrôle permanent des Soviets ouvriers.

Ce but ne sera atteint que dans la mesure où le prolétariat sera preuve de volonté et de résolution. Le Soviet central a tout lieu de croire que les masses ouvrières allemandes devront encore reprendre la lutte, le militarisme ayant récupéré ses forces et le gouvernement n'ayant rempli aucun de ses engagements. Le Soviet central déclare que les ouvriers du bassin industriel de Westphalie doivent sauvegarder coûte que coûte les résultats acquis jusqu'ici. Cependant, la sauvegarde de ce qui a été obtenu par les efforts de tous les travailleurs, dépend moins du courage et de la puissance d'une portion de la classe ouvrière que de la ferme détermination de tous les travailleurs du bassin de la Ruhr. Le Soviet central répondra à toute attaque portée au droit des ouvriers de la Ruhr et surtout à celles que peuvent commettre

les troupes gouvernementales en invitant le prolétariat de la région à déclencher la grève générale».

Le même jour, à 9 heures 40 du soir, le Soviet central recevait du gouvernement la dépêche suivante:

*Au Soviet Central, à Essen.*

Vu l'accord de Bielefeld et la situation dans le bassin de la Ruhr, tous pourparlers ultérieurs sont impossibles. La seule issue est dans l'exécution stricte des conditions fixées par le gouvernement. Nous affirmons l'attention sur la nouvelle proclamation de l'état-major de la 6-e région militaire qui a une force rétroactive. Le délai expirera mardi, à midi.

Le chancelier: Müller.

Les conditions proposées par le général von Walter et acceptées par le gouvernement étaient les suivantes:

*Ultimatum du gouvernement aux insurgés du bassin houiller de la Ruhr:*

Le gouvernement s'est efforcé au cours des négociations de Bielefeld de rétablir l'ordre et la tranquillité dans le bassin de la Ruhr sans recourir à la force armée. Cette tentative a échoué. L'armée rouge est demeurée réfractaire à tout accord. Les attaques contre Wesel se sont poursuivies avec le plus grand acharnement. Les prisonniers n'ont pas été libérés. Toutes les couches de la population réclament aide et protection contre les crimes et les violences commis par l'armée rouge. Dans ces conditions le gouvernement se voit dans l'obligation de recourir à des mesures coercitives, pour rétablir l'ordre dans ces régions et pour mettre les populations à l'abri de l'arbitraire. Mais pour donner la possibilité à tous les esprits égarés de se ressaisir, le gouvernement accorde, encore un dernier délai avant de faire intervenir la force. C'est pourquoi il exige que la sécurité soit garantie à Munster au général von Walter, commandant en chef des troupes de la 6-e région et que les conditions suivantes soient immédiatement acceptées et exécutées:

1) Reconnaissance absolue du gouvernement légal.

2) Reconstitution des institutions gouvernementales, à condition toutefois qu'elles n'aient pas été mêlées à l'action en faveur de Kapp-Lutwitz.

3) Dissolution immédiate de l'armée rouge.

4) Désarmement complet de la population y compris la milice, sous le contrôle des représentants du pouvoir légal. Le mode et la date du désarmement seront fixés par un représentant du pouvoir exécutif.

5) Libération immédiate des prisonniers.

Si les présentes conditions sont acceptées, le gouvernement s'engage à n'appliquer aucune sanction; dans le cas contraire, le représentant du pouvoir exécutif aura toute latitude pour rétablir l'ordre légal.

Berlin, le 28 mars 1920.

Pour le gouvernement:

Le chancelier, d'Empire: Müller.

Le ministre de la défense: Hessler.

La situation des combattants de la Ruhr était critique au plus haut point. Dans de telles conditions la résistance armée eut entraîné un effroyable massacre. Des messages émanant des milieux bourgeois et même des représentants du Parti Social-Démocrate et du Parti Socialiste, indépendant étaient adressés au gouvernement et l'on y faisait appel à sa protection contre la prééminence féroce des ouvriers révolutionnaires. On réclamait du gouvernement qu'il envoyât des troupes notamment à Duisbourg, où le Comité Exécutif sous la présidence de Wilde, procédait à des arrestations arbitraires. Ainsi, l'on pouvait s'attendre chaque jour à voir surgir les troupes gouvernementales, ce que le Soviet central voulait à tout prix empêcher. Le lundi 29 mars, il fit parvenir au gouvernement la déclaration suivante:

«Le Soviet central des Comités Exécutifs du bassin de la Ruhr reconnaît l'accord de Bielefeld du 24 mars et s'engage à en exécuter les clauses si toutefois, le gouvernement entend les appliquer de son côté. Le Soviet central suppose que l'ultimatum posé par le gouvernement et qui lui a été transmis par l'état-major de la 6-e région militaire, le 28 mars, à 10 heures du soir, correspond dans ses articles 1, 2, 3 et 5 aux articles 9 et 12 de l'accord de Bielefeld. S'il en est ainsi, le Soviet central accepte également l'article 4. Le haut commandement de l'armée rouge a fait savoir au Soviet central qu'il se soumettait à sa décision. Le Soviet central prie le gouvernement de lui faire répondre au plus vite à l'adresse suivante: Essen, Kaiserhof.»

En même temps le Soviet central lança à tous les Comités Exécutifs un appel où il était dit:

«Le gouvernement a pris l'engagement de ne pas faire entrer ses troupes dans le bassin de la Ruhr. Dans le cas, cependant, où les troupes gouvernementales feraient leur apparition dans la région, tous les Comités Exécutifs devront sur le champ déclencher la grève générale.

Signé: Le Soviet central des Comités Exécutifs de Westphalie.

Le 29 mai, le gouvernement fit parvenir au Soviet central par l'entremise de l'état-major de la 6-e région l'ultimatum suivant:

1. Les armes et les munitions doivent être rendues à la préfecture de police; celle dernière les dirigera par chemin de fer sur l'état-major de la région militaire de Münster. La préfecture de police communiquera à l'état-major le 30 mars, avant 11 heures du matin, la quantité et la qualité d'armes et de munitions qui doivent être remises. Si le 30 mars, avant 11 heures du matin, il n'a pas été rendu 4 pièces d'artillerie lourde, 10 pièces d'artillerie légère, 200 mitrailleuses, 10 lance-bombes, 20.000 fusils, 400 obus, 300 bombes, 100.000 balles, les conditions de reddition des armes seront considérées comme n'étant pas remplies. Lorsque la quantité exigée aura été remise la reddition des autres armes sera fixée.

2. Les préfets sont priés de communiquer le 30 mars, avant 11 heures du matin, s'il existe encore des Comités Exécutifs dans leurs régions et si les autorités locales sont de nouveau et intégralement rentrées dans leurs droits. Si le 30 mars, à 11 heures du matin, les Comités Exécutifs continuent encore à fonctionner, les conditions exigeant la reconnaissance de l'autorité gouvernementale seront considérées comme non exécutées.

3. Si le 30 mars, à 11 heures du matin, des fractions de l'armée rouge ou autres groupes possèdent encore des armes, les conditions exigeant la dissolution de l'armée rouge seront considérées comme n'étant pas remplies. Le haut commandement des forces adverses est prié de rendre les armes le 30 mars, avant 11 heures du matin.

4. Si le 30 mars, à 11 heures du matin, il est trouvé ne fût-ce qu'un prisonnier de la Reichswehr, de la milice, de la garde civile, de la milice d'Essen ou de Dortmund, si en outre à cette date tous les otages ne sont pas remis en liberté, les conditions exigeant la libération de tous les prisonniers seront considérées comme non exécutées. Les prisonniers et les otages doivent être remis à l'état-major de la région de Münster au plus tard le 30 mars, à 11 heures du matin. Si la plus petite atteinte est portée à la personne d'un prisonnier ou d'un otage, les conditions seront considérées comme n'étant pas remplies.

En présence de cet ultimatum, le Soviet central lança l'appel suivant:

«Le Soviet central voit dans les formalités d'exécution des conditions antérieurement posées une tentative de trouver à tout prix un prétexte pour justifier l'entrée des troupes gouvernementales dans le bassin de la Ruhr. Chacun doit en conclure que l'exécution des conditions imposées est matériellement impossible. Pour empêcher la réalisation de ces desseins monstrueux, le Soviet central invite les travailleurs à déclarer sur le champ la grève générale.»

Deux représentants du Soviet central étaient en même temps envoyés à Berlin pour s'entendre avec les représentants des partis socialistes et des syndicats en vue du re-commencement de la grève générale. Les pourparlers eurent lieu le 30 mars à Berlin. Les représentants du syndical «All-é-trois» et trois représentants des partis socialistes y participèrent. Les camarades Plik et Lévy y représentaient le Comité central du Parti Communiste. La résolution suivante fut adoptée.

«Les représentants des organisations ouvrières et des partis socialistes réunis dans le but de trouver un moyen pour faire cesser la grève générale, ont décidé de demander au gouvernement:

1. Confirmation des engagements qui lui incombe en vertu de l'accord de Bielefeld.

2. Abrogation des ordres et des mesures militaires qui n'étaient pas prévus dans cet accord.

3. Rappel du général von Watter et fixation d'un délai de 48 heures pour l'exécution des conditions de l'accord de Bielefeld.»

À la suite de cette résolution, cinq représentants, parmi lesquels se trouvait le camarade Lévy, furent désignés pour entrer en pourparlers avec le chancelier d'Empire. Ce dernier déclara que le cabinet ferait connaître sa décision dans l'après-midi.

Après en avoir délibéré, le cabinet publia la note suivante:

«Le gouvernement voit aujourd'hui comme hier, dans l'accord de Bielefeld, un terrain des plus propices pour la régularisation de la situation dans le bassin de la Ruhr et pour le rétablissement de l'ordre légal. Le gouvernement a toujours considéré de son côté, que l'accord de Bielefeld, avait force de loi et n'a pas permis jusqu'ici que ses troupes entrassent dans le bassin de la Ruhr.

C'est ce que le ministre de la défense a souligné hier à l'Assemblée Constituante. La partie adverse n'a encore rien entrepris, pour exécuter ne fut-ce qu'une seule des clauses acceptées à Bielefeld, bien que sept jours se soient écoulés depuis la conclusion de l'accord. Bien au contraire; des attaques incessantes ont été faites contre Wesel; nombre de localités sont littéralement mises à sac; des banques ont été pillées; les déportés et l'avoir de la Banque d'Etat ont été saisis. Les produits alimentaires et autres ont été réquisitionnés par force. Le gouvernement reproche à tout moment des villes et des campagnes des demandes d'aide et protection. Le gouvernement doit remplir son devoir; et tout citoyen sensé doit le reconnaître.<sup>1</sup> Il a pour devoir de mettre un terme à ces horreurs et de rétablir l'ordre et la sécurité dans le bassin de la Ruhr. Cette pacification peut être obtenue sur le terrain de l'accord de Bielefeld. Mais à la conférence de Bielefeld, la démission du général von Walter loin d'être exigée, a été repoussée de la façon la plus catégorique. Comme l'a dit le chancelier à la réunion du Conseil qui a eu lieu aujourd'hui, les mesures nécessaires seront exécutées avec le concours de personnes appartenant à la population civile, investies de la confiance publique. Plus de 48 heures seront données à la population pour que tout rentre dans l'ordre, et l'on n'aura recours à la force que contre les criminels et les émeutiers.

Pour le gouvernement: Signé: *Müller*.

Ayant obtenu ces résultats, les délégués et le comarade Pik reprirent le chemin de la Ruhr. Avec eux, parti pour Essen, le comarade Gobel, délégué des syndicats. Le gouvernement envoie sur le champ le ministre prussien des affaires intérieures, Sévering, à Munster pour s'entendre avec le général Walter aux fins d'interrompre la marche en avant des troupes gouvernementales. Ce ministre devait en outre réunir une conférence à Hagen, à laquelle seraient invités les représentants des villes, partisans de l'accord de Bielefeld. Sévering réussit bien cette conférence, qui toutefois ne se tint pas à Hagen, mais à Munster.

Le mercredi 31 mars, les représentants du Soviet central étaient de retour à Fassen. Entre temps, une partie des membres du Soviet central s'étaient déjà mis en route pour Munster. Le comarade Pik déclara aussitôt que les pourparlers de Munster, seraient tout à fait inutiles et même dangereux pour ceux qui y participeraient. A la vérité, les membres du Soviet central avaient bel et bien été l'objet pendant leur voyage de mesures vexatoires de la part des armées contre-révolutionnaires; à Munster même ils furent maltraités.

Le même jour, à 10 heures du matin, le Soviet central convoqua une réunion des Comités Exécutifs du bassin de la Ruhr. Mais du fait que la plupart des membres du Soviet central étaient partis pour Munster, et que personne ne savait au juste, par suite de renseignements contradictoires, si la réunion aurait lieu à Hagen ou à Essen, cette dernière fut peu nombreuse.

Le comarade Pik expliqua à l'assemblée que le ministre Sévering nourrissait évidemment l'intention de prendre des mesures énergiques pour mettre fin à la lutte sans recourir à l'intermédiaire du Soviet central. « Il faut, dit-il, se mettre sur le champ en communication avec les membres du Soviet central à Munster et les engager à ne prendre aucun engagement.

La réunion fut suspendue pour quelques heures, dans l'attente d'une réponse de Munster. lorsque, dans l'après-midi, la séance fut de nouveau reprise, la réponse de Munster n'était toujours pas parvenue. Les assisants décidèrent donc d'envoyer une délégation à Munster pour se mettre en contact avec les représentants du Soviet central. La réunion fut ensuite remise au jour suivant. Entre temps,

les armées contre-révolutionnaires s'étaient mises à attaquer vigoureusement le front de Wesel et de ce fait les hostilités prenaient un caractère de plus en plus acharné.

Le haut commandement de l'armée rouge lança la proclamation suivante qu'approuva le Soviet central:

1. L'état-major de campagne est subordonné au haut commandement résidant à Mulheim (basin de la Ruhr); seul ce dernier peut donner des ordres, et ses ordres seuls doivent être exécutés.

2. Le service du transport ne reçoit des ordres que du haut commandement de Mulheim. Tous les renseignements sur les effectifs, armes et munitions sont portés immédiatement à la connaissance du haut commandement.

3. Les hommes ne reçoivent l'ordinaire, que lorsqu'ils se soumettent sans réserves aux ordres du haut commandement, répondent aux appels et peuvent montrer un certificat de service.

4. Le maraudage et le vagabondage sont sévèrement punis. Les réquisitionnés individuels seront assimilés aux actes de pillage et les coupables passibles de la peine de mort.

Vu et approuvé: *La direction militaire de Mulheim*.

*Le Soviet central des Comités Exécutifs des bassins industriels de Westphalie.*

Fait à Essen.

Le 27 mars, les camarades Grossmann, délégué des syndicats, le député Osterrop, délégué de la fraction du Parti Social-Démocrate, et le député Bross, délégué de la fraction du Parti Socialiste Indépendant furent envoyés dans la Ruhr. Ils avaient pour mission d'informer les partis et les syndicats de Berlin de la situation dans le bassin industriel. Ces camarades purent se persuader que les ouvriers avaient fait tout ce qui dépendait d'eux pour mettre fin à la lutte. Mais en agissant ainsi ils supposaient que le gouvernement se soucierait de faire aussi respecter les conditions de l'accord par les armées gouvernementales. Or, il n'en a rien fait. Le 29 mars les camarades précités lancèrent l'appel suivant:

*A toute la population laborieuse de Westphalie.*

Ouvriers, camarades.

La Confédération générale du travail et les deux fractions social-démocrates de l'Assemblée constituante nous ont envoyés dans le bassin de la Ruhr, espérant que nous réussirions à trouver une issue pacifique à la situation présente.

L'accord de Bielefeld semblait devoir servir de base. Mais malheureusement il n'a pas trouvé parfois un accueil sympathique. Il n'y a pourtant pas d'autre façon de solutionner le conflit. Si la lutte se poursuit, les meilleures forces des organisations ouvrières seront massacrées sans aucune utilité, et les dommages, économiques qui en résulteront seront incalculables. La famine ne tarderait pas à sévir et la réaction pourrait alors affirmer—non sans quelque raison—que le péril vient plus de gauche que de droite. Il ne faut pas que les choses aillent si loin... Ne s'agit-il pas de sauver des milliers de précieuses vies humaines, de conserver les conditions économiques indispensables à notre existence et de nous défendre contre la réaction? C'est pourquoi nous vous adressons le présent appel. Nous vous prions de respecter l'accord de Bielefeld et de déposer les armes. Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour que les conditions reconnues

par le gouvernement, soient observées également par la partie adverse. Mais les Comités Exécutifs doivent remplir leurs obligations; le délai qui leur est accordé expire le 4 avril.

Dortmund, le 29 mars 1920.

Pour les syndicats: Grossmann:

Pour la fraction des Indépendants: Brass.

Pour la fraction du Parti Social-Démocrate: Osterort.

Ces camarades avaient complètement perdu de vue que les troupes gouvernementales méconnaissaient totalement l'accord de Bielefeld. Il faut reconnaître toutefois que ces camarades firent tout leur possible pour obtenir les garanties dont il était question dans leur appel; mais ils ne laideront pas à se persuader que toutes leurs tentatives—par téléphone ou par télégraphe—d'obtenir quoi que ce soit de Münster, resteraient vaines.

Les armées gouvernementales s'étaient avancées vers le Nord. Entre-temps, les représentants des missions étrangères tentaient d'entrer en pourparlers avec les membres du Soviet central pour les engager à faire appel aux troupes d'occupation de l'Entente. Mais le Soviet central repoussa toutes ces avances. Néanmoins des pourparlers de ce genre eurent lieu avec les représentants des Indépendants et il fut même projet de fonder, avec le concours de l'Entente, une république soviétique en Westphalie. Il fut aussi question de détruire les mines en cas d'avancée des troupes gouvernementales. Cette idée était venue à l'esprit des indépendants dès le début et ils l'avaient suggérée aux ouvriers, naturellement dès qu'ils avaient trouvé crédit parmi les syndicats, très nombreux, et elle faisait fâche d'huile. Mais contre cette idée, le Soviet Central communiste en tête, s'était dressé de la façon la plus énergique. La destruction des mines aurait été contre les révolutionnaires de la Ruhr non seulement toutes les organisations ouvrières du bassin horler, mais encore tout le reste du pays; le gouvernement aurait trouvé là le prétexte just désiré pour faire marcher ses troupes contre les ouvriers de la Ruhr. Le fait que les troupes gouvernementales ont attaqué les ouvriers et détruit des efforts du Soviet central et des Comités Exécutifs prouve la totale impuissance du gouvernement à retenir les généraux; d'autre part le gouvernement ne s'est pas montré assez perspicace pour obliger en temps voulu les généraux à se soumettre à ses ordres.

Le jeudi, 1<sup>er</sup> avril, à midi, le Soviet central convoqua à Essen une assemblée générale de tous les Comités Exécutifs du bassin industriel, dans le but d'examiner les explications données par le gouvernement lors des pourparlers de Münster et de décider ensuite de la cessation ou de la continuation de la grève générale.

La réunion fut des plus nombreuses. 25 délégués se présentèrent au nom de 94 localités et régions. 56 représentants du Parti Social-Démocrate, 113 des Indépendants, 109 du Parti Communiste et 2 syndicalistes y assistèrent. En outre, les représentants des Comités régionaux du Parti Social-Démocrate, des Indépendants et du Parti Communiste y participèrent.

Le camarade Pik fit un rapport sur la situation politique.

«La conférence de dimanche, dit-il, a donné pleins pouvoirs au Soviet central pour décréter la grève générale au cas où les troupes gouvernementales menaçaient d'entrer dans le bassin industriel. Le Soviet central s'est mis une fois de plus en contact avec Berlin pour contraindre le gouvernement à adopter une position bien déterminée. Le gouvernement a nettement refusé d'entrer en pourparlers avec le Soviet central; il exige la soumission absolue des ouvriers et donne à Von Walter des pouvoirs illimités que celui-ci n'aura pas profit pour porter un coup perfide au prolétariat révolutionnaire et pour menacer d'écraser par la force toute tentative d'émancipation. Il est clair que le parti militaire voulait la lutte. Mais tout le monde était

d'accord pour reconnaître que les seules forces révolutionnaires des prolétaires de la Ruhr étaient totalement insuffisantes pour vaincre. Dans ces conditions toute la responsabilité pour l'avenir de la population et pour des milliers de vies humaines retombait sur le Soviet central. Il lui incomba également de conjurer le malheur qui menaçait de s'abattre sur le bassin de la Ruhr. Une délégation fut envoyée à Berlin; elle avait pour mission de montrer au gouvernement—qui ne devait pas oublier l'appui qu'on lui avait prêté récemment dans sa lutte contre le militarisme—quelles conséquences funestes résulteraient inéfuctablement de l'application de ses décisions. Les délégués s'adressèrent aussi aux partis socialistes et aux représentants des syndicats et attirèrent leur attention sur le grand péril menaçant non seulement le bassin de la Ruhr, mais aussi toute l'Allemagne. La délégation s'adressa ensuite au gouvernement. La réponse évasive de celui-ci eut pour résultat que les socialistes et les social-démocrates lui envoyèrent un ultimatum. Devant le prolétariat unanime le gouvernement recula; le ministre Sévering entama de nouveaux pourparlers qui devaient tout d'abord se tenir à Hagen, mais qui eurent lieu à Münster. Alors que jusqu'ici le gouvernement avait systématiquement ignoré le Soviet central, il se voyait maintenant obligé d'inviter les représentants de ce dernier à une conférence. Les pourparlers se prolongèrent jusqu'à une heure tardive et l'ordre fut donné aux troupes gouvernementales de cesser leur progression. L'accord suivant fut conclu: «Les Comités Exécutifs et les municipalités sont chargés de rétablir l'ordre légal. Les armes sont laissées en garde chez les travailleurs sous le contrôle des services locaux de la défense. La milice civile doit être partout dissoute. Les armes ne sont pas évacuées et doivent être ensuite remises aux ouvriers par l'entremise des Comités d'ordre spéciaux. La suspension des hostilités est fixée pour mardi, à minuit. Les troupes commenceront le 2 avril, avant midi, à se retirer et tout devra être rentré dans l'ordre le 10 du même mois.»

Le camarade Pik fit en outre un tableau exact de la situation.

«L'accord de Bielefeld a été le coin qui, enfoncé dans le bloc ouvrier a rompu l'unité de volonté des masses prolétariennes. Les meilleurs de la grève eux-mêmes n'ont pas échappé à son influence pernicieuse. Mais ce n'est pas le moment aujourd'hui d'accuser qui que ce soit. Nous aurons toujours le temps de le faire. Aujourd'hui il faut décider quelle sera désormais notre ligne de conduite. La lutte contre les troupes gouvernementales n'est plus, en ce moment, d'aucun intérêt pour le prolétariat; elle ne peut être utile qu'à la bourgeoisie désireuse de noyer le mouvement dans le sang. C'est ce que nous ne devons pas permettre. Et si, en dépit de toutes les promesses du gouvernement, les troupes de celui-ci continuent leur marche en avant, toute la responsabilité de ce crime incombe non au prolétariat combattant, mais à la caste militaire et au gouvernement. Le monde entier les regardera comme des bourreaux; ils s'affireront la haine

et la colère de tout le prolétariat. Aujourd'hui ces bourreaux respirent encore par la grâce de l'armée, mais le jour n'est pas loin où ils succomberont sous les coups du prolétariat coalisé. En attendant l'heure est venue de remplir les engagements que nous avons pris.

Ensuite, les camarades Ettighause, délégué des indépendants, et Nikkel, délégué des ouvriers de Mülheim, de retour de Munster, firent un rapport sur les pourparlers de cette ville.

« Sévering annonça qu'il avait reçu du gouvernement les instructions suivantes:

1. Rechercher si personne n'a été emprisonné en dehors des personnes arrêtées par les autorités judiciaires et décider qui doit être gardé en prison et qui doit être remis en liberté à la condition de se présenter devant le tribunal.

2. Etablir l'identité des personnes devant être libérées ou passibles d'une peine disciplinaire pour avoir participé au complot Kapp-Lutwitz en qualité de meneurs, d'émeutiers et d'instigateurs.

En outre, Sévering a reçu pleins pouvoirs pour nommer directement des agents dans les différentes villes et régions, agents qui seront chargés d'exécuter les instructions des conseillers politiques auprès du haut commandement. Toutes les autorités, organisations, syndicats et autres institutions sont invités à prêter leurs concours au commissaire du gouvernement et à ses agents. A 10 heures 30, après que le ministre Sévering eut déclaré que le gouvernement remplirait les conditions de l'accord de Bielefeld le pacte suivant était conclu: « L'assemblée souligne la nécessité pour le gouvernement et le Soviet central d'Essen, ainsi que pour les représentants de tous les partis socialistes d'exécuter les décisions de la conférence de Bielefeld. Le délai de la reddition des armes et de la suspension des hostilités, conformément aux conditions de l'accord de Bielefeld est reporté au 2 avril à midi. L'annistie prévue par cet accord restera en vigueur jusqu'à cette date. Ainsi tous les participants à la lutte ont la possibilité d'en sortir avec honneur. Le 31 mars au soir toute marche en avant de la Reichswehr cessera. Dans les localités où, aux termes de l'accord de Bielefeld, doit avoir lieu la reddition des armes aux autorités municipales et aux services locaux de la défense, les tribunaux militaires et l'état de siège sont abolis. Seront considérés comme émeutiers tous ceux qui le 2 avril à midi continueront les hostilités contre les institutions gouvernementales légales et qui à cette date n'auront pas déposé les armes. Le Soviet central d'Essen et les trois partis socialistes doivent user de toute leur influence pour, après avoir arrêté l'action de la classe ouvrière dans le bassin de la Ruhr, ramener l'ordre et le calme à la date fixée. Le gouvernement n'a toujours pas de preuves des actes illicites du général Von Walter. Dès que ces preuves auront été portées à sa connaissance les mesures qui s'imposent seront prises sur le champ. »

Après un échange de vues la résolution suivante fut de même prise à l'unanimité.

« L'assemblée générale des Comités Exécutifs du bassin de la Ruhr décide de reconnaître et

d'exécuter les conditions des accords de Bielefeld et de Munster, des 24 et 31 mars.

« Les chefs de l'armée rouge déclarent se soumettre sans réserves aux décisions des Comités Exécutifs et se chargent de les mettre immédiatement en vigueur. Aux termes de l'accord, les ouvriers combattants acquièrent les droits et contractent les obligations suivantes:

1. Suspension immédiate des hostilités et dissolution de l'armée rouge, au plus tard le 2 avril, à midi. Les chefs militaires sont tenus de délivrer aux soldats un certificat mentionnant leur temps de service. Les soldats libérés emportent leurs armes dans leurs localités respectives où ils les rendent en même temps que les munitions et reçoivent en échange l'allocation qui leur est due.

2. Mise en liberté de toutes les personnes arrêtées pendant les hostilités au plus tard le 2 avril, à midi.

3. Reddition immédiate des armes, munitions et matériel de guerre aux commissions désignées à cet effet par les Comités Exécutifs actuels et par les comités d'action d'accord avec les municipalités. Ces commissions doivent faire en sorte que toutes les armes que possède encore la bourgeoisie soient aussi rendues. Les armes et munitions sont confiées à la garde des municipalités. Les comités d'ordre veillent à ce que les armes soient bien placées sous le contrôle des municipalités. Armes et munitions devront être remises dans un délai de 10 jours qui expirera le 10 avril.

4. Un comité d'ordre devra être constitué dans chaque commune au plus tard le 10 avril. Il sera composé d'ouvriers, d'employés, de fonctionnaires organisés et des représentants du Parti Socialiste majoritaire. Il devra, d'accord avec les municipalités organiser le service d'ordre. Les ouvriers révolutionnaires doivent faire en sorte d'être fortement représentés dans les comités d'ordre.

5. Pour soutenir le service d'ordre légal, les comités d'action organisent une garde locale, recrutée de préférence parmi les ouvriers, les employés et les fonctionnaires organisés, à raison de 3 membres par 1000 habitants. Pendant leur service, les membres de la garde ont le droit d'exiger une allocation des communes. L'accord prévoit qu'une portion des dépenses sera à la charge du gouvernement. Toutes les gardes existantes jusqu'à ce jour, composées de simples particuliers, doivent être immédiatement dissoutes.

6. Personne n'a le droit de résister aux autorités légales dans l'exercice de leurs fonctions.

Aux termes de l'accord de Bielefeld le gouvernement est tenu d'exécuter les clauses suivantes:

1. Amnistie totale pour tous les travailleurs ayant pris part aux combats jusqu'au 2 avril à midi. Conformément à la décision du gouvernement en date du 20 mars, prise d'accord avec les syndicats, seront considérés comme émeutiers toutes les personnes qui, le 2 avril à midi, continueront à s'opposer par la force aux autorités légales ou qui, de façon générale, n'auront pas déposé les armes à cette date.

2. Abolition immédiate du service de garde extraordinaire et des tribunaux militaires le 2 avril avant midi et levée de l'état de siège renforcé le 10 avril au plus tard.

3. L'entrée dans le bassin industriel est interdite aux troupes gouvernementales. La marche en avant de la Reichswehr sera arrêtée le 21 mars au soir.

4. Une enquête sera ouverte sur la participation du général Von Walter à la contre-révolution.

5. Désarmement et punition de toutes personnes ayant pris part au complot contre-révolutionnaire du 13 mars.

6. Dissolution de toutes les unités militaires contre-révolutionnaires ayant trahi le gouvernement et remplacement de celles-ci par de nouvelles formations recrutees parmi les éléments républicains sûrs de la population civile, de préférence parmi les ouvriers, les employés et les fonctionnaires organisés; au nombre des unités militaires devant être dissoutes figurent les corps d'armée de Lutwitz, Lichthag et Schulz. Dissolution de toutes les gardes composées de simples particuliers.

7. Epuration radicale de toutes les institutions et administrations publiques des éléments contre-révolutionnaires, surtout de ceux occupant des postes importants et remplacement de ces derniers par des personnalités sûres. Tous les représentants des organisations ouvrières travaillant dans les institutions officielles et qui pour des raisons politiques ou pour leur participation à la lutte économique devront être révoqués, sont maintenus dans leurs fonctions.

8. Réalisation rapide des réformes dans le mode de gouvernement, avec le concours des organisations économiques d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires.

9. Révision immédiate de toutes les lois existantes et élaboration des lois nouvelles qui assureront aux ouvriers, employés et fonctionnaires une complète égalité économique et sociale. Promulgation rapide des lois sur les fonctionnaires, conçues dans un esprit de véritable liberté.

10. Socialisation immédiate des branches d'industrie aptes à être socialisées; cette socialisation devra être faite conformément aux décisions de la commission des socialisations; les représentants des syndicats seront appelés à participer aux travaux de cette commission. La commission sera convoquée dans le plus bref délai. Le gouvernement prend entre ses mains l'administration des mines de charbon et de potasse.

11. Contrôle (et en cas de besoin réquisition) de la vente de tous les produits alimentaires et répression énergique de la spéculation dans les villes et dans les campagnes. Organisation de syndicats de fournisseurs qui devront veiller à la bonne exécution des contrats de livraison et infliger des peines sévères aux personnes qui auront cherché à se soustraire aux obligations.

12. Appel des ouvriers aux postes de conseillers politiques dans l'armée.

13. Prise en charge par le gouvernement de l'entretien des orphelins et autres personnes victimes des troubles et dédommagement des communes pour toutes les pertes supportées au cours des événements récents.

Sur ce l'assemblée générale des Comités Exécutifs décida de mettre fin à la grève générale dans tout le bassin de la Ruhr. Les ouvriers devaient être appelés à déclencher de nouveau la grève générale si le gouvernement ne remplissait pas les obligations qui lui incombaient aux termes des accords de Bielefeld et de Münster, et notamment s'il ne réussissait pas à empêcher l'entrée des troupes gouvernementales dans la Ruhr.

L'assemblée exprima sa profonde reconnaissance aux combattants ouvriers pour leur admirable conduite et promit de venir en aide, par tous les moyens en son pouvoir aux orphelins, aux parents des victimes et aux invalides. Sur la proposition du Soviet central, l'assemblée adopta à l'unanimité l'ordre du jour suivant:

«L'accord de Bielefeld ne signifie pas encore que les soviets ouvriers (politiques et industriels) de même que le Soviet central doivent être dissous, mais que ces organisations devront renoncer aux fonctions qu'elles ont assumées pendant les derniers événements, notamment à contrôler le gouvernement. L'accord de Bielefeld sanctionne l'autorité absolue du gouvernement qui doit agir sur les bases de la Constitution. Dans ces conditions le contrôle des Soviets ouvriers et des Comités Exécutifs sur l'activité du gouvernement n'a qu'une valeur très secondaire. Les Soviets ouvriers et les Comités Exécutifs, de même que le Soviet central, doivent non seulement se composer d'ouvriers, mais puiser dans la masse ouvrière leur force et leur appui. Les Soviets sont les organisations de classe et les organes de lutte du prolétariat du bassin industriel. Par l'entremise des Soviets les ouvriers s'unissent pour la défense de leurs intérêts de classe contre la bourgeoisie. Dans les soviets toutes les revendications du prolétariat sont examinées et c'est de là que partent les directives et les mots d'ordre pour la lutte politique; toutes les tendances trouvent dans les Soviets une pleine liberté d'action et d'expressions.»

Les élections des Soviets locaux ont lieu par entreprises. Les Comités Exécutifs locaux fixent le nombre des membres à élire. Tous les ouvriers, employés et fonctionnaires, quel que ce soit le syndicat auquel ils appartiennent, prennent part aux élections des Soviets.

Des fractions se constituent au sein des Soviets par affinité de parti.

Le soviet ouvrier local choisit dans son sein le Comité Exécutif qui préside à tous les actes du Soviet.

En cas de nécessité les Comités Exécutifs du bassin industriel se réunissent en assemblée générale. Ces derniers élisent un Soviet central pour la défense des intérêts de la classe ouvrière de tout le bassin industriel. Soviet qui après l'assemblée générale des Comités Exécutifs, est l'organe suprême des soviets ouvriers du bassin de la Ruhr.

Le Soviet central est composé des représentants des Comités Exécutifs pris parmi les trois

partis politiques et les organisations professionnelles. Au moment des actions politiques, le Soviet central, agissant par l'entremise des Comités Exécutifs, prend en mains la direction du mouvement dans tout le bassin industriel. L'assemblée générale des Comités Exécutifs reçoit les rapports et les propositions du Soviet central. Elle fixe la date des élections des Soviels dans tout le bassin de la Ruhr.

Sur la proposition du Soviet central, l'assemblée adopte ensuite la disposition suivante:

«Le Soviet central est composé de 18 représentants des Comités Exécutifs; il comprend en outre un représentant de chacun des partis ouvriers, du Comité d'action, des syndicats libres, des amicales et des cheminots du bassin industriel».

Il convient de constater que la disposition précédente a été adoptée à l'unanimité. L'opinion générale était qu'il ne fallait pas songer à continuer la lutte, ni la grève. La continuation des hostilités avait avorté, moins à cause des divergences de vues qui se produisaient parmi les ouvriers que par suite de l'insuffisance d'armes, de munitions et d'approvisionnements. Les dissensions parmi les ouvriers et la fatigue de ces derniers, rendaient également la poursuite de la grève insensée. Jusqu'au dernier moment, les communistes étaient de l'avis de tirer de la situation le maximum d'avantages. Le fait que les armées gouvernementales aient réussi à pénétrer dans le bassin industriel, s'explique d'une part par les causes susmentionnées et d'autre part, parce que les organisations ouvrières les y ont elles-mêmes appelées pour se défendre contre le régime de ferreau instauré, disait-on, par des individus qui ne se soumettent pas au Soviet central et faisaient la révolution à leurs risques et périls.

À Essen, les employés des postes et les cheminots, prétextant que leur vie était menacée par des «bandits», étaient tués jusqu'à interrompre tout travail. En réalité, par suite de l'extrême tension de la situation politique, des groupes entiers d'ouvriers avaient cessé de se soumettre à la discipline si nécessaire dans l'intérêt de la lutte révolutionnaire. À Essen, des ouvriers en armes avaient tenté de disperser le Comité exécutif et de former un Comité militaire, imitant en cela l'exemple de Mülheim. Par suite de leur incompréhension de la situation, ils rejettent toute la responsabilité de la difficulté de la lutte sur les Comités exécutifs et sur le Soviet central. C'est ainsi que ce dernier courut plusieurs fois le risque d'être chassé par ces bandes. Les chefs de l'armée rouge ne voulaient à aucun prix se soumettre aux décisions du Soviet central en date du 1-er avril; ils tentèrent de poursuivre la lutte à leurs risques et périls.

«Après de longs pourparlers qui eurent lieu le 2 avril entre les chefs de l'armée rouge et le Soviet central, ce dernier prit la décision suivante:

«Le Soviet central, après un nouvel examen de la situation politique et militaire, a donné l'ordre d'exécuter la décision de l'assemblée générale des Comités exécutifs du 1-er avril et de suspendre immédiatement les hostilités. Malgré cela, la Reichswehr continue à s'avancer au fur et à mesure que l'armée rouge se retire. Le, gouvernement n'ayant pas rempli les engagements qu'il avait pris à Bielefeld et à Munster, le Soviet central se met à l'instant même en contact avec les Comités centraux des trois partis socialistes et les syndicats aux fins de décréter la grève générale dans tout le pays».

Le camarade Pilk essaya de parler aussitôt pour Berlin dans le but d'examiner avec les Comités centraux des partis socialistes la question d'une nouvelle grève générale. Mais les voies ferrées étant occupées par les troupes gouvernementales, le camarade Pilk ne put arriver jusqu'à Berlin. De la sorte les pourparlers n'eurent pas lieu. Au reste, les syndicats et les partis, excepté le Parti Communiste, n'étaient pas prêts à un nouveau mouvement.

Le Soviet central fut obligé de se transférer d'Essen à Barmen. Il fit part de cette décision, dans la proclamation suivante:

«L'avance des troupes gouvernementales, poursuivie en dépit de l'accord et de la retraite de l'armée rouge, a créé à Essen un état d'esprit qui ne permet plus au Soviet central de continuer son travail en toute liberté et tranquillité comme l'exige le moment. Dans ces conditions, le Soviet central a décidé de se transporter d'Essen à Barmen. Les comités exécutifs sont invités à se mettre de nouveau à l'œuvre en s'inspirant des accords de Bielefeld et de Munster. Le soviet central décline toute responsabilité pour les conséquences catastrophiques qui peuvent résulter de l'avance continue des troupes du gouvernement que ce dernier n'a pu maîtriser. Le Soviet central affirme de nouveau que les motifs allégués par le gouvernement pour cacher son impuissance et notamment les allégations d'une prétentée agression dont seraient victimes les troupes gouvernementales, sont dénuées de fondement. Nous rappelons une fois de plus aux troupes rouges et à la population la nécessité de garder le calme et d'exécuter toutes les conditions des accords, en dépit de la perfidie des troupes gouvernementales. Il importe de s'abstenir rigoureusement de tout acte de sabotage qui pourrait nous dériver de la sympathie des masses ouvrières. Le gouvernement et ses troupes sont à l'affût du moindre prétexte, pour trouver une justification à leurs crimes.

«Essen, le 3 avril 1920.

«Le Soviet central».

Toute la correspondance pour le soviet central doit être expédiée à l'adresse suivante: «Soviet central de Westphalie, Barmen, Comité d'action».

Lors des pourparlers qui eurent lieu le 5 avril à Barmen, auxquels participèrent le Soviet central et quelques représentants du Parti Communiste et des indépendants, on débattit de nouveau sérieusement la question de savoir si on ne devait pas s'adresser à l'Entente pour l'inviter à occuper le bassin de la Ruhr, afin d'empêcher ainsi l'avance des troupes gouvernementales. Les indépendants cherchèrent une fois de plus à soulever la question de la proclamation de la république soviétique. Les communistes s'y opposèrent résolument. Le député indépendant, Brass, fut de leur avis.

Le 6 avril, ayant obtenu la possibilité de se rendre à Berlin, le camarade Pilk quitta le bassin industriel.

Indiquons en terminant ce rapport que le représentant du Comité Central du Parti Communiste Allemand ne s'inspira, durant la grève et les hostilités, que du désir de réaliser parmi les ouvriers l'unité de front et de les préserver de la confusion. C'est dans ce but qu'il réclama, avec instance la formation des soviets ouvriers et du Soviet Central. En agissant ainsi, il espérait prévenir les conflits entre les diverses organisations ouvrières, à quoi il ne réussit pas complètement.

Lorsqu'il fut devenu évident que par suite de la confusion qui régnait parmi les ouvriers, on ne parviendrait pas à former un front unique et qu'il n'y eut plus aucun espoir de vaincre les troupes gouvernementales, il fut décidé de renoncer à la continuation de la lutte, tout en s'efforçant de maintenir en vigueur les clauses de l'accord de Bielefeld qui, dans la situation actuelle du pays, pouvoient servir à notre cause, et notamment celles, concernant la formation d'une milice locale composée d'ouvriers et d'employés organisés, et la conservation des armes par les municipalités. Les municipalités, sachant ce que représente la milice locale, ne se seraient certes pas avisées d'avoir une politique déloyale envers la classe ouvrière.

## HÉROS ET MARTYRS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

### RAYMOND LEFEBVRE

Une nouvelle désolante nous parvient: Raymond Lefèbvre a péri.

Il nous avait quitté vers le 15 septembre, vaillant, plein d'enthousiasme, d'impressions neuves et de projets, ne pensant qu'à l'action prochaine. Son voyage de retour comportait des risques qu'il acceptait avec bonne humeur. Il allait rentrer de Russie éprouvé, affermi par deux mois de contact avec les réalités puissantes de la révolution.

Raymond Lefèbvre appartenait à la jeune génération des écrivains de la guerre; toute une élite d'intellectuels révolutionnaires est sortie des tranchées, comprenant quelles nécessités intérieures avaient conduit la vieille société au Grand Crime et bien résolue à chercher des voies nouvelles. Dès 1917 Raymond Lefèbvre, après un long séjour au front dont il revenait malade et blessé, écouré et révolté, publiait un roman, *Le sacrifice d'Abraham*, et se classait dans le groupe de ces écrivains qui, avec Henri Barbusse, Duhamel, Martinet, Noël Garnier, Henry-Jacques, — et bien d'autres — devaient tirer la pensée française des ornières boueuses de la guerre et l'orienter, plus ou moins consciemment, vers la révolution.

Au fur et à mesure que parvenaient sur la révolution russe des informations exactes et que les masses ouvrières se pénétraient pour elle d'un plus profond enthousiasme, la jeune avant-garde socialiste à laquelle appartenait Raymond Lefèbvre devenait plus nettement, plus consciemment communiste.

Pour ne pas perdre contact avec les éléments des masses les plus éprouvés par la guerre, ce groupe participait à la fondation de l'Association Républicaine des Anciens-Combattants, destinée dans l'esprit de quelques arrivistes en mal de députation à leur servir de tremplin politique, mais où Raymond Lefèbvre et son ami Paul Vailant-Couturier surent accomplir une large, une incessante propagande révolutionnaire, pour la Russie des Soviets d'abord, pour la formation en France d'un Parti Communiste ensuite. Raymond Lefèbvre parcourut la France entière afin de parler aux soldats d'hier de la révolution nécessaire et du devoir de s'y préparer.

Ce fut son idée dominante. Nous la retrouvons dans une brochure qu'il avait publiée quelque temps avant de se rendre en Russie, sous ce titre: *La Révolution ou la Mort*. — Ce fut aussi le thème de ses meilleurs articles publiés par *l'Humanité* — Pour fonder enfin la paix, — pour sauver la race française, disait-il, la révolution est nécessaire; en dehors d'elle, point de salut. Et

pour la révolution l'organisation s'impose, forte cohérente, internationale. Cette nette intelligence de la situation révolutionnaire actuelle avait amené Raymond Lefèbvre au Comité de la III<sup>e</sup> Internationale et en avait fait au congrès de Strasbourg le défenseur le plus ardent de l'adhésion à l'Internationale Communiste. On se souvient que la police démocratique crut devoir l'arrêter à Strasbourg et qu'il fut question de le traduire en justice pour je ne sais quels propos subversifs.

Orateur pressant et discret, sachant à la fois émouvoir et convaincre, journaliste d'un talent littéraire incontestable, Raymond Lefèbvre mettait au service du Communisme français une énergie précieuse.

Il vint en Russie à l'occasion du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, muni d'un mandat du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale. Au congrès de Moscou il ne manqua pas de condamner en termes sévères les anciens errements de l'opportunisme socialiste français. Il préconisait l'adhésion pure et simple, sans réserves, du P. S. U. à la III<sup>e</sup> Internationale.

Nous n'oublierons pas sa joie presque enfantine devant les grandes scènes des fêtes de Moscou. Tandis que défilaient sous les murs du Kremlin, sur la vaste place ensoleillée, toute tendue de draperies rouges, plus de deux cent mille travailleurs, hommes, femmes et enfants, armés, heureux, acclamant les communistes étrangers, Raymond Lefèbvre, vêtu d'une large blouse russe, penchait à la tribune sa grande taille, comme pour embrasser plus et plus d'espace d'un coup d'œil; et l'on sentait bien qu'il garderait pour toujours ce souvenir.

Il emporta de Russie une riche moisson d'impressions. En Ukraine il avait visité les villes dévastées par les pogroms; il avait vu Kharkov, Moscou, Pétrograd, s'intéressant à tout. Nous suivîmes ensemble les cercueils des Communistes finlandais assassinés. Sous les fenêtres du palais d'Hiver, il prit la parole après ces funérailles, pour crier à la foule des soldats et des ouvriers de Pétrograd: «... Nos ennemis peuvent tuer des individus! nous, c'est leur classe que nous tuerons! — Et le voici qui tombe lui aussi...»

Car il est mort en communiste. Pour se tendre la main il faut, par ce temps d'abjecte dictature, bourgeoise dans toutes les démocraties du monde, que les meilleurs des militants risquent mainfes fois leur liberté et leur vie. A la révolution russe et à la III<sup>e</sup> Internationale la France ouvrière avait déjà donné le sang de Jeanne Labourde; en de



RAYMOND LEFÈVRE



INÈS ARMAND

tout autres circonstances Raymond Lefebvre meurt vaillamment pour la même cause.

Nous saluons sa mémoire avec une profonde douleur. Mais la confiance nous reste que l'œuvre révolutionnaire de sa vibrante parole, de sa plume, de toute sa vie, sera continuée et achevée...

V.-S.

En même temps que notre ami Raymond Lefebvre, deux autres vaillants camarades français ont trouvé la mort. Tant qu'il nous a été possible de douter de l'étendue de la catastrophe nous nous sommes refusés à y croire. Aujourd'hui le doute n'est plus possible: Lepetit et M. Vergeat, délégués des Syndicats Minoritaires de la Seine sont morts, eux aussi, morts pour la révolution. Ils avaient accompli en Russie une enquête très vaste et très consciente. Accueillis partout avec joie, invités au Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale ils n'avaient presque pas quitté Raymond Lefebvre. C'est enrichis d'une profonde expérience révolutionnaire, c'est complètement acquis à la révolution communiste qu'ils partirent de Russie en septembre dernier, — non sans y avoir noué de nombreuses amitiés.

Lepetit et Vergeat appartenient à deux ten-

dances différentes du mouvement révolutionnaire français. Lepetit, anarchiste, ancien collaborateur du *Libertaire*, avait été longuement emprisonné pendant la guerre pour sa participation en 1917 à la propagande antimilitariste clandestine: car il avait été un des fers militants qui, à cette époque, osèrent tenter l'accomplissement de leur devoir révolutionnaire. Vergeat, syndicaliste-révolutionnaire, tour à tour collaborateur de *L'Internationale* et de la *Vie Ouvrière* était, bien que très jeune, des ouvriers de la première heure du Communisme français.

Le deuil qui atteint ainsi les camarades français est terrible. Qu'ils sachent bien qu'ils ne sont pas seuls à le porter et que tous les militants russes ou français de Russie qui ont eu le bonheur d'approcher et d'apprécier les trois chers disparus s'y associent profondément.

Aux noms des communistes français tombés sur le sol de la Russie rouge pour la révolution internationale, aux noms de Jeanne Labouré et de Michel fusillés à Odessa, de Barberet tué au front sud, des marins français mitraillés à Sébastopol par leurs propres chefs, nous ajouterons pour ne plus les oublier, ceux de Lepetit, Vergeat, Raymond Lefebvre, péri en mer au retour d'une mission fraternelle en Russie.

V.-S.

## INESSA ARMAND

Inessa était du nombre des membres de notre parti, les plus anciens, les plus dévoués et des plus éprouvés.

Issue d'un milieu bourgeois, Inessa adhéra dès les débuts de sa vie politique au mouvement révolutionnaire. Nombre de ses amis étaient S.-R. mais la camarade Inessa se dévoua entièrement à la classe ouvrière et au parti ouvrier: elle adhéra au parti bolchévik. Elle joua un rôle important dans la révolution de 1905. Après la défaite de cette Révolution Inessa Armand fut emprisonnée, puis déportée et finalement exilée. Commence l'époque terrible de la contre-révolution. C'est à ce moment que se font connaître les vrais amis de la classe ouvrière. Pas instant Inessa ne perdit la foi. Elle contribua à la répandre chez tous ceux qui l'entouraient. Elle organisa des cercles ouvriers, collabora activement aux écoles du parti, où les organisations russes envoyait les meilleurs militants, milita dans les rangs du prolétariat français. En 1913 elle revint en Russie où elle se consacra au travail politique illégal.

A cette époque la camarade Inessa travaillait à Pétersbourg, portant à elle seule la responsabilité d'un vaste labeur. Les ouvriers n'eurent qu'à se louer d'elle.

A Pétersbourg elle fut de nouveau arrêtée. Ayant après bien des tribulations收回ré la liberté, Inessa repartit pour l'étranger.

La guerre impérialiste éclate. Faillite de la III<sup>e</sup> Internationale. La camarade Inessa est à son poste. Elle n'hésite pas. Elle se rend à Paris et se consacre à la propagande antimilitariste parmi

les ouvriers français. (elle possédait à la perfection le français et l'anglais). Elle est une des organisatrices de la 1<sup>e</sup> conférence internationale des femmes; elle représente notre parti à Kienthal. Elle milite dans le parti suisse, elle traduit les œuvres les plus importantes du camarade Lénine et les éditions du Comité Central de notre Parti.

Révolution de Février. Inessa est en Russie — à Pétersbourg d'abord, puis à Moscou, sa ville natale. Elle s'adonne fiévreusement au travail. Trois ans elle milite (principalement parmi les ouvriers) sans trêve ni repos. Elle prend part au mouvement international, écrit dans nos journaux, fait partie de la délégation envoyée en France avec le camarade Manouilsky, assiste au 1<sup>er</sup> et au 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste; elle est l'âme de la 2<sup>e</sup> conférence internationale des femmes.

Comme toujours elle encourage et soutient ses camarades, prête une oreille attentive à toute parole nouvelle.

Inessa est morte au Caucase d'une maladie qui aurait pu n'être pas grave. Si son organisme n'avait pas été miné par le surmenage, elle aurait certainement pu résister au mal. Mais elle ne se ménageait pas. Et ni le parti, ni ses amis ne se sont inquiétés à temps.

Les travailleurs ont perdu en elle une valeureuse amie. La III<sup>e</sup> Internationale a perdu un de ses meilleurs combattants.

Le prolétariat international gardera pieusement le souvenir d'Inessa Armand.

## LE MOUVEMENT COMMUNISTE FÉMININ.

### PROJET DE THÈSES POUR LE MOUVEMENT COMMUNISTE FÉMININ

1. Le deuxième congrès de la III<sup>e</sup> Internationale confirme la résolution du premier congrès relative à la nécessité d'éveiller chez les ouvrières la conscience de classe, de les éléver dans les principes du communisme d'en faire des révolutionnaires, des communistes conscientes, résolues, dévouées. Il est absolument indispensable que les femmes prolétariennes prennent une part des plus actives à la lutte pour le renversement du capitalisme et la réalisation du communisme. Il faut assurer à toutes les femmes la plénitude des droits civiques ainsi que comme mères, éducatrices et agents de production elles puissent développer librement, complètement leur personnalité dans la société dont elles forment partie constitutive. Pour que le prolétariat puisse créer les conditions sociales indispensables au succès de sa lutte contre le régime bourgeois ainsi qu'à la réalisation de son œuvre de reconstruction révolutionnaire, il doit acquérir la cohésion indispensable de la force.

2. L'histoire ancienne aussi bien que l'histoire contemporaine nous apprend que la propriété privée est la cause première la plus profonde de la domination de l'homme sur la femme. Ce n'est que par l'établissement de la propriété privée et sa légalisation que l'esclave et la femme ont pu devenir la propriété de l'homme. Par le fait de la domination d'un d'être sur un autre, la femme en tant que mère et épouse, est tombée dans la dépendance de l'homme, elle a été asservie à ce dernier et privée par lui de tous les droits dans la famille comme dans la société. Cette dépendance s'est maintenue jusqu'à nos jours même chez les peuples dits civilisés; elle se manifeste dans leurs mœurs comme dans leurs préjugés, dans l'absence ou tout au moins dans les restrictions apportées par la loi aux droits de la femme; dans la situation d'infériorité de celle dernière par rapport à l'homme au sein de la famille, de l'Etat et de la société; dans sa mise en tutelle et son état arriéré au point de vue intellectuel; dans la mésestimation par la société de ses fonctions de mère. Chez les peuples européens, le développement de l'industrie corporative fut en partie la cause de la situation faite à la femme qui se vit exclue de

la sphère de production sociale et rigoureusement confinée dans le cercle étroit de la famille où elle dut assumer toutes les fonctions domestiques.

Pour que la femme puisse être (en fait et non seulement dans le code) à égalité complète de droits avec l'homme, pour qu'elle ait la faculté de se développer librement à l'exemple de ce dernier, deux conditions sont nécessaires: l'abolition de la propriété individuelle sur les moyens de production et son remplacement par la propriété sous un régime étranger à tout esclavage et à toute exploitation. Seule la réalisation de ces deux conditions donnera à la femme en tant qu'épouse et que mère l'indépendance à l'égard du mari dans son ménage; seule, elle amènera pour la prolétaire employée à la production l'affranchissement économique de l'exploitation capitaliste. Alors seulement les forces et les talents de la femme n'étant plus étouffés par les obligations étroites et excessives du ménage et de la maternité pourront se développer dans le domaine professionnel, et ainsi se réalisera la combinaison harmonieuse des deux formes d'activité de la femme. Ayant alors la possibilité de développer complètement ses facultés et ses forces, la femme deviendra un travailleur véritable, jouissant de la plénitude de ses droits et soumis aux mêmes obligations que le reste des hommes dans une société dont tous les membres auront les mêmes droits et les mêmes devoirs. Alors l'activité professionnelle se fondera en elle avec la maternité en un tout harmonieux qui sera le cercle de l'activité humaine.

3. Le mouvement féministe dirigé par la bourgeoisie a été impuissant à obtenir pour l'ensemble des femmes l'égalité complète des droits que réclame leur dignité d'êtres humains. Certes il a remporté une victoire précieuse en obligeant la société bourgeoise et l'Etat à renoncer officiellement au préjugé sur l'infériorité naturelle de la femme et à reconnaître à celle dernière les mêmes droits qu'à l'homme et la même importance sociale. Cependant, dans la pratique, la réalisation des revendications féminines se réduit presque exclusivement à la réorganisation du régime capitaliste, dans l'intérêt des femmes,

des classes possédantes, alors que l'immense majorité des prolétaires, des femmes de la classe ouvrière continuent à être asservies et exploitées et que leur personnalité humaine, leurs droits, leurs intérêts soif, comme par le passé, foulés aux pieds.

Sous le régime capitaliste, le droit de la femme à disposer librement de sa personne et de ses biens constitue l'étape dernière du développement de la propriété et ne sera qu'à accroître les possibilités d'exploitation de la femme proléttaire par le capitaliste. Le droit à l'instruction et aux fonctions sociales se réduit à l'admission des femmes des classes possédantes, aux professions dites supérieures. Et ainsi la concurrence capitaliste peut s'exercer dans toute sa force et agrgrave fatalément l'opposition économique aussi bien que sociale des deux sexes. Même la satisfaction la plus importante des revendications féminines: la jouissance des droits politiques à l'égal de l'homme et en particulier la reconnaissance du droit de vote sous toutes ses formes est notoirement insuffisante pour assurer aux femmes de la classe pauvre, la plénitude de leurs droits et leur entière liberté.

En régime capitaliste le droit de vote, loin d'amener l'avènement de la démocratie véritable économique, prolétarienne, ne sera qu'à la consolidation d'une démocratie purement nominale qui est en réalité la démocratie bourgeoise, l'exercice du droit de vote sous toutes ses formes, (secret, direct, actif et passif) étendu à tous les adultes sans marque constitue la base du mode le plus perfectionné de la domination de classe des possédants, et des exploiteurs, domination qu'il sera à voiler aux yeux des masses. Dans la période actuelle de développement révolutionnaire cette domination de classe, en dépit du démocratique suffrage universel, s'accentue de plus en plus et prend la forme de la dictature la plus oppressive, la plus brutale sur les indigents et les exploités. Ce droit de vote n'abolit point la propriété privée sur les moyens de production; par suite il ne supprime point pour l'immense majorité des êtres humains les causes de leur dépendance économique à l'égard de la minorité possédante, il ne détruit pas les bases de l'exploitation du travail par le capital. Il ne fait que masquer cette dépendance et cette exploitation du voile trompeur de l'égalité politique. C'est pourquoi la conquête de l'entièr(e) égalité politique ne saurait constituer pour les femmes prolétaires le but définitif de leurs efforts et de leur lutte. Pour elles, le droit électoral n'est qu'un des moyens de se préparer à l'action, à la lutte pour l'instauration d'un ordre social libéré de la domination de la propriété individuelle sur les hommes et qui sera la société des travailleurs libres, égaux en droits et en obligations.

4. Le communisme est le seul régime social réalisant ces conditions et assurant ainsi à toutes les femmes la liberté entière ainsi que la plénitude de leurs droits. La base du communisme, c'est la propriété publique des grands moyens de production, de répartition et d'échange sur lesquels se fonde toute l'économie sociale. Par l'abolition de la propriété privée sur les moyens de produc-

tion le communisme supprime la cause de l'asservissement et de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'antagonisme entre le riche et le pauvre, l'exploiteur et l'exploité, le maître et l'esclave, ainsi que l'antagonisme économique et social entre l'homme et la femme. Agent et directeur de la production et de la répartition, propriétaire et consommatrice des valeurs matérielles et spirituelles publiques au même titre que l'homme, la femme dans son développement et son activité dépend uniquement de la société à laquelle la rattache les liens de la solidarité et non point d'un individu déterminé: son mari, ou de la collectivité restreinte qui représente la famille et encore moins du capitalisme rapace dont le seul but est de l'exploiter.

La loi suprême de l'économie communiste c'est la satisfaction des besoins matériels et spirituels de tous les membres de la société autant que le permet la quantité des biens disponibles, quantité portée à son maximum par le progrès de la technique. Ce but ne saurait être atteint que par l'institution du travail obligatoire pour tous les adultes, sans distinction de sexe. Il ne saurait être atteint que par l'organisation d'un régime où l'égalité de valeur sera reconnue à tous les travaux socialement nécessaires ou utiles (y compris les soins de la maternité) et où chaque membre de la société sera dès sa naissance placé dans les conditions les plus favorables pour l'application de ses forces et de ses capacités dans l'intérêt de la collectivité.

5. La lutte commune des femmes de toutes les classes pour la réforme du régime bourgeois, lutte que préconisent les champions du féminisme, c'est-à-dire les femmes qui combattent uniquement contre la situation privilégiée de l'homme dans la société, ne peut engendrer le communisme, seul régime où la femme sera véritablement émancipée. Le communisme ne peut être réalisé que par la lutte commune des hommes et des femmes du prolétariat exploité contre les priviléges, contre le pouvoir des hommes et des femmes des classes possédantes et exploiteuses. Le but de cette lutte de classe est le renversement du régime bourgeois, du capitalisme. Dans cette lutte, le prolétariat n'obtiendra la victoire qu'en brisant par des insurrections révolutionnaires de masses la puissance de la bourgeoisie exploiteuse, en détruisant la domination économique et politique de cette dernière, en opérant la mainmise sur le pouvoir d'Etat et en établissant la dictature de sa propre classe sous la forme du système soviétique. Ce n'est pas la démocratie bourgeoise, mais la domination de la classe prolétarienne c'est-à-dire l'Etat prolétarien appelé à remplacer cette démocratie, qui sera l'élément indispensable dans la voie menant à la création de la société communiste des travailleurs libres, égaux en droits et en obligations. Les classes dirigeantes et les exploiteurs dans leur lutte pour le pouvoir, emploient contre le prolétariat révolutionnaire la violence la plus implacable, éminemment caractéristique de leur dictature de classe. Les actes révolutionnaires des masses opprimées et exploitées amènent en fin de compte la guerre civile.

Dans ses actes révolutionnaires comme dans la guerre civile le prolétariat ne peut vaincre sans la participation de l'élément féminin de classe laborieuse, élément conscient du but à atteindre et de la voie à suivre, prêt à tous les sacrifices et résolu à mener la lutte jusqu'au bout. En effet, les femmes constituent la moitié de la population laborieuse chez la plupart des peuples civilisés (même plus de la moitié); c'est pourquoi dans l'économie sociale ainsi que dans la famille leur rôle peut être souvent décisif; c'est d'elles aussi que dépend en grande partie la position qu'adoptera dans cette lutte de classe entre les exploités et les exploitants, chaque proléttaire pris en particulier. La conquête du pouvoir par le prolétariat ne doit pas être seulement l'œuvre des hommes, elle doit être également l'œuvre des femmes-prolétaires communistes convaincues. Les femmes ont un rôle non moins important à jouer dans la construction du régime soviétique, autrement dit dans la réalisation du communisme qui suivra l'instauration de la dictature du prolétariat. Cette transformation radicale des bases économiques de l'ensemble des institutions et de la culture tout entière de la société ne saurait s'effectuer sans la participation active et consciente des masses féminines imprégnées de l'esprit communiste. L'élément féminin renforcera non seulement quantitativement, mais qualitativement l'action communiste, il en élargira le sens et la rendra véritablement féconde. Le concours des femmes est une condition essentielle de l'accroissement des biens matériels dans la société, ainsi que du développement de sa culture.

De même que la lutte révolutionnaire du prolétariat des différents pays se transforme en lutte internationale et atteint à son apogée dans la révolution mondiale, de même l'activité, la lutte révolutionnaire des femmes contre le capitalisme pour la dictature du prolétariat et le régime soviétique doivent, à leur plus haut degré de développement, devenir internationales.

6. La criminelle guerre impérialiste entre les Etats capitalistes et les nouvelles conditions de vie qui en sont résultées aggravent à l'extrême pour la grande majorité de l'élément féminin les contradictions sociales et les maux qui sont la conséquence inévitable du capitalisme et ne disparaîtront qu'avec lui. Il en est ainsi non seulement dans les Etats belligérants, mais encore dans les pays neutres; ces derniers, en effet, ont été plus ou moins entraînés dans le tourbillon de la guerre mondiale et en ont ressenti l'influence. La disproportion énorme et sans cesse croissante entre le prix des objets de première nécessité et les moyens d'existence de centaines de millions de femmes rendent intolérables leurs peines, leurs privations, leurs souffrances d'ouvrières, de ménagères et de mères de famille. La crise des logements a atteint les proportions d'un véritable fléau. L'état de santé des femmes empire de jour en jour par suite de l'insuffisance d'alimentation et de l'excès de travail dans l'industrie et dans le ménage. Le nombre des femmes capables de mettre au monde des enfants normalement constitués diminue sans cesse. La mortalité infantile pendant la période de l'allaitement

croît avec une rapidité effrayante. Les maladies et la faiblesse générale, conséquences inévitables d'une insuffisance d'alimentation et de déplorables conditions d'existence qui sont le lot de millions d'enfants pauvres et font le malheur d'innombrables mères.

Dans tous les pays où subsiste encore la domination du capitalisme les souffrances des femmes sont aggravées du fait d'une circonstance spéciale. Durant la guerre l'activité professionnelle des femmes s'est considérablement élargie. Dans les Etats belligérants en particulier le mot d'ordre était: «En avant, les femmes! Les femmes, aux professions libérales!» Dès que retentirent les fanfares guerrières les préjugés contre «le sexe faible, arriéré, inférieur», disparaurent comme par enchantement. Poussées par la gêne, abusées par les discours mensongers sur le devoir sacré de la défense nationale, les femmes abandonnèrent en masse leurs métiers pour l'industrie, l'agriculture, le commerce et les transports, au grand profit des capitalistes insatiables. L'activité professionnelle de la femme se porta irrésistiblement dans toutes les administrations communales et étatiques et dans tous les services publics.

Mais maintenant que l'économie capitaliste frappée à mort par la guerre mondiale croule définitivement; que le capitalisme encore détenteur du pouvoir s'avère néanmoins impuissant à relever la production jusqu'au niveau des besoins matériels des masses laborieuses; que la désorganisation économique et le sabotage des patrons ont provoqué une crise inouïe dont le chômage est la conséquence directe, — les femmes sont les premières et les plus nombreuses victimes de cette situation catastrophique. Les capitalistes de même que les services publics et les administrations diverses ne redoutent point tant le chômage des femmes que celui des hommes; la raison en est que les femmes sont encore, dans leur majorité, politiquement inorganisées. D'ailleurs la femme sans travail, d'après l'opinion reçue, peut en dernière ressource trafiquer de son corps. Dans tous les pays où le prolétariat n'a point encore opéré la mainmise révolutionnaire sur le pouvoir d'Etat on entend à nouveau refaire ce cri: «Femmes, abandonnez l'industrie! Révenez à vos foyers!» Cet appel trouve même un écho dans les syndicats où il entrave la lutte pour l'égalité des salaires des deux sexes et détermine un retour aux anciennes conceptions réactionnaires et petites-bourgeoises sur le rôle «vérifiable, naturel de la femme». Parallèlement à la croissance du chômage et misère noire qui en résulte pour nombre de femmes, on constate une recrudescence de prostitution sous toutes ses formes, depuis le mariage d'intérêt jusqu'à la prostitution ouverte, officielle.

La tendance de plus en plus marquée à éliminer l'élément féminin de la sphère de l'activité sociale, se trouve en opposition directe avec le besoin croissant qu'éprouvent la grande majorité des femmes d'avoir un revenu indépendant et de se consacrer aux fonctions d'utilité publique. La guerre mondiale a détruit des millions de vies; elle a fait de millions d'êtres humains des invalides ou des malades qu'il faut nourrir et soigner. La désorganisation de l'économie capitaliste à son

tour met des millions d'hommes dans l'incapacité de soutenir comme par le passé leur famille par leur travail professionnel. La tendance susmentionnée est donc en contradiction flagrante avec les intérêts de la majorité des membres de la société. Ce n'est qui si elle utilise dans tous les domaines de l'activité humaine les forces et les facultés de la femme que la société pourrait réparer les effroyables destructions de biens matériels et spirituels causées par la guerre et développer les richesses et la civilisation dans la mesure de ses besoins. La tendance générale marquée à exclure l'élément féminin de la production sociale a sa source dans le désir des capitalistes avides de profit d'accroître leur pouvoir. Elle prouve que l'économie capitaliste et le régime bourgeois sont incompatibles avec les intérêts vitaux de l'énorme majorité des femmes aussi bien que de la société en général.

La situation misérable de la femme à l'heure actuelle est la résultante fatale du régime capitaliste essentiellement rapace et exploiteur. La guerre a aggravé à l'extrême les vices de ce régime dont les femmes sont les innombrables victimes. Ce n'est pas là un état de choses passager que la paix fera disparaître; d'ailleurs, par le fait même de l'existence du capitalisme, l'humanité est continuellement exposée à de nouvelles guerres de rapine dont la menace actuellement commence à se préciser. Ce sont les femmes prolétaires qui souffrent le plus cruellement de tous les vices de l'organisation sociale contemporaine car, appartenant à la fois à la classe exploitée et à un sexe auquel on ne reconnaît point les mêmes droits qu'à l'homme, elles sont les victimes les plus éprouvées du régime capitaliste. Mais leurs maux et leurs souffrances ne sont qu'une des conséquences de la situation du prolétariat opprimé et exploité dans tous les pays où règne encore le Capital. Les réformes apportées au régime bourgeois dans le but de «lutter contre la misère résultant de la guerre» ne changent rien à la situation. Ce n'est que l'abolition de ce régime qui entraînera la disparition de ses terres. Seule la lutte révolutionnaire des exploités et des déshérités, hommes et femmes de tous les pays, seule l'action révolutionnaire du prolétariat amènera le renversement de l'ordre social. Seule la révolution mondiale, judicier suprême, sera en mesure de liquider l'héritage de la guerre impérialiste: misère, déchéance intellectuelle et morale, maux et souffrances provoqués par le krach complet de l'économie capitaliste.

7. C'est pourquoi le deuxième congrès de l'Internationale Communiste invite toutes les femmes de la classe laborieuse aspirant à la liberté et au complet développement de leur personnalité humaine à entrer dans les rangs des partis communistes de leurs pays et par suite dans les rangs de l'Internationale Communiste qui réunit ces partis pour l'action révolutionnaire, puissante, décisive. Par sa lutte méthodique, consciente et résolue pour le renversement du capitalisme et l'instauration du communisme au moyen de la révolution universelle, l'Internationale Communiste se manifeste comme le défenseur conscient, logique des droits de la femme. A un degré supérieur de

développement elle continue dans l'intérêt du sexe féminin l'œuvre que la II-e Internationale avait entreprise mais n'a point sa mener à bonne fin car, sous l'influence grandissante des éléments opportunistes et réformistes du mouvement ouvrier cette dernière n'osa point poser de la reconnaissance des principes à leur réalisation et trahit honnêtement la cause du prolétariat en août 1914. La II-e Internationale trahit également les droits et les intérêts de la femme lorsque au lieu d'appeler les prolétaires de tous les pays à la lutte révolutionnaire internationale contre le régime capitaliste et des exploités dans les armées nationales et contribua ainsi au carnage fratricide, à l'égorgelement des travailleurs les uns par les autres au profit des intérêts matériels et de la domination mondiale du capitalisme.

A son avènement, la deuxième Internationale avait également inscrit sur ses drapeaux le mot d'ordre de la lutte pour l'égalité des droits et l'émancipation sociale de la femme. Elle a indubitablement accompli une œuvre importante en propageant ces idées parmi les masses, en montrant que la réalisation des revendications féminines est essentiellement liée à l'abolition du capitalisme et à l'instauration du socialisme; que, entre les femmes de la minorité exploitée et les femmes de la majorité exploitée il existe une opposition inconciliable et qu'une solidarité fraternelle, relie indépendamment de leur sexe dans chaque pays comme dans le monde entier, tous les êtres humains asservis par le Capital. La deuxième Internationale avait imposé aux syndicats et aux partis socialistes l'obligation de convier dans leurs rangs les femmes et les faire participer au même titre que l'homme à la lutte économique et politique du prolétariat. Pour soutenir les femmes prolétaires dans la défense de leurs intérêts et dans leur classe elle avait exigé des restrictions au pouvoir des exploitateurs capitalistes; elle avait réclamé l'assurance sociale et la reconnaissance de complète égalité sociale et politique de la femme. Elle avait prescrit la séparation complète du mouvement socialiste féminin avec le mouvement bourgeois. Mais, en ce qui concerne la lutte pour la réalisation effective des revendications précitées, la II-e Internationale en abandonnait le soin aux organisations syndicales et aux partis social-démocrates des différents pays t'n défini si toutes ses résolutions en faveur des intérêts et des droits de la femme ne furent exécutées que dans la mesure où dans leur pays respectif les femmes socialistes organisées purent obliger les organisations prolétariennes à les appliquer.

L'écart entre la théorie et la pratique, entre la parole et l'action apparut avec une nette particularité dans la question des droits électoraux de la femme. La Deuxième Internationale admis plusieurs années durant, que ses organisations anglaises bataillaient pour le droit électoral des deux des femmes, dont l'obtention n'aurait fait qu'«renforcer le pouvoir politique des classes possédantes et par suite retarder l'attribution du droit électoral à la totalité des femmes adultes. Lorsque, en Belgique, puis en Autriche, au moment d'une importante campagne électorale, le parti social-

démocrate s'abstint d'exiger le droit de vote pour les femmes, elle resta indifférente. Le congrès de Stuttgart de la II-e Internationale prescrivit, il est vrai, aux partis social-démocrates de tous les pays de reconnaître la lutte du droit en faveur du vote pour tous les adultes, hommes et femmes comme partie constitutive de la lutte du prolétariat pour le pouvoir et de poursuivre la lutte pour les droits électoraux des femmes en conservant une indépendance absolue à l'égard du mouvement bourgeois féministe ou démocratique et en rejetant rigoureusement la tactique opportuniste et réformiste. Mais cette décision resta lettre morte et le Parti Socialiste Unifié Français, notamment, se borna à des propositions platoniques au Parlement, en faveur de l'attribution du droit de vote aux femmes; quant au Parti Social-Démocrate ouvrier Belge dans ses revendications il ne fait, actuellement encore que se trainer à la remorque des cléricaux.

La Deuxième Internationale a montré une honnête faiblesse et une criminelle insouciance lorsque dans les pays belligerants comme dans les pays neutres, les femmes socialistes hasardèrent une première tentative pour diriger le mouvement ouvrier dans une nouvelle voie, mettre la solidarité internationale des exploités au-dessus des mots d'ordre guerriers et nationalistes des représentants des social-patriotes, forcer des gouvernements impérialistes à la paix par l'action révolutionnaire internationale et préparer le terrain pour la lutte révolutionnaire internationale des masses ouvrières en vue de la conquête du pouvoir et du renversement du capitalisme. Loin de soutenir cette tentative, la II-e Internationale garda le silence lorsqu'elle fut blâmée, entravée de toutes façons par ses partis qui la calomniaient odieusement et la dénoncèrent aux autorités dans les différents pays (à la tête de ces partis se trouvait la social-démocratie allemande, parti qui, dans ses débuts, avait été un modèle pour les autres sous le rapport de l'organisation et de la tactique mais qui par la suite devint l'exemple achevé de la désorganisation et de l'impuissance). La Deuxième Internationale, aujourd'hui encore en abusant les masses prolétaires par la comédie de la démocratie, du parlementarisme, du social-patriotisme et du social-pacifisme, contribue à consolider le pouvoir du Capital et à faire obstacle à l'émancipation complète des femmes.

D'ailleurs, la Deuxième Internationale n'a jamais institué un seul organe qui eût eu pour tâche, de réaliser sur l'échelle internationale les revendications essentielles de la femme. L'union internationale des femmes socialistes et des femmes prolétaires en vue de la communauté d'action fut créée par ces dernières, de leur propre initiative en dehors de la II-e Internationale. Leurs déléguées, il est vrai, étaient admises aux congrès de la II-e Internationale, mais à titre gracieux: elles ne disposaient pas d'une seule voix, ni d'un seul siège au bureau de l'internationale.

C'est pourquoi les communistes et les femmes révolutionnaires-socialistes logiques doivent rompre complètement avec la II-e Internationale et adhérer à l'Internationale Communiste qui, dans la lutte pour les droits de la femme ne sera pas

une fabrique de résolutions mais une organisation d'action. La forme la plus parfaite et la plus logique de cette adhésion, sera ainsi qu'il a été dit plus haut, leur entrée dans celui des partis de leur pays, qui appartient à la III-e Internationale. Il va sans dire que les femmes, membres de partis et d'organisations n'ayant pas encore résolu la question de leur adhésion à la III-e Internationale, doivent faire tous leurs efforts pour que lesdits partis et organisations adoptent les thèses fondamentales de l'Internationale Communiste, adhèrent formellement à cette dernière et agissent dans l'esprit de ses résolutions. Les femmes communistes, socialistes et révolutionnaires, doivent quitter les partis et organisations hostiles en principe à l'Internationale Communiste et qui continuent de la combattre en gangrenant et en affaiblissant la lutte du prolétariat par des mots d'ordre opportunistes et réformistes. Dans la III-e Internationale, dans l'Internationale, de l'action révolutionnaire! Tel doit être le mot d'ordre général des femmes de la classe laborieuse aspirant à la liberté en tant que prolétaires et que femmes.

8. Le II-e Congrès de l'Internationale Communiste prescrit à tous les partis affiliés à l'Internationale de régler leur conduite sur les résolutions dans la question féminine: ils doivent affirmer, unifier, discipliner l'élément féminin afin de développer sa capacité de travail et de lutte pour la lutte révolutionnaire du prolétariat et la réalisation de son idéal qui garantiront à la femme la pleine mesure de ses droits, la liberté complète et le développement harmonieux de sa personnalité. Conformément à ces thèses les Partis Communistes:

A. Dans les pays tels que la Russie où le prolétariat s'est déjà emparé du pouvoir, d'Etat et instauré le gouvernement soviétique:

1) Faire participer dans une large mesure les femmes à la lutte contre les contre-révolutionnaires de l'intérieur et de l'extérieur, ainsi qu'à la consolidation du régime soviétique et à la destruction de toutes les survivances et sociales du capitalisme et de sa morale égoïste.

2) Entreprendre chez les femmes prolétaires, les paysannes pauvres et toutes les femmes travaillant elles-mêmes pour gagner leur vie, une propagande active, énergique, dans le but de leur faire comprendre que c'est par leur conscience, par leur dévouement à la cause qu'elles pourront abréger la durée de la période de transition entre le capitalisme de décomposition et le régime social incomparablement supérieur que représente le communisme, de cette période de privations, de souffrances et de sacrifices dont la femme plus que tout autre porte le poids.

3) Entreprendre chez les femmes prolétaires, les paysannes pauvres et toutes les femmes travaillant elles-mêmes pour gagner leur vie une propagande active, énergique et leur montrer que le nouveau régime social de liberté et de perfection qui mûrit dans la lutte contre toutes les forces du vieux monde bourgeois et qui seul pourra solutionner les difficiles problèmes de l'existence, sera en grande partie leur œuvre, le fruit de la volonté consciente, nette, inébranlable et de l'abnégation révolutionnaire.

4) Faire en sorte que les femmes exerçant une profession, un métier ou employées dans l'industrie prennent une part active au relèvement économique dans les organes du pouvoir soviétique, dans les syndicats, coopératives et autres institutions.

5) Faire participer dans une large mesure les femmes à l'activité des soviets et de leurs organes administratifs et économiques, ainsi qu'à toutes les autres formes d'activité sociale, y compris le travail scientifique.

6) Exiger pour la femme des conditions de travail répondant aux particularités de son sexe, à ses besoins physiques, spirituels et moraux de femme et de mère et lui permettant de concilier la maternité avec l'autorité professionnelle et par là même de développer toutes ses forces sans porter atteinte à sa dignité d'être humain.

7) S'efforcer d'entraîner dans la sphère du collectivisme la ménagère traditionnelle qui représente l'élément le plus retardataire du mouvement féminin et de la transformer d'esclave en travailleuse libre dans la grande économie sociale.

8) S'efforcer de créer des institutions publiques modèles destinées à libérer la femme de la classe bourgeoise des soins domestiques dont elle avait auparavant la charge et à lui faciliter l'accomplissement de ses devoirs maternels.

9) Créer une organisation sociale modèle pour la protection de la maternité, de l'enfance et de l'adolescence.

10) Créer des institutions d'assistance sociale pour les femmes malades, faibles, âgées, infirmes; prendre des mesures d'ordre économique et moral pour réintégrer la prostituée, cet héritage du régime bourgeois dans les cadres de la société des travailleurs.

11) S'efforcer d'organiser l'instruction publique sur les bases du travail et de l'éducation en commun des enfants des deux sexes, c'est-à-dire d'après un système permettant le libre et complet développement de la personnalité et contribuant en même temps à renforcer le sentiment de la solidarité chez l'homme comme chez la femme.

12) Faire participer dans une large mesure l'élément féminin à l'élaboration et à l'exécution des mesures, ainsi qu'à l'organisation et à la direction des institutions, destinées à alléger la situation de la femme en tant qu'épouse, mère et maîtresse de maison, à lui assurer l'assistance sociale et en particulier à protéger la femme, l'enfance et la jeunesse.

B. Dans les pays où le prolétariat lutte encore, pour la conquête du pouvoir politique:

1) Attirer les femmes dans le Parti Communiste et les organisations de classe du prolétariat, les admettre dans tous les organes et leur donner accès à tous les postes dans le parti, les syndicats et les coopératives.

2) S'efforcer de faire comprendre à la masse des femmes prolétaires et des paysannes pauvres la nature du communisme, leur expliquer le but, les méthodes d'action du prolétariat dans sa lutte révolutionnaire; les attirer dans cette lutte et leur donner ainsi des leçons pratiques d'activité révolutionnaire, qui auront pour elles une importance

éducative immense, prendre toutes les mesures pour éclairer et développer la conscience de sa classe des femmes prolétaires et renforcer leur énergie et leur force combative.

3) S'efforcer d'obtenir la complète égalité des deux sexes devant la loi et dans tous les domaines de la vie privée et publique.

4) Utiliser conscientement dans l'intérêt de la révolution et de la classe ouvrière les droits électoraux de la femme dans les organes représentatifs étatiques et communaux dans toutes les institutions publiques, tout en soulignant que le prolétariat ne considère le suffrage universel, le parlementarisme et la démocratie bourgeoise que comme un pis-aller et que sa tâche historique est de les vaincre et de les remplacer par les soviets et la dictature du prolétariat.

5) Faire en sorte que les ouvrières, les employées, les femmes fonctionnaires et en général les femmes laborieuses des villes et des campagnes, prennent une part active et consciente aux élections des soviets ouvriers révolutionnaires politiques et économiques et que les femmes élues déploient dans ces soviets ouvriers et leurs organes la plus grande activité en faveur de l'idée des soviets.

6) Lutter pour le droit de la femme à l'instruction générale et professionnelle gratuite au même titre que l'homme pour sa participation à l'activité sociale et économique en tant que travailleur libre, jouissant des mêmes droits que l'homme et pour la reconnaissance de la maternité comme fonction d'utilité sociale.

7) Lutter pour l'égalité de rétribution du travail de la femme et de l'homme.

8) Lutter pour résfreindre le plus possible dans tous les domaines de la vie économique le pouvoir du capital exploiteur et cela au moyen d'une législation qui défend vraiment les ouvrières, les femmes fonctionnaires et les employées y compris les domestiques; faire adopter des mesures spéciales pour la protection des jeunes filles, des mères enceintes et des mères dans la période de l'allaitement.

9) Exiger la création d'une inspection du travail disposant d'un personnel suffisant; de médecins, techniciens et délégués ouvriers et où les femmes devront être représentées au prorata de la main-d'œuvre féminine.

10) Exiger l'adoption et l'application officielle de mesures ayant pour but de libérer la femme employée à la production, des soins du ménage et des soucis de la maternité dont la charge devra être assumée par des institutions publiques, spéciales, de compléter et de perfectionner l'éducation familiale des enfants par l'éducation publique qui développera en eux le sentiment de la solidarité.

11) Exiger la création des institutions susmentionnées non seulement dans les villes et les centres industriels mais encore dans les campagnes pour les paysannes et les femmes employées aux travaux agricoles.

12) Montrer aux femmes que l'ancien ménage constitue une forme arriérée d'organisation entraînant une perte de temps, de forces excessive; que le capitalisme profite de cette organisation dé-

feuillue pour abaisser le taux des salaires de l'homme et faire de la femme, en l'éloignant intentionnellement de la vie sociale, un être politiquement et intellectuellement arriéré.

13) Dans la question du logement exiger, quitte à exproprier les riches de leurs maisons et appartements vastes et luxueux, une réforme radicale à la réalisation de laquelle les femmes contribuent dans la mesure de leurs forces.

14) Exiger une organisation sérieuse du service de l'hygiène publique et en particulier la création dans les villes et les campagnes d'ambulances gratuites dirigées par des femmes docteurs et pouvant fournir à la population des infirmières, des nourrices et des économies professionnelles.

15) Exiger l'adoption de mesures sociales et économiques pour la lutte contre la prostitution et de mesures hygiéniques pour la lutte contre les maladies vénériennes; exiger la suppression des maisons de tolérance, l'abolition du contrôle policier sur les prostituées, s'efforcer de détruire le préjugé social d'une morale distincte pour l'homme et pour la femme dans le domaine des rapports sexuels.

16) Exiger la participation directe et l'élément féminin à l'application de toutes les mesures ayant trait aux droits de la femme dans le domaine de l'instruction, de l'activité professionnelle, de la défense contre l'exploitation capitaliste, etc.

C. Dans les pays non encore arrivés au stade capitaliste de développement.

1) Lutter contre les préjugés, les coutumes, les moeurs, les institutions religieuses et légales réduisant la femme au rôle d'esclave obligée de travailler pour son mari. Pour mener cette lutte avec succès il convient d'instruire, d'éclaircir non seulement les femmes mais encore les hommes.

2) Obtenir que la femme jouisse des mêmes droits que l'homme dans le domaine de l'éducation, dans la famille et dans la vie sociale.

3) Lutter pour défendre les femmes pauvres et opprimées contre leur exploitation et leur asservissement par les classes possédantes, asservissement particulièrement fréquent dans la petite production et dont les conséquences funestes peuvent être atténuées par le mouvement coopératif.

4) Exiger l'application de mesures propres à déterminer dans la vie économique et sociale un mouvement en faveur du communisme et à montrer pratiquement à la femme que le ménage l'asservit, tandis que le travail social l'émancipe.

Pour le travail de propagande et d'organisation parmi l'élément féminin dans les pays qui sont encore à un degré de développement inférieur à celui du capitalisme il convient particulièrement d'utiliser l'expérience acquise par les camarades russes au cours de leur travail parmi les femmes orientales.

IX. Pour que les partis adhérents à l'Internationale Communiste et agissant en conformité avec les thèses ci-dessus exposées puissent travailler avec succès, le deuxième congrès de l'Internationale Communiste adopte les décisions suivantes ayant trait à l'organisation.

A. L'organisation dans les différents pays:

i) Le parti communiste de chaque pays ne doit

pas organiser les femmes en syndicats indépendants, il doit les inclure dans les organisations politiques locales en qualité de membres jouissant de droits identiques à ceux des hommes, les faire participer à tous les organes et leur donner accès à toutes les fonctions au sein du parti.

Le parti communiste prendra des mesures et créera des institutions spéciales pour attirer par la propagande les femmes dans ses rangs pour les retenir dans ses organisations et faire leur éducation politique. Dans cette œuvre, il devra tenir compte des particularités intellectuelles morales de la femme, de son état arriéré et de la situation spéciale qui lui est faite par suite de la nécessité où elle se trouve de vaquer aux soins du ménage.

2) Chaque organisation locale du parti aura un comité d'agitation féminin dont les hommes pourront également faire partie et dont les tâches seront les suivantes:

a) Mener une propagande systématique incessante parmi les femmes n'adhérant à aucun parti. Dans ce but il sera procédé à l'organisation de réunions publiques, des causeries dans les usines et entreprises diverses, d'assemblées de ménagères de conférences des déléguées sans-parti; on fera également l'agitation à domicile au moyen de proclamations, journaux, tract, etc.

b) Faire entrer dans les partis, les syndicats et autres organisations prolétariennes politiques et économiques les femmes conquises par la propagande à l'idée révolutionnaire.

c) Veiller à ce que les femmes ne soient pas un poids dans le parti, les syndicats, les soviets ouvriers et tous les organes de lutte du prolétariat révolutionnaire dont elles seront membres; faire en sorte que, animées de l'esprit communiste, elles participent consciemment et avec ardeur à la vie et à l'activité desdites organisations et de leurs organes.

d) Veiller à ce que les femmes, membres du parti reçoivent l'instruction théorique et pratique nécessaires soit dans les institutions de préparation générale du parti, soit dans des réunions féminines spéciales consacrées à la lecture, à la discussion, etc...

e) S'efforcer de donner aux femmes ayant des talents d'agitateur et d'organisateur une instruction spéciale qui les mette à même d'utiliser complètement leurs facultés.

f) Nommer une femme comme rédacteur de la «page» qui doit être spécialement consacrée à la femme dans chaque journal du parti et en recruter les collaboratrices parmi les femmes du prolétariat.

Tout comité local d'agitation féminine se composera de 5 à 7 membres dont la candidature sera posée par les femmes organisées et l'élection ratifiée par le comité local du parti. Le comité d'agitation travaille en contact étroit avec le comité du parti sans l'assentiment duquel il ne peut prendre aucune décision ni en adopter aucune. Il a au comité du parti une déléguée permanente, participant à toutes les réunions et à tous les travaux avec voix consultative dans toutes les questions ayant trait au parti en général et voix

délibérative pour toutes les questions du mouvement féminin.

3) Chaque comité régional du parti aura un comité d'agitation féminine, dont la fonction sera d'achever le travail des comités locaux d'agitation féminine et de leur prêter un soutien efficace dans l'accomplissement de leurs tâches. Dans ce but il devra:

a) Avoir des relations régulières avec tous les comités féminins de la région ainsi qu'avec le comité d'agitation féminine et le secrétariat féminin pour le pays tout entier.

b) Rassembler tous les documents importants, matériaux réunis par chaque comité d'agitation féminine locale, et les mettre à la disposition des différents comités.

c) Fournir à toute la région la littérature nécessaire à l'œuvre d'instruction générale et de propagande.

d) Prendre l'initiative de campagnes d'agitation régionales, les préparer et les réaliser; trouver les agitateurs et les organisateurs nécessaires.

e) Prendre et réaliser toutes les mesures nécessaires pour mobiliser avec succès les femmes de la population laborieuse de la région dans le but de les faire participer aux entreprises et actions importantes du comité d'agitation féminine et de les transformer ainsi de spectatrices indifférentes en collaboratrices actives.

f) Organiser des conférences régionales féminines auxquelles chaque comité local d'agitation devra envoyer une ou deux déléguées et auxquelles participeront en outre des déléguées élues dans chaque localité par les femmes membres du parti à raison de 1 déléguée par 50 membres. Les conférences régionales féminines seront convoquées par le comité selon les besoins du moment (une fois tous les 6 mois au minimum). Le comité régional féminin devra en outre convoquer et diriger les conférences des déléguées des sans-parti.

Le comité régional féminin se composera de 5 à 7 membres dont la candidature sera posée à la conférence régionale par les femmes organisées, membres du parti et l'élection ratifiée par le comité régional du parti. Il travaillera en contact étroit avec le comité régional du parti à l'approbation duquel devront être soumises toutes les décisions et mesures qu'il jugera devoir adopter. Il sera représenté au comité des partis par une ou deux déléguées qui assisteront à toutes les séances avec voix consultative dans toutes les questions d'ordre général et voix délibérative pour toutes les questions spéciales du mouvement féminin.

4) Il sera institué dans le comité national du parti un comité d'agitation féminine ou un secrétariat féminin qui aura pour tâche de:

a) Entretenir des relations régulières avec les comités régionaux et locaux d'agitation féminine et de rafficher étroitement ces derniers au comité national du parti.

b) Rassembler tous les documents, matériaux réunis par les différents comités régionaux d'agitation féminine, les répartir entre ces dernières en y ajoutant les indications et données qu'il aura recueillies lui-même au cours de son activité

c) Fournir à tous les comités régionaux d'agitation féminine la littérature nécessaire pour l'instruction générale et la propagande.

d) Accorder une attention particulière aux questions du travail professionnel, de l'instruction, de la situation juridique de la femme, de la protection de l'ouvrière en un mot, à toutes les questions ayant trait aux intérêts économiques sociaux, et politiques de la femme; engager les comités régionaux et locaux d'agitation féminine à s'occuper desdites questions.

e) publier un périodique destiné à donner l'instruction théorique aux femmes, membres du parti, à leur inculquer plus profondément les idées du communisme et à les tenir au courant des points de vue et des tâches révolutionnaires du parti à chaque moment de son existence. Le comité national féminin nomme une femme comme rédactrice dudit périodique, lui recrute des collaboratrices parmi les ouvrières et fournit des matériaux pour le journal.

f) Prendre l'initiative de l'organisation de campagnes d'agitation par tout le pays; recruter dans ce but les agitateurs et organisateurs nécessaires.

g) Prendre et appliquer toutes les mesures nécessaires pour faire participer d'une façon active, dévouée, les femmes laborieuses, du pays à la réalisation des tâches générales ainsi qu'à la lutte du parti.

h) Convoquer des conférences féminines nationales auxquelles participeront une ou deux déléguées de chaque comité régional et des déléguées élues dans tout le pays par les femmes membres du parti. Chaque centaine de femmes membres du parti aura droit à une déléguée; quant aux organisations féminines comptant moins de cent personnes elles pourront également envoyer une déléguée. Les conférences féminines nationales seront convoquées au minimum une fois l'an et plus souvent s'il y a lieu. Le comité national d'agitation féminine convoquera également des conférences nationales des déléguées des sans-parti.

i) Nommer une correspondante qui soit en relations permanentes avec le Secrétariat international féminin.

Le comité féminin se composera de 7 à 10 membres dont la candidature sera posée par la conférence nationale féminine et l'élection ratifiée par le congrès national du Parti Communiste. Il travaillera en liaison étroite avec la direction nationale du parti qui sanctionnera toutes ses résolutions; ses déléguées participeront à toutes les séances et à tous les travaux de la direction du parti avec voix délibérative dans toutes les questions concernant les femmes et voix consultative pour toutes les questions d'ordre général.

### B. Organisation Internationale.

Il sera institué près le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste un secrétariat féminin international. Il se composera de 3 à 5 femmes dont la candidature sera posée par la conférence internationale féminine et l'élection ratifiée par le congrès de l'Internationale Com-

uniste à l'approbation duquel toutes ses décisions et mesures devront être soumises. La déléguée du secrétariat participera à toutes les réunions et à tous les travaux du Comité Exécutif avec voix consultative dans les questions d'ordre général et voix délibérative dans les questions spéciales du mouvement féminin. Le secrétariat féminin devra:

a) nouer et entretenir des relations régulières avec les comités féminins des partis communistes des différents pays et mettre lesdits comités en rapport les uns avec les autres.

b) rassembler toutes les données documentaires ayant trait à l'agitation et recueillies au cours de leur action par les comités féminins des différents pays et les mettre à la disposition de chacun de ces comités.

c) rassembler tout ce qui a été édité en fait de littérature communiste féminine: journaux «pages de la femme», brochures, etc. et le répartir entre les différents pays.

d) veiller à la rétribution du travail, à la situation civile et sociale de l'ouvrière, de la mère et de l'enfant, de la question du logement, etc... en un mot à tous les problèmes relatifs aux conditions d'existence et à l'activité des femmes dans les différents pays; réunir tous les matériaux y ayant trait, attirer l'attention des comités féminins des différents pays sur les questions et les problèmes d'une importance internationale et indiquer les matériaux dont on pourra faire usage pour l'étude desdites questions.

e) exiger des correspondantes internationales que, dès qu'un événement important pour le mouvement féminin se produira, elles en avisent

le secrétariat international, en tout cas qu'elles lui présentent des rapports.

f) publier un organe d'information international où l'on trouvera, outre un compte-rendu succinct sur la situation générale, les communications particulières, les plus importantes et où seront indiquées les questions générales, les problèmes et les actions à l'ordre du jour.

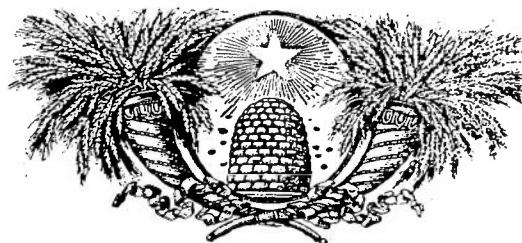
g) au moment des manifestations internationales du prolétariat sous la direction de l'Internationale Communiste, prendre sans retard dans tous les pays les mesures nécessaires pour attirer dans l'armée révolutionnaire la masse des femmes laborieuses et les faire participer à la lutte en qualité d'alliées conscientes, dévouées, résolues.

h) convoquer des conférences internationales de femmes communistes qui permettront à ces dernières de se faire part de leur expérience et de leurs nouveaux projets de travail, les rattacheraient plus étroitement les unes aux autres et les uniront pour l'action et la lutte révolutionnaires internationales.

Les conférences internationales féminines doivent adresser aux femmes exploitées et asservies du monde entier l'appel suivant:

«**Femmes prolétaires, de tous les pays, levez-vous, et en union avec le prolétariat mondial combattez sous les drapeaux de l'Internationale Communiste contre le capitalisme et sa pseudo-démocratie pour la mainmise sur le pouvoir d'Etat et l'instauration de la dictature du prolétariat et du régime soviétique. De vous, plus encore que des hommes on peut dire dans cette lutte, que vous n'avez rien à perdre que vos fers, mais que par contre vous pourrez conquérir le monde.**

• Rédigé par Klara ZETKIN.



# BIBLIOGRAPHIE

## NOUVELLES ÉDITIONS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

### 1. *Le Mouvement Communiste International.*

Rapport fait au 2-e Congrès de l'Internationale Communiste.

Le recueil comporte 40 rapports donnant un tableau complet du mouvement communiste en Europe, Asie et Amérique.

### 2. *Le 1-e Congrès des peuples de l'Orient.*

Compte-rendu sténographique du Congrès de Bakou, 1-e sept., 1920, 1 fort volume de 232 pages.

### 3. *Nos militants.*

Album de portraits, croquis pris à l'occasion du 2-e Congrès de l'l. C. Dessins de J. Brôdsky, S. Tchekhoniine, Dobouïnski, Vereisky, Vechilev.

### 4. *G. Zinoviev. La révolution mondiale et l'Internationale Communiste.*

Discours prononcé au Congrès des Indépendants à Halle, le 14 octobre 1920. D'après le compte-rendu sténographique.

Nous avons reçu le 1-er N° du nouveau périodique.

*Les Peuples de l'Orient*, organe du Conseil de Propagande et d'Action parmi les peuples d'Orient, publié en langues russe, turque, persane et arabe—74 pages de notre format.

Ce numéro est consacré exclusivement aux travaux du 1-er Congrès des Peuples d'Orient. Signalons ici, comme présentant un intérêt tout particulier, les thèses publiées par la Rédaction ainsi que le schéma détaillé en vue des rapports et des correspondances locales.



# Table des matières

Page		Page
2977	Karl LIEBKNECHT. Pages écrites en prison . . . . .	Parti Communiste Yougoslave. Résolution du II-e Congrès . . . . .
2999	K. RADEK. Les questions de la révolution mondiale à la lumière du menchévisme international . . . . .	3291
3001	G. ZINOVIEV. Le menchévisme, le communisme et la révolution mondiale . . . . .	3297
3013	BOUKHARINE. De la tactique offensive . . . . .	3299
5033	MANOULSKY. Les pourparlers de Riga . . . . .	3301
3037	H. BARBUSSE. Le devoir socialiste . . . . .	3303
3043	N. LÉNINE. Boniments sur la liberté . . . . .	3305
3049	M. PAVLOVITCH. Au pays de l'Internationale Jaune . . . . .	3307
3063	TZEHAKAIA. La Géorgie, l'Arménie, l'Entente et la Russie Soviétique . . . . .	3309
3071	SAFAROV. L'Orient et la révolution . . . . .	3311
3085	Appels des congrès des Peuples d'Orient. I. Aux peuples d'Orient . . . . .	3317
3112	Aux ouvriers d'Europe, d'Amérique et du Japon . . . . .	3319
3115	F. VARGA. L'Angleterre puissance mondiale, sa situation économique et sociale . . . . .	3321
3129	J. SADOUL. L'exil des princes . . . . .	3323
3135	V. KOLAROV. La Révolution d'Octobre . . . . .	3327
3141	V. GOULA. La scission au sein de la social-démocratie tschecho-slave . . . . .	3329
3145	Un communiste finlandais. La Situation en Finlande . . . . .	3331
3151	J. HERTZOG. Le mouvement révolutionnaire en Suisse . . . . .	3333
3153	V. NEVSKY. L'œuvre du Parti Communiste dans les campagnes . . . . .	3337
3155	N. KROUJSKAYA. L'Institut Supérieur d'éducation politique . . . . .	3341
3189	N. PODVOISKY. Qu'est-ce que l'instruction militaire générale? . . . . .	3345
3199	<b>Le Soviet International des syndicats rouges.</b>	
3231	A. LOZOVSKY. Amsterdam, Moscou, Londres . . . . .	3347
3249	G. DIMITROFF. Le mouvement syndical en Bulgarie . . . . .	3353
3255	La situation de la classe ouvrière en Estonie.—Résolutions du Conseil Central des Syndicats de Réval du 7 sept. 1920 . . . . .	3357
3257	V. YAROTSKY. L'activité du Conseil International des Syndicats . . . . .	
3263	<b>Documents sur le mouvement communiste international.</b>	
3267	Manifeste-programme du Comité Provisoire de la Fraction communiste du Parti Socialiste Italien . . . . .	
3268	Programme du Parti Socialiste Finlandais . . . . .	
3269	Résolution du II-e Congrès du Parti Communiste Bulgarie . . . . .	
3273	<b>Héros et martyrs de la révolution prolétarienne.</b>	
3275	Raymond Lefebvre, Marcel Vergeat, F. Berlio (Lepell), Inessa Armand . . . . .	3383
3287	<b>Le mouvement communiste international féminin.</b>	
3293	Projet de thèses sur le mouvement communiste féminin (Rédaction de Clara Zeitung) . . . . .	3387
3297	<b>Bibliographie.</b>	
3303	3273 Nouvelles éditions de l'Internationale Communiste . . . . .	3405

ILLUSTRATIONS: Tombeaux de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Portraits: Henri Barbusse, Raymond Lefebvre, Inessa Armand.

*Pétrograd, le 20 décembre 1920.*



Henri BARRUSSE

## LE DEVOIR SOCIALISTE

Je demande à mes camarades de l'*Humanité* l'hospitalité de leur journal pour me permettre de m'adresser à tous les combattants du parti, et exprimer une opinion sur la lutte qui divise en ce moment les socialistes français.

Que les jeunes ou vieux militants ne me considèrent pas comme un intrus dans le débat, parce que je ne me mêle pas de politique directe et immédiate, et que les deux organisations auxquelles je me consacre: l'*Internationale des Anciens Combattants* et *Clarté*, poursuivent leur œuvre en toute indépendance vis-à-vis des partis politiques, quels qu'ils soient.

Cela ne veut pas dire que ceux au nom de qui j'ai l'émotion fraternelle de parler lorsque je parle, ne se préoccupent pas de politique. Comment, pour des hommes positifs, cela serait-il possible dans le tourbillon compact des événements actuels? La politique est, à travers la vie collective, le mécanisme réalisateur. Elle est mêlée intimement à l'humanité. Séparer la question politique de la question économique, de la question sociale, de la question morale, c'est, à notre sens, enfantillage et sophisme, et nous avons souvent reproché à certains «intellectuels» de gauche de tracer une frontière entre le rêve et l'action et de jouer le rôle d'une classe aristocratique et anarchique, dont le moins qu'on puisse affirmer est qu'elle est inutile.

Cela ne veut pas dire non plus qu'il y ait désaccord de principes entre nous et le socialisme orthodoxe. Au contraire: chacun a, ici-bas, sa mission et sa besogne, et l'intérêt même de l'idéal commun est que les efforts s'harmonisent vers lui au lieu de se mêler confusément. En tant que Clartistes et qu'Anciens Combattants organisés, nous nous efforçons d'ensemencer, par une propagande positive et documentée, la vérité sur les faits et sur les idées; nous nous attachons à redresser la mentalité incertaine du public, c'est-à-dire de la multitude dispersée. Ce travail de préparation intellectuelle et morale, ce travail primordial et indispensable de véracité doit être conduit avec des moyens appropriés, en dehors de l'action politique directe, jusqu'aux jours prospères où, les idées vraies et justes se changeant en actes, les partis politiques justes et vrais récolteront ce qui a été semé là où ils n'ont pas aujourd'hui accès.

Notre conception de la religion sociale, à nous qui ne voulons pratiquer, au-dessus des chapelles et des églises, que le théisme de la vérité, nous fait un devoir de juger les réalisateurs politiques: les réalisateurs d'aujourd'hui et les réalisateurs de demain.

Le moment nous semble venu de dégager des évidences élémentaires que trop de socialistes perdent de vue. Nous les voyons pris dans l'engrenage de discussions qui se traînent, se morcellent et se rapetissent chaque jour. Ils embrouillent les grandes questions avec les petites, et l'idée essentielle, qui appartient à tous les honnêtes gens, est en danger. Dans ce chaos, il faut refaire de la simplicité, avec une pure et brutale énergie.

A l'heure actuelle, le devoir socialiste est aussi net qu'il est impérieux et pressant. Tous les vrais socialistes doivent se rallier sans réserves aux extrémistes, parce que les extrémistes ont raison.

Ils ont raison dans leur doctrine, dans la lettre de leur loi. Le communisme international édicte l'internationalisme absolu. Ce seul article est capital, il contient en puissance tout l'ordre nouveau. La vie malfaite du capitalisme est entièrement basée sur la division en nations de la masse humaine: les concurrences nationales sont la justification et le prétexte de toutes les espèces de guerres et d'oppressions. Il n'y a pas, sur l'internationalisme, la moindre réserve à formuler. N'en acceptons aucune, jamais. Il n'est pas de demi-nationalisme. La patrie est contre l'humanité. La défense nationale, ni rien de national ne compte au regard de la grande cause unique des hommes. Il n'existe pas au monde de collectivités ou de personnes assez étrangères les unes aux autres, pour que la loi de justice ne leur convienne pas également à toutes.

Ils ont raison, et de cela vous convencez tous, d'accorder la seule réalité sociale à la production, d'abattre par là, d'un seul coup, tous les priviléges, de faucher enfin la tyrannie artificielle et sinistre de l'argent. Ils ont raison de supprimer en même temps que le parasitisme d'une classe, celui des parlementaires et des gouvernements. En dehors de ces principes de structure, les autres

*Le cercle de fer est rompu.*

(Fin septembre 1918).

Dès que le cercle de fer du puissant militarisme allemand a fléchi, l'édifice formidable s'est lézardé de toutes parts, en Bulgarie, en Turquie, en Autriche, en Pologne et en Allemagne même.

La violence militaire ne peut servir de base à une construction durable.

*Petite secousse et grande secousse.*

(Fin septembre 1918).

Maintenant que s'écroule la domination militaire de l'Allemagne, la guerre devient révolutionnaire, dans le sens supérieur de ce mot.

Mais nous ne sommes qu'au commencement. Le principal est devant nous. L'heure décisive, l'heure de la révolution sociale a sonné.

Voici la petite secousse. La grande suivra.

*Aux soldats allemands! Aux ouvriers allemands!*

(Fin septembre 1918).

Les maîtres de l'heure multiplient les manœuvres les plus pressantes et les moins scrupuleuses, pour bien vous tenir en mains.

Le discours du kaiser à quelques centaines d'ouvriers des usines Krupp, triés et commandés pour l'écouter et l'approuver—comme des recrues devant leur caserne,—sous peine d'être jetés à la porte, est-il autre chose qu'une farce indigne? Quand ces messieurs sentent le nœud coulant se resserrer autour de leurs coups, vous devenez leurs camarades et leurs amis. On a besoin de vous, chers camarades, chers amis. C'est à vous que l'on s'adresse avec les plus flatteuses paroles, lorsqu'on a besoin d'un secours. Mais, si vous tirez ces messieurs d'embarras, si vous défendez leur trône, leur grandeur, leur pouvoir, si vous leur donnez une proie nouvelle, ils vous caresseront les côtes de telle manière que vous en verrez trente-six chandelles. Il en fut ainsi, et il en sera ainsi pour peu que vous prêtriez foi à leur beau langage. Le kaiser a traité les travailleurs conscients de «gueux». Il a menacé les grévistes de la prison et vous toute sa tendresse aux renards. Il a promis du plomb au peuple insolent et indocile; il a approvisionné la caserne Alexandre d'obus, destinés à servir contre le peuple; il a contraint ses soldats à marcher contre les ouvriers coupables d'user de leur liberté politique, pour manifester et faire grève; il a imposé à l'Allemagne un gouvernement presque autocratique; il a prémedité la suppression de la Constitution de l'Alsace-Lorraine; il est enfin le chef militaire du peuple allemand, sur qui retombe, devant le peuple allemand et l'humanité entière, la responsabilité principale de cette guerre abominable.

Il est aujourd'hui identique à ce qu'il était avant la guerre, lorsqu'il provoquait la catastrophe. Il pense identiquement comme alors. Il vous opprime et vous torturera de même à l'avenir, si vous ne le mettez dans l'impuissance de nuire.

Et le manifeste de Hindenbourg! Et ses avertissements contre la propagande ennemie! Qui ne voit que c'est là un truc grossier. Les manifestes révolutionnaires ne sont pas l'œuvre d'ennemis qui veulent vous égarer et vous abattre. Ils sont l'œuvre de vos amis, de citoyens allemands soucieux de vous montrer le bon chemin, celui de la libération et de la légitime défense contre les Hindenbourg et les Hohenzollern.

La campagne contre les atrocités de nos ennemis commises sur les prisonniers allemands, mensonge aussi, grossier mensonge, dont on se sert pour exciter en vous la haine et le désir de combattre, pour s'opposer à la fraternisation avec l'ennemi, pour vous apprendre à mourir en défendant vos bourreaux allemands, plutôt que de vous rendre à l'adversaire qui n'est pas votre ennemi.

Prends garde, peuple allemand! Et prends garde, patrie allemande! Défie-toi des flagorneries, des campagnes démagogiques, du mensonge cynique des Hohenzollern et des Hindenbourg et de leurs fidèles serviteurs, les socialistes gouvernementaux. De Guillaume Hohenzollern au franc ministériel de Scheidemann, le front de tes ennemis est continu.

*Influence de la guerre sur la liberté politique des masses populaires.*

Les prophètes de malheur, qui nous affirmaient que la guerre serait néfaste à la liberté des peuples et l'anéantirait, ou tout au moins retarderait son développement, ont eu raison.

A la vérité, on a promis récemment, dans la plupart des pays belligerants et dans quelques pays neutres souffrant de la guerre, une extension de liberté populaire. Des réformes ont été accomplies en Angleterre, et commencent ailleurs. Pourtant, l'état de siège est partout maintenu à des degrés différents, ainsi que la dictature militaire, ce qui prive les populations de tous les droits; et les promesses, les réformes, dont nous venons de parler, ne sont pas la conséquence de la guerre, mais plutôt celles de la résistance à la guerre ou de la peur de cette résistance. Ce sont les fruits de la protestation contre la guerre. Ainsi s'explique l'influence démocratique du péril commun.

Bref: les tendances antidémocratiques de la guerre sont restées en force, mais en partie modifiées et en partie neutralisées par la tendance démocratique qui suscite la réaction contre la guerre.

Celle-ci d'ailleurs n'a encore donné que des résultats purement formels. Elle a fait répandre de l'encre d'imprimerie. Car le papier est patient, surtout en temps de guerre. Que les masses soient sur leurs gardes. Si les classes dominantes et les impérialistes réussissent l'œuvre de duperie qu'ils ont en vue dans tous ces projets de démocratisation, si la manœuvre démocratique leur facilite la victoire, les masses, quels que soient leurs droits couchés sur le papier, seront matériellement débilitées par comparaison avec leur état d'avant-guerre, et ce en présence d'une classe dominante prodigieusement renforcée. Et, si même les nou-

## HÉROS ET MARTYRS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

### RAYMOND LÉFÉBVRE

Une nouvelle désolante nous parvient: Raymond Lefèvre a péri.

Il nous avait quitté vers le 15 septembre, vaillant, plein d'enthousiasme, d'impressions neuves et de projets, ne pensant qu'à l'action prochaine. Son voyage de retour comportait des risques qu'il acceptait avec bonne humeur. Il allait rentrer de Russie éprouvé, affermi par deux mois de contact avec les réalités puissantes de la révolution.

Raymond Lefèvre appartenait à la jeune génération des écrivains de la guerre; toute une élite d'intellectuels révolutionnaires est sortie des tranchées, comprenant quelles nécessités intérieures avaient conduit la vieille société au Grand Crime et bien résolue à chercher des voies nouvelles. Dès 1917 Raymond Lefèvre, après un long séjour au front dont il revenait malade et blessé, éccœuré et révolté, publiait un roman, *Le sacrifice d'Abraham*, et se classait dans le groupe de ces écrivains qui, avec Henri Barbusse, Duhamel, Martinet, Noël Garnier, Henry-Jacques, — et bien d'autres — devaient tirer la pensée française des ornières boueuses de la guerre et l'orienter, plus ou moins conscientement, vers la révolution.

Au fur et à mesure que parvenaient sur la révolution russe des informations exactes et que les masses ouvrières se pénétraient pour elle d'un plus profond enthousiasme, la jeune avant-garde socialiste à laquelle appartenait Raymond Lefèvre devenait plus nettement, plus conscientement communiste.

Pour ne pas perdre contact avec les éléments des masses les plus, éprouvés par la guerre, ce groupe participait à la fondation de l'Association Républicaine des Anciens-Combattants, destinée dans l'esprit, de quelques arrivistes en mal de députation à leur servir de tremplin politique, mais où Raymond Lefèvre et son ami Paul Vaillant-Couturier surent accomplir une large, une incessante propagande révolutionnaire, pour la Russie des Soviets d'abord, pour la formation en France d'un Parti Communiste ensuite. Raymond Lefèvre parcourut la France entière afin de parler aux soldats d'hier de la révolution nécessaire et du devoir de s'y préparer.

Ce fut son idée dominante. Nous la retrouvons dans une brochure qu'il avait publiée quelque temps avant de se rendre en Russie, sous ce titre: *La Révolution ou la Mort*. — Ce fut aussi le thème de ses meilleurs articles publiés par *l'Humanité* — Pour londer enfin la paix, — pour sauver la race française, disait-il, la révolution est nécessaire; en dehors d'elle, point de salut. Et

pour la révolution l'organisation s'impose, forte cohérente, internationale. Cette nette intelligence de la situation révolutionnaire actuelle avait amené Raymond Lefèvre au Comité de la III<sup>e</sup> Internationale et en avait fait au congrès de Strasbourg le défenseur le plus ardent de l'adhésion à l'Internationale Communiste. On se souvient que la police démocratique crut devoir l'arrêter à Strasbourg et qu'il fut question de le traduire en justice pour ce ne sais quels propos subversifs.

Orateur pressant et discret, sachant à la fois émouvoir et convaincre, journaliste d'un talent littéraire incontestable, Raymond Lefèvre mettait au service du Communisme français une énergie précieuse.

Il vint en Russie à l'occasion du 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, muni d'un mandat du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale. Au congrès de Moscou il ne manqua pas de condamner en termes sévères les anciens errements de l'opportunisme socialiste français. Il préconisait l'adhésion pure et simple, sans réserves, du P. S. U. à la III<sup>e</sup> Internationale.

Nous n'oublierons pas sa joie presque enfantine devant les grandes scènes des fêtes de Moscou. Tandis que défilaient sous les murs du Kremlin, sur la vaste place ensoleillée, toute tendue de draperies rouges, plus de deux cent mille travailleurs, hommes, femmes et enfants, armés, heureux, acclamant les communistes étrangers, Raymond Lefèvre, vêtu d'une large blouse russe, penchait à la tribune sa grande taille, comme pour embrasser plus et plus d'espaces d'un coup d'œil; et l'on sentait bien qu'il garderait pour toujours ce souvenir.

Il emporta de Russie une riche moisson d'impressions. En Ukraine il avait visité les villes dévastées par les pogroms; il avait vu Kharkov, Moscou, Pétrograd, s'intéressant à tout. Nous suivimes ensemble les cercueils des Communistes finlandais assassinés. Sous les fenêtres du palais d'Hiver, il prit la parole après ces funérailles, pour crier à la foule des soldats et des ouvriers de Pétrograd: «... Nos ennemis peuvent tuer des individus! nous, c'est leur classe que nous tuons!» — Et le voici qui tombe lui aussi...

Car il est mort en communiste. Pour se fendre la main il faut, par ce temps d'abjecte dictature bourgeoise dans toutes les démocraties du monde, que les meilleurs des militants risquent toujours leur liberté et leur vie. A la révolution russe et à la III<sup>e</sup> Internationale la France ouvrière avait déjà donné le sang de Jeanne Labourbe; en de